



Revenue Statistics in Africa

1990-2021

Statistiques des recettes publiques en Afrique

1990-2021



Co-funded by
the European Union



AFRICAN TAX
ADMINISTRATION FORUM
FORUM SUR
L'ADMINISTRATION
FISCALE AFRICAINE



2023

Revenue Statistics in Africa 2023

Statistiques des recettes publiques en Afrique 2023

1990-2021

This work is published under the responsibility of the Secretary-General of the OECD, the Executive Secretary of ATAF and the Chairperson of the AUC. The opinions expressed and arguments employed herein do not necessarily reflect the official views of the Member countries of the OECD or its Development Centre, or of the member countries of the African Union or of ATAF.

This document was produced with the financial assistance of the European Union. The views expressed herein can in no way be taken to reflect the official opinion of the European Union.

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE, du Secrétaire Exécutif de l'ATAF et du Président de la CUA. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des Membres de l'OCDE ou de son Centre de développement, ou des pays membres de l'Union africaine ou de l'ATAF.

Ce document a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne. Les opinions exprimées ici ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant les opinions officielles de l'Union européenne.

This document, as well as any data and map included herein, are without prejudice to the status of or sovereignty over any territory, to the delimitation of international frontiers and boundaries and to the name of any territory, city or area.

The names of countries, maps and territories and territorial disclaimers used in this joint publication follow the practice of the OECD.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les noms de pays et territoires, cartes et les avertissements territoriaux employés dans ce document sont ceux qu'utilise l'OCDE.

Please cite this publication as:

OECD/AUC/ATAF (2023), *Revenue Statistics in Africa 2023*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/15bc5bc6-en-fr>.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE/ATAF/AUC (2023), *Statistiques des recettes publiques en Afrique 2023*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/15bc5bc6-en-fr>.

ISBN 978-92-64-82981-7 (print/imprimé)

ISBN 978-92-64-39083-6 (pdf)

Revenue Statistics in Africa/*Statistiques des recettes publiques en Afrique*

ISSN 2617-6521 (print/imprimé)

ISSN 2617-653X (online/en ligne)

Photo credits/Crédits photo: Cover © some of the graphic elements in the main cover illustration were adapted from Freepik.com.
Couverture © certains des éléments graphiques de l'illustration de la couverture principale ont été adaptés de Freepik.com.

Corrigenda to OECD publications may be found on line at: www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm.

© OECD/ATAF/AUC 2023

© OCDE/ATAF/ATAF 2023

The use of this work, whether digital or print, is governed by the Terms and Conditions to be found at <https://www.oecd.org/termsandconditions>.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Foreword

Revenue Statistics in Africa 2023 is a joint publication by the OECD Centre for Tax Policy and Administration, the OECD Development Centre, the African Tax Administration Forum (ATAF) and the African Union Commission, with technical support from the African Development Bank and the Cercle de réflexion et d'échange des dirigeants des administrations fiscales and with the financial support of the European Union within the framework of the Pan-African Statistics Programme (PAS 2) implementation.

The report presents detailed, internationally comparable data on tax and non-tax revenues for 33 African countries. Its approach is based on the well-established methodology of the OECD Revenue Statistics database, which has become an essential reference source for OECD members and many non-member countries. Comparisons are also made with the average for OECD economies and for the economies featured in *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean* and *Revenue Statistics in Asia and the Pacific*.

The term “taxes” in this publication is confined to “compulsory, unrequited payments to general government”. Taxes are “unrequited” in the sense that benefits provided by government to taxpayers are not normally in proportion to their payments. The OECD methodology classifies a tax according to its base: income, profits and capital gains (classified under heading 1000), payroll (heading 3000), property (heading 4000), goods and services (heading 5000), and other taxes (heading 6000). Compulsory social security contributions paid to general government are treated as taxes and classified under heading 2000. The concept and classification of taxes are set out in greater detail in the OECD Interpretative Guide in Annex A.

The term “non-tax revenues” includes all general government revenues that do not meet the OECD definition of taxation. Revenues that do not constitute taxation include grants (e.g. foreign aid), returns on government market investments, rents on the extraction of resources from public lands, sales of government-produced goods and services, and the collection of fines and forfeits. More details on these types of revenues are provided in Annex B.

Chapter 1 and Chapter 2 of this report provide an overview of the main trends in tax and non-tax revenues respectively in the 33 participating countries from 2010 to 2021. Chapter 3 is a special feature based on the *VAT Digital Toolkit for Africa*, which was jointly published by ATAF, the OECD and the World Bank Group. Chapter 4 explores the level of tax revenues by main tax category and how the respective tax structures of the 33 countries have evolved since 1990. Chapters 5 and 6 provide detailed information on tax and non-tax revenues on a country-by-country basis as well as a comparison of the non-tax revenue mix over time in the 33 countries.

Avant-propos

Les *Statistiques des recettes publiques en Afrique* est un rapport conjoint du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, du Centre de développement de l'OCDE, du Forum sur l'administration fiscale africaine et de la Commission de l'Union africaine, publié avec l'assistance technique de la Banque africaine de développement et du Cercle de réflexion et d'échange des dirigeants des administrations fiscales et le soutien financier de l'Union européenne dans le cadre de la mise en œuvre du Programme statistique panafricain (PAS 2).

Le rapport fournit des données détaillées et comparables à l'échelle internationale, sur les recettes fiscales et non fiscales de 33 pays africains. Son approche repose sur la méthodologie bien établie des *Statistiques des recettes publiques de l'OCDE*, devenue une source de référence essentielle pour les pays membres de l'Organisation et de nombreux pays non-membres. Des comparaisons sont également effectuées avec la moyenne des économies de l'OCDE et avec celle des économies couvertes par les *Statistiques des recettes publiques en Amérique latine et dans les Caraïbes* et les *Statistiques des recettes publiques en Asie et Pacifique*.

Dans cette publication, le terme « impôts » fait référence uniquement aux « versements obligatoires sans contrepartie aux administrations publiques ». Les impôts sont « sans contrepartie » en ce sens que les prestations fournies par les administrations aux contribuables ne sont pas normalement proportionnelles à leurs paiements. La méthodologie de l'OCDE consiste à classer les impôts en fonction de l'assiette : le revenu, les bénéfices et les gains en capital (rubrique 1000), les salaires et la main-d'œuvre (rubrique 3000), le patrimoine (rubrique 4000), les biens et les services (rubrique 5000) et autres impôts (rubrique 6000). Les cotisations obligatoires de sécurité sociale versées aux administrations publiques sont aussi traitées comme des impôts et classées dans la rubrique 2000. Des informations plus détaillées sur la notion et la classification des impôts sont présentées dans le *Guide d'interprétation de l'OCDE* figurant à l'annexe A.

Le terme « recettes non fiscales » recouvre toutes les recettes des administrations publiques qui ne sont pas considérées comme des « impôts » selon la définition de l'OCDE. Les recettes non fiscales incluent les dons (comme l'aide extérieure), les rendements d'investissements publics, les rentes tirées de l'extraction de ressources du domaine public, la vente de biens et de services produits par le secteur public, et les amendes et confiscations. On trouvera, à l'annexe B, des informations plus détaillées sur ces catégories de recettes.

Le chapitre 1 et le chapitre 2 du rapport offrent une vue d'ensemble des grandes tendances de 2010 à 2021, dans les 33 pays participants, des recettes fiscales et non fiscales respectivement avec un accent particulier sur l'impact de la crise du COVID-19 sur les recettes publiques. Le chapitre 3 est une étude spéciale basée sur la *Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique*, qui a été publiée conjointement par l'ATAF, l'OCDE et le Groupe de la Banque mondiale. Le chapitre 4 examine le niveau des recettes fiscales par principaux types d'impôts et l'évolution des structures fiscales des 33 pays depuis 1990. Les chapitres 5 et 6 fournissent respectivement des données détaillées sur les recettes fiscales et non fiscales par pays ainsi qu'une comparaison des structures des recettes non fiscales dans le temps dans les 33 pays.

Acknowledgements

Revenue Statistics in Africa 2023 has been jointly produced by the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) Centre for Tax Policy and Administration (CTP), the OECD Development Centre (DEV), the African Tax Administration Forum (ATAF) and the African Union Commission (AUC), with the technical support of the African Development Bank (AfDB) and the Cercle de réflexion et d'échange des dirigeants des administrations fiscales (CREDAF) and with the financial support of the European Union.

The staff from these organisations with responsibility for producing the publication were: Emmanuelle Modica, Mark Mateo, Leonie Cedano, Talita Yamashiro Fordelone, Michael Sharratt and Alexander Pick of CTP under the supervision of the Director Manal Corwin, Deputy Directors David Bradbury and Achim Pross and the Acting Head of the Tax Policy and Statistics Division, Kurt Van Dender; Sébastien Markley and Arthur Minsat of DEV under the supervision of the Director Ragnheiður Elín Árnadóttir, the Deputy Director Federico Bonaglia and the Senior Communications Manager Henri-Bernard Solignac-Lecomte; Frankie Mbuyamba, Manager, Regional Coordination and Senior Specialist, Applied Research and Statistics at ATAF, Ezera Madzivanyika, Research Manager at ATAF; Patrick Ndzana Olomo, Ag. Head of Economic Policy and Sustainable Development, AUC-Economic Development, Tourism, Trade, Industry, Mining (ETTİM), Rumbidzai Treddah Manhando, Programme Coordinator, ETTİM, Luckystar Miyandazi, Tax and Domestic Revenue Mobilisation Adviser, ETTİM, Adoum Gagoloum, Head of Economics Statistics Division-African Union Institute for Statistics (STATAFRIC) and Jose Awong Alene, Senior Statistician-STATAFRIC under the supervision of Djamel Ghrib, Director of ETTİM, Leila Ben Ali, Ag. Executive Director STATAFRIC, at the AUC; Gaëlle Doléans, Policy Officer, Fabio Di Stefano, Team Leader Economic Integration, Transport, Digital and Science, Technology and Innovation and Benedikt Madl, Team Leader Fiscal Policies at the European Commission (DG International Partnerships). The special feature (Chapter 3) is based on the VAT *Digital Toolkit for Africa*, which was jointly produced by ATAF, the OECD and the World Bank Group. The authors would like to thank Ezera Madzivanyika and Emeka Nwankwo (ATAF), Piet Battiau and Hanna Lee (OECD) and Alastair Thomas (World Bank Group) for their valuable assistance with the special feature. Elizabeth Nash and Delphine Grandrieux (DEV) and Rebekka Hviid Kanstrup, Karena Garnier and Carrie Tyler (CTP) assisted with the production and publication of this report and Stephanie Coic produced the cover.

The authors would like to thank the officials at the finance ministries, national tax agencies and national statistical institutes of the countries participating in this project who gathered and compiled the national data and provided their invaluable knowledge and expertise on their country's revenue collection systems and data. In particular, the authors would like to thank the focal points appointed for each country and their colleagues who facilitated the technical work as well as the participants at the technical workshop held in Addis Ababa in May 2023: Joseph Edward Williams and Seitebaleng Fologang for Botswana; Mariame Dabo and Michel Yaméogo for Burkina Faso; Carlos José Oliveira Bentub and

Hamilton Cabral Fortes for Cabo Verde; Rogangoum Kodindouma Hervé and Hassan Adoum Mbodou Mbami for Chad; Edouard Kalawa and Erith Nghogue for Cameroon; Yacouba Fofana and Alex Koula Pouhe for Côte d’Ivoire; Nicolas Kazadi, Jean Gaston Many Onakudu Aletshu, Freddy Milambo Mbombo, Rémy Mbondo, Bembe Bodiko, Elisabeth Dikisha Dietu, Floribert Masuku Mambambu, Jean-Fidèle Yakala Mboma, Liliane Bilonda Mukuta, and Patricia Mbombo Bikila-Webe for the Democratic Republic of the Congo; Alaa Abdel-Rahman and Nariman Zahran for Egypt; Teodoro Mbá, Benita Ebang Nzang and Juan Pedro Akieme for Equatorial Guinea; Eric Thembinkosi Dlamini, Mvuselelo B. Mdluli, Khulekani Innocent Mncina and Yvonne Ntfombiyenkhosi Mthombo for Eswatini; Wilfried Igor Pouba, Egère Mamadou Guibinga, Rodrigue Ossi and Doris Nseng Nseng for Gabon; Edward Asuo Afram and Francis Bright Mensah for Ghana; Mamadouba Babara Camara, Damou Moussa Conde and Younoussa Nouridine Traoré for Guinea; George Kebaya, Alex Muhanji and Alex Mwangi for Kenya; Tebello Mahase and T’sele Mokhathali for Lesotho; Donah for Madagascar; Mussa Bonomali, Natasha Kandoje, Chimvano Thawani and Alick Wella for Malawi; Siaka Samaké and Boubacar Diakité for Mali; Mohamed Falilou Gueye for Mauritania; Jimmy Stephen Badjonat, Meeshrani Balgobin, Dharmarajen Changeya, Roshan Oree, and Meethoo Jawahir for Mauritius; El Moustapha Bennani, Anass Nahil, Abderrahim Mezroui, Rabah Chemlal and Naima Akboul for Morocco; Idi Itope and Nelago Ekandjo for Namibia; Mahamadou Djibrilla for Niger; Cephas B. Tiye and Benjamin Pever for Nigeria; Frédéric Ngolele for the Republic of the Congo; Roy Valence Gasangwa and Denis Mukama for Rwanda; Papa Malick Diallo for Senegal; Sophie Belle, Franchesco Estico, Roseline Lepathy, Franca Sicobo, Rudy Sinon and Yannick Vel for Seychelles; Mohamed Alie Bah and Philip Kargbo for Sierra Leone; Mampho Baholo, Paul Dreyer, Lawrence Gqesha, Mamiky Leolo, Tshepo Makgoro, Denis Marais, Nontokozo Mnqayi, Vivienne Smithdorf and Darlington Zhou for South Africa; Ouro-Adoi Abdelganiou and Imrane Moussa for Togo; Saoussen Boumaiza for Tunisia; Ronald Nyenje Makumbi, Jova Mayega and Allen Nassanga for Uganda.

The authors are also grateful to all participants in the *Revenue Statistics in Africa* technical workshop 2023 (Addis Ababa, 3-4 May) for sharing their views and insights on trends in domestic revenue mobilisation in their countries. Discussions at this event helped to shape the analytical chapters of this report.

Revenue Statistics in Africa is part of the *Global Revenue Statistics Initiative*. The authors would also like to thank the governments of Ireland, Japan, Luxembourg, the Netherlands, Norway, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom and the European Union for their support to the broader *Global Revenue Statistics Initiative*.

This document was produced with the financial assistance of the European Union. The views expressed herein can in no way be taken to reflect the official opinion of the European Union.

Remerciements

La publication des *Statistiques des recettes publiques en Afrique* a été produite conjointement par le Centre de politique et d'administration fiscales (CPAF) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Centre de développement de l'OCDE (DEV), le Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF) et la Commission de l'Union africaine (CUA), avec l'assistance technique de la Banque africaine de développement (BAfD), du Cercle de réflexion et d'échange des dirigeants des administrations fiscales (CREDAF), et avec le soutien financier de l'Union européenne.

Les agents de ces organisations auxquels la responsabilité de la publication a été confiée sont : Emmanuelle Modica, Mark Mateo, Leonie Cedano, Talita Yamashiro Fordelone, Michael Sharratt et Alexander Pick du CPAF sous la supervision de la Directrice du CPAF Manal Corwin, des directeurs adjoints David Bradbury et Achim Pross et du Chef intérimaire de la Division des politiques fiscales et statistiques Kurt Van Dender ; Sébastien Markley et Arthur Minsat de DEV sous la supervision de la Directrice du Centre de développement Ragnheiður Elín Árnadóttir, du Directeur adjoint Federico Bonaglia et du Chef de la communication Henri-Bernard Solignac-Lecomte ; Frankie Mbuyamba, Responsable, Coordination régionale et spécialiste principal, Recherche appliquée et statistiques à l'ATAF et Ezera Madzivanyika, Responsable de recherche appliquée et statistiques à l'ATAF; Patrick Ndzana Olomo, Chef de la politique économique et du développement durable a.i., CUA - Développement Économique, Tourisme, Commerce, Industrie, Mines (ETCIM), Rumbidzai Treddah Manhando, Coordinatrice de programme, ETCIM, Luckystar Miyandazi, Conseillère en fiscalité et en mobilisation des recettes intérieures, ETCIM, Adoum Gagoloum, Chef de la division des statistiques économiques (STATAFRIC) et Jose Awong Alene, statisticien principal sous la supervision de Djamel Ghrib, directeur de l'ETCIM et Leila Ben Ali, Directrice a.i. de STATAFRIC de la CUA ; Gaëlle Doléans, Chargée de mission, Fabio Di Stefano, Chef d'équipe Intégration économique, Transport, Numérique et Science, Technologie et Innovation et Benedikt Madl, Chef d'équipe Politiques fiscales à la Commission européenne (DG Partenariats internationaux). L'étude spéciale (chapitre 3) est basée sur la *Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique*, produite conjointement par l'ATAF, l'OCDE et le Groupe de la Banque mondiale. Les auteurs souhaitent remercier Ezera Madzivanyika et Emeka Nwankwo (ATAF), Piet Battiau et Hanna Lee (OCDE) et Alastair Thomas (Groupe de la Banque mondiale) pour leur aide précieuse dans la réalisation de cette étude spéciale. Elizabeth Nash et Delphine Grandrieux (DEV) ainsi que Rebekka Hviid Kanstrup, Karena Garnier et Carrie Tyler (CTP) ont contribué à la production et à la publication de ce rapport et Stephanie Coic a réalisé la couverture.

Les auteurs souhaitent remercier les responsables des ministères des finances, des administrations fiscales nationales et des instituts nationaux de statistiques des pays participant au projet, qui ont collecté et rassemblé les données nationales et ont partagé leur connaissance et expertise inestimable sur les systèmes de collecte de recettes et les données de leur pays. Les auteurs souhaitent en particulier remercier les points focaux désignés pour chaque pays et leurs collègues qui ont facilité le travail technique ainsi que

les participants à l'atelier technique tenu à Addis-Abeba en mai 2023 : Mampho Baholo, Paul Dreyer, Lawrence Gqesha, Mamiky Leolo, Tshepo Makgoro, Denis Marais, Nontokozi Mnqayi, Vivienne Smithdorf et Darlington Zhou pour l'Afrique du Sud ; Joseph Edward Williams et Seitebaleng Fologang pour le Botswana ; Mariame Dabo et Michel Yaméogo pour le Burkina Faso ; Carlos José Oliveira Bentub et Hamilton Cabral Fortes pour le Cabo Verde ; Edouard Kalawa et Erith Nghogue pour le Cameroun ; Yacouba Fofana et Alex Koula Pouhe pour la Côte d'Ivoire ; Alaa Abdel-Rahman et Nariman Zahran pour l'Égypte ; Eric Thembinkosi Dlamini, Mvuselelo B. Mdluli, Khulekani Innocent Mncina et Yvonne Ntfombiyenkosi Mthombo pour l'Eswatini ; Wilfried Igor Pouba, Egère Mamadou Guibinga, Rodrigue Ossi et Doris Nseng Nseng pour le Gabon ; Edward Asuo Afram et Francis Bright Mensah pour le Ghana ; Mamadouba Babara Camara, Damou Moussa Conde et Younoussa Nouridine Traoré pour la Guinée ; Teodoro Mbá, Benita Ebang Nzang et Juan Pedro Akieme pour la Guinée équatoriale ; George Kebaya, Alex Muhanji et Alex Mwangi pour le Kenya ; Tebello Mahase et T'sele Mokhathali pour le Lesotho ; Donah pour Madagascar ; Mussa Bonomali, Natasha Kandoje, Chimvano Thawani et Alick Wella pour le Malawi ; Siaka Samaké et Boubacar Diakité pour le Mali ; Jimmy Stephen Badjonat, Meeshrani Balgobin, Dharmarajen Changeya, Roshan Oree et Meethoo Jawahir pour Maurice ; Mohamed Falilou Gueye pour la Mauritanie ; El Moustapha Bennani, Anass Nahil, Abderrahim Mezroui, Rabah Chemlal et Naima Akboul pour le Maroc ; Idi Itope et Nelago Ekandjo pour la Namibie ; Mahamadou Djibrilla pour le Niger ; Cephas B. Tiye et Benjamin Pever pour le Nigéria ; Ronald Nyenje Makumbi, Jova Mayega, et Allen Nassanga pour l'Ouganda ; Frédéric Ngolele pour la République du Congo ; Nicolas Kazadi, Jean Gaston Many Onakudu Aletshu, Freddy Milambo Mbombo, Rémy Mbondo, Bembe Bodiko, Elisabeth Dikisha Dietu, Floribert Masuku Mambambu, Jean-Fidèle Yakala Mboma, Liliane Bilonda Mukuta, et Patricia Mbombo Bikila-Webe pour la République démocratique du Congo ; Roy Valence Gasangwa et Denis Mukama pour le Rwanda ; Papa Malick Diallo pour le Sénégal ; Sophie Belle, Franchesco Estico, Roseline Lepathy, Franca Sicobo, Rudy Sinon et Yannick Vel pour les Seychelles ; Mohamed Alie Bah et Philip Kargbo pour la Sierra Leone ; Rogangoum Kodindouma Hervé et Hassan Adoum Mbodou Mbami pour le Tchad ; Ouro-Adoï Abdelganiou et Imrane Moussa pour le Togo ; Saoussen Boumaiza pour la Tunisie.

Les auteurs remercient également tous les participants de l'atelier technique 2023 des *Statistiques des recettes publiques en Afrique* (Addis-Abeba, 3-4 mai) pour avoir partagé leurs points de vue et leurs idées sur les tendances de la mobilisation des recettes intérieures dans leurs pays. Les discussions lors de cet événement ont contribué à façonner les chapitres analytiques de ce rapport.

Les Statistiques des recettes publiques en Afrique font partie de la *Base de données mondiale des statistiques des recettes publiques*. Les auteurs tiennent également à remercier les gouvernements de l'Espagne, l'Irlande, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse ainsi que l'Union européenne pour leur soutien à l'initiative des *Statistiques mondiales des recettes publiques*.

Ce document a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne. Les opinions exprimées ici ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant les opinions officielles de l'Union européenne.

Table of contents

Executive summary	19
Chapter 1 Tax revenue trends, 2010-21	27
Tax-to-GDP ratios in Africa	29
Tax structures in Africa	44
Taxes by level of government	52
Notes	52
References	53
Chapter 2 Non-tax revenue trends, 2010-21	91
Introduction	92
Non-tax revenues as a percentage of GDP	92
Grouping countries by main source of non-tax revenues	95
Price and volume changes between 2020 and 2021	96
Changes in non-tax revenues by category, 2020-21	99
Other non-tax revenues	110
Notes	116
References	116
Chapter 3 VAT Digital Toolkit for Africa	149
Introduction	150
The growth of digital trade in Africa	150
VAT challenges associated with digital trade	152
The VAT Digital Toolkit for Africa	156
Note	160
References	160
Chapter 4 Tax levels and tax structures, 1990-2021	175
Chapter 5 Country tables, 1995-2021 – Tax revenues	205
Chapter 6 Non-tax revenue tables, 1995-2021	283
Annex A The OECD classification of taxes and interpretative guide	317
A.1. The OECD Classification of Taxes	318
A.2. Coverage	320
A.3. Basis of reporting	323
A.4. General classification criteria	325
A.5. Commentaries on items of the list	327
A.6. Conciliation with National Accounts	338

A.7.	Memorandum item on the financing of social security benefits	338
A.8.	Memorandum item on identifiable taxes paid by government.	338
A.9.	Relation of OECD classification of taxes to national accounting systems . . .	338
A.10.	The OECD classification of taxes and the International Monetary Fund (GFS) system	339
A.11.	Comparison of the OECD classification of taxes with other international classifications	339
A.12.	Attribution of tax revenues by sub-sectors of general government	341
	Notes	343
Annex B	Interpretative guide to non-tax revenue in Revenue Statistics in Africa. .	377
B.1.	Coverage	378
B.2.	Grants.	378
B.3.	Property income	378
B.4.	Sales of goods and services	379
B.5.	Fines, penalties and forfeits	380
B.6.	Other social contributions	380
B.7.	Miscellaneous and unidentified revenue	380
	Notes	380

Table des matières

Résumé	22
Chapitre 1 Tendances des recettes fiscales, 2010-21	57
Ratios impôts/PIB en Afrique	59
Structures fiscales en Afrique	75
Répartition des impôts par niveaux d'administration	83
Notes	84
Références	85
Chapitre 2 Tendances des recettes non fiscales, 2010-21	119
Introduction	120
Recettes non fiscales exprimées en pourcentage du PIB	120
Regroupement des pays selon la principale source de recettes non fiscales	123
Évolution des prix et des volumes entre 2020 et 2021	124
Évolution des recettes non fiscales par catégorie, 2020-21	127
Autres recettes non fiscales	138
Notes	144
Références	145
Chapitre 3 Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique	161
Introduction	162
La croissance du commerce numérique en Afrique	163
Défis en matière de TVA liés au commerce numérique	165
La Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique	170
Note	174
Références	174
Chapitre 4 Niveaux et structures des impôts, 1990-2021	175
Chapitre 5 Tableaux pays, 1995-2021 – Recettes fiscales	205
Chapitre 6 Tableaux des recettes non fiscales, 1995-2021	283
Annexe A Classification des impôts de l'OCDE et Guide d'interprétation	345
A.1. Classification des impôts de l'OCDE	346
A.2. Champ couvert	348
A.3. Bases de comptabilisation	352
A.4. Principes généraux de classification	354
A.5. Commentaires sur les postes de la liste	356
A.6. Conciliation avec les comptes nationaux	368

A.7.	Poste pour mémoire relatif au financement des prestations de sécurité sociale	369
A.8.	Poste pour mémoire relatif aux impôts identifiables payés par les administrations	369
A.9.	Rapport de la classification des impôts de l'OCDE avec les systèmes nationaux de comptabilité nationale	369
A.10.	La classification des impôts de l'OCDE et le système du Fonds monétaire international (SFP)	370
A.11.	Comparaison de la classification des impôts de l'OCDE et des autres classifications internationales des recettes publiques	370
A.12.	Répartition des recettes fiscales par sous-secteurs d'administration publique	372
	Notes	375
<i>Annexe B</i>	Guide d'interprétation des recettes non fiscales dans les Statistiques des recettes publiques en Afrique	381
B.1.	Champ couvert	382
B.2.	Dons	382
B.3.	Revenus de la propriété	382
B.4.	Ventes de biens et de services	383
B.5.	Amendes, pénalités et confiscations	384
B.6.	Autres cotisations sociales	384
B.7.	Recettes diverses et non identifiées	385
	Notes	385

LIST OF TABLES/LISTE DES TABLEAUX

Chapter 1/Chapitre 1

Tax revenue trends, 2010-21/ Tendances des recettes fiscales, 2010-21

Table 1.1.	Changes in tax revenues as a share of GDP by category, 2020 and 2021 . . .	36
Tableau 1.1.	Variations des recettes fiscales en pourcentage du PIB par catégorie d'impôt, 2020 et 2021	66

Chapter 2/Chapitre 2

Non-tax revenue trends, 2010-21/ Tendances des recettes non fiscales, 2010-21

Table 2.1.	Percentage changes in volume and price indices, 2020-21	98
Tableau 2.1.	Variations en pourcentage des indices de prix et de volume, 2020-21 . . .	126

Chapter 4/Chapitre 4

Tax levels and tax structures, 1990-2021/ Niveaux et structures des impôts, 1990-2021

Table 4.1.	Total tax revenue as percentage of GDP, 1990-2020	177
Tableau 4.1.	Total des recettes fiscales en pourcentage du PIB, 1990-2020	177
Table 4.2.	Total tax revenue (excluding social security) as percentage of GDP	179
Tableau 4.2.	Total des recettes fiscales (sécurité sociale non comprise) en pourcentage du PIB	179
Table 4.3.	Tax revenue of the main headings as percentage of GDP, 2021	181
Tableau 4.3.	Recettes fiscales des principales rubriques en pourcentage du PIB, 2021	181
Table 4.4.	Tax revenue of the main headings as percentage of total taxes, 2021 . . .	183
Tableau 4.4.	Recettes fiscales des principales rubriques en pourcentage du total des recettes fiscales, 2021.	183
Table 4.5.	Taxes on income and profits (1000) as percentage of GDP	185
Tableau 4.5.	Impôts sur le revenu et les bénéfices (1000) en pourcentage du PIB	185
Table 4.6.	Taxes on income and profits (1000) as percentage of total taxation	186
Tableau 4.6.	Impôts sur le revenu et les bénéfices (1000) en pourcentage du total des recettes fiscales.	186
Table 4.7.	Social security contributions (2000) as percentage of GDP	187
Tableau 4.7.	Cotisations de sécurité sociale (2000) en pourcentage du PIB.	187
Table 4.8.	Social security contributions (2000) as percentage of total taxation	189
Tableau 4.8.	Cotisations de sécurité sociale (2000) en pourcentage du total des recettes fiscales.	189
Table 4.9.	Taxes on property (4000) as percentage of GDP	191
Tableau 4.9.	Impôts sur le patrimoine (4000) en pourcentage du PIB	191
Table 4.10.	Taxes on property (4000) as percentage of total taxation	193
Tableau 4.10.	Impôts sur le patrimoine (4000) en pourcentage du total des recettes fiscales.	193
Table 4.11.	Taxes on goods and services (5000) as percentage of GDP	195
Tableau 4.11.	Impôts sur les biens et services (5000) en pourcentage du PIB.	195
Table 4.12.	Taxes on goods and services (5000) as percentage of total taxation	196
Tableau 4.12.	Impôts sur les biens et services (5000) en pourcentage du total des recettes fiscales.	196
Table 4.13.	Taxes on general consumption (5110) as percentage of GDP	197
Tableau 4.13.	Impôts généraux sur la consommation (5110) en pourcentage du PIB . . .	197
Table 4.14.	Taxes on general consumption (5110) as percentage of total taxation . . .	198
Tableau 4.14.	Impôts généraux sur la consommation (5110) en pourcentage du total des recettes fiscales.	198

Table 4.15.	Taxes on specific goods and services (5120) as percentage of GDP	199
Tableau 4.15.	Impôts sur les biens et services déterminés (5120) en pourcentage du PIB	199
Table 4.16.	Taxes on specific goods and services (5120) as percentage of total taxation.	200
Tableau 4.16.	Impôts sur les biens et services déterminés (5120) en pourcentage du total des recettes fiscales	200
Table 4.17.	Gross domestic product for tax reporting years at current prices, in national currency units	201
Tableau 4.17.	Produit intérieur brut pour les années de déclaration fiscale à prix courants, en monnaie nationale	201
Table 4.18.	Gross domestic product for tax reporting years at current prices, in millions of US dollars	202
Tableau 4.18.	Produit intérieur brut pour les années de déclaration fiscale à prix courants, en millions de dollars US	202
Table 4.19.	Exchange rates used, national currency per US dollar.	203
Tableau 4.19.	Taux de change utilisés, unités de monnaie nationale par dollar US	203

Chapter 5/Chapitre 5

Country tables, 1995-2021 – Tax revenues/ Tableaux pays, 1995-2021 – Recettes fiscales

Table 5.1.	Botswana	207
Table 5.2.	Burkina Faso	209
Table 5.3.	Cabo Verde	211
Table 5.4.	Cameroon / Cameroun	213
Table 5.5.	Chad / Tchad	215
Table 5.6.	Congo	217
Table 5.7.	Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	219
Table 5.8.	Côte d’Ivoire	222
Table 5.9.	Egypt / Égypte	225
Table 5.10.	Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	227
Table 5.11.	Eswatini.	229
Table 5.12.	Gabon	231
Table 5.13.	Ghana	233
Table 5.14.	Guinea / Guinée	235
Table 5.15.	Kenya	237
Table 5.16.	Lesotho	239
Table 5.17.	Madagascar.	241
Table 5.18.	Malawi.	244
Table 5.19.	Mali	246
Table 5.20.	Mauritania / Mauritanie	249
Table 5.21.	Mauritius / Maurice	251
Table 5.22.	Morocco / Maroc	254
Table 5.23.	Namibia / Namibie	256
Table 5.24.	Niger	258
Table 5.25.	Nigeria / Nigéria	261
Table 5.26.	Rwanda	263
Table 5.27.	Senegal / Sénégal	265
Table 5.28.	Seychelles	267
Table 5.29.	Sierra Leone	270
Table 5.30.	South Africa / Afrique du Sud	272

Table 5.31.	Togo	275
Table 5.32.	Tunisia / Tunisie	278
Table 5.33.	Uganda / Ouganda	280

Chapter 6/Chapitre 6

Non-tax revenue tables, 1995-2021/ Tableaux des recettes non fiscales, 1995-2021

Table 6.1.	Total non-tax revenue as percentage of GDP, 1995-2021	285
Tableau 6.1.	Total des recettes non fiscales en pourcentage du PIB, 1995-2021	285
Table 6.2.	Tax revenue of main headings as percentage of GDP, 2021	286
Tableau 6.2.	Recettes fiscales des principales rubriques en pourcentage du PIB, 2021	286
Table 6.3.	Tax revenue of main headings as percentage of total non-tax revenue, 2021	287
Tableau 6.3.	Recettes fiscales des principales rubriques en pourcentage du total des recettes non fiscales, 2021	287
Table 6.4.	Total non-tax revenue in millions of US dollars, 1995-2021	288
Tableau 6.4.	Totale des recettes non fiscales en millions de dollars américains, 1995-2021	288
Table 6.5.	Botswana	289
Table 6.6.	Burkina Faso	290
Table 6.7.	Cabo Verde	291
Table 6.8.	Cameroon / Cameroun	292
Table 6.9.	Chad / Tchad	292
Table 6.10.	Congo	293
Table 6.11.	Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	294
Table 6.12.	Côte d'Ivoire	295
Table 6.13.	Egypt / Égypte	296
Table 6.14.	Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	297
Table 6.15.	Eswatini	298
Table 6.16.	Gabon	299
Table 6.17.	Ghana	300
Table 6.18.	Guinea / Guinée	301
Table 6.19.	Kenya	302
Table 6.20.	Lesotho	303
Table 6.21.	Madagascar	303
Table 6.22.	Malawi	304
Table 6.23.	Mali	305
Table 6.24.	Mauritania / Mauritanie	306
Table 6.25.	Mauritius / Maurice	307
Table 6.26.	Morocco / Maroc	308
Table 6.27.	Namibia / Namibie	309
Table 6.28.	Niger	310
Table 6.29.	Nigeria / Nigéria	311
Table 6.30.	Rwanda	312
Table 6.31.	Senegal / Sénégal	312
Table 6.32.	Seychelles	313
Table 6.33.	Sierra Leone	314
Table 6.34.	South Africa / Afrique du Sud	314
Table 6.35.	Togo	315
Table 6.36.	Tunisia / Tunisie	316
Table 6.37.	Uganda / Ouganda	316

LIST OF FIGURES/LISTE DES GRAPHIQUES

Chapter 1/Chapitre 1

Tax revenue trends, 2010-21/ Tendances des recettes fiscales, 2010-21

Figure 1.1.	Tax-to-GDP ratios and total tax revenues (excluding social security contributions) as a percentage of GDP, 2021.	29
Graphique 1.1.	Ratios impôts/PIB et total des recettes fiscales (hors cotisations de sécurité sociale) en pourcentage du PIB, 2021	59
Figure 1.2.	Year-on-year changes in nominal tax revenues and nominal GDP in 2020 and 2021	32
Graphique 1.2.	Variations en glissement annuel des recettes fiscales nominales et du PIB nominal en 2020 et 2021	62
Figure 1.3.	Year-on-year changes in tax-to-GDP ratios in African countries in 2020 and 2021	33
Graphique 1.3.	Variation en glissement annuel des ratios impôts/PIB dans les pays d'Afrique en 2020 et 2021	63
Figure 1.4.	Year-on-year change in regional average tax-to-GDP ratios, 2020 and 2021	34
Graphique 1.4.	Variation en glissement annuel des ratios impôts/PIB moyens régionaux, 2020 et 2021	64
Figure 1.5.	Changes in tax revenues by category as a share of GDP, 2020-21.	35
Graphique 1.5.	Variations des recettes fiscales par catégorie en pourcentage du PIB, 2020-2021	65
Figure 1.6.	Change in tax-to-GDP ratios by main tax heading between 2020 and 2021 and by country (percentage points)	37
Graphique 1.6.	Variations des ratios impôts/PIB (en points de pourcentage du PIB) observées entre 2020 et 2021 par principales rubriques d'impôts et par pays	68
Figure 1.7.	Change in tax-to-GDP ratios in sub-regional groups by main tax heading, 2020-21	38
Graphique 1.7.	Variation des ratios impôts/PIB par groupe régional et principale rubrique d'impôt, 2020-21	69
Figure 1.8.	Average tax-to-GDP ratios for Africa (31), LAC and OECD, 2000-21	39
Graphique 1.8.	Ratios moyens impôts/PIB pour l'Afrique (33), l'ALC et l'OCDE, 2000-21 ..	70
Figure 1.9.	Revenue from taxes on income and profits, VAT and other tax headings as a percentage of GDP, 2010-21	40
Graphique 1.9.	Recettes tirées des impôts sur le revenu et les bénéfices, de la TVA et d'autres catégories d'impôts, en pourcentage du PIB, 2010-21	71
Figure 1.10.	Change in tax-to-GDP ratios between 2010 and 2019 and between 2010 and 2021	41
Graphique 1.10.	Variation des ratios impôts/PIB entre 2010 et 2019 et entre 2010 et 2021 ..	72
Figure 1.11.	Change in tax-to-GDP ratios by country and main tax heading, 2010-21 ..	42
Graphique 1.11.	Variation des ratios impôts/PIB par pays et principale rubrique d'impôt, 2010-21	73
Figure 1.12.	Tax-to-GDP ratios in Chad, Togo and for the Africa (33) average, 2000-21 ..	43
Graphique 1.12.	Ratios impôts/PIB au Tchad, au Togo et pour la moyenne Afrique (33), 2000-21	74

Figure 1.13.	Tax-to-GDP ratios and GDP per capita (in PPP) in African, LAC, OECD and selected Asian and Pacific economies, 2021	44
Graphique 1.13.	Ratios impôts/PIB et PIB par habitant (en PPA) dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'OCDE et dans certaines économies d'Asie et du Pacifique, 2021.	75
Figure 1.14.	Africa (33) average tax structure as percentage of total tax revenues and percentage of GDP, 2010 and 2021	45
Graphique 1.14.	Structure fiscale, moyenne Afrique (33) en pourcentage du total des recettes fiscales et en pourcentage du PIB, 2010 et 2021.	76
Figure 1.15.	Tax structure for the Africa (31), LAC, Asia-Pacific and OECD averages as a percentage of total tax revenues and as a percentage of GDP, 2021.	46
Graphique 1.15.	Structure fiscale pour la moyenne Afrique (31), ALC, Asie-Pacifique et OCDE en pourcentage du total des recettes fiscales et du PIB, 2021	77
Figure 1.16.	Tax structure by country, 2021	47
Graphique 1.16.	Structure fiscale, par pays, 2021	78
Figure 1.17.	VAT revenue ratio by country, 2021	49
Graphique 1.17.	Ratio des recettes de TVA par pays, 2021	80
Figure 1.18.	Environmentally related tax revenues by country and main tax base, 2021	50
Graphique 1.18.	Recettes provenant des taxes liées à l'environnement par pays et par principales catégories de taxe, 2021.	82

Chapter 2/Chapitre 2

Non-tax revenue trends, 2010-21/ Tendances des recettes non fiscales, 2010-21

Figure 2.1.	Total tax and non-tax revenues by country, 2021	93
Graphique 2.1.	Recettes fiscales et non fiscales totales par pays, 2021	121
Figure 2.2.	Africa (33) average non-tax revenues, 2010-21	94
Graphique 2.2.	Niveau moyen des recettes non fiscales en Afrique (33), 2010-21.	122
Figure 2.3.	Structure of non-tax revenues by country, 2021	95
Graphique 2.3.	Structure des recettes non fiscales par pays, 2021	123
Figure 2.4.	Percentage change in non-tax revenues, nominal GDP and price levels, 2020 and 2021	96
Graphique 2.4.	Variation en pourcentage des recettes non fiscales, du PIB nominal et des niveaux de prix, 2020 et 2021	124
Figure 2.5.	Changes in non-tax revenues (NTR), 2020-2021	99
Graphique 2.5.	Variations des recettes non fiscales (RNF), 2020-21.	127
Figure 2.6.	Grants by country, 2020 and 2021.	100
Graphique 2.6.	Dons par pays, 2020 et 2021	128
Figure 2.7.	Grants as a percentage of GDP and GNI per capita by country, 2021.	101
Graphique 2.7.	Dons en pourcentage du PIB et du PNB par habitant et par pays, 2021	129
Figure 2.8.	Grants and net official development assistance received, 2021	102
Graphique 2.8.	Dons et apports nets d'aide publique au développement perçus, 2021	130
Figure 2.9.	Rents and royalties and other property income by country, 2020 and 2021	104
Graphique 2.9.	Loyers, redevances et autres revenus de la propriété, par pays, 2020 et 2021.	132
Figure 2.10.	Resource-related tax and non-tax revenues by country, 2021	106
Graphique 2.10.	Recettes fiscales et non fiscales liées aux ressources naturelles par pays, 2021	134

Figure 2.11.	Rents and royalties and commodity exports for Revenue Statistics in Africa countries, 2010-21	108
Graphique 2.11.	Loyers et redevances et exportations de matières premières dans les pays couverts par les Statistiques des recettes publiques en Afrique, 2010-21	136
Figure 2.12.	Changes in prices of key commodities, 2019-21	109
Graphique 2.12.	Variations des prix des principales matières premières, 2019-21	137
Figure 2.13.	Estimated natural resource extraction, 2021	110
Graphique 2.13.	Extraction de ressources naturelles, estimations, 2021	138
Figure 2.14.	Sales of goods and services and administrative fees and other revenues related to administration, 2021	112
Graphique 2.14.	Produits de la vente de biens et de services, frais administratifs et autres recettes liées à l'administration, 2021	140
Figure 2.15.	Total SACU and other non-tax revenues by country	115
Graphique 2.15.	Total des recettes issues de la SACU et autres recettes non fiscales, par pays	143

Chapter 3/Chapitre 3

VAT Digital Toolkit for Africa/ Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique

Figure 3.1.	Growing e-commerce penetration in Africa (number of e-commerce users in millions)	151
Graphique 3.1.	Pénétration croissante du commerce électronique en Afrique (nombre d'utilisateurs du commerce électronique en millions)	164

Executive summary

R*Revenue Statistics in Africa 2023* presents internationally comparable indicators on tax and non-tax revenues for 33 African countries up to and including 2021, the second year of the COVID-19 pandemic. The *Revenue Statistics in Africa* initiative is a unique tool to understand Africa's diverse and complex economic environment, for tracking progress in domestic resource mobilisation, and for informing the design and analysis of tax policy across the African continent. As such, it contributes to the United Nations' Sustainable Development Goals, the Addis Ababa Action Agenda and the African Union's Agenda 2063. *Revenue Statistics in Africa* also contributes to the implementation of the second phase of the Pan-African Statistics Programme, a joint initiative between the African Union and the European Union that aims to improve measurement of progress in the process of African Integration by promoting the use of statistical data of quality in the decision-making process and policy monitoring. This edition of *Revenue Statistics in Africa* includes a special feature on the VAT Digital Toolkit for Africa.

Tax revenues

The unweighted average tax-to-GDP ratio for the 33 countries in this publication (the "Africa (33) average") was 15.6% in 2021 and recorded no change relative to 2020. The tax-to-GDP ratio refers to total tax revenues, including compulsory social security contributions, as a percentage of gross domestic product (GDP). The Africa (33) average in 2021 was below the averages of Asian and Pacific economies (19.8%), Latin America and the Caribbean (LAC) (21.7%), and the OECD (34.1%).

In 2021, the Africa (33) average tax-to-GDP ratio remained below its pre-pandemic level of 15.8% in 2019, having declined by 0.3 percentage points (p.p.) in 2020. This was also the case for the Asia-Pacific region, whose average tax-to-GDP ratio declined by 0.9 p.p. in 2020 before increasing by 0.2 p.p. in 2021. By contrast, the average tax-to-GDP ratio in the LAC region regained its pre-pandemic level in 2021: after recording a drop of 0.8 p.p. in 2020, it increased by the same magnitude the following year. In the OECD, tax revenues increased as a percentage of GDP in both years on average. These figures underscore the urgent need for enhancing tax administration and broadening the tax base in African countries to ensure stable and increasing revenue streams that can fund crucial development projects and bolster economic resilience.

Tax-to-GDP ratios varied widely across the countries included in this publication in 2021, from 5.9% in Equatorial Guinea to 32.5% in Tunisia. Tax revenues as a percentage of GDP increased in 20 countries and decreased in 13 between 2020 and 2021. Chad registered the largest decrease, of 4.6 p.p., followed by the Seychelles and Equatorial Guinea (2.6 p.p. and 2.5 p.p. respectively). By contrast, Botswana's tax-to-GDP ratio recorded the largest increase in this publication in 2021 (of 2.8 p.p.), followed by South Africa (1.9 p.p.) and the

Democratic Republic of the Congo (1.8 p.p.). Reflecting the diverse economic landscapes within Africa, tax-to-GDP ratios exhibited substantial variance, highlighting the necessity for country-specific tax policy designs and implementation strategies.

The year 2021, a phase of global economic rebound, presented mixed fiscal outcomes for African countries. The countries covered by this report recorded median growth of 12.1% in nominal tax revenues relative to the year before, compared with a 1.8% drop in 2020 due to the COVID-19 shock. Amid a recovery across many African economies in 2021, all but six countries in this report recorded increases in both nominal tax revenues and nominal GDP between 2020 and 2021. In comparison, 13 countries recorded increases in nominal tax revenues and nominal GDP between 2019 and 2020. However, the tax-to-GDP ratio in 17 of the 33 countries in 2021 was below its level in 2019, prior to the pandemic.

Between 2020 and 2021, revenues from taxes on goods and services increased by 0.2% of GDP on average; this category was most adversely affected by the COVID-19 pandemic in 2020, decreasing by 0.4% of GDP. Within taxes on goods and services, increases of 0.1 p.p. in 2021 in revenues from value added tax (VAT) represented a modest rebound following a 0.3 p.p. decrease between 2019 and 2020. Revenues from income taxes decreased by 0.1 p.p. on average in 2021 due to a fall in corporate income tax revenues over the period, having remained stable between 2019 and 2020. Social security contributions decreased by 0.1 p.p. in 2021, following an increase of the same magnitude in 2020. The changes in revenues from taxes on goods and services have direct implications for public service funding and development in Africa, making it imperative to optimise these revenue sources in alignment with continental developmental objectives.

The evolution of tax-to-GDP ratios in African countries over the past decade reflects ongoing endeavours to strengthen fiscal systems for development across the continent. Between 2010 and 2021, the Africa (33) average tax-to-GDP ratio rose by 1.5 p.p. In comparison, the average tax-to-GDP ratio for the LAC region and the OECD increased by 1.7 p.p. and 2.6 p.p. respectively over this period. Tax-to-GDP ratios rose in 23 of the 33 African countries between 2010 and 2021 and declined in ten.

The increase in the Africa (33) average tax-to-GDP ratio between 2010 and 2021 was mainly generated by VAT and personal income tax. In 2021, taxes on goods and services remained the main source of tax revenues in Africa, accounting for an average of 51.9% of total tax revenues, with VAT accounting for 27.8%. Taxes on income and profits accounted for 37.9% of tax revenues. Taxes on goods and services were the principal source of tax revenues for 24 of the countries included in this report in 2021. For the other nine countries, taxes on income and profits accounted for the principal share.

Non-tax revenues

In 2021, average non-tax revenues in Africa decreased by 0.3 p.p. of GDP from the previous year to 5.8% of GDP. Grants decreased by 0.3 p.p. while revenues from the Southern African Customs Union (SACU), which is the only customs union in Africa with a revenue-sharing agreement, fell by 0.5 p.p. Revenues from rents and royalties increased by 0.4 p.p. amid higher oil and gas production and rising commodity prices. In the previous year, the COVID-19 shock caused a decrease in oil and gas royalties while foreign aid in the form of grants and SACU revenues increased from 2019.

Between 2010 and 2021, average non-tax revenues decreased by 1.4 p.p. of GDP while tax revenues increased by 1.5 p.p., leading to only a small increase in government revenues in 2021 relative to 2010. This decline in non-tax revenues underscores the vulnerability of

African economies to global economic fluctuations, reinforcing the imperative to diversify and stabilise non-tax revenue streams for consistent funding of essential public goods and services and developmental initiatives across the continent.

Non-tax revenues ranged from 0.7% of GDP in South Africa to 29.9% of GDP in Lesotho in 2021. They were higher than tax revenues in Botswana, Equatorial Guinea, Lesotho and the Republic of the Congo. Non-tax revenues exceeded 10% of GDP in five countries, four of which (Botswana, Eswatini, Lesotho and Namibia) received most of their non-tax revenues from the SACU Common Revenue Pool.

Sources of non-tax revenues vary by country. For eight countries, a majority of non-tax revenues came from grants in 2021. Eight countries (Cameroon, Chad, the Republic of the Congo, Equatorial Guinea, Gabon, Mauritania, Nigeria and South Africa) received most of their non-tax revenues from rents and royalties, in particular oil royalties. The remaining 13 countries, excluding the four net recipient SACU countries, relied more on other sources of non-tax revenues, such as interest and dividends and fees for goods and services. Given this varied landscape, African countries should consider adopting context-specific strategies to bolster their non-tax revenues. Tailored policies can optimise revenues from diverse sources, ensuring sustained financial support for national developmental goals and improved delivery of public goods and services.

VAT Digital toolkit for Africa

Revenue Statistics in Africa 2023 includes a special feature based on the *VAT Digital Toolkit for Africa*, which was jointly produced by the African Tax Administration Forum (ATAF), the OECD and the World Bank group. As in other regions, the expansion of digital trade has created significant challenges for VAT systems in Africa that require a globally co-ordinated response. Without reforms to address these challenges, continuous digital trade growth causes unfair competitive pressure on domestic businesses and increasingly significant losses in VAT revenues, which are a key source of financing for most African countries. The *VAT Digital Toolkit for Africa* provides detailed guidance to assist African tax authorities in the design and implementation of robust policies for the application of VAT to digital trade.

Résumé

L'édition 2023 des *Statistiques des recettes publiques en Afrique* contient un ensemble d'indicateurs internationalement comparables sur les recettes fiscales et non fiscales pour 33 pays africains jusqu'à l'année 2021 comprise, soit la deuxième année de la pandémie de COVID-19. Cette publication constitue un instrument unique en son genre, pour comprendre la diversité et la complexité de l'environnement économique des pays africains, pour mesurer les progrès en matière de mobilisation des ressources intérieures et éclairer la conception et l'analyse des politiques fiscales sur l'ensemble du continent africain. À ce titre, elle contribue aux Objectifs de développement durable des Nations Unies, au Programme d'action d'Addis-Abeba et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Les *Statistiques des recettes publiques en Afrique* concourent également à la mise en œuvre de la seconde phase du Programme statistique panafricain, une initiative conjointe de l'Union africaine et de l'Union européenne qui vise à améliorer la mesure des progrès dans l'intégration africaine, en encourageant l'utilisation de données statistiques de qualité dans le processus d'élaboration des politiques et leur suivi. La présente édition des *Statistiques des recettes publiques en Afrique* contient une étude spéciale consacrée à la *Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique*.

Recettes fiscales

En 2021, le ratio impôts/PIB moyen non pondéré dans les 33 pays d'Afrique couverts par cette publication [désignés ci-après « moyenne des pays d'Afrique (33) »] s'est établi à 15.6 %, soit le même niveau qu'en 2020. Le ratio impôts/PIB correspond aux recettes fiscales totales, y compris les cotisations obligatoires de sécurité sociale, exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (PIB). En 2021, la moyenne des pays d'Afrique (33) était inférieure à celle des économies de la région Asie-Pacifique, de 19.8 %, à celle de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC), de 21.7 %, et de la zone OCDE, de 34.1 %.

En 2021, le ratio impôts/PIB moyen de l'Afrique (33) est resté inférieur à son niveau d'avant la pandémie, de 15.8 % en 2019, après avoir baissé de 0.3 point de pourcentage en 2020. Le même phénomène s'est produit dans la région Asie-Pacifique, dont le ratio moyen impôts/PIB a reculé de 0.9 point en 2020, avant de regagner 0.2 point en 2021. En revanche, le ratio moyen impôts/PIB dans la région ALC a renoué avec son niveau d'avant la pandémie en 2021 : après avoir baissé de 0.8 point en 2020, il s'est accru du même ordre de grandeur l'année suivante. Dans la zone OCDE, les recettes fiscales exprimées en pourcentage du PIB ont progressé au cours des deux années, en moyenne. Ces chiffres soulignent l'impérieuse nécessité d'améliorer l'administration de l'impôt et d'élargir la base d'imposition dans les pays africains afin d'assurer des flux de recettes stables et croissants qui puissent financer des projets de développement essentiels et renforcer la résilience économique.

En 2021, les ratios impôts/PIB ont affiché de grandes variations entre les pays couverts par la publication, allant de 5.9 % en Guinée équatoriale à 32.5 % en Tunisie. Les recettes

fiscales en pourcentage du PIB ont augmenté dans 20 pays et ont diminué dans 13 pays entre 2020 et 2021. C'est le Tchad qui a accusé la plus forte baisse, soit 4.6 points, suivi des Seychelles et de la Guinée équatoriale (respectivement 2.6 et 2.5 points). À l'inverse, le ratio impôts/PIB du Botswana a enregistré la plus forte hausse parmi tous les pays couverts par cette publication en 2021 (2.8 points), suivi de l'Afrique du Sud (1.9 point) et de la République démocratique du Congo (1.8 point). Reflétant la diversité des paysages économiques en Afrique, les ratios impôts/PIB ont affiché d'importantes variations, ce qui souligne la nécessité de concevoir des politiques fiscales et des stratégies de mise en œuvre propres à chaque pays.

En 2021, année caractérisée par un rebond de l'économie mondiale, les pays africains ont enregistré des résultats budgétaires mitigés. En 2021, les pays étudiés dans ce rapport ont affiché une croissance médiane de leurs recettes fiscales nominales de 12.1 % par rapport à l'année précédente, contre un recul de 1.8 % en 2020 sous l'effet du COVID-19. Alors que de nombreuses économies africaines se sont redressées en 2021, tous les pays couverts par ce rapport sauf six ont vu leurs recettes fiscales nominales et leur PIB nominal s'améliorer entre 2020 et 2021. Par comparaison, 13 pays ont enregistré une hausse de leurs recettes fiscales nominales et de leur PIB nominal entre 2019 et 2020. Toutefois, en 2021, le ratio impôts/PIB de 17 des 33 pays était inférieur à son niveau de 2019, avant la pandémie.

Entre 2020 et 2021, les recettes générées par les impôts sur les biens et services ont augmenté de 0.2 % de PIB en moyenne ; cette catégorie a été la plus sévèrement touchée par la pandémie de COVID-19 en 2020, accusant une baisse de 0.4 % de PIB. Dans cette catégorie, la progression de 0.1 point des recettes de TVA en 2021 représente un modeste rebond après une diminution de 0.3 point entre 2019 et 2020. Les recettes des impôts sur le revenu ont fléchi de 0.1 point en moyenne en 2021, sous l'effet de la baisse des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés au cours de cette période, après être demeurées stables entre 2019 et 2020. Les cotisations de sécurité sociale ont baissé de 0.1 point en 2021, après une hausse du même ordre de grandeur en 2020. Les variations des recettes provenant des impôts sur les biens et services ont des répercussions directes sur le financement des services publics et le développement en Afrique, ce qui rend impératif d'optimiser ces sources de recettes en fonction des objectifs de développement du continent.

L'évolution des ratios impôts/PIB dans les pays africains en l'espace d'une décennie reflète les efforts actuellement déployés pour renforcer les systèmes budgétaires au service du développement sur le continent. Entre 2010 et 2021, le ratio impôts/PIB moyen de l'Afrique (33) a progressé de 1.5 point. Par comparaison, les ratios impôts/PIB moyens pour la région ALC et la zone OCDE se sont accrus de respectivement 1.7 point et 2.6 points au cours de cette période. Les ratios ont augmenté dans 23 des 33 pays d'Afrique entre 2010 et 2021, et ils ont diminué dans dix.

L'augmentation du ratio impôts/PIB moyen de l'Afrique (33) entre 2010 et 2021 était principalement due à l'évolution favorable des recettes de la TVA et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. En 2021, les impôts sur les biens et services sont restés la principale source de recettes fiscales en Afrique, puisqu'ils ont généré 51.9 % du total des recettes fiscales en moyenne, la TVA à elle seule contribuant à 27.8 % du total. Les impôts sur le revenu et sur les bénéfices ont procuré 37.9 % des recettes fiscales. En 2021, les impôts sur les biens et services représentaient la principale source de recettes fiscales pour 24 pays africains couverts par ce rapport. Dans les neuf autres pays, la plus grande partie des recettes fiscales provenait des impôts sur le revenu et les bénéfices.

Recettes non fiscales

En 2021, les recettes non fiscales moyennes en Afrique ont diminué de 0.3 point de PIB par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 5.8 % du PIB. Les dons ont diminué de 0.3 point, tandis que les recettes provenant de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), qui est la seule union douanière en Afrique à disposer d'un accord de partage des recettes, ont baissé de 0.5 p.p. Les recettes tirées des loyers et redevances ont augmenté de 0.4 point, sur fond d'accroissement de la production de pétrole et de gaz et de hausse des prix des matières premières. L'année précédente, le choc lié au COVID-19 a entraîné une baisse des redevances pétrolières et gazières, tandis que les recettes de l'aide extérieure (sous forme de dons) et de la SACU ont augmenté par rapport à 2019.

Entre 2010 et 2021, les recettes non fiscales moyennes ont reculé de 1.4 point de PIB, tandis que les recettes fiscales augmentaient de 1.5 point, n'entraînant qu'une faible augmentation des recettes publiques en 2021 par rapport à 2010. Cette baisse des recettes non fiscales souligne la vulnérabilité des économies africaines face aux fluctuations économiques mondiales, ce qui renforce l'impératif de diversifier et de stabiliser les sources de recettes non fiscales pour assurer un financement cohérent des biens et services publics essentiels et des initiatives de développement sur l'ensemble du continent.

En 2021, les recettes non fiscales s'échelonnaient entre 0.7 % du PIB en Afrique du Sud et 29.9 % du PIB au Lesotho. Elles étaient supérieures aux recettes fiscales au Botswana, en Guinée équatoriale, au Lesotho et en République du Congo. Elles dépassaient 10 % du PIB dans cinq pays, dont quatre (Botswana, Eswatini, Lesotho et Namibie) recevaient la majeure partie de leurs recettes non fiscales du fonds commun des recettes de la SACU.

L'origine des recettes non fiscales diffère selon les pays. Pour huit pays, les dons constituaient la majorité de ces recettes en 2021. Huit autres pays (Afrique du Sud, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, Mauritanie, Nigéria, République du Congo, Tchad) tiraient quant à eux la majeure partie de ces recettes de loyers et de redevances, et notamment de redevances pétrolières. Les 13 pays restants, à l'exception des quatre pays bénéficiaires nets de la SACU, ont tiré l'essentiel de leurs recettes non fiscales d'autres sources telles que les intérêts et dividendes et les frais au titre de la vente de biens et services. Compte tenu de la variété des situations, les pays africains devraient envisager d'adopter des stratégies adaptées au contexte pour accroître leurs recettes non fiscales. Des politiques sur mesure peuvent permettre d'optimiser les recettes provenant de sources diverses, en assurant un soutien financier durable aux objectifs nationaux de développement et à l'amélioration de l'offre de biens et de services publics.

Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique

L'édition 2023 des *Statistiques des recettes publiques en Afrique* contient une étude spéciale basée sur la *Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique*, élaborée conjointement par le Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF), l'OCDE et le Groupe de la Banque mondiale. Comme dans d'autres régions, l'expansion du commerce électronique met sérieusement à l'épreuve les systèmes de TVA en Afrique, appelant une réponse coordonnée à l'échelle mondiale. À défaut de réformes pour relever ces défis, la croissance continue des échanges numériques exerce une pression concurrentielle déloyale sur les entreprises nationales et génère des pertes de TVA de plus en plus importantes, alors même que les recettes de TVA constituent une source de financement essentielle pour la plupart des pays africains. La *Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique* livre des orientations détaillées afin d'aider les autorités fiscales africaines à concevoir et mettre en œuvre des politiques solides pour l'application de la TVA aux échanges numériques.

Chapter 1

Tax revenue trends, 2010-21

Chapitre 1

Tendances des recettes fiscales, 2010-21

Chapter 1

Tax revenue trends, 2010-21

Achieving the African Union's Agenda 2063, the United Nations' Sustainable Development Goals (SDGs) and implementing the Addis Ababa Action Agenda require mobilising additional finance in general, and domestic resources in particular, to fund public goods and services. Taxation provides a predictable and sustainable source of government revenue, in contrast with the volatility of other important sources of public revenues, such as grants and mineral royalties. For African countries, where external debt and dependency on volatile resource revenues present notable economic challenges, enhancing domestic resource mobilisation is not just a fiscal strategy; it is also a critical pathway to achieving self-reliance, economic resilience and sustainable development, aligning specifically with the aspirations set out in Agenda 2063 for a self-sufficient, integrated and prosperous Africa.

Revenue Statistics in Africa presents an internationally comparable set of indicators on tax and non-tax revenues that can be used to track progress on domestic resource mobilisation and to inform tax policy and reform. The report and its data also contribute to the Pan-African Statistics Programme, a joint effort between the African Union and the European Union to strengthen statistical capacity in Africa by providing quality revenue statistics data that can inform decision-making processes and policy monitoring towards African integration. The progress of the Pan-African Statistics Programme demonstrates a commitment towards data-driven and context-sensitive policymaking in Africa. Accurate and relevant data is foundational for formulating policies that resonate with Africa's distinctive economic and political landscapes and societal nuances, thereby propelling more effective and impactful initiatives on the ground.

This edition of *Revenue Statistics in Africa* includes tax revenue data up to and including 2021, the second year of the COVID-19 pandemic. The pandemic significantly weakened public finances across the world in 2020, leading to sharp declines in public revenues. This report examines the extent to which revenues in African countries were able to recover from the initial impact of COVID-19.

This first chapter analyses the evolution of the tax-to-GDP ratio, tax structure and share of tax revenue by level of government in 33 African countries: Botswana, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroon, Chad, the Republic of the Congo, the Democratic Republic of the Congo, Côte d'Ivoire, Equatorial Guinea, Egypt, Eswatini, Gabon, Ghana, Guinea, Lesotho, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Namibia, Niger, Nigeria, Rwanda, Senegal, the Seychelles, Sierra Leone, South Africa, Togo, Tunisia and Uganda. Gabon and Guinea are included for the first time in this edition. This chapter also compares the averages of the 33 African countries with the averages of 29 Asian and Pacific economies (OECD, 2023^[1]), 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries (OECD et al., 2023^[2]), and 38 OECD countries (OECD, 2021^[3]). The discussion supplements the detailed country information on tax revenue in Chapter 5.

Tax-to-GDP ratios in Africa

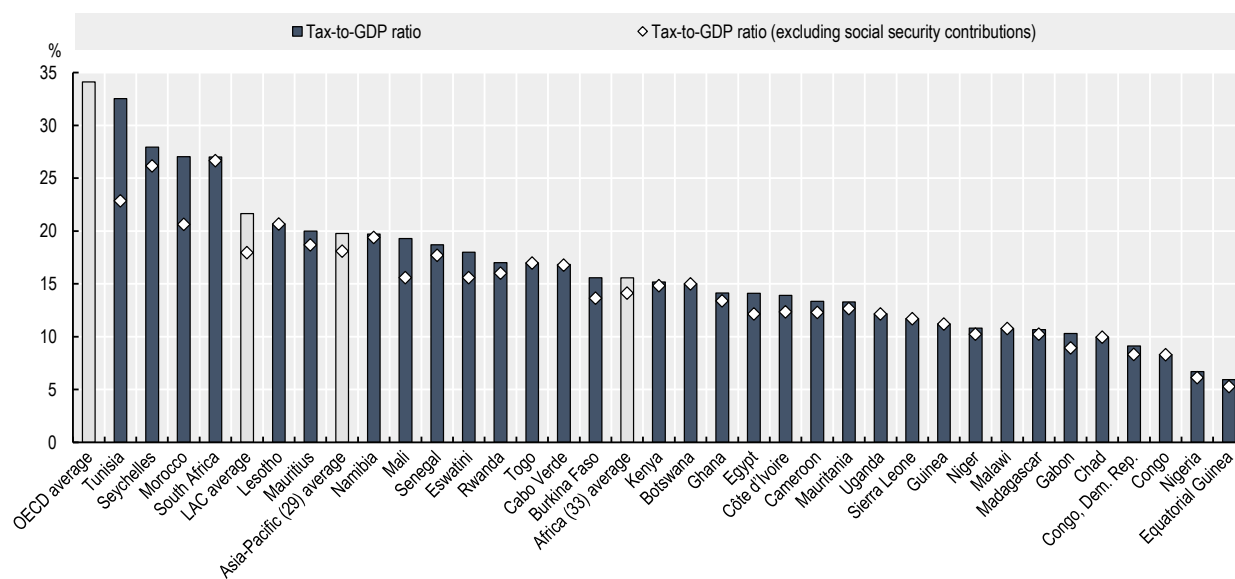
Tax revenue trends across African countries in 2021

Exploring tax-to-GDP ratios in the 33 African countries in this publication reveals a multitude of economic realities. The wide-ranging ratios underscore the economic diversity within the continent, each telling a story of fiscal potential and challenges unique to each country. Understanding and navigating these differences is crucial for designing effective tax policies that bolster economic stability and drive development in Africa.

The unweighted average tax-to-GDP ratio of these 33 countries (referred to as the “Africa (33) average”) was 15.6% in 2021 (Figure 1.1) and recorded no change from its level in 2020. The tax-to-GDP ratio is measured as tax revenues (including compulsory social security contributions paid to general government) as a proportion of gross domestic product (GDP).¹ In comparison, the average tax-to-GDP ratios in Asia and the Pacific, Latin America and the Caribbean, and the OECD were 19.8%, 21.7% and 34.1% respectively in 2021.

Africa’s low average tax-to-GDP ratio relative to other regions demonstrates the constrained fiscal space within which African countries operate. This limitation impacts their ability to channel substantial investments into sectors like healthcare, education and infrastructure, which are central to sustainable development and societal well-being in the African context. Addressing these gaps is imperative for unleashing Africa’s developmental potential, ensuring inclusive and resilient growth across the continent.

Figure 1.1. Tax-to-GDP ratios and total tax revenues (excluding social security contributions) as a percentage of GDP, 2021



Note: Data include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritius, Morocco, Nigeria (state revenues only) and South Africa for 2021. The Africa (33) average and the averages for Asia-Pacific (29 economies), LAC (25 countries) and the OECD (38 countries) are unweighted.

The Africa (33) average should be interpreted with caution as data on social security contributions are not available for Chad, the Republic of the Congo, Guinea, Sierra Leone, Togo and Uganda and are only partially available for Cameroon and Senegal. Social security contributions for Botswana, Lesotho and Malawi are deemed to be null as they do not meet the criteria to be classified as social security contributions set out in the OECD classification of taxes in the Interpretative Guide. See the country tables in Chapter 5 for further information.

The tax-to-GDP ratio for South Africa includes payments made by South Africa to the Southern African Customs Union pool.

Source: Tables 4.1 and 4.2 in Chapter 4 and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), “Revenue Statistics in Africa: Comparative tables”, OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/6kbiud>

Tax-to-GDP ratios varied widely across the countries included in this publication in 2021, ranging from 5.9% in Equatorial Guinea to 32.5% in Tunisia. Morocco, Tunisia, the Seychelles and South Africa had tax-to-GDP ratios above 25%. Twelve countries recorded tax-to-GDP ratios between 15.0% and 21.0% while 17 countries had tax-to-GDP ratios below 15% (Chad, Cameroon, the Democratic Republic of Congo, Republic of Congo, Côte d'Ivoire, Egypt, Equatorial Guinea, Gabon, Ghana, Guinea, Madagascar, Malawi, Mauritania, Niger, Nigeria, Sierra Leone and Uganda).

Many of the countries in this publication belong to regional organisations whose members adopt common tax and external tariff rules and form a customs union. In 2021, the average tax-to-GDP ratios of the five Central African Economic and Monetary Community (CEMAC)² countries, the three East Africa Community (EAC)³ countries, and the six West African Economic and Monetary Union (WAEMU)⁴ countries included in this publication were 9.6%, 14.8% and 15.8%, respectively. The average tax-to-GDP ratio for countries in the Southern African Customs Union (SACU) (see Box 2.3 in Chapter 2) and the three Arab Maghreb Union (AMU)⁵ countries were 20.1% and 24.6% respectively in 2021, above the Africa (33) average.

Changes in tax revenues and in GDP in nominal terms

This section analyses changes in nominal tax revenues and nominal GDP in 2021 and the resulting changes in tax-to-GDP ratios, which it compares to changes in 2020. The value of the tax-to-GDP ratio depends on two components; its numerator (tax revenues) and its denominator (GDP) (see Box 1.1). This means that the changes in tax-to-GDP ratios reflect changes in nominal tax revenues as well as changes in nominal GDP.

Box 1.1. Methodology: The tax-to-GDP ratio

The tax ratios shown in this publication express aggregate tax revenues as a percentage of GDP. The value of this ratio depends on its denominator (GDP) as well as its numerator (tax revenues). Both the numerator and the denominator may be subject to historical revision. The tax-to-GDP needs to be interpreted with caution: nominal tax revenues and nominal GDP may change in the same direction (both increasing or both decreasing) but the tax-to-GDP ratio will go in the opposite direction over the same period if the relative change in nominal tax revenues is lower than the relative change in nominal GDP.

The numerator (tax revenues)

This publication uses revenue figures that are submitted annually by focal points from national Ministries of Finance, tax administrations or statistics offices. Historical tax revenue data are subject to revisions each year, with more important revisions in latest years. Past figures may also change from one edition to the next when new data are obtained by focal points.

In 25 countries covered in this report, the reporting year coincides with the calendar year. The remaining eight countries report on a fiscal year basis. For these countries, the reporting year 2021 includes one quarter of 2022 (in four countries with fiscal year from April to March) or two quarters of 2020 (in four countries with fiscal year from July to June).⁶ This means that the revenue data for 2021 for countries reporting on a fiscal year basis from July to June includes revenues from periods that were still significantly affected by the COVID-19 pandemic.

Box 1.1. **Methodology: The tax-to-GDP ratio** (cont.)

The denominator (GDP)

The GDP figures used in this publication are sourced from the *World Economic Outlook* (WEO) published by the IMF. Using these GDP figures ensures a maximum of consistency across countries, as well as international comparability. GDP figures are also revised and updated to reflect better data sources and improved estimation procedures, or to move towards new internationally agreed guidelines for measuring the value of GDP. It is nonetheless important to acknowledge and account for the distinctive economic, sociopolitical and historical factors within African countries that profoundly influence GDP metrics.

The most recent available figures from the WEO were published in April 2023 (IMF, 2023^[5]) and include GDP revisions made by some countries to align with the most recent System of National Accounts (SNA 2008). There are notable revisions of GDP figures in this report relative to last year's edition for Burkina Faso, Cabo Verde, Egypt, Guinea, Lesotho, Morocco, Mauritania, Mauritius and the Seychelles (the GDP figures for 2020 for these countries were revised by +/- 3% or more).

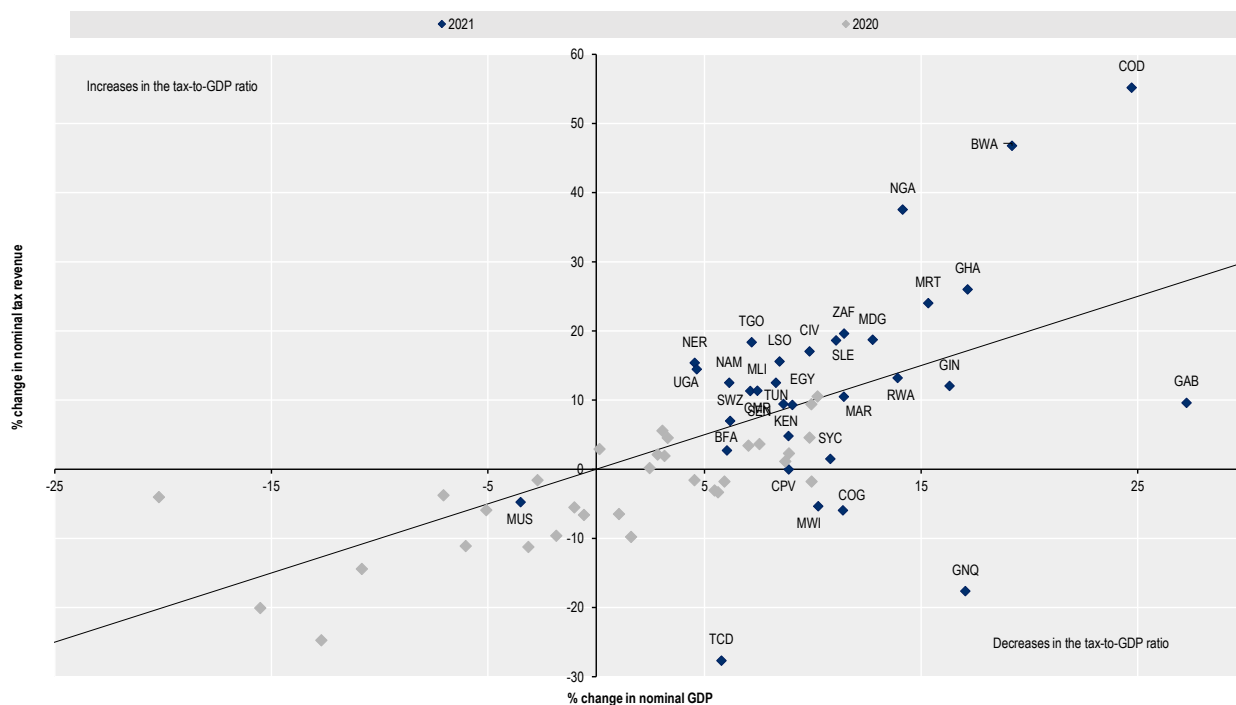
The difference between the 2020 tax-to-GDP ratios in the 2022 and 2023 editions following revisions to tax revenues and GDP ranged from -1.8 p.p. in Cabo Verde to 0.5 p.p. in Mali.

In 2021, the countries covered by this report recorded median growth of 12.1% in nominal tax revenues relative to the previous year. By contrast, there was a 1.8% drop in nominal median tax revenues in 2020 attributable to the COVID-19 shock. Nominal GDP showed a median growth for both years (2.5% between 2019 and 2020 and 9.8% between 2020 and 2021).

Figure 1.2 shows year-on-year changes in nominal tax revenues and nominal GDP in 2020 and 2021 by country. Twenty-seven out of 33 countries covered by this report recorded increases in nominal tax revenues in 2021. Over the period, Botswana, the Democratic Republic of the Congo and Nigeria recorded the largest increases in nominal tax revenue (of more than 30%). By contrast, 14 countries experienced increases in nominal tax revenues in 2020 and the other 19 countries recorded falls. With respect to nominal GDP, Mauritius is the only country where nominal GDP declined in 2021, whereas 13 countries recorded decreases in 2020. All but six countries covered by this report recorded increases in both nominal tax revenues and nominal GDP between 2020 and 2021. In comparison, 13 countries recorded increases in nominal tax revenues and nominal GDP between 2019 and 2020. In the unique economic landscape of Africa, the growth in tax revenues and GDP in 2021 narrates a tale of recovery and resilience. African countries, each with their distinct economic challenges exacerbated by the COVID-19 pandemic, showcased varying degrees of fiscal recovery.

While tax revenues increased in nominal terms in 27 countries in 2021, GDP increased by less than tax revenues in 20 of these, leading to higher tax-to-GDP-ratios in 2021 relative to 2020. In seven countries, nominal GDP rose by more than nominal tax revenues, causing the tax-to-GDP ratio to decline. A further five African countries (Cabo Verde, Chad, the Republic of Congo, Equatorial Guinea and Malawi) showed decreasing nominal tax revenues and increasing nominal GDP, resulting in decreases in their tax-to-GDP ratio. Mauritius recorded decreases in both nominal tax revenues and nominal GDP in 2021. In comparison, twelve countries recorded decreases in nominal tax revenues and nominal GDP between 2019 and 2020.

Figure 1.2. Year-on-year changes in nominal tax revenues and nominal GDP in 2020 and 2021



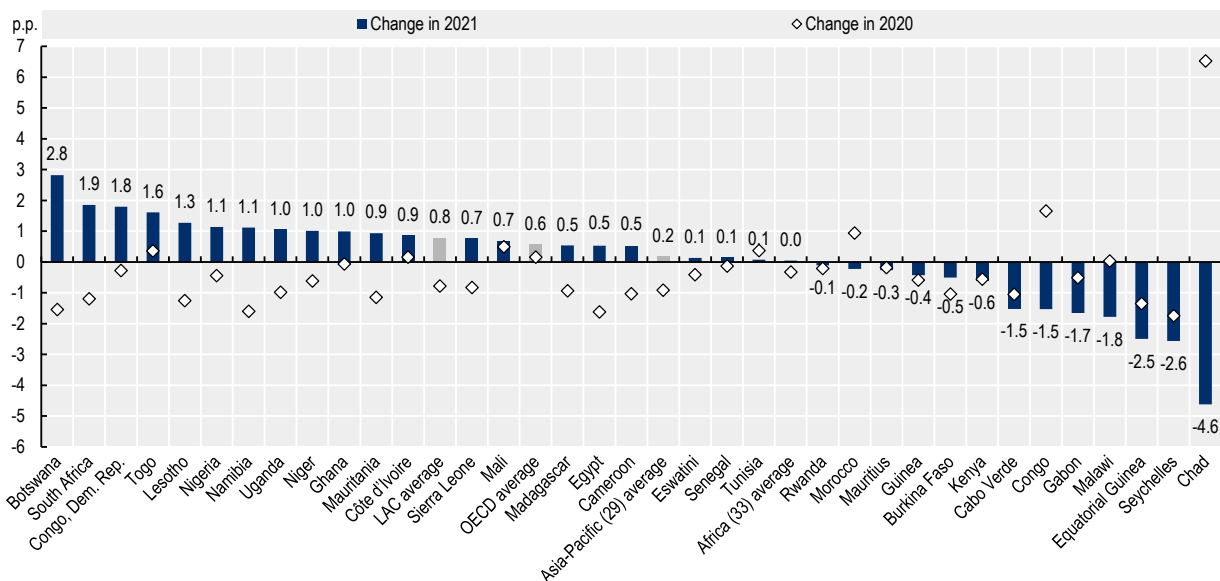
Note: Data include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritius, Morocco, Nigeria (state revenues only) and South Africa for 2021. Total tax revenues for Chad, the Republic of the Congo, Sierra Leone, Togo and Uganda do not include social security contributions as the data is not available.

Source: Authors' calculations based on data in (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en> and in (IMF, 2023^[5]) for figures of nominal GDP.

StatLink  <https://stat.link/mp52cr>

The average tax-to-GDP ratio of the African countries covered in this report did not change between 2020 and 2021, having declined by 0.3 p.p. between 2019 and 2020 due to the COVID-19 pandemic. As a percentage of GDP, tax revenues increased in 20 countries and decreased in 13 countries between 2020 and 2021 (Figure 1.3). Chad registered the largest decrease, of 4.6 percentage points (p.p.) followed by the Seychelles and Equatorial Guinea, which recorded decreases of 2.6 p.p. and 2.5 p.p. respectively. In contrast, Botswana's tax-to-GDP ratio increased by 2.8 p.p., the largest increase across the sample, followed by South Africa (1.9 p.p.) and the Democratic Republic of the Congo (1.8 p.p.).

Figure 1.3. **Year-on-year changes in tax-to-GDP ratios in African countries in 2020 and 2021**
Percentage points of GDP



Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritius, Morocco, Nigeria (state revenues only) and South Africa. The Africa (33) average and the averages for Asia-Pacific (29 countries), LAC (25 countries) and the OECD (38 countries) are unweighted. The change in the Africa (33) average should be interpreted with caution as data for social security contributions are not available or are partial in some countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.

Source: Authors' calculations based on data in Table 4.1 in Chapter 4 and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), *Revenue Statistics in Africa: Comparative tables*, OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

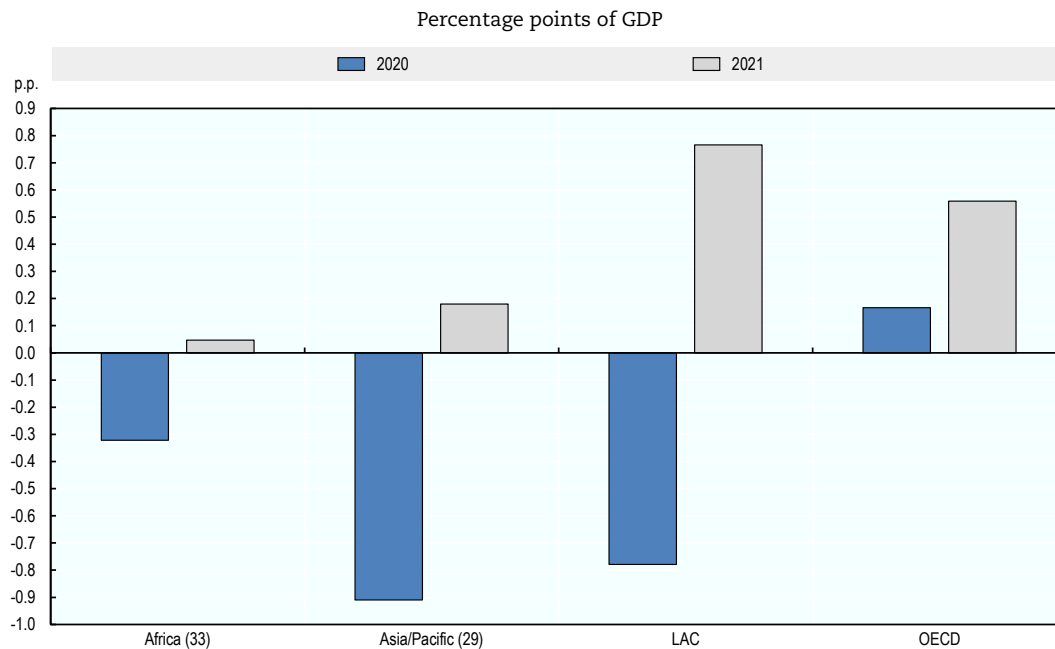
StatLink <https://stat.link/4tv0q1>

In 2021, Africa's economic activity rebounded strongly from the COVID-19 shock in 2020, which caused the most severe global contraction in decades. Africa's GDP grew by an estimated 4.9% in real terms in 2021 after suffering a contraction of 1.7% in 2020 (AUC/OECD, 2023^[6]). Higher oil prices, a recovery in global demand and a rebound in household consumption supported Africa's economies in 2021 (African Development Bank, 2022^[7]).

The rebound in economic activity as well as the removal of tax relief measures (such as tax deferrals and suspensions of advance payments) implemented to support households and firms during the COVID-19 pandemic contributed to the rebound in tax-to-GDP ratios in some countries in 2021. However, the recovery was uneven. The tax-to-GDP ratio in 17 of the 33 countries remained below pre-pandemic levels; for 12 of them, this was because nominal GDP growth exceeded growth in nominal tax revenues between 2019 and 2021 while for five countries (Cabo Verde, Equatorial Guinea, Gabon, Mauritius and the Seychelles), nominal tax revenues declined over the period. Sixteen countries recovered pre-pandemic tax revenue levels. The Republic of the Congo's tax-to-GDP ratio was higher in 2021 than in 2019 because the decline in its nominal GDP exceeded the decline in nominal tax revenue over the period.

At 15.6% of GDP, the average tax-to-GDP ratio for the African countries covered in this publication in 2021 remained below the level in 2019 (15.8%). This was also the case for the Asia-Pacific region, whose average tax-to-GDP ratio declined by 0.9 p.p. between 2019 and 2020 before a modest recovery between 2020 and 2021 (0.2 p.p.) (see Figure 1.4). By contrast, the average tax-to-GDP ratio in the LAC region regained its pre-pandemic level in 2021: after recording a drop of 0.8 p.p. in 2020, the LAC average increased by the same magnitude in 2021. In the OECD, by contrast, tax revenues increased as a percentage of GDP in both years on average.

Figure 1.4. **Year-on-year change in regional average tax-to-GDP ratios, 2020 and 2021**



Note: Changes in tax revenues as percentage of GDP between periods are rounded to one decimal place in this chapter. The small increase (0.0474 p.p.) in the Africa (33) average between 2020 and 2021 shown in this graph is therefore rounded to 0.0 p.p. in the text.

The Africa (33) average and the averages for Asia-Pacific (29 countries), LAC (25 countries) and the OECD (38 countries) are unweighted.

The change in the Africa (33) average should be interpreted with caution as data for social security contributions are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.

Source: Authors' calculations based on data in Table 4.1 in Chapter 4 and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

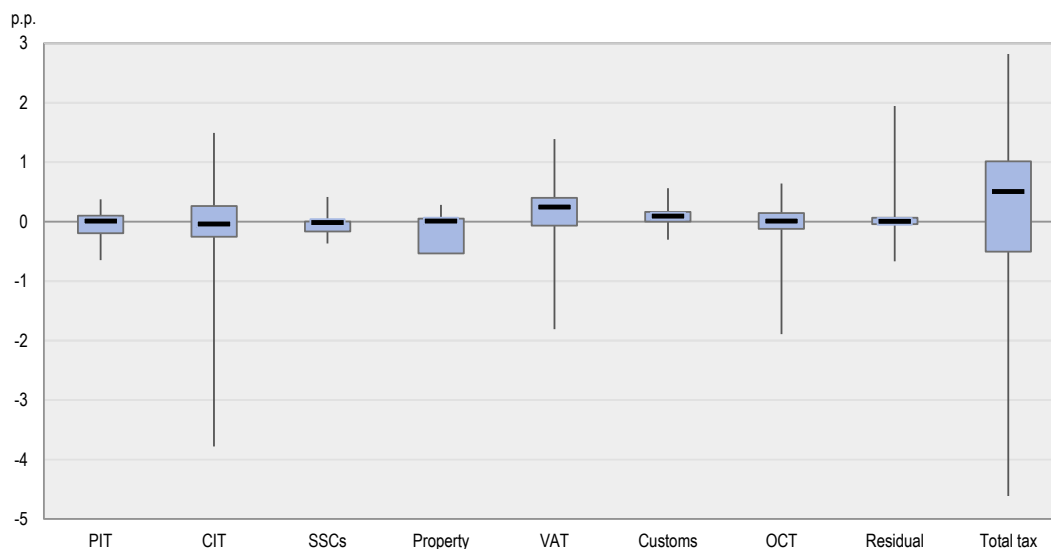
StatLink <https://stat.link/ord8tx>

Impact of the pandemic on different tax types

Between 2020 and 2021, revenues from taxes on goods and services increased by 0.2% of GDP on average across the 33 countries in this publication, whereas revenues from taxes on income and social security contributions (SSCs) both declined by 0.1 p.p. over the period. Within taxes on goods and services, increases in tax revenues as a share of GDP were seen in value added taxes (VAT) and import duties, which increased by 0.1 p.p. on average. Other taxes on goods and services (including taxes such as excises, taxes on specific services, taxes on the permission to use goods and services) decreased by 0.1 p.p. over the period. No change was seen in personal income tax (PIT) revenues as a share of GDP, on average, while revenues from corporate income tax (CIT) decreased by 0.1 p.p. between 2020 and 2021.

Figure 1.5 shows changes in revenues as a share of GDP by tax category for African countries on average between 2020 and 2021. Revenues from VAT and customs duties increased in many African countries in 2021, with more than two-thirds (23 and 24 countries respectively) experiencing increases. This reversed the changes seen in 2020, when more than two-thirds of African countries recorded decreases in these revenues. Despite revenues from other taxes on goods and services decreasing by 0.1 p.p. in 2021 on average, more African countries observed increases (19) than decreases (14) in this category in 2021 although the magnitude of the decreases was greater than the increases.

Figure 1.5. **Changes in tax revenues by category as a share of GDP, 2020-21**
Percentage points of GDP



Note: The change in the Africa (33) average should be interpreted with caution as data for social security contributions are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.

OCT stands for “Other consumption taxes” and includes all taxes on goods and services (heading 5000) excluding VAT (heading 5111) and customs duties (heading 5123). “Residual” includes taxes unallocable between PIT and CIT (heading 1300), payroll taxes (heading 3000) and other taxes (heading 6000).

In the figure, the lowest point represents the minimum country change for the tax type between 2020 and 2021; the box represents the changes for countries between the lower and upper quartiles (i.e. 50% of the African countries in this publication had changes within the range shown by each box); and the upper point for each tax type represents the maximum country change. The line in each box represents the median country change (i.e. half of African countries in this publication were above this line and half were below).

Source: Authors’ calculations based on data in (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), “Revenue Statistics in Africa: Comparative tables”, OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/fu9q0y>

Changes in CIT revenues as a share of GDP between 2020 and 2021 demonstrate a wide variation across African countries. They range from a decrease of 3.8 p.p. in Chad to an increase of 1.5 p.p. in South Africa. CIT declined as a share of GDP in more than half of African countries (17) in this publication, of which seven countries saw decreases greater than 0.3 p.p.

Table 1.1 shows year-on-year changes in tax revenues as percentage of GDP by main tax category for the average of African countries in this report in 2020 and 2021.

- Taxes on goods and services increased the most in 2021, whereas this category was most adversely affected by the impact of the COVID-19 pandemic in 2020, decreasing by 0.4% of GDP. Within taxes on goods and services, increases of 0.1 p.p. in 2021 in both VAT and import duties revenues represented a modest rebound compared to decreases between 2019 and 2020, of 0.3 p.p. and 0.1 p.p. respectively.
- Revenues from income taxes decreased by 0.1 p.p. on average between 2020 and 2021 due to the fall in CIT revenues over the period, whereas these revenues remained stable between 2019 and 2020. Revenues from PIT remained unchanged as a percentage of GDP in both 2020 and 2021.
- SSCs decreased by 0.1 p.p. in 2021, after recording an increase of the same magnitude in 2020.

Table 1.1. **Changes in tax revenues as a share of GDP by category, 2020 and 2021**

Year-on-year change, percentage points.

	2020	2021
PIT	0.0	0.0
CIT	0.0	-0.1
SSCs	0.1	-0.1
Property	0.0	0.0
VAT	-0.3	0.1
Customs	-0.1	0.1
OCT	0.0	0.0
Residual	-0.1	0.0
Total tax	-0.3	0.0

Note: OCT stands for “Other consumption taxes” and includes all taxes on goods and services (heading 5000) excluding VAT (heading 5111) and customs duties (heading 5123). The residual includes taxes unallocable between PIT and CIT (heading 1300), payroll taxes (heading 3000) and other taxes (heading 6000).

Source: Authors’ calculations based on data in (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), “Revenue Statistics in Africa: Comparative tables”, OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

Major changes in tax-to-GDP ratios in African countries in 2021

Figure 1.6 presents changes in tax-to-GDP ratios between 2020 and 2021 by main tax heading across the 33 countries and for the Africa (33) average. Botswana, the Democratic Republic of Congo and South Africa experienced the largest increases, of between 1.4 p.p. and 2.8 p.p., mainly driven by increases in income tax revenues.

The increase in Botswana’s tax-to-GDP ratio was supported by increases in diamond sales, strengthened tax administration and the implementation of tax policy measures contained in the 2021/22 Budget (IMF, 2022^[8]). Increases occurred across tax categories: the largest increase in tax revenues as a share of GDP was recorded in income tax revenues (1.9 p.p.), other taxes on goods and services (mainly excises, 0.6 p.p.) followed by VAT revenues (0.2 p.p.). The rise in income tax revenue in 2021 occurred mainly in the mineral sector supported by higher prices and demand for diamonds resulting in higher corporate profits and personal incomes (IMF, 2022^[8]). As part of the Budget 2021/22 tax policy measures, authorities raised the VAT rate from 12% to 14%, contributing to an increase of VAT revenues in 2021, and significantly increased the rate of the fuel levy (from Botswana Pula (BWP) 0.12 a litre to BWP 1.12 a litre) leading to a ten-fold increase in excise tax revenues between 2020 and 2021 (RSM Global, 2021^[9]).

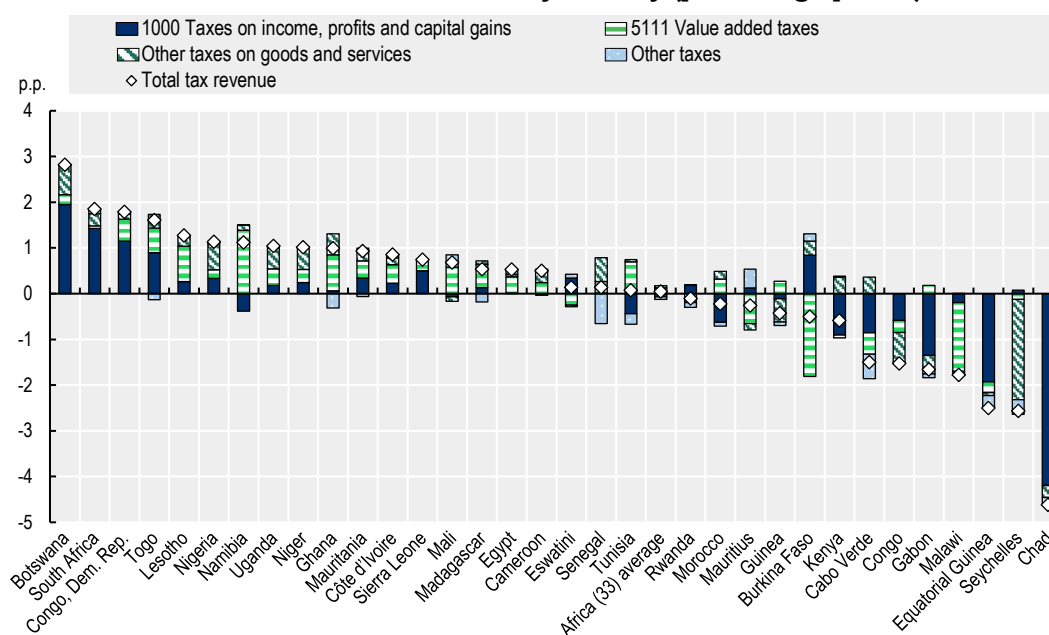
South Africa’s tax-to-GDP ratio increased by 1.9 p.p. between 2020 and 2021, mainly driven by growth of 1.5 p.p. in CIT revenues over the period. South Africa experienced an economic recovery in 2021 that resulted in higher CIT revenues from the mining sector due to increases in commodity prices (South Africa Revenue Service, 2023^[10]; IMF, 2023^[11]). In addition, authorities have addressed pre-pandemic audit weakness with respect to CIT and a significant improvement in filing compliance was recorded from 2019/20, notably among large taxpayers and international business (IMF, 2023^[11]), which may also have contributed to the growth in CIT revenues in 2021. Revenues from domestic taxes on goods and services most impacted by the lockdown measures induced by the pandemic also increased in 2021 (South Africa Revenue Service, 2023^[10]), albeit to a lower extent (0.1 p.p. for VAT and 0.2 p.p. for excises).

The Democratic Republic of the Congo’s tax-to-GDP ratio increased by 1.8 p.p. between 2020 and 2021 mainly driven by CIT revenue growth of 1.1 p.p. and an increase in VAT revenues of 0.5 p.p. over the period. Economic activity rebounded strongly in 2021, driven by

growth in the mineral and non-mineral sectors (World Bank, 2022_[12]). In addition, authorities continued their efforts to mobilise tax revenues, including through the modernisation of revenue processes and campaigns to enhance compliance (IMF, 2022_[13]), which may have contributed to the rise in tax revenues in 2021, notably from VAT.

Namibia observed the largest increase in VAT as a share of GDP between 2020 and 2021 (of 1.4 p.p.) leading to the significant rebound in VAT revenues after these declined by 1.7 p.p. in 2020. In April 2020, Namibia announced the launch of an Economic Stimulus and Relief Package to mitigate the impact of COVID-19, which included accelerated repayment of overdue and undisputed VAT refunds to businesses (EY, 2020_[14]). This measure contributed to the lower collection of VAT revenues in Namibia in 2020 relative to 2019.

Figure 1.6. **Change in tax-to-GDP ratios by main tax heading between 2020 and 2021 and by country (percentage points)**



Note: The Africa (33) average should be interpreted with caution as data for social security contributions are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.

Source: Authors' calculations based on data in (OECD/ATAF/AUC, 2023_[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/e8jo5i>

With respect to decreases in the tax-to-GDP ratio, Chad experienced the largest fall among the countries in this report – of 4.6 p.p. – between 2020 and 2021. CIT revenues from the petroleum sector (which were based on earnings in 2020) were the main driver of the decrease, falling by 3.7 p.p. in 2021. Chad's GDP contracted in real terms in 2021. In comparison Chad's tax-to-GDP ratio increased by 6.5 p.p. between 2019 and 2020, driven by an increase in CIT revenues from oil companies.

In the Seychelles, the tax-to-GDP ratio decreased by 2.6 p.p. between 2020 and 2021. Although nominal tax revenues rose by 1.5%, this growth was smaller than the growth in nominal GDP (10.8%), leading to a decrease in the tax-to-GDP ratio. In 2021, the general re-opening of the tourism sector and a boost in household consumption resulted in a significant increase in GDP (African Development Bank, 2023_[15]). Despite this rebound in economic activity, revenues from non-VAT taxes on goods and services (such as excises and

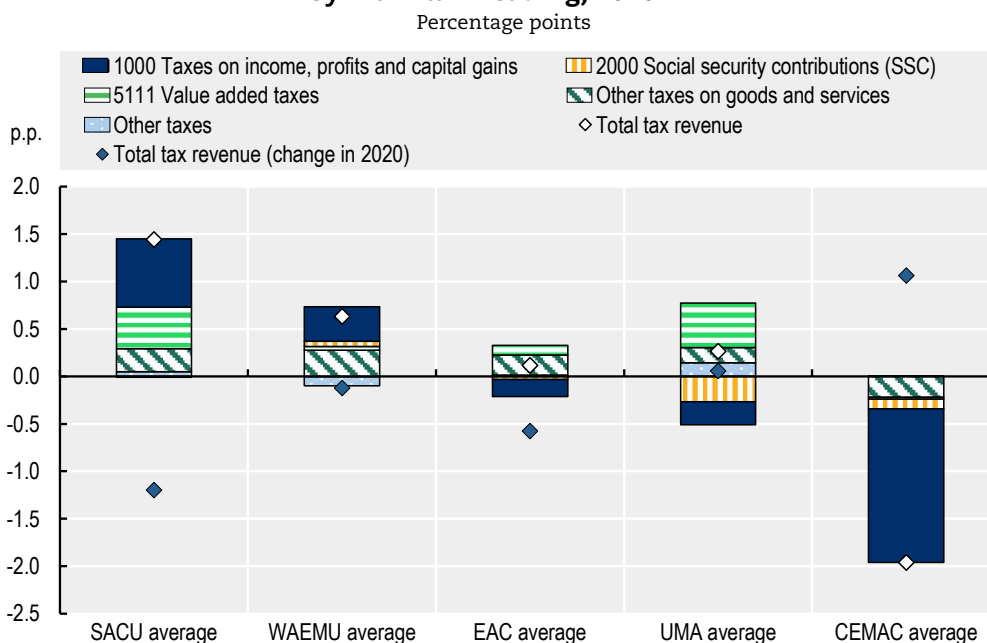
customs duties) declined in nominal terms and as a percentage of GDP (2.2 p.p.) leading to the overall decrease in the Seychelles' tax-to-GDP ratio.

Equatorial Guinea recorded a fall of 2.5 p.p. in tax revenues as a percentage of GDP between 2020 and 2021. While its oil-dependent economy rebounded in 2021 supported by higher oil prices (IMF, 2022^[16]), tax revenues declined by 18% in nominal terms over the period. The decline was evident across all main tax categories, in particular in CIT revenues from oil companies, which fell by 23% in nominal terms and by 1.6% of GDP.

Impact of the COVID-19 pandemic on Africa's regional groups

Changes in tax revenues varied greatly across regional groups in Africa in 2020 and 2021. Tax revenues for the SACU countries declined by 1.2% of GDP on average between 2019 and 2020 and rebounded by 1.4 p.p. between 2020 and 2021. This contrasted with the five CEMAC countries in the report, whose average tax-to-GDP ratio increased by 1.1 p.p. in 2020 and declined by 2.0 p.p. in 2021. CEMAC is the only region showing a decrease in tax revenues as a percentage of GDP in 2021; increases in the other groups ranged from 0.1 p.p. (EAC and UMA) to 1.4 p.p. (SACU) (Figure 1.7).

Figure 1.7. Change in tax-to-GDP ratios in sub-regional groups by main tax heading, 2020-21



Note: The Southern African Customs Union (SACU) consists of Botswana, Eswatini, Lesotho, Namibia and South Africa. The West African Economic and Monetary Union (WAEMU, also known by its French acronym, UEMOA) consists of Benin, Burkina Faso, Côte D'Ivoire, Guinea-Bissau, Mali, Niger, Senegal, and Togo. All countries in the WAEMU except Benin and Guinea-Bissau are covered in this publication. The East African Community (EAC) consists of Burundi, Kenya, Rwanda, Uganda and South Sudan. Only data from Kenya, Rwanda and Uganda are available in this publication. The *Union du Maghreb Arab* (UMA) consists of Algeria, Libya, Mauritania, Morocco and Tunisia. In this publication, only data from Mauritania, Morocco and Tunisia are present. The Central African Economic and Monetary Community (CEMAC) consists of Cameroon, Chad, the Democratic Republic of the Congo, the Republic of Congo, Gabon, Equatorial Guinea and Central African Republic. All countries in CEMAC except the Central African Republic are covered in this publication.

Source: Authors' calculations based on data in (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink <https://stat.link/vk74am>

Income tax revenue was the main driver of the changes in 2021 for CEMAC countries on average (declining by 1.6 p.p.) and for WAEMU (increasing by 0.4 p.p.). By contrast, revenues from taxes on goods and services was the principal driver of the changes for the UMA and EAC countries on average in 2021. The increase in tax revenues in the SACU countries was equally driven by income tax revenues and taxes on goods and services (both increasing by 0.7 p.p.). Changes in income tax revenues over the period are closely tied to the volatility of commodity prices, most notably for SACU and CEMAC countries.

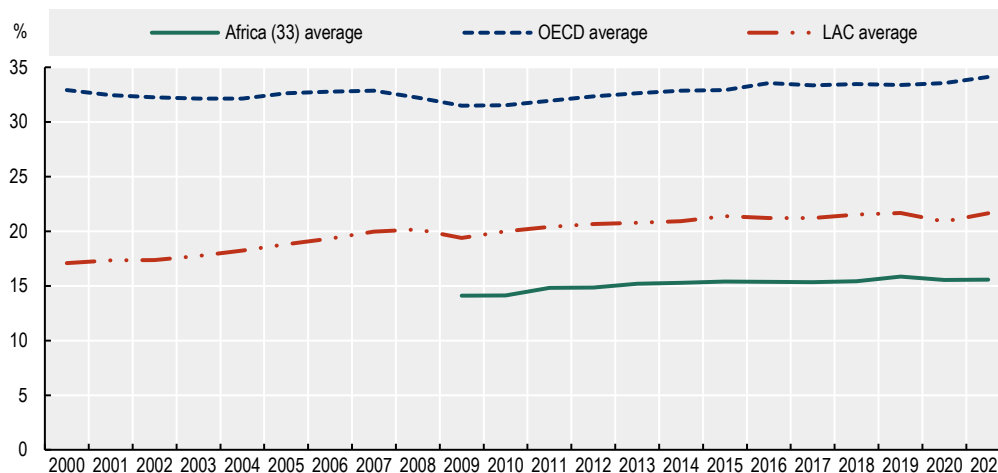
VAT revenues declined for all groups between 2019 and 2020 and rebounded in 2021 for almost all groups following the easing of COVID-19 restrictions. The declines in VAT revenues ranged between 0.1 p.p. (CEMAC) and 0.4 (SACU) between 2019 and 2020 and the increases ranged between 0.1 p.p. (EAC) and 0.5 (UMA) between 2020 and 2021 whereas these revenues remained stable as a percentage of GDP on average over this period for WAEMU countries and for CEMAC countries.

Evolution of tax-to-GDP ratios since 2010

The COVID-19 pandemic has put a stop to steady growth in tax revenues in Africa since 2010. In 2021, the Africa (33) average tax-to-GDP ratio was 1.4 p.p. higher than in 2010. In comparison, the LAC and OECD averages increased by 1.7 p.p. and 2.6 p.p. respectively, between 2010 and 2021.

The average tax-to-GDP ratio for the 33 African countries rose by 0.7 p.p. between 2010 and 2011, marking the recovery from the global financial crisis. The Africa (33) average then increased steadily, from 14.8% of GDP in 2011 to 15.4% in 2015, a level at which it stabilised until 2019, when it jumped to 15.8% (Figure 1.8). The COVID-19 pandemic, however, resulted in a fall of 0.3 p.p. in the average tax-to-GDP ratio, to 15.5% in 2020.

Figure 1.8. **Average tax-to-GDP ratios for Africa (31), LAC and OECD, 2000-21**




Note: The Africa (33) average should be interpreted with caution as data for social security contributions are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information. The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritius, Mauritania (until 2018), Morocco, Nigeria (state revenues only) and South Africa for 2002-2021.

The Africa (33) average is estimated for 2009 as data are not available for Chad and Nigeria. No estimation was made prior to 2009 because of the unavailability of data for a few countries.

The Africa (33) average and the averages for LAC (25 countries) and the OECD (38 countries) are unweighted. The Asia-Pacific (29) average is not available prior to 2018.

Source: Table 4.1 in Chapter 4 and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

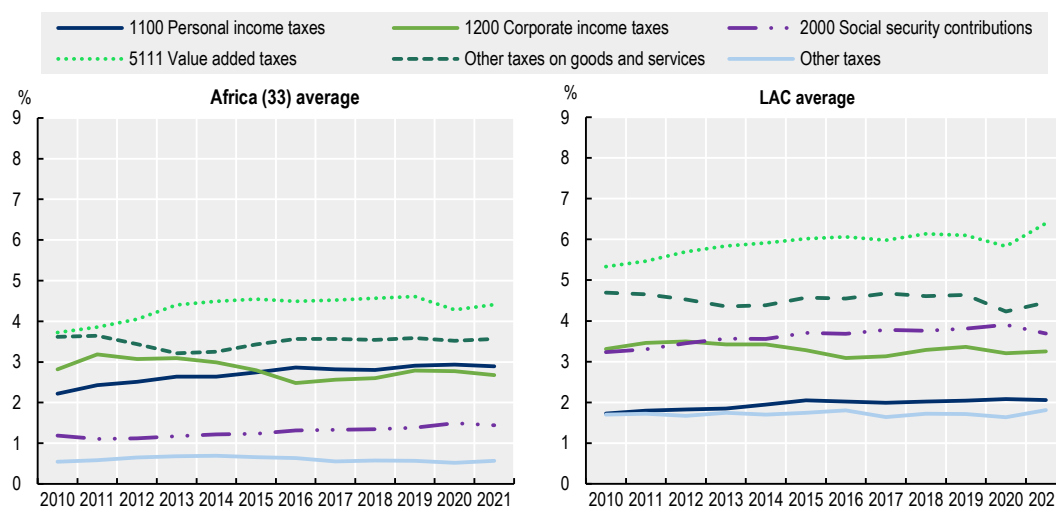
StatLink  <https://stat.link/7jdcn1>

The main driver of the increase in Africa's tax-to-GDP ratio between 2010 and 2021 was VAT receipts, which increased by 0.8 p.p. to reach 4.4% of GDP in 2021. The largest annual increase in average VAT revenues as a percentage of GDP was registered between 2012 and 2013 (0.3% of GDP) following the introduction of VAT in the Democratic Republic of the Congo and Eswatini in 2012. A slight increase in the average standard VAT rate in the region during this decade (from 16.0% in 2010 to 16.4% in 2021) may also have contributed to the increase of VAT receipts as a percentage of GDP over the same period.

PIT also contributed significantly to the increase in the Africa (33) average tax-to-GDP ratio, rising from 2.2% of GDP in 2010 to 2.9% in 2021 driven by higher incomes and improvements in the taxation of high-net-worth individuals in Sub-Saharan Africa (Moore, Prichard and Fjeldstad, 2018_[17]). CIT revenues did not contribute to the increase over this period, declining by 0.1 p.p. in 2010 to 2.7 of GDP in 2021. CIT revenues registered a steady decline as a share of GDP for the countries covered in this publication between 2012 and 2016, in part due to falls in oil and mineral prices between 2014 and 2016 and decreases in CIT rates across the continent.

The drivers of changes in tax revenues in the LAC region over the same period differs slightly from those in Africa. As with the Africa (33) average, revenues from VAT contributed significantly to the increase in the LAC region's average tax-to-GDP ratio, increasing by 1.1 p.p. between 2010 and 2021. Higher revenues from SSCs (up by 0.5 p.p.) also contributed to the overall increase in the average tax-to-GDP ratio in the LAC region. There is a large gap between the level of SSCs as a percentage of GDP between the respective regions: in 2021, SSCs amounted to 3.7% of GDP in the LAC region compared with the Africa (33) average of 1.4% (Figure 1.9).

Figure 1.9. **Revenue from taxes on income and profits, VAT and other tax headings as a percentage of GDP, 2010-21**
Percentage of GDP



Note: The figures for the Africa (33) average include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (up to 2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (state revenues only) and South Africa for 2002-2021.

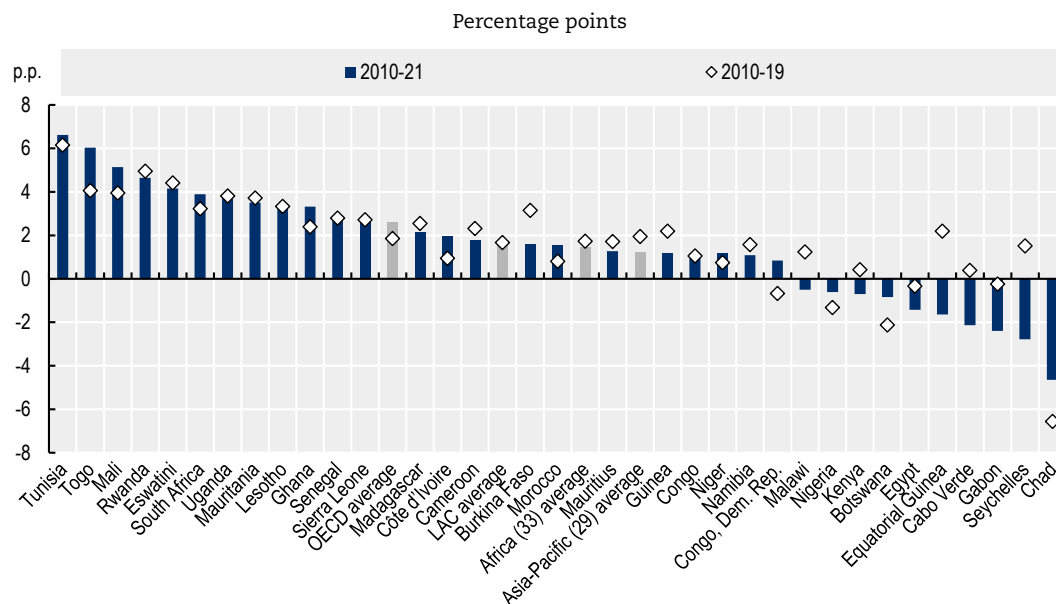
Source: Authors' calculations based on (OECD/ATAF/AUC, 2023_[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/wf36ug>

Tax-to-GDP ratios rose in 23 African countries between 2010 and 2021 and declined in ten countries. Togo and Tunisia recorded the largest increases over the period (of 6.0 p.p. and 6.6 p.p., respectively), while the largest decline occurred in Chad (4.6 p.p.).

The COVID-19 pandemic wiped out a decade of gains in tax revenue mobilisation for several countries, notably for Malawi and the Seychelles. Malawi recorded an increase in tax revenues as a share of GDP between 2010 and 2019 of 1.2 p.p. while the Seychelles recorded an increase of 1.5 p.p. Due to the impact of the COVID-19 crisis, their level of tax revenues as a share of GDP was lower in 2021 than in 2010.

Figure 1.10. **Change in tax-to-GDP ratios between 2010 and 2019 and between 2010 and 2021**



Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritius, Morocco, Nigeria (state revenues only) and South Africa for 2021. The Africa (33) average and the averages for LAC (25 countries) and the OECD (38 countries) are unweighted. The Asia-Pacific (29) average is not available prior to 2018.

Source: Tables 4.1 and 4.2 in Chapter 4 and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink <https://stat.link/1sg06c>

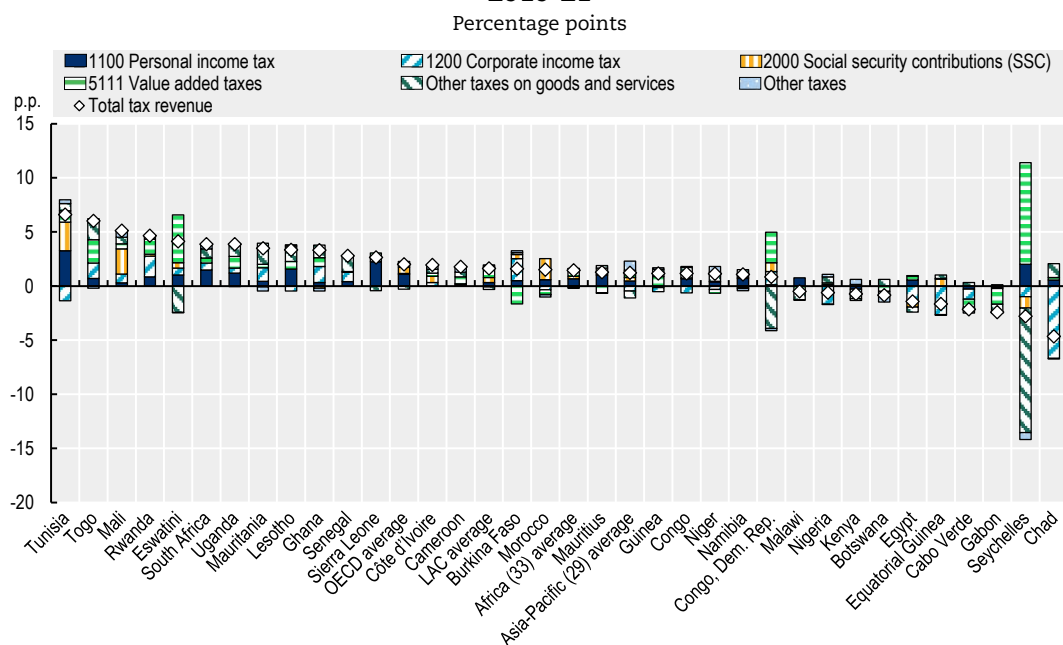
Figure 1.11 presents changes in tax revenues as a share of GDP across the 33 countries and for the Africa (33) and regional averages between 2010 and 2021 by tax type. The increase in Tunisia's tax-to-GDP ratio between 2010 and 2021 was mainly attributable to higher revenues from PIT (3.3 p.p.) and SSCs (2.7 p.p.). During this period, Tunisia undertook extensive reforms to its tax policy and administration to mobilise tax revenues. In addition, increases in PIT revenues and SSCs arose partly from the 147% average increase in salaries (OECD/ATAF/AUC, 2021^[18]).

Figure 1.12 shows the evolution of the tax-to-GDP ratio in two countries – Togo and Chad – that recorded the largest changes in their tax-to-GDP ratio between 2010 and 2021. Togo's tax-to-GDP ratio was 3.2 p.p. below the Africa (33) average in 2010 but 1.4 p.p. higher than the Africa (33) average in 2021. Increases were observed across all main tax categories over this period, as Togo made significant efforts to improve the processes of its three revenue administrations. Measures implemented by Togo between 2010 and 2012 included initiatives such as the monitoring and modernisation of revenue collection and information systems, as well as measures to tackle fraud and tax evasion.

Following these measures, Togo's tax-to-GDP ratio increased by 2.0 p.p. between 2012 and 2013 from 12.5% of GDP to 14.5% in 2013. Another reform was the establishment of the OTR (*Office togolais des recettes*), which unified customs and tax services into a single administration in 2014 and contributed to the 1.0 p.p. increase between 2013 and 2014. More recently, Togo introduced tax identification numbers, reduced tax exemptions and established controls to combat corruption (IMF, 2019_[19]).

Chad experienced a significant decrease in tax revenues as percentage of GDP between 2010 and 2021, from 14.6% to 10.0%. This was mainly caused by a decrease in CIT revenues (levied principally from oil companies) of 6.7 p.p. over the same period. As an oil-dependent economy, Chad is highly affected by oil price volatility and its tax revenue is also highly volatile. The highest tax-to-GDP ratio in Chad was 17.9% in 2011, with the lowest being 4.7% in 2016. A fall in oil prices between mid-2014 and early 2016 contributed to the decrease by 10.7 p.p. between 2013 and 2016. Tax revenues as a percentage GDP increased by 9.9 p.p. between 2016 and 2020 following a recovery in oil prices, before falling by 4.6 p.p. between 2020 and 2021 as explained in the previous section.

Figure 1.11. **Change in tax-to-GDP ratios by country and main tax heading, 2010-21**



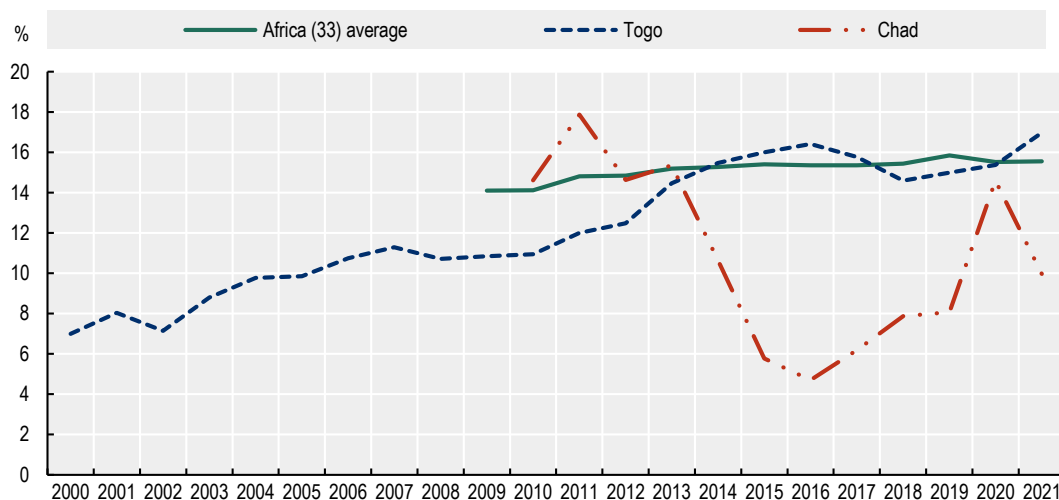
Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritius, Mauritania (until 2018), Morocco, Nigeria (state revenues only) and South Africa. The Africa (33) average and the averages for LAC (25 countries) and the OECD (38 countries) are unweighted. The Asia-Pacific (29) average is not available for years up to 2018.

Source: Authors' calculations based on (OECD/ATAF/AUC, 2023_[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink <https://stat.link/ld6iku>

Large changes were seen in the Seychelles between 2010 and 2021. VAT revenues as a share of GDP increased by 9.4 p.p. while other taxes on goods on services declined by 11.5 p.p. over the period. This is due to the introduction in 2013 of a VAT to replace the Goods and Services Tax, which was levied on the importation of all goods and on the sales turnover of specific companies (OECD, 2020_[20]).

Figure 1.12. **Tax-to-GDP ratios in Chad, Togo and for the Africa (33) average, 2000-21**



Note: The Africa (33) should be interpreted with caution as data for social security contributions are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information. The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritius, Mauritania (until 2018), Morocco, Nigeria (state revenues only) and South Africa for 2002-2021.

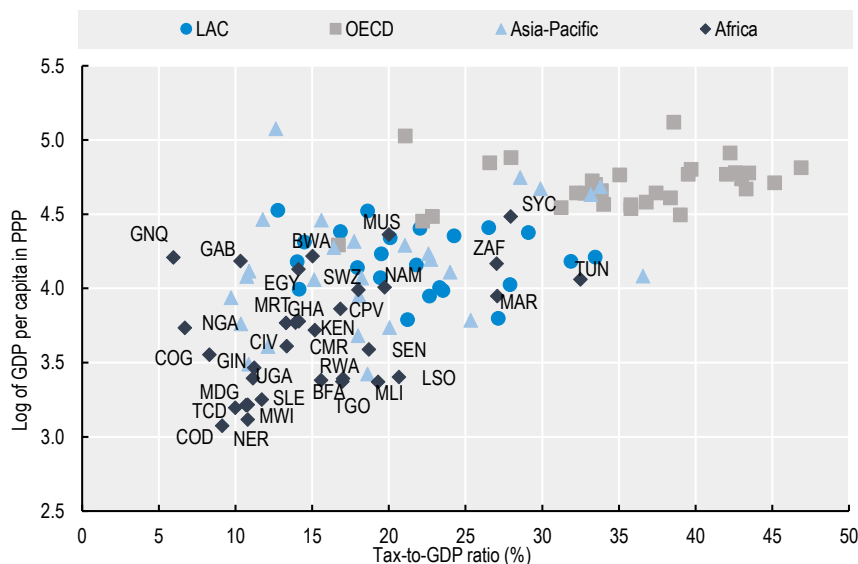
Source: Authors' calculations based on (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/nl45k9>


Factors influencing tax-to-GDP ratios

Tax-to-GDP ratios are influenced by a variety of factors. These include macroeconomic characteristics such as the diversification of an economy, the importance of agriculture, resource endowments, openness to trade, debt and the size of the informal economy. Changes in the political situation in countries, such as social unrest and corruption, can also influence tax-to-GDP ratios. The capacity of tax administrations and tax morale (or willingness of companies and individuals to pay taxes) are also strongly linked to the level of tax revenues (OECD, 2014^[21]) (OECD, 2019^[22]). Location is relevant: landlocked countries are less able to impose taxes on goods and services entering the country than island countries.

Tax-to-GDP ratios tend to be higher in high-income countries: in general, OECD countries collect a higher amount of tax revenues than non-OECD countries, measured as a percentage of GDP. Most of the countries included in this publication have lower income per capita and lower tax-to-GDP ratios than OECD and LAC countries. Levels of GDP per capita vary more among African countries than among LAC and OECD countries (Figure 1.13).

Figure 1.13. **Tax-to-GDP ratios and GDP per capita (in PPP) in African, LAC, OECD and selected Asian and Pacific economies, 2021**

Note: The y-axis is on a logarithmic scale. The purchasing-power-parity (PPP) between two countries is the rate at which the currency of one country needs to be converted into that of a second country to ensure that a given amount of the first country's currency will purchase the same volume of goods and services in the second country as it does in the first. The implied PPP conversion rate is expressed as national currency per current international dollar. An international dollar has the same purchasing power as the US dollar has in the United States. An international dollar is a hypothetical currency that is used as a means of translating and comparing costs from one country to the other using a common reference point, the US dollar (definitions derived from (IMF, 2019^[23]) and (WHO, 2015^[24])). Source: (IMF, 2023^[5]) for figures of GDP per capita. Tax-to-GDP ratios are sourced (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/ko70tv>

Countries' financing needs depend in part on their income level, which is an important consideration in understanding tax levels in different countries. The gap between public revenues and development financing needs tends to be larger in countries with lower per capita incomes, making mobilisation of additional public revenues particularly critical (Gaspar et al., 2019^[25]). The COVID-19 crisis reduced tax revenues in most countries while resulting in significant increases in spending needs and public debt. Renewed efforts to reform tax policy and administrations with a view to increasing revenues have become even more of a priority in the aftermath of the COVID-19 crisis.

Tax structures in Africa

The composition of a country's tax revenues across different tax types is known as its tax structure or tax mix. This is an important indicator since different taxes have different economic and social effects. The tax structures in the 33 countries in this publication reflect different policy choices, economic structures and conditions, tax administration capabilities and historical factors. Countries can be divided into three broad groups according to their principal source of revenue: (i) VAT; (ii) other taxes on goods and services; and (iii) income taxes.

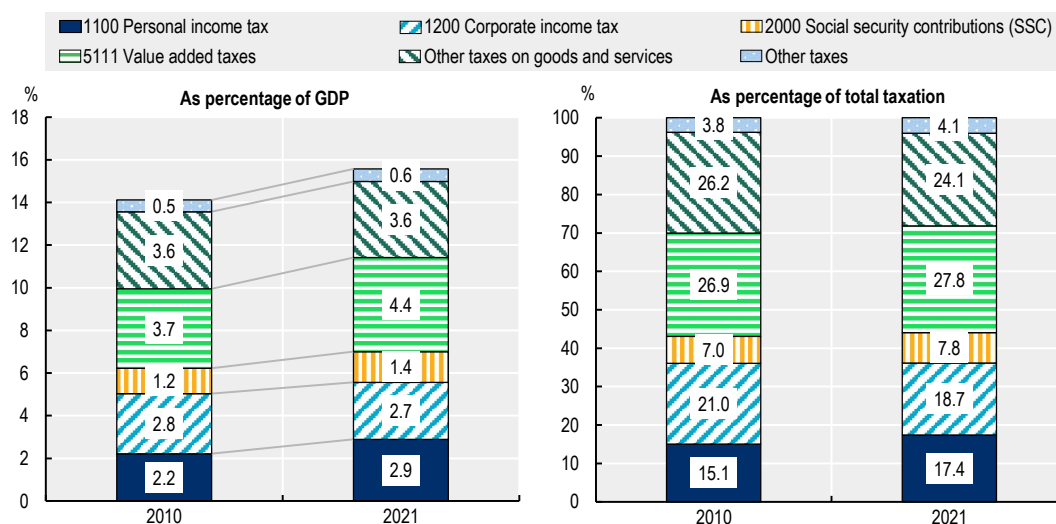
Evolution of tax structures, 2010-21

Since 2010, the share of PIT and VAT revenues in the average tax structure for the African countries in this publication has risen. Increases in both tax categories were significant in driving the overall increase in the tax-to-GDP ratio on average across the period. Revenues

from PIT and VAT as a percentage of GDP both increased by 0.7 p.p. between 2010 and 2021, reaching 2.9% and 4.4% of GDP, respectively, in 2021 (Figure 1.14).

The share of VAT and PIT in total tax revenues between 2010 and 2021 has also increased. The share of revenues from VAT increased by 0.9 p.p. to 27.8% of total taxation in 2021, continuing the longer-term shift towards VAT from other taxes on goods and services. The share of tax revenues from PIT increased by 2.4 p.p. over this period to 17.4% of total tax revenues in 2021, while the share of CIT revenues decreased by 2.3 p.p. Nonetheless, the average share of PIT revenues in total tax revenues remained lower than the share of CIT revenues in 2021, at 18.7% of total taxation.

Figure 1.14. **Africa (33) average tax structure as percentage of total tax revenues and percentage of GDP, 2010 and 2021**



Note: The Africa (33) average is unweighted. The Africa (33) average should be interpreted with caution as data for social security contributions are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.

Source: Authors' calculations based on data on (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink <https://stat.link/x9qk2t>

Between 2020 and 2021, the Africa (33) average tax structure shifted towards consumption-related taxes, as mobility restrictions were lifted and consumer spending rebounded. Over this period, the share of both VAT and other taxes on goods and services as a percentage of total taxation increased on average, by 0.4 p.p. and 0.7 p.p. respectively. By contrast, the shares of PIT and CIT as a percentage of total taxation declined on average, by 0.2 and 0.4 p.p. respectively, between 2020 and 2021.

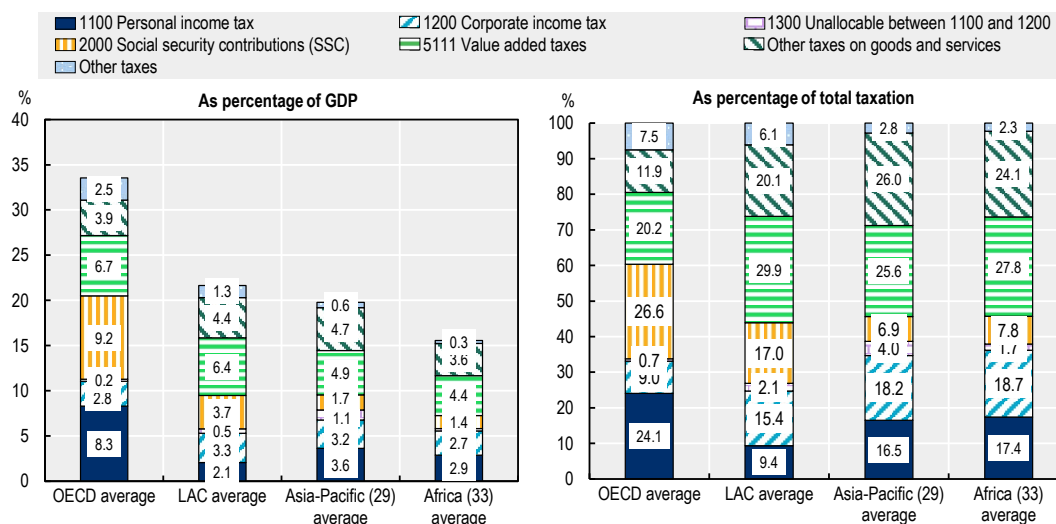
Tax structures in 2021

In 2021, VAT generated the largest share of tax revenues on average for the countries included in this publication (Figure 1.15). Revenues from VAT accounted for 27.8% of total tax revenues on average, 2.2 p.p. higher than the Asia-Pacific (29) average of 25.6% but 2.1 p.p. lower than the LAC average of 29.9%. All three regions had a significantly larger share of tax revenues collected from VAT compared to the OECD average, for which VAT revenues accounted for 20.2% of total tax revenues (2020 figure). VAT revenues for the Africa (33) average were lower than all the other regions when measured as a share of GDP (4.4% of GDP in Africa, compared to 4.9% in Asia-Pacific, 6.4% in the LAC region and 6.7% in the OECD [2020 figure]).

The average share of CIT revenues in total tax revenues in Africa was 18.7% in 2021, above the Asia-Pacific (29), LAC and OECD average shares (18.2%, 15.4% and 9.0% [2020 figure], respectively). Reported as a percentage of GDP, the average shares of CIT revenues for Africa and OECD were similar (2.7% and 2.8% [2020 figure] of GDP respectively) but both lower than the Asia-Pacific and LAC average in 2021 (3.2% and 3.3% of GDP, respectively) (Figure 1.15).

By contrast, the Africa (33) average share of PIT revenues (17.4% of total tax revenues) was lower than the OECD average of 24.1% (2020 figure) but higher than the LAC and Asia-Pacific (29) averages (9.4% and 16.5%, respectively). As a percentage of GDP, the average level of PIT revenues across the OECD was nearly triple the Africa (33) average.

Figure 1.15. **Tax structure for the Africa (31), LAC, Asia-Pacific and OECD averages as a percentage of total tax revenues and as a percentage of GDP, 2021**



Note: The Africa (33) average, the averages for Asia-Pacific (29 economies), LAC (25 countries) and the OECD (38 countries) are unweighted.

The Africa (33) average should be interpreted with caution as data for social security contributions are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.

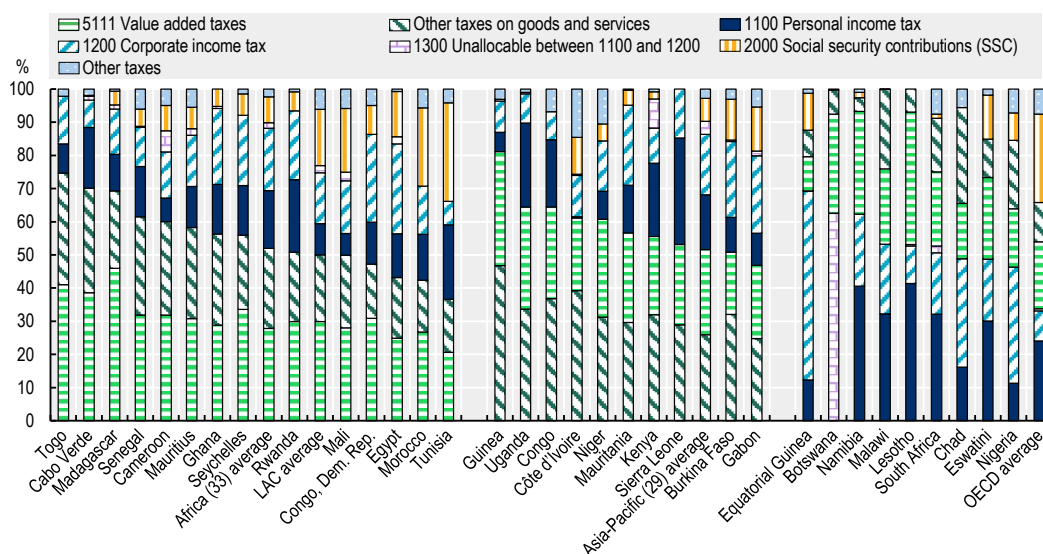
The data for the OECD are for 2020 as final data for 2021 are not available.

Source: Authors' calculations based on data on (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink <https://stat.link/6r8afu>

Figure 1.16 shows the decomposition of tax revenues across all countries included in this publication, differentiating between income taxes (both personal and corporate), SSCs, and taxes on goods and services (including VAT and other goods and services taxes). Taxes on goods and services was the principal source of tax revenues for 18 of the 33 countries included in this publication (the first two groups of countries in Figure 1.16). Among these countries, taxes on goods and services generated between 46.9% of tax revenues in Gabon and 81.1% of tax revenues in Guinea. VAT accounted for the largest share of revenues from taxes on goods and services in most of the countries in this group. However, for a number of countries, other taxes on goods and services were the leading source of revenues (Burkina Faso, Chad, Côte d'Ivoire, Republic of Congo, Gabon, Guinea, Kenya, Mauritania, Malawi, Niger, Nigeria, Sierra Leone and Uganda).

Figure 1.16. Tax structure by country, 2021



Note: Figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritius, Morocco, Nigeria (state revenues only) and South Africa for 2021. The Africa (33) average and the averages for Asia-Pacific (29 countries), LAC (25 countries) and the OECD (38 countries) are unweighted.

The Africa (33) average should be interpreted with caution as data for social security contributions are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.

The breakdown of revenue from income tax by personal income tax and corporate income tax is not available in Botswana.

The data for the OECD are for 2020 as final data for 2021 are not available.

Source: Authors' calculations based on data from (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/kia012>

For nine countries (Botswana, Chad, Equatorial Guinea, Eswatini, Lesotho, Malawi, Namibia, Nigeria and South Africa), taxes on income and profits accounted for the principal share of total tax revenues. In all these countries, taxes on income and profits represented a greater share of total tax revenues than for the OECD and LAC averages, ranging from 46.3% of total tax revenues in Nigeria to 69.3% in Equatorial Guinea.

Nineteen of the 33 countries covered in this publication received a higher share of tax revenues from CIT than from PIT in 2021. The share of CIT revenue was particularly large in Nigeria and Equatorial Guinea, where CIT revenues accounted for 35.0% and 56.9% of total taxes, respectively, while Lesotho and Namibia received more than 40% of total revenues from PIT in 2021. In 20 countries, revenues from VAT accounted for a larger share of total taxation than revenues from other taxes on goods and services. Thirteen countries received a higher share of revenues from other taxes on goods and services: Burkina Faso, Chad, Côte d'Ivoire, the Republic of the Congo, Gabon, Guinea, Kenya, Mauritania, Malawi, Niger, Nigeria, Sierra Leone and Uganda. By contrast, Botswana, Lesotho and Namibia, which are all members of SACU,⁷ received less than 7.0% of total tax revenues from other taxes on goods and services. The revenue sharing agreement between SACU countries explains their relatively low share of other taxes on goods and services in comparison to other countries.

The importance of SSCs in total tax revenues varies greatly across the 33 countries in this publication.⁸ In 2021, the share was highest in Morocco and Tunisia, at 23.7% of total tax revenues in Morocco and 29.7% in Tunisia; in the remaining countries, SSCs ranged from nil (Botswana, Chad, Republic of the Congo, Guinea, Lesotho, Malawi, Sierra Leone, Togo and Uganda) to less than 0.2% of total tax revenues in Cabo Verde to around 19.2% in Mali.

On average, francophone African countries, particularly in the Maghreb, tend to register a higher share of tax revenues from SSCs than non-francophone African countries. This variation reflects a diversity of social security programmes and contribution rates, with many countries making use of a variety of systems to fund social security benefits. For example, SSCs in South Africa finance the Unemployment Insurance Fund while other benefits, such as social assistance programmes covering old age, sickness and maternity, are financed by general revenues. In contrast, social security schemes in Morocco and Tunisia are modelled on the French system and provide a wide range of benefits on a contributory basis, including old age, disability, sickness and maternity, work injury (Tunisia), unemployment (Morocco) and family benefits (SSA, 2015^[26]).

VAT revenue ratio

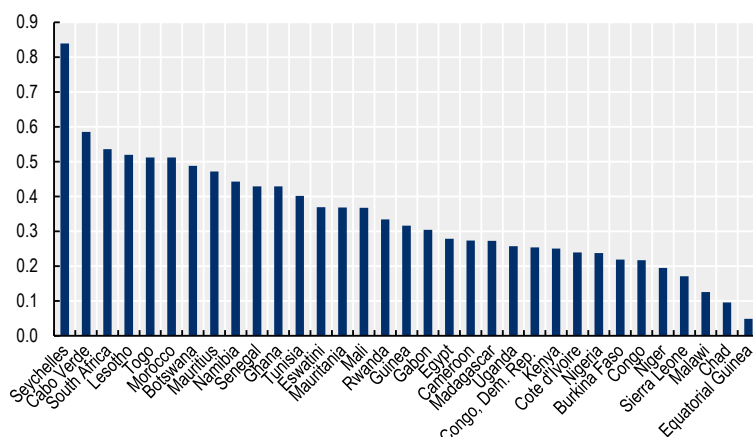
This section discusses the VAT revenue ratio (VRR) for all the countries included in this publication. The VRR “measures the difference between the VAT revenue actually collected and what would theoretically be raised if VAT was applied at the standard rate to the entire potential tax base in a “pure” VAT regime and all revenue was collected” (OECD, 2022^[27]). The VRR is the ratio of actual VAT revenues to the product of final consumption (net of VAT revenues) and the standard VAT rate. The calculation is shown below.

$$\frac{\text{VAT revenues}}{(\text{final consumption expenditure} - \text{VAT revenues}) \times \text{standard VAT rate}}$$

This indicator provides an insight into VAT revenue loss related to exemptions and reduced rates, fraud, evasion and tax planning as well as weaknesses in tax administrations. However, this indicator needs to be interpreted with caution and with reference to the underlying characteristics of the VAT system in each country, as a high VRR could result from cascading effects (for example when exemption occurs early in the supply chain) or a failure to refund VAT input credits.

Other factors may also increase the ratio, for example when the place of taxation rules for international trade diverge from the destination principle. Informality can also have an impact on VRRs. In many African countries, a high proportion of the workforce operates in the informal sector. Not being registered for tax purposes, they do not benefit from VAT refunds on their inputs (AfDB/OECD/UNDP, 2016^[28]). The interpretation of the VRR is also more difficult for countries relying significantly on tourism. These countries may record a high VRR because purchases by non-residents are not included in final consumption expenditure (the denominator) whereas the VAT on these purchases is included in the overall VAT revenues (the numerator) (Keen, 2013^[29]).

Figure 1.17. VAT revenue ratio by country, 2021



Source: VAT rates are sourced from Consumption Tax Trends (OECD, 2022^[27]), Trading Economics and Deloitte websites. The final expenditure consumption figures are from (UNSD, 2023^[30]) and VAT revenues are from the country tables in Chapter 5.

StatLink  <https://stat.link/peuk2q>

Figure 1.17 shows the VRRs for the 33 countries in this publication. In 2021, the Seychelles, Cabo Verde and South Africa had the highest VRRs (0.84, 0.59 and 0.54 respectively) while Chad, Equatorial Guinea and Malawi had the lowest (0.10, 0.05, 0.13 respectively).

- Revenue from VAT in the Seychelles is primarily generated through the tourism sector, which is taxed at the standard rate and contributes about half of total VAT receipts. The Seychelles has a relatively broad-based VAT system, and there are no reduced VAT rates, although there are a few VAT exemptions for basic necessities such as agricultural and pharmaceutical products and for fuels (OECD, 2020^[20]).
- South Africa has limited VAT exemptions and zero-rated products and services compared to many other African countries. In addition, the threshold for VAT registration is high, enabling South Africa's tax administration to focus on larger companies (Cnossen, 2015^[31]).

Environmentally related tax revenues

Through the Paris Agreement of 2016, countries have committed to decarbonising their economies by the middle of this century, implying a shift away from fossil fuels as a source of energy. To reduce emissions and drive decarbonisation, more and more countries are deploying environmentally related taxes and price-based policy instruments. By incorporating a price signal into consumer decisions, systems of environmental taxation give effect to the polluter-pays principle to favour greener over more polluting economic activities. Well-designed systems of environmental taxation in effect can thereby influence environmental outcomes by encouraging businesses and households to consider the environmental costs of their behaviour.

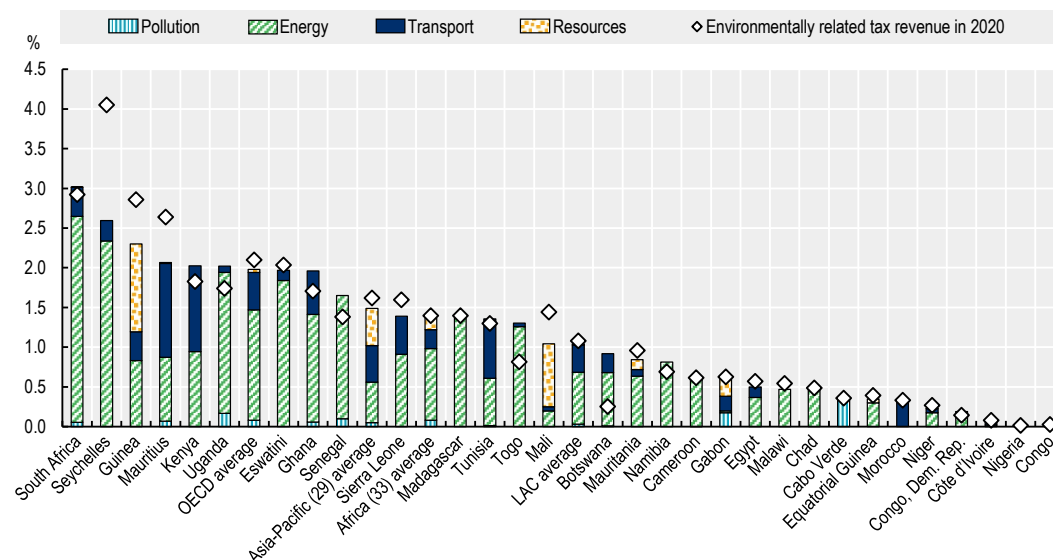
The 2023 Africa Climate Summit, Nairobi Declaration takes note that in addressing environmentally related tax revenues, it is crucial to emphasise the acute vulnerabilities many African countries grapple with, arising from the unpredictable and devastating impacts of climate change (Nairobi Declaration). Prolonged droughts, unyielding floods and wildfires brought by climate change inflict a heavy humanitarian and economic toll, undermining economies, health and education, and threatening peace and security across the continent. Despite not being the historical contributors to global warming, African countries bear its harsh consequences, underscoring the urgent need for global collaborative efforts.

An environmentally related tax is a tax whose base is a physical unit (or a proxy of a physical unit) of something that has a proven, specific harmful impact on the environment regardless of whether the tax is intended to change behaviours or is levied for another purpose (OECD, 2005^[32]). Revenues from taxes on energy can increase in the medium term if countries increase effective tax rates on the carbon content of fuels (Marten and Van Dender, 2019^[33]). A joint ITF and OECD study (OECD/ITF, 2019^[34]) shows how revenues from road transport can be stabilised in the long term through a mix of taxing distance driven, vehicles and fuel.

Although environmentally related taxes are not a category in the standard OECD classification of tax revenues, they can be identified through the detailed list of specific taxes included for most countries within this overarching classification. It is on this basis that they are included in the OECD Policy Instruments for the Environment (PINE) database (OECD, 2023^[35]).⁹ In 2020, the OECD started the collection of Environmentally Related Tax Revenue (ERTR) accounts in line with the System of Environmental and Economic Accounting; ETRTs are disaggregated by industries and households.

A detailed examination of country-specific taxes for the 30 African countries in this report with ERTR data demonstrates that, on average, revenues from environmentally related taxes amounted to 1.4% of GDP in 2021, a higher level than the average in LAC (1.0% of GDP) but lower than the OECD and Asia-Pacific unweighted averages of 2.0% and 1.5% of GDP, respectively. Across Africa, ETRTs ranged from less than 0.1% of GDP in the Republic of the Congo and Nigeria to 3.0% in South Africa (Figure 1.18). These figures should be treated with caution as it is not possible to identify the precise level of ETRTs for each country; the level of revenues shown in Figure 1.18 depends in part on the granularity of tax revenue data available.

Figure 1.18. **Environmentally related tax revenues by country and main tax base, 2021**
Percentage of GDP



Note: These figures need to be treated with caution as it is not possible to identify the precise level of environmentally related tax revenue for each country. The figures of environmentally related tax revenues depend on the granularity of tax revenue data provided by participating countries. Burkina Faso, Lesotho and Rwanda are excluded as it has not been possible to identify environmentally related tax revenue data in 2021.

Source: Authors' calculations based on data on (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), (OECD, 2023^[35]) PINE database for the OECD average, (OECD et al., 2023^[2]) for the LAC average and (OECD, 2023^[1]) for the Asia-Pacific average.

StatLink <https://stat.link/iakwzb>

ERTRs can be split into different categories of tax base, notably energy (e.g., fossil fuels and electricity), transport, pollution and resources (e.g., mining and fossil fuel extraction).

- In 2021, revenues from energy taxes generated the majority of ETRTs among the countries in this publication (0.9% of GDP on average). Revenues from energy taxes, most commonly excise taxes on diesel and gasoline, amounted to approximately three-quarters of ETRTs on average. Taxes on energy products accounted for the largest share of ETRTs in all but eleven countries.
- Revenues from motor vehicles and transport services accounted for most of the remainder (approximately one-third of ETRTs and 0.2% of GDP on average). They were the main source of ETRTs for the Republic of Congo, Côte d'Ivoire, Kenya, Mauritius, Morocco, Nigeria and Tunisia.
- Revenues from other environmentally related bases are smaller, at 0.2% of GDP on average for natural resources and pollution combined. Taxes on natural resource extraction were most prominent in Gabon, Guinea and Mali. A pollution tax in the form of a non-biodegradable packaging levy was the leading source of ETRTs in Cabo Verde.
- The structure of ETRTs in Africa is very similar to the composition of these revenues in the OECD and the LAC region. By contrast, Asia-Pacific economies are equally reliant on taxes on energy, resources and transport on average.

Between 2020 and 2021, ETRTs recorded no change as a percentage of GDP on average across the African countries for which data is available. However, some African countries have registered significant declines over the period, mainly due to declines in energy-related tax revenues:

- In Guinea, which registered a 0.8 p.p. decline in energy-related ETRTs, authorities lowered the rate of the special tax on petroleum products (*taxe spéciale sur les produits pétroliers* [TSPP]) at the beginning of 2021 (IMF, 2021_[36]). As a result of this rate change, TSPP revenues fell by 80% year-on-year.
- Mali, which registered a 0.4 p.p. decline in energy tax revenues, recorded a decline in revenue from petroleum excises (*taxes intérieures sur produits pétroliers*) of 62% between 2020 and 2021.
- Sierra Leone's energy-related ETRTs fell by 0.4% of GDP, as fuel excise tax collection was impacted by a fuel shortage in most of 2021 (IMF, 2022_[37]), (The Voice African News Magazine, 2022_[38]).

In 2021, governments around the world rolled out measures to shield firms and households from the impact of increases in global energy prices (Van Dender et. al., 2022_[39]). Many of these measures were implemented in the form of energy tax reductions and suspensions (e.g., VAT or excise tax rate reduction or suspension) to reduce the effective prices consumers pay. These measures would have contributed to decreases in energy-related tax revenues in 2021.

Analysis of environmental taxes in the Africa region needs to be understood in the context of the extensive use of fossil fuel subsidies. Latest figures from the IEA indicate that fossil fuel consumption subsidies in Africa jumped to around USD 38 billion in 2021 (representing an average of 2.7% of GDP in 2021), more than twice the 2020 level of USD 14.2 billion. Rising fuel prices and recovering energy consumption in 2021, coupled with slow progress on subsidy reform, pushed the value of fossil fuel consumption subsidies higher in 2021. Among the countries in this publication, Egypt, Gabon, Ghana and Nigeria provided

fossil fuel consumption subsidies amounting to about USD 27.9 billion, USD 48.9 million, USD 544.6 million and USD 5.3 billion, respectively, in 2021 (IEA, 2022_[40]).

Taxes by level of government

Analysis of taxation by level of government for the countries participating in this publication is limited by the fact that data on sub-national tax revenues are only available for five countries: Eswatini, Mauritius,¹⁰ Morocco, Nigeria¹¹ and South Africa. In 2021, sub-national government revenues accounted for 0.3% of total tax revenues in Mauritius, 1.1% in Eswatini, 3.3% in Morocco, 6.0% in South Africa and 16.1% in Nigeria. Revenues collected at sub-national level are generally considered to be low in the region as a whole.

In general, sub-national governments in Africa tend to have limited tax collection responsibilities. Many local governments receive a significant share of their total revenues from central government transfers. Local governments across Africa have limited resources and many local tax administrations are not adequately equipped to collect taxes or to account for them. This results in high collection costs and a large number of low-yield taxes. Moreover, processing of data on revenue collections and the exchange of information with other public institutions is weak and there is usually little co-operation with the central government. This can lead to a duplication of taxes or a levying of taxes that are contrary to national objectives (such as local taxes on export crops).

Revenues from property taxes are the most important source of reported tax revenue for sub-national governments in Eswatini, Mauritius, Morocco and South Africa. They accounted for all the reported tax revenue collected locally in Eswatini, Mauritius and South Africa and for more than 80% in Morocco. Most of the remainder derives from taxes on goods and services. In contrast, sub-national government tax revenues in Nigeria are mostly sourced from income taxes.

There are wide differences in local taxation among African countries and many countries do not levy any local taxes on buildings and landholdings or on economic activities (AfDB/OECD/UNDP, 2015_[41]). Apart from South Africa, property registers are lacking or incomplete, which is a major challenge for the collection of property taxes (Fjeldstad, Chambas and Brun, 2014_[42]). In Mauritius, for instance, property tax provides a low yield partly due to outdated cadastres and valuations of property (IMF, 2014_[43]).

Some countries have been working on improving their property taxes, which has led to improved land registries and better administrative tools. Morocco has been reforming local government tax systems and administrations since 2007 to strengthen local tax revenue (Boisard, de Freitas and Hidouci, 2014_[44]). Côte d'Ivoire has introduced GIS software in their land registries. South Africa has successfully decentralised urban property tax collection and has developed a modern system to collect property tax revenue including use of statistical techniques to conduct computer-assisted mass-appraisals (Monkam and Moore, 2015_[45]).

Notes

- 1 The Africa (33) average should be interpreted with caution as data on social security contributions are not available for Chad, the Republic of the Congo, the Democratic Republic of the Congo (prior to 2012), Equatorial Guinea (prior to 2013), Guinea, Madagascar (prior to 2011), Namibia (prior to 2009), Sierra Leone, Togo and Uganda and are only partially available for Cameroon and Senegal. Social security contributions for Botswana, Lesotho and Malawi are deemed to be null as they do not meet the criteria to be classified as social security contributions set out in the OECD classification of taxes in the *Interpretative Guide*. See the country tables in Chapter 5 for further information.

- 2 The Central African Economic and Monetary Community (CEMAC) consists of Cameroon, Chad, the Democratic Republic of the Congo, the Republic of the Congo, Gabon, Equatorial Guinea and Central African Republic. All countries in CEMAC except the Central African Republic are covered in this publication.
- 3 Burundi, South Sudan, Tanzania, Kenya, Rwanda and Uganda belong to the East Africa Community (EAC). Burundi, South Sudan and Tanzania are missing from this publication.
- 4 Burkina Faso, Benin, Côte d'Ivoire, Guinea Bissau, Mali, Niger, Senegal and Togo belong to the West African Economic and Monetary Union (WAEMU, also known by its French acronym, UEMOA). Bénin and Guinea Bissau are not covered in this publication.
- 5 The Union du Maghreb Arab (UMA) consists of Algeria, Libya, Mauritania, Morocco and Tunisia. Algeria and Libya are not covered in this publication.
- 6 The fiscal year in Eswatini, Lesotho, Namibia, and Botswana runs from April to March. This means that reporting year 2021 is Q2/2021-Q1/2022. The fiscal year for Egypt, Kenya, Malawi and Mauritius (years prior to 2010 and for 2016 onwards) ends on 30 June. The reporting year 2021 includes Q2/2020-Q2/2021. Some countries report certain components of tax revenues on a different basis depending on the nature of the revenues. For example, revenues in Rwanda are reported on a calendar year except for SSCs, which are reported on a fiscal year basis ending 30 June since 2008. Another example is South Africa, whose data is on a calendar year except for SSCs and taxes at provincial and local levels (reported on a fiscal year basis ending 30 March).
- 7 The five SACU members have a revenue-sharing agreement that provides for common external tariffs and for the payment of customs and excise duties into a common pool to be shared between the SACU countries. In this publication, revenue from excises, tariffs and customs duties are included as tax revenues in the SACU country that collected the revenue (South Africa) and revenues received from the SACU Common Revenue Pool are included as miscellaneous revenue in non-tax revenues (Botswana, Eswatini, Lesotho and Namibia).
- 8 Data on social security contributions are not available for Chad, the Republic of the Congo, the Democratic Republic of the Congo (prior to 2012), Equatorial Guinea (prior to 2013), Guinea, Madagascar (prior to 2011), Namibia (prior to 2009), Sierra Leone, Togo and Uganda and are only partially available for Cameroon and Senegal. See the country tables in Chapter 5 for further information.
- 9 The PINE database classifies environmentally related taxes under four bases:
 - Energy: This covers taxation of energy products such as fossil fuels and electricity also including fuels for transportation such as petrol and diesel. All CO₂-related taxes are in this category.
 - Motor vehicles and transport services: This category includes imports or sales taxes on transport equipment, recurrent taxes on ownership, registration or road use of motor vehicles, and other transport-related taxes.
 - Resources: This category includes taxes on mining and quarrying, forestry, wildlife and fisheries.
 - Pollution: This category includes taxes on ozone-depleting substances, water and wastewater, waste management.
- 10 Data from Mauritius were derived from financial statements produced by Statistics Mauritius.
- 11 Sub-national tax revenues figures include state revenues but exclude local government revenues.

References

- AfDB/OECD/UNDP (2016), *African Economic Outlook: Sustainable Cities and Structural Transformation*, <https://doi.org/10.1787/aeo-2016-en>. [28]
- AfDB/OECD/UNDP (2015), *African Economic Outlook 2015: Regional Development and Spatial Inclusion*, <https://doi.org/10.1787/aeo-2015-en>. [41]
- African Development Bank (2023), *Seychelles Economic Outlook Country Notes*, <https://www.afdb.org/en/countries/east-africa-seychelles/seychelles-economic-outlook>. [15]
- African Development Bank (2022), *African Economic Outlook*, <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2022>. [7]
- AUC/OECD (2023), *Africa's Development Dynamics - Statistical Annex*, <https://oe.cd/AFDD-2023> (accessed on 11 September 2023). [6]

- Boisard, S., C. de Freitas and G. Hidouci (2014), *Renforcer les recettes fiscales locales pour financer le développement urbain en Afrique*, Fonds Mondial pour le Développement des Villes (FMDV), Paris, <http://delog.org/web/wp-content/uploads/2016/03/Etude-FMDV-Fiscalite%CC%81-locale-Villes-Afrique-8-Cas.pdf>. [44]
- Cnossen, S. (2015), *Mobilizing VAT revenues in African countries*, https://www.researchgate.net/publication/276344974_Mobilizing_VAT_revenues_in_African_countries. [31]
- EY (2020), *Namibia announces Economic Stimulus and Relief Package to mitigate impact of COVID-19*, <https://taxnews.ey.com/news/2020-0884-namibia-announces-economic-stimulus-and-relief-package-to-mitigate-impact-of-covid-19?uAlertID=Sd%2FG8rua1oj6%2F158EZ2AiA%3D%3D> (accessed on 29 August 2022). [14]
- Fjeldstad, O., G. Chambas and J. Brun (2014), *Local government taxation in Sub-Saharan Africa: a review and an agenda for research*, WP 2, Chr. Michelsen Institute, Bergen, <http://www.cmi.no/publications/file/5098-local-government-taxation-in-sub-saharan-africa.pdf>. [42]
- Gaspar, V. et al. (2019), *Fiscal Policy and Development: Human, Social, and Physical Investments for the SDGs*, <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2019/01/18/Fiscal-Policy-and-Development-Human-Social-and-Physical-Investments-for-the-SDGs-46444> (accessed on 20 September 2021). [25]
- IEA (2022), *Fossil fuels database*, <https://www.iea.org/data-and-statistics/data-product/fossil-fuel-subsidies-database> (accessed on 12 September 2023). [40]
- IMF (2023), “Country Report No. 2023/194”, in *South Africa: 2023 Article IV Consultation*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2023/06/06/South-Africa-2023-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-534271>. [11]
- IMF (2023), *World Economic Outlook Database, April 2023*, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/April> (accessed on 20 April 2023). [5]
- IMF (2022), “Country Report No. 22/247”, in *Botswana: 2022 Article IV Consultation*, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2022/English/1BWAEA2022002.ashx>. [8]
- IMF (2022), “Country Report No. 22/3”, in *Democratic Republic of the Congo: First Review under the Extended Credit Facility Arrangement*, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2022/English/1CODEA2022001.ashx>. [13]
- IMF (2022), “Country Report No. 2022/267”, in *Republic of Equatorial Guinea: 2022 Article IV Consultation*, <https://www.imf.org/en/Publications/https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/08/03/Republic-of-Equatorial-Guinea-2022-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-And-521695>. [16]
- IMF (2022), “Country Report No. 22/259”, in *Sierra Leone: 2022 Article IV consultation*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/07/29/Sierra-Leone-2022-Article-IV-Consultation-and-Fifth-Review-under-the-Extended-Credit-521569>. [37]
- IMF (2021), “Country Report No. 2021/146”, in *Guinea: 2021 Article IV Consultation*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/07/06/Guinea-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-461718>. [36]
- IMF (2019), “L'équipe du FMI achève une mission de revue au Togo”, *Communiqué de presse N° 19/473*, <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2019/12/18/pr19473-togo-imf-staff-completes-review-mission>. [19]
- IMF (2019), *World Economic Outlook - Frequently Asked Questions*, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/faq.htm#q4d> (accessed on 6 September 2019). [23]
- IMF (2014), “Country Report, No. 14/107”, in *Mauritius: 2014 Article IV Consultation*, IMF, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2014/cr14107.pdf>. [43]
- Keen, M. (2013), *The anatomy of VAT*, WP/13/111, IMF, <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/The-Anatomy-of-the-VAT-40543>. [29]
- Marten, M. and K. Van Dender (2019), *The use of revenues from carbon pricing*. OECD Taxation Working Papers, OECD, <https://doi.org/10.1787/3cb265e4-en>. [33]
- Monkam, N. and M. Moore (2015), *How Property Tax Would Benefit Africa*, Africa Research Institute, <http://www.africaresearchinstitute.org/publications/property-tax-benefit-africa>. [45]
- Moore, M., W. Prichard and O. Fjeldstad (2018), *Taxing Africa: Coercion, Reform and Development – ICTD*, Zed Books, <https://www.ictd.ac/publication/taxing-africa-coercion-reform-and-development/> (accessed on 20 September 2021). [17]
- OECD (2023), *PINE database*, <http://www.oecd.org/environment/tools-evaluation/environmentaltaxation.htm>. [35]

- OECD (2023), *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/e7ea496f-en>. [1]
- OECD (2022), *Consumption Tax Trends 2022: VAT/GST and Excise, Core Design Features and Trends*, OECD Publishing, <https://doi.org/10.1787/6525a942-en>. [27]
- OECD (2021), *Revenue Statistics 2021*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/6e87f932-en>. [3]
- OECD (2020), *OECD Tax Policy Reviews: Seychelles*, OECD Publishing, <https://doi.org/10.1787/cba38d19-en>. [20]
- OECD (2019), *Tax Morale: What Drives People and Businesses to Pay Tax?*, OECD Publishing, <https://doi.org/10.1787/f3d8ea10-en>. [22]
- OECD (2014), *Development Co-operation Report 2014: Mobilising Resources for Sustainable Development*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2014-en>. [21]
- OECD (2005), *Glossary of statistical terms*, <https://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=6437>. [32]
- OECD/ATAF/AUC (2023), *Revenue Statistics in Africa: Comparative tables*, OECD Publishing, Paris. [4]
- OECD/ATAF/AUC (2021), *Revenue Statistics in Africa 2021: 1990-2019*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/14e1edb1-en-fr>. [18]
- OECD et al. (2023), *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/8b555412-en>. [2]
- OECD/ITF (2019), *Tax revenue implications from the decarbonisation of road transport: scenarios for Slovenia*, OECD, <https://doi.org/10.1787/87b39a2f-en>. [34]
- RSM Global (2021), *Tax Highlights of Botswana Budget 2021-2022*, https://www.rsm.global/botswana/sites/default/files/media/New%20folder/tax_highlights_of_2021-22_botswana_budget.pdf. [9]
- South Africa Revenue Service (2023), *Release of the 15th Annual Edition of Tax Statistics*, <https://www.sars.gov.za/media-release/release-of-the-15th-annual-edition-of-tax-statistics/#:~:text=Total%20tax%20revenue%20collected%20by,%2F13%20to%202017%2F18>. [10]
- SSA (2015), *Social Security Through the World: Africa*, SSA Publication Social Security Administration, Washington, DC, <http://www.ssa.gov/policy/docs/progdesc/ssptw/2014-2015/africa/ssptw15africa.pdf>. [26]
- The Voice African News Magazine (2022), *Panic as fuel shortage hits Sierra Leone*, <https://thevoicenewsmagazine.com/panic-as-fuel-shortage-hits-sierra-leone/>. [38]
- UNSD (2023), *GDP and its breakdown at current prices in National currency*, <https://unstats.un.org/unsd/Snaama/downloads> (accessed on 11 September 2023). [30]
- Van Dender et. al., K. (2022), *Why governments should target support amidst high energy prices*, <https://doi.org/10.1787/40f44f78-en>. [39]
- WHO (2015), *Purchasing Power Parity 2005*, World Health Organization, <http://www.who.int/choice/costs/ppp/en/>. [24]
- World Bank (2022), *Democratic Republic of Congo Economic Update: Harnessing Growth Through Digital Connectivity to Create Jobs and Reduce Poverty*, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/10/07/democratic-republic-of-congo-economic-update>. [12]

Chapitre 1

Tendances des recettes fiscales, 2010-21

Pour atteindre l'Agenda 2063 de l'Union africaine, les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et mettre en œuvre le Programme d'action d'Addis-Abeba, il est nécessaire de mobiliser des moyens financiers supplémentaires, et notamment des ressources intérieures, afin de financer l'offre de biens et de services publics. L'impôt représente une source de recettes publiques prévisible et stable, qui contraste avec la volatilité d'autres sources importantes de recettes publiques, comme les dons et les redevances minières. Pour les pays africains, où la dette extérieure et la dépendance à l'égard de revenus de ressources volatiles représentent des défis économiques notables, l'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures n'est pas seulement une stratégie fiscale, il s'agit aussi d'une voie essentielle pour parvenir à l'autosuffisance, à la résilience économique et au développement durable, conformément aux aspirations de l'Agenda 2063 pour une Afrique autosuffisante, intégrée et prospère.

Le rapport *Statistiques des recettes publiques en Afrique* contient un ensemble d'indicateurs internationalement comparables sur les recettes fiscales et non fiscales qui peuvent servir à mesurer les progrès en matière de mobilisation des ressources intérieures et à éclairer les politiques et les réformes fiscales. Ce rapport et les données qu'il contient contribuent aussi au Programme statistique panafricain, une initiative conjointe de l'Union africaine et de l'Union européenne visant à renforcer les capacités statistiques en Afrique, en fournissant des données statistiques de qualité sur les recettes publiques. Ces données faciliteront le processus d'élaboration des politiques et leur suivi, de manière à soutenir l'intégration africaine. Les progrès du programme panafricain de statistiques témoignent d'une avancée résolue vers l'élaboration de politiques fondées sur des données et sensibles au contexte en Afrique. Des données précises et pertinentes sont essentielles pour formuler des politiques qui tiennent compte des spécificités économiques, politiques et sociétales de l'Afrique, favorisant ainsi des initiatives plus efficaces et plus pertinentes sur le terrain.

La présente édition des *Statistiques des recettes publiques en Afrique* contient des données jusqu'à l'année 2021 comprise, soit la deuxième année de la pandémie de COVID-19. La pandémie a lourdement pesé sur les finances publiques dans le monde en 2020, entraînant une forte chute des recettes. Ce rapport examine dans quelle mesure les recettes des pays africains sont parvenus à se remettre des conséquences initiales du COVID-19.

Ce premier chapitre analyse l'évolution du ratio impôts/PIB, de la structure fiscale et de la part des recettes fiscales par niveau d'administration dans 33 pays d'Afrique : Afrique du Sud, Botswana, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée équatoriale, Égypte, Eswatini, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Tchad, Togo et Tunisie. Le Gabon et la Guinée sont inclus pour la première fois dans cette édition. Ce chapitre compare également les moyennes de ces 33 pays d'Afrique avec celles de 29 pays d'Asie et du Pacifique (OCDE, 2023^[1]), 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) (OCDE et al., 2023^[2]), et celle des 38 pays de l'OCDE (OCDE, 2021^[3]). L'analyse proposée vient compléter les informations détaillées par pays consacrées aux recettes fiscales figurant au chapitre 5.

Ratios impôts/PIB en Afrique

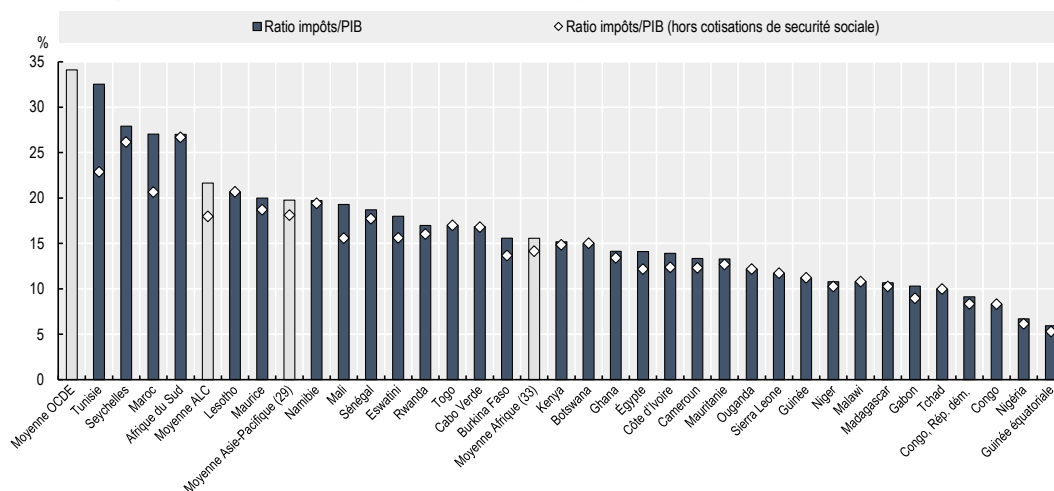
Tendances des recettes fiscales dans les pays africains en 2021

L'étude des ratios impôt/PIB dans 33 pays africains révèle une multitude de réalités économiques. Les ratios très variés soulignent la diversité économique du continent, chacun illustrant les potentiels fiscaux et les défis propres à chaque pays. Il est essentiel de comprendre et de gérer ces différences pour élaborer des politiques fiscales éclairées et efficaces qui renforcent la stabilité économique et stimulent le développement en Afrique.

Le ratio impôts/PIB moyen non pondéré dans les 33 pays d'Afrique couverts par la publication [désigné ci-après « moyenne des pays d'Afrique (33) »] s'est établi à 15.6 % en 2021 (Graphique 1.1), soit le même niveau qu'en 2020. Le ratio impôts/PIB correspond aux recettes fiscales (y compris les cotisations de sécurité sociale obligatoires versées à l'administration générale) exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (PIB)¹. À titre de comparaison, les ratios impôts/PIB moyens pour les régions Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, et pour la zone OCDE étaient respectivement de 19.8 %, 21.7 % et 34.1 % en 2021.

Le faible ratio impôt/PIB en Afrique par rapport aux autres régions illustre la marge de manœuvre budgétaire restreinte dont disposent les pays africains. Cette limitation a un impact sur la capacité à canaliser des investissements substantiels dans des secteurs clés tels que les soins de santé, l'éducation et les infrastructures, qui sont essentiels au développement durable et au bien-être de la société dans le contexte africain. Il est impératif de combler ces lacunes pour libérer le potentiel de développement de l'Afrique et garantir une croissance inclusive et résiliente sur l'ensemble du continent.


Graphique 1.1. Ratios impôts/PIB et total des recettes fiscales (hors cotisations de sécurité sociale) en pourcentage du PIB, 2021



Note : Les chiffres prennent en compte les recettes fiscales des administrations infranationales pour l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Maroc, Maurice et le Nigéria (recettes des États uniquement) pour l'année 2021. La moyenne Afrique (33) et les moyennes Asie-Pacifique (29 pays), ALC (25 pays) et OCDE (38 pays) sont des moyennes non pondérées.

Il convient d'interpréter la moyenne Afrique (33) avec précaution car des données relatives aux cotisations de sécurité sociale sont indisponibles pour la Guinée, l'Ouganda, la République du Congo, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo, et elles sont incomplètes pour le Cameroun et le Sénégal. Les cotisations de sécurité sociale pour le Botswana, le Lesotho et le Malawi sont égales à zéro dans la mesure où elles ne remplissent pas les critères retenus pour être considérées comme des cotisations de sécurité sociale, selon la classification des impôts de l'OCDE figurant dans le Guide d'interprétation. Pour plus de précisions, se reporter aux tableaux par pays présentés dans le chapitre 5.

Le ratio impôts/PIB de l'Afrique du Sud prend en compte les sommes recouvrées par l'Afrique du Sud au profit de l'Union douanière de l'Afrique australe.

Source : Tableaux 4.1 et 4.2 figurant au chapitre 4 et (OCDE/ATAF/GUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », Statistiques fiscales de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>. StatLink  <https://stat.link/ahuc4b>

En 2021, les ratios impôts/PIB ont affiché de grandes variations entre les pays couverts par cette publication, allant de 5.9 % en Guinée équatoriale à 32.5 % en Tunisie. L'Afrique du Sud, le Maroc, les Seychelles et la Tunisie affichaient des ratios supérieurs à 25 %. Dans 12 pays, les ratios étaient compris entre 15.0 % et 21.0 %, tandis que dans 17 pays, ils étaient inférieurs à 15 % (Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, République du Congo, Sierra Leone et Tchad).

La plupart des pays couverts par cette publication appartiennent à des organisations régionales dont les membres adoptent des règles communes en matière fiscale et douanière et forment une union douanière. En 2021, le ratio impôts/PIB moyen des cinq pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)², des trois pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)³ et des six pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)⁴ inclus dans cette publication s'établissait à respectivement 9.6 %, 14.8 % et 15.8 %, soit moins que la moyenne des 33 pays d'Afrique. Le ratio impôts/PIB moyen des pays membres de l'Union douanière de l'Afrique australe (SACU) (voir Encadré 2.3 au chapitre 2) et des trois pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA)⁵ atteignait respectivement 20.1 % et 24.6 % en 2021, soit plus que la moyenne des 33 pays d'Afrique.

Évolution des recettes fiscales et du PIB en valeur nominale

Cette section analyse les variations des recettes fiscales nominales et du PIB nominal en 2021 et les variations consécutives des ratios impôts/PIB, qu'elle compare aux changements intervenus en 2020. La valeur du ratio impôts/PIB dépend de deux composantes : son numérateur (recettes fiscales) et son dénominateur (PIB) (voir Encadré 1.1). Cela signifie que les variations des ratios impôts/PIB reflètent des variations des recettes fiscales nominales et du PIB nominal.

Encadré 1.1. Méthodologie : le ratio impôts/PIB

Les ratios impôts/PIB utilisés dans cette publication expriment les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB. La valeur de ce ratio varie suivant son dénominateur (PIB) et son numérateur (recettes fiscales). Le numérateur et le dénominateur sont susceptibles de faire l'objet de révisions rétrospectives. Le ratio impôts/PIB doit être interprété avec prudence : les recettes fiscales nominales et le PIB nominal peuvent varier dans la même direction (augmenter ou diminuer tous les deux), mais le ratio impôts/PIB évoluera dans la direction opposée au cours de la même période si le changement relatif des recettes fiscales nominales est inférieur au changement relatif du PIB nominal. Néanmoins, il est essentiel de reconnaître et de prendre en compte les facteurs économiques, sociopolitiques et historiques propres aux pays africains, qui influencent profondément les mesures du PIB.

Le numérateur (recettes fiscales)

Cette publication utilise les chiffres des recettes qui sont transmis chaque année par les points de contact au sein des ministères des Finances, des administrations fiscales ou des offices statistiques nationaux. Les données rétrospectives sur les recettes fiscales font l'objet de révisions annuelles, des révisions plus importantes ayant lieu pour les années les plus récentes. Les chiffres antérieurs peuvent également changer d'une édition à l'autre lorsque de nouvelles données sont obtenues par des points de contact.

Encadré 1.1. **Méthodologie : le ratio impôts/PIB** (suite)

Dans 25 pays couverts par ce rapport, l'année fiscale coïncide avec l'année civile. Les huit pays restants communiquent leurs données sur la base de l'année fiscale. Pour ces pays, les déclarations pour l'année 2021 couvrent un trimestre de 2022 (quatre pays ont une année fiscale allant d'avril à mars) ou deux trimestres de 2020 (quatre pays ont une année fiscale allant de juillet à juin)⁶. Cela signifie que les données relatives aux recettes pour 2021 concernant les pays qui communiquent leurs données sur la base de l'année fiscale allant de juillet à juin comprennent des recettes se rapportant à des périodes qui étaient toujours fortement touchées par la pandémie de COVID-19.

Le dénominateur (PIB)

Les chiffres du PIB utilisés dans cette publication proviennent des *Perspectives de l'économie mondiale* publiées par le FMI. L'utilisation de ces chiffres du PIB garantit une cohérence maximale entre les pays, ainsi qu'une comparabilité internationale des ratios impôts/PIB. Les chiffres du PIB sont également révisés et actualisés pour tenir compte de l'amélioration des sources de données et des procédures d'estimation, ou pour appliquer de nouvelles lignes directrices convenues à l'échelle internationale pour mesurer la valeur du PIB.

Les chiffres les plus récents provenant des *Perspectives de l'économie mondiale* ont été publiés en avril 2023 (FMI, 2023_[5]), et incluent les révisions du PIB effectuées par certains pays pour s'aligner sur l'édition la plus récente du Système de comptabilité nationale (SCN 2008). Les chiffres du PIB cités dans ce rapport ont été sensiblement révisés par rapport à l'édition de l'année dernière concernant le Burkina Faso, le Cabo Verde, l'Égypte, la Guinée, le Lesotho, le Maroc, Maurice, la Mauritanie et les Seychelles (les chiffres du PIB pour 2020 de ces pays ont été révisés de +/- 3 % ou plus).

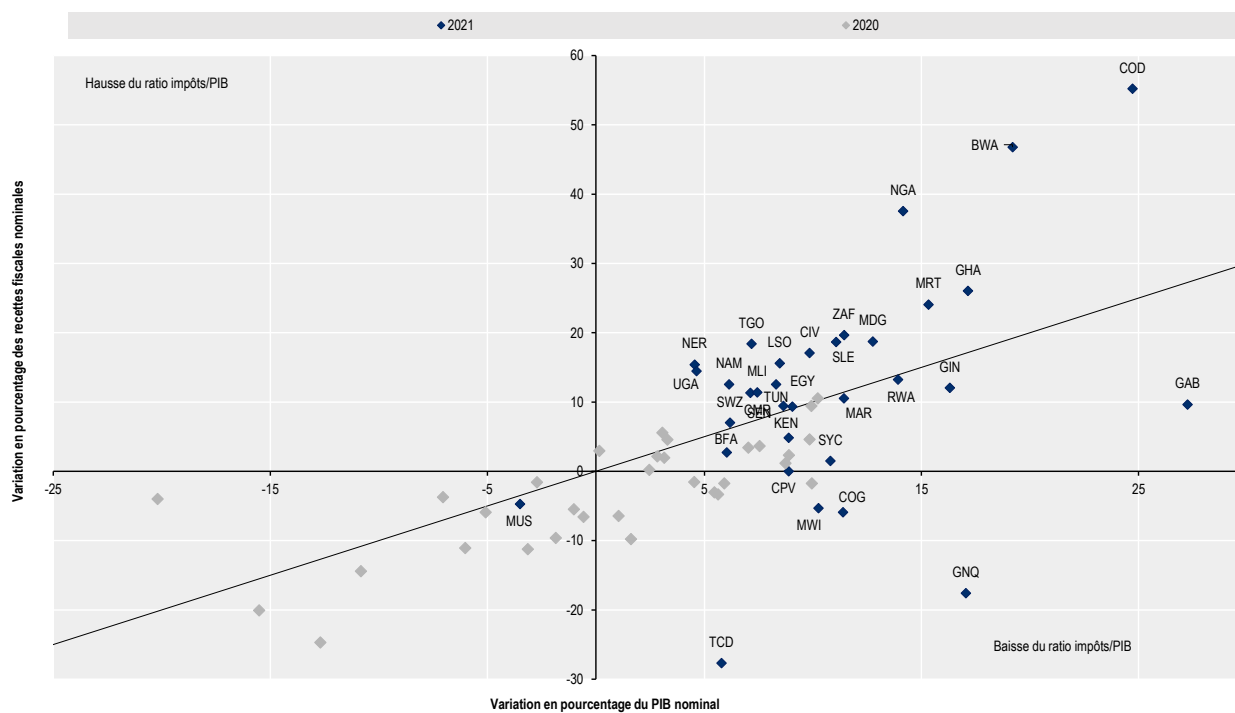
La différence entre les éditions 2022 et 2023 des ratios impôts/PIB de l'année 2020 imputable aux révisions des recettes fiscales et du PIB était comprise entre -1.8 point au Cabo Verde et 0.5 point au Mali.

En 2021, les pays couverts par ce rapport ont enregistré une croissance médiane de leurs recettes fiscales nominales de 12.1 % par rapport à l'année précédente. À l'inverse, les recettes fiscales médianes nominales ont baissé de 1.8 % en 2020 sous l'effet du COVID-19. Le PIB nominal a affiché une croissance médiane les deux années (2.5 % entre 2019 et 2020 et 9.8 % entre 2020 et 2021).

Le Graphique 1.2 illustre les variations en glissement annuel des recettes nominales et du PIB nominal en 2020 et 2021 par pays. 27 des 33 pays couverts par ce rapport ont vu leurs recettes fiscales nominales s'accroître en 2021. Au cours de cette période, le Botswana, le Nigéria et la République démocratique du Congo ont enregistré les plus fortes hausses des recettes fiscales nominales (plus de 30 %). À l'inverse, en 2020, les recettes fiscales nominales ont augmenté dans 14 pays et ont diminué dans les 19 autres pays. S'agissant du PIB nominal, Maurice est le seul pays où il a reculé en 2021, tandis qu'il a décliné dans 13 pays en 2020. Tous les pays couverts par ce rapport sauf six ont vu leurs recettes fiscales nominales et leur PIB nominal s'améliorer entre 2020 et 2021. Par comparaison, 13 pays ont enregistré une hausse de leurs recettes fiscales nominales et de leur PIB nominal entre 2019 et 2020. Dans le paysage économique unique de l'Afrique, la croissance des recettes fiscales et du PIB en 2021 illustre la résilience des pays africains qui, chacun avec ses propres défis économiques exacerbés par la pandémie de COVID-19, ont montré des degrés divers de relance fiscale.

Alors que les recettes fiscales ont augmenté en valeur nominale dans 27 pays en 2021, le PIB a progressé moins vite que les recettes fiscales dans 20 d'entre eux, entraînant des ratios impôts/PIB plus élevés en 2021 qu'en 2020. Dans sept pays, le PIB nominal s'est accru davantage que les recettes fiscales nominales, faisant baisser le ratio impôts/PIB. Cinq autres pays (Cabo Verde, Guinée équatoriale, Malawi, République du Congo et Tchad) ont vu leurs recettes fiscales nominales diminuer et leur PIB nominal augmenter, se soldant par une hausse de leur ratio impôts/PIB. Maurice a enregistré une baisse à la fois de ses recettes fiscales nominales et de son PIB nominal en 2021. Par comparaison, douze pays ont enregistré une diminution de leurs recettes fiscales nominales et de leur PIB nominal entre 2019 et 2020.

Graphique 1.2. **Variations en glissement annuel des recettes fiscales nominales et du PIB nominal en 2020 et 2021**



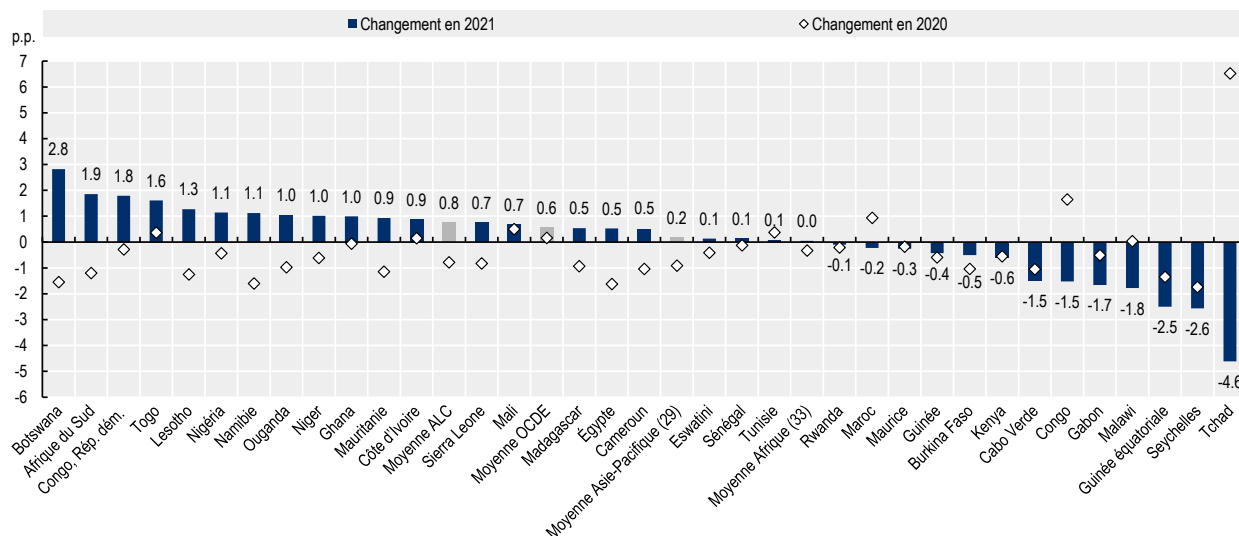
Note : Les chiffres prennent en compte les recettes fiscales des administrations infranationales pour l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Maroc, Maurice et le Nigéria (recettes des États uniquement) pour l'année 2021. Les recettes fiscales totales pour l'Ouganda, la République du Congo, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo n'incluent pas les cotisations de sécurité sociale car ces données ne sont pas disponibles. Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr> et dans (FMI, 2023^[5]) pour les chiffres du PIB nominal.

StatLink  <https://stat.link/bz7w1n>

Le ratio impôts/PIB moyen dans les pays d'Afrique couverts par ce rapport est resté stable entre 2020 et 2021, après avoir baissé de 0.3 point entre 2019 et 2020 à cause de la pandémie de COVID-19. En pourcentage du PIB, les recettes fiscales ont augmenté dans 20 pays et diminué dans 13 autres entre 2020 et 2021 (Graphique 1.3). C'est le Tchad qui a accusé la plus forte baisse, soit 4.6 points de pourcentage, suivi des Seychelles et de la Guinée équatoriale (respectivement 2.6 et 2.5 points). À l'inverse, le ratio impôts/PIB du Botswana a enregistré la plus forte hausse parmi tous les pays couverts (2.8 points), suivi de l'Afrique du Sud (1.9 point) et de la République démocratique du Congo (1.8 point).

Graphique 1.3. Variation en glissement annuel des ratios impôts/PIB dans les pays d'Afrique en 2020 et 2021

Points de pourcentage de PIB



Note : Les chiffres prennent en compte les recettes fiscales des administrations infranationales pour l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Maroc, Maurice et le Nigéria (recettes des États uniquement).

La moyenne Afrique (33) et les moyennes Asie-Pacifique (29 pays), ALC (25 pays) et OCDE (38 pays) sont des moyennes non pondérées.

Il convient d'interpréter l'évolution de la moyenne des pays d'Afrique (33) avec précaution, car des données relatives aux cotisations de sécurité sociale sont indisponibles ou incomplètes pour quelques pays. Pour plus de précisions, se reporter aux tableaux par pays présentés dans le chapitre 5.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans le tableau 4.1 du chapitre 4 et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.
StatLink <https://stat.link/5rw6so>

En 2021, l'activité économique en Afrique a enregistré un net rebond après le choc dû au COVID-19 en 2020, qui avait provoqué la plus forte récession mondiale depuis des décennies. On estime qu'en 2021, le PIB de l'Afrique a gagné 4.9 % en termes réels après s'être contracté de 1.7 % en 2020 (CUA/OCDE, 2023^[6]). La hausse des prix du pétrole, le redressement de la demande mondiale et le redémarrage de la consommation des ménages ont contribué à l'amélioration des économies africaines en 2021 (Banque africaine de développement, 2022^[7]).

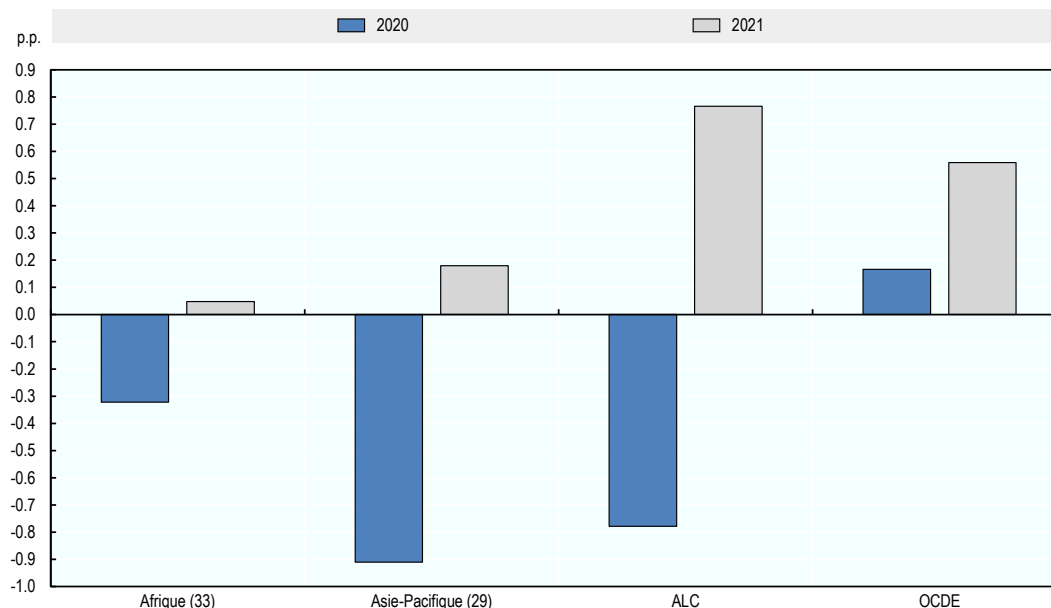
Le rebond de l'activité économique et la suppression des mesures d'allégement fiscal (reports d'impôt, suspensions des acomptes, par exemple) mises en œuvre pour aider les ménages et les entreprises à faire face à la pandémie de COVID-19 ont contribué au redressement des ratios impôts/PIB de certains pays en 2021. Toutefois, la reprise a été inégale. Le ratio impôts/PIB de 17 des 33 pays est resté inférieur aux niveaux d'avant la pandémie ; pour 12 d'entre eux, cela est dû au fait que la croissance du PIB nominal a dépassé celle des recettes fiscales nominales entre 2019 et 2021, alors que pour cinq pays (Cabo Verde, Gabon, Guinée équatoriale, Maurice et Seychelles), les recettes fiscales nominales se sont contractées au cours de cette période. Seize pays ont renoué avec le niveau de leurs recettes fiscales d'avant la pandémie. En République du Congo, le ratio impôts/PIB était plus élevé en 2021 qu'en 2019 du fait que son PIB nominal a davantage baissé que ses recettes fiscales nominales pendant la période.

À 15.6 % du PIB, le ratio impôts/PIB moyen des pays africains couverts par cette publication était inférieur en 2021 à son niveau de 2019 (15.8 %). C'était également le cas pour la région Asie-Pacifique, dont le ratio impôts/PIB moyen a reculé de 0.9 point entre

2019 et 2020 avant de repartir légèrement à la hausse entre 2020 et 2021 (0.2 point) (voir le Graphique 1.4). À l'inverse, le ratio impôts/PIB moyen dans la région ALC a renoué avec son niveau d'avant la pandémie en 2021 : après avoir baissé de 0.8 point en 2020, il s'est accru du même ordre de grandeur l'année suivante. Dans la zone OCDE, en revanche, les recettes fiscales exprimées en pourcentage du PIB ont progressé au cours des deux années, en moyenne.

Graphique 1.4. Variation en glissement annuel des ratios impôts/PIB moyens régionaux, 2020 et 2021

Points de pourcentage de PIB



Note : Les variations des recettes fiscales en pourcentage du PIB entre les périodes sont arrondies à une décimale dans ce chapitre. La légère progression (0.0474 point) de la moyenne Afrique (33) entre 2020 et 2021 indiquée dans le graphique est donc arrondie à 0.0 point dans le texte.

La moyenne Afrique (33) et les moyennes Asie-Pacifique (29 pays), ALC (25 pays) et OCDE (38 pays) sont des moyennes non pondérées.

Il convient d'interpréter l'évolution de la moyenne des pays d'Afrique (33) avec précaution, car des données relatives aux cotisations de sécurité sociale sont indisponibles ou incomplètes pour quelques pays. Pour plus de précisions, se reporter aux tableaux par pays présentés dans le chapitre 5.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans le tableau 4.1 du chapitre 4 et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/xict5d>

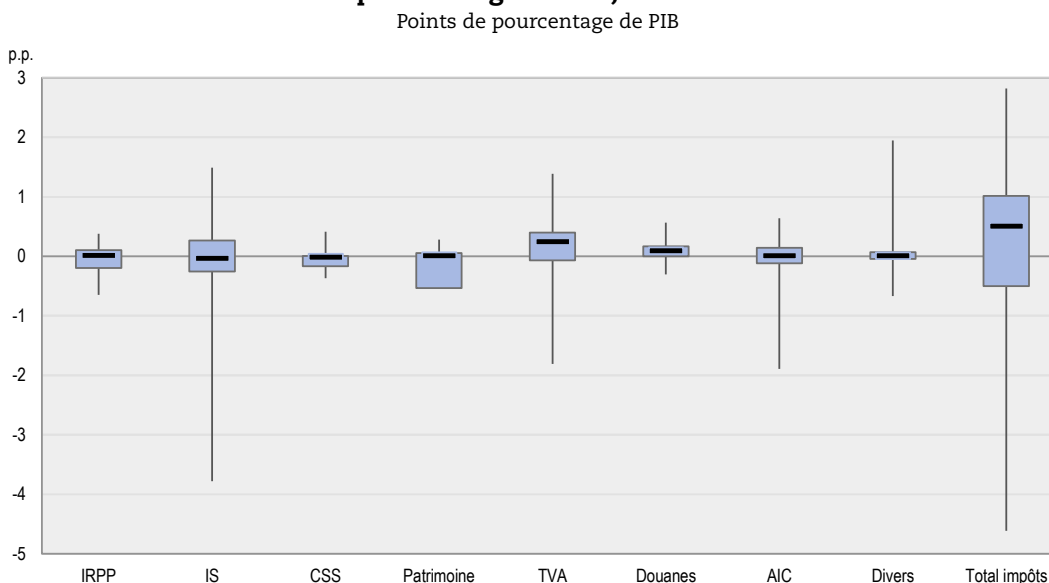
Impact de la pandémie sur différentes catégories d'impôt

Entre 2020 et 2021, les recettes des impôts sur les biens et les services ont augmenté de 0.2 % de PIB en moyenne dans les 33 pays étudiés dans cette publication, tandis que les recettes provenant des impôts sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale (CSS) ont toutes deux diminué de 0.1 point au cours de cette période. Dans la catégorie des impôts sur les biens et les services, la hausse des recettes fiscales en pourcentage du PIB a concerné les taxes sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits à l'importation, qui ont tous deux progressé de 0.1 point en moyenne. Les autres impôts sur les biens et services (y compris les taxes telles que les accises, les impôts sur des services spécifiques et les impôts perçus au titre de l'autorisation d'utiliser des biens et des services) ont diminué de 0.1 point sur la période. Les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), en pourcentage du PIB,

sont restées identiques en moyenne, tandis que celles provenant de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IS) ont diminué de 0.1 point en moyenne entre 2020 et 2021.

Le Graphique 1.5 montre les variations des recettes fiscales par catégorie d'impôt en pourcentage du PIB, en moyenne pour les pays d'Afrique, entre 2020 et 2021. Les recettes tirées de la TVA et des droits de douane ont progressé dans de nombreux pays d'Afrique en 2021. Plus des deux tiers d'entre eux (respectivement 23 et 24 pays) ont suivi cette tendance. Cela marque une inversion de la tendance observée en 2020, lorsque ces recettes s'étaient contractées dans plus des deux tiers des pays africains. Bien que les recettes provenant d'autres impôts sur les biens et services aient fléchi de 0.1 point en 2021 en moyenne, les pays africains ont été plus nombreux à enregistrer des hausses (19) que des baisses (14) dans cette catégorie en 2021, l'ampleur des baisses étant plus importante que celle des hausses.

Graphique 1.5. **Variations des recettes fiscales par catégorie en pourcentage du PIB, 2020-2021**



Note : Il convient d'interpréter l'évolution de la moyenne des pays d'Afrique (33) avec précaution, car des données relatives aux cotisations de sécurité sociale sont indisponibles ou incomplètes pour quelques pays. Voir les tableaux des pays au chapitre 5 pour plus d'informations.

AIC signifie « Autres impôts sur la consommation » et englobe tous les impôts sur les biens et services (rubrique 5000) hors TVA (rubrique 5111) et droits de douane (rubrique 5123). Res. signifie « Résiduel » et comprend les impôts non ventilables entre l'IRPP et l'IS (rubrique 1300), les taxes sur les salaires (rubrique 3000) et d'autres impôts (rubrique 6000). Dans ce graphique, le point le plus bas correspond à la variation minimale survenue dans le pays pour ce type d'impôt entre 2020 et 2021 ; la case représente les variations pour les pays qui se situent entre le quartile inférieur et le quartile supérieur (50 % des pays d'Afrique couverts par cette publication ont connu des variations comprises dans l'intervalle matérialisé par chaque case) ; et le point le plus haut pour chaque type d'impôt correspond à la variation maximale survenue dans le pays. La ligne dans chaque case représente la variation médiane (la moitié des pays d'Afrique couverts par cette publication se situaient au-dessus et l'autre moitié en dessous de cette ligne). Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/2mp4ax>

Les variations des recettes de l'IS en pourcentage du PIB entre 2020 et 2021 sont très hétérogènes entre pays d'Afrique. Elles s'échelonnaient entre une baisse de 3.8 points au Tchad et une hausse de 1.5 point en Afrique du Sud. La part des recettes de l'IS en pourcentage du PIB a décliné dans plus de la moitié des pays d'Afrique (17) couverts par cette publication, et sept pays ont subi une baisse supérieure à 0.3 point.

Le Tableau 1.1 présente les variations en glissement annuel des recettes fiscales en pourcentage du PIB entre 2020 et 2021 par principale catégorie d'impôt en moyenne pour les pays africains.

- Les impôts sur les biens et services ont augmenté le plus en 2021, alors que c'était la catégorie la plus sévèrement touchée par les conséquences de la pandémie de COVID-19 en 2020, accusant une baisse de 0.4 % de PIB. Dans cette catégorie, la progression de 0.1 point des recettes de TVA et des droits de douane en 2021 représente un modeste rebond après les diminutions de respectivement 0.3 point et 0.1 point survenues entre 2019 et 2020.
- Les recettes tirées des impôts sur le revenu ont baissé de 0.1 point en moyenne entre 2020 et 2021 sous l'effet du recul des recettes de l'IS au cours de la période, tandis que ces recettes étaient restées stables entre 2019 et 2020. Les recettes provenant de l'IRPP sont restées inchangées, en pourcentage du PIB, en 2020 et 2021.
- Les CSS ont baissé de 0.1 point en 2021 après avoir progressé du même ordre de grandeur en 2020.

Tableau 1.1. **Variations des recettes fiscales en pourcentage du PIB par catégorie d'impôt, 2020 et 2021**

Variation d'une année sur l'autre, en point de pourcentage

	2020	2021
IRPP	0.0	0.0
IS	0.0	-0.1
CSS	0.1	-0.1
Immobilier	0.0	0.0
TVA	-0.3	0.1
Droits de douane	-0.1	0.1
AIC	0.0	0.0
Résiduel	-0.1	0.0
Total de la taxe	-0.3	0.0

Note : AIC signifie « Autres impôts sur la consommation » et englobe tous les impôts sur les biens et services (rubrique 5000) hors TVA (rubrique 5111) et droits de douane (rubrique 5123). Le résiduel comprend les impôts non ventilables entre l'IRPP et l'IS (rubrique 1300), les taxes sur les salaires (rubrique 3000) et d'autres impôts (rubrique 6000).

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023_[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

Principales variations des ratios impôts/PIB dans les pays d'Afrique en 2021

Le Graphique 1.6 présente les variations des ratios impôts/PIB entre 2020 et 2021 par principale rubrique d'impôt pour les 33 pays d'Afrique étudiés et en moyenne pour l'Afrique (33). L'Afrique du Sud, le Botswana et la République démocratique du Congo ont enregistré les plus fortes hausses, comprises entre 1.4 et 2.8 points, principalement sous l'effet de l'accroissement des recettes tirées de l'impôt sur le revenu et les bénéfices.

L'augmentation du ratio impôts/PIB observée au Botswana s'explique par la hausse des ventes de diamants, un renforcement de l'administration fiscale et la mise en œuvre des mesures de politique fiscale inscrites au budget 2021-22 (FMI, 2022_[8]). L'accroissement des recettes fiscales concerne toutes les catégories d'impôts : l'impôt sur le revenu et les bénéfices (1.9 point), les autres impôts sur les biens et services (principalement les droits d'accise, 0.6 point), et la TVA (0.2 point) sont celles qui ont vu leurs recettes le plus augmenter en pourcentage du PIB. La hausse des recettes tirées de l'impôt sur le revenu et les bénéfices en 2021 provient pour l'essentiel du secteur minier, à la faveur du renchérissement des prix et d'une demande accrue de diamants, ce qui s'est traduit par une augmentation

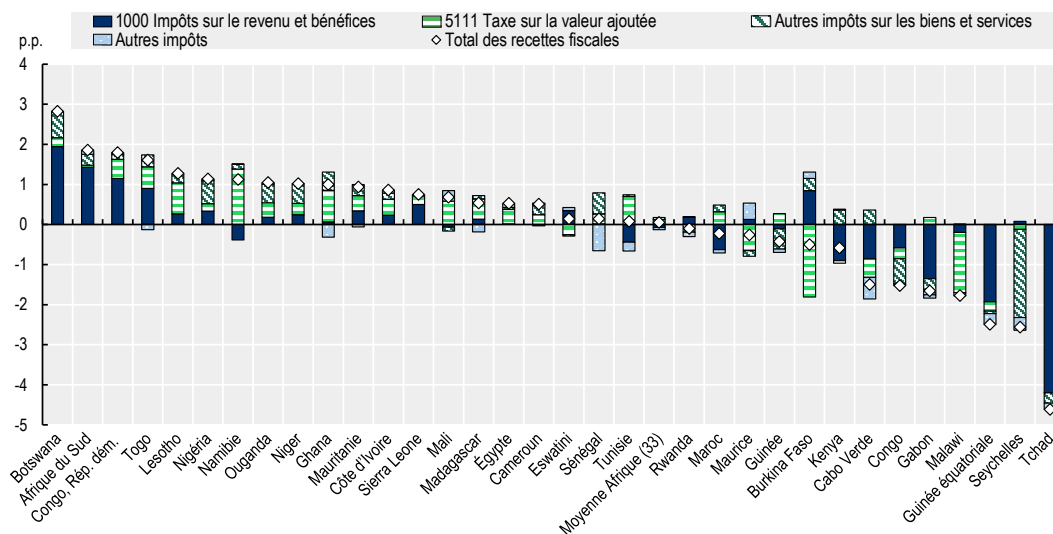
des bénéfices des sociétés et des revenus des particuliers (FMI, 2022_[8]). Dans le cadre des mesures de politique fiscale prévues au budget 2021-22, les autorités ont fait passer le taux de TVA de 12 % à 14 %, ce qui a contribué à la hausse des recettes de TVA en 2021 ; elles ont aussi notablement relevé le taux de la taxe sur les carburants (de 0.12 à 1.12 BWP par litre), multipliant par dix les recettes tirées des droits d'accise sur les carburants entre 2020 et 2021 (RSM Global, 2021_[9]).

Le ratio impôts/PIB de l'Afrique du Sud a augmenté de 1.9 point entre 2020 et 2021, sous l'effet essentiellement d'une hausse de 1.5 point des recettes de l'IS. L'Afrique du Sud a connu une reprise de son économie en 2021 qui s'est traduite par une croissance des recettes de l'IS provenant du secteur minier profitant du renchérissement des prix des matières premières (South Africa Revenue Service, 2023_[10] ; FMI, 2023_[11]). Les autorités ont en outre remédié aux failles observées avant la pandémie dans les procédures de contrôle de l'IS et une amélioration significative du respect des obligations déclaratives a été constatée à partir de 2019/20, notamment chez les gros contribuables et les entreprises internationales (FMI, 2023_[11]), ce qui peut également avoir contribué à l'augmentation des recettes de l'IS en 2021. Les recettes tirées des taxes intérieures sur les biens et services les plus pénalisés par les mesures de confinement imposées par la pandémie ont également augmenté en 2021 (South Africa Revenue Service, 2023_[10]), quoique dans une moindre mesure (0.1 point pour la TVA et 0.2 point pour les accises).

La République démocratique du Congo a vu son ratio impôts/PIB augmenter de 1.8 point entre 2020 et 2021, principalement en raison d'une hausse des recettes de l'IS (1.1 point) et de TVA (0.5 point). L'activité économique a fortement rebondi en 2021, tirée par la croissance des secteurs minier et non minier (Banque mondiale, 2022_[12]). Les autorités ont en outre poursuivi leurs efforts de mobilisation des recettes fiscales, notamment par une modernisation des procédures de recouvrement et l'organisation de campagnes destinées à améliorer la discipline fiscale (FMI, 2022_[13]), ce qui a pu jouer un rôle dans l'augmentation des recettes fiscales en 2021, notamment celles tirées de la TVA.

La Namibie a enregistré la plus forte hausse de la TVA en pourcentage du PIB entre 2020 et 2021 (1.4 point), ce qui a entraîné une augmentation sensible des recettes de TVA après une baisse de 1.7 point en 2020. En avril 2020, la Namibie a annoncé le lancement d'un programme de relance et de soutien à l'économie (*Economic Stimulus and Relief Package*) visant à atténuer les conséquences de la pandémie de COVID-19, prévoyant le remboursement accéléré aux entreprises des trop-versés de TVA non litigieux (EY, 2020_[14]). Cette mesure a contribué à la faible collecte des recettes de TVA dans le pays en 2020 par rapport à 2019.

Graphique 1.6. Variations des ratios impôts/PIB (en points de pourcentage du PIB) observées entre 2020 et 2021 par principales rubriques d'impôts et par pays



Note : La moyenne Afrique (33) doit être interprétée avec précaution, car des données relatives aux cotisations de sécurité sociale sont indisponibles ou incomplètes pour quelques pays. Voir les tableaux des pays au chapitre 5 pour plus d'informations.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/p2s0zh>

Parmi tous les pays étudiés dans ce rapport, la diminution la plus importante du ratio impôts/PIB (4.6 points) a été enregistrée au Tchad entre 2020 et 2021. Les recettes de l'IS provenant du secteur pétrolier (calculées sur la base des bénéfices de 2020) ont baissé de 3.7 points en 2021 et constituent la principale cause de cette diminution. Le Tchad a vu son PIB se contracter en valeurs réelles en 2021. Pour rappel, le ratio impôts/PIB avait augmenté de 6.5 points entre 2019 et 2020, sous l'effet de l'accroissement des recettes de l'IS des sociétés pétrolières.

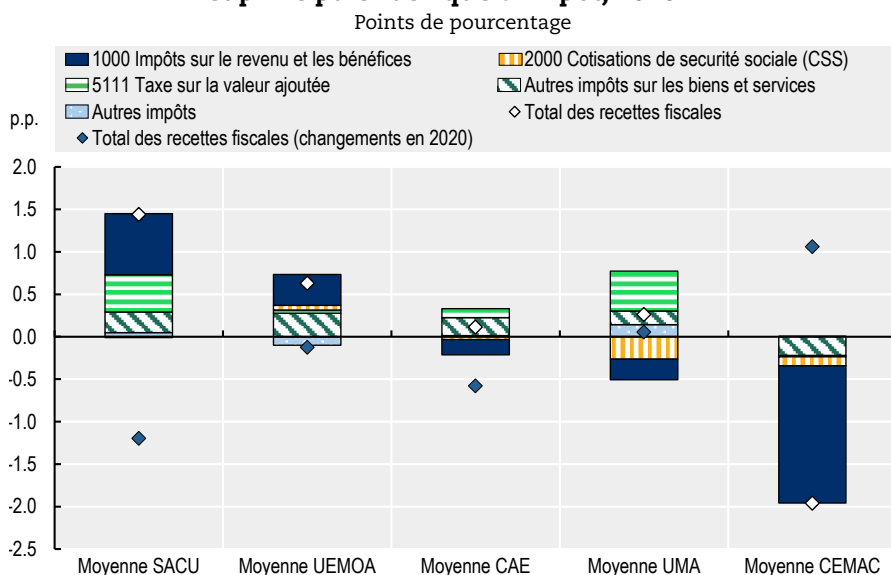
Aux Seychelles, le ratio impôts/PIB a diminué de 2.6 points entre 2020 et 2021. Bien que les recettes fiscales nominales aient augmenté de 1.5 %, cette croissance a été moindre que la hausse du PIB nominal (10.8 %), entraînant une diminution du ratio impôts/PIB. En 2021, le PIB s'est fortement redressé (Banque africaine de développement, 2023^[15]) à la faveur de la reprise généralisée qui a été enregistrée dans le secteur du tourisme et de la hausse de la consommation des ménages. Malgré ce rebond de l'activité économique, les recettes tirées des impôts autres que la TVA sur les biens et services (tels que les droits d'accise et de douane) ont baissé en valeur nominale et en pourcentage du PIB (2.2 points), ce qui a conduit à une diminution globale du ratio impôts/PIB des Seychelles.

La Guinée équatoriale a enregistré une baisse de 2.5 points de ses recettes fiscales en pourcentage du PIB entre 2020 et 2021. Si son économie, tributaire du pétrole, a rebondi en 2021 grâce à la hausse des cours pétroliers (FMI, 2022^[16]), le pays a vu ses recettes fiscales diminuer de 18 % en valeur nominale sur la période considérée. La baisse touche toutes les grandes catégories d'impôts, en particulier les recettes de l'IS des sociétés pétrolières, qui ont chuté de 23 % en valeur nominale et de 1.6 point de PIB.

Impact de la pandémie de COVID-19 sur les groupes régionaux en Afrique

L'évolution des recettes fiscales entre 2020 et 2021 diffère considérablement selon les groupes régionaux en Afrique. Dans les pays de la SACU, elles ont diminué de 1.2 point de PIB en moyenne entre 2019 et 2020, puis ont rebondi de 1.4 point entre 2020 et 2021. Ces chiffres contrastent avec ceux des cinq pays de la CEMAC étudiés dans le rapport, dont le ratio moyen impôts/PIB a augmenté de 1.1 point en 2020 et diminué de 2.0 points en 2021. La CEMAC est la seule région qui a enregistré une baisse de ses recettes fiscales en pourcentage du PIB en 2021 ; les hausses observées dans les autres groupes ont été comprises entre 0.1 point (CAE et UMA) et 1.4 point (SACU) (Graphique 1.7).

Graphique 1.7. **Variation des ratios impôts/PIB par groupe régional et principale rubrique d'impôt, 2020-21**



Note : L'Union douanière d'Afrique australe (South African Customs Union, SACU) réunit l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho et la Namibie. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) se compose du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo. Tous les pays de l'UEMOA à l'exception du Bénin et de la Guinée-Bissau sont étudiés dans cette publication. La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) se compose du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de l'Ouganda et du Soudan du Sud. Seules les données du Kenya, de l'Ouganda et du Rwanda sont disponibles dans cette publication. L'Union du Maghreb arabe (UMA) se compose de l'Algérie, de la Libye, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie. Dans cette publication, seules les données du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie sont analysées. La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) se compose du Cameroun, du Tchad, de la République démocratique du Congo, de la République du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale et de la République centrafricaine. Tous les pays de la CEMAC, à l'exception de la République centrafricaine, sont étudiés dans cette publication.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/p90nzw>

Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu et les bénéfices sont en grande partie à l'origine des variations enregistrées en 2021 dans les pays de la CEMAC en moyenne (baisse de 1.6 point) et de l'UEMOA (hausse de 0.4 point). Par comparaison, les recettes générées par les impôts sur les biens et services ont représenté la principale cause des variations observées dans les pays de l'UMA et de la CAE en moyenne en 2021. L'augmentation des recettes fiscales dans les pays de la SACU s'explique à parts égales par la hausse des recettes générées par l'impôt sur le revenu et les bénéfices et par les impôts sur les biens et services (0.7 point dans les deux cas). Les variations des recettes de l'impôt sur le revenu et les bénéfices enregistrées au cours de la période considérée sont étroitement liées à la volatilité des cours des produits de base, tout particulièrement dans les pays de la SACU et de la CEMAC.

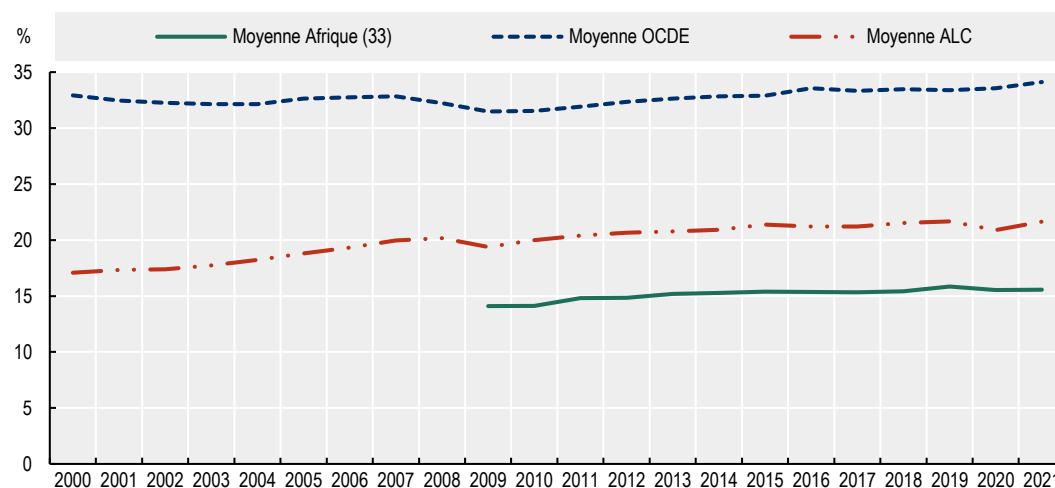
Les recettes de TVA ont diminué pour tous les groupes entre 2019 et 2020, avant de repartir à la hausse en 2021 pour la quasi-totalité d'entre eux à la suite de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Les recettes de TVA ont baissé de respectivement 0.1 et 0.4 point dans les pays de la CEMAC et de la SACU entre 2019 et 2020. Elles ont augmenté de 0.1 point dans les pays de la CAE et de 0.5 point dans ceux de l'UMA entre 2020 et 2021 et sont en moyenne restées stables en pourcentage du PIB au cours de cette période dans les pays de l'UEMOA et de la CEMAC.

Évolution des ratios impôts/PIB depuis 2010

La pandémie de COVID-19 a mis un frein à la croissance régulière des recettes fiscales observées en Afrique depuis 2010. En 2021, le ratio impôts/PIB moyen dans les 33 pays d'Afrique étudiés était supérieur de 1.4 point à son niveau de 2010. Par comparaison, les moyennes de la région ALC et de l'OCDE ont augmenté de respectivement 1.7 et 2.6 points entre 2010 et 2021.

Le ratio moyen impôts/PIB des 33 pays africains étudiés avait enregistré une hausse de 0.7 point entre 2010 et 2011, dans un contexte de reprise après la crise financière mondiale. La moyenne des pays d'Afrique (33) a ensuite augmenté régulièrement, de 14.8 % du PIB en 2011 à 15.4 % en 2015, niveau auquel elle s'est stabilisée jusqu'en 2019, date à laquelle elle est passée à 15.8 % (Graphique 1.8). La pandémie de COVID-19 a toutefois entraîné une baisse de 0.3 point du ratio moyen impôts/PIB, qui s'est établi à 15.5 % en 2020.

Graphique 1.8. Ratios moyens impôts/PIB pour l'Afrique (33), l'ALC et l'OCDE, 2000-21




Note : La moyenne Afrique (33) doit être interprétée avec précaution, car des données relatives aux cotisations de sécurité sociale sont indisponibles ou incomplètes pour quelques pays. Veuillez vous reporter aux tableaux par pays au chapitre 5 pour plus d'informations. Les chiffres prennent en compte les recettes fiscales des administrations infranationales pour l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (jusqu'en 2018) et le Nigéria (recettes des États uniquement) pour la période 2002-2021.

La moyenne Afrique (33) est une estimation pour 2009, car les données ne sont pas disponibles pour le Gabon, le Nigéria et le Tchad. On ne dispose pas d'estimation antérieure à 2009 faute de données relatives à quelques pays.

La moyenne Afrique (33) et les moyennes ALC (25 pays) et OCDE (38 pays) sont des moyennes non pondérées. La moyenne pour les pays d'Asie-Pacifique (29) n'est pas disponible pour les années antérieures à 2018.

Source : Tableau 4.1 figurant au chapitre 4 et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/lurip7>

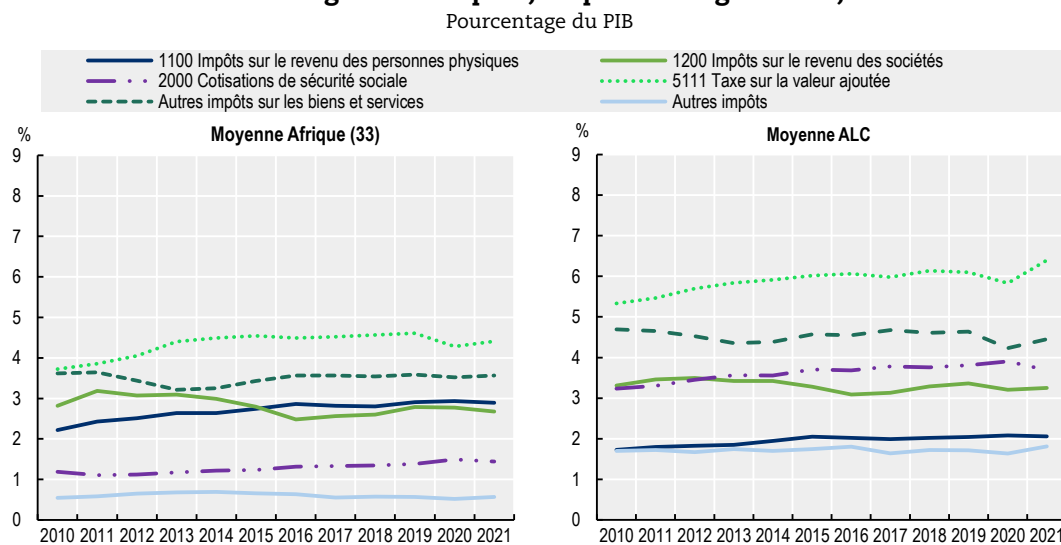
Les recettes de TVA, en progression de 0.8 point à 4.4 % du PIB en 2021, ont représenté le principal moteur de l'augmentation du ratio impôts/PIB des pays d'Afrique enregistrée entre 2010 et 2021. La plus forte hausse annuelle des recettes moyennes de TVA en pourcentage

du PIB s'est produite entre 2012 et 2013 (0.3 point de PIB) après l'introduction de la TVA en 2012 en République démocratique du Congo et en Eswatini. La légère augmentation du taux normal moyen de TVA enregistrée dans la région au cours de cette décennie (de 16.0 % en 2010 à 16.4 % en 2021) pourrait aussi expliquer la hausse des recettes de TVA en pourcentage du PIB observée sur la même période.

C'est l'IRPP qui explique également pour l'essentiel l'augmentation du ratio moyen impôts/PIB observé en Afrique (33), passant de 2.2 % du PIB en 2010 à 2.9 % en 2021, sous l'effet de la progression des revenus et d'une imposition plus efficace des particuliers fortunés dans les pays d'Afrique subsaharienne (Moore, Prichard et Fjeldstad, 2018_[17]). Les recettes de l'IS n'ont pas contribué à la hausse au cours de cette période, puisqu'elles ont diminué de 0.1 point en 2010 pour s'établir à 2.7 points de PIB en 2021. Les recettes de l'IS ont enregistré une baisse régulière en pourcentage du PIB dans les pays étudiés dans cette publication entre 2012 et 2016, en partie en raison de la diminution des cours du pétrole et des minéraux entre 2014 et 2016 et de la baisse des taux de l'IS sur le continent.

Les facteurs influant sur l'évolution des recettes fiscales dans la région ALC au cours de la même période sont légèrement différents de ceux observés en Afrique. De même que pour la moyenne Afrique (33), les recettes tirées de la TVA ont fortement contribué à l'augmentation du ratio moyen impôts/PIB de la région ALC (en hausse de 1.1 point entre 2010 et 2021). La hausse des recettes provenant des cotisations de sécurité sociale (en hausse de 0.5 point) a également favorisé l'augmentation globale du ratio moyen impôts/PIB de la région ALC. Les niveaux de CSS en pourcentage du PIB diffèrent nettement entre les deux régions : en 2021, les recettes provenant des CSS s'établissaient à 3.7 % du PIB dans la région ALC, contre 1.4 % en moyenne pour les pays d'Afrique (33) (Graphique 1.9).

Graphique 1.9. Recettes tirées des impôts sur le revenu et les bénéficiaires, de la TVA et d'autres catégories d'impôts, en pourcentage du PIB, 2010-21



Note : Les chiffres relatifs aux pays d'Afrique (33) prennent en compte les recettes fiscales des administrations infranationales pour l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (jusqu'en 2018) et le Nigéria (recettes des États uniquement) pour la période 2002-2021.

Source : Calculs des auteurs basés sur « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », Statistiques fiscales de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

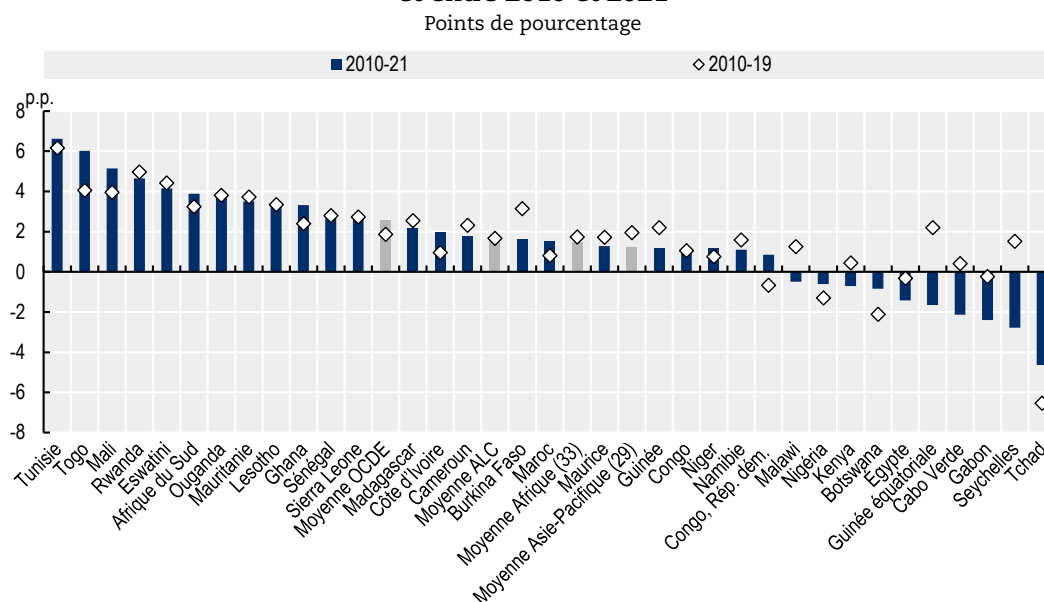
StatLink  <https://stat.link/xq6aev>

Les ratios ont augmenté dans 23 pays d'Afrique entre 2010 et 2021 et ils ont diminué dans dix. Le Togo et la Tunisie ont enregistré les plus fortes hausses au cours de la période

(respectivement 6.0 et 6.6 points), alors que c'est au Tchad que la baisse a été la plus prononcée (4.6 points).

La pandémie de COVID-19 a effacé une décennie de gains en matière de mobilisation des recettes fiscales pour plusieurs pays, notamment le Malawi et les Seychelles. Entre 2010 et 2019, le Malawi et les Seychelles ont enregistré une hausse de leurs recettes fiscales équivalente respectivement à 1.2 et 1.5 point de PIB. En raison des conséquences de la crise liée à la pandémie de COVID-19, leur niveau de recettes fiscales en pourcentage du PIB était plus faible en 2021 qu'en 2010.

Graphique 1.10. **Variation des ratios impôts/PIB entre 2010 et 2019 et entre 2010 et 2021**



Note : Les chiffres prennent en compte les recettes fiscales des administrations infranationales pour l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Maroc et le Nigéria (recettes des États uniquement) pour l'année 2021. La moyenne Afrique (33) et les moyennes ALC (25 pays) et OCDE (38 pays) sont des moyennes non pondérées. La moyenne pour les pays d'Asie-Pacifique (29) n'est pas disponible pour les années antérieures à 2018.

Source : Tableaux 4.1 et 4.2 figurant au chapitre 4 et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink <https://stat.link/osb59l>

Le Graphique 1.11 présente l'évolution des recettes fiscales en pourcentage du PIB dans les 33 pays d'Afrique étudiés ainsi que les moyennes Afrique (33) et régionale entre 2010 et 2021, par type d'impôt. L'augmentation du ratio impôts/PIB enregistrée par la Tunisie entre 2010 et 2021 s'explique essentiellement par la hausse des recettes provenant de l'IRPP (3.3 points) et des CSS (2.7 points). Au cours de cette période, la Tunisie a réformé en profondeur ses politiques et son administration fiscales afin de mobiliser des recettes fiscales. En outre, la hausse des recettes tirées de l'IRPP et des CSS s'explique en partie par l'augmentation des salaires de 147 % en moyenne (OCDE/CUA/ATAF, 2020^[18]).

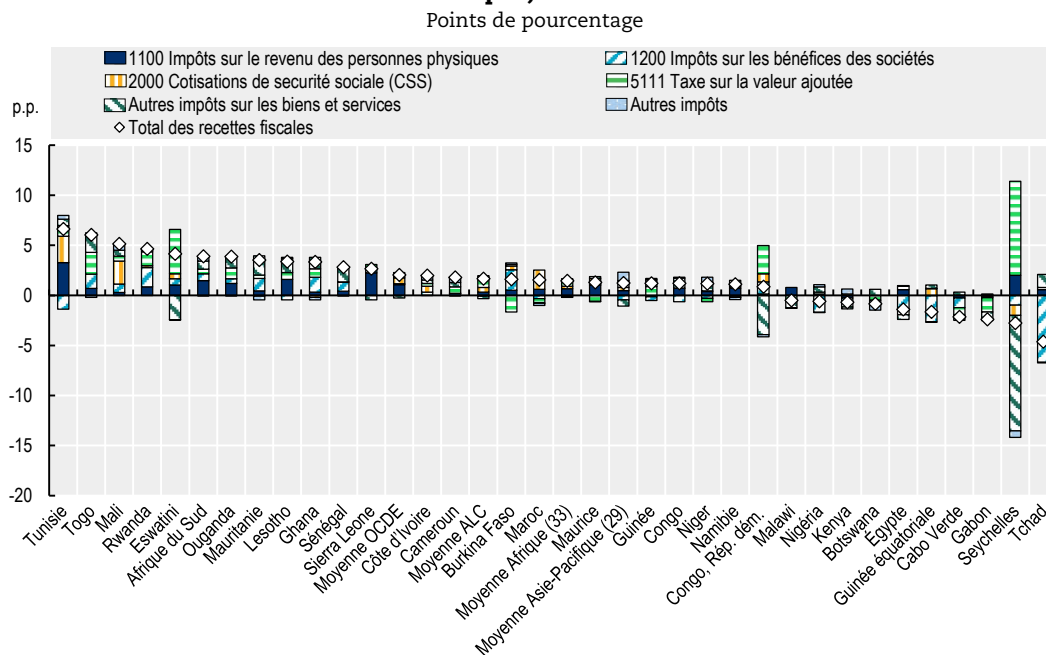
Le Graphique 1.12 présente l'évolution du ratio impôts/PIB dans les deux pays — le Togo et le Tchad — qui ont enregistré les plus fortes variations entre 2010 et 2021. Le ratio impôts/PIB du Togo était inférieur de 3.2 points à la moyenne Afrique (33) en 2010, mais supérieur de 1.4 point en 2021. Des hausses ont été observées dans toutes les grandes catégories d'impôts au cours de cette période, le Togo ayant consenti d'importants efforts afin d'améliorer les procédures de ses trois administrations fiscales. Les mesures déployées

par le Togo entre 2010 et 2012 comprenaient des initiatives visant à suivre et à moderniser les systèmes d'information et de recouvrement de l'impôt, ainsi que des mesures de lutte contre la fraude fiscale.

À la suite de l'entrée en vigueur de ces mesures, le ratio impôts/PIB du Togo a augmenté de 2.0 points entre 2012 et 2013, passant de 12.5 % du PIB à 14.5 %. En 2014, le pays a par ailleurs regroupé ses services douaniers et fiscaux au sein d'une même administration, avec la création de l'*Office togolais des recettes* (OTR), ce qui explique en partie la hausse de 1.0 point enregistrée entre 2013 et 2014. Plus récemment, le Togo a mis en place des numéros d'identification fiscale, réduit les exonérations fiscales et établi des contrôles pour combattre la corruption (FMI, 2019^[19]).

Le Tchad a enregistré une baisse significative de ses recettes fiscales en pourcentage du PIB entre 2010 et 2021, passant de 14.6 % à 10.0 %. Cela provient pour l'essentiel d'une diminution des recettes de l'IS (prélevé principalement auprès des compagnies pétrolières) de 6.7 points sur la même période. Comme son économie est tributaire du pétrole, le Tchad est très exposé à la volatilité des cours du pétrole et ses recettes fiscales se caractérisent aussi par une forte instabilité. Le Tchad a enregistré le ratio impôts/PIB le plus élevé (17.9 %) en 2011 et le plus faible (4.7 %) en 2016. La baisse des cours du pétrole entre la mi-2014 et le début de 2016 explique en partie le recul de 10.7 points enregistré entre 2013 et 2016. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB ont augmenté de 9.9 points entre 2016 et 2020 sous l'effet du renchérissement des cours pétroliers, avant de diminuer de 4.6 points entre 2020 et 2021, comme expliqué dans la section précédente.

Graphique 1.11. **Variation des ratios impôts/PIB par pays et principale rubrique d'impôt, 2010-21**



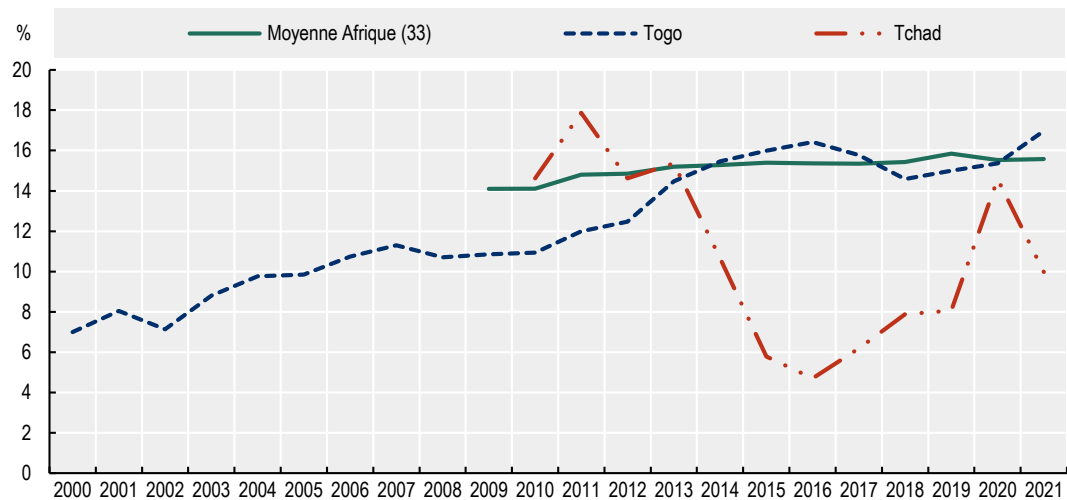
Note : Les chiffres prennent en compte les recettes fiscales des administrations infranationales pour l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (jusqu'en 2018) et le Nigéria (recettes des États uniquement). La moyenne Afrique (33) et les moyennes ALC (25 pays) et OCDE (38 pays) sont des moyennes non pondérées. La moyenne pour les pays d'Asie-Pacifique (29) n'est pas disponible pour les années antérieures à 2018.

Source : Calculs des auteurs basés sur (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink <https://stat.link/80jd1u>


On a observé d'importants changements aux Seychelles entre 2010 et 2020. Les recettes de TVA en pourcentage du PIB ont progressé de 9.4 points, tandis que les autres impôts sur les biens et services ont diminué de 11.5 points sur la période. Cela s'explique par la mise en place d'une TVA en 2013 destinée à remplacer la taxe sur les biens et services, qui était prélevée sur l'importation de tous les biens et sur le chiffre d'affaires de certaines entreprises (OCDE, 2020_[20]).

Graphique 1.12. **Ratios impôts/PIB au Tchad, au Togo et pour la moyenne Afrique (33), 2000-21**



Note : Il convient d'interpréter la moyenne Afrique (33) avec prudence, car les données relatives aux cotisations de sécurité sociale ne sont pas disponibles ou ne sont que partielles pour quelques pays. Veuillez vous reporter aux tableaux par pays au chapitre 5 pour plus d'informations. Les chiffres prennent en compte les recettes fiscales des administrations infranationales pour l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (jusqu'en 2018) et le Nigéria (recettes des États uniquement) pour la période 2002-2021.

Source : Calculs des auteurs basés sur (OCDE/ATAF/CUA, 2023_[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

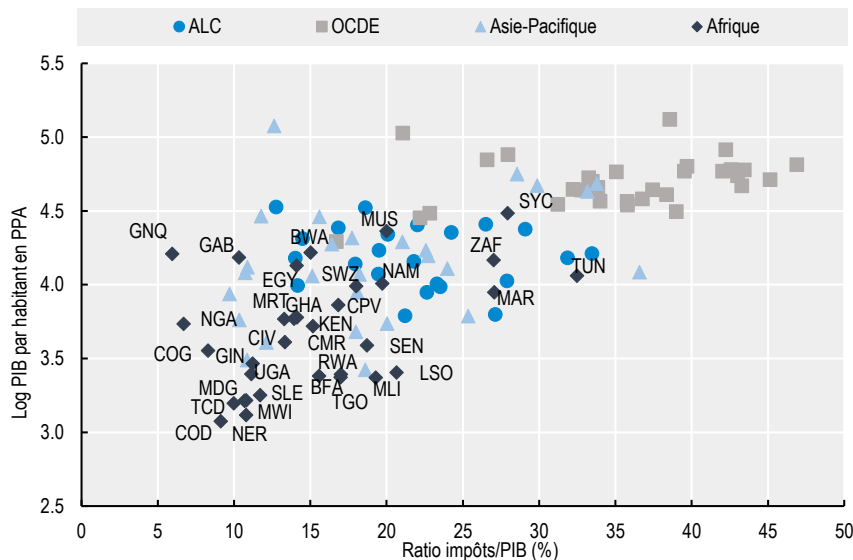
StatLink  <https://stat.link/yi7bvj>

Facteurs ayant un effet sur les ratios impôts/PIB

Les ratios impôts/PIB sont influencés par plusieurs facteurs. Il s'agit entre autres des caractéristiques macroéconomiques, telles que la diversification d'une économie, l'importance de l'agriculture, les dotations en ressources, l'ouverture aux échanges et la taille de l'économie informelle. L'évolution de la situation politique des pays, qu'il s'agisse de troubles sociaux, de corruption, etc., peut également influencer sur les ratios impôts/PIB. La capacité des administrations fiscales, et le civisme fiscal (le consentement à l'impôt de la part des entreprises et des particuliers) sont aussi étroitement liés au niveau des recettes fiscales (OCDE, 2015_[21]) (OCDE, 2023_[22]). L'emplacement géographique peut exercer une influence sur les niveaux d'imposition : par exemple, les pays enclavés peuvent plus difficilement taxer les biens et services au port d'entrée que les pays disposant d'un accès à la mer.

Les ratios impôts/PIB sont habituellement supérieurs dans les pays à haut revenu : en général, les pays de l'OCDE collectent des recettes fiscales plus importantes que les pays hors OCDE, en pourcentage du PIB. La plupart des pays étudiés dans cette publication affichent des niveaux de revenu par habitant et des ratios impôts/PIB plus bas que les pays de l'OCDE et de la région ALC. Les niveaux de PIB par habitant varient davantage entre les pays africains qu'entre les pays ALC et les pays de l'OCDE (Graphique 1.13).

Graphique 1.13. **Ratios impôts/PIB et PIB par habitant (en PPA) dans les pays d’Afrique, d’Amérique latine et des Caraïbes, de l’OCDE et dans certaines économies d’Asie et du Pacifique, 2021**



Note : L'axe y est sur une échelle logarithmique. La parité de pouvoir d'achat (PPA) entre deux pays est le taux auquel la monnaie d'un pays doit être convertie dans celle d'un second pays pour qu'un volume donné de monnaie du premier pays permette d'acheter la même quantité de biens et de services dans chaque pays. Le taux de conversion PPA est le taux utilisé pour convertir une monnaie nationale en dollar international courant. Un dollar international a le même pouvoir d'achat que le dollar US aux États-Unis. Un dollar international est une monnaie hypothétique utilisée comme moyen pour convertir et comparer les coûts d'un pays à l'autre grâce à un point de référence commun, le dollar US (définitions issues de (FMI, 2019^[23]) et (OMS, 2015^[24]).

Source : (FMI, 2023^[5]) pour les chiffres du PIB par habitant. Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/rzy04w>

Les besoins de financement des pays sont fonction en partie de leur niveau de revenu, qui constitue un élément important à prendre en compte pour comprendre les niveaux d'imposition dans les différents pays. L'écart entre les recettes publiques et les besoins de financement pour le développement est généralement plus important dans les pays où le revenu par habitant est faible, ce qui fait que la mobilisation de recettes publiques supplémentaires y est particulièrement cruciale (Gaspar et al., 2019^[25]). La crise liée au COVID-19 s'est traduite par une baisse des recettes fiscales dans la plupart des pays, et par une hausse sensible des besoins de financement et de la dette. Les efforts renouvelés visant à réformer la politique et les administrations fiscales en vue d'augmenter les recettes fiscales ont pris une importance encore plus grande au lendemain de la crise du COVID-19.

Structures fiscales en Afrique

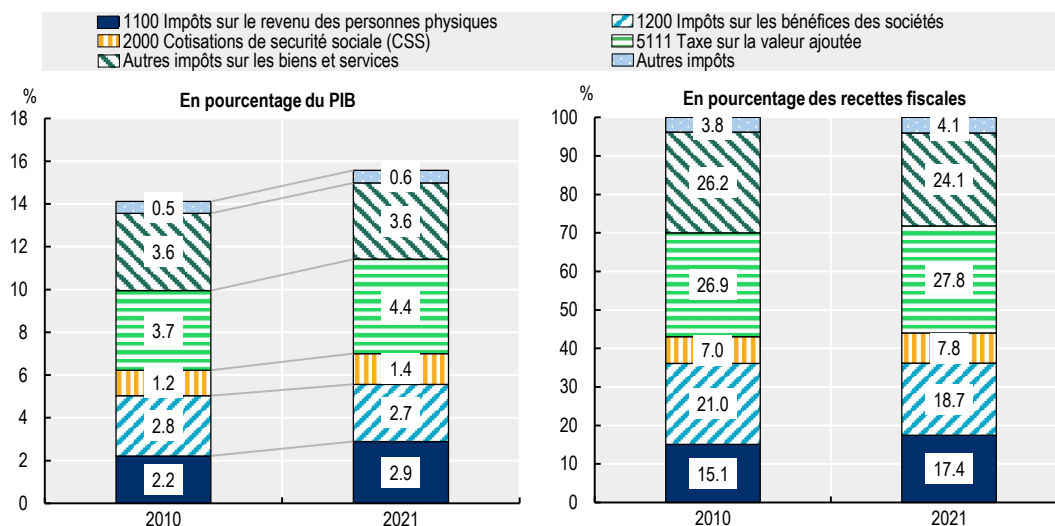
La structure fiscale d'un pays mesure la composition de ses recettes fiscales en fonction des différents types d'impôts. Il s'agit là d'un indicateur important, car différents impôts ont différents effets économiques et sociaux. La composition des impôts dans les 33 pays étudiés reflète des différences concernant leurs choix politiques, leurs structures et situations économiques, les capacités de leur administration fiscale, et d'autres facteurs historiques. Les pays peuvent être divisés en trois grands groupes en fonction de la source principale de leurs recettes : (i) TVA ; (ii) autres impôts sur les biens et services ; et (iii) impôts sur le revenu.

Évolution des structures fiscales, 2010-2021

Depuis 2010, la part des recettes de l'IRPP et de la TVA dans la structure fiscale moyenne des pays africains étudiés dans cette publication a augmenté. Les hausses intervenues dans ces deux catégories d'impôts expliquent également pour beaucoup l'augmentation globale du ratio impôts/PIB moyen au cours de la période. Les recettes tirées de l'IRPP et de la TVA, en pourcentage du PIB, ont augmenté de 0.7 point entre 2010 et 2021, pour atteindre respectivement 2.9 % et 4.4 % du PIB en 2021 (Graphique 1.14).

La part de la TVA et de l'IRPP dans le total des recettes fiscales a également augmenté entre 2010 et 2021. La fraction des recettes fiscales provenant de la TVA a crû de 0.9 point pour s'établir à 27.8 % du total en 2021, ce qui traduit la poursuite d'une tendance durable à l'augmentation des recettes de TVA au détriment de celles d'autres impôts sur les biens et services. La part des recettes issues de l'IRPP a augmenté de 2.4 points au cours de cette période, atteignant 17.4 % des recettes fiscales totales en 2021, alors que la part des recettes provenant de l'IS a diminué de 2.3 points. Néanmoins, la part moyenne des recettes tirées de l'IRPP dans le total des recettes fiscales est restée inférieure à celle des recettes de l'IS en 2021, à 18.7 % du total.

Graphique 1.14. **Structure fiscale, moyenne Afrique (33) en pourcentage du total des recettes fiscales et en pourcentage du PIB, 2010 et 2021**



Note : La moyenne Afrique (33) n'est pas pondérée. Il convient d'interpréter avec précaution la moyenne des pays d'Afrique (33), car les données relatives aux cotisations de sécurité sociale sont indisponibles ou incomplètes pour quelques pays. Voir les tableaux des pays au chapitre 5 pour plus d'informations.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », Statistiques fiscales de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/cotmwk>

Entre 2020 et 2021, un transfert s'est opéré, dans la structure fiscale moyenne des pays d'Afrique (33), au profit des taxes sur la consommation au moment où les restrictions aux déplacements ont été levées et où les dépenses de consommation ont rebondi. Pendant cette période, les parts des taxes sur la valeur ajoutée et des autres impôts sur les produits et services, en pourcentage du total des recettes fiscales, ont progressé en moyenne de respectivement 0.4 et 0.7 point. Celles de l'IRPP et de l'IS ont en revanche reculé de 0.2 et 0.4 point.

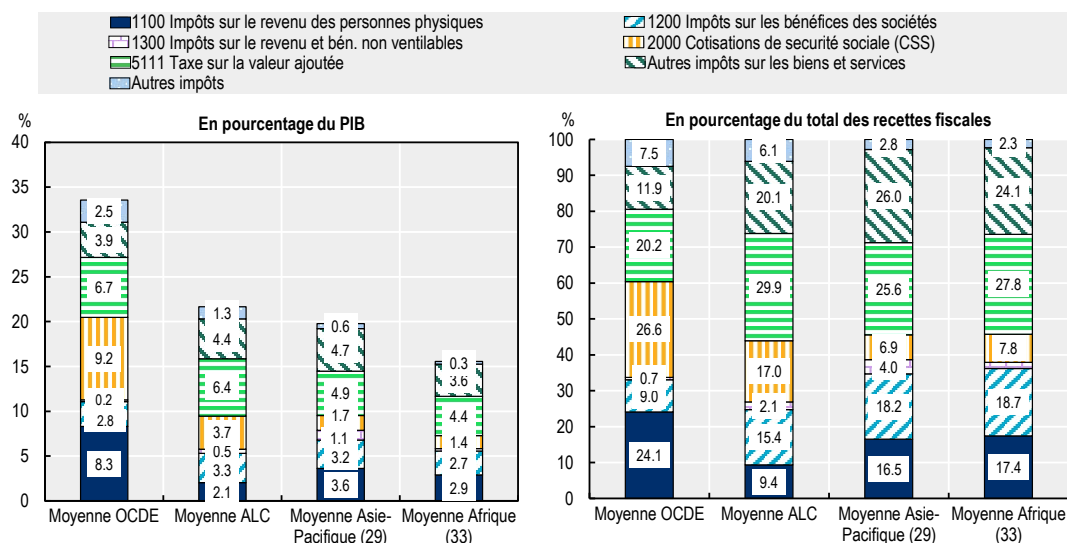
Structures fiscales en Afrique en 2021

En 2021, les recettes de TVA ont généré la majeure partie des recettes fiscales dans les pays couverts par cette publication (Graphique 1.15). Les recettes provenant de la TVA ont représenté en moyenne 27.8 % des recettes fiscales totales, soit 2.2 points de plus que la moyenne de la région Asie-Pacifique (29), qui s'établit à 25.6 %, mais 2.1 points de moins que la région ALC, ressortant à 29.9 %. Dans les trois régions, la part des recettes fiscales tirées de la TVA est notablement supérieure à la moyenne de l'OCDE, pour laquelle les recettes issues de la TVA représentent 20.2 % du total des recettes fiscales (chiffre de 2020). En ce qui concerne les recettes de TVA, la moyenne Afrique (33) a été inférieure à celles de toutes les autres régions, mesurées en pourcentage du PIB (4.4 % du PIB en Afrique contre 4.9 % dans la région Asie-Pacifique, 6.4 % dans la région ALC et 6.7 % dans la zone OCDE [chiffre de 2020]).

La part moyenne des recettes de l'IS dans le total des recettes fiscales en Afrique s'élevait à 18.7 % en 2021, soit davantage que dans les régions Asie-Pacifique (29) et ALC et dans la zone OCDE (respectivement 18.2 %, 15.4 % et 9.0 % [chiffre de 2020]). En pourcentage du PIB, les parts moyennes des recettes de l'IS pour les pays d'Afrique et l'OCDE étaient similaires (2.7 % et 2.8 % respectivement [chiffres de 2020], mais inférieures à celles enregistrées en 2021 dans les régions Asie-Pacifique et ALC (3.2 % et 3.3 %, respectivement) (Graphique 1.15).

En revanche, la part moyenne, dans les 33 pays d'Afrique, des recettes de l'IRPP (17.4 % du total des recettes) était inférieure à la moyenne de l'OCDE (24.1 % [chiffre de 2020]), mais supérieure aux moyennes ALC (9.4 %) et Asie-Pacifique (29) (16.5 %). En pourcentage du PIB, le niveau moyen des recettes issues de l'IRPP dans la zone OCDE était près de trois fois supérieur à la moyenne des 33 pays d'Afrique.

Graphique 1.15. **Structure fiscale pour la moyenne Afrique (31), ALC, Asie-Pacifique et OCDE en pourcentage du total des recettes fiscales et du PIB, 2021**



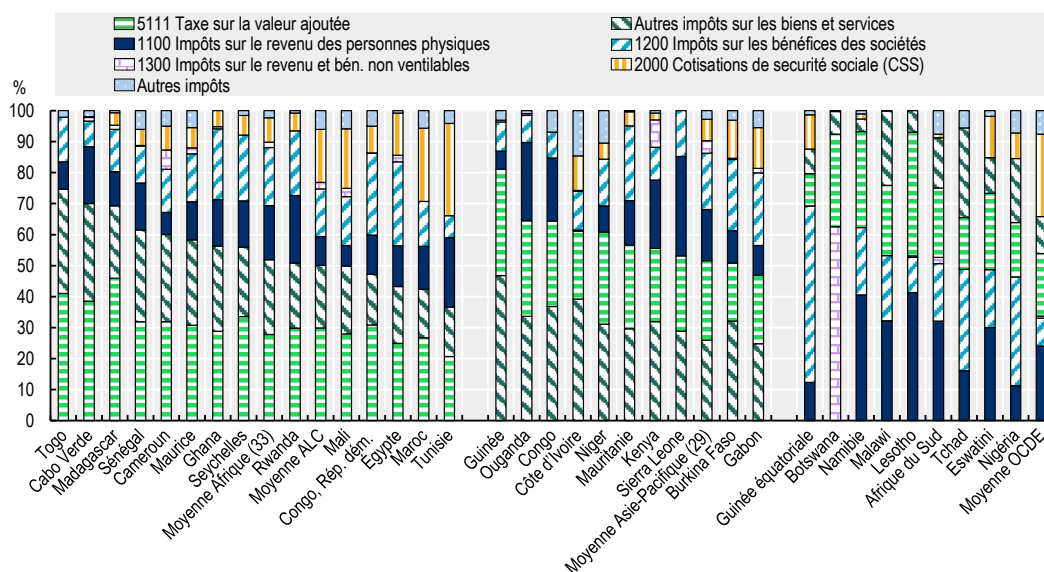
Note : La moyenne Afrique (33) et les moyennes Asie-Pacifique (29 économies), ALC (25 pays) et OCDE (38 pays) sont des moyennes non pondérées.

Il convient d'interpréter avec précaution la moyenne des pays d'Afrique (33), car les données relatives aux cotisations de sécurité sociale sont indisponibles ou incomplètes pour quelques pays. Veuillez vous reporter aux tableaux par pays au chapitre 5 pour plus d'informations. Les données concernant l'OCDE portent sur l'année 2020, car les données définitives relatives à l'année 2021 ne sont pas disponibles.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

Le Graphique 1.16 illustre, pour tous les pays étudiés dans cette publication, la ventilation des recettes fiscales entre impôts sur le revenu (personnes physiques et sociétés), cotisations de sécurité sociale et impôts sur les biens et services (y compris la TVA ainsi que d'autres impôts sur les biens et services). Les impôts sur les biens et services constituaient la principale source de recettes fiscales pour 18 des 33 pays étudiés (les deux premiers groupes de pays représentés dans le Graphique 1.16). Dans ces pays, ils ont généré de 46.9 % des recettes fiscales au Gabon à 81.1 % en Guinée. La TVA y représentait le principal poste de recettes tirées des impôts sur les biens et services dans la plupart des pays appartenant à ce groupe. Dans un certain nombre de pays cependant, ce sont les autres impôts sur les biens et services qui occupent la première place en tant que source de recettes (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Kenya, Malawi, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République du Congo, Sierra Leone et Tchad).

Graphique 1.16. Structure fiscale, par pays, 2021




Note : Les chiffres prennent en compte les recettes fiscales des administrations infranationales pour l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Maroc, Maurice et le Nigéria (recettes des États uniquement) pour l'année 2021. La moyenne Afrique (33) et les moyennes Asie-Pacifique (29 pays), ALC (25 pays) et OCDE (38 pays) sont des moyennes non pondérées.

Il convient d'interpréter avec précaution la moyenne des pays d'Afrique (33), car les données relatives aux cotisations de sécurité sociale sont indisponibles ou incomplètes pour quelques pays. Veuillez vous reporter aux tableaux par pays au chapitre 5 pour plus d'informations.

La ventilation des recettes tirées des impôts sur le revenu des personnes physiques et sur les bénéfices n'est pas disponible pour le Botswana.

Les données concernant l'OCDE portent sur l'année 2020, car les données définitives relatives à l'année 2021 ne sont pas disponibles.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », Statistiques fiscales de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/baehu1>

Dans neuf pays (Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Guinée équatoriale, Lesotho, Malawi, Namibie, Nigéria, Tchad), la plus grande partie des recettes fiscales provient des impôts sur le revenu et les bénéfices. En effet, ils représentaient une part plus importante des recettes fiscales totales que les moyennes OCDE et ALC, allant de 46.3 % des recettes totales au Nigéria à 69.3 % en Guinée équatoriale.

Dans 19 des 33 pays couverts par cette publication, la part des recettes fiscales tirées de l'IS était supérieure à celle provenant de l'IRPP en 2021. La part des recettes de l'IS était

particulièrement importante au Nigéria et en Guinée équatoriale, où elles représentaient respectivement 35.0 % et 56.9 % du total des recettes, tandis qu'au Lesotho et en Namibie, plus de 40 % des recettes totales provenaient de l'IRPP en 2021. Dans 20 pays, les recettes issues de la TVA représentaient une part plus importante des recettes totales que les recettes provenant d'autres taxes sur les biens et services. Dans 13 pays, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, le Kenya, le Malawi, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République du Congo, la Sierra Leone et le Tchad, la part des recettes fiscales provenant d'autres taxes sur les biens et services était plus élevée. En revanche, le Botswana, le Lesotho et la Namibie, qui sont tous membres de la SACU⁷, tirent moins de 7.0 % de leurs recettes fiscales totales d'autres taxes sur les biens et services. L'accord de partage des recettes entre les pays de la SACU explique cette part relativement faible par rapport aux autres pays.

L'importance des cotisations de sécurité sociale⁸ dans le total des recettes fiscales varie considérablement entre les 33 pays étudiés. En 2021, leur part dans le total des recettes fiscales était la plus élevée au Maroc (23.7 %) et en Tunisie (29.7 %) ; dans les autres pays, elle s'échelonne entre zéro (Botswana, Guinée, Lesotho, Malawi, Ouganda, République du Congo, Sierra Leone, Tchad et Togo) et de moins de 0.2 % au Cabo Verde à environ 19.2 % au Mali.

En moyenne, les pays d'Afrique francophone, en particulier les pays du Maghreb, tirent généralement des CSS une part plus élevée de leurs recettes fiscales que les pays d'Afrique non francophones. Cette hétérogénéité reflète la diversité des régimes de sécurité sociale et des taux de cotisation. Par exemple, les CSS en Afrique du Sud financent le Fonds d'assurance chômage, tandis que d'autres prestations, telles que les programmes d'aide sociale couvrant la vieillesse, la maladie et la maternité, sont financées par les recettes générales. À l'inverse, les régimes de sécurité sociale marocain et tunisien sont calqués sur le système français, et couvrent un large éventail de prestations financées par des cotisations, y compris la vieillesse, l'incapacité, la maladie, la maternité, les accidents du travail (Tunisie), le chômage (Maroc) et les allocations familiales (SSA, 2015_[26]).

Ratio des recettes de TVA

Cette section est consacrée au ratio de recettes de TVA (RRT) qui, pour tous les pays étudiés dans cette publication, « mesure l'écart entre les recettes de TVA effectivement collectées et celles qui auraient théoriquement pu être obtenues dans l'hypothèse où l'on aurait appliqué le taux normal à la totalité de la base d'imposition potentielle dans le cadre d'un régime de TVA « pur » et où la totalité de ces recettes aurait été perçue » (OCDE, 2023_[27]). Il correspond au rapport entre les recettes de TVA effectives et le produit de la consommation finale (net des recettes de TVA) et du taux normal de TVA. La formule de calcul est la suivante :

$$\frac{\text{Recettes de TVA}}{(\text{dépenses de consommation finale} - \text{recettes de TVA}) \times \text{taux normal de TVA}}$$

Cet indicateur donne un aperçu de la part des recettes de TVA non recouvrées sous l'effet des exemptions, des taux réduits, des pratiques de fraude et d'optimisation fiscales, ainsi que des défaillances de l'administration fiscale. Néanmoins, cet indicateur doit être interprété avec prudence en se référant aux caractéristiques fondamentales du système de TVA propre à chaque pays, car un RRT élevé peut résulter d'effets de cascade (lorsque l'exemption intervient très en amont dans la chaîne d'approvisionnement, par exemple) ou du non-remboursement de la TVA acquittée sur les intrants.

plus de pays ont recours à des taxes environnementales et à des instruments fondés sur les prix. En intégrant un signal-prix dans les décisions des consommateurs, ces systèmes de taxation environnementale mettent en application le principe du pollueur-payeur afin de favoriser le choix d'activités économiques plus vertes et moins polluantes. La mise en place de systèmes de taxation environnementale bien conçus peut donc avoir une influence sur les résultats environnementaux au sens où ils peuvent encourager les entreprises et les ménages à prendre en compte le coût environnemental de leurs choix.

La déclaration de Nairobi du sommet africain sur le climat de 2023 note qu'en abordant la question des recettes fiscales liées à l'environnement, il est essentiel de mettre l'accent sur les graves vulnérabilités auxquelles sont confrontés de nombreux pays africains et qui découlent des effets imprévisibles et dévastateurs du changement climatique (déclaration de Nairobi). Les sécheresses prolongées, les inondations incessantes et les incendies de forêt provoqués par le changement climatique infligent un lourd tribut humanitaire et économique, sapant les économies, la santé et l'éducation, et menaçant la paix et la sécurité sur tout le continent. Bien qu'ils ne soient pas les principaux responsables du réchauffement climatique, les pays africains en subissent les conséquences, ce qui souligne l'urgence d'une collaboration à l'échelle mondiale.

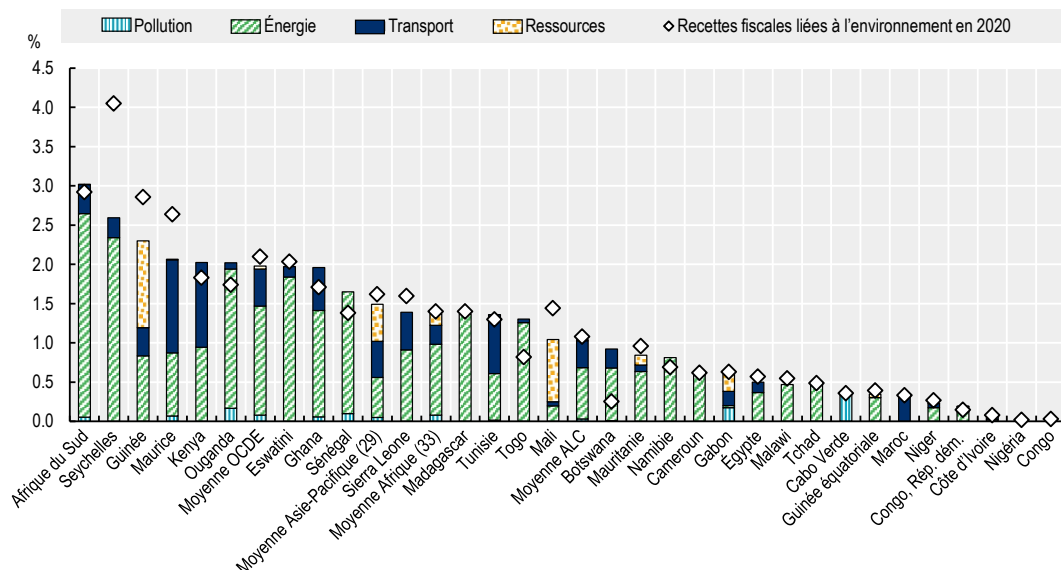
Une taxe environnementale est une taxe dont l'assiette est une unité physique (ou une approximation d'une unité physique) de quelque chose qui a un impact négatif spécifique et avéré sur l'environnement, que la taxe vise à changer les comportements ou soit perçue dans un autre but (OCDE, 2005^[32]). Les recettes tirées des taxes sur l'énergie peuvent augmenter à moyen terme si les pays relèvent les taux effectifs de la taxe sur la teneur en carbone des carburants (Marten et van Dender, 2019^[33]). Une étude (OCDE/FIT, 2019^[34]) conjointe du FIT et de l'OCDE montre comment les recettes tirées du transport routier peuvent être stabilisées à long terme en associant des taxes sur les distances parcourues, les véhicules et les carburants.

Bien que les taxes environnementales ne constituent pas une catégorie dans la classification type des recettes fiscales établie par l'OCDE, on peut les identifier en examinant la liste détaillée des taxes spécifiques fournies pour la plupart des pays, qui s'inscrivent dans la classification globale. C'est sur cette base qu'elles ont été intégrées dans la base de données de l'OCDE sur les instruments de la politique de l'environnement (PINE) (OCDE, 2023^[35])⁹. En 2020, l'OCDE a commencé à recueillir des données en vue d'établir des comptes sur les recettes fiscales liées à l'environnement conformes au Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE) ; ceux-ci sont désagrégés entre les branches d'activité et les ménages.

Un examen détaillé des taxes prélevées par les 30 pays africains couverts pour lesquels on dispose de données sur les recettes fiscales liées à l'environnement montre qu'en moyenne, les recettes tirées des taxes environnementales s'élevaient à 1.4 % du PIB en 2021, un niveau supérieur à la moyenne de la région ALC (1.0 % du PIB), mais inférieur aux moyennes non pondérées de l'OCDE et de la région Asie-Pacifique, de 2.0 % et 1.5 % du PIB, respectivement. En Afrique, les recettes générées par les taxes liées à l'environnement s'échelonnaient entre un peu moins de 0.1 % du PIB en République du Congo et au Nigéria et 3.0 % en Afrique du Sud (Graphique 1.18). Il conviendrait d'interpréter ces chiffres avec prudence, car il n'est pas possible de déterminer précisément le niveau des recettes issues des taxes liées à l'environnement pour chaque pays ; aussi, le niveau des recettes indiqué dans le Graphique 1.18 varie en partie en fonction de la granularité des données disponibles.

Graphique 1.18. Recettes provenant des taxes liées à l'environnement par pays et par principales catégories de taxe, 2021

En pourcentage du PIB



Note : Ces chiffres doivent être interprétés avec prudence, car il n'est pas possible de déterminer précisément le niveau des recettes fiscales issues des taxes liées à l'environnement pour chaque pays. Les chiffres concernant les recettes fiscales issues des taxes liées à l'environnement dépendent de la granularité des données sur les recettes fiscales fournies par les pays participants. Le Burkina Faso, le Lesotho et le Rwanda sont exclus compte tenu de l'impossibilité d'isoler des données relatives aux recettes tirées de taxes environnementales.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), (OCDE, 2023^[35]), sur la base de données PINE pour la moyenne de l'OCDE, dans (OCDE et al., 2023^[2]) pour la moyenne ALC, et dans (OCDE, 2023^[1]) pour la moyenne Asie-Pacifique.

StatLink  <https://stat.link/prcwlx>

Les recettes tirées des taxes liées à l'environnement peuvent être ventilées entre différentes catégories de base d'imposition, notamment l'énergie (combustibles fossiles et électricité, entre autres), les transports, la pollution et l'exploitation des ressources (extraction de ressources minières et de combustibles par exemple).

- En 2021, la majorité des recettes provenant des taxes sur les produits énergétiques étaient des recettes tirées des taxes environnementales dans les pays couverts par cette publication (0.9 % du PIB en moyenne). Les recettes issues des taxes sur l'énergie, généralement sur le gazole et sur l'essence, représentaient environ les trois quarts des recettes générées par les taxes liées à l'environnement en moyenne. Les taxes sur les produits énergétiques représentaient la majeure partie des recettes des taxes environnementales dans tous les pays sauf onze.
- Le solde (soit approximativement un tiers des taxes liées à l'environnement et 0.2 % du PIB en moyenne) était constitué pour l'essentiel de recettes prélevées sur les véhicules à moteur et les services de transport. Celles-ci ont été la principale source de recettes générées par des taxes liées à l'environnement pour la Côte d'Ivoire, le Kenya, Maurice, le Maroc, le Nigéria, la République du Congo et la Tunisie.
- Les recettes prélevées sur d'autres bases d'imposition liées à l'environnement sont plus faibles, représentant 0.2 % du PIB en moyenne globalement pour l'exploitation des ressources naturelles et la pollution. C'est au Gabon, en Guinée et au Mali que les taxes sur l'extraction de ressources naturelles ont représenté les apports les plus massifs. Au Cabo Verde, c'est une taxe sur la pollution sous la forme d'un prélèvement sur les

emballages non biodégradables qui a été la principale source de recettes tirées de taxes liées à l'environnement.

- La structure des taxes liées à l'environnement en Afrique est très similaire à la composition des recettes correspondantes observée dans la zone OCDE et la région ALC. Les économies de la région Asie-Pacifique en revanche recourent en moyenne à parts égales aux taxes sur l'énergie, sur les ressources et sur les transports.

Entre 2020 et 2021, il n'y a pas eu de variation, en moyenne, des taxes liées à l'environnement, en pourcentage du PIB, dans les pays africains pour lesquels on dispose de données. Certains pays d'Afrique ont toutefois enregistré des reculs non négligeables des recettes liées à l'environnement sur la période considérée, principalement dus à des baisses des recettes fiscales sur l'énergie :

- En Guinée, qui a accusé un repli de 0.8 point des recettes des taxes sur l'énergie, les autorités ont abaissé début 2021 le taux de la taxe spéciale sur les produits pétroliers (TSPP) (FMI, 2021_[36]). Résultat de cette variation du taux, les recettes tirées de la TSPP ont chuté de 80 % en glissement annuel.
- Le Mali, dont les recettes des taxes sur l'énergie ont reculé de 0.4 point, a enregistré une baisse de 62 % de ses recettes tirées des taxes intérieures sur les produits pétroliers entre 2020 et 2021.
- Au Sierra Leone, le recul a été de 0.4 % du PIB, les recettes tirées des droits d'accise sur les carburants ayant subi les effets d'une pénurie pendant la majeure partie de l'année 2021 (FMI, 2022_[37]), (The Voice African News Magazine, 2022_[38]).

En 2021, les gouvernements des pays du monde entier ont déployé des dispositifs destinés à protéger les entreprises et les ménages des effets de la montée des prix de l'énergie sur les marchés mondiaux (OCDE, 2022_[39]). Nombre de ces mesures ont pris la forme d'allègements ou de suspensions de la taxation de l'énergie (réduction du taux d'imposition ou suspension de l'application de la TVA ou des droits d'accise notamment) pour faire baisser les prix effectivement payés par les consommateurs. Ces mesures auraient contribué à la contraction des recettes fiscales sur l'énergie en 2021.

L'analyse des taxes environnementales en Afrique doit être envisagée dans le contexte de l'utilisation généralisée des subventions aux énergies fossiles. Les chiffres les plus récents de l'AIE montrent que les subventions à la consommation d'énergies fossiles en Afrique a bondi pour atteindre environ 38 milliards USD en 2021 (en moyenne 2.7 % du PIB en 2021), soit plus du double du chiffre de 2020, qui s'établissait à 14.2 milliards USD. La flambée des prix des énergies fossiles et la reprise de la consommation d'énergie en 2021, conjuguées à la lenteur des progrès sur le front de la réforme des subventions, ont entraîné une hausse, en valeur, des subventions à la consommation d'énergies fossiles en 2021. Parmi les pays couverts par cette publication, l'Égypte, le Gabon, le Ghana et le Nigéria ont accordé des subventions à la consommation de combustibles fossiles pour un montant d'environ 27.9 milliards USD, 48.9 millions USD, 544.6 millions USD et 5.3 milliards USD en 2021 (AIE, 2022_[40]).

Répartition des impôts par niveaux d'administration

L'analyse de la répartition des impôts par niveaux d'administration dans les pays couverts par cette publication est limitée par le fait que les données sur les recettes fiscales perçues par les administrations infranationales étaient disponibles pour cinq pays seulement : l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Maroc, Maurice¹⁰, et le Nigéria¹¹. En 2021, les recettes des administrations infranationales représentaient 0.3 % du total des recettes

fiscales à Maurice, 1.1 % en Eswatini, 3.3 % au Maroc, 6.0 % en Afrique du Sud et 16.1 % au Nigéria. Les recettes fiscales des administrations infranationales sont considérées comme faibles dans la région.

En général, les compétences fiscales dévolues aux administrations infranationales en Afrique sont limitées. De nombreuses administrations locales perçoivent une fraction importante de leurs recettes totales grâce aux transferts opérés par l'administration centrale. Les collectivités locales dans la plupart des pays d'Afrique se heurtent à des contraintes de ressources, et les outils dont disposent leurs administrations fiscales sont inadaptés pour recouvrer les impôts et les imputer correctement en comptabilité. Cette situation entraîne des coûts de recouvrement élevés et explique pourquoi de nombreux impôts sont peu productifs. En outre, le traitement des données relatives aux recettes collectées et l'échange de renseignements avec d'autres institutions publiques sont peu développés, et les administrations locales coopèrent généralement peu avec l'administration centrale. Cela se traduit par des impôts en double ou qui vont à l'encontre des objectifs nationaux (comme des taxes locales sur les cultures d'exportation).

Les impôts sur le patrimoine constituent la plus importante source de revenus pour les administrations infranationales en Afrique du Sud, en Eswatini, au Maroc et à Maurice. Ils représentent la totalité des recettes fiscales locales recouvrées en Afrique du Sud, en Eswatini et à Maurice, et plus de 80 % au Maroc. Le solde se compose principalement des impôts sur les biens et services. À l'inverse, les recettes des administrations infranationales au Nigéria proviennent principalement des impôts sur le revenu.

On observe de grandes disparités en matière de fiscalité locale, et de nombreux pays africains ne lèvent aucune taxe locale sur le foncier bâti et non bâti, ni même sur les activités économiques (BAD/OCDE/PNUD, 2015^[41]). À l'exception de l'Afrique du Sud, les registres fonciers font défaut ou sont incomplets, ce qui entrave la collecte des impôts fonciers (Fjeldstad, O.-H., G. Chambas et J.-F. Brun, 2014^[42]). À Maurice, par exemple, la taxe foncière est peu productive en partie à cause de cadastres périmés et de valeurs de biens qui ne sont plus à jour (FMI, 2014^[43]).

Certains pays s'emploient à améliorer leur régime des impôts sur le patrimoine, avec une mise à jour des registres fonciers et des outils administratifs plus efficaces. En 2007, le Maroc a lancé une réforme du système fiscal et des administrations fiscales locales en vue d'augmenter les recettes générées par les impôts locaux (Boisard, S., C. de Freitas et G. Hidouci, 2014^[44]). La Côte d'Ivoire a déployé un logiciel SIG pour mieux gérer ses registres fonciers. L'Afrique du Sud a décentralisé avec succès le processus de recouvrement de la taxe foncière urbaine, et a élaboré un système moderne de collecte de cette taxe en utilisant des techniques statistiques afin de réaliser des évaluations de masse assistées par ordinateur (Monkam et Moore, 2015^[45]).

Notes

- 1 Il convient d'interpréter la moyenne Afrique (33) avec précaution, car des données relatives aux cotisations de sécurité sociale sont indisponibles pour la Guinée équatoriale (avant 2013), la Guinée, Madagascar (avant 2011), la Namibie (avant 2009), l'Ouganda, la République du Congo, la République démocratique du Congo (avant 2012), la Sierra Leone, le Tchad et le Togo, et sont incomplètes pour le Cameroun et le Sénégal. Les cotisations de sécurité sociale pour le Botswana, le Lesotho et le Malawi sont égales à zéro dans la mesure où elles ne remplissent pas les critères retenus pour être considérées comme des cotisations de sécurité sociale, selon la classification des impôts de l'OCDE figurant dans le Guide d'interprétation. Voir les tableaux des pays au chapitre 5 pour plus d'informations.

- 2 La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) est composée du Cameroun, du Tchad, de la République démocratique du Congo, de la République du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale et de la République centrafricaine. Tous les pays de la CEMAC, à l'exception de la République centrafricaine, sont couverts par cette publication.
- 3 Le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan du Sud et la Tanzanie font partie de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Le Burundi, le Soudan du Sud et la Tanzanie ne sont pas couverts par cette publication.
- 4 Le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo font partie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le Bénin et la Guinée Bissau ne sont pas couverts par cette publication.
- 5 L'Union du Maghreb arabe (UMA) se compose de l'Algérie, de la Libye, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie. L'Algérie et la Libye ne sont pas couverts par cette publication.
- 6 Au Botswana, en Eswatini, au Lesotho et en Namibie, l'année fiscale court du mois d'avril au mois de mars. Cela signifie que l'année fiscale 2021 correspond à la période T2/2021-T1/2022. En Égypte, au Kenya, au Malawi et à Maurice (années antérieures à 2010 et à partir de 2016), l'année fiscale se termine le 30 juin. L'année fiscale 2021 correspond à la période T2/2020-T2/2021. Certains pays communiquent certains éléments des recettes fiscales sur une base différente en fonction de la nature des recettes. Par exemple, les recettes au Rwanda sont déclarées sur la base de l'année civile, sauf pour les CSS, qui sont déclarées sur la base de l'année fiscale se terminant le 30 juin depuis 2008. Un autre exemple est l'Afrique du Sud, où les données se basent sur une année civile, sauf pour les CSS et les impôts à l'échelon provincial et local (communiquées sur la base d'une année fiscale se terminant le 30 mars).
- 7 Les cinq pays membres de la SACU sont liés par un accord de partage des recettes qui prévoit l'application de droits de douane extérieurs communs et une répartition des droits de douane et d'accise perçus par les pays membres. Dans la présente publication, les recettes issues des droits de douane et d'accise sont incluses dans les recettes fiscales du pays de la SACU qui les a collectées (Afrique du Sud), et les montants redistribués par le fonds commun des recettes de la SACU sont classés dans les tableaux des recettes non fiscales, sous la rubrique des recettes diverses (Botswana, Eswatini, Lesotho, Namibie).
- 8 Les données concernant les cotisations de sécurité sociale ne sont pas disponibles pour la République du Congo, la République démocratique du Congo (avant 2012), la Guinée, la Guinée équatoriale (avant 2013), Madagascar (avant 2011), la Namibie (avant 2009), l'Ouganda, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo, et ne sont que partiellement disponibles au Cameroun et au Sénégal. Veuillez vous reporter aux tableaux par pays au chapitre 5 pour plus d'informations.
- 9 La base de données PINE ventile les taxes liées à l'environnement entre les quatre catégories suivantes :
 - Énergie : cette catégorie couvre l'imposition des produits énergétiques tels que les combustibles fossiles et l'électricité, y compris les carburants utilisés pour les transports comme l'essence et le gazole. Toutes les taxes sur les émissions de CO2 font partie de cette catégorie.
 - Véhicules à moteur et services de transport : cette catégorie englobe les taxes sur les importations ou les ventes de matériel de transport, les taxes périodiques sur la propriété, l'immatriculation ou l'usage routier de véhicules à moteur et d'autres taxes liées aux transports.
 - Ressources : cette catégorie inclut les taxes sur les industries extractives, l'exploitation forestière, la protection de la vie sauvage et les produits de la pêche.
 - Pollution : cette catégorie comprend les taxes sur les substances appauvrissant la couche d'ozone, l'eau et les eaux usées, et la gestion des déchets.
- 10 Les données concernant Maurice proviennent des états financiers établis par le Bureau des statistiques de Maurice.
- 11 Les recettes fiscales infranationales intègrent les recettes de l'État, mais excluent celles des collectivités locales.

Références

AIE (2022), *Fossil Fuel Database*, <https://www.iea.org/data-and-statistics/data-product/fossil-fuel-subsidies-database> (consulté le 12 septembre 2023). [40]

- BAD/OCDE/PNUD (2016), *Perspectives économiques en Afrique 2016 : Villes durables et transformation structurelle*, <https://doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>. [28]
- BAD/OCDE/PNUD (2015), *Perspectives économiques en Afrique 2015 : Développement territorial et inclusion spatiale*, <https://doi.org/10.1787/aeo-2015-fr>. [41]
- Banque africaine de développement (2023), *Seychelles Economic Outlook Country Notes*, <https://www.afdb.org/en/countries/east-africa-seychelles/seychelles-economic-outlook>. [15]
- Banque africaine de développement (2022), *Perspectives économiques en Afrique*, <https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2022>. [7]
- Banque mondiale (2022), *Democratic Republic of Congo Economic Update: Harnessing Growth Through Digital Connectivity to Create Jobs and Reduce Poverty*, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/10/07/democratic-republic-of-congo-economic-update>. [12]
- Boisard, S., C. de Freitas et G. Hidouci (2014), *Renforcer les recettes fiscales locales pour financer le développement urbain en Afrique*, Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV), Paris, http://resolutionstofundcities.fmdv.net/Files/pub_afrique_fr.pdf. [44]
- Cnossen, S. (2015), *Mobilizing VAT revenues in African countries*, https://www.researchgate.net/publication/276344974_Mobilizing_VAT_revenues_in_African_countries. [31]
- CUA/OCDE (2023), *Africa's Development Dynamics - Statistical Annex*, <https://oe.cd/AFDD-2023> (consulté le 11 septembre 2023). [6]
- Division de statistique des Nations Unies (DSNU) (2023), *GDP and its breakdown at current prices in National currency*, <https://unstats.un.org/unsd/Snaama/downloads> (consulté le 11 septembre 2023). [30]
- EY (2020), *Namibia announces Economic Stimulus and Relief Package to mitigate impact of COVID-19*, <https://taxnews.ey.com/news/2020-0884-namibia-announces-economic-stimulus-and-relief-package-to-mitigate-impact-of-covid-19?uAlertID=Sd%2FG8rua1oj6%2F158EZ2AiA%3D%3D> (consulté le 29 août 2022). [14]
- Fjeldstad, O.-H., G. Chambas et J.-F. Brun (2014), *Local government taxation in Sub-Saharan Africa: a review and an agenda for research*, n° 2 Chr. Michelsen Institute, Bergen, <http://www.cmi.no/publications/file/5098-local-government-taxation-in-sub-saharan-africa.pdf>. [42]
- FMI (2023), *Base de données des Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2023, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/April> (consulté le 20 avril 2023). [5]
- FMI (2023), « Country Report n° 2023/194 », dans *South Africa: 2023 Article IV Consultation*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2023/06/06/South-Africa-2023-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-534271>. [11]
- FMI (2022), « Country Report n° 22/247 », dans *Botswana: 2022 Article IV Consultation*, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2022/English/1BWAEA2022002.ashx>. [8]
- FMI (2022), « Country Report n° 22/3 », dans *Democratic Republic of the Congo: First Review under the Extended Credit Facility Arrangement*, <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2022/English/1CODEA2022001.ashx>. [13]
- FMI (2022), « Country Report n° 2022/267 », dans *Republic of Equatorial Guinea: 2022 Article IV Consultation*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/08/03/Republic-of-Equatorial-Guinea-2022-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-And-521695>. [16]
- FMI (2022), « Country Report n° 22/259 », dans *Sierra Leone: 2022 Article IV consultation*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/07/29/Sierra-Leone-2022-Article-IV-Consultation-and-Fifth-Review-under-the-Extended-Credit-521569>. [37]
- FMI (2021), « Country Report n° 2021/146 », dans *Guinea: 2021 Article IV Consultation*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/07/06/Guinea-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-461718>. [36]
- FMI (2019), « L'équipe du FMI achève une mission de revue au Togo », *Communiqué de presse n° 19/473*, <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2019/12/18/pr19473-togo-imf-staff-completes-review-mission>. [19]
- FMI (2019), *World Economic Outlook - Frequently Asked Questions*, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/faq.htm#q4d> (consulté le 6 septembre 2019). [23]
- FMI (2014), « Country Report, No. 14/107 », dans *Mauritius: 2014 Article IV Consultation*, FMI, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2014/cr14107.pdf>. [43]
- Gaspar, V. et al. (2019), *Fiscal Policy and Development: Human, Social, and Physical Investments for the SDGs*, <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2019/01/18/Fiscal-Policy-and-Development-Human-Social-and-Physical-Investments-for-the-SDGs-46444> (consulté le 20 septembre 2021). [25]

- Keen, M. (2013), *The anatomy of VAT*, WP/13/111, FMI, <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/The-Anatomy-of-the-VAT-40543>. [29]
- Marten, M. et K. van Dender (2019), « The use of revenues from carbon pricing », *OECD Taxation Working Papers*, n° 43, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/3cb265e4-en>. [33]
- Monkam, N. et M. Moore (2015), *How Property Tax Would Benefit Africa*, Africa Research Institute, <http://www.africaresearchinstitute.org/publications/property-tax-benefit-africa>. [45]
- Moore, M., W. Prichard et O. Fjeldstad (2018), *Taxing Africa: Coercion, Reform and Development – ICTD*, Zed Books, <https://www.ictd.ac/publication/taxing-africa-coercion-reform-and-development/> (consulté le 20 septembre 2021). [17]
- OCDE (2023), *Base de données PINE*, <https://www.oecd.org/fr/environnement/outils-evaluation/environmental-taxation.htm>. [35]
- OCDE (2023), *Civisme fiscal : Qu'est-ce qui motive les particuliers et les entreprises à payer des impôts ?*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/4ce7612d-fr>. [22]
- OCDE (2023), *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/e7ea496f-en>. [1]
- OCDE (2023), *Tendances des impôts sur la consommation 2022 : TVA/TPS et droits d'accises, principales caractéristiques et tendances*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/edb73711-fr>. [27]
- OCDE (2022), « Pourquoi les gouvernements devraient cibler le soutien dans un contexte de prix élevés de l'énergie », *Les réponses de l'OCDE face aux conséquences de la guerre en Ukraine*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/26afd50c-fr>. [39]
- OCDE (2021), *Statistiques des recettes publiques 2021 : L'impact initial du COVID-19 sur les recettes fiscales de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ed5596c6-fr>. [3]
- OCDE (2020), *OECD Tax Policy Reviews: Seychelles 2020*, OECD Tax Policy Reviews, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/cba38d19-en>. [20]
- OCDE (2015), *Coopération pour le développement 2014 : Mobiliser les ressources au service du développement durable*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2014-fr>. [21]
- OCDE (2005), *Glossary of statistical terms*, <https://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=6437>. [32]
- OCDE/ATAF/CUA (2023), *Recettes fiscales en Afrique : Tableaux comparatifs*, Éditions OCDE, Paris. [4]
- OCDE et al. (2023), *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/8b555412-en>. [2]
- OCDE/CUA/ATAF (2020), *Statistiques des recettes publiques en Afrique 2020 : 1990-2018*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/14e1edb1-en-fr>. [18]
- OCDE/FIT (2019), *Tax Revenue Implications of Decarbonising Road Transport : Scenarios for Slovenia*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/87b39a2f-en>. [34]
- OMS (2015), *Purchasing Power Parity 2005*, Organisation mondiale de la Santé, <http://www.who.int/choice/costs/ppp/en/>. [24]
- RSM Global (2021), *Tax Highlights of Botswana Budget 2021-2022*, https://www.rsm.global/botswana/sites/default/files/media/New%20folder/tax_highlights_of_2021-22_botswana_budget.pdf. [9]
- South Africa Revenue Service (2023), *Release of the 15th Annual Edition of Tax Statistics*, <https://www.sars.gov.za/media-release/release-of-the-15th-annual-edition-of-tax-statistics/#:~:text=Total%20tax%20revenue%20collected%20by,%2F13%20to%202017%2F18>. [10]
- SSA (2015), *Social Security Throughout the World: Africa*, SSA Publication Social Security Administration, Washington, D.C., <http://www.ssa.gov/policy/docs/progdsc/ssptw/2014-2015/africa/ssptw15africa.pdf>. [26]
- The Voice African News Magazine (2022), *Panic as fuel shortage hits Sierra Leone*, <https://thevoicenewsmagazine.com/panic-as-fuel-shortage-hits-sierra-leone/>. [38]

Chapter 2

**Non-tax revenue trends,
2010-21**

Chapitre 2

**Tendances des recettes non fiscales,
2010-21**

Chapter 2

Non-tax revenue trends, 2010-21

Introduction

A complete picture of public finances requires statistics that go beyond taxation, especially for many African countries that obtain substantial revenues in the form of grants or royalties from oil and minerals. *Revenue Statistics in Africa* collects statistics on both tax and non-tax revenues, non-tax revenues being government revenues that do not meet the OECD definition of taxation.¹ Although there are some important methodological differences between tax and non-tax revenues, they need to be included in any accounting of a country's total financial resources.² This chapter provides cross-country comparisons of non-tax revenues for the countries in this publication.³

The main categories of non-tax revenues reported here are:⁴

- grants from foreign governments or international organisations (budget aid, food aid, capital transfers, current transfers, project grants, programme grants, international debt relief, etc.);
- rents and royalties (such as oil or mining royalties);
- other property income (interest, dividends and other returns on government investment);
- sales of goods and services (which include some administrative fees);
- fines and penalties (including fines and penalties due to tax violations);
- miscellaneous and unidentified revenues (non-tax revenues that cannot be classified according to the other categories).

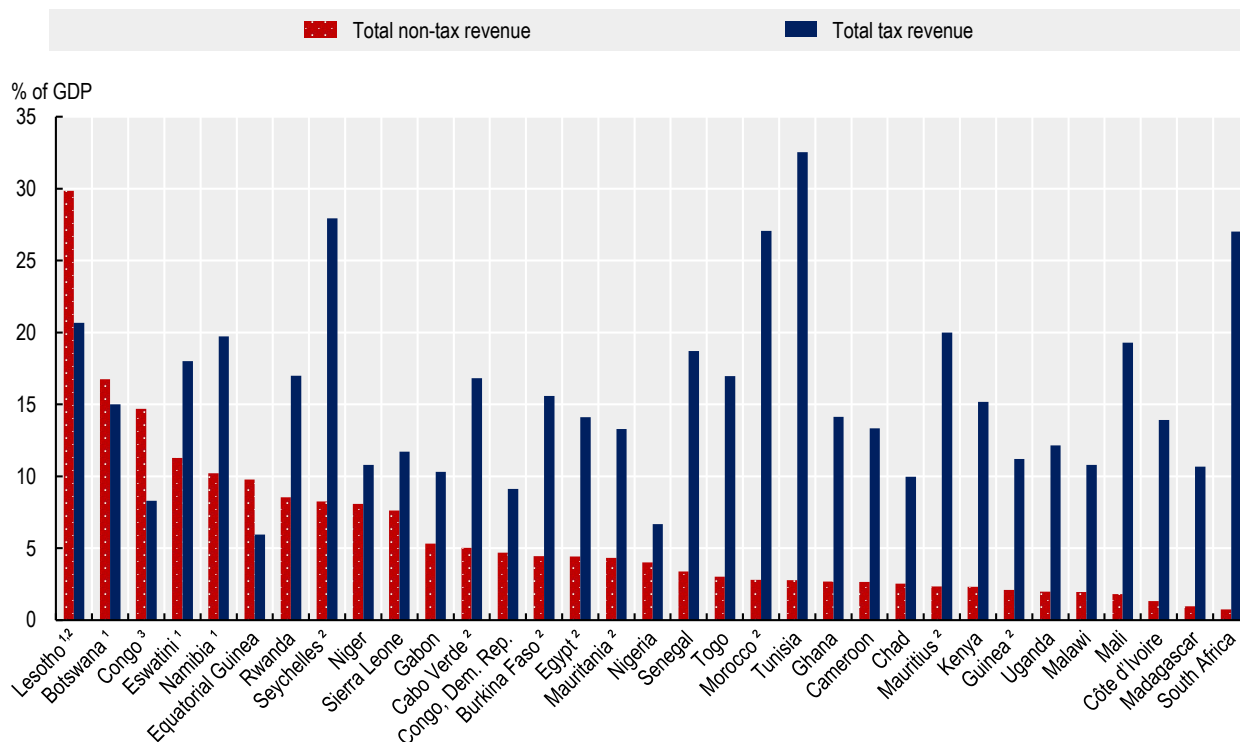
This edition of *Revenue Statistics in Africa* covers 2021, the second year of the COVID-19 pandemic. As in the previous edition of *Revenue Statistics in Africa*, the interpretation of non-tax revenue data in this chapter requires some understanding of the extraordinary factors at play during this period, which have caused major fluctuation in many relevant indicators. This chapter will focus on those factors that have the clearest connection to the main sources of non-tax revenues for African countries, such as international grants and natural resource extraction.

Non-tax revenues as a percentage of GDP

Non-tax revenues in Africa in 2021 were 5.8% of GDP on average among the 33 countries in *Revenue Statistics in Africa*. On average, the amount of non-tax revenues collected in each country was 44% of the amount of tax revenues. Non-tax revenues ranged from 0.7% of GDP in South Africa to 29.9% of GDP in Lesotho. Botswana, Lesotho, Equatorial Guinea and the Republic of the Congo were the only countries for which non-tax revenues were higher than tax revenues in 2021 (Figure 2.1). Botswana, Eswatini, Lesotho and Namibia are net-recipients of funds in the Southern African Customs Union (SACU) Common Revenue Pool, which leads to non-tax revenues being higher and tax revenues being lower than otherwise would be the case. Equatorial Guinea and the Republic of the Congo, on the other hand, are outliers in terms of the amount of oil revenues their governments have historically collected.

Figure 2.1. **Total tax and non-tax revenues by country, 2021**

Percentage of GDP



Notes: Non-tax revenues include sub-national non-tax government revenues for Eswatini, Kenya, Mauritius, Morocco, and Nigeria, the only countries for which such revenues are reported. In 2021, these represented, respectively, 2%, 13%, 6%, 42%, 8% and of all non-tax revenue collected for each country. Cabo Verde, Mauritania and South Africa reported some local and regional taxes, but no local and regional non-tax revenues. The tax-to-GDP ratios and non-tax-to-GDP ratios need to be interpreted with caution for some countries due to incomplete data. See the country tables in Chapters 5 and 6 for further information.

1. Non-tax revenues for Botswana, Eswatini, Lesotho and Namibia include funds from excises and customs duties collected by South Africa and then transferred to them through the Southern African Customs Union (SACU) revenue-sharing agreement.

2. In the cases of Burkina Faso, Cabo Verde, Egypt, Guinea, Lesotho, Morocco, Mauritania, Mauritius and Seychelles, the GDP figures used to calculate revenue-to-GDP ratios differed from the figures used to calculate revenue-to-GDP ratios in the previous edition of *Revenue Statistics in Africa* by 3% or more for the year 2020.

3. Figures for grant revenues and oil revenues for the Republic of the Congo are taken from IMF Article IV Consultation reports (IMF, 2021^[1]) and (IMF, 2020^[2]) for most recent years, and from the IMF *Government Finance Statistics (GFS) Database Detailed Revenue Breakdown* for earlier years (IMF, 2023^[3]). Based on previous reporting, oil revenues for the Republic of the Congo are taken to be equal to the property income reported by the IMF from which other reported property income is subtracted.

Source: Table 4.1 in Chapter 4 and Table 6.1 in Chapter 6 and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>. The GDP figures used to calculate the revenue-to-GDP ratios were taken from the April 2023 edition of the *World Economic Outlook* (IMF, 2023^[5]).

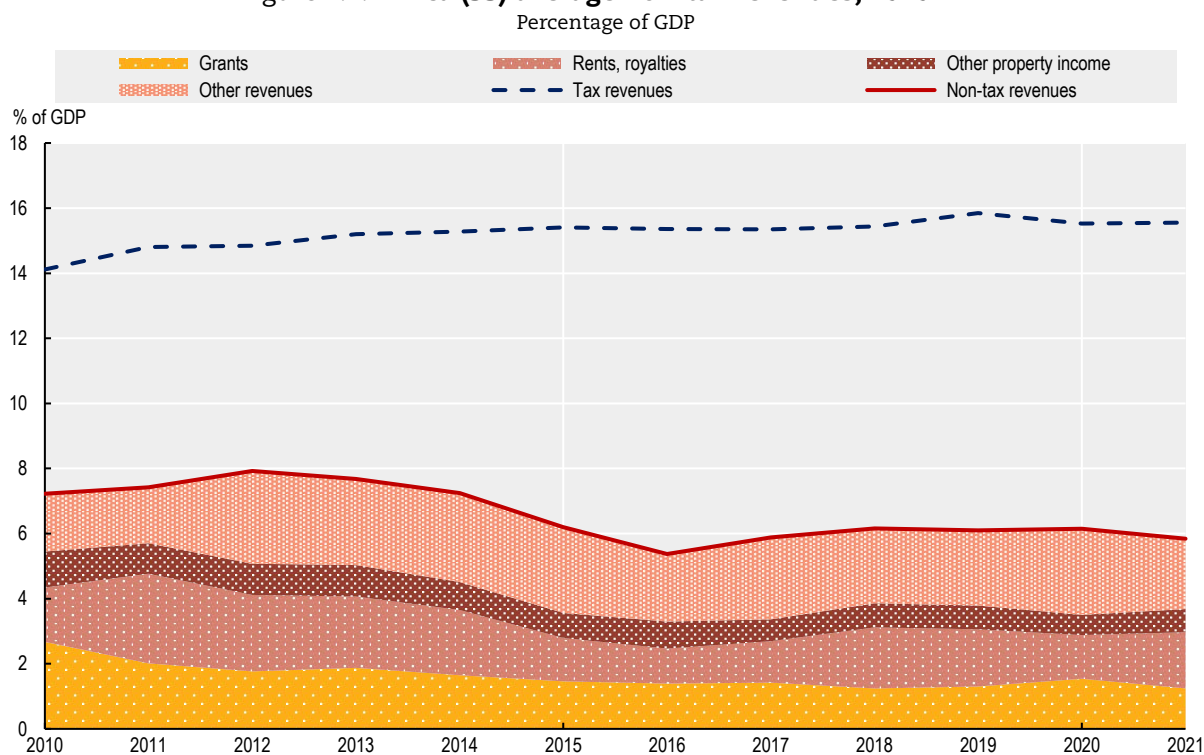
StatLink  <https://stat.link/5vxabz>

Non-tax revenues in 2021 were 0.3 percentage points lower than they were in 2020. This decline was mainly driven by a 0.3 p.p. decline in average grants, and a decline of 0.5 p.p. in average non-tax revenues attributed to declines in revenues from the Southern African Customs Union Common Revenue Pool (SACU) (see Box 2.2) in Botswana, Lesotho, Eswatini and Namibia (SACU is the only customs union in Africa with a revenue-sharing agreement). These declines were partially offset by a 0.4 p.p. increase in rents and royalties. With tax revenues constant between 2020 and 2021, total tax and non-tax revenues were also 0.3% lower than they were in 2020.

The decline in non-tax revenues between 2020 and 2021 follows a decade in which they followed a downward trend. While the Africa (33) average tax-to-GDP ratio rose 1.4 p.p. between 2010 and 2021, average non-tax revenues declined by the same amount on average

(Figure 2.2), resulting in total public revenues (both tax and non-tax) that were only 0.1 p.p. higher at the end of the period. After peaking at 7.9% of GDP in 2012, the 5.8% non-tax revenues as a percentage of GDP in 2021 was the second-lowest level attained since 2010, exceeding only the 5.4% of GDP in 2016 which occurred in the wake of the oil price declines of 2014-16. Much of the decline between 2010 and 2021 was driven by a drop in grant revenues, from 2.7% of GDP in 2010 to 1.3% in 2021. Rents and royalties have shown more variation over the decade, reaching a high of 2.8% of GDP in 2011 and a low of 1.1% of GDP in 2016, due to the fall in oil prices. In 2021, rents and royalties were 1.7% of GDP, the same level as in 2010. Other non-tax revenues, which are mostly attributable to SACU revenues, have also seen a high degree of variability, ranging from 1.3% of GDP in 2010 to 2.4% of GDP in 2012; they were 1.7% of GDP in 2021, yielding a cumulative increase of 0.3 p.p. of GDP since 2010.

Figure 2.2. **Africa (33) average non-tax revenues, 2010-21**

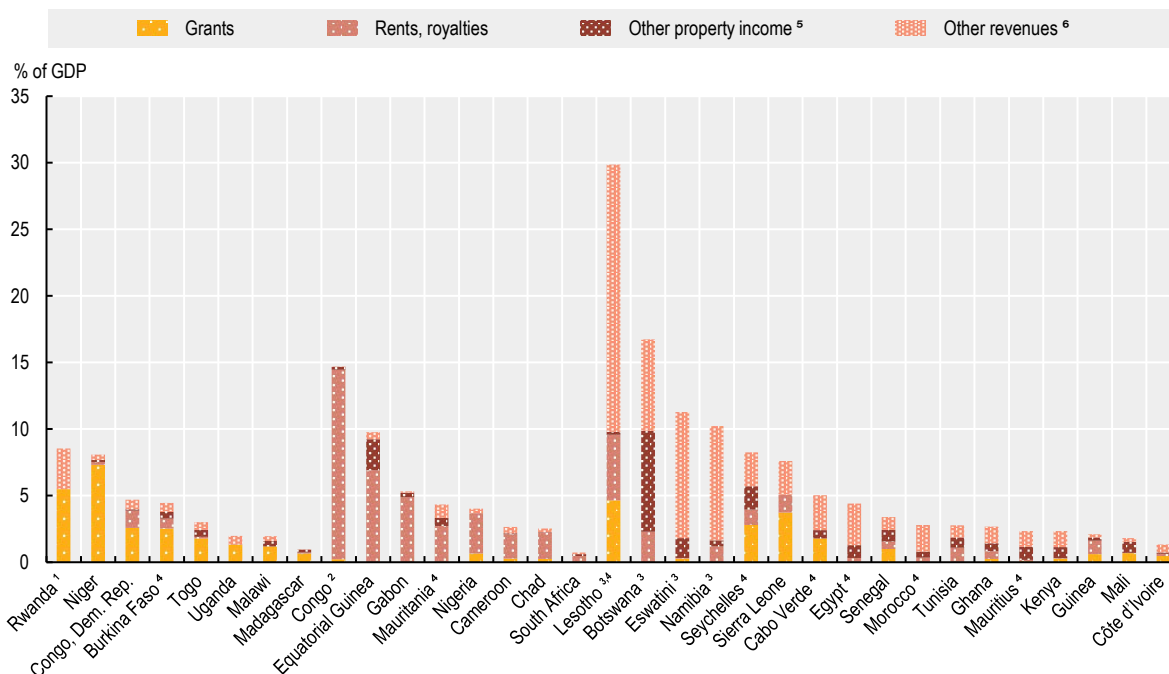


Source: Authors' calculations based on data from (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/s24fjy>

Grouping countries by main source of non-tax revenues

Figure 2.3. **Structure of non-tax revenues by country, 2021**
Percentage of GDP



Note: Data include sub-national government non-tax revenues for Eswatini, Kenya, Mauritius, Morocco and Nigeria.

1. For Rwanda, non-tax revenues aside from grants were not disaggregated in the data and are therefore classified as miscellaneous and unidentified revenues.

2. Figures for grant revenues and oil revenues for the Republic of the Congo are taken from IMF Article IV Consultation reports (IMF, 2021^[1]) and (IMF, 2020^[2]) for most recent years, and from the IMF *Government Finance Statistics (GFS) Database Detailed Revenue Breakdown* for earlier years (IMF, 2023^[3]). Based on previous reporting, oil revenues for the Republic of the Congo are taken to be equal to the property income reported by the IMF from which other reported property income is subtracted.

3. For Botswana, Eswatini, Lesotho and Namibia, "Other revenues" include funds from excises and customs duties collected by South Africa and then transferred to these countries through the Southern African Customs Union (SACU) revenue-sharing agreement.

4. The GDP figures used to calculate the revenue-to-GDP ratios reported here were taken from the April 2023 edition of the World Economic Outlook (IMF, 2023^[5]). In the cases of Burkina Faso, Cabo Verde, Egypt, Lesotho, Morocco, Mauritania, Mauritius, and Seychelles, these GDP differed from the figures used to calculate revenue-to-GDP ratios in the previous edition of *Revenue Statistics in Africa* by 3% or more.

5. Interest, dividends, etc.

6. Sales, fines, SACU revenues, etc.

See the country tables in Chapters 5 and 6 for further information.

Source: Table 6.2 in Chapter 6 and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/90dgp>

Figure 2.3 shows the contribution of each major sub-category of non-tax revenues to total non-tax revenues for each country in 2021. Four distinct groups are apparent in the data:

- Eight countries received a majority of their non-tax revenue in the form of grants (in descending order in terms of non-tax revenues as a share of GDP: Rwanda, Niger, the Democratic Republic of the Congo, Burkina Faso, Togo, Uganda, Malawi and Madagascar). On average, these countries received grants revenue equivalent to 2.9% of GDP in 2021.
- Eight countries received most of their non-tax revenues from rents and royalties (in descending order in terms of non-tax revenues as a share of GDP: the Republic of the Congo, Equatorial Guinea, Gabon, Mauritania, Nigeria, Cameroon, Chad, and South Africa).

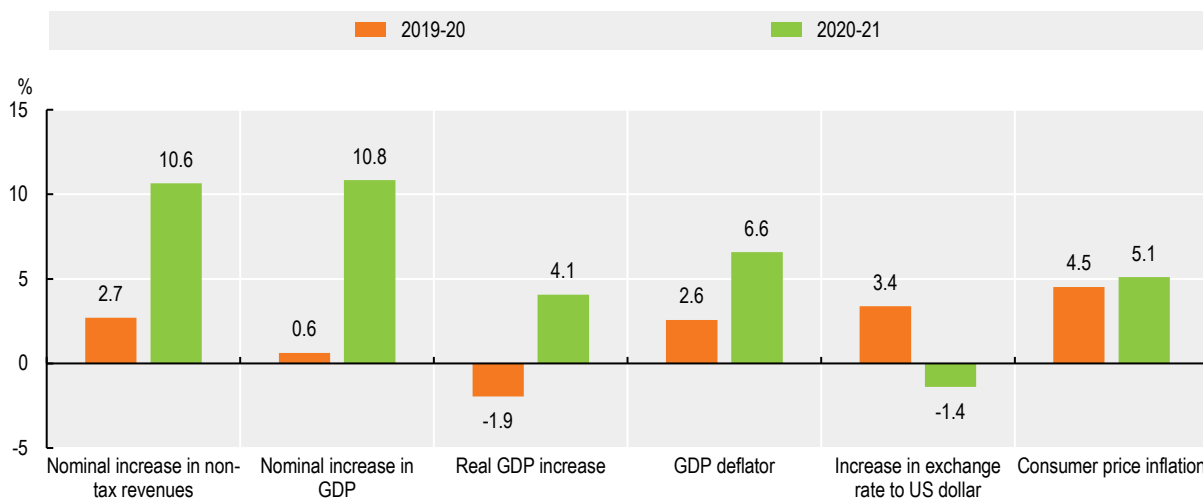
For all these countries, oil royalties provided the majority of non-tax revenues. On average, rents and royalties for these countries were equivalent to 4.5% of GDP.

- Botswana, Eswatini, Lesotho and Namibia, the four countries neighbouring South Africa that belong to SACU, received substantial non-tax revenues in terms of transfers from the SACU Common Revenue Pool (Box 2.2). On average, these countries collected non-tax revenues outside of grants and rents and royalties equivalent to 13.7% of GDP.
- For the remaining 13 countries, neither grants, rents and royalties, nor SACU revenues constituted a majority of non-tax revenues. The main alternative sources of non-tax revenues for these countries included: interest and dividends for Kenya and Mali; other property income aside from rents, royalties, interest and dividends for Mauritius; fees for goods and services for Cabo Verde, Egypt, Ghana and Morocco; and miscellaneous and unallocated revenues for Egypt and Morocco. Grants were the largest source of non-tax revenues for Côte d'Ivoire, Senegal, Seychelles and Sierra Leone, but were less than 50% of total non-tax revenues. Similarly, rents and royalties were the largest source of non-tax revenues for Guinea and Tunisia but were less than half of non-tax revenues.

Price and volume changes between 2020 and 2021

The year 2021 is the second year featured in the *Revenue Statistics in Africa* dataset that reflects the ongoing economic disruptions related to the COVID-19 pandemic. As can be seen in Figure 2.4, 2021 saw double-digit increases in both average non-tax revenues and average GDP. This was driven by a combination of an average increase in real GDP of 4.1% for the 33 *Revenue Statistics in Africa* countries in 2021, as African economies rebounded from the recession of the previous year, and higher prices as global inflation increased from 3.2% in 2020 to 4.7% in 2021. The GDP deflator, a measure of the degree to which price changes drive increases in nominal GDP, increased from 2.6% in 2020 to 6.6% in 2021 on average for the African countries in this publication.

Figure 2.4. **Percentage change in non-tax revenues, nominal GDP and price levels, 2020 and 2021**



Note: All figures are year-over-year percentage changes in the unweighted average between 2020 and 2021 after adjustments were made to the annual statistics to align them to the fiscal year according to which tax and non-tax revenues were reported.

Source: Authors' calculations based on data from (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>, from the April 2023 edition of the *World Economic Outlook* (IMF, 2023^[5]) and from the IMF International Financial Statistics (IFS) dataset (IMF, 2023^[6]).

StatLink  <https://stat.link/27xqim>

The price changes driving nominal GDP growth are often quite different from consumer price inflation or changes in exchange rates (see Table 2.1). While the GDP deflator increased two and half times between 2020 and 2021, the growth in consumer price inflation was more muted, increasing from 4.5% in 2020 to 5.1% in 2021. On the other hand, African currencies surged in value in 2020, increasing by 3.4% on average against the US dollar; in 2021, this was reversed, as they lost 1.4% of their value against the US dollar. These economic shifts are not mere statistics, but mirror the changing realities on the ground, impacting everything from the cost of living to the availability of essential services and job opportunities for the African population.

The disparate disruptions to price levels have a variable impact on different revenue streams, which may be more pronounced for non-tax revenues than for tax revenues. The base for tax revenues is generally contained within the national economy, which means that in the absence of changes in tax policy or administration, and in the case of a broad-based system of taxation, changes in nominal tax revenues would generally be correlated with changes in nominal GDP. In the case of non-tax revenues as a percentage of GDP, however, the numerator and the denominator may be affected by different sets of prices. Resource revenues, for example, are affected by a combination of internationally determined commodity prices and exchange rates.

Grants are determined by foreign economies and will therefore be sensitive to exchange rates but not national inflation. The wide difference between the increase in the GDP deflator and the decrease in the US dollar exchange rate means that, for example, the increase in grants from the United States to African countries as a percentage of GDP would be 8.5% higher if it were expressed in real terms. The sensitivity of grants to exchange rates highlights the vulnerability of African economies to external financial support, emphasising the need for enhanced internal revenue generation mechanisms and reduced dependency on foreign aid.

Table 2.1 shows the average volume changes between 2020 and 2021 of non-tax revenues, GDP, and exports, alongside the average of three measures of price between 2020 and 2021 for the 33 African countries in this publication. The countries in which GDP prices increased the most with respect to the increase in real GDP were the Democratic Republic of the Congo, Equatorial Guinea, Gabon, Ghana, Guinea, Mauritania, and Nigeria, meaning these countries were ones in which price changes drove a great deal of the increase in nominal GDP. Equatorial Guinea and Gabon are both major oil exporters and both countries use the West African CFA franc as their currency. Despite a surge in oil prices in 2021, the currencies of these two countries depreciated, losing 3.7% of its value in relation to the US dollar, and widening the difference between nominal and real GDP change. The nominal GDP of these two countries increased by 17% and 27.3%, respectively, between 2020 and 2021.

Table 2.1. **Percentage changes in volume and price indices, 2020-21**

Country	Percent increase in non-tax revenues (LCU)	Percent increase in nominal GDP (LCU)	Percent increase in real GDP	Percent increase in GDP deflator	Percent increase in US dollar to LCU exchange rate	Percent increase in consumer price index (inflation)
Countries whose non-tax revenues are mostly grants						
Rwanda	25.0	13.9	10.9	2.7	4.8	0.8
Niger	2.2	4.5	1.4	3.1	-3.7	3.8
Congo, Dem. Rep.	149.2	24.7	6.2	17.4	7.5	9.0
Burkina Faso	-12.8	6.0	6.9	-0.8	-3.7	3.9
Togo	-14.7	7.2	5.3	1.8	-3.7	4.5
Uganda	44.6	4.6	2.3	2.3	-1.6	2.5
Malawi	3.7	10.3	2.7	7.3	..	9.0
Madagascar	-61.5	12.8	5.7	6.6	1.1	5.8
<i>Average</i>	<i>17.0</i>	<i>10.5</i>	<i>5.2</i>	<i>5.1</i>	<i>0.1</i>	<i>4.9</i>
Countries whose non-tax revenues are mostly rents and royalties (mostly petroleum)						
Congo	41.2	11.4	1.5	9.7	-3.7	2.0
Equatorial Guinea	84.5	17.0	-3.2	20.9	-3.7	-0.1
Gabon	50.4	27.3	1.5	25.4	-3.7	1.1
Mauritania	11.5	15.3	2.4	12.6	-3.0	3.6
Nigeria	36.0	14.1	3.6	10.1	11.8	17.0
Cameroon	22.5	7.1	3.6	3.3	-3.7	2.3
Chad	-52.7	5.8	-1.1	7.0	-3.7	-0.8
South Africa	49.2	11.4	4.9	6.2	-10.2	4.6
<i>Average</i>	<i>30.3</i>	<i>13.7</i>	<i>1.7</i>	<i>11.9</i>	<i>-2.5</i>	<i>3.7</i>
Countries that are net-recipients of SACU transfers						
Lesotho	-4.6	8.5	2.1	6.2	-10.2	6.0
Botswana	31.7	19.2	10.4	8.0	0.4	8.1
Eswatini	-19.3	6.2	5.9	0.2	-5.4	4.0
Namibia	-25.7	6.1	3.0	3.1	-5.4	4.3
<i>Average</i>	<i>1.3</i>	<i>10.1</i>	<i>3.8</i>	<i>6.1</i>	<i>-5.3</i>	<i>4.3</i>
Other countries						
Seychelles	20.6	10.8	7.9	2.7	-4.0	9.8
Sierra Leone	-2.0	11.1	4.1	6.7	6.2	11.9
Cabo Verde	-11.0	8.9	7.0	1.8	-3.7	1.9
Egypt	17.6	8.3	3.3	4.8	-0.7	4.5
Senegal	9.6	8.6	6.1	2.4	-3.7	2.2
Morocco	-2.9	11.4	7.9	3.2	-5.4	1.4
Tunisia	0.7	9.1	4.4	4.5	-0.6	5.7
Ghana	12.2	17.1	5.4	11.2	3.8	10.0
Mauritius	-29.0	-3.5	-6.3	3.0	8.3	3.3
Kenya	-33.1	8.9	3.6	5.1	3.7	5.7
Guinea	9.4	16.3	4.3	11.5	..	12.6
Mali	-14.5	7.4	3.1	4.2	-3.7	3.8
Côte d'Ivoire	13.3	9.8	7.0	2.7	-3.7	4.2
<i>Average</i>	<i>-5.5</i>	<i>9.6</i>	<i>3.7</i>	<i>5.7</i>	<i>0.3</i>	<i>5.8</i>
Africa (33) average	10.6	10.8	4.1	6.6	-1.4	5.1

Note: All figures are year-over-year percentage changes between 2020 and 2021 after adjustments were made to the annual statistics to align them to the fiscal year according to which tax and non-tax revenues were reported.

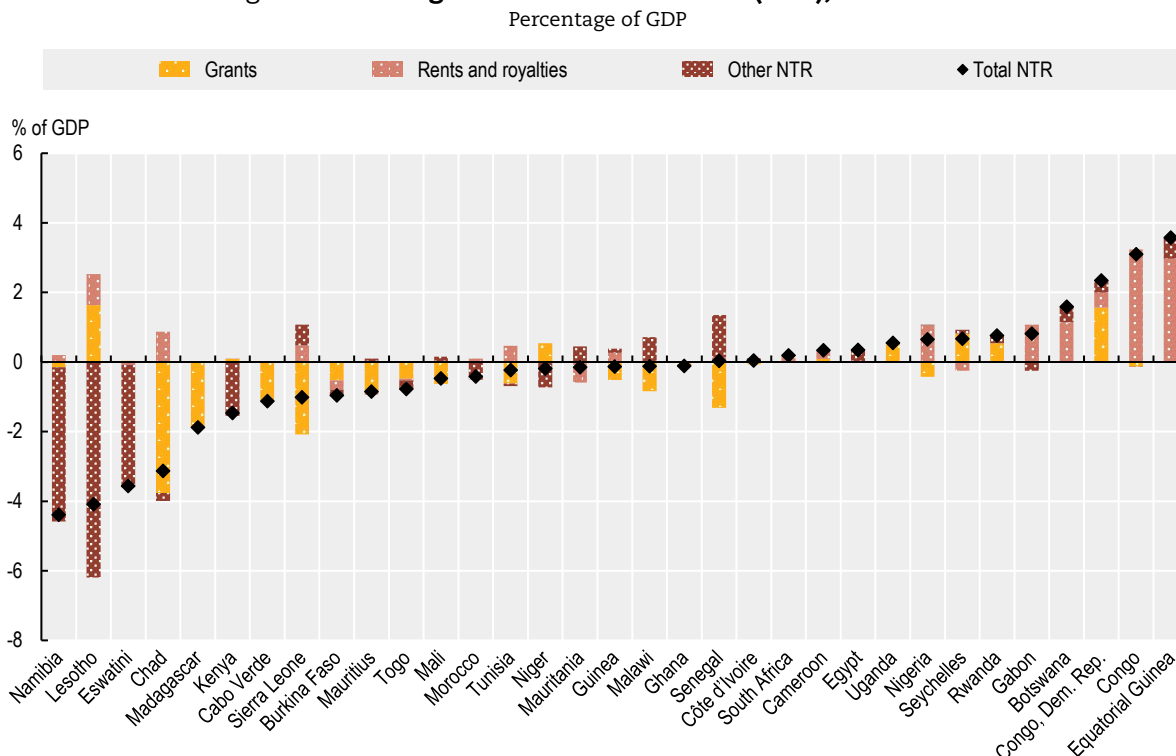
Source: Authors' calculations based on data from (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>, from the April 2023 edition of the World Economic Outlook (IMF, 2023^[5]) and from the IMF International Financial Statistics (IFS) dataset (IMF, 2023^[6]).

StatLink  <https://stat.link/z0319x>

Changes in non-tax revenues by category, 2020-21

This section analyses changes in non-tax revenues between 2020 and 2021 for grants, rents and royalties, and other categories of non-tax revenues. Between 2020 and 2021, the biggest driver of change in non-tax revenues for 11 countries was decreases in grants. For a further seven countries, the biggest driver of change was increases in rents and royalties.

Figure 2.5. **Changes in non-tax revenues (NTR), 2020-2021**



Note: The black diamonds correspond to the sum of the percentage point changes in grants, rents and royalties and other non-tax revenues between 2020 and 2021.

Source: Authors' calculations based on data from (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", *OECD Tax Statistics* (database), <https://doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink <https://stat.link/ygnka0>

The largest decreases in non-tax revenues as a percentage of GDP between 2020 and 2021 occurred in Namibia, Lesotho and Eswatini, largely due to the drop in SACU revenues in these countries (Figure 2.5). The two countries that saw the greatest increase in non-tax revenues as a percentage of GDP were the Republic of the Congo and Equatorial Guinea, the two largest oil producers within the sample, which benefitted from a 67% increase in the international price of their most important export. After the first year of the pandemic in which total grants to *Revenue Statistics in Africa* countries increased 47% in US dollar terms, reported grants in 2021 were 19% lower than they were in 2020 as the amount of international assistance decreased for many African countries.

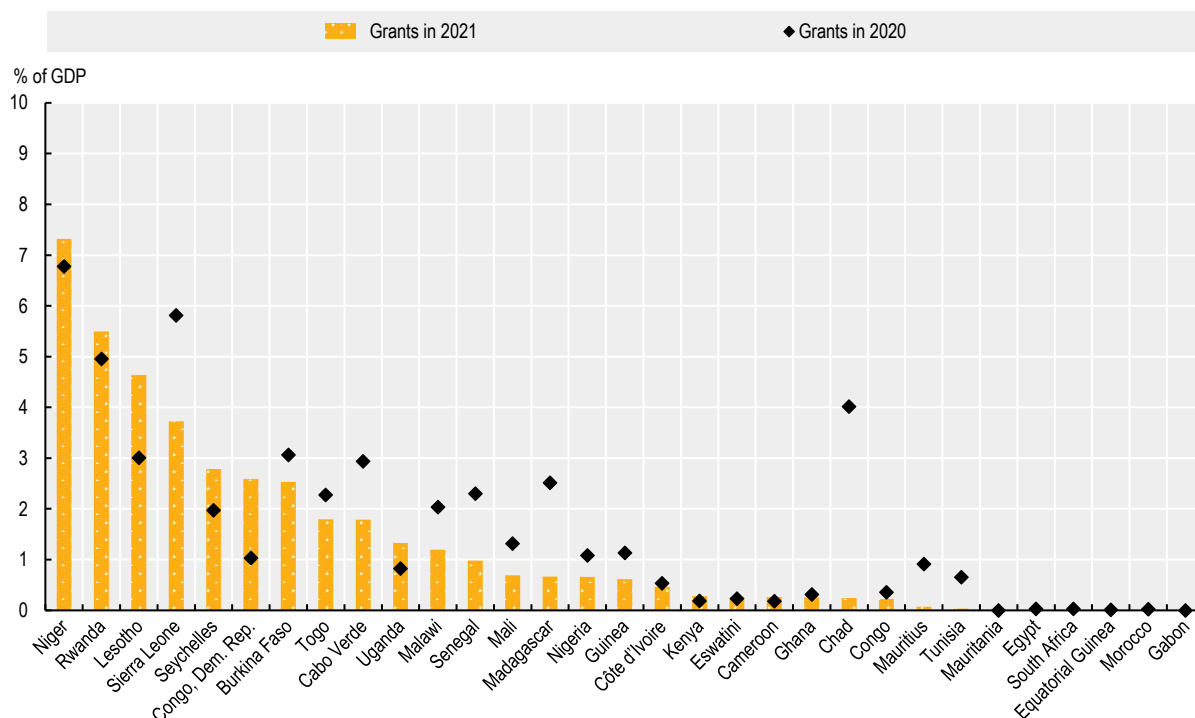
Grants

Revenue Statistics in Africa includes countries that receive substantial grant revenues alongside some for which grants are negligible. Grants as a percentage of GDP declined 0.3 percentage points between 2020 and 2021. This was driven by a decrease of 7.5% in grants along with an average increase of 10.8% in GDP for the average African country, in national

currency terms, as countries recovered from the 2020 recession. While Niger, Rwanda, and Lesotho were in the top five African countries in terms of grants as a percentage of GDP in both 2020 and 2021, Chad, Madagascar, and Sierra Leone saw major decreases in grants revenues as a percentage of GDP.

On average, grant revenues for the 33 African countries in this publication amounted to 1.2% of GDP in 2021. Seventeen countries received grant revenues amounting to less than 0.5% of GDP in 2021, where this was true of only 13 countries in 2020 (Figure 2.6). Most of the countries receiving less than 0.5% of GDP in 2021 were middle-income according to the World Bank's classification based on gross national incomes (World Bank, 2023^[7]), with the exception of Chad, which was a low-income country. Most of the countries receiving more than 1% of GDP in 2021 were low income, with the exception of Cabo Verde and Lesotho, which were lower middle-income countries, and the Seychelles, which was a high-income country.

Figure 2.6. **Grants by country, 2020 and 2021**
Percentage of GDP

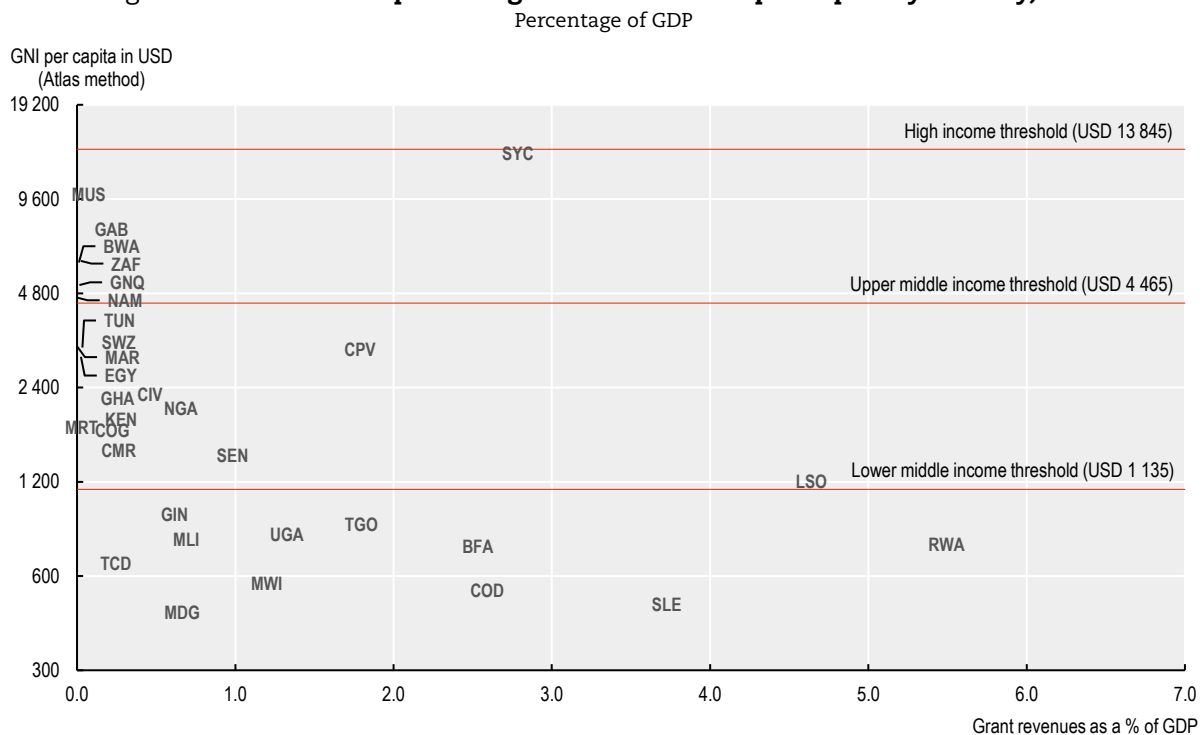


Source: Tables 6.2 and 6.3 in Chapter 6 and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/mw6eox>


Figure 2.7 presents grants as a percentage of GDP received by countries in this publication and their gross national income (GNI) per capita. The figure has an empty upper right-hand quadrant as higher income African countries receive proportionately lower grant revenues. However, many countries occupy the bottom left quadrant of the graph, as there are countries that receive relatively low levels of grant income despite having lower incomes. For example, Burkina Faso, Mali and Rwanda all had GNI per capita between USD 660 and USD 790 in 2021; they reported grants as a percentage of GDP in that year ranging from 0.7% in Mali, to 2.5% in Burkina Faso to 5.5% in Rwanda.

Figure 2.7. Grants as a percentage of GDP and GNI per capita by country, 2021

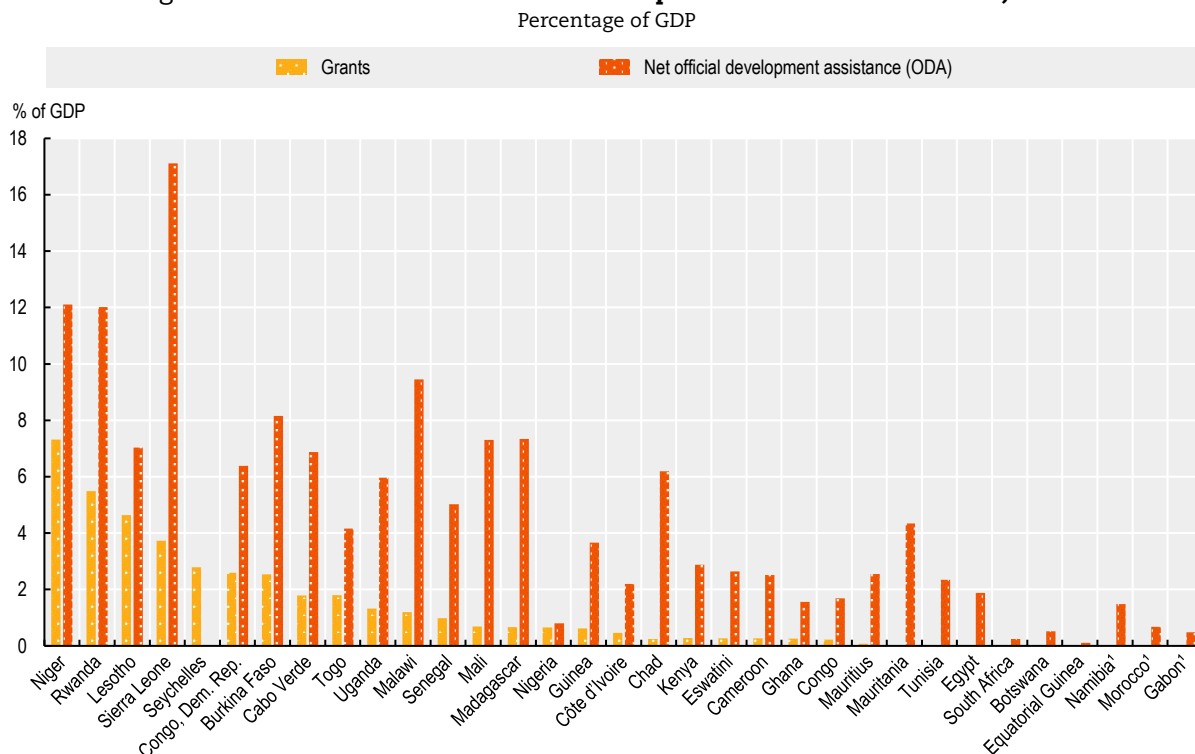


Note: GNI figures are converted to USD using the World Bank Atlas Method.

Source: Table 6.2 in Chapter 6, and World Bank *World Development Indicators* (database) (World Bank, 2023^[8]) and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/ei2krz>


Grant revenues reported by national authorities do not always represent the full breadth of foreign aid received by countries. Countries may receive aid in the form of concessional loans or in a way that is not directed towards the central government (e.g. support to non-governmental organisations, scholarships, in-donor refugee costs). This discrepancy can be illustrated by looking at statistics on foreign aid to African countries as reported by donor countries. Figure 2.8 shows that Official Development Assistance (ODA) payments made to African countries greatly exceed the amount paid directly to African governments, due to concessional loans or grants that are not directly received by African governments. Although the countries receiving the most net ODA tend to receive the most grant revenues, the relationship is not linear. Mali and Madagascar, for example, were among the top recipients of net ODA in-flows, which were equivalent to 7.3% of GDP, while reported grants revenues were under 1% of GDP.

Figure 2.8. **Grants and net official development assistance received, 2021**

Note: Figures for net ODA include donations from the 33 member countries of the OECD Development Assistance Committee (DAC), 20 non-DAC economies, as well as multilateral institutions, and private donations. Some major donor countries, such as Brazil, the People's Republic of China, India, Indonesia, and Russia and are not yet accounted for in these data.

1. No grants revenues were reported for Gabon, Morocco, and Namibia in 2021.

Source: Table 6.2 in Chapter 6 and OECD Development Assistance Committee (OECD-DAC, 2023^[9]) for the ODA data and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/9vwh17>

Grant revenues and foreign aid are overlapping concepts. It may be difficult however to align aid statistics as reported by donor countries with the grant revenues reported by recipient countries due to data, methodological and conceptual issues.

- Grant revenues have some overlap with official development assistance (ODA), as defined by the OECD Development Assistance Committee (DAC).⁵ Grants covered by this publication focus on revenues received by countries from foreign governments and international organisations. ODA is a measure of donor countries' efforts to support development in low- and middle-income countries. ODA not only covers flows captured under "grants" in this publication (budget aid, food aid, capital transfers, current transfers, project grants, programme grants, international debt relief, etc.), but also encompasses concessional loans, in-kind technical assistance, in-donor administrative costs and in-donor refugee costs, as well as other activities that do not generate a (net) revenue flow to the country. The volume of ODA provided by a donor to a given country will thus be different from – and often higher than – the volume of grants reported by that country in *Revenue Statistics*.
- Statistics collected by the DAC on ODA flows to African countries include public flows from all members of the DAC and some countries outside the DAC, as well as multilateral organisations such as the World Bank, the IMF and the UN. Statistics on development co-operation provided by some large non-OECD economies, such as Brazil, the People's Republic of China, India, Indonesia and Russia, are not included (OECD, 2023^[10]).

Countries relying on grant revenues often face sudden drops in grants from one year to the next. Ten countries in this publication faced a single-year drop in grant revenues of at least 2 p.p. of GDP in at least one year between 2011 and 2021; for six of these, the fall exceeded 6 p.p. Malawi had grants amounting to more than 7.1% of GDP in 2013. They dropped by 65% in US dollar terms in 2014, the year of the CashGate Scandal (VOANews, 2013_[11]).

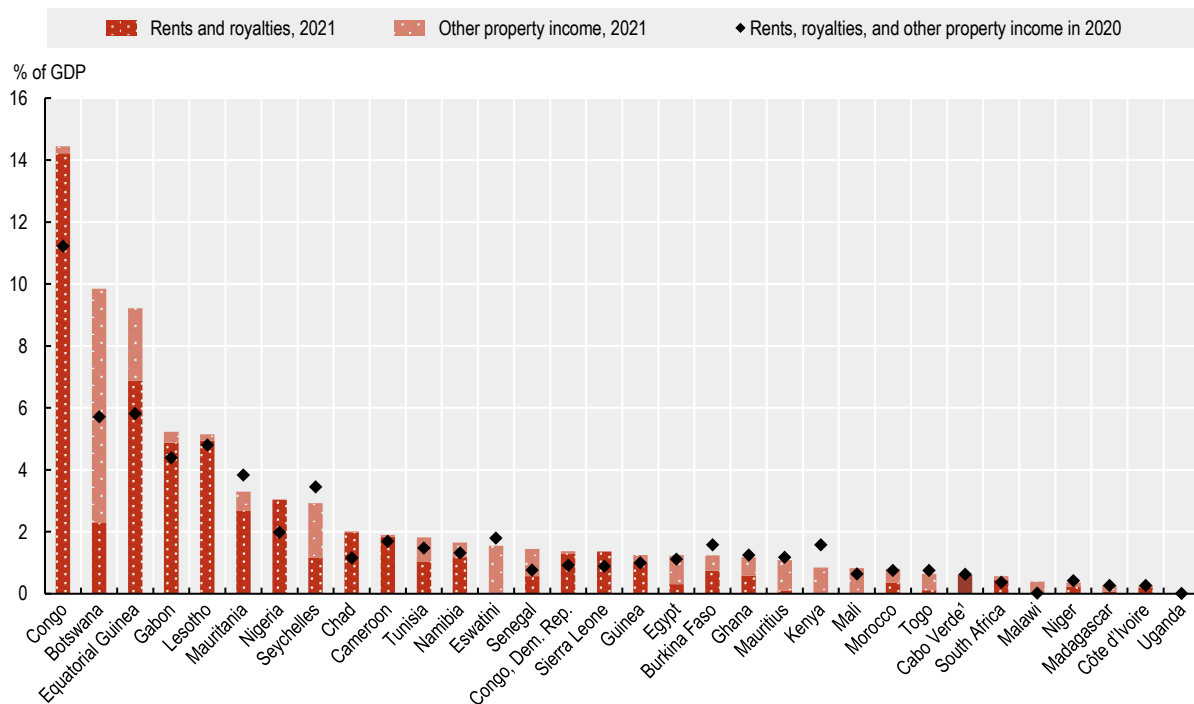
One of the most extreme examples of grant revenue volatility is the major increase in financial assistance that Egypt received from Saudi Arabia and Gulf States starting in 2021 (Werr, 2022_[12]) although this is not currently visible in grants figures reported in *Revenue Statistics in Africa*.⁶ Country programmable aid from Saudi Arabia to Egypt went from USD 145 million in 2020 to over USD 5 billion in 2021 (OECD-DAC, 2023_[9]),⁷ resulting in Egypt's net ODA received increased five-fold between 2020 and 2021, going from 2% of all ODA received for all 54 African countries to 10%.

Resource revenues and other property income

Property income, or the revenues countries obtain through their status as owner of property, for African countries was on average 2.4% of GDP in 2021. Between 2019 and 2020, property income had dropped 0.5 p.p. of GDP, in the first year of COVID-19, but then it rebounded the following year, finishing 0.1 p.p. higher in 2021 than it had been in 2019. Almost all this variation came from changes in rents and royalties, which in 2021 were 71% of all property income. The remaining 29% of property income came mostly from interest and dividends. All but 12 African countries obtained most of their property income from rents and royalties in 2021 (Figure 2.9). The most important exception to this was Botswana, which received 77% of its property income in the form of interest and dividends, which was 7.6% of GDP.

Rents and royalties are revenues generated from property the government owns, usually by prospecting and extracting non-renewable resources from government land or from harvesting government-owned farms and forests. Interest and dividends are returns on government-owned investments in corporations. In general, royalties from oil and minerals are kept distinct from other forms of investment income but the issue can become complicated (Box 2.1). Many African governments create public corporations that manage oil revenues or maintain revenue-sharing agreements with private corporations that exploit these natural resources. The classification of such funds is not always clear. For example, in Botswana, most property income comes from mineral dividends (4.9% of GDP in 2021), while Equatorial Guinea receives significant revenues as an oil company shareholder (1.7% of GDP) neither of which is counted as rents or royalties.

Figure 2.9. **Rents and royalties and other property income by country, 2020 and 2021**
Percentage of GDP



Note: Rwanda is excluded as the data are not available.

1. Cabo Verde property income is not disaggregated.

Source: Authors' calculations based on Tables 6.5-6.37 and Table 4.17 and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink <https://stat.link/tuhoes>

Revenues from natural resources

Rents and royalties among the African countries averaged 1.7% of GDP in 2021, having reversed almost all the previous year's decrease brought on by the economic shock of COVID-19. In 2019, rents and royalties were 1.8% of GDP, but they had dropped to 1.3% in 2020.

Certain key commodities drive revenues from rents and royalties, the most important of them being petroleum. In 2021, 61.9% of total rents and royalties in USD were specifically reported as oil revenues (royalties and revenues from revenue-sharing agreements with oil companies). These accounted for a majority of rents and royalties for Cameroon, Chad, Côte d'Ivoire, Egypt, Equatorial Guinea, Gabon, Nigeria, and the Republic of the Congo. Meanwhile, minerals were the principal source of rents and royalties for Botswana, the Democratic Republic of the Congo, Ghana, Guinea, Namibia, Niger, Sierra Leone and Uganda. Fishing accounted for 65% of all revenue recorded as rents and royalties in Seychelles and for 63% in Mauritania in 2020. In Mauritania, fishing rents were USD 151 million or 1.5% of GDP in 2021.

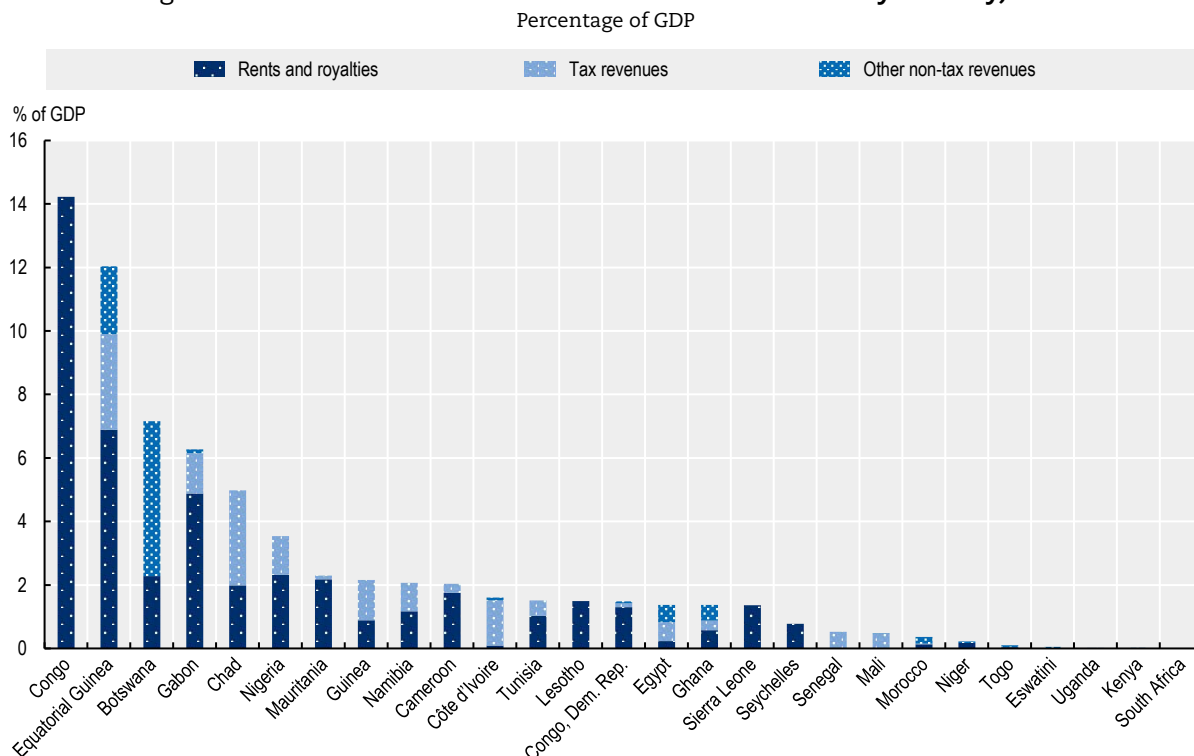
Resource revenues have impacts on all aspects of government revenues (Box 2.1). However, resource-related revenues are often not clearly identifiable. For example, oil companies pay CIT on their profits, but this may not be discernible in the data since CIT payments by oil companies may not be reported separately from other government receipts. However, some countries do report revenues from oil companies separately from other revenues. Gabon, Ghana, Guinea, Namibia and Chad, for example, reported corporate taxes on mining companies separately from other corporate taxes. Namibian corporate taxes

on mining companies was higher than the royalties collected on these minerals for both diamond mining and other minerals.

Box 2.1. **Natural resources and public finances**

There are various mechanisms⁸ by which natural resources generate revenues or savings for government. Rents and royalties are the most direct means of deriving revenue from natural resource wealth. The government charges fees to companies and individuals in exchange for the right to access government lands. It does this in its capacity as landowner and these fees are generally decided through negotiation. These are recorded under property income. Payment for services provided by the government is another source of non-tax revenue paid for by businesses in the primary sector. This can include, for example, payments for environmental inspections or for the construction of infrastructure, or, in the case of Mauritius, payment for weather data and maps. These are recorded under sales of goods and services.

- Public ownership (full or partial) of a corporation that exploits natural resources on the government's behalf results in government revenues in the form of profits and dividends. These are recorded under property income. For example, the revenues collected by the government of Botswana from dividends it receives from its 50% stake in Debswana, the company that operates the main diamond mines in Botswana, are recorded under property income (MiningTechnology, 2020_[13]).
- Taxes targeting natural resource exploitation could be introduced, such as an excise tax on the sale of materials extracted from public lands or a tax on mining that targets the activity, rather than the individual or company exploiting natural resources. These, too, will be recorded as taxes. Such taxes on mining exist in Niger and Senegal, which impose taxes on mining activities that are classified in *Revenue Statistics* under other taxes on goods and services.
- Companies and individuals exploiting natural resources are generally subject to the same taxes (such as income taxes and value-added taxes) as other economic entities. Revenues from these general taxes will be included in government financial statements but not necessarily attributed to sectors exploiting natural resources.
- Companies and individuals may use some of the wealth they obtain from natural resource extraction to build infrastructure or provide services. Where this satisfies demand for public investment or services, it could result in savings on government expenditure, but it would not be recorded as revenue. In some cases, as a condition for access to publicly-owned natural resources, governments may demand that companies and individuals provide certain services, for example paying for at least part of the cost of constructing and maintaining roads to mines. An example of this was mining companies participating in a proposed 3 000 km rail link between Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Nigeria and Togo (CNN, 2015_[14]).

Figure 2.10. **Resource-related tax and non-tax revenues by country, 2021**

Note: These revenues include only tax and non-tax revenues that are clearly labelled as coming from mining, fishing, forestry or oil and gas extraction within the *Revenue Statistics in Africa* datasets. This does not cover all tax and non-tax coming from resource extractions. Burkina Faso, Cabo Verde, Madagascar, Malawi, Mauritius, and Rwanda reported no revenues that could be identified as coming from companies involved in resource extraction.

Source: Authors' calculations based on Tables 5.1-5.33 and 6.5-6.38 and Table 4.17 and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/bq7yp2>

In Figure 2.10, tax and non-tax revenues that have been explicitly identified as being extractive-related within the *Revenue Statistics in Africa* datasets are shown. This means these are revenues, such as corporate taxes on oil companies or a specific tax on mining, for which companies involved in resource extraction account for the entirety of the revenue base. This includes mining, oil and gas extraction, and also revenues from forestry and fishing. This clearly undercounts the amount of revenue a country collects from the extractive industry and should not be taken as an estimate of the total impact of natural resources on public finances, or an estimate of tax pressure on the primary sectors. Six countries – Burkina Faso, Cabo Verde, Madagascar, Mauritius, Malawi and Rwanda – reported no extractive-related revenues, while such revenues were negligible for Kenya, Eswatini, South Africa, Togo, and Uganda.

Although in Figure 2.10, rents and royalties are the main form of resource-related revenues, some countries, such as Chad, Côte d'Ivoire, and Egypt prefer taxing their extractive corporations, while most of the revenues Botswana collects from the mining sector comes from the dividends it receives from the government's stake in diamond mining corporations.

The impact of commodity prices

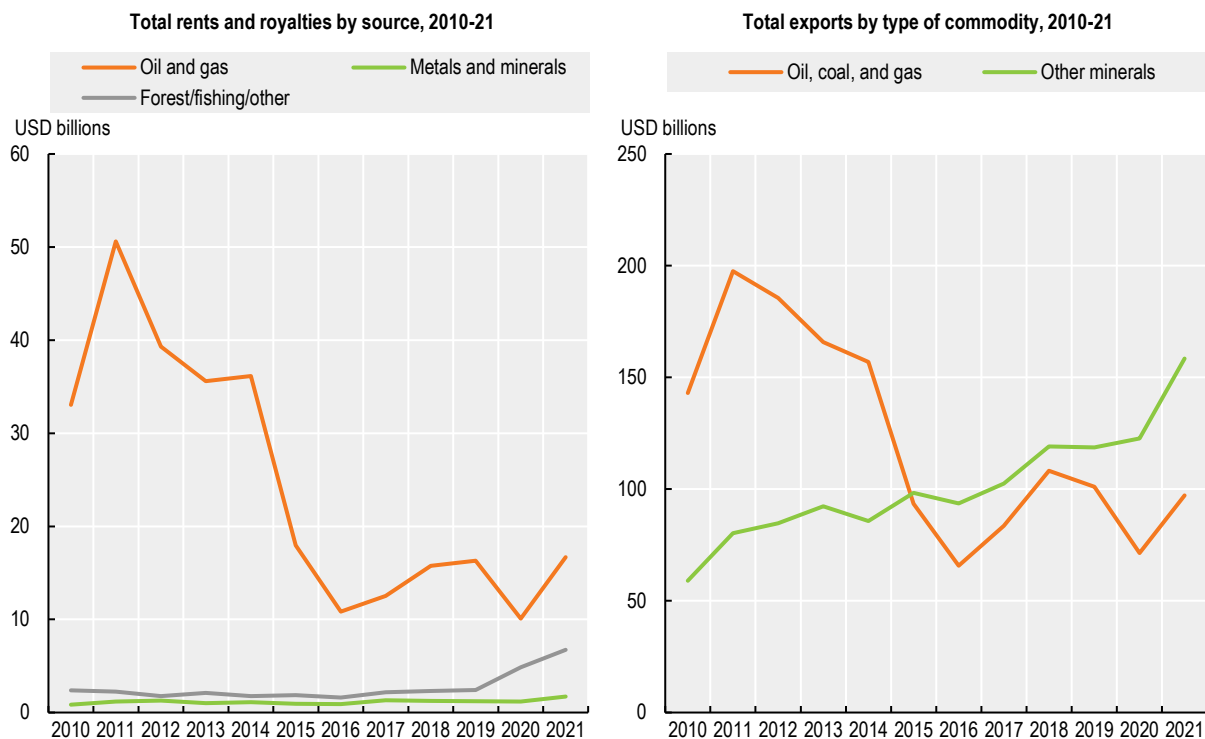
In the African context, the global commodity market holds significant sway over the economic stability and growth of the continent. The prosperity of many African countries is closely tied to the fluctuations of this market, presenting a precarious economic scenario.

Whichever ways African governments choose to collect extractive-related revenues, these tend to be a highly volatile source of finance. Six countries (Chad, Equatorial Guinea, Gabon, Mauritania, Nigeria and the Republic of the Congo) generated rents and royalties equivalent to more than 5% of GDP in at least one of the most recent ten years and they all registered at least one year-on-year decrease in the ratio of rents and royalties to GDP of over 32%. Chad, Gabon, and the Republic of the Congo all saw at least one year with a decrease of over 64%.

The total value of oil, coal and gas exports from *Revenue Statistics in Africa* countries has been mainly determined by changes in the price of the commodities rather than in the volume of exports. With or without Nigerian rents and royalties, which, since 2010 have amounted to between 40% and 80% of total rents and royalties collected by African governments, the evolution of African rents and royalties tracks the international crude oil price. This linkage underlines the vulnerability of African economies to global oil and gas price shifts, underscoring the critical need for economic diversification to mitigate the risks associated with heavy reliance on oil revenues.

The sudden drop in oil prices in 2015 led to a fall in the value of oil exports from Africa, which translated directly into a decline in revenues (Figure 2.11). At the same time, exports of ore, raw metals, diamonds and other minerals have grown steadily over the past decade and have surpassed the value of coal, oil and gas exports. However, African countries have not been generating rents and royalties from these other minerals to the same extent as from the oil and gas sector.

While African countries are gradually amplifying their mineral exports, the generation of significant rents and royalties from these ventures remains a challenge. This situation emphasises the imperative for African countries to fortify their strategies for tapping into the revenue potential of diverse mineral resources, ensuring sustainable and resilient economic growth.

Figure 2.11. **Rents and royalties and commodity exports for Revenue Statistics in Africa countries, 2010-21**

Source: Authors' calculations based on data from BACI International Trade Database at the Product-Level from (CEPII, 2023^[15]) for figures on oil and carbon exports; and the April 2023 edition of the *World Economic Outlook* (IMF, 2023^[5]) and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/p9s3bu>

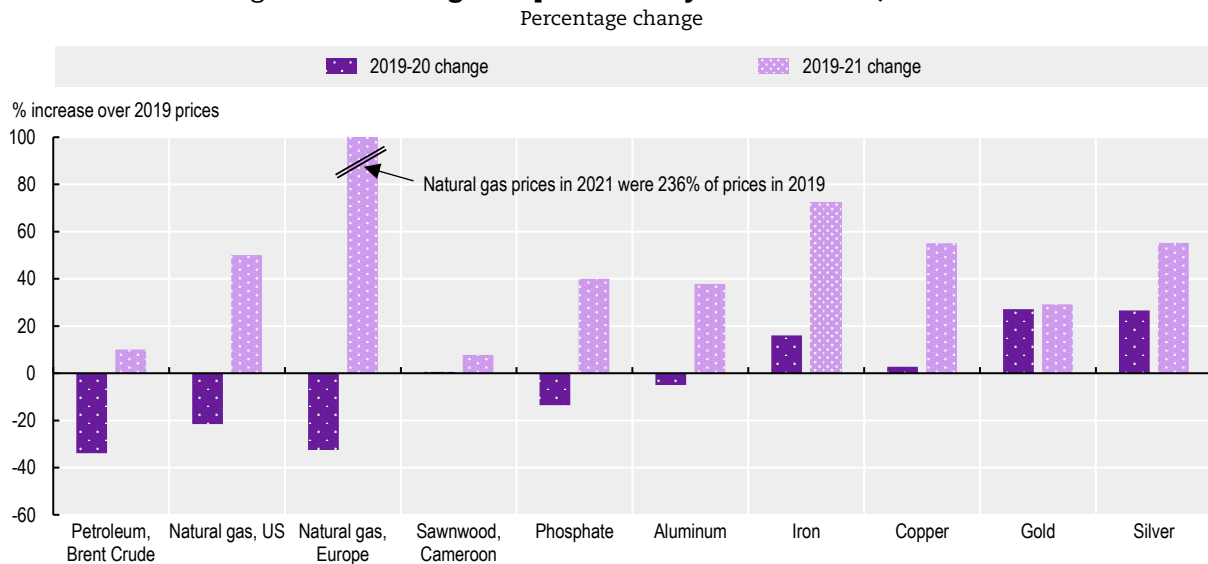
The COVID-19 pandemic introduced both supply and demand shocks, which impacted the prices of basic commodities. Many minerals and raw materials saw significant falls in price between 2019 and 2020, after which prices increased between 2020 and 2021. The percentage difference in prices for key commodities in 2020 and 2021 compared with 2019, the last year before COVID-19, are shown in Figure 2.12. There were a number of commodities that made up a significant fraction of the exports of certain countries included in this report:

- aluminum (over 25% of exports in Guinea):
- cobalt (over 25% of exports in the Democratic Republic of the Congo)
- copper (over 25% of exports in the Democratic Republic of the Congo and the Republic of the Congo)
- diamonds (over 25% of exports in Botswana and Lesotho)
- gold (over 25% of exports in Burkina Faso, Chad, Ghana, Guinea, Mali, Niger and Uganda)
- iron (over 25% of exports in Mauritania)
- natural gas (over 25% of exports in Equatorial Guinea)
- oil (over 25% of exports in Cameroon, Chad, Equatorial Guinea, Gabon, Ghana, Nigeria, the Republic of the Congo and Togo)
- fish (over 25% of exports in Cabo Verde).

Sawn wood was added to the figure, since resource rents are collected on timber in Cameroon, and phosphates were included due to the importance of the fertiliser industry

in Morocco. With the exception of gold, which increased in price by 27% between 2019 and 2020 and maintained the same price level in 2021, and sawn wood, which sold at prices only 7% higher in 2021 than in 2020, all other commodities reported here saw increases in price of between one-third and two-thirds in 2021 relative to 2020. Due to the major drop in oil and natural gas prices in 2020 due to the pandemic-induced economic slowdowns, oil prices, while 67% higher than they were in 2020, were only 12.5% higher than they were in 2019. While oil prices remained comparable in different regions of the world, natural gas can vary substantially in different parts of the world. In 2021, with natural gas prices were over four times higher in Europe than in the USA.

Figure 2.12. **Changes in prices of key commodities, 2019-21**



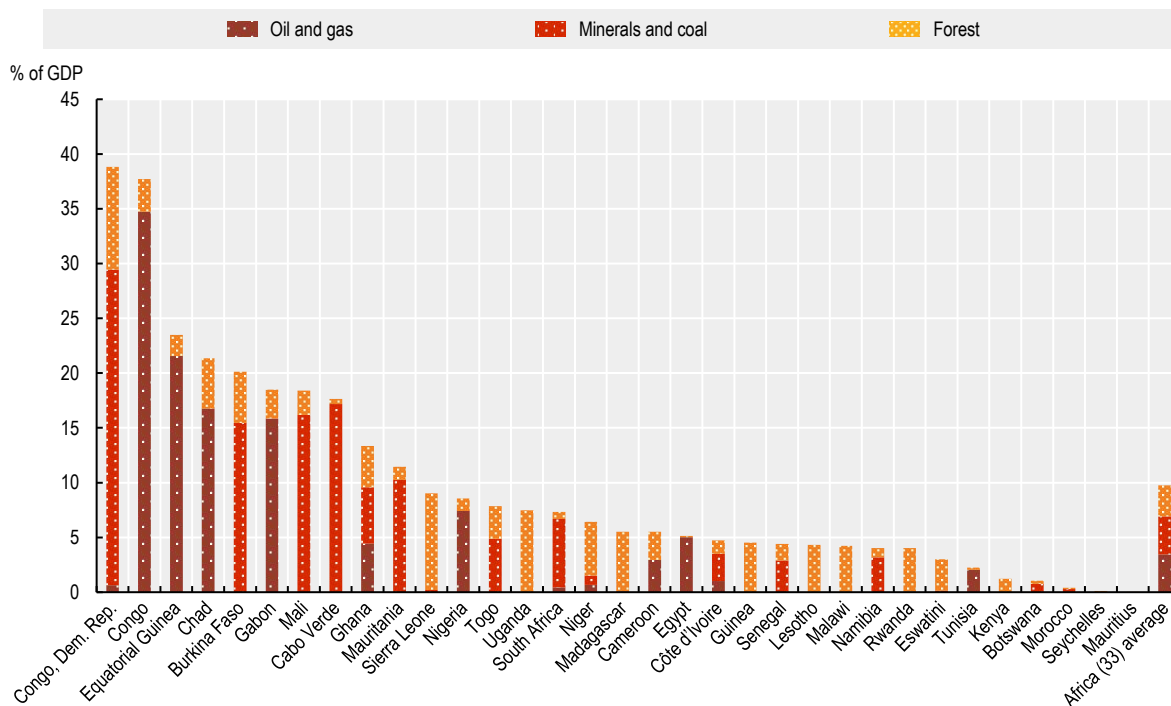
Source: World Bank Commodity Price Data (The Pink Sheet) (World Bank, 2023_[16]).

StatLink <https://stat.link/sq2zm8>

There is a great deal of variation in the size and type of natural resource endowments in African countries. The contribution of this natural wealth to countries' GDP also varies. For example, according to World Bank estimates, of contribution of natural resources to economic output (World Bank, 2023_[8]) increased 3.5 p.p. of GDP between 2020 and 2021 to 9.8% of GDP (Figure 2.13). In 2020, three countries had natural resources rents over 15% of GDP, whereas in 2021, there were eight: Burkina Faso, Cabo Verde, Chad, the Democratic Republic of the Congo, Equatorial Guinea, Gabon, the Republic of the Congo, and Mali.⁹

Figure 2.13. **Estimated natural resource extraction, 2021**

Percentage of GDP



Source: (World Bank, 2023_[8]), World Development Indicators (database) for estimates of the total value of natural resource production in each country.

StatLink <https://stat.link/jgb4qc>

The impact of countries' natural resource endowment on public finances also varies greatly. Countries such as Chad, Equatorial Guinea, Mauritania, and the Republic of the Congo generate significant public revenues from their natural wealth, while South Africa, for example, reported rents and royalties equivalent to no more than 0.3% of GDP despite natural resource extraction exceeding 5.4% of GDP.

In five countries (the Democratic Republic of the Congo, Madagascar, Sierra Leone, Uganda and Lesotho), wealth generated by forests exceeded 5% of GDP but did not contribute significantly to national revenues. Although countries such as Cameroon and Niger collected some royalties from logging, forest revenues were a small part of the non-tax revenues for the countries in question.

Other non-tax revenues

Certain countries generate substantial non-tax revenues from the normal operations of government. These revenues can be divided into sales of goods and services, fines and penalties, and miscellaneous and unidentified non-tax revenues. The challenges in compiling non-tax revenues in general are often encountered with these kinds of revenues, since they are typically not collected by tax administrations and are often not defined by legislation. They might not even be captured by government budgets. This can therefore lead to underestimates of revenues for institutions and governments that have less taxing authority, and are therefore more reliant on non-tax revenues, such as, for example, local municipal governments.

For all these categories of revenues, there can be arguments about the degree to which they are unrequited or compulsory, and therefore whether they are more properly classified

as taxes. The question of which administrative fees are taxes and which are not is discussed in Annexes A and B. Fines and penalties on tax violations are sometimes reported as part of tax revenues, which could lead to an under-reporting of total revenues for fines and penalties. Finally, miscellaneous and unidentified revenues are by definition revenues for which little information is available that can be used in order to determine whether or not these constitute taxes or non-tax revenues.

Sales of goods and services and administrative fees

Governments produce goods and services both as a market- and as a non-market participant. As a market participant, governments sometimes provide goods and services that can also be obtained from private companies (such as food or transportation). At the same time, they also provide services in the course of administering programmes and executing laws that are unique to the function of government. Fees charged for these non-market services are generally classified as administrative fees.

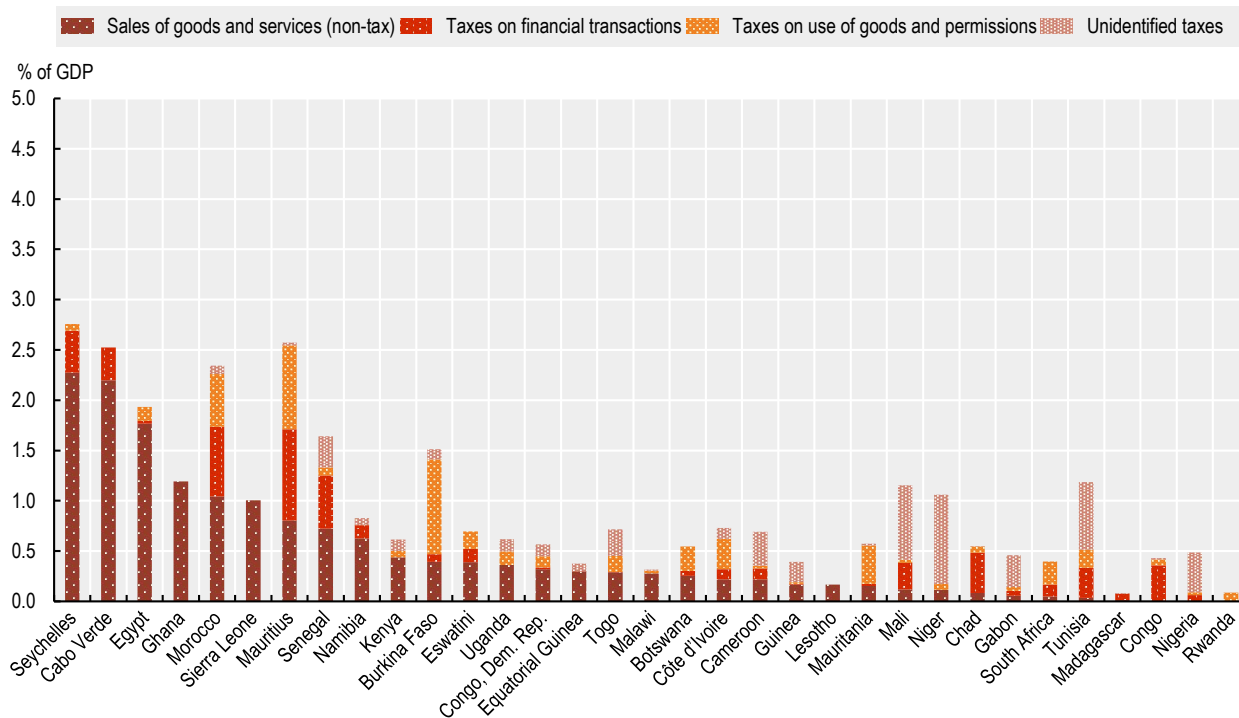
Administrative fees are often difficult to classify since they occupy a grey area between payments for services (which are non-tax revenues) and compulsory unrequited payments collected during government operations (which are taxes).¹⁰ Court fees and fees for driver's licences, passports, patent registrations and marriage certificates tend to be classified as non-tax revenues. When administrative fees are classified as taxes, they are typically assigned to one of the following categories:

- 4400 Taxes on financial and capital transactions (for example, taxes on sales of land);
- 5200 Taxes on use of goods and performing activities (for example hunting licences, vehicle registrations);
- 6000 Other taxes (for example, sales of fiscal stamps, where stamps are used to pay for taxes and administrative fees).

Six countries generated non-tax revenues from sales of goods and services and administrative fees equivalent to at least 1% of GDP in 2021 (Figure 2.14): Seychelles (2.3% of GDP), Cabo Verde (2.2% of GDP), Egypt (1.8% of GDP), Ghana (1.2% of GDP), Morocco (1.0% of GDP) and Sierra Leone (1.0%).

Figure 2.14. **Sales of goods and services and administrative fees and other revenues related to administration, 2021**

Percentage of GDP



Note: Figures reported here include sub-national tax revenues for Mauritius, Morocco, Nigeria, and South Africa and sub-national non-tax revenues for Eswatini, Kenya, Mauritius, and Morocco, the only countries for which such revenues were reported for 2021.

Source: Authors' calculations based on data from (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink  <https://stat.link/mofi5w>

The composition of these revenues varied by country. In Cabo Verde, 97% of revenues listed under "sales of goods and services" were fees. In Ghana, most revenues listed as sales of goods and services were sub-national revenues reported as either "Municipalities, Departments and Agencies", or "Metropolitan, Municipal and District Assemblies". In Morocco, 45% of revenue from government sales of goods and services were collected at the local level.

Miscellaneous or unidentified revenue

Some notable categories of non-tax revenue do not fit within any of the categories listed above. These include:

- capital transfers not included elsewhere;
- voluntary donations to government agencies from individuals or private corporations (not including donations from international organisations, which are classified as grants);
- private payments to government made as a result of major court settlements or insurance claims (such as the EUR 100 million payment Arcelor Mittal agreed to pay to the government of Senegal after a court case following the cancellation of an iron mine (RFI, 2014^[17]);
- payments covering different categories in the classification list where a breakdown is not available;

- payments whose proper classification is unknown due to a lack of data. Rwanda did not disaggregate non-tax revenue outside of grants, so these were included in this category;
- SACU revenues to Botswana, Eswatini, Lesotho and Namibia (see Box 2.2).

Miscellaneous and unidentified revenues can be a significant component of non-tax revenues in certain countries. These include exceptional voluntary contributions to government in Tunisia, capital transfers from special statutory funds in Mauritius and, in Morocco, payments made to government in exchange for the right to compete with state institutions in the provision of services.

The volatility of miscellaneous and unidentified revenues may be due to large capital transfers, revenue streams that are short-lived or funds that are reclassified as unidentified due to lack of information. The higher values for this category could reflect uncertainty as to the true amount of revenue within other non-tax revenue classifications.

Box 2.2. SACU revenues in 2021

The Southern African Customs Union (SACU) incorporates Botswana, Eswatini, Lesotho, Namibia and South Africa. Its vision is “an economic community with equitable and sustainable development, dedicated to the welfare of its people for a common future”.

Headquartered in Windhoek, Namibia, SACU is the oldest customs union in the world, having been founded in 1899 between the British colony of Cape of Good Hope and the Orange Free State Boer Republic. Subsequent agreements in 1910 and 1969 included Botswana, Eswatini and Lesotho. Following Namibia’s independence in 1990 and the end of apartheid in South Africa in 1994, new negotiations led to the current SACU agreement, which was signed in 2002.

The SACU agreement provides for free movement of SACU manufactured products within the union, without application of tariffs or duties. It also provides for common external tariffs and for the payment of customs and excise duties into a common pool to be shared between the SACU countries under the revenue-sharing formula set out in the Annex to the agreement.

The revenue-sharing agreement includes three components:

- A customs component, which divides the gross amount of customs duties according to the value of goods each country imports from other SACU countries in a given year (as a percentage of intra-SACU imports).
- An excise component, which divides the gross amount of excise duties according to each country’s GDP as a percentage of SACU’s combined GDP.
- A development component, which is funded from 15% of the excise component and is weighted towards less developed SACU countries using a formula based on GDP per capita.

In this publication, revenue from excises, tariffs and customs duties are included as tax revenues in the SACU country that collected the revenue. They are included under headings 5121 (Excises) and 5123 (Customs and import duties) in the tax revenue tables. Revenues received from the SACU Common Revenue Pool are included as miscellaneous revenue in the non-tax revenue tables, as seen in Table 6.13 for Eswatini. In the case of South Africa, where payments exceed the revenue share received from the Pool, the payments net of the share received are recorded as a memorandum item in the non-tax revenue table (Table 6.23).

Source: (SACU, 2017_[18]), (SACU, 2014_[19]).

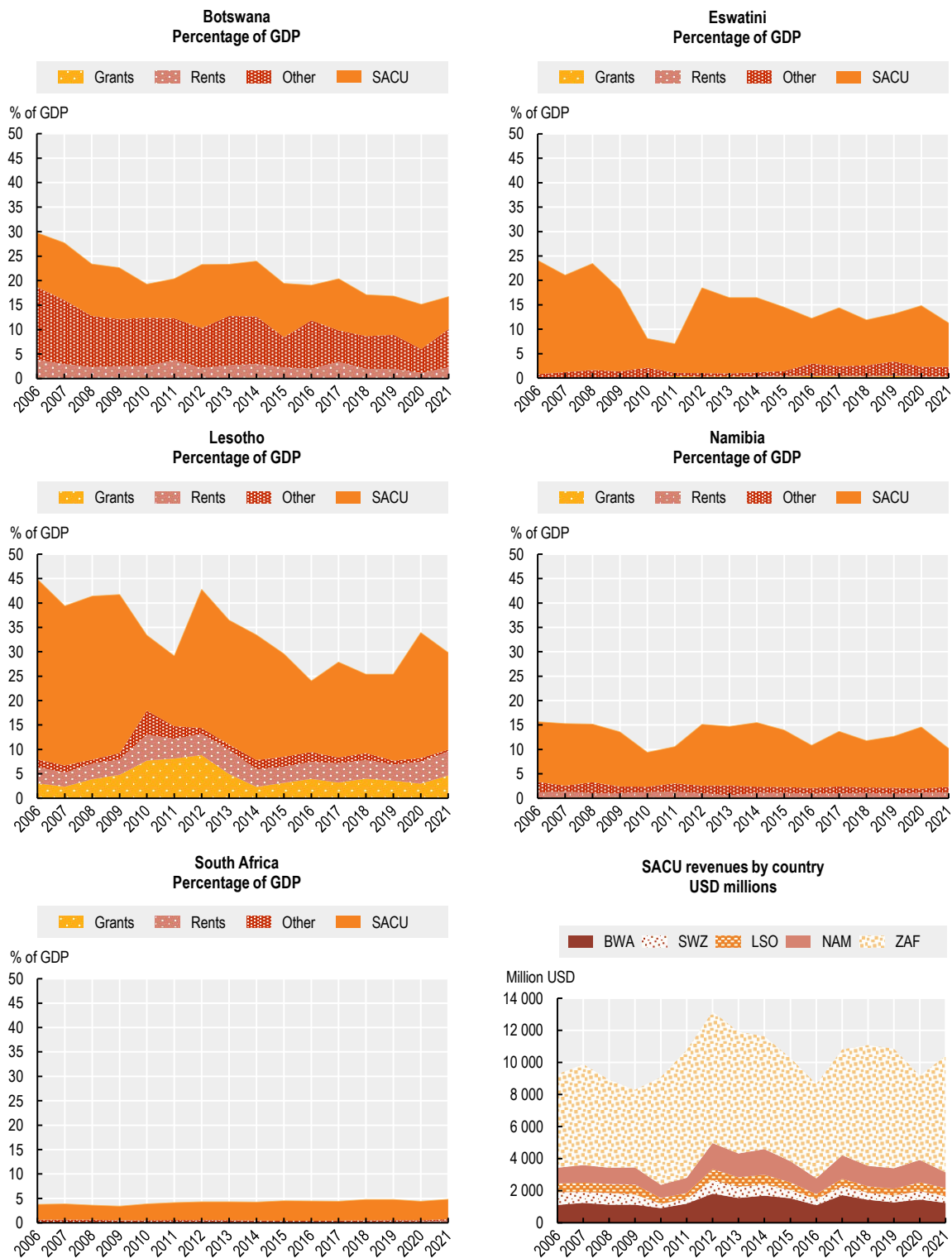
Southern African Customs Union revenues

All five members of SACU collect customs and excise taxes under a unified tax regime and then transfer those funds to the SACU Common Revenue Pool. The SACU Revenue Pool in turn redistributes the tax moneys collected according to a complex revenue-sharing formula. South Africa possesses the main ports of entry into Southern Africa and ends up collecting almost all the customs duties and excises allocated to the SACU Common Revenue Pool. South Africa therefore makes net payments into the SACU Revenue Pool, while the other SACU countries are net recipients of funds from the Pool.

SACU revenues to South Africa are negligible but they have a strong impact on the finances of the other members of the customs union (Figure 2.15). In 2021, these revenues boosted the revenues of Botswana, Eswatini, Lesotho and Namibia by 6.6%, 9.0%, 19.9% and 7.9% of GDP, respectively. Besides exogenous economic shocks, member countries also see their SACU revenues rise and fall due to changes in the parameters used in the SACU revenue-sharing formula. The economic shock of the global financial crisis rendered many economic forecasts of the time inaccurate; because SACU payments were calculated based on these forecasts, major adjustments to SACU payments were required in 2010 and 2011 to compensate for years of overpayments into the SACU pool (Mongardini et al., 2011_[20]). A similar situation occurred in 2014, when a slowdown in South Africa's economy caused forecasts to be revised downward; Eswatini, Lesotho and Namibia's SACU revenues declined as a percentage of GDP in 2015 and 2016, although this trend was reversed in 2017.

In 2020, customs and excise tax revenues collected in the SACU countries came in lower than was forecast in the previous year, due to the COVID-19 pandemic. This meant that the SACU Common Revenue Pool made overpayments in 2020 that needed to be repaid in the following year, making 2020 SACU revenues higher, and 2021 SACU revenues lower than the long-term trend.

Figure 2.15. Total SACU and other non-tax revenues by country



Note: SACU revenues reported here are classified as non-tax revenues for all countries presented here except for South Africa. For South Africa, SACU revenues received by the government of South Africa are classified under customs duties and excise taxes, and not non-tax revenues. These correspond to the annual disbursements by country from the SACU Common Revenue Pool.

Source: Authors' calculations based on data from and (OECD/ATAF/AUC, 2023^[4]), "Revenue Statistics in Africa: Comparative tables", OECD Tax Statistics (database), <https://doi.org/10.1787/be755711-en>.

StatLink <https://stat.link/acjbm1>

Notes

- 1 Please see the Interpretative Guide to non-tax revenue in Annex B of this report for the definitions of these revenue categories.
- 2 Several methodological issues are present in non-tax revenues which do not necessarily arise in tax statistics. Some revenues, such as administrative fees, might be used as cost-recovery mechanisms and subtracted from cost figures rather than reported as revenues. This could be the case for local governments or other public institutions for which data only exists on net transfers of funds to the central government. If sales of goods and services are reported without deduction of costs, this could overstate a government's revenues. Grants, legal settlements and mining and oil contracts involve large payments by external entities such as multinational corporations and foreign governments who may be subject to different national oversight mechanisms. Some resource-rich countries may negotiate large payments from resource extraction payments as a lump sum that bundles together many categories of both tax and non-tax revenue, making detailed breakdowns less feasible. Finally, non-tax revenues are often under the responsibility of different authorities than tax revenues, and sometimes there is not necessarily a separation made between revenues and expenses, so these revenues might not necessarily follow the same reporting standard. Please see Annex B for more details on the methodology used for non-tax revenues.
- 3 There is no comparison with the averages of the 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries [see (OECD et al., 2023_[22])] and the 38 OECD countries [see (OECD, 2022_[23])], as these publications do not cover non-tax revenues.
- 4 Please see also Annex B.
- 5 The official definition of ODA is: “flows to countries and territories on the Development Assistance Committee List of ODA Recipients and to multilateral institutions which are provided by official agencies, including state and local governments, or by their executive agencies. In addition, each transaction must be administered with the promotion of the economic development and welfare of developing countries as its main objective; and be concessional in character and conveys a grant element of at least 25% (calculated at a rate of discount of 10%)”. Further information is available at: www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/index-terms.htm#ODA.
- 6 Since revenues for Egypt are reported on a July-June fiscal year basis, the year 2021 represents July 2020 to June 2021, thus any grants received late in the year in 2021 would not be counted as part of 2021 grants figures of this edition.
- 7 According to the OECD Development Assessment Committee, “CPA compilation for Saudi Arabia is only partial as it does not report detailed expenditures to the CRS Aid Activity database. In this case, CPA may therefore be overestimated.” The CPA figures, however, are a strict subset of the ODA figures reported here.
- 8 Note that taxes on oil extraction can include corporate income tax, excise taxes on energy products, un-refunded sales taxes such as VATs and non-tax revenue can include royalties, profit sharing, dividends received from state enterprises, and other investment income received from government direct participation in extractive enterprises (Mansour and Rota-Graziosi, 2013_[21]).
- 9 The World Bank refers to “natural resource rents”. This is calculated as the difference between the value of natural resource production in the countries according to commodity prices and the estimated cost of resource extraction. It is not to be confused with the definition of resource rent used by the OECD, for which it is defined as a form of government revenue. Please see the documentation of resource rents in the World Bank World Development Indicators dataset (see <https://databank.worldbank.org/metadataglossary/adjusted-net-savings/series/NY.GDP.TOTL.RT.ZS>) and the Interpretative Guide for more details.”
- 10 See paragraphs 9-13 of the OECD Interpretative Guide in Annex A for an explanation of how administrative fees are classified in this publication.

References

- CEPII (2023), *BACI International Trade Database at the Product-Level*, http://www.cepii.fr/CEPII/en/bdd_modele/bdd_modele_item.asp?id=37 (accessed on 1 February 2023). [15]
- CNN (2015), *Mammoth rail network to put West African economies on the right track*, <https://edition.cnn.com/2015/03/05/africa/west-africa-minerals-railway/index.html> (accessed on 21 September 2020). [14]
- IMF (2023), *Government Finance Statistics (GFS) Detailed Revenue Breakdown*, <https://data.imf.org/regular.aspx?key=60991467> (accessed on 30 August 2023). [3]

- IMF (2023), *IMF International Financial Statistics (IFS) database*, <https://data.imf.org/?sk=4c514d48-b6ba-49ed-8ab9-52b0c1a0179b> (accessed on 11 September, 2023). [6]
- IMF (2023), *World Economic Outlook, April 2023 Edition (database)*, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/April>. [5]
- IMF (2021), *Republic of Congo: 2021 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Republic of Congo*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/10/05/Republic-of-Congo-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-482022>. [1]
- IMF (2020), *Republic of Congo: 2019 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Republic of Congo*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/01/27/Republic-of-Congo-2019-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-48984>. [2]
- Mansour, M. and G. Rota-Graziosi (2013), "Tax Coordination, Tax Competition, and Revenue Mobilization in the West African Economic and Monetary Union", *IMF Working Paper*, Vol. 13/163, <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Tax-Coordination-Tax-Competition-and-Revenue-Mobilization-in-the-West-African-Economic-and-40756>. [21]
- MiningTechnology (2020), *Debswana diamond mines*, <https://www.mining-technology.com/projects/debswana/> (accessed on 20 September 2020). [13]
- Mongardini, J. et al. (2011), *In the wake of the global economic crisis: adjusting to lower revenue of the Southern African Customs*, International Monetary Fund, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dp/2011/afr1101.pdf>. [20]
- OECD (2023), *DAC Data submitters*, <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/dacdatasubmitters.htm> (accessed on 29 August 2023). [10]
- OECD (2022), *Revenue Statistics 2022*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/8a691b03-en>. [23]
- OECD/ATAF/AUC (2023), *Revenue Statistics in Africa: Comparative tables*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/be755711-en>. [4]
- OECD et al. (2023), *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/a7640683-en>. [22]
- OECD-DAC (2023), *International Development Statistics (IDS) online databases*, <http://www.oecd.org/dac/stats/idsonline> (accessed on 29 August, 2023). [9]
- RFI (2014), *Le gros chèque d'Arcelor Mittal au Sénégal*, <http://www.rfi.fr/economie/20140605-le-gros-cheque-arcelor-mittal-senegal>. [17]
- SACU (2017), *Southern African Customs Union Agreement 2002 (As amended on 12 April 2013)*, <http://www.sacu.int/list.php?type=Agreements>. [18]
- SACU (2014), *Implementing a Common Agenda Towards Regional Integration: 2014 Annual Report*, http://www.sacu.int/docs/reports_annual/2014/annual_report.pdf. [19]
- VOANews (2013), *Malawi: Donors Withhold Aid Over Cashgate Scandal*, <https://www.voanews.com/africa/malawi-donors-withhold-aid-over-cashgate-scandal> (accessed on 21 September 2020). [11]
- Werr, P. (2022), *Egypt gets Gulf help again as eyes turn to currency flexibility*, <https://www.reuters.com/world/middle-east/egypt-gets-gulf-help-again-eyes-turn-currency-flexibility-2022-04-04/>. [12]
- World Bank (2023), *World Bank Commodity Price Data (The Pink Sheet)*, <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets> (accessed on 29 August 2023). [16]
- World Bank (2023), *World Bank Country and Lending Groups*, <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519>. [7]
- World Bank (2023), *World Development Indicators*, <https://data.worldbank.org/> (accessed on 31 August 2023). [8]

Chapitre 2

Tendances des recettes non fiscales, 2010-21

Introduction

Les statistiques relatives à la fiscalité ne sauraient suffire pour dresser le panorama complet des finances publiques, en particulier en ce qui concerne de nombreux pays africains, qui perçoivent d'importantes recettes sous la forme de dons ou de redevances pétrolières et minières. Les *Statistiques des recettes publiques en Afrique* présentent des données sur les recettes fiscales et non fiscales, ces dernières étant les recettes des administrations publiques qui ne correspondent pas à la définition des recettes fiscales établie par l'OCDE¹. Bien que le calcul des recettes fiscales et non fiscales présente d'importantes différences d'ordre méthodologique, elles doivent être prises en compte dans la comptabilisation des ressources financières totales d'un pays². Le présent chapitre livre des comparaisons des recettes non fiscales entre les pays couverts par la présente publication³.

Les principales catégories de recettes non fiscales rapportées dans ce document sont les suivantes⁴ :

- dons émanant de pays étrangers ou d'organisations internationales (aide budgétaire, aide alimentaire, transferts de capitaux, transferts courants, subventions de projets, bourses de programme, allègement de la dette internationale, etc.) ;
- loyers et redevances (par exemple, redevances pétrolières ou minières) ;
- autres revenus de la propriété (intérêts, dividendes et autres rémunérations d'investissements publics) ;
- produits de la vente de biens et de services (ce qui inclut certains frais administratifs) ;
- produits des amendes et pénalités (notamment pour infraction à la législation fiscale) ;
- recettes diverses non identifiées (recettes non fiscales qui ne peuvent être classées dans les autres catégories).

Cette édition des *Statistiques des recettes publiques en Afrique* couvre l'année 2021, la deuxième année de la pandémie de COVID-19. Comme dans l'édition précédente, l'interprétation des données relatives aux recettes non fiscales exposées dans ce chapitre nécessite de bien comprendre les facteurs extraordinaires à l'œuvre durant cette période, qui ont entraîné de fortes fluctuations pour de nombreux indicateurs. Ce chapitre se concentre sur les facteurs dont les liens avec les principales sources de recettes non fiscales des pays africains sont les plus évidents, notamment les dons internationaux et l'extraction de ressources naturelles.

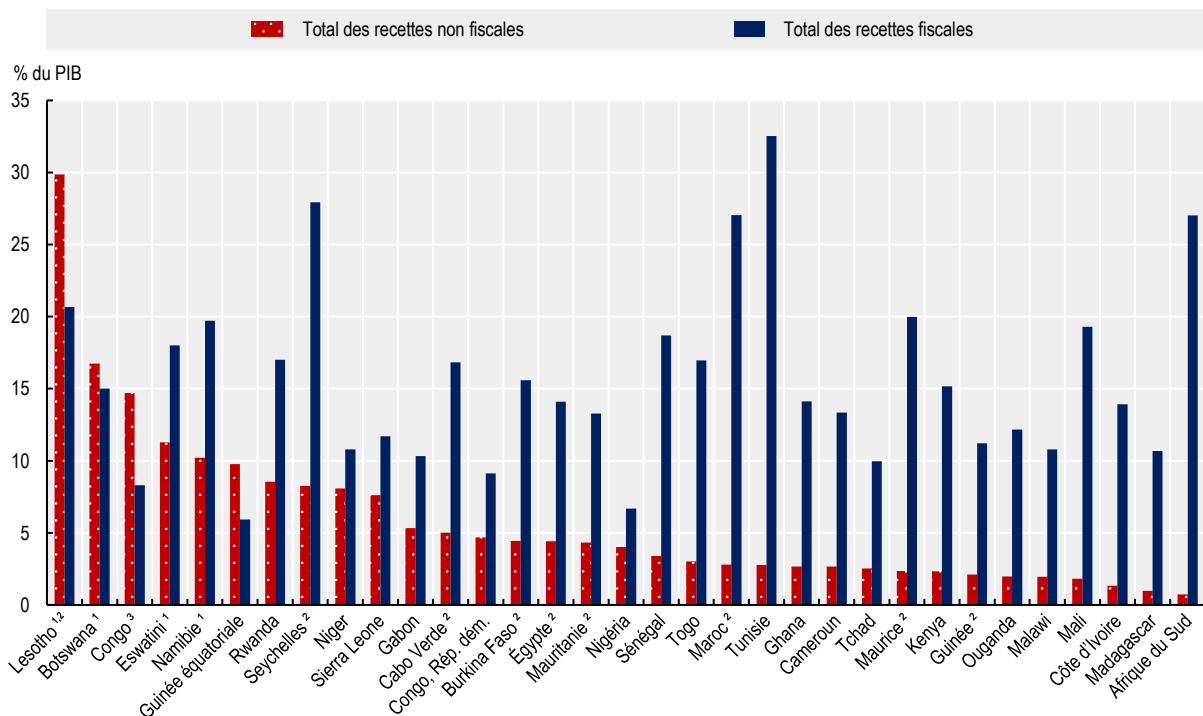
Recettes non fiscales exprimées en pourcentage du PIB

Les recettes non fiscales représentaient en moyenne 5.8 % du PIB en 2021 dans les 33 pays couverts par les *Statistiques des recettes publiques en Afrique*. En moyenne, le montant des recettes non fiscales perçues dans chacun de ces pays a représenté 44 % du montant des recettes fiscales. Il s'échelonnait entre 0.7 % du PIB en Afrique du Sud et 29.9 % du PIB au Lesotho. Le Botswana, la Guinée équatoriale, le Lesotho et la République du Congo sont les seuls pays où les recettes non fiscales étaient supérieures aux recettes fiscales en 2021

(Graphique 2.1). Le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho et la Namibie sont des bénéficiaires nets du fonds commun de recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), ce qui se traduit par un niveau de recettes non fiscales plus élevé et de recettes fiscales plus faible qu'il ne le serait autrement. La Guinée équatoriale et la République du Congo, en revanche, font figure d'exceptions en ce qui concerne le montant des recettes pétrolières que leurs pouvoirs publics ont traditionnellement collectées.

Graphique 2.1. **Recettes fiscales et non fiscales totales par pays, 2021**

Pourcentage du PIB



Notes : Les données relatives aux recettes non fiscales prennent en compte les recettes non fiscales perçues par les administrations infranationales pour l'Eswatini, le Kenya, le Maroc, Maurice et le Nigéria, les seuls pays pour lesquels les données correspondantes sont disponibles. En 2021, les recettes non fiscales perçues par les administrations infranationales pour ces pays représentaient respectivement 2 %, 13 %, 42 %, 6 %, 8 % des recettes non fiscales totales de chaque pays. L'Afrique du Sud, le Cabo Verde et la Mauritanie ont déclaré percevoir des taxes locales et régionales, mais n'ont pas fait état de recettes non fiscales locales ou régionales. Pour certains pays, les valeurs des ratios recettes fiscales/PIB et recettes non fiscales/PIB sont à interpréter avec prudence car elles reposent sur des données incomplètes. Pour de plus amples informations, se reporter aux tableaux par pays des chapitres 5 et 6.

1. Dans le cas du Botswana, de l'Eswatini, du Lesotho et de la Namibie, les recettes non fiscales incluent les fonds qui leur sont transférés en vertu de l'accord de partage des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) après perception des droits de douane et d'accise par l'Afrique du Sud.

2. Dans le cas du Burkina Faso, du Cabo Verde, de l'Égypte, de la Guinée, du Lesotho, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie et des Seychelles, les chiffres du PIB utilisés pour calculer les ratios recettes/PIB diffèrent d'au moins 3 %, pour l'année 2020, de ceux employés dans l'édition précédente des *Statistiques des recettes publiques en Afrique*.

3. Les chiffres relatifs aux dons et aux recettes pétrolières de la République du Congo sont tirés, concernant les années les plus récentes, des rapports du FMI sur les consultations au titre de l'article IV (FMI, 2021^[1]) et (FMI, 2020^[2]), ainsi que, s'agissant des années antérieures, de la base de données sur la ventilation détaillée des recettes des Statistiques de finances publiques (SFP) du FMI (FMI, 2023^[3]). Sur la base de rapports antérieurs, les recettes pétrolières de la République du Congo sont présumées égales aux revenus de la propriété déclarés par le FMI, après soustraction des autres revenus de la propriété déclarés.

Source : Tableau 4.1 du chapitre 4, tableau 6.1 du chapitre 6 et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>. Les chiffres du PIB utilisés pour calculer les ratios recettes/PIB sont tirés de l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* (FMI, 2023^[5]).

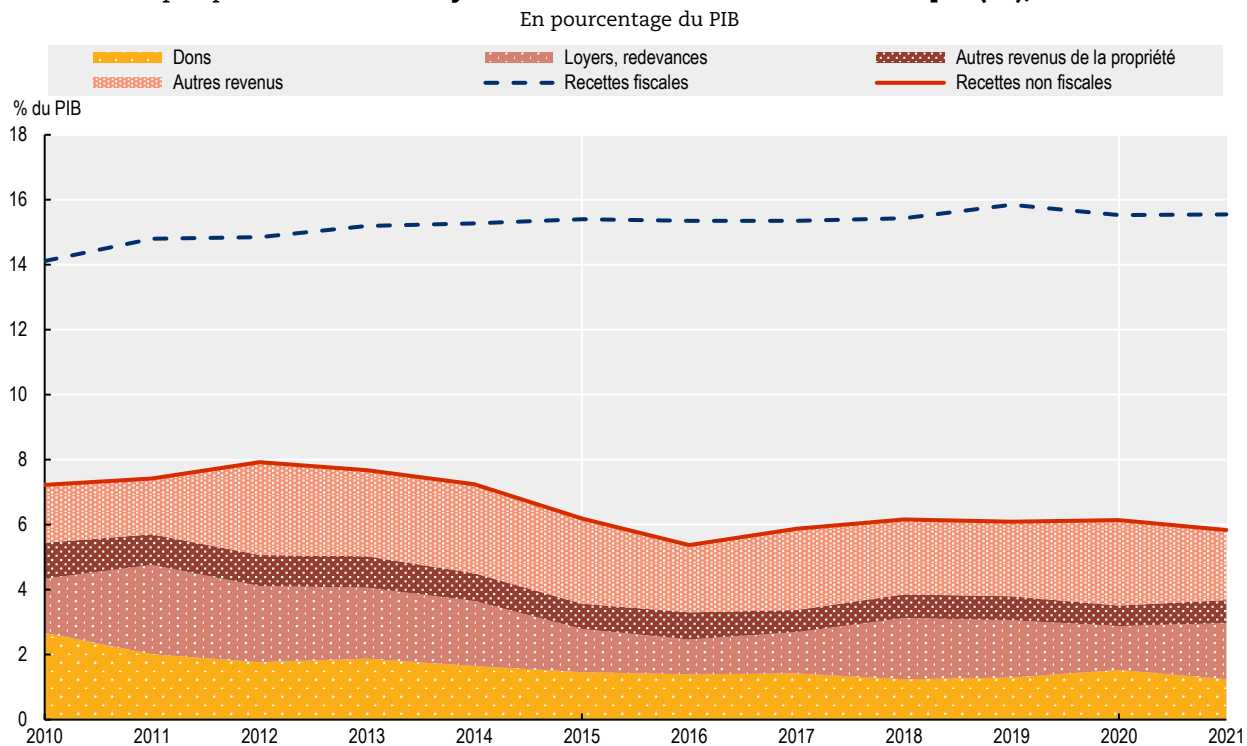
StatLink <https://stat.link/ordux3>

En 2021, les recettes non fiscales ont diminué de 0.3 point de pourcentage par rapport à 2020. Ce recul s'explique principalement par une baisse moyenne de 0.3 point des dons et de 0.5 point des recettes provenant du *Common Revenue Pool* (*Fonds commun de recettes*)

de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) (La SACU est la seule union douanière en Afrique à disposer d'un accord de partage des recettes, voir Encadré 2.2 au Botswana, au Lesotho, à l'Eswatini et à la Namibie). Ces baisses ont été partiellement compensées par une hausse de 0.4 point des loyers et des redevances. Comme les recettes fiscales sont restées constantes entre 2020 et 2021, le total des recettes fiscales et non fiscales a également été inférieur de 0.3 point à celui de 2020.

Le recul des recettes non fiscales entre 2020 et 2021 fait suite à une décennie marquée par une tendance à la baisse. En effet, si le ratio impôts/PIB de la moyenne Afrique (33) a augmenté de 1.4 point entre 2010 et 2021, les recettes non fiscales moyennes ont diminué dans les mêmes proportions (Graphique 2.2), de sorte que le total des recettes publiques (fiscales et non fiscales) n'a progressé que de 0.1 point à la fin de la période. Après avoir culminé à 7.9 % du PIB en 2012, le niveau des recettes non fiscales (5.8 % en pourcentage du PIB en 2021) se situait au deuxième plus bas niveau atteint depuis 2010, dépassant seulement les 5.4 % de 2016, dans le sillage de la baisse des prix du pétrole survenue en 2014-16. La baisse observée entre 2010 et 2021 s'explique en grande partie par un recul des recettes sous forme de dons, qui sont passées de 2.7 % du PIB en 2010 à 1.3 % en 2021. Les loyers et les redevances ont davantage varié au cours de la décennie, atteignant un sommet de 2.8 % du PIB en 2011 et un creux de 1.1 % du PIB en 2016, en raison de la baisse des prix du pétrole. En 2021, les loyers et redevances représentaient 1.7 % du PIB, soit le même niveau qu'en 2010. Les autres recettes non fiscales, principalement imputables aux recettes versées par la SACU, ont également connu une forte variabilité : de 1.3 % du PIB en 2010 à 2.4 % en 2012 ; elles s'élevaient à 1.7 % du PIB en 2021, soit un surcroît cumulé de 0.3 point de PIB depuis 2010.

Graphique 2.2. **Niveau moyen des recettes non fiscales en Afrique (33), 2010-21**



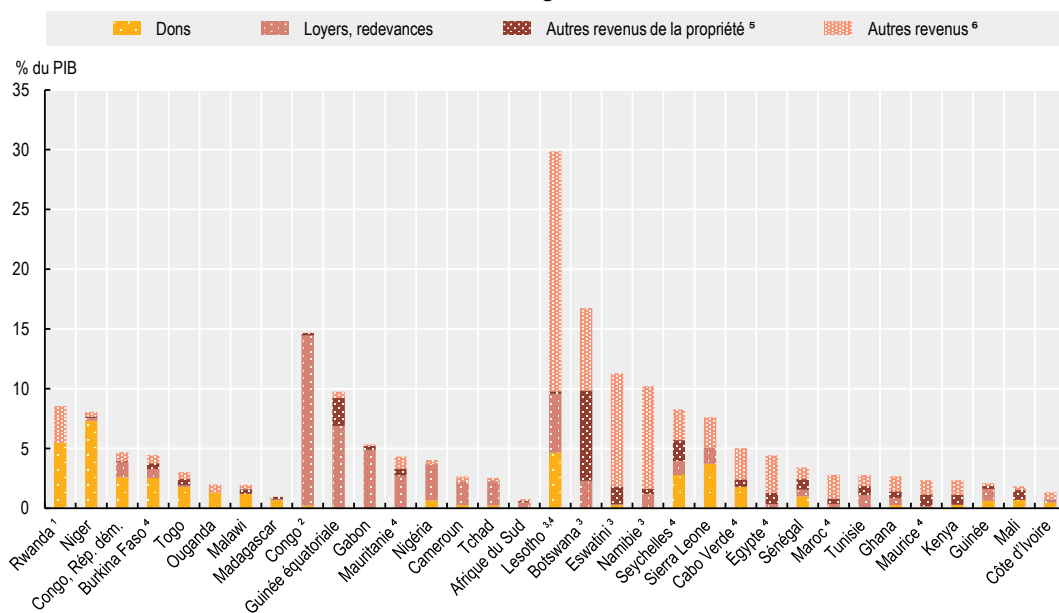
Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink <https://stat.link/c4j70f>

Regroupement des pays selon la principale source de recettes non fiscales

Graphique 2.3. **Structure des recettes non fiscales par pays, 2021**

Pourcentage du PIB



Note : Les données prennent en compte les recettes non fiscales perçues par les administrations infranationales pour l'Eswatini, le Kenya, le Maroc, Maurice et le Nigéria.

1. Dans le cas du Rwanda, les recettes non fiscales autres que les dons ne sont pas ventilées par sous-catégorie et sont donc assimilées aux recettes diverses et non identifiées.

2. Les chiffres relatifs aux dons et aux recettes pétrolières de la République du Congo sont tirés, concernant les années les plus récentes, des rapports du FMI sur les consultations au titre de l'article IV (FMI, 2021^[1]) et (FMI, 2020^[2]), ainsi que, s'agissant des années antérieures, de la base de données sur la ventilation détaillée des recettes des Statistiques de finances publiques (SFP) du FMI (FMI, 2023^[3]). Sur la base de rapports antérieurs, les recettes pétrolières de la République du Congo sont présumées égales aux revenus de la propriété déclarés par le FMI, après soustraction des autres revenus de la propriété déclarés.

3. Dans les cas du Botswana, de l'Eswatini, du Lesotho et de la Namibie, les « autres recettes » incluent les fonds qui leur sont transférés en vertu de l'accord de partage des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) après perception des droits de douane et d'accise par l'Afrique du Sud.

4. Les chiffres du PIB utilisés pour calculer les ratios recettes/PIB qui sont indiqués ici sont tirés de l'édition d'avril 2023 des Perspectives de l'économie mondiale (FMI, 2023^[5]). Dans le cas du Burkina Faso, du Cabo Verde, de l'Égypte, du Lesotho, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie et des Seychelles, les chiffres du PIB diffèrent d'au moins 3 % de ceux employés dans l'édition précédente des *Statistiques des recettes publiques en Afrique*.

5. Intérêts, dividendes, etc.

6. Ventes, amendes, revenus issus de la SACU, etc.

Pour de plus amples informations, se reporter aux tableaux par pays présentés dans les chapitres 5 et 6.

Source : Tableau 6.2 du chapitre 6 et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink <https://stat.link/Okofdz>

Le Graphique 2.3 montre la part de chaque grande sous-catégorie de recettes non fiscales dans le total des recettes non fiscales des pays en 2021. Les données font apparaître quatre groupes distincts :

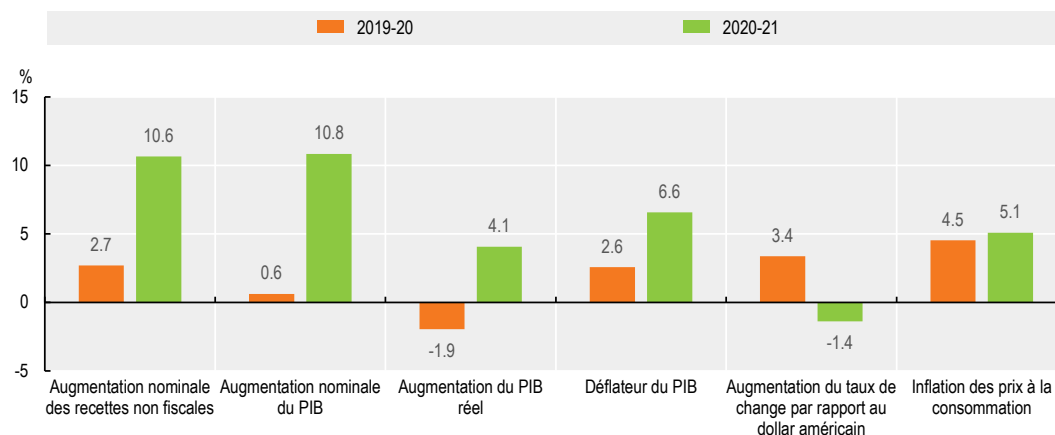
- Huit pays ont perçu la majeure partie de leurs recettes non fiscales sous la forme de dons (par ordre décroissant de la part des recettes non fiscales dans le PIB : Rwanda, Niger, République démocratique du Congo, Burkina Faso, Togo, Ouganda, Malawi et Madagascar). En moyenne, ces pays ont perçu des dons équivalant à 2.9 % du PIB en 2021.
- Huit pays ont tiré l'essentiel de leurs recettes non fiscales des loyers et redevances (par ordre décroissant de la part des recettes non fiscales dans le PIB : République du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Mauritanie, Nigéria, Cameroun, Tchad et Afrique du Sud). Dans tous ces pays, les redevances pétrolières ont représenté l'essentiel des recettes non fiscales. Les loyers et redevances équivalaient, dans ces pays, à 5.1 % du PIB en moyenne.

- Les quatre voisins de l’Afrique du Sud membres la SACU, à savoir le Botswana, l’Eswatini, le Lesotho et la Namibie, ont perçu une grande partie de leurs recettes non fiscales sous la forme de revenus transférés par la SACU (Encadré 2.2). En moyenne, les recettes non fiscales perçues par ces pays en dehors des dons, loyers et redevances équivalaient à 13.7 % du PIB.
- Dans les 13 pays restants, la majeure partie des recettes non fiscales ne provient ni des dons, loyers et redevances ni des recettes de la SACU. Les principales autres sources de recettes non fiscales de ces pays étaient les intérêts et dividendes dans le cas du Kenya et du Mali ; les revenus de la propriété autres que les loyers, redevances, intérêts et dividendes dans le cas de Maurice ; les produits de la vente de biens et de services dans le cas du Cabo Verde, de l’Égypte, du Ghana et du Maroc ; et les recettes diverses et non affectées dans le cas de l’Égypte et du Maroc. Les dons constituaient la principale source de recettes non fiscales de la Côte d’Ivoire, du Sénégal, des Seychelles et de la Sierra Leone, mais représentaient moins de 50 % du total de ces recettes. De même, les loyers et redevances constituaient la principale source de recettes non fiscales de la Guinée et de la Tunisie, mais représentaient moins de la moitié de ces recettes.

Évolution des prix et des volumes entre 2020 et 2021


L’année 2021 est la deuxième année couverte par l’ensemble de données des *Statistiques des recettes publiques en Afrique* à être concernée par les perturbations économiques liées à la pandémie de COVID-19. Comme le montre le Graphique 2.4, l’année 2021 a été marquée par une hausse à deux chiffres des recettes non fiscales moyennes et du PIB moyen. Cette évolution s’explique à la fois par une hausse moyenne du PIB réel de 4.1 % pour les 33 pays dans les *Statistiques des recettes publiques en Afrique* en 2021, les économies africaines ayant rebondi après la récession de l’année précédente, et par une hausse des prix, l’inflation étant passée de 3.2 % en 2020 à 4.7 % à l’échelle mondiale en 2021. Le déflateur du PIB, qui indique la mesure dans laquelle les variations de prix entraînent des augmentations du PIB nominal, est passé de 2.6 % en 2020 à 6.6 % en 2021 en moyenne dans les pays d’Afrique couverts par cette publication.

Graphique 2.4. **Variation en pourcentage des recettes non fiscales, du PIB nominal et des niveaux de prix, 2020 et 2021**



Note : Tous les chiffres correspondent aux variations en pourcentage d’une année sur l’autre de la moyenne non pondérée entre 2020 et 2021, après ajustement des statistiques annuelles pour les aligner sur l’année fiscale au titre de laquelle ont été déclarées les recettes fiscales et non fiscales.

Source : Calculs des auteurs d’après les données de (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]) « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l’OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>, tirées de l’édition d’avril 2023 des *Perspectives de l’économie mondiale* (FMI, 2023^[5]) et de la base de données des Statistiques financières internationales (SFI) du FMI (FMI, 2023^[6]).

StatLink  <https://stat.link/fu730k>

Les évolutions de prix qui déterminent la croissance du PIB nominal sont souvent très différentes de l'inflation des prix à la consommation ou des variations des taux de change (voir Tableau 2.1). Alors que le déflateur du PIB a été multiplié par deux et demi entre 2020 et 2021, la hausse de l'inflation des prix à la consommation a été plus modérée, passant de 4.5 % en 2020 à 5.1 % en 2021. En revanche, la valeur des monnaies africaines a bondi en 2020, puisqu'elles ont augmenté de 3.4 % en moyenne par rapport au dollar des États-Unis. En 2021, cette tendance s'est inversée : elles ont perdu 1.4 % de leur valeur par rapport au dollar des États-Unis. Les changements économiques dans les pays africains ne sont pas de simples statistiques. Ils reflètent les réalités changeantes sur le terrain et ont un impact sur le coût de la vie, la disponibilité des services de base ainsi que sur les opportunités d'emploi pour la population africaine.

Les perturbations disparates des niveaux de prix ont des effets variables sur les différentes sources de recettes, qui peuvent être plus prononcées pour les recettes non fiscales que pour les recettes fiscales. Comme l'assiette des recettes fiscales est généralement circonscrite à l'économie nationale, les variations des recettes fiscales nominales sont généralement corrélées aux variations du PIB nominal en l'absence d'évolutions de la politique ou de l'administration fiscales et lorsque le système d'imposition repose sur une assiette large. Toutefois, dans le cas de recettes non fiscales exprimées en pourcentage du PIB, le numérateur et le dénominateur peuvent être affectés par différents ensembles de prix. Les recettes tirées des ressources naturelles, par exemple, sont affectées à la fois par les prix des matières premières déterminés au niveau international et par les taux de change.

Les dons sont déterminés par des économies étrangères et sont donc sensibles aux taux de change, mais pas à l'inflation nationale. L'écart important entre la hausse du déflateur du PIB et la baisse du taux de change du dollar des États-Unis signifie par exemple que l'augmentation des dons des États-Unis aux pays d'Afrique, en pourcentage du PIB, serait supérieure de 8.5 % si elle était exprimée en termes réels. La sensibilité des dons aux taux de change met en évidence la vulnérabilité des économies africaines à l'aide financière extérieure, soulignant la nécessité de renforcer les mécanismes de génération des recettes domestiques et de réduire la dépendance à l'égard de l'aide étrangère.

Le Tableau 2.1 montre les variations moyennes en volume, entre 2020 et 2021 des recettes non fiscales, du PIB et des exportations, ainsi que la moyenne de trois mesures des prix entre 2020 et 2021 pour les 33 pays d'Afrique couverts par cette publication. Les pays dans lesquels les prix du PIB ont le plus augmenté par rapport à la hausse du PIB réel sont le Gabon, le Ghana et la Guinée, la Guinée équatoriale, la Mauritanie, le Nigéria, et la République démocratique du Congo ; ces pays sont donc ceux dans lesquels les variations de prix ont contribué pour une large part à l'augmentation du PIB nominal. Le Gabon et la Guinée équatoriale sont tous deux de grands exportateurs de pétrole et utilisent le franc CFA d'Afrique de l'Ouest comme monnaie. Malgré une flambée des prix du pétrole en 2021, la monnaie de ces deux pays s'est dépréciée, perdant 3.7 % de sa valeur par rapport au dollar des États-Unis et creusant l'écart entre les variations du PIB nominal et du PIB réel. Le PIB nominal de ces deux pays a augmenté de 17 % et 27.3 %, respectivement, entre 2020 et 2021.

Tableau 2.1. Variations en pourcentage des indices de prix et de volume, 2020-21

Pays	Hausse en pourcentage des recettes non fiscales (en monnaie locale)	Hausse en pourcentage du PIB nominal (en monnaie locale)	Hausse en pourcentage du PIB réel	Hausse en pourcentage du déflateur du PIB	Hausse en pourcentage du taux de change USD/monnaie locale	Hausse en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (inflation)
Pays dont les recettes non fiscales sont essentiellement des dons						
Rwanda	25.0	13.9	10.9	2.7	4.8	0.8
Niger	2.2	4.5	1.4	3.1	-3.7	3.8
Congo (Rép. dém.)	149.2	24.7	6.2	17.4	7.5	9.0
Burkina Faso	-12.8	6.0	6.9	-0.8	-3.7	3.9
Togo	-14.7	7.2	5.3	1.8	-3.7	4.5
Ouganda	44.6	4.6	2.3	2.3	-1.6	2.5
Malawi	3.7	10.3	2.7	7.3	..	9.0
Madagascar	-61.5	12.8	5.7	6.6	1.1	5.8
<i>Moyenne</i>	<i>17.0</i>	<i>10.5</i>	<i>5.2</i>	<i>5.1</i>	<i>0.1</i>	<i>4.9</i>
Pays dont les recettes non fiscales sont principalement des loyers et redevances (principalement pétrolières)						
Congo	41.2	11.4	1.5	9.7	-3.7	2.0
Guinée équatoriale	84.5	17.0	-3.2	20.9	-3.7	-0.1
Gabon	50.4	27.3	1.5	25.4	-3.7	1.1
Mauritanie	11.5	15.3	2.4	12.6	-0.2	3.6
Nigéria	36.0	14.1	3.6	10.1	11.8	17.0
Cameroun	22.5	7.1	3.6	3.3	-3.7	2.3
Tchad	-52.7	5.8	-3.8	7.0	-3.7	-0.8
Afrique du Sud	49.2	11.4	4.9	6.2	-10.2	4.6
<i>Moyenne</i>	<i>30.3</i>	<i>13.7</i>	<i>1.7</i>	<i>11.9</i>	<i>-2.5</i>	<i>3.7</i>
Pays bénéficiaires nets de revenus transférés par la SACU						
Lesotho	-0.7	8.5	2.1	6.2	-10.2	6.0
Botswana	31.7	19.2	10.4	8.0	0.4	8.1
Eswatini	-19.3	6.2	5.9	0.2	-5.4	4.0
Namibie	-25.7	6.1	3.0	3.1	-5.4	4.3
<i>Moyenne</i>	<i>1.3</i>	<i>10.1</i>	<i>3.8</i>	<i>6.1</i>	<i>-5.3</i>	<i>4.3</i>
Autres pays						
Seychelles	20.6	10.8	7.9	2.7	-4.0	9.8
Sierra Leone	-1.9	11.1	4.1	6.7	6.2	11.9
Cabo Verde	-11.0	8.9	7.0	1.8	-3.7	1.9
Égypte	17.6	8.3	3.3	4.8	-0.7	4.5
Sénégal	9.6	8.6	6.1	2.4	-3.7	2.2
Maroc	-2.9	11.4	7.9	3.2	-5.4	1.4
Tunisie	0.7	9.1	4.4	4.5	-0.6	5.7
Ghana	12.2	17.1	5.4	11.2	3.8	10.0
Maurice	-29.0	-2.3	-6.3	3.0	8.3	3.3
Kenya	-33.1	8.9	3.6	5.1	3.7	5.7
Guinée	9.4	16.3	4.3	11.5	..	12.6
Mali	-14.5	7.4	3.1	4.2	-3.7	3.8
Côte d'Ivoire	13.3	9.8	7.0	2.7	-3.7	4.2
<i>Moyenne</i>	<i>-5.5</i>	<i>9.6</i>	<i>3.7</i>	<i>5.7</i>	<i>0.3</i>	<i>5.8</i>
Moyenne Afrique (33)	10.6	10.8	4.1	6.6	-1.4	5.1

Note : Tous les chiffres correspondent aux variations en pourcentage d'une année sur l'autre entre 2020 et 2021, après ajustement des statistiques annuelles pour les aligner sur l'année fiscale au titre de laquelle ont été déclarées les recettes fiscales et non fiscales.

Source : Calculs des auteurs d'après les données de (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>, tirées de l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* (FMI, 2023^[5]) et de la base de données des Statistiques financières internationales (SFI) du FMI (FMI, 2023^[6]).

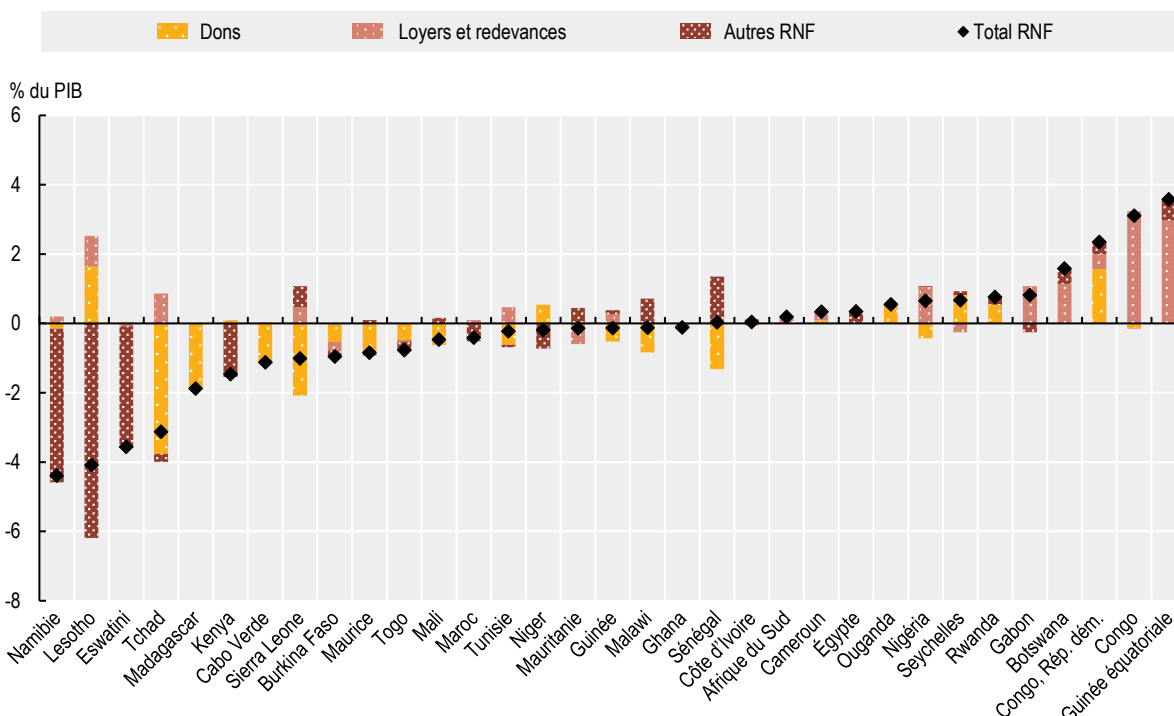
StatLink  <https://stat.link/hn4fq6>

Évolution des recettes non fiscales par catégorie, 2020-21

Cette section analyse l'évolution des recettes non fiscales, entre 2020 et 2021, en ce qui concerne les dons, loyers et redevances ainsi que d'autres catégories. Durant cette période, l'évolution des recettes non fiscales était due pour l'essentiel à la diminution des dons dans le cas de 11 pays, et à l'augmentation des loyers et des redevances dans le cas de sept autres.

Graphique 2.5. **Variations des recettes non fiscales (RNF), 2020-21**

Pourcentage du PIB



Note : Les losanges noirs correspondent à la somme des variations en points de pourcentage des dons, loyers, redevances et autres recettes non fiscales entre 2020 et 2021.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink <https://stat.link/8k56dx>

Les baisses les plus marquées des recettes non fiscales en pourcentage du PIB entre 2020 et 2021 ont eu lieu en Namibie, au Lesotho et en Eswatini, pour l'essentiel en raison de la baisse des recettes reversées par la SACU à ces pays (Graphique 2.5). Les deux pays qui ont enregistré la plus forte hausse de leurs recettes non fiscales en pourcentage du PIB sont la République du Congo et la Guinée équatoriale, les deux plus gros producteurs de pétrole de l'échantillon, qui ont bénéficié d'une hausse de 67 % du cours mondial de leur principal produit d'exportation. Après la première année de la pandémie, au cours de laquelle le total des dons au profit des pays couverts par les *Statistiques des recettes publiques en Afrique* a augmenté de 47 % en dollars des États-Unis, les dons déclarés en 2021 ont été inférieurs de 19 % à leur niveau de 2020 en raison de la baisse du montant de l'aide internationale accordé à de nombreux pays africains.

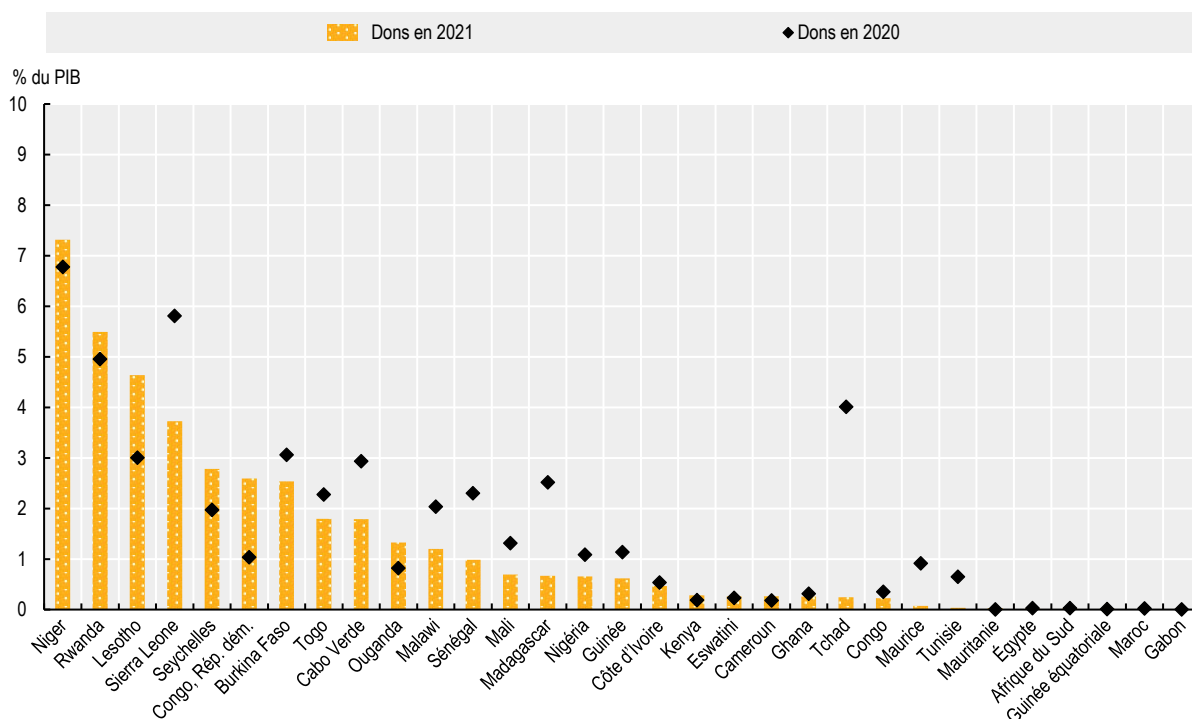
Dons

Les dons constituent une source de recettes plus ou moins importante selon les pays étudiés dans les *Statistiques des recettes publiques en Afrique*. Les dons ont diminué de 0.3 point

du PIB entre 2020 et 2021, sous l'effet d'une diminution des dons de 7.5 % ainsi qu'une augmentation de 10.8% du PIB en valeur nominale pour la moyenne des pays africains à mesure que les pays se remettaient de la récession de 2020. Tandis que le Niger, le Rwanda et le Lesotho figuraient parmi les cinq pays africains ayant bénéficié des dons les plus importants en pourcentage du PIB en 2020 et 2021, le Tchad, Madagascar et la Sierra Leone ont connu une nette baisse de leurs recettes sous forme de dons.

En moyenne, les recettes sous forme de dons des 33 pays d'Afrique couverts par cette publication ont représenté 1.2 % du PIB en 2021. Elles représentant moins de 0.5 % du PIB dans dix-sept pays en 2021, contre seulement 13 pays en 2020 (Graphique 2.6). La plupart d'entre eux sont des pays à revenu intermédiaire, selon la classification de la Banque mondiale fondée sur le revenu national brut (Banque mondiale, 2023^[7]), à l'exception du Tchad, qui est un pays à faible revenu. La plupart des pays ayant reçu des dons représentant plus de 1 % du PIB en 2021 sont des pays à faible revenu, à l'exception du Cabo Verde et du Lesotho, qui sont des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et des Seychelles, qui sont un pays à revenu élevé.

Graphique 2.6. **Dons par pays, 2020 et 2021**
Pourcentage du PIB



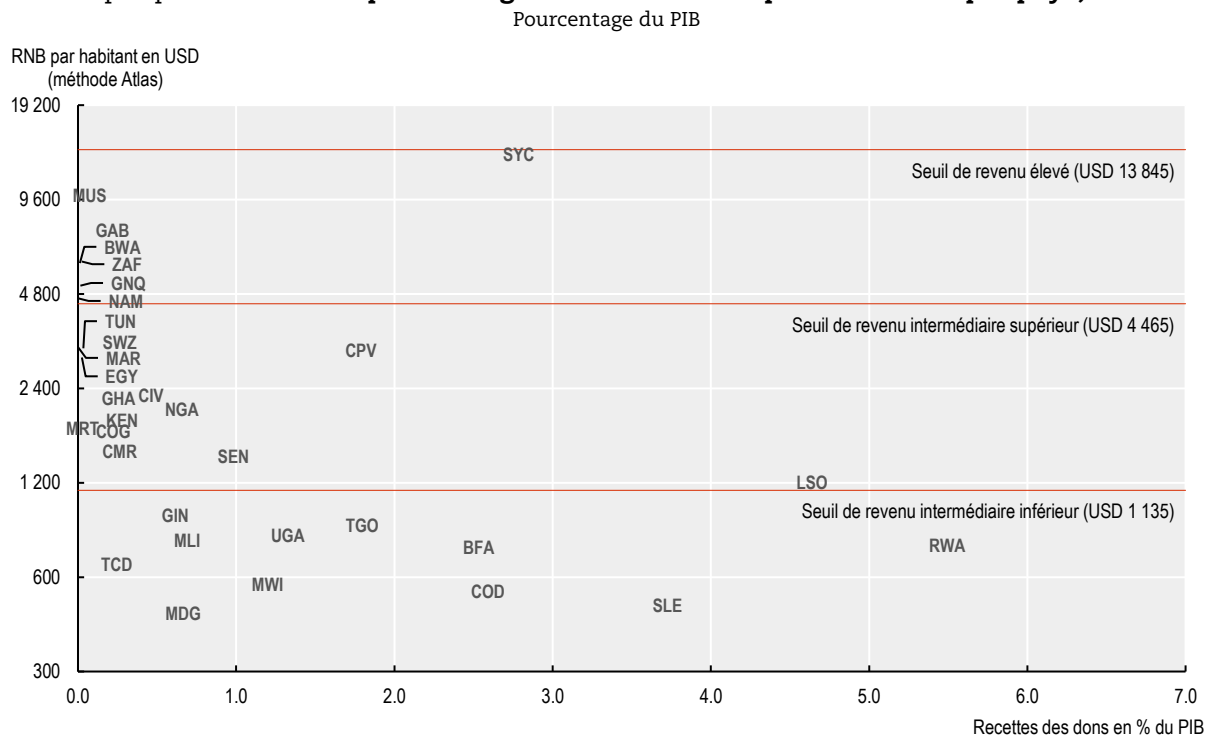
Source : Tableaux 6.2 et 6.3 du chapitre 6 et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE (base de données)*, <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/igqbt0>

Le Graphique 2.7 indique le volume des dons perçus par les pays étudiés dans la présente publication (en pourcentage du PIB) ainsi que le montant de leur revenu national brut (PNB) par habitant. Si la partie supérieure droite est vide, c'est parce que les dons constituent, en proportion, une source de recettes moins importante pour les pays africains à hauts revenus. Cependant, un grand nombre de pays figurent dans la partie inférieure gauche, car il y a des pays qui, malgré un revenu faible, perçoivent proportionnellement peu de recettes sous

forme de dons. Par exemple, le Burkina Faso, le Mali et le Rwanda ont enregistré un PNB par habitant compris entre 660 USD et 790 USD en 2021, alors que les dons qu'ils ont déclaré avoir perçus cette même année ont représenté respectivement 2.5 %, 0.7 % et 5.5 % de leur PIB.

Graphique 2.7. **Dons en pourcentage du PIB et du PNB par habitant et par pays, 2021**



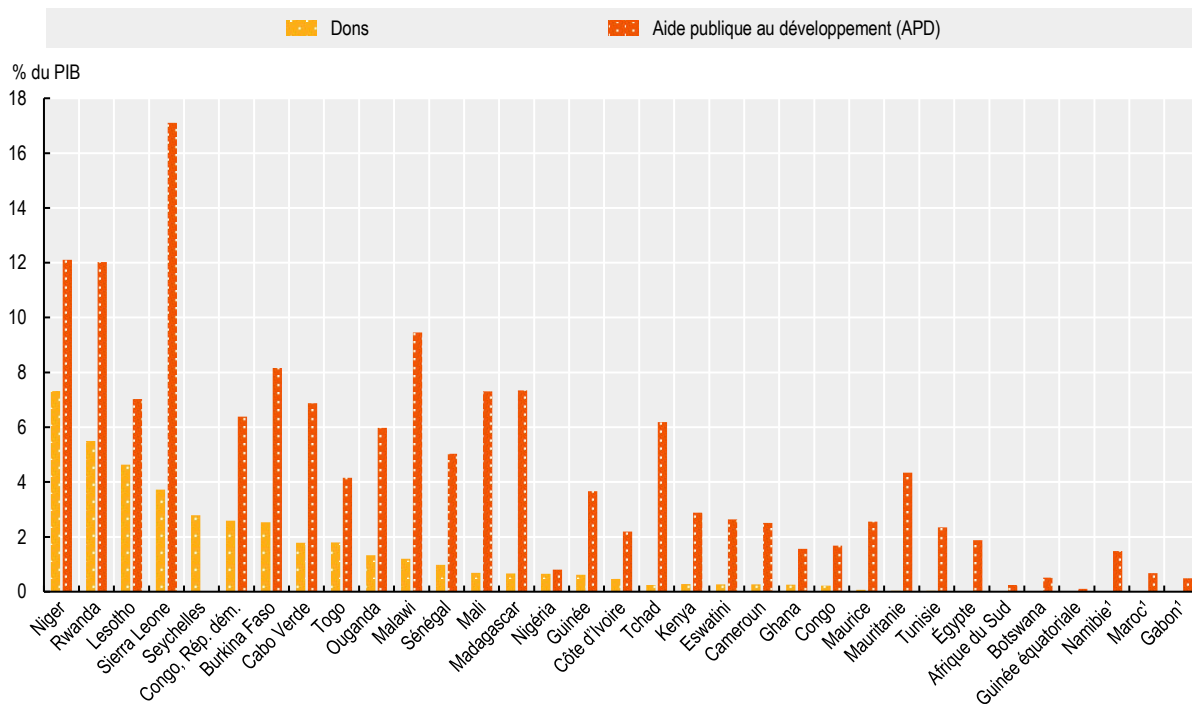
Note : Les chiffres du PNB ont été convertis en USD suivant la méthode Atlas de la Banque mondiale.

Source : Tableau 6.2 du chapitre 6, et *Indicateurs du développement dans le monde* de la Banque mondiale (base de données) (Banque mondiale, 2023^[8]) et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/81k3u9>

Les recettes sous forme de dons déclarées par les autorités nationales ne représentent pas toujours l'intégralité de l'aide étrangère reçue par les pays. Les pays peuvent en effet recevoir des aides dans la forme de prêts concessionnels ou par des transferts qui ne sont pas directement destinées à l'administration centrale (par exemple, soutien aux organisations non-gouvernementales, bourse d'études, aide aux réfugiés dans le pays donneur). Cet écart peut être illustré par l'examen des statistiques sur l'aide extérieure aux pays africains figurant dans les déclarations des pays donateurs. Le Graphique 2.8 montre que les versements dont bénéficient les pays africains au titre de l'aide publique au développement (APD) dépassent largement le montant versé directement aux administrations, en raison de prêts concessionnels ou des dons qui ne sont pas directement perçus par ces dernières. Si, en règle générale, les pays qui perçoivent les apports nets d'APD les plus élevés sont aussi ceux dont les recettes sous forme de dons sont les plus importantes, la corrélation n'est pas linéaire. Le Mali et Madagascar, par exemple, figuraient parmi les principaux bénéficiaires des apports nets d'APD, qui équivalaient à 7.3 % du PIB, tandis que les recettes tirées des dons étaient inférieures à 1 % du PIB.

Graphique 2.8. Dons et apports nets d'aide publique au développement perçus, 2021
Pourcentage du PIB



Note : Les valeurs de l'APD nette incluent les dons versés par les 33 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, 20 économies non membres du CAD ainsi que des organisations multilatérales et des organismes privés. De grands donateurs, comme le Brésil, la République populaire de Chine, l'Inde, l'Indonésie et la Russie ne sont pas encore pris en compte.

1. Le Gabon, le Maroc et la Namibie n'ont pas indiqué de recette sous forme de dons en 2021.

Source : Tableau 6.2 du chapitre 6 et Comité d'aide au développement de l'OCDE, (OCDE-CAD, 2023^[9]) pour les données relatives à l'APD, et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/9vsp6n>

Si les recettes sous forme de dons et l'aide extérieure ont des éléments communs, dans la pratique, la diversité des données, méthodes et concepts employés fait qu'il est difficile d'accorder les statistiques de l'aide tirées des déclarations des pays donateurs avec les recettes issues de dons dont les pays bénéficiaires font état.

- Les recettes sous forme de dons présentent des éléments communs avec l'aide publique au développement (APD) telle que définie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE⁵. Les dons couverts par la présente publication correspondent principalement à des recettes perçues d'autres États et d'organisations internationales, tandis que l'APD mesure essentiellement les efforts déployés par les pays donateurs en faveur du développement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. L'APD recouvre les apports considérés comme des « dons » dans la présente publication (aide budgétaire, aide alimentaire, transferts de capitaux, transferts courants, subventions de projets, bourses de programme, allègement de la dette internationale, etc.), mais elle englobe également les prêts concessionnels, l'assistance technique en nature, les dépenses administratives supportées par les donateurs, le coût des réfugiés dans les pays donateurs, ainsi que d'autres activités ne générant pas d'entrées de recettes (nettes) dans le pays. C'est pour cette raison que le volume de l'APD — souvent plus élevé — accordée par un donneur à un pays donné diffère du montant des dons qui est indiqué dans les *Statistiques des recettes publiques*.

- Les statistiques relatives aux apports d'APD à destination de l'Afrique qui sont recueillies par le CAD englobent les apports publics provenant de l'ensemble des membres du CAD et de certains pays non membres du CAD ainsi que des organisations multilatérales comme la Banque mondiale, le FMI et l'ONU. En sont exclues les statistiques relatives à la coopération pour le développement de grandes économies non membres de l'OCDE, comme le Brésil, la République populaire de Chine, l'Inde, l'Indonésie et la Russie (OCDE, 2023^[10]).

Il n'est pas rare que les pays tributaires des dons se trouvent confrontés à de fortes diminutions annuelles de cette source de recettes. Dix pays couverts par la présente publication ont enregistré entre 2011 et 2021 une diminution annuelle de ces recettes d'au moins 2 points de PIB, voire d'au moins 6 points pour six d'entre eux. Au Malawi, les dons, qui représentaient plus de 7.1 % du PIB en 2013, ont chuté de 65 %, exprimés en USD, en 2014, année marquée par le scandale du Cashgate (VOANews, 2013^[11]).

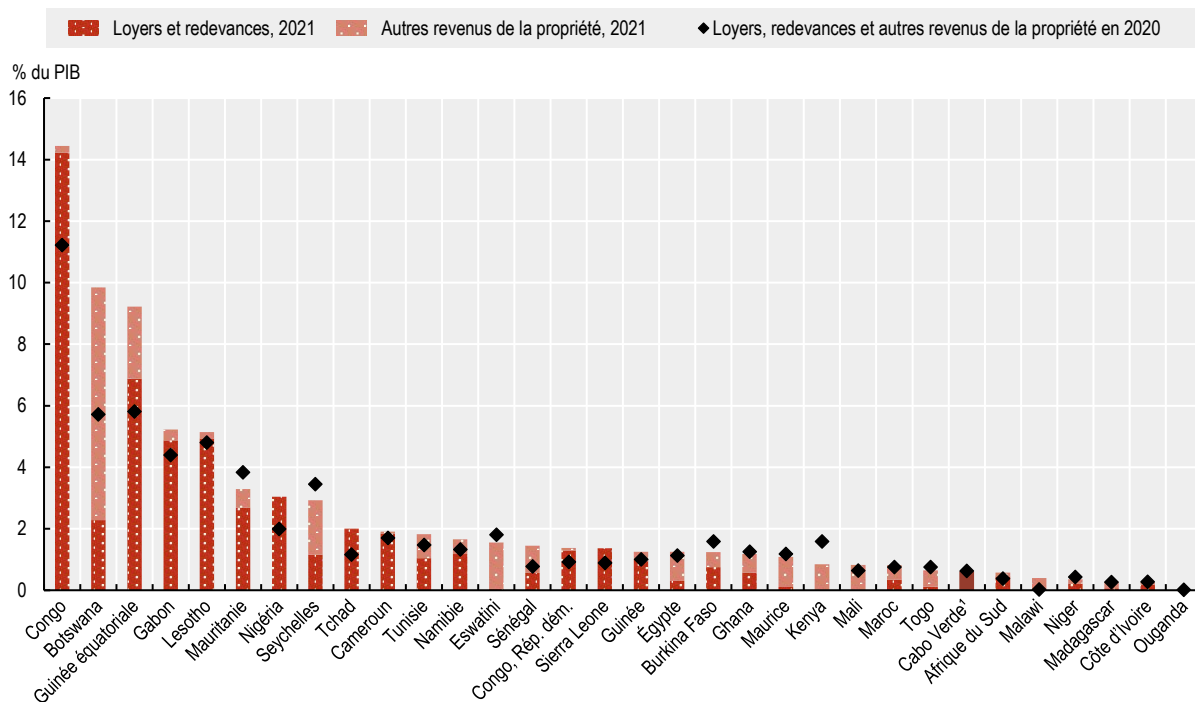
L'un des exemples les plus extrêmes de volatilité des recettes des dons est l'augmentation importante de l'aide financière que l'Égypte a reçue de l'Arabie saoudite et des États du Golfe à partir de 2021 (Werr, 2022^[12]), bien que cela ne soit pas visible actuellement dans les chiffres des dons rapportés dans les *Statistiques des recettes publiques en Afrique* en 2021⁶. L'aide programmable par pays de l'Arabie saoudite à l'Égypte est passée de 145 millions USD en 2020 à plus de 5 milliards USD en 2021 (OCDE-CAD, 2023^[9])⁷ ce qui a permis à l'Égypte de multiplier par cinq l'APD nette reçue entre 2020 et 2021, passant de 2 % de l'APD totale reçue pour l'ensemble des 54 pays en Afrique à 10 %.

Recettes tirées des ressources et autres revenus de la propriété

Les revenus de la propriété, c'est-à-dire les recettes que les pays perçoivent du fait de leur statut de propriétaire, représentaient en moyenne 2.4 % du PIB des pays africains en 2021. Entre 2019 et 2020, les revenus de la propriété avaient chuté de 0.5 point de PIB la première année de la pandémie de COVID-19, avant de rebondir l'année suivante, pour finalement atteindre 0.1 point de PIB de plus en 2021 qu'en 2019. La quasi-totalité de cette variation est imputable aux variations des loyers et des redevances, qui représentaient 71 % de l'ensemble des revenus de la propriété en 2021, les 29 % restants provenant principalement des intérêts et dividendes. À l'exception de 12 d'entre eux, tous les pays d'Afrique tiraient l'essentiel de leurs revenus de la propriété de loyers et de redevances (Graphique 2.9). L'exception la plus notable était le Botswana, qui a perçu 77 % de ses revenus de la propriété sous forme d'intérêts et de dividendes (7.6 % du PIB).

Les loyers et redevances sont des recettes tirées de l'utilisation du domaine de l'État, habituellement dans le cadre d'activités de prospection et d'exploitation de ressources naturelles non renouvelables, ou de l'exploitation de fermes et de forêts détenues par l'État. Les intérêts et dividendes sont la rémunération d'investissements réalisés par l'État dans des sociétés. En règle générale, les redevances pétrolières et minières ne sont pas comptabilisées avec les autres catégories de revenus d'investissement, mais la question peut se révéler complexe (Encadré 2.1). De nombreux pays africains créent des entreprises publiques chargées de gérer les recettes pétrolières ou nouent des accords de partage des recettes avec des entreprises privées qui exploitent ces ressources naturelles. La classification de ces fonds n'est pas toujours claire. Au Botswana, par exemple, l'essentiel des revenus de la propriété provient de dividendes miniers (4.9 % du PIB en 2021), tandis que la Guinée équatoriale perçoit des recettes importantes en sa qualité d'actionnaire d'une société pétrolière (1.7 % du PIB) — mais ni l'un ni l'autre ne sont comptabilisés dans les loyers ou les redevances.

Graphique 2.9. **Loyers, redevances et autres revenus de la propriété, par pays, 2020 et 2021**
Pourcentage du PIB



Note : Le Rwanda n'apparaît pas dans ce graphique faute de données disponibles.

1. Les données relatives aux revenus de la propriété pour le Cabo Verde n'ont pas été ventilées.

Source : Calculs des auteurs à partir des tableaux 6.5 à 6.37 et 4.17 et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/qaej3i>

Recettes tirées des ressources naturelles

Dans les pays d'Afrique, les loyers et redevances s'élevaient en moyenne à 1.7 % du PIB en 2021, après avoir effacé la quasi-totalité de la baisse observée l'année précédente et provoquée par le choc économique du COVID-19. Les loyers et redevances représentaient 1.8 % du PIB en 2019, mais avaient chuté à 1.3 % en 2020.

Certaines matières premières essentielles sont à l'origine de recettes tirées des loyers et des redevances, le plus important étant le pétrole. En 2021, 61.9 % du total des loyers et redevances, exprimés en USD, ont été spécifiquement déclarés comme recettes pétrolières (redevances et recettes perçues au titre d'accords de partage des recettes conclus avec des compagnies pétrolières). Celles-ci représentaient la majorité des loyers et redevances perçues par le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Nigéria, la République du Congo et le Tchad. Parallèlement, les ressources minières constituaient la principale source de loyers et redevances perçus par le Botswana, le Ghana, la Guinée, la Namibie, le Niger, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, et la Sierra Leone. En 2020, la pêche a représenté 65 % de l'ensemble des recettes comptabilisées en loyers et redevances aux Seychelles, et 63 % en Mauritanie. En 2021, les rentes de la pêche ont rapporté 151 millions USD en Mauritanie, soit 1.5 % du PIB.

Les recettes tirées des ressources naturelles ont des répercussions sur tous les aspects des recettes publiques (Encadré 2.1). Toutefois, elles sont souvent difficiles à déterminer. Par exemple, les compagnies pétrolières s'acquittent de l'IS sur les bénéfices qu'elles réalisent, mais cela peut ne pas ressortir des données, puisque les versements effectués par les

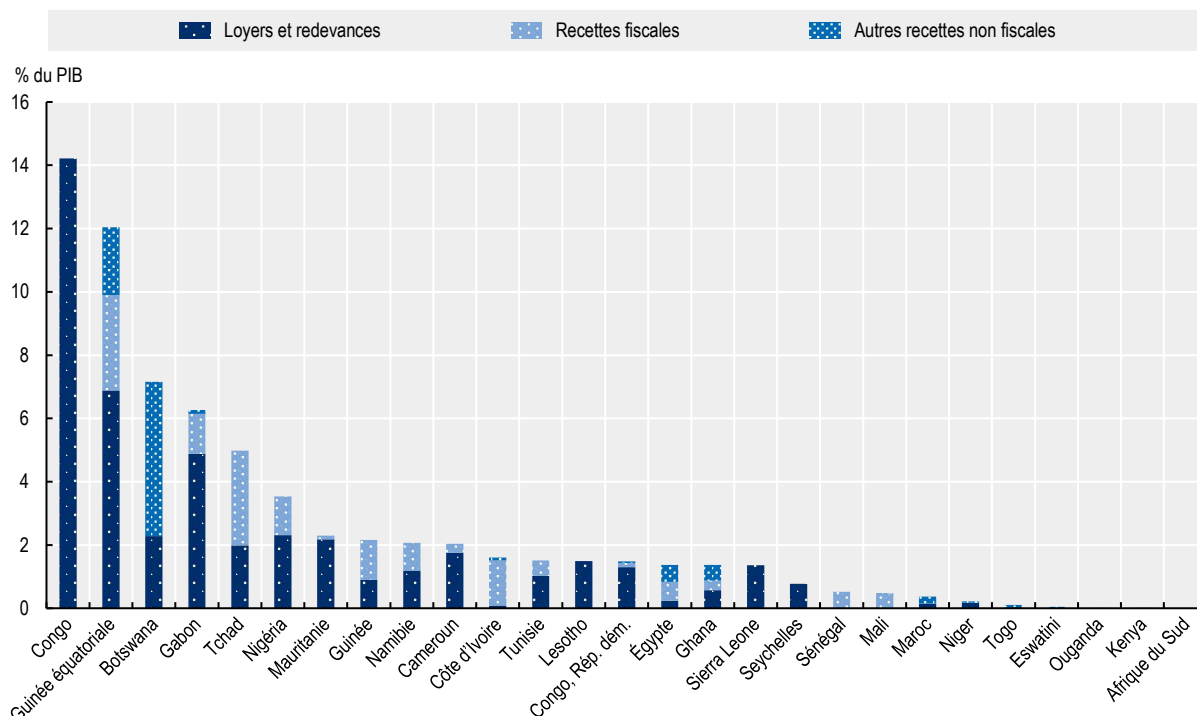
compagnies pétrolières au titre de l'IS peuvent ne pas être comptabilisés séparément des autres recettes publiques. Toutefois, certains pays distinguent les recettes provenant des compagnies pétrolières des autres recettes. Le Gabon, le Ghana, la Guinée, la Namibie et le Tchad, par exemple, distinguent l'impôt sur les sociétés appliqué aux sociétés minières des autres impôts sur les sociétés. Ainsi, les impôts sur les sociétés appliqués par la Namibie aux sociétés minières étaient supérieurs aux redevances tirées de ces ressources tant en ce qui concerne l'extraction de diamants que d'autres minerais.

Encadré 2.1. Ressources naturelles et finances publiques

Il existe différentes façons⁸ pour les États de dégager des recettes ou des économies à partir des ressources naturelles : le moyen le plus direct réside dans les loyers et redevances. L'État exige des entreprises et particuliers qu'ils s'acquittent de redevances en échange du droit d'accéder aux terres appartenant au domaine public. Il agit en sa qualité de propriétaire des terrains concernés et les montants à verser sont généralement fixés par voie de négociations. Ces redevances sont comptabilisées comme revenus de la propriété. Le paiement des services fournis par les administrations publiques constitue une autre source de recettes non fiscales, lesquelles sont versées par des entreprises du secteur primaire. Il peut s'agir des contrôles environnementaux, de la construction d'ouvrages ou, dans le cas de Maurice, de la fourniture de données météorologiques et de cartes. Les recettes correspondantes sont comptabilisées comme produits de la vente de biens et de services.


- Le fait, pour l'État, de détenir une partie ou la totalité du capital d'une société exploitant en son nom des ressources naturelles peut lui procurer des recettes sous forme de bénéfices et de dividendes. Ces recettes sont comptabilisées comme revenus de la propriété. Par exemple, les recettes que tire l'État du Botswana des dividendes que lui rapporte sa participation de 50 % au capital de la société Debswana, qui exploite les principales mines de diamant du pays, sont comptabilisées au titre des revenus de la propriété (MiningTechnology, 2020_[13]).
- Il est possible de taxer l'exploitation des ressources naturelles, notamment sous la forme de droits d'accise sur les matières premières extraites de terres appartenant au domaine public ou de taxes minières qui ciblent, non pas la personne physique ou morale qui exploite les ressources naturelles, mais l'activité d'exploitation proprement dite. Les revenus correspondants sont alors comptabilisés dans les recettes fiscales. Le Niger et le Sénégal appliquent de telles taxes sur les activités d'extraction, qui relèvent de la catégorie « autres impôts sur des biens et services » des *Statistiques sur les recettes publiques*.
- Les sociétés et les particuliers qui exploitent des ressources naturelles acquittent le plus souvent les mêmes impôts et taxes (impôts sur le revenu et bénéfices et taxe sur la valeur ajoutée, par exemple) que les autres entités économiques. Les recettes tirées de ces impôts et taxes de portée générale figurent bien dans les comptes publics, mais pas nécessairement dans la catégorie spécifique des recettes issues de ressources naturelles.
- Par ailleurs, il arrive que des sociétés et des particuliers consacrent une partie de leur richesse issue de l'extraction de ressources naturelles à la construction d'infrastructures ou à la fourniture de services. Dès lors que ces infrastructures ou services répondent à une demande d'investissements ou de services publics, il peut en résulter une économie sur les dépenses publiques, qui toutefois ne sera pas comptabilisée comme une recette pour l'État. Dans certains cas, l'État impose, comme condition à l'accès aux ressources naturelles dont il est propriétaire, que les entreprises et particuliers concernés fournissent certains services, par exemple en prenant à leur charge une partie au moins du coût de la construction et de l'entretien des routes desservant les mines. Des entreprises minières ont ainsi été mises à contribution dans le financement d'un réseau ferroviaire qui reliera sur 3 000 km le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger, le Nigéria et le Togo (CNN, 2015_[14]).

Graphique 2.10. **Recettes fiscales et non fiscales liées aux ressources naturelles par pays, 2021**
Pourcentage du PIB



Note : Ces recettes comprennent uniquement les recettes fiscales et non fiscales qui sont clairement identifiées comme provenant de l'exploitation minière, de la pêche, de la sylviculture ou de l'extraction de pétrole et de gaz dans les ensembles de données des *Statistiques des recettes publiques en Afrique*. Elles ne couvrent pas toutes les recettes fiscales et non fiscales provenant de l'extraction de ressources. Le Burkina Faso, le Cabo Verde, Madagascar, le Malawi, Maurice et le Rwanda n'ont pas déclaré de recettes provenant d'entreprises engagées dans l'extraction de ressources.

Source : Calculs des auteurs d'après les tableaux 5.1 à 5.33, 6.5 à 6.38, et 4.17 et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs, *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/ekjuOf>

Le Graphique 2.10 présente les recettes fiscales et non fiscales qui ont été explicitement identifiées comme étant liées aux industries extractives dans les ensembles de données des *Statistiques des recettes publiques en Afrique*. Il s'agit donc de recettes, comme les impôts sur les sociétés appliqués aux entreprises pétrolières ou une taxe spécifique frappant les activités minières, pour lesquelles les entreprises impliquées dans l'extraction de ressources représentent l'intégralité de la base d'imposition, notamment l'extraction minière, pétrolière et gazière, ainsi que les recettes tirées de la sylviculture et de la pêche. Le montant des recettes qu'un pays tire de l'industrie extractive est clairement sous-estimé et ne doit pas être considéré comme une estimation de l'impact total des ressources naturelles sur les finances publiques, ni comme une estimation de la pression fiscale exercée sur les secteurs primaires. Six pays — Burkina Faso, Cabo Verde, Madagascar, Maurice, Malawi et Rwanda — n'ont pas déclaré de recettes liées aux industries extractives, tandis que celles-ci étaient négligeables dans le cas de l'Afrique du Sud, de l'Eswatini, du Kenya, de l'Ouganda, et du Togo.

Bien que, dans le Graphique 2.10, les loyers et redevances constituent la principale forme de recettes liées aux ressources naturelles, certains pays, comme la Côte d'Ivoire, l'Égypte et le Tchad, préfèrent imposer les sociétés extractives, tandis que l'essentiel des recettes que le Botswana tire du secteur minier provient des dividendes que rapporte au pays sa participation dans des sociétés d'extraction de diamants.

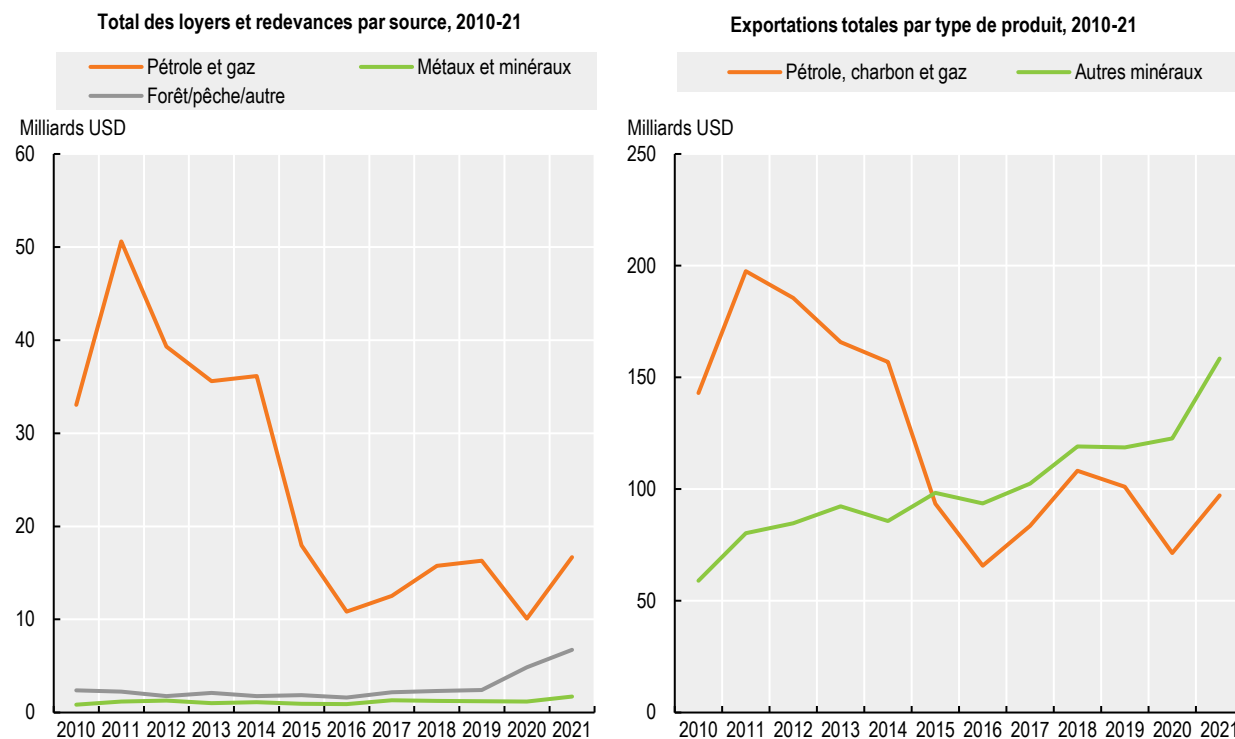
Impact des prix des matières premières

Dans le contexte africain, le marché mondial des matières premières exerce une influence considérable sur la stabilité économique et la croissance du continent. La prospérité de nombreux pays africains est étroitement liée aux fluctuations de ce marché, ce qui constitue un scénario économique précaire. Quelle que soit la manière dont les autorités africaines choisissent de percevoir les recettes liées aux industries extractives, celles-ci constituent une source de financement qui se caractérise souvent par une forte volatilité. Six pays (Gabon, Guinée équatoriale, Mauritanie, Nigéria, République du Congo et Tchad) ont perçu des loyers et redevances équivalant à plus de 5 % du PIB au moins une année au cours de la décennie écoulée et tous ont enregistré au moins une baisse annuelle du ratio de ces recettes, exprimée en pourcentage du PIB, de plus de 32 %. La République du Congo, le Gabon et le Tchad ont accusé au moins une fois une diminution annuelle de plus de 64 %.

La valeur totale des exportations de pétrole, de charbon et de gaz des pays couverts par les *Statistiques des recettes publiques en Afrique* a été principalement déterminée par l'évolution du prix des matières premières plutôt que par celle du volume des exportations. Le montant total des rentes et redevances perçues par les États africains — que l'on compte ou non celles du Nigéria, qui représentent entre 40 % et 80 % de ce total depuis 2010 — évolue au même rythme que les cours internationaux du pétrole brut. Ce lien souligne la vulnérabilité des économies africaines face aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole et du gaz, et met en évidence la nécessité absolue de diversifier l'économie pour atténuer les risques liés à une forte dépendance à l'égard des recettes pétrolières.

La chute brutale des prix du pétrole en 2015 a entraîné une baisse de la valeur des exportations de pétrole en provenance d'Afrique qui s'est traduite directement par une baisse des recettes (Graphique 2.11). Parallèlement, les exportations de minerais, de métaux bruts, de diamants et d'autres minéraux ont augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie et ont dépassé la valeur des exportations de charbon, de pétrole et de gaz. Cependant, les pays africains n'ont pas tiré autant de loyers et de redevances de ces autres minéraux que du secteur pétrolier et gazier.

Alors que les pays africains augmentent progressivement leurs exportations de minerais, la génération de rentes et de redevances significatives dans ce domaine reste un défi. Cette situation souligne l'impératif pour les pays africains de renforcer leurs stratégies pour exploiter le potentiel de mobiliser et diversifier les recettes provenant des ressources minières, en assurant une croissance économique durable et résiliente.

Graphique 2.11. **Loyers et redevances et exportations de matières premières dans les pays couverts par les Statistiques des recettes publiques en Afrique, 2010-21**

Source : Calculs des auteurs d'après les données de la BACI, la base de données de commerce international au niveau des matières premières du (CEPII, 2023^[15]) en ce qui concerne les chiffres sur les exportations de pétrole et de carbone ; l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* (FMI, 2023^[5]) et (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/dr3xi2>

La pandémie de COVID-19 a provoqué des chocs, à la fois sur l'offre et sur la demande, qui ont eu des répercussions sur les prix des matières premières. De nombreux minerais et matières premières ont vu leurs prix chuter entre 2019 et 2020, puis augmenter entre 2020 et 2021. Le Graphique 2.12 présente les différences de prix, exprimées en pourcentage, entre les principales matières premières, d'une part en 2020 et 2021 et d'autre part en 2019, soit la dernière année avant la pandémie de COVID-19. Un certain nombre de produits représentaient une part importante des exportations de certains pays étudiés dans le présent rapport :

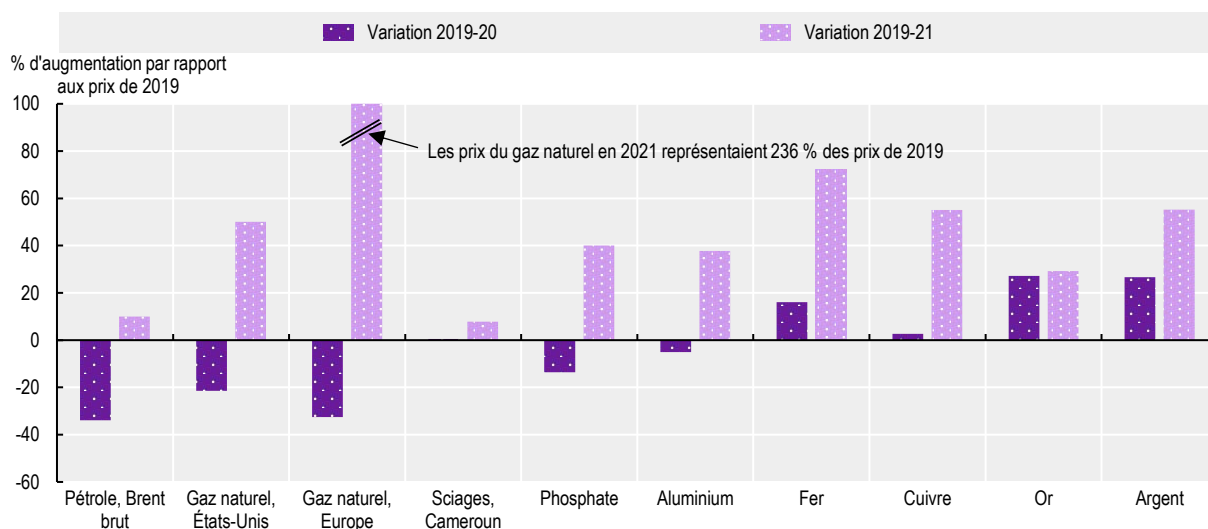
- aluminium (plus de 25 % des exportations de la Guinée) ;
- cobalt (plus de 25 % des exportations de la République démocratique du Congo) ;
- cuivre (plus de 25 % des exportations de la République du Congo et de la République démocratique du Congo) ;
- diamants (plus de 25 % des exportations du Botswana et du Lesotho)
- or (plus de 25 % des exportations du Burkina Faso, du Ghana, de la Guinée, du Mali, du Niger, du Tchad et de l'Ouganda) ;
- fer (plus de 25 % des exportations de la Mauritanie) ;
- gaz naturel (plus de 25 % des exportations de la Guinée équatoriale) ;
- pétrole (plus de 25 % des exportations du Cameroun, de la République du Congo, du Gabon, du Ghana, de la Guinée équatoriale, du Nigéria, du Tchad et du Togo) ;

- pêche (plus de 25 % des exportations du Cabo Verde).


Le bois scié a été ajouté au graphique, car des rentes tirées des ressources sont collectées sur le bois au Cameroun, et les phosphates y ont été inclus en raison de l'importance de l'industrie des engrais au Maroc. À l'exception de l'or, dont le prix a augmenté de 27 % entre 2019 et 2020 et qui s'est maintenu au même niveau en 2021, et du bois scié, dont les prix n'ont augmenté que de 7 % en 2021 par rapport à 2020, tous les autres produits de base présentés ici ont vu leur prix augmenter entre un tiers et deux tiers en 2021 par rapport à 2020. En raison de la forte chute des prix du pétrole et du gaz naturel, en 2020, due au ralentissement économique provoqué par la pandémie, les prix du pétrole, bien que supérieurs de 67 % à leur niveau de 2020, ne dépassaient que de 12,5 % leur niveau de 2019. Si les prix du pétrole sont restés comparables dans différentes régions du monde, ceux du gaz naturel peuvent varier considérablement d'une région à l'autre. En 2021, les prix du gaz naturel étaient plus de quatre fois plus élevés en Europe qu'aux États-Unis.

Graphique 2.12. **Variations des prix des principales matières premières, 2019-21**

Variation en pourcentage



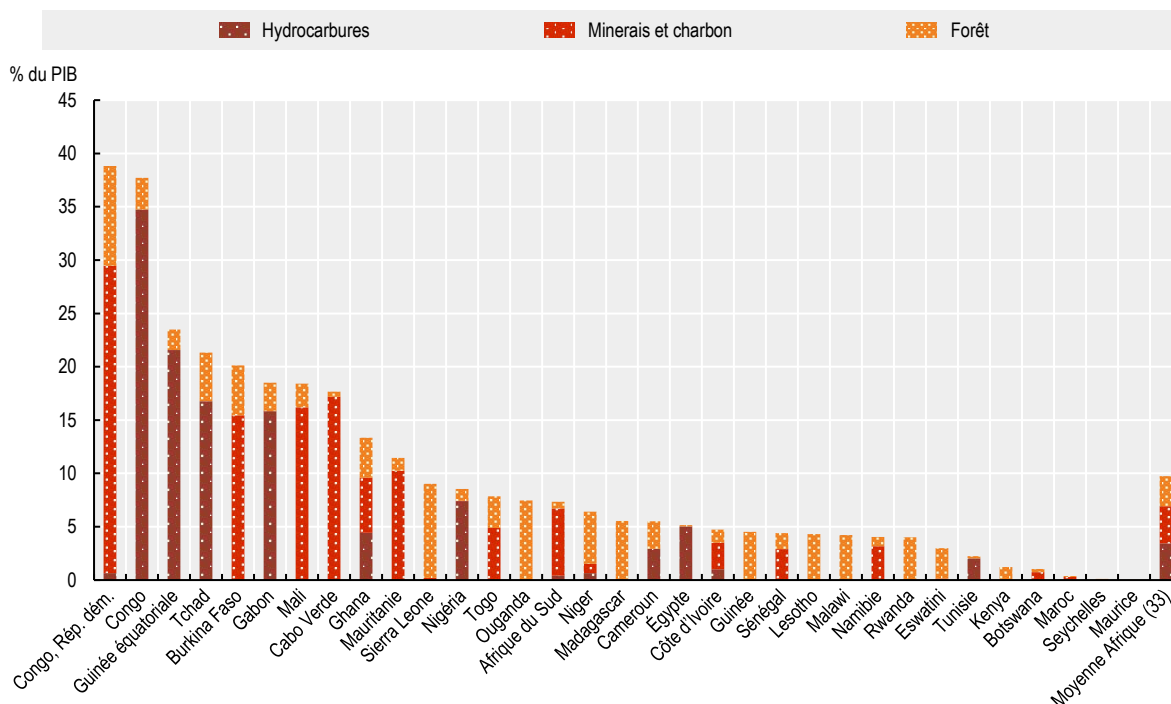
Source : Banque Mondiale, données sur les prix des matières premières (« The Pink Sheet ») (Banque mondiale, 2023^[16]).

StatLink  <https://stat.link/tj84yo>

On observe des différences marquées entre les pays africains, que l'on considère l'ampleur ou la composition de leurs richesses naturelles. La contribution de ces richesses naturelles au PIB varie également d'un pays à l'autre. Par exemple, selon les estimations de la Banque mondiale, la contribution des ressources naturelles à la production économique (Banque mondiale, 2023^[8]) a augmenté de 3,5 points de PIB entre 2020 et 2021 pour atteindre 9,8 % du PIB (Graphique 2.13). En 2020, trois pays affichaient des rentes tirées des ressources naturelles supérieures à 15 % du PIB, contre huit en 2021 : le Burkina Faso, le Cabo Verde, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Mali et le Tchad⁹.

Graphique 2.13. **Extraction de ressources naturelles, estimations, 2021**

Pourcentage du PIB



Source : (Banque mondiale, 2023^[8]), *Indicateurs du développement dans le monde* (base de données) pour les estimations de la valeur totale de la production de ressources naturelles de chaque pays.

StatLink  <https://stat.link/narj3z>

Les effets des ressources naturelles dont dispose chaque pays sur les finances publiques varient aussi considérablement. Des pays comme la Guinée équatoriale, la Mauritanie la République du Congo et le Tchad tirent des recettes publiques importantes de leurs ressources naturelles tandis que d'autres, comme l'Afrique du Sud, dont l'exploitation des ressources naturelles représente pourtant plus de 5.4 % du PIB, ont déclaré des loyers et redevances équivalant à moins de 0.3 % du PIB.

Dans cinq pays (République démocratique du Congo, Madagascar, Sierra Leone, Ouganda et Lesotho), la richesse produite à partir des forêts équivaut à plus de 5 % du PIB, mais ne contribue pas aux recettes publiques de manière significative. Bien que certains pays, comme le Cameroun et le Niger, aient perçu des redevances au titre de l'exploitation de leurs forêts, les recettes forestières ont tout de même représenté une petite part de leurs recettes non fiscales.

Autres recettes non fiscales

Certains pays tirent d'importantes recettes non fiscales du fonctionnement habituel des administrations publiques. Ces recettes peuvent être regroupées en trois catégories : produits de la vente de biens et de services, produits des amendes et pénalités, et recettes diverses et non identifiées. En général, les difficultés posées par le recueil des recettes non fiscales sont fréquemment accentuées avec ce type de recettes, dans la mesure où elles ne sont généralement pas perçues par les administrations fiscales et ne sont, bien souvent, pas définies par la législation. Elles peuvent même ne pas figurer dans les comptes publics. Cela peut donc conduire à une sous-estimation des recettes pour les institutions et les

gouvernements sont plus dépendants des recettes non fiscales, comme, par exemple, les collectivités municipales ou locales.

Pour tous ces types de recettes, on peut se demander s'il s'agit de prélèvements obligatoires effectués sans contrepartie et, par conséquent, dans quelle mesure il ne serait pas plus approprié de les classer dans les recettes fiscales. La question de savoir quels frais administratifs doivent être ou non considérés comme des impôts est examinée dans les annexes A et B. Les amendes et pénalités sur les infractions fiscales sont parfois déclarées comme faisant partie des recettes fiscales, ce qui pourrait conduire à une sous-estimation des recettes totales des amendes et pénalités. Enfin, les recettes diverses et non identifiées sont par définition des recettes pour lesquelles on dispose de peu d'informations permettant de déterminer s'il s'agit ou non de recettes fiscales ou non fiscales.

Produits de la vente de biens et de services et frais administratifs

Les administrations peuvent produire des biens et des services relevant aussi bien du secteur marchand que non marchand. Dans le secteur marchand, les administrations publiques fournissent parfois des biens et services pouvant être aussi fournis auprès d'entreprises privées (tels l'alimentation ou le transport). Parallèlement, elles assurent, lorsqu'elles gèrent des programmes ou garantissent le respect de la loi, différents services qui sont du seul ressort de l'État. Les frais facturés pour ces services non marchands sont le plus souvent considérés comme des frais administratifs.

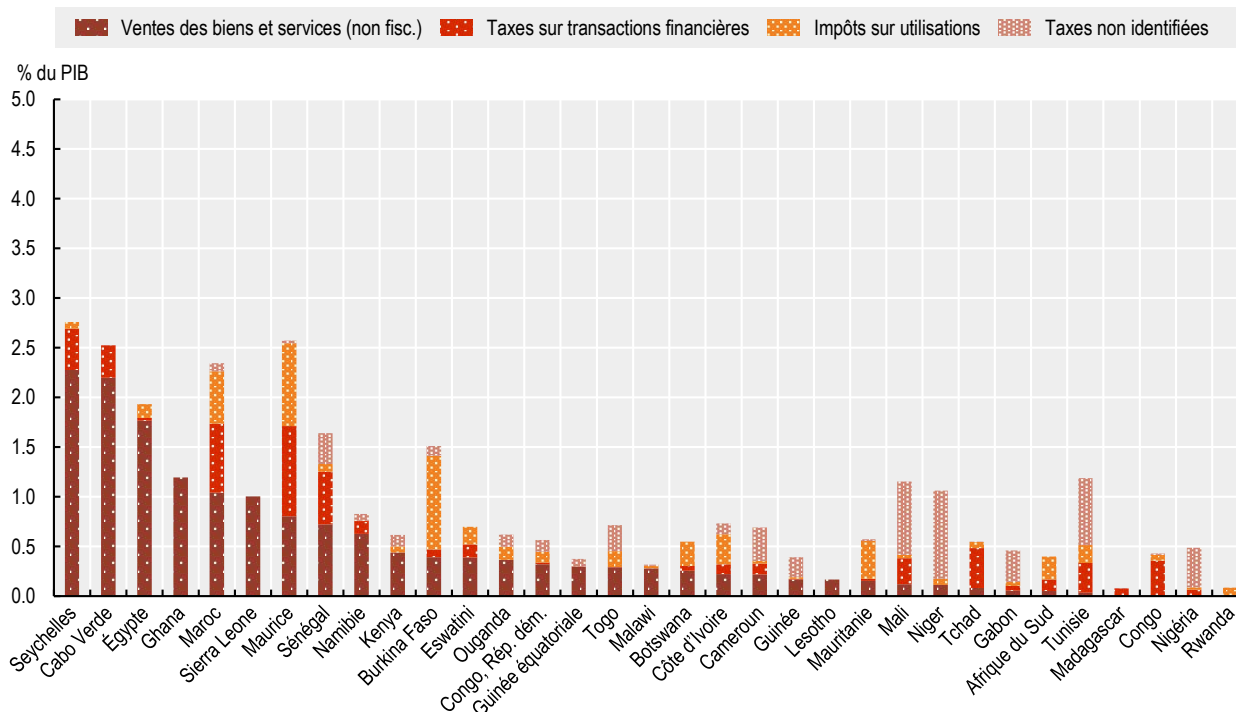
Les frais administratifs sont souvent difficiles à classer, car ils se situent dans une zone grise, à mi-chemin entre les rémunérations de services (qui sont des recettes non fiscales) et les prélèvements obligatoires effectués sans contrepartie au profit d'administrations publiques (qui sont des recettes fiscales)¹⁰. Les frais de justice, ainsi que les frais de dossiers pour les permis de conduire, passeports, enregistrements de brevets et certificats de mariage sont très souvent classés dans les recettes non fiscales. Lorsque des paiements sont considérés comme des recettes fiscales, ils sont en principe rattachés à l'une des catégories suivantes :

- 4400 – Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (par exemple, taxes sur les transactions foncières)
- 5200 – Impôts sur l'utilisation des biens et l'autorisation d'exercer des activités (par exemple, permis de chasse, enregistrement des véhicules)
- 6000 – Autres impôts (par exemple, vente de timbres fiscaux, dans les cas où ces timbres sont utilisés pour le paiement des taxes et frais administratifs).

Dans six des pays étudiés, les recettes non fiscales tirées de la vente de biens et de services et de la perception de frais administratifs représentaient au moins 1 % du PIB en 2021 (Graphique 2.14) : Seychelles (2.3 % du PIB), Cabo Verde (2.2 % du PIB), Égypte (1.8 % du PIB), Ghana (1.2 % du PIB), Maroc (1.0 % du PIB) et Sierra Leone (1.0 %).

Graphique 2.14. **Produits de la vente de biens et de services, frais administratifs et autres recettes liées à l'administration, 2021**

Pourcentage du PIB



Note : Les montants indiqués ici incluent les recettes fiscales perçues par les administrations infranationales dans les cas de l'Afrique du Sud, du Maroc, de Maurice et du Nigéria, et les recettes non fiscales perçues par les administrations infranationales dans les cas d'Eswatini, du Kenya, du Maroc, et de Maurice, seuls pays pour lesquels les données correspondantes sont disponibles pour 2021.

Source : Calculs des auteurs basés sur des données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink <https://stat.link/3molzf>

L'importance de ces recettes a été variable selon les pays. Au Cabo Verde, les frais administratifs représentaient 97 % des recettes enregistrées sous « Vente de biens et de services ». Au Ghana, l'essentiel des recettes tirées de la vente de biens et de services ont été perçues soit au niveau des communes, départements et agences administratives, soit au niveau des districts, assemblées municipales et métropolitaines. Au Maroc, 45 % des recettes issues de la vente de biens et de services par des administrations publiques sont collectées au niveau local.

Recettes diverses ou non identifiées

Certaines recettes non fiscales représentent des montants significatifs, mais ne relèvent d'aucune des catégories citées ci-dessus, notamment :

- des transferts en capital ne rentrant pas dans les principales catégories de recettes non fiscales
- des dons versés par des particuliers ou sociétés à des organismes publics (à l'exception des dons émanant d'organisations internationales comme le FMI, qui relèvent de la catégorie des dons)
- des sommes versées par des entités privées aux administrations publiques à l'issue d'importantes procédures judiciaires ou au titre d'indemnités d'assurance (comme les 100 millions EUR d'indemnités qu'Arcelor Mittal a dû payer à l'État sénégalais en

application de la décision de justice rendue suite à l'annulation d'un projet de mine de fer (RFI, 2014_[17])

- des versements qui relèvent de différentes catégories de la classification et pour lesquels aucune ventilation n'est disponible
- des versements inclassables faute de données pertinentes. Le Rwanda n'ayant pas donné le détail de ses recettes non fiscales, sauf en ce qui concerne les dons, elles ont été classées dans la catégorie des recettes diverses et non identifiées
- des revenus transférés par la SACU au Botswana, à l'Eswatini, au Lesotho et à la Namibie (voir Encadré 2.2).

Les recettes diverses et non identifiées peuvent représenter une composante non négligeable des recettes non fiscales de certains pays. C'est le cas de la Tunisie (contributions volontaires exceptionnelles versées à l'administration), de Maurice (transferts en capital provenant de fonds statutaires spéciaux) et du Maroc (versements effectués au bénéfice de l'administration en contrepartie du droit à entrer en concurrence avec des institutions publiques pour la fourniture de services).

La variabilité des recettes diverses et non identifiées peut être imputable à des transferts de capitaux importants, à des entrées de recettes éphémères ou à des reclassifications de fonds dans la catégorie des recettes non identifiées en raison de l'absence de données. La présence de montants élevés dans cette rubrique pourrait conduire à s'interroger sur la précision des montants inscrits dans les autres catégories de recettes non fiscales.

Encadré 2.2. Recettes reversées par la SACU en 2021

L'Union douanière d'Afrique australe (*South African Customs Union, SACU*) réunit l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho et la Namibie. Cette union douanière vise à établir « une communauté économique qui favorise un développement équitable et durable, au service du bien-être des peuples, pour construire un avenir commun ».

La SACU, qui est la plus ancienne union douanière au monde et dont le siège se trouve à Windhoek, en Namibie, a été créée en 1899 entre la colonie britannique du Cap de Bonne-Espérance et la République boer de l'État libre d'Orange. Des accords conclus par la suite, en 1910 puis en 1969, ont marqué l'adhésion du Botswana, de l'Eswatini et du Lesotho. Après l'accession à l'indépendance de la Namibie, en 1990, et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, en 1994, de nouvelles négociations ont été ouvertes pour aboutir, en 2002, à la conclusion de l'accord en vigueur à ce jour.

Cet accord prévoit la libre circulation entre les pays membres de la SACU de tous les produits manufacturés fabriqués dans ces pays, en franchise de droits. Il définit également des tarifs extérieurs communs et la mise en commun des droits de douane et d'accise, en vue de leur partage entre les pays membres de la SACU suivant la formule de répartition des recettes figurant en annexe à l'Accord.

Les règles de partage des recettes comprennent trois composantes :

- Une composante douanière, qui divise le montant brut des droits de douane en fonction de la valeur des marchandises importées par chaque pays depuis les autres pays membres de la SACU au cours de l'année considérée (en pourcentage des importations totales intra-SACU).
- Une composante portant sur les droits d'accise, qui divise le montant brut de ces droits selon le ratio correspondant au PIB de chaque pays rapporté au PIB total de la SACU.
- une composante de développement, financée par 15 % de la composante liée aux droits d'accise et pondérée en faveur des pays moins développés de la SACU selon une formule fondée sur le PIB par habitant.

Encadré 2.2. **Recettes reversées par la SACU en 2021** (suite)

Dans la présente publication, les recettes issues des droits de douane et d'accise sont incluses dans les recettes fiscales du pays de la SACU qui les a collectées. Elles sont rapportées dans les rubriques 5121 (accises) et 5123 (droits de douane et droits à l'importation) des tableaux des recettes fiscales. Les montants redistribués par le fonds commun des recettes de la SACU sont classés dans les tableaux des recettes non fiscales, sous la rubrique des recettes diverses et non identifiées, comme indiqué dans le tableau 6.13 à propos de l'Eswatini. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, contributeur net au mécanisme de la SACU, les contributions, nettes des reversements perçus, sont indiquées pour mémoire dans le tableau des recettes non fiscales (tableau 6.23).

Source : (SACU, 2017^[18]), (SACU, 2014^[19]).

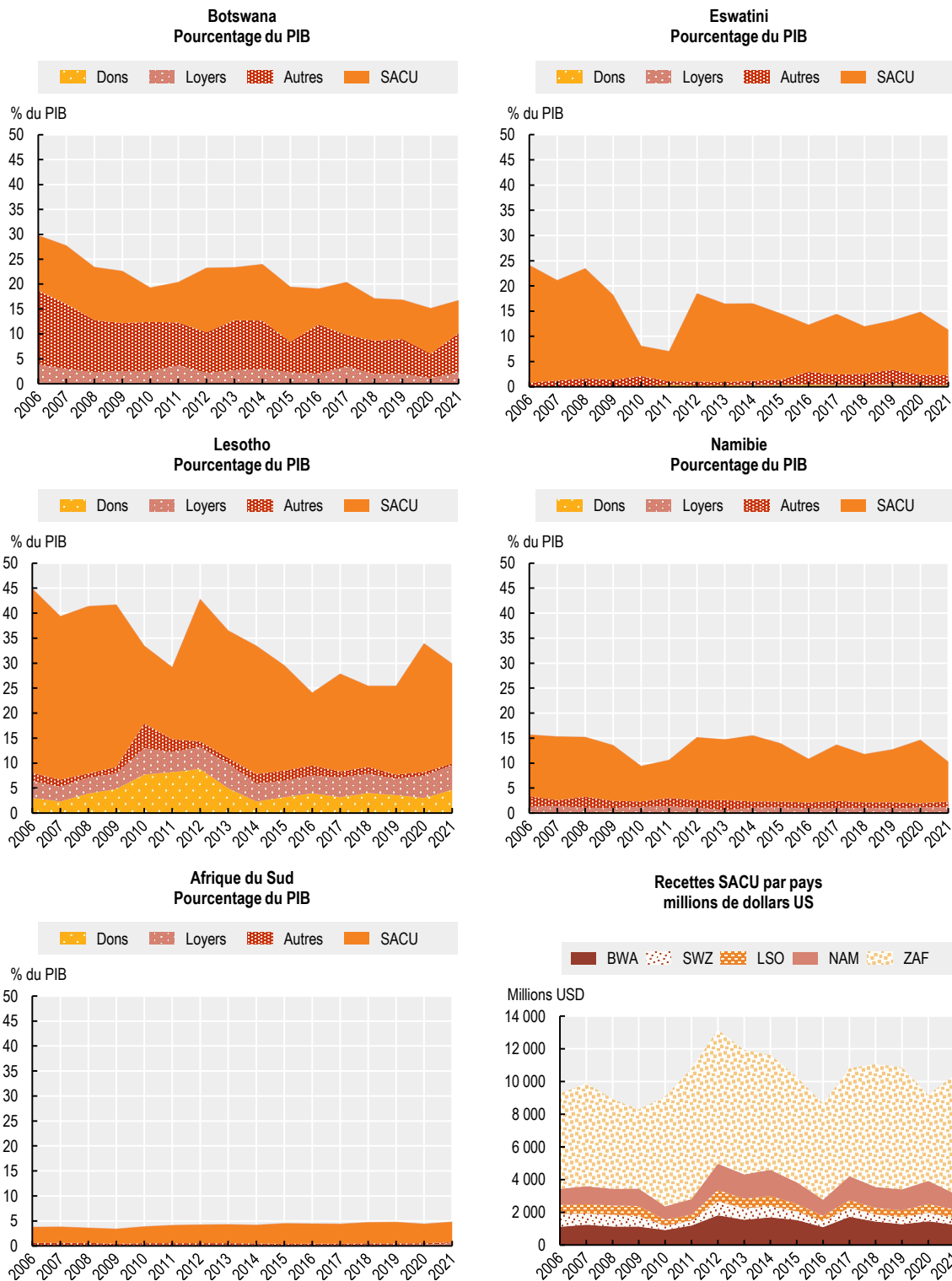
Recettes issues de l'Union douanière d'Afrique australe

Les cinq membres de la SACU prélèvent des droits de douane et d'accise dans le cadre d'un régime fiscal uniforme, puis transfèrent les sommes collectées dans le fonds commun de recettes de la SACU. Ce fonds les redistribue ensuite selon une complexe formule de partage des recettes. Comme l'Afrique du Sud détient les principaux ports d'entrée de l'Afrique australe, ce pays collecte la quasi-totalité des droits de douane et d'accise destinés au fonds commun de recettes de la SACU. En conséquence, l'Afrique du Sud en est un contributeur net, et les autres pays membres des bénéficiaires nets.

Si les revenus issus la SACU sont quantité négligeable pour l'Afrique du Sud, ils sont en revanche essentiels pour les finances des autres membres de l'Union douanière (Graphique 2.15). En 2021, ils ont fait grimper les recettes du Botswana, de l'Eswatini, du Lesotho et de la Namibie, exprimées en pourcentage du PIB, de 6.6 %, 9.0 %, 19.9 % et 7.9 % respectivement. Indépendamment des chocs économiques exogènes, le montant des recettes redistribuées par la SACU a fluctué au gré de l'évolution des paramètres employés dans la formule de partage des recettes. Le choc économique causé par la crise financière mondiale a rendu caduques une grande partie des prévisions économiques d'alors ; les paiements de la SACU étant calculés à partir de ces prévisions, il a fallu procéder à d'importants ajustements en 2010 et 2011 pour compenser les versements excessifs effectués pendant plusieurs années au titre du système de regroupement et de redistribution des recettes de la SACU (Mongardini et al., 2011^[20]). Une situation similaire s'est produite en 2014, où le ralentissement de l'économie sud-africaine a contraint à corriger les prévisions à la baisse. Les recettes redistribuées par la SACU à l'Eswatini, au Lesotho et à la Namibie, en pourcentage du PIB, ont diminué en 2015 et 2016, mais la tendance s'est inversée en 2017.

En 2020, les recettes tirées des droits de douane et d'accise perçues dans les pays de la SACU ont été inférieures, en raison de la pandémie de COVID-19, aux prévisions de l'année précédente. Par conséquent, le fonds commun de recettes de la SACU a versé en 2020 des trop-perçus qui devaient être remboursés l'année suivante, ce qui a entraîné une hausse des recettes reversées en 2020 et une baisse en 2021 par rapport à la tendance observée à long terme.

Graphique 2.15. Total des recettes issues de la SACU et autres recettes non fiscales, par pays



Note : Les recettes issues de la SACU qui sont indiquées ici relèvent des recettes non fiscales pour tous les pays étudiés, sauf l'Afrique du Sud, où elles sont assimilées aux droits de douane et d'accise. Elles correspondent aux versements annuels par pays provenant du fonds commun de recettes de la SACU.

Source : Calculs des auteurs basés sur les données figurant dans (OCDE/ATAF/CUA, 2023^[4]), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données), <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

StatLink  <https://stat.link/u2v08x>

Notes

- 1 Voir le Guide d'interprétation sur les recettes non fiscales, à l'annexe B du présent rapport, pour la définition de ces catégories de recettes.
- 2 Les recettes non fiscales présentent plusieurs difficultés d'ordre méthodologique qui ne se posent pas nécessairement dans le cas des statistiques fiscales. Il est possible que certaines recettes, comme les frais administratifs, servent de mécanismes d'amortissement et viennent minorer les coûts au lieu d'être comptabilisées comme recettes. Ce cas de figure peut concerner les collectivités locales et autres institutions publiques pour lesquelles les données disponibles concernent uniquement les transferts nets de fonds à destination de l'administration centrale. Les ventes de biens et de services déclarées sans déduction des coûts peuvent entraîner une surestimation des recettes de l'administration. Les dons, les règlements juridiques, les contrats d'exploitation minière ou pétrolière donnent lieu à des versements importants de la part d'entités extérieures telles que des entreprises multinationales ou des administrations étrangères qui peuvent être soumises à différents mécanismes de surveillance au niveau national. Il est plus difficile d'établir des ventilations détaillées dès lors qu'un pays riche en ressources négocie en contrepartie de l'extraction de ressources le versement de sommes forfaitaires élevées, qui regroupent plusieurs catégories de recettes, fiscales et non fiscales. Enfin, les recettes non fiscales relèvent souvent de la responsabilité d'autorités différentes que les recettes fiscales, et il arrive qu'il n'y ait pas nécessairement de séparation entre les recettes et les dépenses, si bien que ces recettes ne sont pas nécessairement soumises à la même norme de déclaration. Voir l'annexe B pour plus de détails sur la méthode appliquée aux recettes non fiscales.
- 3 Il n'y a pas de comparaison possible avec les moyennes des 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) [voir (OCDE et al., 2023^[22])] et des 38 pays de l'OCDE [voir (OCDE, 2022^[23])], car les publications correspondantes ne couvrent pas les recettes non fiscales.
- 4 Voir également l'annexe B.
- 5 La définition officielle de l'APD est la suivante : « tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays et territoires figurant sur la Liste des bénéficiaires d'APD établie par le Comité d'aide au développement ou à des institutions multilatérales et qui émanent d'organismes publics, y compris des États et des collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics, sachant que chaque opération doit en outre avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement, et être assortie de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25 % (sur la base d'un taux d'actualisation de 10 %) ». Des informations supplémentaires sont disponibles à l'adresse suivante : www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/index-terms.htm#ODA.
- 6 Étant donné que les recettes de l'Égypte sont déclarées sur la base de l'exercice fiscal juillet-juin, l'année 2021 représente la période juillet 2020 à juin 2021. Ainsi les dons reçus vers la fin de l'année 2021 ne sont pas comptabilisés dans les chiffres des dons de 2021 de cette édition.
- 7 Selon le Comité d'évaluation du développement de l'OCDE, « l'établissement de l'APP n'est que partiel dans le cas de l'Arabie saoudite, car elle ne transmet pas de dépenses détaillées à la base de données sur les activités d'aide du SNPC. En l'espèce, l'APP peut donc être surestimée. » Les chiffres de l'APP constituent toutefois un sous-ensemble strict des chiffres de l'APD indiqués ici.
- 8 Il convient de noter que les recettes fiscales tirées de l'extraction pétrolière peuvent englober l'impôt sur les bénéfices des sociétés, les droits indirects sur des produits énergétiques ainsi que des taxes sur les ventes non remboursables, telles que la TVA, tandis que les recettes non fiscales peuvent inclure les redevances, les transferts de bénéfices, les dividendes versés par les entreprises publiques et d'autres revenus d'investissements perçus au titre de la participation directe de l'État dans le capital d'entreprises du secteur extractif (Mansour et Rota-Graziosi, 2013^[21]).
- 9 La Banque mondiale utilise l'expression « bénéfiques tirés des ressources naturelles ». Ceux-ci correspondent à la différence entre la valeur des ressources naturelles produites dans les pays, qui est fonction des prix des matières premières, et le coût estimé de l'extraction des ressources. À ne pas confondre avec la rente de ressources, que l'OCDE définit comme étant une catégorie de recette publique. Veuillez consulter la documentation sur les rentes de ressources dans l'ensemble de données des indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale (see <https://databank.banquemondiale.org/glossary.aspx>) et le guide d'interprétation pour plus de détails.
- 10 Pour de plus amples informations sur la classification des frais administratifs, consulter, à l'annexe A, les paragraphes 9 à 13 du Guide d'interprétation de l'OCDE.

Références

- Banque mondiale (2023), *Indicateurs du développement dans le monde*, <https://donnees.banquemondiale.org/> (consulté le 31 août 2023). [8]
- Banque mondiale (2023), *World Bank Commodity Price Data (The Pink Sheet)*, <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets> (consulté le 29 août 2023). [16]
- Banque mondiale (2023), *World Bank Country and Lending Groups*, <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519>. [7]
- CEPII (2023), *BACI (Base pour l'Analyse du Commerce International)*, http://www.cepii.fr/CEPII/fr/bdd_modele/bdd_modele_item.asp?id=37 (consulté le 1 février 2023). [15]
- CNN (2015), *Mammoth rail network to put West African economies on the right track*, <https://edition.cnn.com/2015/03/05/africa/west-africa-minerals-railway/index.html> (consulté le 21 septembre 2020). [14]
- FMI (2023), *Government Finance Statistics (GFS) Detailed Revenue Breakdown*, <https://data.imf.org/regular.aspx?key=60991467> (consulté le 30 août 2023). [3]
- FMI (2023), *IMF International Financial Statistics (IFS) database*, <https://data.imf.org/?sk=4c514d48-b6ba-49ed-8ab9-52b0c1a0179b> (consulté le 11 septembre, 2023). [6]
- FMI (2023), *Perspectives de l'économie mondiale, Édition avril 2023 (base de données)*, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/April>. [5]
- FMI (2021), *Republic of Congo: 2021 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Republic of Congo*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/10/05/Republic-of-Congo-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-482022>. [1]
- FMI (2020), *Republic of Congo: 2019 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Republic of Congo*, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/01/27/Republic-of-Congo-2019-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-48984>. [2]
- Mansour, M. et G. Rota-Graziosi (2013), « Tax Coordination, Tax Competition, and Revenue Mobilization in the West African Economic and Monetary Union », *Documents de travail du FMI*, vol. 13/163, <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Tax-Coordination-Tax-Competition-and-Revenue-Mobilization-in-the-West-African-Economic-and-40756>. [21]
- MiningTechnology (2020), *Debswana diamond mines*, <https://www.mining-technology.com/projects/debswana/> (consulté le 20 septembre 2020). [13]
- Mongardini, J. et al. (2011), *In the wake of the global economic crisis: adjusting to lower revenue of the Southern African Customs*, Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dp/2011/afr1101.pdf>. [20]
- OCDE (2023), *DAC Data submitters*, <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/dacdatasubmitters.htm> (consulté le 29 août 2023). [10]
- OCDE (2022), *Statistiques des recettes publiques 2022 : L'impact initial du COVID-19 sur les recettes fiscales de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/96463460-fr>. [23]
- OCDE/ATAF/CUA (2023), *Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/7f54581d-fr>. [4]
- OCDE et al. (2023), *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/a7640683-en>. [22]
- OCDE-CAD (2023), *International Development Statistics (IDS) online databases*, <https://www.oecd.org/fr/developpement/financementpourledeveloppementdurable/statistiques-financement-developpement/sdienligne.htm> (consulté le 29 août, 2023). [9]
- RFI (2014), *Le gros chèque d'Arcelor Mittal au Sénégal*, <http://www.rfi.fr/economie/20140605-le-gros-cheque-arcelor-mittal-senegal>. [17]
- SACU (2017), *Southern African Customs Union Agreement 2002 (As amended on 12 April 2013)*, <http://www.sacu.int/list.php?type=Agreements>. [18]
- SACU (2014), *Implementing a Common Agenda Towards Regional Integration: 2014 Annual Report*, http://www.sacu.int/docs/reports_annual/2014/annual_report.pdf. [19]
- VOANews (2013), *Malawi: Donors Withhold Aid Over Cashgate Scandal*, <https://www.voanews.com/africa/malawi-donors-withhold-aid-over-cashgate-scandal> (consulté le 21 September 2020). [11]
- Werr, P. (2022), *Egypt gets Gulf help again as eyes turn to currency flexibility*, <https://www.reuters.com/world/middle-east/egypt-gets-gulf-help-again-eyes-turn-currency-flexibility-2022-04-04/>. [12]

Chapter 3

VAT Digital Toolkit for Africa

Chapitre 3

Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique

Chapter 3

VAT Digital Toolkit for Africa

Introduction

This chapter is based on the *VAT Digital Toolkit for Africa* (hereafter, 'the Toolkit'), which was jointly produced by the African Tax Administration Forum (ATAF), the OECD and the World Bank group (OECD/WBG/ATAF, 2023^[1]). The Toolkit provides detailed guidance to assist African tax authorities in the design and implementation of robust policies for the application of value added taxes (VAT) to digital trade. It covers the core components of a comprehensive VAT strategy directed at the main types of digital trade and e-commerce, particularly online sales of services, intangibles, and goods to private consumers by foreign businesses and digital platforms that often have no physical presence in their consumers' respective jurisdictions. It provides policy advice to support tax authorities' decision-making as well as detailed practical guidance and manuals for the legislative design, the administrative implementation, and the enforcement of VAT digital policies in light of jurisdictions' specific needs and circumstances.

As shown in Chapter 1 of this report, VAT is a major revenue source for most jurisdictions in Africa, representing on average over one quarter of total tax revenues across the continent. VAT constitutes a greater proportion of total tax revenues on average in Africa than in Asia-Pacific and in OECD member countries, although it represents a lower share of total taxes in Africa than in Latin America and the Caribbean. Safeguarding these revenues in economies that are being transformed by digitalisation and globalisation is a priority for many governments in the continent. Africa has experienced rapid e-commerce growth in recent years and the continent holds great potential for further strong expansion of digital trade. The expansion of digital trade has created significant challenges for VAT systems globally and in Africa, in particular the strong growth in (i) online sales of services and digital products, particularly by non-resident suppliers to private consumers, and (ii) the volume of imports of low-value goods from online sales, on which VAT is not collected effectively under the traditional rules and procedures. The prominence of informal economies in Africa further complicates VAT collection, posing unique challenges that require Africa-centric solutions for effective VAT reform.

Where no effective VAT reform to address these challenges is implemented, continuous digital trade growth causes increasingly significant VAT revenue losses and unfair competitive pressure on domestic businesses that cannot compete against online sales by non-resident suppliers on which no or an inappropriately low amount of VAT is levied. Governments worldwide have recognised that the VAT challenges created by the digitalisation of the global economy require a globally co-ordinated response (OECD, 2017^[2]). This chapter will analyse the rapid growth of digital trade in Africa, outline the VAT challenges associated with digital trade, and describe how the Toolkit can be considered in the reforms that African countries may wish to undertake in response.

The growth of digital trade in Africa

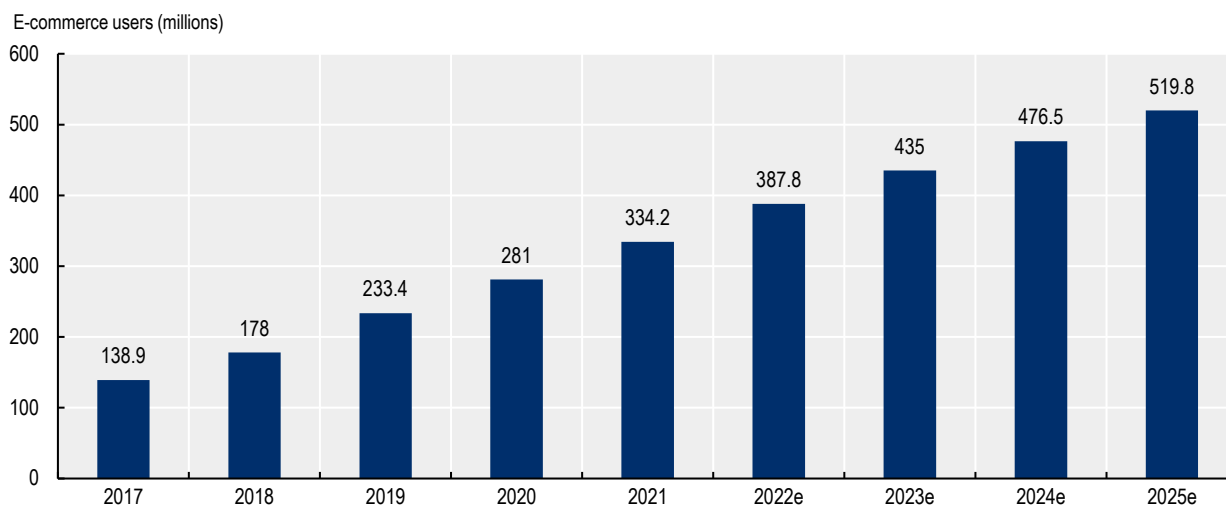
Digitalisation has changed, and continues to change, the commercial dynamics of international trade. Spurred by continuous technological innovation, international digital

trade has grown rapidly in recent years and growth is expected at an even greater pace as COVID-19 has further accelerated digital acceptance in societies worldwide. Many African societies are at the forefront of this shift online.

Digital trade includes a wide range of activities, products and services. It is therefore difficult to delineate its scope to measure its exact size. Despite inherent limitations and challenges, the available data from public as well as private sector sources provide useful estimates showing the growing importance of digital trade. Research suggests that the value of global business-to-consumer (B2C) e-commerce sales increased nearly four-fold between 2014 and 2021, with a more than six-fold increase expected by 2026 compared to 2014 (Statista, 2022^[3]). On a broader scale that also includes business-to-business (B2B) sales, global e-commerce sales have recently been estimated at USD 26.7 trillion in 2019, up 4% from 2018 and equivalent to 30% of that year's global gross domestic product (GDP) (UNCTAD, 2021^[4]).

Africa has experienced rapid growth of e-commerce in recent years and still holds great potential for further strong growth. The number of African consumers making online purchases has increased significantly between 2014 and 2018, at a higher annual average rate of 18% compared to the global average of 12% (UNCTAD, 2018^[5]). This number is expected to almost double between 2020 and 2025, reaching 520 million online shoppers in the region in 2025 (see Figure 3.1) (US Department of Commerce International Trade Administration, 2023^[6]).

Figure 3.1. **Growing e-commerce penetration in Africa**
(number of e-commerce users in millions)



Note: Data from 2022 onwards are provided on an estimated basis.

Source: US Department of Commerce International Trade Administration.

StatLink  <https://stat.link/f41ygi>

The value of sales generated from B2C online sales of physical goods in the region has been estimated to have increased by 53% between 2019 and 2020 and is estimated to increase another 31% between 2020 and 2021. In addition, the volume is projected to more than double between 2020 and 2025 (Statista, 2021^[7]). It is difficult to measure the size or value of B2C online sales of services in Africa, due to a current lack of available statistical data. That said, a general trend of growing volume of services imports in the region can be observed. To illustrate, for the top ten African jurisdictions in terms of total value of imports of “digitally-deliverable services” in 2021, the value of such imports had risen by 128% to USD 39.5 billion by 2021 compared to USD 17.4 billion in 2005 (UNCTADSTAT, 2023^[8]).

Economic developments and digital maturity levels vary across Africa. However, common key drivers of the growth of digital trade in Africa are:

- The region's increasing Internet penetration, mostly driven by mobile Internet connectivity using smartphones.
- The rise and growth of digital platforms, including regional platforms that cater to the specific needs of African consumers.
- The availability of alternative payment methods, notably digital payment and mobile wallet solutions.
- A young, rapidly urbanising and digitally savvy population.
- The impact of COVID-19, which has further accelerated digital transformation in the region.

While the region presents vast opportunities for further e-commerce growth on the back of growing digitalisation, Africa continues to face a number of challenges to fully realise its potential as a market for e-commerce. Main challenges include low consumer digital trust, poor infrastructure and weak delivery logistics (World Economic Forum, 2019^[9]). Online trade in goods in particular faces additional constraints in Africa.

For goods that are delivered through postal channels, postal reliability (speed and predictability of delivery) ranks significantly lower in Africa compared to other developing regions in the world. Only 16% of people in the region are able to receive post at home – most of them have to visit a postal establishment to collect the goods themselves (United Nations Economic Commission for Africa, 2021^[10]).

Cross-border trade in goods has generally been found to present particular difficulties, with research suggesting that it takes twice as much time and costs more in Africa than other developing regions in the world (World Bank, 2020^[11]). Against this background, regional initiatives are in progress to facilitate the goods trade on the continent, notably the African Continental Free Trade Area (AfCFTA).

VAT challenges associated with digital trade

The international tax challenges of the digital economy are widely recognised. Indeed, these challenges dominate the contemporary global dialogue over sound tax policy and its implementation. The growth of the digital economy, which increasingly informs (if not defines) the broader economy, raises fundamental challenges for tax design and administration.

At the core of many of these challenges is the ability of businesses to conduct economic activity within a jurisdiction without conducting a physical activity or having a physical presence in that jurisdiction. This is perhaps the single most significant feature of the growth of the global digital economy from a VAT perspective. It is virtually definitional: if the digital economy is defined by the ability of businesses to provide value to their customers through ICT, they may not need a physical presence in the jurisdiction of the customer. This applies to digitally-supplied services and intangibles as well as to the continuously growing volume of low-value goods purchased online by private consumers from non-resident suppliers. Some of the VAT challenges faced in each of these areas of online trade are common to both.

The following subsections focus on the two most relevant scenarios involving non-resident suppliers from a VAT revenue and neutrality perspective:

- International supplies of services and intangibles (often “digital” services and products)
- Imports of low-value goods purchased online

VAT on services and intangibles supplied by non-resident suppliers

Jurisdictions may have to adapt their VAT laws to assert the right to tax supplies of services and intangibles by non-resident suppliers. Although jurisdictions generally embrace the widely accepted destination principle that allocates taxing rights to the jurisdiction of consumption for VAT purposes, they may lack effective provisions to impose VAT on such supplies under the traditional VAT rules that may often have been developed before the advent of significant digital trade to customers within a jurisdiction's economy.

International trade in supplies of services and intangibles (e.g. applications and “in-app” purchases, streaming of music and on-demand television, gaming, ride-hailing, accommodation rental, etc.) potentially gives rise to all of the key challenges that the digital economy creates for VAT design and administration.

A first challenge is to determine the jurisdiction that has the right to levy VAT on internationally traded services and intangibles in accordance with the generally accepted destination principle. It is generally accepted that the jurisdiction of consumption has the right to impose VAT. For international supplies of goods, the destination of the goods generally indicates the jurisdiction of consumption. For supplies of services and intangibles by non-resident suppliers, the determination of the jurisdiction of consumption, and with it, the design of appropriate place-of-taxation rules is less straightforward.

Before the advent of the global digital economy, the place of consumption for supplies of services and intangibles was often determined, explicitly or implicitly, by reference to the place where these services were physically performed or the place where the supplier was located. However, rules that allocate the right for a jurisdiction to levy VAT on supplies of services and intangibles with reference to the place of performance or to supplier location are ill-suited to a world in which, for example, the service warranty on an individual's personal computer may be fulfilled by a technician who takes digital control of the laptop and resolves the problem through keystrokes performed in another country.

Consequently, rules allocating taxing rights associated with remote international supplies of services and intangibles may need to be adapted to better reflect the place of consumption or business use in the digital economy. Such rules should also be designed to assure consistency across jurisdictions and across sales and delivery methods (digital and traditional methods) and to facilitate compliance. Without co-ordination, there is an increased risk of double taxation or unintended non-taxation.

Even if a jurisdiction's VAT law is able to assert the right to tax in line with the destination principle, there is the challenge of collecting the VAT in an effective way, especially on supplies made by non-resident suppliers to private consumers.

The challenges for tax authorities in the jurisdiction of taxation include establishing that the non-resident supplier has made supplies that are subject to VAT in their jurisdiction; enforcing collection and remittance of VAT by non-resident suppliers and follow-up enforcement actions such as accessing books and records; and creating auditing and collection procedures for outstanding taxes. Because the transaction involves services and intangibles rather than goods, physical border controls are not available as an alternative means for enforcing VAT collection, as they are, at least to some extent, with respect to imported goods.

Although many VAT regimes impose a requirement on VAT-registered businesses to “self-assess” the VAT on their purchases from non-resident suppliers (through a “reverse-charge mechanism”), tax authorities cannot realistically also look to private

consumers to do the same and remit VAT on their purchases from foreign suppliers, even though the private consumer is located in the jurisdiction of taxation. Tax authorities are, in practice, faced with no other option than to seek the collection of VAT from these foreign suppliers.

As international trade in services and intangibles continues to grow, tax authorities need to deal with increasingly large numbers of non-resident businesses that have no physical presence in their jurisdiction supplying services and intangibles to both private consumers and businesses in that jurisdiction.

For non-resident business, uncertainty concerning their VAT obligations and/or complex rules and requirements can create undue compliance burden and trade obstacles. This applies particularly when such requirements arise in multiple jurisdictions, for large online operators and even more so to small- and medium-sized enterprises (SMEs).

VAT on imports of low-value goods purchased online from non-resident suppliers

In theory, the key challenges that the digital economy creates for international trade in supplies of services should be less relevant to the international trade in goods. For one thing, the determination of the jurisdiction of consumption or business use should be relatively straightforward as the physical destination of the goods clearly identifies that jurisdiction. Additionally, in contrast to international trade in services and intangibles, physical border controls are in principle available as an alternative means for enforcing collection obligations with regard to imported goods.

The continuous strong growth of e-commerce however creates increasingly significant practical challenges for jurisdictions to effectively collect the VAT on the increasingly enormous volumes of goods that customers purchase from suppliers abroad and that often have only a relatively low individual value. The main challenges are:

- High administrative costs of the traditional, customs-based mechanisms for collecting the VAT on these goods;
- Challenges created by VAT low-value consignment reliefs;
- Compliance challenges – Widespread fraud and abuse.

High administrative costs

VAT collection and control by customs authorities on a parcel-by-parcel basis at importation risk causing disproportionate administrative costs for administrations as well as for businesses, especially in relation to low-value imported goods. Revenue derived from the imposition of VAT is spent on inefficient collection processes, thus undermining the objective of raising vital revenues to support a jurisdiction's public finances.

The significant growth in purchases of low-value goods by customers from non-resident suppliers results in equally enormous quantities of small parcels crossing borders on a daily basis, creating considerable pressure on VAT collection by customs authorities under normal customs processes.

In addition to the collection of taxes, customs procedures are also concerned, inter alia, with facilitating trade and ensuring border security.¹ There is hence a need to maintain a customs infrastructure, for reasons independent of exercising tax collection and compliance control. However, it is likely that the VAT revenues resulting from customs authority assessments are often insufficient to amortise even the marginal costs of collection on an ever-increasing volume of low-value parcels under traditional customs procedures.

Low-value consignment reliefs

To mitigate the administrative costs connected with the collection of import VAT on “low-value” consignments, most jurisdictions, including some in Africa, provide a VAT exemption on such low-value imports. Jurisdictions often refer to this as “low-value consignment relief” although some also refer to “negligible value”. VAT low-value consignment reliefs originated as a simplification measure to remove and reduce what jurisdictions saw as disproportionate administrative burdens for their tax and customs administrations in the handling of imports of low-value goods. Jurisdictions did not historically see the VAT forgone as significant because of the combination of relatively low import volumes of low-value goods and the low values involved. Indeed, the bigger risk was that the administrative costs of collecting VAT on imports of low-value goods would outweigh the revenue collected.

However, with rising levels of e-commerce, jurisdictions have found that VAT reliefs for low-value consignments have led to increasingly important, and unsustainable, competitive distortion for domestic suppliers facing the growing challenge of having to compete with foreign suppliers that sell to consumers in the domestic market without charging any VAT on their sales.

The relative lack of VAT compliance requirements for these non-resident suppliers of low-value goods further adds to the financial advantage that they enjoy from selling into a jurisdiction without VAT under low-value consignment relief rules. By contrast, VAT-registered domestic businesses (including domestic platforms) normally face extensive compliance obligations when selling to domestic consumers, in addition to the requirement to charge VAT on their domestic sales. One of the consequences of these neutrality challenges is the possible triggering of relocations of some domestic businesses offshore, with potentially negative impacts on local employment.

In addition to creating competitive distortions, the continuously rising volumes of low-value goods that are imported free of VAT under VAT low-value consignment relief regimes can lead to increasingly important revenue losses for jurisdictions.

There appears to be only a limited number of African jurisdictions (approximately 20) with a relief threshold for VAT on low-value imported goods, including, among others, Angola, Côte d’Ivoire, Democratic Republic of Congo, Rwanda and Zambia. There are no studies available on the revenue impact of these reliefs where they do apply.

Compliance challenges

In addition to the high administrative costs of the traditional customs-based approach for collecting the VAT on the high volumes of low-value imported goods from online sales and the growing revenue losses and competitive distortion caused by low-value consignment reliefs, significant risks of fraud have been identified, notably involving the following practices:

- Under-declaration of imported goods to benefit illegitimately from a VAT low-value consignment relief threshold or to evade or reduce a VAT liability and/or customs duties.
- Mis-declaration of commercial low-value imported goods as falling under VAT-exempt categories such as gifts, consumer-to-consumer (C2C) transactions or samples.
- Use of third parties to store imported low-value goods in domestically located warehouses or fulfilment centres, without declaring and remitting VAT on the subsequent sale of such goods.

Policing compliance under traditional VAT collection frameworks means that customs authorities must attempt to assess many thousands of parcels every day at a country's busiest ports, airports, and parcel depots in order to verify that businesses have correctly valued and appropriately classified them in their declarations. The practices outlined above, and their magnitude are known to have stretched customs authorities' capacities to their limit, if not beyond, in many jurisdictions.

Sharing and gig economy

The rise of the sharing and gig economy has fundamentally transformed a number of industries within just a few short years. The sharing and gig economy refers to the practice whereby economic operators, often private individuals, use digital platforms to monetise their underutilised goods and services for temporary ("shared") use. Sharing and gig economy platforms have already disrupted a number of economic sectors, particularly in transportation (ride-sharing), tourism and hospitality (short-term accommodation), professional services and finance (peer-to-peer currency exchange). The strong growth of the sharing and gig economy creates a number of specific challenges, and opportunities, for VAT policy and administration.

These challenges notably relate to the involvement of a large number of new economic operators, many of whom are not considered taxpayers under current VAT systems and may not be capable or willing to comply with their obligations if they were to be treated as taxable persons for VAT. The frequent use of assets both for sharing or gig economy activities (e.g. vehicles, real estate) and for private purposes, may add to the complexity. The fact that sharing and gig economy suppliers generally have a physical presence in the taxing jurisdiction is a relevant aspect that distinguishes it from the online trade in services, intangibles and low-value goods, as discussed above, where the main VAT challenges arise from the fact that the online suppliers often have no physical presence in the taxing jurisdiction.

The VAT Digital Toolkit for Africa

In response to the VAT challenges associated with the digital economy and the potential need for reform to address these challenges, the *VAT Digital Toolkit for Africa* provides detailed guidance to inform policymakers and tax administrations in African jurisdictions in the design and implementation of robust policies for the application of VAT to digital trade. The approach is based on four main pillars:

- Creating the legal basis for jurisdictions to assert the right to impose VAT on international digital trade. In respect of online sales of services and digital products, this is achieved by implementing the internationally adopted standard for determining the "place of taxation" by reference to the location of the customer (OECD, 2017^[2]).
- Ensuring the efficient collection of VAT on online sales of goods, services and digital products from non-resident suppliers through simplified VAT registration and collection mechanisms.
- Boosting the efficiency of VAT collection by requiring digital platform operators, which dominate global digital trade, to collect and remit the VAT on sales carried out through their platforms.
- Enhancing VAT compliance by non-resident online suppliers and digital platforms through effective communication and by implementing a modern risk-based compliance management and enforcement strategy, supported by robust administrative co-operation.

The Toolkit is not prescriptive, but rather provides advice on the possible approaches based on internationally adopted standards and best practices in consultation with African tax administrations and informed by the experience of jurisdictions that have already implemented them. The Toolkit does not attempt to present VAT model legislation for adoption by national jurisdictions. It instead presents internationally accepted central policy principles that result from intensive dialogue and consultation among tax authorities worldwide and with the business community. The Toolkit is aimed at informing national legislation and providing recommendations for the legal and administrative implementation of these principles. It can be broken down into three main themes that are relevant for countries that may be at different stages of implementing policies to address the challenges of digital trade:

- Detailed analysis of the various components of the recommended policy framework for the application of VAT to digital trade and practical guidance for their implementation in light of the specific challenges, opportunities and circumstances in Africa. They focus respectively on internationally traded services and digital products; on importations of low-value goods resulting from online sales; and on the sharing and gig economy.
- Detailed guidance on the administrative and operational implementation of the recommended policy framework for the collection of VAT on international digital trade. This includes the design of a simplified compliance regime for non-resident online suppliers and digital platforms, the development of an online portal for registration and payment of the VAT by these businesses, and the integration of this simplified compliance regime into a tax authority's existing administrative and IT framework.
- Advice to policy makers and administrators on the implementation of an effective communication strategy and of robust compliance risk management strategies. Such strategies aim to ensure compliance by non-resident online suppliers and digital platforms with their obligations under the recommended policy framework for the application of VAT to digital trade.

Recommended policy framework for the application of VAT to digital trade

Core recommendations of the Toolkit include the following:

- Create the legal basis for asserting the right to levy VAT on services and intangibles that non-resident businesses provide to customers in a jurisdiction's territory, by implementing a rule for determining the place of taxation of such supplies by reference to the customer's location. This approach allows a jurisdiction to impose VAT on these supplies, including sales of digital services and digital products, irrespective of whether or not the supplier is located in that jurisdiction.
- Define the customer's location by reference to that customer's "usual residence" for supplies made to private consumers (business-to-consumer or B2C supplies) and by reference to the customer's "place of permanent business presence or establishment" where the customer is a business (business-to-business or B2B supplies).
- Identify clear criteria and indicia for determining and evidencing a customer's location by reference to data that are normally available to online suppliers in the normal course of their business (including bank card or other payment data, billing address, and IP address).
- Impose VAT collection obligations on non-resident suppliers making supplies remotely to private consumers in a jurisdiction's territory ("vendor collection regime").

- Consider extending the application of the vendor collection regime to supplies made by non-resident suppliers to all customers, businesses (B2B) as well as private consumers (B2C), where a jurisdiction does not, or is unable to, permit the use of distinct collection mechanisms for B2B and B2C supplies.
- Implement a requirement for digital platform operators to collect and remit the VAT on the respective online sales made through their platforms by non-resident suppliers. This can be complemented with reporting requirements, including requirements addressed to sharing and gig economy activities.
- Realise high levels of compliance by implementing a simplified VAT registration and collection regime for non-resident suppliers and digital platforms to fulfil their VAT-collection obligations, supported by online processes and limiting obligations to what is strictly necessary for the effective collection of the VAT.
- Extend the vendor collection regime with full VAT liability for digital platforms, to online supplies of low-value imported goods, by imposing an obligation upon non-resident suppliers and digital platforms to collect the VAT on these supplies at the point of sale and to remit this VAT to the tax authority in the jurisdiction of importation. Provide access for these non-resident suppliers and digital platforms to the simplified registration and collection regime to facilitate compliance.
- Strive for international consistency in designing and administering the measures to impose and collect VAT on online sales by non-resident suppliers as outlined above.

Administrative and operational implementation of the recommended policy framework

The core recommendations include the following:

- Sequence the implementation of VAT reforms directed at digital trade, focusing first on the collection of VAT on services and digital products from non-resident online suppliers and digital platforms and subsequently extending these obligations to the collection of VAT on low-value imported goods. Reform for the collection of VAT on imports of goods from online sales is more complex, particularly due to the connection with customs processes.
- Adopt a project-based approach for the development of the operational and IT infrastructure that is necessary to support the implementation of the reform, with an appropriate governance structure to ensure effective project management and project delivery.
- Implement a simplified VAT registration and collection regime for non-resident online suppliers and digital platforms that limits obligations to what is strictly necessary for the effective collection of the VAT.
- Ensure the efficient interaction between the VAT vendor collection regime for low-value imported goods and customs processes. This interaction includes measures for the efficient exchange of data and for ascertaining the VAT-settlement status of low-value imported goods at the time of importation, so as to minimise risks of double taxation and unintended non-taxation and to facilitate customs processes at the border. Early involvement of customs authorities in the design and implementation of such a regime is of particular importance, as well as timely consultation with key stakeholders such as e-commerce marketplaces and transport intermediaries (including postal operators and express carriers).
- Consult throughout the reform process with the business community, including with the non-resident suppliers and digital platforms that are likely to be within the scope of the reform, with international and regional organisations, and with jurisdictions that already

have experience in the implementation of the recommended policy framework for the application of VAT to digital trade.

- Provide appropriate lead-time to tax authorities and non-resident businesses to prepare for the entry into force of the reform. A lead-time of 6 to 12 months between the adoption of the reform and its entry into force is considered appropriate for VAT reform directed at online sales of services and digital products. A lead-time of 12 to 18 months following the adoption of the reform is generally considered appropriate for VAT reform targeted at low-value imported goods.

Strategies to enhance and to strengthen tax authorities' enforcement capacity

The core recommendations include the following:

- Implement a well-designed, simple and easy-to-use registration and compliance regime for non-resident suppliers and digital platforms.
- Apply an effective and proactive multi-channel communication strategy targeted at the non-resident suppliers and digital platforms that are likely to be affected by the VAT reform directed at digital trade, to ensure early awareness of their obligations under the new regime.
- Provide clear guidance on the scope of the VAT regime for non-resident suppliers and digital platforms, including on: the types of services and digital products and/or low-value imported goods in scope; the treatment of B2B and B2C supplies and on the determination of the customer's status where this is relevant for the operation of the regime; indicia and criteria for determining and evidencing the customer's location; and applicable VAT rate(s) and exemptions.
- Further maximise compliance levels by providing clear instructions to non-resident suppliers and digital platforms on all aspects of the operation of the simplified compliance regime, in English and/or in the language(s) of the jurisdiction's main trading partners, such as French or Portuguese, in addition to the jurisdiction's local language(s).
- Develop effective strategies to manage compliance risks by non-resident suppliers and digital platforms. The Toolkit gives detailed guidance on the different components of such strategies, including the identification, assessment and prioritisation of risks, the development of targeted treatment strategies, and how such strategies can be optimised through adjustment to the different stages of implementation of the regime (preparation, implementation and maturity phase).
- Make extensive use of third-party data to support a risk-based compliance management strategy, including for identifying the taxpayer population in scope of the regime for non-resident suppliers and digital platforms, for detecting non-registration and for monitoring overall compliance.
- Enhance tax authorities' enforcement capacity in respect of VAT compliance by non-resident suppliers and digital platforms by making effective use of the available opportunities for international administrative co-operation. In particular, the Multilateral Convention on Mutual Administrative Assistance in Tax Matters is the most comprehensive multilateral instrument available for all forms of administrative co-operation between jurisdictions in the assessment and collection of taxes, including VAT. Such co-operation can encompass the exchange of information, including automatic information exchanges, and assistance in the recovery of foreign tax claims.

Note

- 1 For a short account of customs procedures on importation of low-value goods, see OECD (2015), *Addressing the Tax Challenges of the Digital Economy, Action 1 - 2015 Final Report*, OECD/G20 Base Erosion and Profit Shifting Project, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264241046-en>, "Annex C: The collection of VAT/GST on imports of low value goods", in particular pages 185 to 193.

References

- OECD (2017), *International VAT/GST Guidelines*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264271401-en>. [2]
- OECD/WBG/ATAF (2023), *VAT Digital Toolkit for Africa*, OECD, Paris, <https://www.oecd.org/tax/consumption/vat-digital-toolkit-for-africa.htm>. [1]
- Statista (2022), *Retail e-commerce sales worldwide from 2014 to 2026 (in billion US dollars)*, <https://www.statista.com/statistics/379046/worldwide-retail-e-commerce-sales/#:~:text=In%202021%2C%20retail%20e%2Dcommerce,8.1%20trillion%20dollars%20by%202026>. [3]
- Statista (2021), *E-commerce revenue in Africa in 2017 to 2025*, <https://www.statista.com/statistics/1190541/e-commerce-revenue-in-africa/>. [7]
- UNCTAD (2021), *Estimates of Global E-commerce 2019 and Preliminary Assessment of COVID-19*, <https://unctad.org/system/files/official-document/>. [4]
- UNCTAD (2018), *UNCTAD B2C E-commerce Index 2018 - Focus on Africa*, https://unctad.org/system/files/official-document/tn_unctad_ict4d12_en.pdf. [5]
- UNCTADSTAT (2023), *International trade in digitally-deliverable services, value, shares and growth, annual*, <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableView/tableView.aspx?ReportId=158358>. [8]
- United Nations Economic Commission for Africa (2021), *Covid-19 Impact on E-commerce: Africa*, Economic Commission for Africa, Addis Ababa, Ethiopia, <https://repository.uneca.org/handle/10855/43939>. [10]
- US Department of Commerce International Trade Administration (2023), *The Rise of eCommerce in Africa*, <https://www.trade.gov/rise-ecommerce-africa>. [6]
- World Bank (2020), *Doing business: Trading across borders*, <https://archive.doingbusiness.org/en/data/exploretopics/trading-across-borders>. [11]
- World Economic Forum (2019), *8 ways to help African e-commerce fulfil its potential*, <https://www.weforum.org/agenda/2019/09/8-ways-to-help-african-e-commerce-fulfil-its-potential/>. [9]

Chapitre 3

Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique

Introduction

Ce chapitre est basé sur la *Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique* (ci-après, « la Boîte à outils »), qui a été produite conjointement par le Forum africain de l'administration fiscale (ATAF), l'OCDE et le Groupe de la Banque mondiale (OCDE/WBG/ATAF, 2023^[1]). Cette Boîte à outils fournit des orientations détaillées pour aider les administrations fiscales africaines à définir et à mettre en œuvre des politiques solides en matière d'application de taxes sur la valeur ajoutée (TVA) au commerce numérique. Elle couvre les éléments essentiels d'une stratégie globale en matière de TVA visant les principaux types de commerce numérique et de commerce électronique, en particulier les ventes en ligne de biens, de services et de biens incorporels, aux consommateurs privés par des entreprises étrangères et des plateformes numériques, qui n'ont souvent aucune présence physique dans les juridictions respectives de leurs consommateurs. Elle fournit des conseils sur la conception des politiques pour aider les administrations fiscales à prendre des décisions, ainsi que des orientations pratiques détaillées et des manuels pour la conception de la législation, la mise en œuvre administrative et l'application des politiques numériques en matière de TVA à la lumière des besoins et des circonstances spécifiques des juridictions.

Comme le montre le chapitre 1 de ce rapport, la TVA est une source de revenus importante pour la plupart des juridictions africaines, représentant en moyenne plus d'un quart des recettes fiscales sur le continent. La TVA représente en moyenne en Afrique une plus grande proportion des recettes fiscales qu'en Asie-Pacifique et dans les pays membres de l'OCDE, bien qu'elle représente une plus faible proportion qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. La sauvegarde de ces recettes de TVA dans les économies qui sont transformées par la numérisation et la mondialisation est une priorité pour de nombreux gouvernements en Afrique. L'Afrique a connu une croissance rapide du commerce numérique ces dernières années et le continent recèle un grand potentiel pour une expansion encore plus forte. La croissance du commerce numérique a entraîné des défis importants pour les systèmes de TVA dans le monde et en Afrique, en particulier la forte croissance (i) des ventes en ligne de services et de produits numériques, notamment par des fournisseurs non-résidents à des consommateurs finals et (ii) du volume des importations de biens de faible valeur provenant de ventes en ligne sur lesquels la TVA n'est pas collectée de façon efficace en vertu des règles et procédures traditionnelles. La prédominance des économies informelles en Afrique complique encore la collecte de la TVA, posant des défis uniques qui nécessitent des solutions centrées sur l'Afrique pour une réforme efficace de la TVA.

Si aucune réforme efficace de la TVA n'est mise en œuvre pour relever ces défis, la croissance continue du commerce numérique entraînera des pertes de recettes de TVA de plus en plus importantes et une pression concurrentielle déloyale sur les entreprises locales qui ne peuvent pas concurrencer les volumes sans cesse croissants de ventes en ligne réalisées par des fournisseurs non-résidents et sur lesquels soit aucune TVA soit un montant trop faible de TVA est prélevé. Les gouvernements du monde entier ont reconnu que les défis en matière de TVA engendrés par la numérisation de l'économie mondiale nécessitent une réponse coordonnée au niveau mondial (OCDE, 2017^[2]). En réponse, l'OCDE

a élaboré un cadre d'action détaillé, convenu au niveau international, pour relever les défis de l'économie numérique en matière de TVA, qui témoigne d'un large consensus entre les administrations fiscales du monde entier.

Ce chapitre analyse la croissance rapide du commerce numérique en Afrique, explique les défis en matière de TVA associés au commerce numérique, et décrit comment les pays africains peuvent prendre en compte la Boîte à outils dans les réformes qu'ils souhaiteraient entreprendre en réponse à ce phénomène.

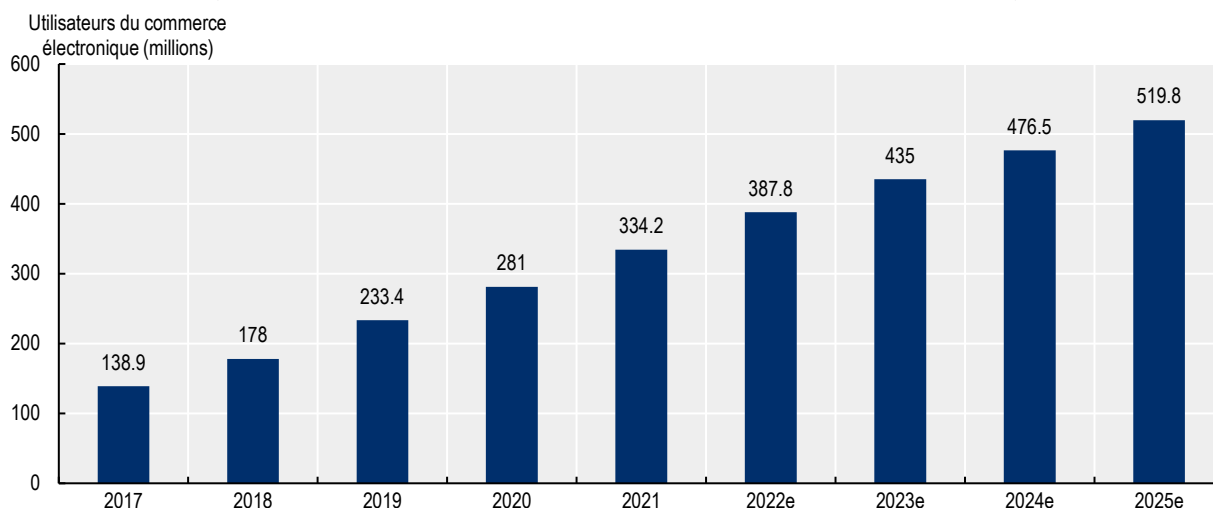
La croissance du commerce numérique en Afrique

La transformation numérique a modifié, et continue de modifier, la dynamique commerciale du marché international. Stimulé par l'innovation technologique continue, le commerce numérique international a connu une croissance rapide ces dernières années. Cette croissance devrait encore s'accélérer car la COVID-19 a précipité l'utilisation du numérique dans les sociétés du monde entier. De nombreuses sociétés africaines sont aux avant-postes de ce virage connecté.

Le commerce numérique comprend un large éventail d'activités, de produits et de services. Il est donc difficile de délimiter son périmètre pour mesurer sa taille exacte. Malgré les limites et les défis qui lui sont inhérents, les données disponibles provenant de sources publiques et privées fournissent des estimations utiles montrant l'importance croissante du commerce numérique. Les recherches suggèrent que la valeur globale des transactions électroniques entre entreprises et consommateurs (B2C) a presque quadruplé entre 2014 et 2021, et il est prévu que cette valeur soit multipliée par six d'ici 2026, par rapport à 2014 (Statista, 2022^[3]). À une échelle plus large qui comprend également les ventes entre entreprises (B2B), les ventes mondiales du commerce électronique ont récemment été estimées à 26 700 milliards USD en 2019, en hausse de 4 % par rapport à 2018 et équivalant à 30 % du produit intérieur brut (PIB) mondial de cette année-là (CNUCED, 2021^[4]).

L'Afrique a connu une croissance rapide du commerce électronique ces dernières années et possède un grand potentiel pour une croissance encore plus forte. Le nombre de consommateurs africains effectuant des achats en ligne a considérablement augmenté entre 2014 et 2018, à un taux moyen annuel supérieur de 18 % par rapport à la moyenne mondiale de 12 % (CNUCED, 2018^[5]). Ce nombre devrait presque doubler entre 2020 et 2025, pour atteindre 520 millions d'acheteurs en ligne dans la région en 2025 (voir Graphique 3.1) (US Department of Commerce International Trade Administration, 2023^[6]).

Graphique 3.1. **Pénétration croissante du commerce électronique en Afrique (nombre d'utilisateurs du commerce électronique en millions)**



Note : Les données à partir de 2022 sont estimées.

Source : Département du commerce, Administration du commerce international des États-Unis.

StatLink  <https://stat.link/3cbawd>

On estime que la valeur des ventes générées par les ventes en ligne B2C de biens physiques dans la région a augmenté de 53 % entre 2019 et 2020 et devrait encore augmenter de 31 % entre 2020 et 2021. En outre, le volume devrait au minimum doubler entre 2020 et 2025 (voir Graphique 1.6) (Statista, 2021^[7]). Il est difficile de mesurer la taille ou la valeur des ventes en ligne de services B2C en Afrique, en raison du manque actuel de données statistiques disponibles. Cela étant dit, on constate une tendance générale à l'augmentation du volume des importations de services dans la région. Par exemple, pour les dix premières juridictions africaines en termes de valeur totale des importations de « services livrables par voie numérique » en 2019, la valeur de ces importations avait augmenté de 128 %, pour atteindre 39.5 milliards USD en 2019, contre 17.4 milliards USD en 2005 (CNUCEDSTAT, 2023^[8]).

Les niveaux de développement économique et de maturité numérique varient en Afrique. Cependant, les principaux moteurs communs de la croissance du commerce numérique en Afrique sont les suivants :

- La pénétration croissante d'Internet dans la région, principalement grâce à la connectivité d'Internet mobile au moyen de smartphones.
- L'essor et la croissance des plateformes numériques, y compris les plateformes régionales qui répondent aux besoins spécifiques des consommateurs africains.
- La disponibilité de méthodes de paiement alternatives, notamment les solutions de paiement numériques et le portefeuille électronique.
- Une population jeune, qui s'urbanise rapidement et qui maîtrise les outils numériques.
- L'impact de la COVID-19, qui a encore accéléré la transformation numérique dans la région.

Bien que la région offre de vastes perspectives de croissance pour le commerce électronique grâce à la transformation numérique, l'Afrique doit encore relever un certain nombre de défis pour réaliser pleinement son potentiel sur le marché du commerce électronique. Parmi les principaux défis à relever, il y a par exemple la faible confiance des consommateurs dans le numérique, la médiocrité des infrastructures et les faiblesses logistiques liées à la livraison (Forum économique mondial, 2019^[9]). En particulier, le commerce en ligne de biens est confronté à des contraintes supplémentaires en Afrique.

Pour les marchandises livrées par voie postale, la fiabilité du service postal (rapidité et prévisibilité de la livraison) est nettement inférieure en Afrique par rapport aux autres régions en développement du monde. Seulement 16 % des habitants de la région sont en mesure de recevoir du courrier à domicile – la plupart d’entre eux doivent se rendre eux-mêmes dans un établissement postal pour retirer leurs marchandises (Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique, 2021_[10]).

Le commerce transfrontalier de marchandises présente généralement des difficultés particulières, des recherches suggérant qu’il coûte plus cher en Afrique et prend deux fois plus de temps que dans d’autres régions en développement dans le monde (Banque mondiale, 2020_[11]). Dans ce contexte, des initiatives régionales sont en cours pour faciliter le commerce des marchandises sur le continent, notamment avec la Zone de libre-échange continentale africaine.

Défis en matière de TVA liés au commerce numérique

Les défis fiscaux internationaux de l’économie numérique sont largement reconnus. En effet, ces défis dominent le dialogue mondial actuel sur une politique fiscale saine et sa mise en oeuvre. La croissance de l’économie numérique, qui impacte de plus en plus (voire définit) l’économie au sens large, soulève des défis fondamentaux pour la conception et l’administration de l’impôt.

La capacité des entreprises à mener une activité économique dans une juridiction sans y exercer d’activité physique ou y avoir une présence physique est au cœur de bon nombre de ces défis. C’est peut-être la caractéristique la plus importante de la croissance de l’économie numérique mondiale du point de vue de la TVA. Il s’agit pratiquement d’une définition : si l’économie numérique est définie par la capacité des entreprises à fournir de la valeur à leurs clients par le biais des TIC, elles peuvent ne pas avoir besoin d’une présence physique dans la juridiction du client. Cela s’applique aux services et aux biens incorporels fournis par voie numérique, ainsi qu’au volume sans cesse croissant de biens de faible valeur achetés en ligne par des consommateurs finaux auprès de fournisseurs non-résidents. Certains des problèmes de TVA rencontrés dans chacun de ces domaines du commerce en ligne sont communs aux deux.

Les sous-sections suivantes décrivent ces défis plus en détail, en se concentrant sur les deux scénarios les plus pertinents impliquant des fournisseurs non-résidents du point de vue des recettes et de la neutralité de la TVA :

- Les fournitures internationales de services et de biens incorporels (souvent appelés « services et produits numériques »)
- Les importations de biens de faible valeur achetés en ligne.

La TVA sur les services et biens incorporels fournis par des fournisseurs non-résidents

Les juridictions peuvent être amenées à adapter leur législation en matière de TVA pour faire valoir le droit de taxer les fournitures de services et de biens incorporels fournis par des prestataires non-résidents. Bien que les juridictions généralement adoptent le principe de destination largement accepté, qui attribue les droits d’imposition à la juridiction de consommation aux fins de la TVA, elles peuvent manquer de dispositions efficaces pour imposer la TVA sur ces fournitures en vertu des règles traditionnelles de la TVA qui peuvent souvent avoir été établies avant l’avènement d’un commerce numérique significatif avec les clients faisant partie de l’économie d’une juridiction.

Le commerce international des fournitures de services et de biens incorporels (par exemple, les applications et les achats « in-app », la musique en streaming et la télévision à la demande, les jeux, le covoiturage, la location de logements, etc.) peut donner lieu à tous les défis clés que l'économie numérique pose à la conception et à l'administration de la TVA.

Un premier défi consiste à déterminer la juridiction qui a le droit de prélever la TVA sur les services et les biens incorporels faisant l'objet d'échanges internationaux, conformément au principe de destination généralement admis.

Il est généralement admis que la juridiction de consommation a le droit d'imposer la TVA. Pour les livraisons internationales de biens, la destination des biens indique généralement la juridiction de consommation. Pour les fournitures de services et de biens incorporels par des prestataires non-résidents, la détermination de la juridiction de consommation et, partant, l'élaboration de règles appropriées en matière de lieu d'imposition sont moins évidentes.

Avant l'avènement de l'économie numérique mondiale, le lieu de consommation des prestations de services et des biens incorporels était souvent déterminé, explicitement ou implicitement, par référence au lieu où ces services étaient physiquement exécutés ou au lieu où le fournisseur était situé. Toutefois, les règles qui attribuent à une juridiction le droit de prélever la TVA sur les prestations de services et les biens incorporels en fonction du lieu d'exécution ou du lieu où se trouve le fournisseur sont mal adaptées à un monde dans lequel, par exemple, le service de réparation de l'ordinateur personnel d'un particulier peut être assurée par un technicien qui prend le contrôle de l'ordinateur à distance et résout le problème par des manipulations exécutées à partir d'un autre pays.

Par conséquent, les règles d'attribution des droits d'imposition associés aux fournitures internationales à distance de services et de biens incorporels devront sans doute être adaptées pour mieux refléter le lieu de consommation ou d'utilisation professionnelle dans l'économie numérique. Ces règles devraient également être conçues de manière à assurer la cohérence entre les juridictions et entre les méthodes de vente et de fourniture (méthodes numériques et traditionnelles) et à faciliter le respect des règles. En l'absence de coordination, le risque de double imposition ou de non-imposition involontaire s'accroît.

Même si la législation TVA d'une juridiction est en mesure d'affirmer le droit de taxer conformément au principe de destination, le défi consiste à collecter la TVA de manière efficace, en particulier sur les prestations effectuées par des fournisseurs non-résidents à des consommateurs privés.

Les défis auxquels sont confrontées les autorités fiscales dans la juridiction d'imposition consistent à établir que le fournisseur non-résident a effectué des prestations soumises à la TVA dans leur juridiction, à assurer la collecte et le versement de la TVA par les fournisseurs non-résidents et à prendre des mesures de suivi telles que l'accès aux livres et registres comptables, ainsi qu'à mettre en place des procédures d'audit et de recouvrement pour les taxes impayées. Étant donné que la transaction porte sur des services et des biens incorporels plutôt que sur des biens corporels, les contrôles physiques aux frontières ne constituent pas un moyen alternatif d'assurer la perception de la TVA, comme c'est le cas, du moins dans une certaine mesure, pour les marchandises importées.

Bien que de nombreux régimes de TVA imposent aux entreprises immatriculées à la TVA d'« auto-évaluer » la TVA sur leurs achats auprès de fournisseurs non-résidents (par le biais d'un « mécanisme d'autoliquidation »), les autorités fiscales ne peuvent raisonnablement pas demander aux consommateurs privés de faire de même et de reverser la TVA sur leurs

achats auprès de fournisseurs étrangers, même si le consommateur privé est situé dans la juridiction d'imposition. Dans la pratique, les autorités fiscales n'ont pas d'autre choix que de demander le recouvrement de la TVA auprès de ces fournisseurs étrangers.

Le commerce international de services et de biens incorporels continuant à se développer, les autorités fiscales doivent faire face à un nombre croissant d'entreprises non-résidentes qui ne sont pas physiquement présentes dans leur juridiction et qui fournissent des services et des biens incorporels à la fois à des consommateurs privés et à des entreprises de cette juridiction.

Pour les entreprises non-résidentes, l'incertitude concernant leurs obligations en matière de TVA et/ou des règles et exigences complexes dans la juridiction d'imposition peuvent créer un coût administratif excessif et des obstacles commerciaux. C'est particulièrement le cas lorsque ces obligations relèvent de plusieurs juridictions, pour les grands opérateurs en ligne et, plus encore, pour les petites et moyennes entreprises (PME).

La TVA sur les importations de biens de faible valeur achetés en ligne auprès de fournisseurs non-résidents

En théorie, les principaux défis que l'économie numérique pose au commerce international des prestations de services devraient être moins pertinents pour le commerce international des biens. D'une part, la détermination de la juridiction de consommation ou d'utilisation commerciale devrait être relativement simple puisque la destination physique des biens identifie clairement cette juridiction. En outre, contrairement au commerce international des services et des biens incorporels, les contrôles physiques aux frontières constituent en principe un autre moyen de faire respecter les obligations de recouvrement des taxes concernant les biens importés.

La forte croissance continue du commerce électronique pose toutefois des problèmes pratiques de plus en plus importants aux juridictions pour collecter efficacement la TVA sur les volumes de plus en plus importants de biens que les clients achètent à des fournisseurs étrangers et qui n'ont souvent qu'une valeur individuelle relativement faible. Les principaux défis sont les suivants :

- Les coûts administratifs élevés des mécanismes douaniers traditionnels de collecte de la TVA sur ces biens ;
- Les défis posés par les exonérations de taxes à l'importation pour les colis de faible valeur ;
- Les défis en matière de respect des règles fiscales – les fraudes et les abus sont très courants.

Les coûts administratifs élevés

La perception et le contrôle de la TVA par les autorités douanières sur chaque colis individuel risquent d'entraîner des coûts administratifs disproportionnés pour les administrations ainsi que pour les entreprises, notamment en ce qui concerne les biens importés de faible valeur. Les recettes provenant de l'imposition de la TVA sont perdues dans des processus de collecte inefficaces, ce qui compromet l'objectif de collecte de recettes vitales pour les finances publiques d'une juridiction.

L'augmentation significative des achats de biens de faible valeur par les clients auprès de fournisseurs non-résidents entraîne le passage quotidien d'énormes quantités de petits colis aux frontières, ce qui exerce une pression considérable sur la perception de la TVA par les autorités douanières dans le cadre des procédures douanières normales.

Outre la perception des taxes, les procédures douanières visent également, entre autres, à faciliter les échanges et à garantir la sécurité aux frontières.¹ Il est donc nécessaire de maintenir une infrastructure douanière pour des raisons indépendantes de l'exercice de la collecte des taxes et du contrôle de conformité. Toutefois, il est probable que les recettes de TVA résultant de la perception de la taxe par les autorités douanières soient souvent insuffisantes pour amortir ne serait-ce que les coûts marginaux de sa collecte sur un volume toujours croissant de colis de faible valeur dans le cadre des procédures douanières traditionnelles.

Exonération de la TVA pour les envois de faible valeur

Afin d'atténuer les coûts administratifs liés à la perception de la TVA à l'importation sur les envois de « faible valeur », la plupart des juridictions, y compris certaines en Afrique, prévoient une exonération de la TVA sur ces importations de faible valeur. Les juridictions parlent souvent « d'exonération pour les envois de faible valeur », bien que certaines parlent également de « valeur négligeable ». L'exonération de la TVA sur les envois de faible valeur est née d'une mesure de simplification visant à supprimer et à réduire ce que les juridictions considéraient comme des charges administratives disproportionnées pour leurs administrations fiscales et douanières dans le cadre du traitement des importations de biens de faible valeur. Historiquement, les juridictions ne considéraient pas le manque à gagner en matière de TVA comme significatif en raison de la combinaison de volumes d'importation relativement faibles et de la valeur réduite des envois pris individuellement. En effet, le risque le plus important était que les coûts administratifs liés à la perception de la TVA sur les importations de biens de faible valeur dépassent les recettes perçues.

Toutefois, avec l'essor du commerce électronique, les juridictions ont constaté que les exonérations de TVA pour les envois de faible valeur ont entraîné des distorsions de concurrence de plus en plus importantes et non viables pour les fournisseurs nationaux confrontés au défi croissant de devoir rivaliser avec des fournisseurs étrangers qui vendent aux consommateurs sur le marché national sans facturer de TVA sur leurs ventes.

L'absence relative d'exigences en matière de conformité à la TVA pour ces fournisseurs non-résidents de biens de faible valeur ajoute encore à l'avantage financier dont ils bénéficient en vendant dans une juridiction sans TVA en vertu des règles d'exonération pour les envois de faible valeur. En revanche, les entreprises nationales immatriculées à la TVA (y compris les plateformes nationales) sont normalement soumises à de d'importantes obligations de conformité lorsqu'elles vendent à des consommateurs nationaux, en plus de l'obligation de facturer la TVA sur leurs ventes nationales. L'une des conséquences de ces problèmes de neutralité est le déclenchement possible de délocalisations de certaines entreprises nationales à l'étranger, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur l'emploi local.

En plus de créer des distorsions de concurrence, l'augmentation constante des volumes de biens de faible valeur importés en franchise de TVA dans le cadre des régimes d'exonération de la TVA sur les envois de faible valeur peut entraîner des pertes de recettes de plus en plus importantes pour les juridictions.

Il semble qu'il n'y ait qu'un nombre limité de juridictions africaines (une vingtaine environ) ayant un seuil d'exonération de la TVA sur les biens importés de faible valeur, y compris, entre autres, l'Angola, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Rwanda et la Zambie. Aucune étude n'est disponible sur l'impact de ces allègements sur les recettes là où ils s'appliquent.

Défis en matière de conformité

Outre les coûts administratifs élevés des procédures douanières traditionnelles pour la perception de la TVA sur les volumes importants de biens importés de faible valeur provenant des ventes en ligne, les pertes de recettes croissantes et les distorsions de concurrence causées par les exonérations pour les envois de faible valeur, des risques importants de fraude ont été identifiés, notamment en ce qui concerne les pratiques suivantes :

- Sous-déclaration de marchandises importées de valeur supérieure afin de bénéficier illégitimement d'un seuil de franchise de TVA pour les envois de faible valeur, ou d'éviter ou de réduire la TVA et/ou les droits de douane.
- Déclaration erronée de biens commerciaux de faible valeur relevant de catégories exonérées de TVA telles que les cadeaux, les transactions de consommateur à consommateur (C2C) ou les échantillons.
- Recours à des tiers pour stocker des biens importés de faible valeur dans des entrepôts ou des centres logistiques situés dans le pays, sans déclarer et verser la TVA sur la vente ultérieure de ces biens.

Le contrôle du respect des procédures traditionnelles de perception de la TVA à l'importation signifie que les autorités douanières doivent tenter d'évaluer plusieurs milliers de colis chaque jour dans les ports, les aéroports et les dépôts de colis les plus fréquentés d'un pays afin de vérifier que les entreprises les ont évalués et classés de manière appropriée dans leurs déclarations. Les pratiques décrites ci-dessus et leur ampleur sont connues pour avoir poussé les capacités des autorités douanières à leur limite, voire au-delà, dans de nombreuses juridictions.

L'économie du partage et à la demande

L'essor de l'économie du partage et des services à la demande a fondamentalement transformé un certain nombre de secteurs en l'espace de quelques années seulement. Ce concept fait référence à la pratique selon laquelle les opérateurs économiques, souvent des particuliers, utilisent des plateformes numériques pour monétiser leurs biens et services sous-utilisés en vue d'une utilisation temporaire (« partagée »). Les plateformes de partage et de services à la demande ont déjà perturbé un certain nombre de secteurs économiques, notamment dans les transports (covoiturage), le tourisme et l'hôtellerie (hébergement de courte durée), les services professionnels et la finance. La forte croissance de l'économie du partage et des services à la demande crée un certain nombre de défis et d'opportunités spécifiques pour la politique et l'administration de la TVA.

Ces défis sont notamment liés à l'implication d'un grand nombre de nouveaux opérateurs économiques, dont beaucoup ne sont pas considérés comme des assujettis dans le cadre des systèmes de TVA actuels et pourraient ne pas être capables ou désireux de se conformer à leurs obligations s'ils devaient être traités comme des assujettis à la TVA. L'utilisation fréquente d'actifs à la fois pour des activités de partage ou de services à la demande (par exemple, des véhicules, des biens immobiliers) et à des fins privées peut ajouter à la complexité. Le fait que les fournisseurs de l'économie du partage et des services à la demande aient généralement une présence physique dans la juridiction d'imposition est un autre aspect pertinent qui la distingue du commerce en ligne de services, de biens incorporels et de biens de faible valeur, comme indiqué ci-dessus, où les principaux défis en matière de TVA découlent du fait que les fournisseurs en ligne n'ont souvent pas de présence physique dans la juridiction d'imposition.

La Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique

En réponse aux défis en matière de TVA associés à l'économie numérique et au besoin potentiel de réforme pour relever ces défis, la Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique fournit des conseils détaillés pour renseigner les décideurs politiques et les administrations fiscales dans les juridictions africaines dans la conception et la mise en œuvre de politiques solides pour l'application de la TVA au commerce numérique. Cette approche repose sur quatre piliers principaux :

- Établir un cadre juridique permettant aux juridictions d'exercer le droit d'imposer la TVA sur le commerce numérique international. En ce qui concerne les ventes en ligne de services et de produits numériques, cela passe par la mise en œuvre de la norme internationalement reconnue pour déterminer le « lieu d'imposition » par rapport à la localisation du client (OCDE, 2017^[2]).
- Assurer la collecte efficace de la TVA sur les ventes en ligne de biens, de services et de produits numériques provenant de fournisseurs non-résidents, grâce à des mécanismes administratifs et d'identification simplifiés (OCDE, 2017^[2]).
- Stimuler l'efficacité de la collecte de la TVA en exigeant des opérateurs de plateformes numériques qui dominent le commerce numérique mondial, qu'ils collectent et reversent la TVA sur les ventes réalisées par le biais de leurs plateformes.
- Améliorer le respect des obligations en matière de TVA par les fournisseurs en ligne et les plateformes numériques non-résidents grâce à une communication efficace et à la mise en œuvre d'une stratégie moderne de gestion et d'application de la conformité fondée sur le risque, soutenue par une coopération administrative internationale solide.

La Boîte à outils n'est pas prescriptive, mais fournit plutôt des conseils sur les approches possibles basées sur les normes et les meilleures pratiques internationalement reconnues, en consultation avec les administrations fiscales africaines et en s'appuyant sur l'expérience des juridictions qui les ont déjà mise en œuvre. Cette Boîte à outils n'a pas pour but de présenter un modèle de législation sur la TVA à adopter par les juridictions nationales. Il présente plutôt des principes de politique générale acceptés au niveau international qui résultent d'un dialogue et d'une consultation intensifs entre les autorités fiscales du monde entier et les milieux d'affaires. La boîte à outils vise à apporter des éléments pertinents pour les législations nationales et à fournir des recommandations pour la mise en œuvre juridique et administrative de ces principes.

Il peut être divisé en trois thèmes principaux qui sont pertinents pour les pays qui peuvent se trouver à différents stades de la mise en œuvre des politiques visant à relever les défis du commerce numérique :

- Une analyse détaillée des différentes composantes du cadre d'action recommandé pour l'application de la TVA au commerce numérique et des orientations pratiques pour leur mise en œuvre à la lumière des défis, opportunités et circonstances spécifiques à l'Afrique. Elles se focalisent respectivement sur les services et les produits numériques faisant l'objet d'échanges internationaux, sur les biens importés de faible valeur issus de la vente en ligne et sur l'économie de partage et à la demande.
- Des orientations détaillées sur la mise en œuvre administrative et opérationnelle du cadre d'action recommandé pour la collecte de la TVA sur le commerce numérique international. Il s'agit notamment de la conception d'un régime de conformité simplifié pour les fournisseurs en ligne et les plateformes numériques non-résidents, du développement

d'un portail en ligne pour l'enregistrement et le paiement de la TVA par ces entreprises et de l'intégration de ce régime de conformité simplifié dans le cadre administratif et informatique existant d'une administration fiscale.

- Des recommandations aux décideurs et aux administrateurs la mise en œuvre d'une stratégie de communication efficace et de solides stratégies de gestion des risques de conformité. Ces stratégies visent à garantir le respect par les fournisseurs en ligne et les plateformes numériques non-résidents de leurs obligations au titre du cadre d'action recommandé pour l'application de la TVA au commerce numérique.

Les recommandations du cadre stratégique pour l'application de la TVA au commerce numérique

Les principales recommandations sont notamment :

- Établir le cadre juridique permettant d'exercer le droit de percevoir la TVA sur les services et les biens incorporels que les entreprises non-résidentes fournissent à des clients sur le territoire d'une juridiction, en mettant en œuvre une règle permettant de déterminer le lieu d'imposition de ces fournitures par rapport à la localisation du client. Cela permet à une juridiction d'imposer la TVA sur ces fournitures, notamment les ventes de services et de produits numériques, que le fournisseur soit ou non situé dans cette juridiction.
- Définir la localisation du client par référence à la « résidence habituelle » pour les fournitures effectuées aux particuliers (fournitures entre entreprise et particulier ou B2C) et par référence au « lieu de présence ou d'établissement commercial permanent » lorsque le client est une entreprise (fournitures entre entreprises ou B2B).
- Identifier des critères et des indices clairs pour déterminer et établir la preuve de la localisation du client, en se référant aux données auxquelles les fournisseurs en ligne ont normalement accès dans le cours normal de leurs activités (notamment les données relatives aux cartes bancaires ou autres paiements, l'adresse de facturation et l'adresse IP).
- Imposer des obligations de collecte de la TVA aux fournisseurs non-résidents effectuant de telles fournitures aux particuliers sur le territoire d'une juridiction (« régime de collecte par les fournisseurs »).
- Envisager d'étendre l'application du régime de collecte par les fournisseurs aux fournitures effectuées par des fournisseurs non-résidents à tous les clients, entreprises (B2B) ainsi qu'aux particuliers (B2C) lorsqu'une juridiction n'autorise pas ou n'est pas en mesure d'autoriser l'utilisation de mécanismes de collecte distincts pour les fournitures B2B et B2C.
- Imposer aux opérateurs de plateformes numériques de collecter et de reverser la TVA sur les ventes en ligne réalisées par l'intermédiaire de leur plateforme par des fournisseurs en ligne non-résidents (« régime de responsabilité intégrale pour la TVA »). Cette obligation peut être complétée par des exigences en matière de déclaration, notamment en ce qui concerne les activités de l'économie de partage et à la demande.
- Atteindre des niveaux élevés de respect des obligations fiscales en mettant en œuvre un régime simplifié d'enregistrement et de collecte de la TVA pour les fournisseurs non-résidents et les plateformes numériques afin de remplir leurs obligations en matière de recouvrement de la TVA, soutenu par des processus en ligne et limitant les obligations à ce qui est strictement nécessaire pour la collecte efficace de la TVA.
- Étendre le régime de collecte par les fournisseurs avec responsabilité intégrale en matière de TVA pour les plateformes numériques aux fournitures en ligne de biens importés de faible valeur, en imposant aux fournisseurs non-résidents et aux plateformes numériques

l'obligation de collecter la TVA sur ces fournitures au point de vente et de reverser cette TVA aux autorités fiscales de la juridiction d'importation. Permettre à ces fournisseurs non-résidents et plateformes numériques d'accéder au régime simplifié d'enregistrement et de collecte afin de faciliter le respect des obligations fiscales.

- Œuvrer à assurer une cohérence internationale dans la conception et la gestion des mesures visant à imposer et à percevoir la TVA sur les ventes en ligne réalisées par des fournisseurs non-résidents comme indiqué ci-dessus.

La mise en œuvre administrative et opérationnelle du cadre d'action recommandé en matière de TVA sur le commerce numérique.

Les principales recommandations sont notamment :

- Séquencer la mise en œuvre de la réforme de la TVA en matière de commerce numérique, en se concentrant d'abord sur la collecte de la TVA sur les services et les produits numériques auprès des fournisseurs en ligne et des plateformes numériques non-résidents, puis en étendant ces obligations de collecte de la TVA sur les biens importés de faible valeur. La réforme relative à la collecte de la TVA sur les importations de biens issus de ventes en ligne est plus complexe, notamment en raison du lien avec les processus douaniers.
- Adopter une approche par projet pour le développement de l'infrastructure opérationnelle et informatique qui est nécessaire pour soutenir la mise en œuvre de la réforme, avec une structure de gouvernance appropriée pour assurer la gestion et la réalisation efficaces du projet. La section 5 de la boîte à outils comprend une feuille de route détaillée pour l'organisation et la mise en œuvre du projet.
- Mettre en œuvre un régime simplifié d'enregistrement et de collecte de la TVA pour les fournisseurs en ligne et les plateformes numériques non-résidents, qui limite les obligations à ce qui est strictement nécessaire pour la collecte efficace de la TVA.
- Assurer une interaction efficace entre le régime de collecte de la TVA par le fournisseur pour les biens importés de faible valeur et les procédures douanières. Il s'agit notamment de mesures permettant d'échanger efficacement des données et de déterminer le statut « TVA acquittée » des biens importés de faible valeur au moment de l'importation, de manière à réduire les risques de double imposition et de non-imposition involontaire et à faciliter les procédures douanières à la frontière. L'implication précoce des administrations douanières dans la conception et la mise en œuvre d'un tel régime revêt une importance particulière, de même que la consultation en temps utile des principales parties prenantes telles que les marchés du commerce électronique et les intermédiaires de transport (notamment les opérateurs postaux et les transporteurs express).
- Consulter, tout au long du processus de réforme, les milieux d'affaires, notamment les fournisseurs non-résidents et les plateformes numériques susceptibles d'entrer dans le champ d'application de la réforme, les organisations internationales ou régionales, ainsi que les juridictions ayant déjà une expérience de la mise en œuvre du cadre d'action recommandé pour l'application de la TVA au commerce numérique.
- Accorder un délai approprié aux administrations fiscales et aux entreprises non-résidentes pour se préparer à l'entrée en vigueur de la réforme. Un délai de 6 à 12 mois entre l'adoption de la réforme et son entrée en vigueur est considéré comme approprié pour une réforme de la TVA axée sur les ventes en ligne de services et de produits numériques. Un délai de 12 à 18 mois après l'adoption de la réforme est généralement considéré comme approprié pour une réforme de la TVA axée sur les biens importés de faible valeur.

Stratégies visant à améliorer la conformité et à renforcer la capacité d'exécution des administrations fiscales.

Les principales recommandations sont notamment :

- Mettre en œuvre un régime d'enregistrement et de conformité bien conçu, simple et facile à utiliser au profit des fournisseurs non-résidents et des plateformes numériques.
- Mettre en œuvre une stratégie de communication multicanal efficace et proactive qui concerne les fournisseurs non-résidents et les plateformes numériques susceptibles d'être affectés par la réforme de la TVA axée sur le commerce numérique, afin de les sensibiliser rapidement à leurs obligations dans le cadre du nouveau régime.
- Fournir des orientations claires sur le champ d'application du régime de TVA pour les fournisseurs non-résidents et les plateformes numériques, notamment sur les types de services et de produits numériques et/ou de biens importés de faible valeur entrant dans le champ d'application, sur le traitement des fournitures B2B et B2C et sur la détermination du statut du client lorsque cela est pertinent pour le fonctionnement du régime, sur les indices et les critères permettant de déterminer et de prouver le lieu d'établissement du client, et sur les taux de TVA et les exonérations applicables.
- Optimiser les niveaux de respect des obligations fiscales en fournissant des instructions claires aux fournisseurs non-résidents et aux plateformes numériques sur tous les aspects du fonctionnement du régime administratif simplifié, en anglais et dans la langue ou les langues des principaux partenaires commerciaux de la juridiction en plus de la langue ou des langues locales de la juridiction.
- Développer des stratégies efficaces pour gérer les risques de non-conformité des fournisseurs non-résidents et des plateformes numériques. La section 6 de la boîte à outils donne des orientations détaillées sur les différentes composantes de ces stratégies, notamment l'identification, l'évaluation et la hiérarchisation des risques, l'élaboration de stratégies de traitement ciblées et la manière dont elles peuvent être optimisées grâce à l'ajustement aux différentes étapes de la mise en œuvre du régime (phase de préparation, de mise en œuvre et de maturité).
- Utiliser largement les données de tiers pour soutenir une stratégie de gestion de la conformité fondée sur les risques, notamment pour identifier la population de contribuables dans le champ d'application du régime pour les fournisseurs non-résidents et les plateformes numériques, pour détecter les cas de non-enregistrement et pour contrôler la conformité globale.
- Renforcer les capacités d'exécution des autorités fiscales en ce qui concerne le respect des obligations en matière de TVA par les fournisseurs non-résidents et les plateformes numériques en utilisant efficacement les opportunités disponibles en matière de coopération administrative internationale. En particulier, la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale est l'instrument multilatéral le plus complet disponible pour toutes les formes de coopération administrative entre les juridictions en matière d'établissement et de recouvrement des impôts, notamment de la TVA. Cette coopération peut porter sur l'échange de renseignements, y compris les échanges automatiques de renseignements, et sur l'assistance au recouvrement des créances fiscales étrangères.

Note

- 1 Pour une brève description des procédures douanières relatives à l'importation des biens de faible valeur, voyez le rapport BEPS de 2015 *Relever les défis fiscaux posés par l'économie numérique*, OECD Publishing, Paris, <https://www.oecd.org/fr/ctp/relever-les-defis-fiscaux-poses-par-l-economie-numerique-action-1-2015-rapport-final-9789264252141-fr.htm>, Annexe C, en particulier les pages 185 à 193.

Références

- Banque mondiale (2020), *Doing business: Trading across borders*, <https://archive.doingbusiness.org/en/data/exploretopics/trading-across-borders>. [11]
- CNUCED (2021), *Estimates of Global E-commerce 2019 and Preliminary Assessment of COVID-*, <https://unctad.org/system/files/official-document/>. [4]
- CNUCED (2018), *Investment Policy Review of Cabo Verde*, <http://unctad.org/ipr> (consulté le 7 septembre 2020). [5]
- CNUCEDSTAT (2023), *International trade in digitally-deliverable services, value, shares and growth, annual*, <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableView/tableView.aspx?ReportId=158358>. [8]
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (2021), *Covid-19 Impact on E-commerce: Africa*, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis-Abeba, Éthiopie, <https://repository.uneca.org/handle/10855/43939>. [10]
- Forum économique mondial (2019), *8 ways to help African e-commerce fulfil its potential*, <https://www.weforum.org/agenda/2019/09/8-ways-to-help-african-e-commerce-fulfil-its-potential/>. [9]
- OCDE (2017), *International VAT/GST Guidelines*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264271401-en>. [2]
- OCDE/WBG/ATAF (2023), *Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique*, Éditions OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/fiscalite/consommation/boite-a-outils-numerique-sur-la-tva-pour-l-afrique.htm>. [1]
- Statista (2022), *Retail e-commerce sales worldwide from 2014 to 2026 (in billion US dollars)*, <https://www.statista.com/statistics/379046/worldwide-retail-e-commerce-sales/#:~:text=In%202021%2C%20retail%20e%2Dcommerce,8.1%20trillion%20dollars%20by%202026>. [3]
- Statista (2021), *E-commerce revenue in Africa in 2017 to 2025*, <https://www.statista.com/statistics/1190541/e-commerce-revenue-in-africa/>. [7]
- US Department of Commerce International Trade Administration (2023), *The Rise of eCommerce in Africa*, <https://www.trade.gov/rise-ecommerce-africa>. [6]

Chapter 4

**Tax levels and tax structures,
1990-2021**

Chapitre 4

**Niveaux et structures des impôts,
1990-2021**

Chapter 4 / Chapitre 4

Comparative tables, 1990-2021

In all of the following tables a (“..”) indicates not available. The main series in this volume covers the years 1990 to 2021.

Figures referring to 1991-99 and 2011 in Tables 4.1 and 4.2 and figures relating to 1990-94, 1996-99, 2001-04, 2006-09, 2011-14 and 2016 in Tables 4.5 to 4.19 have been omitted because of lack of space. Complete series are, however, available on line at OECD/ATAF/AUC (2023), “Revenue Statistics in Africa: Comparative tables”, OECD Tax Statistics (database), <http://dx.doi.org/10.1787/be755711-en>.

Tableaux comparatifs, 1990-2021

Dans tous les tableaux suivants le symbole («..») signifie que l’information n’est pas disponible. La principale série dans ce volume couvre les années 1990 à 2021.

Les données pour les années 1991 à 1999 et 2011 dans les tableaux 4.1 et 4.2 et pour les années 1990-94, 1996-99, 2001-04, 2006-09, 2011-14 et 2016 dans les tableaux 4.5 à 4.19 ont été omises en raison du manque d’espace. Les séries complètes sont cependant disponibles en ligne sur OCDE/ATAF/CUA (2023), « Statistiques des recettes publiques en Afrique : Tableaux comparatifs », *Statistiques fiscales de l’OCDE* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/7f54581d-fr>.

Table 4.1. Total tax revenue as percentage of GDP, 1990-2020
Tableau 4.1. Total des recettes fiscales en pourcentage du PIB, 1990-2020

	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Botswana	15.7	15.4	15.6	14.1	17.4	16.0	15.8	16.0
Burkina Faso ¹	..	10.2	12.4	11.7	12.1	12.6	11.9	12.6	14.0	13.4
Cabo Verde	10.5	15.6	18.7	19.5	20.9	20.8	21.6	18.8	19.0	20.2
Cameroon / Cameroun	..	10.8	10.5	11.0	11.5	12.0	12.0	12.3	11.5	12.5
Chad / Tchad	14.6	17.9
Congo	..	3.8	7.5	5.9	5.6	5.9	6.0	8.0	7.1	7.6
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém. ²	..	0.6	4.7	4.9	5.5	6.3	7.6	8.0	8.3	8.7
Côte d'Ivoire	15.6	11.1	11.5	11.3	11.7	12.4	12.2	12.2	11.9	11.1
Egypt / Égypte ³	16.0	15.7	17.4	17.1	16.8	17.0	15.5	15.5
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	8.2	9.7	7.5	7.8	12.8	7.6	7.0
Eswatini	..	10.7	11.4	11.6	11.7	11.8	12.9	12.9	13.9	13.9
Gabon ^{1,4}	12.7	13.6
Ghana	..	7.8	10.4	10.5	9.9	10.0	10.5	10.4	10.8	11.8
Guinea / Guinée	..	7.5	7.6	8.4	8.5	8.8	9.5	10.2	10.0	10.4
Kenya	13.6	14.7	14.7	16.0	16.7	16.0	15.9	16.7
Lesotho	16.7	15.4	14.4	14.6	15.2	17.1	17.3	17.7
Madagascar ³	..	9.4	9.3	8.7	9.2	9.8	11.4	9.4	8.5	9.0
Malawi	9.0	9.0	9.7	10.3	10.9	11.3	11.6
Mali ³	..	11.4	14.9	14.5	14.1	14.3	13.3	14.4	14.1	14.0
Mauritania / Mauritanie ¹	10.0	10.2	10.4	9.8	10.6
Mauritius / Maurice ⁵	22.0	18.1	17.1	17.7	17.6	16.8	18.5	18.9	18.7	18.7
Morocco / Maroc ^{1,3}	..	20.3	21.0	23.0	24.2	26.4	28.7	25.6	25.5	26.2
Namibia / Namibie	16.6	17.2	17.7	17.9	18.6	21.5
Niger	..	7.3	8.8	8.3	8.6	9.0	9.0	10.4	9.6	10.2
Nigeria / Nigéria	7.3	9.7
Rwanda ³	..	8.5	10.6	10.7	11.3	11.5	12.5	12.1	12.3	13.0
Senegal / Sénégal ^{1,6}	..	13.1	14.5	15.3	15.7	16.2	15.2	15.0	15.9	16.0
Seychelles	27.9	28.8	30.7	32.8
Sierra Leone	8.6	7.8	8.2	7.6	8.1	8.2	9.1	9.1
South Africa / Afrique du Sud ⁷	21.9	20.1	21.2	22.8	24.0	25.3	25.3	23.2	23.1	24.0
Togo	..	7.0	9.8	9.9	10.7	11.3	10.7	10.8	10.9	12.0
Tunisia / Tunisie ³	..	23.3	23.0	23.1	23.2	24.0	25.6	25.5	25.9	27.7
Uganda / Ouganda	..	8.3	9.0	9.3	9.4	9.5	9.3	8.5	8.3	8.4
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)⁸	14.2	14.1	14.8
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)⁹	18.6	18.9
LAC average / Moyenne ALC¹⁰	14.7	17.1	18.2	18.8	19.3	20.0	20.2	19.4	20.0	20.4
OECD average / Moyenne OCDE¹¹	30.8	32.9	32.1	32.6	32.8	32.8	32.2	31.5	31.5	31.9

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	14.3	15.3	16.0	13.4	14.6	13.3	13.3	13.7	12.2	15.0
Burkina Faso ¹	14.9	15.9	14.3	14.6	15.3	16.1	16.8	17.1	16.1	15.6
Cabo Verde	18.3	18.4	17.5	19.3	19.4	20.5	20.0	19.4	18.3	16.8
Cameroon / Cameroun	13.0	13.6	13.8	14.1	13.7	14.0	14.2	13.9	12.8	13.3
Chad / Tchad	14.6	15.4	10.6	5.8	4.7	6.2	7.9	8.1	14.6	10.0
Congo	7.0	8.8	9.8	13.2	13.3	11.0	7.6	8.2	9.8	8.3
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém. ²	10.5	9.6	9.1	9.4	8.3	6.7	7.6	7.6	7.3	9.1
Côte d'Ivoire	12.8	12.7	12.2	12.6	13.0	13.1	12.9	12.9	13.1	13.9
Egypt / Égypte ³	13.9	15.0	14.0	13.9	15.0	14.9	15.5	15.2	13.6	14.1
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	8.8	8.9	9.8	12.0	7.1	6.6	6.6	9.8	8.4	5.9
Eswatini	12.8	13.7	14.9	15.0	16.1	17.0	17.4	18.3	17.9	18.0
Gabon ^{1,4}	12.6	15.9	14.8	14.8	12.3	10.5	9.8	12.5	12.0	10.3
Ghana	12.0	11.3	11.9	12.9	13.1	13.4	13.7	13.2	13.1	14.1
Guinea / Guinée	14.3	13.1	13.1	13.0	14.0	12.8	12.0	12.2	11.6	11.2
Kenya	16.2	16.3	17.4	17.0	17.2	17.5	16.6	16.3	15.8	15.2
Lesotho	16.9	18.6	18.9	19.3	19.3	19.3	21.3	20.6	19.4	20.7
Madagascar ³	8.7	9.1	8.8	9.3	9.6	10.4	10.9	11.1	10.1	10.7
Malawi	10.3	11.5	12.7	12.0	12.0	13.2	12.8	12.5	12.6	10.8
Mali ³	14.2	14.5	14.2	15.6	16.9	17.3	13.8	18.1	18.6	19.3
Mauritania / Mauritanie ¹	13.5	13.3	15.1	14.5	14.2	14.4	15.1	13.5	12.3	13.3
Mauritius / Maurice ⁵	19.3	18.9	18.9	18.8	19.0	19.2	19.7	20.4	20.3	20.0
Morocco / Maroc ^{1,3}	27.3	26.0	25.7	24.6	25.4	25.9	26.2	26.3	27.3	27.1
Namibia / Namibie	19.9	20.0	21.1	21.5	21.1	20.4	19.4	20.2	18.6	19.7
Niger	10.6	12.7	12.4	12.6	10.5	9.5	11.2	10.4	9.8	10.8
Nigeria / Nigéria	9.4	8.3	7.7	6.1	5.3	5.7	6.4	6.0	5.5	6.7
Rwanda ³	13.7	15.0	15.4	16.2	16.3	16.2	16.9	17.3	17.1	17.0
Senegal / Sénégal ^{1,6}	16.1	15.4	16.2	16.4	17.0	16.7	17.3	18.7	18.6	18.7
Seychelles	31.2	29.3	29.6	29.0	30.8	31.3	32.8	32.2	30.5	27.9
Sierra Leone	9.7	8.3	8.7	9.9	10.6	10.8	10.9	11.8	11.0	11.7
South Africa / Afrique du Sud ⁷	24.4	24.8	25.4	26.4	26.0	26.0	26.5	26.4	25.2	27.0
Togo	12.5	14.5	15.5	16.0	16.4	15.8	14.6	15.0	15.4	17.0
Tunisia / Tunisie ³	27.7	28.3	29.3	28.5	27.9	29.2	29.9	32.1	32.5	32.5
Uganda / Ouganda	8.5	9.0	9.3	10.5	11.0	11.4	11.7	12.1	11.1	12.2
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)⁸	14.8	15.2	15.3	15.4	15.4	15.3	15.4	15.8	15.5	15.6
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)⁹	19.5	19.6	19.1	19.2	18.9	19.7	20.2	20.5	19.6	19.8
LAC average / Moyenne ALC¹⁰	20.7	20.8	20.9	21.4	21.2	21.2	21.5	21.7	20.9	21.7
OECD average / Moyenne OCDE¹¹	32.3	32.6	32.8	32.9	33.6	33.3	33.5	33.4	33.6	34.1

Table 4.1. **Total tax revenue as percentage of GDP, 1990-2020 (cont.)**
 Tableau 4.1. **Total des recettes fiscales en pourcentage du PIB, 1990-2020 (suite)**

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

Data on social security contributions are not available for Chad, the Democratic Republic of the Congo (prior to 2012), Equatorial Guinea (prior to 2013), Guinea, Madagascar (prior to 2011), Namibia (prior to 2009), the Republic of the Congo, Sierra Leone, Togo and Uganda and are only partially available in Cameroon and Senegal. Social security contributions for Botswana, Lesotho and Malawi are deemed to be null as they do not meet the criteria to be classified as social security contributions set out in the OECD classification of taxes in the *OECD Interpretative Guide*.

In Ghana, Lesotho, Malawi, Nigeria, Sierra Leone and Uganda, revenues from property taxes are mainly levied by local governments for which data on revenue are not available. In the Democratic Republic of the Congo, only data for property taxes levied by the *Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD)* are available since 2010.

See the country tables in Chapter 5 for further information on data issues for individual countries.

1. Social security contributions are estimated in Burkina Faso (2021), Gabon (years prior to 2015), Mauritania (2021), Morocco (years prior to 2002) and Senegal (2019 and 2020).
2. The figures should be interpreted with caution as they are affected by macroeconomic instability in the early 2000s. For the years prior to 2010, the figures exclude some revenues collected by the *Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD)*, which are estimated to be less than 1% of total tax revenue. See Table 5.6 in Chapter 5 for further information.
3. Egypt, Madagascar, Mali, Morocco, Rwanda and Tunisia do not include social security contributions in the tax-to-GDP ratio in their official publications as these countries do not consider them to be taxes. They are included as tax revenue in this publication, following the classification set out in the *OECD Interpretative Guide*.
4. The figures should be interpreted with caution for years prior to 2014 as customs revenues (representing roughly 50% of tax revenues) are estimated for these years.
5. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
6. These figures include contributions to the Senegalese Pension Institute (IPRES) (estimated prior to 2006) and contributions to the social security fund (CSS) (from 2012 as data for previous years are not available). Social security contributions in Senegal are estimated for 2019 and 2020.
7. Includes payments made by South Africa to the Southern African Customs Union (SACU) Common Revenue Pool.
8. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication. In 2009, the Africa (33) average is calculated based on estimated tax-to-GDP ratios for Chad, Gabon and Nigeria in that year, as data were not available prior to 2010 in these countries. The estimations in 2009 for these three countries are based on data for later years and on IMF figures from the *World Economic Outlook April 2023*. Details of the estimations are available in the metadata. The Africa (33) should be interpreted with caution as data for social security contributions (category 2000) and property taxes (category 4000) are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.
9. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
10. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
11. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

Les données des cotisations de sécurité sociale ne sont pas disponibles pour la République du Congo, la République démocratique du Congo (avant 2012), la Guinée, la Guinée équatoriale (avant 2013), Madagascar (avant 2011), la Namibie (avant 2009), l'Ouganda, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo et ne sont que partiellement disponibles au Cameroun et au Sénégal. Les cotisations de sécurité sociale pour le Botswana, le Lesotho et le Malawi sont nulles car elles ne répondent pas aux critères de classification des cotisations de sécurité sociale de la classification des impôts établie dans le *Guide d'interprétation de l'OCDE*.

Au Ghana, au Lesotho, au Malawi, au Nigéria, en Ouganda et en Sierra Leone, les recettes provenant des impôts sur le patrimoine sont principalement perçues par les administrations locales pour lesquelles les données ne sont pas disponibles. En République démocratique du Congo, seules les données des impôts sur le patrimoine qui sont prélevées par la *Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD)* sont disponibles à partir de 2010.

Voir les tableaux par pays au chapitre 5 pour plus d'informations sur les problèmes de données pour chaque pays.

1. Les cotisations de sécurité sociale sont estimées pour le Burkina Faso (2021), le Gabon (années antérieures à 2015), la Mauritanie (2021), le Maroc (années antérieures à 2002) et le Sénégal (2019 et 2020).
2. Les chiffres doivent être interprétés avec prudence car ils sont affectés par une instabilité macroéconomique au début des années 2000. Pour les années antérieures à 2010, les chiffres excluent certaines recettes perçues par la *Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD)* estimées inférieures à 1 % du total des recettes fiscales. Voir le tableau 5.6 du chapitre 5 pour plus d'informations.
3. L'Égypte, Madagascar, le Maroc, le Mali, le Rwanda et la Tunisie n'incluent pas les cotisations de sécurité sociale dans le ratio impôts / PIB dans leurs publications officielles car ces pays ne les considèrent pas comme des impôts. Elles sont incluses dans les recettes fiscales de cette publication en accordance avec la classification des impôts établie dans le *Guide d'interprétation de l'OCDE*.
4. Les chiffres doivent être interprétés avec prudence pour les années antérieures à 2014, car les recettes douanières (qui représentent environ 50 % des recettes fiscales) sont estimées pour ces années.
5. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
6. Les chiffres comprennent les cotisations de sécurité sociale de l'Institution de prévoyance retraite du Sénégal (IPRES) (estimées pour les années antérieures à 2006) et les cotisations de sécurité sociale de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS) (à partir de 2012 car les données pour les années précédentes ne sont pas disponibles). Les cotisations de sécurité sociale pour 2019 et 2020 sont estimées.
7. Comprend les paiements effectués par l'Afrique du Sud au fond collectif de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU).
8. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication. En 2009, la moyenne de l'Afrique (33) est calculée sur la base des ratios impôts / PIB estimés pour le Gabon, le Nigéria et le Tchad car les données n'étaient pas disponibles avant 2010 dans ces pays. Les estimations en 2009 pour ces trois pays sont basées sur des données des années ultérieures et sur les chiffres du FMI tirés des *Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2023*. Les détails des estimations sont disponibles dans les métadonnées. Il convient d'interpréter cette moyenne avec prudence à cause de valeurs manquantes ou incomplètes pour la rubrique 2000 (cotisations de sécurité sociale) et la rubrique 4000 (taxes sur le patrimoine). Voir les tableaux de pays au chapitre 5 pour plus d'informations.
9. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
10. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
11. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/u4vhr8>

Table 4.2. **Total tax revenue (excluding social security) as percentage of GDP**
 Tableau 4.2. **Total des recettes fiscales (sécurité sociale non comprise) en pourcentage du PIB**

	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Botswana	..	..	15.7	15.4	15.6	14.1	17.4	16.0	15.8	16.0
Burkina Faso	..	8.6	10.7	10.2	10.5	11.0	10.4	11.1	12.4	12.0
Cabo Verde	10.5	14.8	18.2	18.9	20.4	20.7	21.6	18.8	18.9	20.2
Cameroon / Cameroun	..	9.9	9.6	10.2	10.7	11.2	11.2	11.4	10.6	11.5
Chad / Tchad	..	..	..	..	..	..	..	..	14.6	17.9
Congo	..	3.8	7.5	5.9	5.6	5.9	6.0	8.0	7.1	7.6
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém. ¹	..	0.6	4.7	4.9	5.5	6.3	7.6	8.0	8.3	8.7
Côte d'Ivoire	14.6	10.1	10.5	10.4	10.8	11.4	11.3	11.2	11.0	10.3
Egypt / Égypte	..	..	12.7	12.8	14.6	14.0	14.0	14.5	13.0	13.0
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	..	8.2	9.7	7.5	7.8	12.8	7.6	7.0
Eswatini	..	9.5	10.1	10.2	10.2	10.2	11.4	11.1	12.0	12.2
Gabon ²	..	..	..	..	..	..	..	..	11.3	12.2
Ghana	..	7.1	9.5	9.7	8.8	8.9	9.5	9.1	9.9	10.8
Guinea / Guinée	..	7.5	7.6	8.4	8.5	8.8	9.5	10.2	10.0	10.4
Kenya	..	..	13.4	14.5	14.5	15.8	16.5	15.9	15.7	16.5
Lesotho	..	..	16.7	15.4	14.4	14.6	15.2	17.1	17.3	17.7
Madagascar	..	9.4	9.3	8.7	9.2	9.8	11.4	9.4	8.5	8.7
Malawi	..	..	..	9.0	9.0	9.7	10.3	10.9	11.3	11.6
Mali	..	10.5	13.6	13.1	12.7	12.8	11.8	12.8	12.8	12.3
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	..	..	9.4	9.5	9.8	9.1	10.0
Mauritius / Maurice ³	21.1	17.3	16.4	17.0	16.9	16.2	17.8	18.3	18.0	18.0
Morocco / Maroc	..	18.1	17.7	19.1	19.8	22.0	24.5	21.2	21.1	21.4
Namibia / Namibie	..	..	..	..	16.6	17.2	17.7	17.6	18.3	21.1
Niger	..	6.9	8.4	7.9	8.3	8.7	8.6	9.9	9.1	9.6
Nigeria / Nigéria	..	..	..	..	..	..	..	..	6.7	9.1
Rwanda	..	8.1	9.8	9.9	10.6	10.8	11.6	11.3	11.6	12.1
Senegal / Sénégal	..	12.6	13.9	14.7	15.1	15.5	14.5	14.3	15.0	15.3
Seychelles	..	..	..	..	..	..	22.6	23.9	27.9	32.2
Sierra Leone	..	..	8.6	7.8	8.2	7.6	8.1	8.2	9.1	9.1
South Africa / Afrique du Sud ⁴	21.9	20.1	20.9	22.4	23.6	24.9	24.9	22.8	22.8	23.6
Togo	..	7.0	9.8	9.9	10.7	11.3	10.7	10.8	10.9	12.0
Tunisia / Tunisie	..	18.3	17.7	17.8	17.5	18.1	19.4	18.9	18.9	20.1
Uganda / Ouganda	..	8.3	9.0	9.3	9.4	9.5	9.3	8.5	8.3	8.4
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)⁵	..	..	..	..	..	..	..	..	12.9	13.7
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)⁶	..	..	..	..	..	..	..	..	17.2	17.6
LAC average / Moyenne ALC⁷	12.4	14.4	15.5	16.1	16.6	17.2	17.3	16.3	16.8	17.1
OECD average / Moyenne OCDE⁸	23.8	24.6	23.8	24.3	24.5	24.6	23.9	22.8	22.9	23.3
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	14.3	15.3	16.0	13.4	14.6	13.3	13.3	13.7	12.2	15.0
Burkina Faso	13.5	14.3	12.7	12.8	13.5	14.3	15.0	15.2	14.2	13.7
Cabo Verde	18.3	18.3	17.5	19.3	19.4	20.5	20.0	19.3	18.3	16.8
Cameroon / Cameroun	12.0	12.6	13.0	13.3	12.7	13.0	13.2	12.8	11.8	12.3
Chad / Tchad	14.6	15.4	10.6	5.8	4.7	6.2	7.9	8.1	14.6	10.0
Congo	7.0	8.8	9.8	13.2	13.3	11.0	7.6	8.2	9.8	8.3
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém. ¹	10.1	9.0	8.5	8.8	7.8	6.2	7.1	6.8	6.5	8.3
Côte d'Ivoire	11.6	11.3	10.8	11.2	11.5	11.6	11.4	11.4	11.5	12.4
Egypt / Égypte	11.4	12.5	11.3	11.6	12.0	12.3	13.1	12.8	11.7	12.2
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	8.8	8.4	9.2	11.3	6.3	5.9	5.9	9.0	7.6	5.3
Eswatini	11.3	12.3	13.1	13.0	14.1	14.7	15.0	15.9	15.5	15.6
Gabon ²	11.3	14.5	13.5	13.8	10.6	8.8	8.3	11.0	10.3	9.0
Ghana	11.1	10.3	10.8	11.7	12.3	12.5	13.0	12.5	12.1	13.4
Guinea / Guinée	14.3	13.1	13.1	13.0	14.0	12.8	12.0	12.2	11.6	11.2
Kenya	16.0	16.0	17.2	16.8	16.7	17.1	16.2	15.9	15.4	14.8
Lesotho	16.9	18.6	18.9	19.3	19.3	19.3	21.3	20.6	19.4	20.7
Madagascar	8.3	8.8	8.5	8.9	9.2	10.0	10.3	10.6	9.5	10.2
Malawi	10.3	11.5	12.7	12.0	12.0	13.2	12.8	12.5	12.6	10.8
Mali	12.5	12.8	12.4	13.7	14.7	15.0	11.7	15.2	15.3	15.6
Mauritania / Mauritanie	12.8	12.7	14.2	13.6	13.4	13.7	14.4	12.8	11.7	12.7
Mauritius / Maurice ³	18.6	18.2	18.2	18.0	18.2	18.5	18.9	19.6	19.3	18.7
Morocco / Maroc	22.3	21.0	20.7	19.7	20.3	20.6	20.8	20.6	20.5	20.7
Namibia / Namibie	19.5	19.7	20.8	21.1	20.8	20.0	19.1	19.9	18.2	19.4
Niger	10.1	12.1	11.8	12.0	9.9	8.9	10.7	9.8	9.2	10.2
Nigeria / Nigéria	8.7	7.6	7.0	5.5	4.8	5.1	5.8	5.3	4.9	6.1
Rwanda	12.8	14.0	14.4	15.3	15.2	15.2	15.9	16.3	16.0	16.0

Table 4.2. **Total tax revenue (excluding social security) as percentage of GDP (cont.)**
 Tableau 4.2. **Total des recettes fiscales (sécurité sociale non comprise) en pourcentage du PIB (suite)**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Senegal / Sénégal	15.1	14.4	15.2	15.3	15.9	15.6	16.1	17.5	17.4	17.7
Seychelles	30.6	28.5	28.5	27.9	29.8	30.1	30.5	30.5	28.5	26.1
Sierra Leone	9.7	8.3	8.7	9.9	10.6	10.8	10.9	11.8	11.0	11.7
South Africa / Afrique du Sud ⁴	24.0	24.4	25.0	26.0	25.6	25.7	26.2	26.0	24.8	26.7
Togo	12.5	14.5	15.5	16.0	16.4	15.8	14.6	15.0	15.4	17.0
Tunisia / Tunisie	19.8	20.1	21.2	20.1	19.1	20.1	21.2	23.0	22.4	22.9
Uganda / Ouganda	8.5	9.0	9.3	10.5	11.0	11.4	11.7	12.1	11.1	12.2
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)⁵	13.7	14.0	14.1	14.2	14.0	14.0	14.1	14.5	14.0	14.1
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)⁶	18.1	18.3	17.8	17.9	17.6	18.4	18.8	18.9	18.0	18.1
LAC average / Moyenne ALC⁷	17.2	17.2	17.4	17.7	17.5	17.4	17.8	17.9	17.0	18.0
OECD average / Moyenne OCDE⁸	23.6	23.8	24.1	24.1	24.7	24.5	24.5	24.5	24.3	..

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

In Ghana, Lesotho, Malawi, Nigeria, Sierra Leone and Uganda, revenues from property taxes are mainly levied by local governments for which data on revenue are not available. In the Democratic Republic of the Congo, only data for property taxes levied by the Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) are available since 2010.

See the country tables in Chapter 5 for further information on data issues for individual countries.

- The figures should be interpreted with caution as they are affected by macroeconomic instability in the early 2000s. For the years prior to 2010, the figures exclude some revenues collected by the Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD), which are estimated to be less than 1% of total tax revenue. See Table 5.6 in Chapter 5 for further information.
- The figures should be interpreted with caution for years prior to 2014 as customs revenues (representing roughly 50% of tax revenues) are estimated for these years.
- The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
- Includes payments made by South Africa to the Southern African Customs Union (SACU) Common Revenue Pool.
- Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.
- Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
- Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
- Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

Au Ghana, au Lesotho, au Malawi, au Nigéria, en Ouganda et en Sierra Leone, les recettes provenant des impôts sur le patrimoine sont principalement perçues par les administrations locales pour lesquelles les données ne sont pas disponibles. En République démocratique du Congo, seules les données des impôts sur le patrimoine qui sont prélevées par la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) sont disponibles à partir de 2010.

Voir les tableaux par pays au chapitre 5 pour plus d'informations sur les problèmes de données pour chaque pays.

- Les chiffres doivent être interprétés avec prudence car ils sont affectés par une instabilité macroéconomique au début des années 2000. Pour les années antérieures à 2010, les chiffres excluent certaines recettes perçues par la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) estimées inférieures à 1 % du total des recettes fiscales. Voir le tableau 5.6 du chapitre 5 pour plus d'informations.
- Les chiffres doivent être interprétés avec prudence pour les années antérieures à 2014, car les recettes douanières (qui représentent environ 50 % des recettes fiscales) sont estimées pour ces années.
- L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
- Comprend les paiements effectués par l'Afrique du Sud au fond collectif de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU).
- Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.
- Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
- Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
- Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/5yutp6>

Table 4.3. **Tax revenue of the main headings as percentage of GDP, 2021**
 Tableau 4.3. **Recettes fiscales des principales rubriques en pourcentage du PIB, 2021**

	1000 Income & profits / Impôts & profits	2000 Social security / Sécurité sociale	3000 Payroll / Salaires	4000 Property / Patrimoine	5000 Goods and services / Biens et services	6000 Other taxes / Autres impôts
Botswana	9.4	0.0	0.0	0.0	5.6	0.0
Burkina Faso ¹	5.3	1.9	0.1	0.2	7.9	0.1
Cabo Verde	4.7	0.0	0.0	0.3	11.8	0.0
Cameroon / Cameroun	3.6	1.0	0.2	0.1	8.0	0.3
Chad / Tchad	4.9	..	0.1	0.4	4.5	0.0
Congo	2.4	..	0.2	0.4	5.3	0.0
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	3.6	0.8	0.3	0.1	4.3	0.1
Côte d'Ivoire	1.8	1.5	1.5	0.4	8.5	0.1
Egypt / Égypte ²	6.0	1.9	0.0	0.1	6.1	0.0
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	4.1	0.7	0.0	0.0	1.1	0.1
Eswatini	8.8	2.4	0.0	0.3	6.5	0.0
Gabon	3.6	1.4	0.1	0.2	4.8	0.3
Ghana	5.4	0.7	0.0	..	8.0	0.0
Guinea / Guinée	1.8	..	0.1	0.0	9.1	0.2
Kenya	6.3	0.3	0.0	0.0	8.4	0.1
Lesotho	11.0	0.0	0.0	..	9.7	0.0
Madagascar ²	2.8	0.4	0.0	0.1	7.4	0.0
Malawi	5.7	0.0	0.0	..	5.0	0.0
Mali ²	4.8	3.7	0.1	0.3	9.6	0.7
Mauritania / Mauritanie ¹	5.1	0.6	0.0	0.0	7.5	0.0
Mauritius / Maurice	5.9	1.3	0.1	1.0	11.7	0.0
Morocco / Maroc ²	7.7	6.4	0.0	1.4	11.5	0.1
Namibia / Namibie	12.3	0.3	0.0	0.1	6.9	0.1
Niger	2.5	0.6	0.1	0.2	6.6	0.9
Nigeria / Nigéria	3.1	0.5	0.0	0.1	2.6	0.4
Rwanda ²	7.2	1.0	0.0	0.1	8.6	0.0
Senegal / Sénégal	5.1	1.0	0.2	0.6	11.5	0.3
Seychelles	10.1	1.8	0.0	0.4	15.6	0.0
Sierra Leone	5.5	..	0.0	..	6.2	0.0
South Africa / Afrique du Sud ³	14.2	0.3	0.3	1.7	10.4	0.0
Togo	3.9	..	0.0	0.1	12.7	0.3
Tunisia / Tunisie ²	9.6	9.7	0.4	0.3	11.9	0.7
Uganda / Ouganda	4.2	0.0	0.0	0.0	7.8	0.1
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)⁴	5.8	1.4	0.1	0.3	8.0	0.2
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)⁵	7.7	1.7	0.1	0.7	9.7	0.2
LAC average / Moyenne ALC⁶	5.7	3.7	0.2	0.9	10.8	0.3
OECD average / Moyenne OCDE⁷	11.3	9.2	0.5	1.9	10.6	0.2

Table 4.3. Tax revenue of the main headings as percentage of GDP, 2020 (cont.)

Tableau 4.3. Recettes fiscales des principales rubriques en pourcentage du PIB, 2020 (suite)

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

Data on social security contributions are not available for Chad, the Democratic Republic of the Congo (prior to 2012), Equatorial Guinea (prior to 2013), Guinea, Madagascar (prior to 2011), Namibia (prior to 2009), the Republic of the Congo, Sierra Leone, Togo and Uganda and are only partially available in Cameroon and Senegal. Social security contributions for Botswana, Lesotho and Malawi are deemed to be null as they do not meet the criteria to be classified as social security contributions set out in the OECD classification of taxes in the *OECD Interpretative Guide*.

In Ghana, Lesotho, Malawi, Nigeria, Sierra Leone and Uganda, revenues from property taxes are mainly levied by local governments for which data on revenue are not available. In the Democratic Republic of the Congo only data for property taxes levied by the Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) are available since 2010.

1. Social security contributions are estimated in Burkina Faso and Mauritania.
2. Egypt, Madagascar, Mali, Morocco, Rwanda and Tunisia do not include social security contributions in the tax-to-GDP ratio in their official publications as these countries do not consider them to be taxes. They are included as tax revenue in this publication, following the classification set out in the *OECD Interpretative Guide*.
3. The figures for heading 5000 taxes on goods and services should be interpreted with caution as they include payments made by South Africa to the Southern African Customs Union (SACU) Common Revenue Pool.
4. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication. The Africa (33) should be interpreted with caution as data for social security contributions (category 2000) and property taxes (category 4000) are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.
5. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
6. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
7. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*. Data are for 2020 as data for 2021 were not available at the date of publication.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

Les données des cotisations de sécurité sociale ne sont pas disponibles pour la République du Congo, la République démocratique du Congo (avant 2012), la Guinée, la Guinée équatoriale (avant 2013), Madagascar (avant 2011), la Namibie (avant 2009), l'Ouganda, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo et ne sont que partiellement disponibles au Cameroun et au Sénégal. Les cotisations de sécurité sociale pour le Botswana, le Lesotho et le Malawi sont nulles car elles ne répondent pas aux critères de classification des cotisations de sécurité sociale de la classification des impôts établie dans le *Guide d'interprétation de l'OCDE*.

Au Ghana, au Lesotho, au Malawi, au Nigéria, en Ouganda et en Sierra Leone, les recettes provenant des impôts sur le patrimoine sont principalement perçues par les administrations locales pour lesquelles les données ne sont pas disponibles. En République démocratique du Congo, seules les données des impôts sur le patrimoine qui sont prélevées par la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) sont disponibles depuis 2010.

1. Les cotisations de sécurité sociale sont estimées pour le Burkina Faso et la Mauritanie.
2. L'Égypte, Madagascar, le Maroc, le Mali, le Rwanda et la Tunisie n'incluent pas les cotisations de sécurité sociale dans le ratio impôts / PIB dans leurs publications officielles car ces pays ne les considèrent pas comme des impôts. Elles sont incluses dans les recettes fiscales de cette publication en accordance avec la classification des impôts établie dans le *Guide d'interprétation de l'OCDE*.
3. Les chiffres relatifs à la rubrique 5000 impôts sur les produits et services doivent être interprétés avec prudence car ils incluent les paiements effectués par l'Afrique du Sud au fonds commun des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU).
4. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication. Il convient d'interpréter cette moyenne avec prudence à cause de valeurs manquantes ou incomplètes pour la rubrique 2000 (cotisations de sécurité sociale) et la rubrique 4000 (taxes sur le patrimoine). Veuillez voir les tableaux de pays au chapitre 5 pour plus d'informations.
5. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
6. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
7. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*. Les données sont pour 2020 car les données pour 2021 n'étaient pas disponibles à la date de la publication.

StatLink  <https://stat.link/vk65u7>

Table 4.4. Tax revenue of the main headings as percentage of total taxes, 2021
 Tableau 4.4. Recettes fiscales des principales rubriques en pourcentage du total des recettes fiscales, 2021

	1000 Income & profits / Impôts & profits	2000 Social security / Sécurité sociale	3000 Payroll / Salaires	4000 Property / Patrimoine	5000 Goods and services / Biens et services	6000 Other taxes / Autres impôts
Botswana	62.6	0.0	0.0	0.3	37.1	0.0
Burkina Faso ¹	33.8	12.3	1.0	1.5	50.8	0.6
Cabo Verde	27.8	0.2	0.0	1.9	70.1	0.0
Cameroon / Cameroun	27.3	7.6	1.6	0.9	60.0	2.5
Chad / Tchad	48.8	..	1.5	4.1	45.6	0.0
Congo	28.7	..	2.4	4.3	64.4	0.2
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	39.1	8.7	3.1	0.6	47.2	1.3
Côte d'Ivoire	13.2	11.1	10.7	3.1	61.1	0.8
Egypt / Égypte ²	42.4	13.7	0.0	0.7	43.2	0.0
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	69.3	11.1	0.0	0.0	18.3	1.3
Eswatini	48.7	13.3	0.0	1.8	36.1	0.0
Gabon	34.5	13.2	0.9	1.5	46.9	3.1
Ghana	38.5	5.2	0.0	..	56.3	0.0
Guinea / Guinée	15.8	..	1.1	0.1	81.1	1.8
Kenya	41.5	2.2	0.0	0.0	55.6	0.7
Lesotho	53.2	0.0	0.0	..	46.8	0.0
Madagascar ²	26.0	4.1	0.0	0.6	69.3	0.1
Malawi	53.3	0.0	0.0	..	46.7	0.1
Mali ²	25.0	19.2	0.6	1.5	49.9	3.8
Mauritania / Mauritanie ¹	38.5	4.5	0.1	0.2	56.6	0.1
Mauritius / Maurice	29.7	6.5	0.4	4.9	58.3	0.1
Morocco / Maroc ²	28.3	23.7	0.0	5.4	42.4	0.3
Namibia / Namibie	62.3	1.6	0.0	0.7	35.1	0.4
Niger	23.6	5.2	0.7	1.6	60.8	8.2
Nigeria / Nigéria	46.3	8.2	0.3	0.9	38.2	5.9
Rwanda ²	42.6	5.7	0.0	0.8	50.8	0.0
Senegal / Sénégal	27.3	5.2	1.2	3.2	61.5	1.7
Seychelles	36.2	6.4	0.0	1.5	55.9	0.0
Sierra Leone	46.9	..	0.0	..	53.1	0.0
South Africa / Afrique du Sud ³	52.6	1.2	1.1	6.4	38.6	0.0
Togo	23.2	..	0.1	0.5	74.6	1.6
Tunisia / Tunisie ²	29.5	29.7	1.1	1.0	36.7	2.1
Uganda / Ouganda	34.6	0.0	0.0	0.0	64.4	1.0
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)⁴	37.9	7.8	0.8	1.7	51.9	1.1
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)⁵	37.5	6.9	0.4	3.0	51.6	1.3
LAC average / Moyenne ALC⁶	26.7	17.0	0.8	4.1	50.0	1.3
OECD average / Moyenne OCDE⁷	33.7	26.6	1.4	5.7	32.1	0.5

Table 4.4. **Tax revenue of the main headings as percentage of total taxes, 2020** (cont.)Tableau 4.4. **Recettes fiscales des principales rubriques en pourcentage du total des recettes fiscales, 2020** (suite)

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

Data on social security contributions are not available for Chad, the Democratic Republic of the Congo (prior to 2012), Equatorial Guinea (prior to 2013), Guinea, Madagascar (prior to 2011), Namibia (prior to 2009), the Republic of the Congo, Sierra Leone, Togo and Uganda and are only partially available in Cameroon and Senegal. Social security contributions for Botswana, Lesotho and Malawi are deemed to be null as they do not meet the criteria to be classified as social security contributions set out in the OECD classification of taxes in the *OECD Interpretative Guide*.

In Ghana, Lesotho, Malawi, Nigeria, Sierra Leone and Uganda, revenues from property taxes are mainly levied by local governments for which data on revenue are not available. In the Democratic Republic of the Congo only data for property taxes levied by the Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) are available since 2010.

1. Social security contributions are estimated in Burkina Faso and Mauritania.
2. Egypt, Madagascar, Mali, Morocco, Rwanda and Tunisia do not include social security contributions in the tax-to-GDP ratio in their official publications as these countries do not consider them to be taxes. They are included as tax revenue in this publication, following the classification set out in the *OECD Interpretative Guide*.
3. The figures for heading 5000 taxes on goods and services should be interpreted with caution as they include payments made by South Africa to the Southern African Customs Union (SACU) Common Revenue Pool.
4. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication. The Africa (33) should be interpreted with caution as data for social security contributions (category 2000) and property taxes (category 4000) are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.
5. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
6. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
7. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*. Data are for 2020 as data for 2021 were not available at the date of publication.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

Les données des cotisations de sécurité sociale ne sont pas disponibles pour la République du Congo, la République démocratique du Congo (avant 2012), la Guinée, la Guinée équatoriale (avant 2013), Madagascar (avant 2011), la Namibie (avant 2009), l'Ouganda, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo et ne sont que partiellement disponibles au Cameroun et au Sénégal. Les cotisations de sécurité sociale pour le Botswana, le Lesotho et le Malawi sont nulles car elles ne répondent pas aux critères de classification des cotisations de sécurité sociale de la classification des impôts établie dans le *Guide d'interprétation de l'OCDE*.

Au Ghana, au Lesotho, au Malawi, au Nigéria, en Ouganda et en Sierra Leone, les recettes provenant des impôts sur le patrimoine sont principalement perçues par les administrations locales pour lesquelles les données ne sont pas disponibles. En République démocratique du Congo, seules les données des impôts sur le patrimoine qui sont prélevées par la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) sont disponibles depuis 2010.

1. Les cotisations de sécurité sociale sont estimées pour le Burkina Faso et la Mauritanie.
2. L'Égypte, Madagascar, le Maroc, le Mali, le Rwanda et la Tunisie n'incluent pas les cotisations de sécurité sociale dans le ratio impôts / PIB dans leurs publications officielles car ces pays ne les considèrent pas comme des impôts. Elles sont incluses dans les recettes fiscales de cette publication en accordance avec la classification des impôts établie dans le *Guide d'interprétation de l'OCDE*.
3. Les chiffres relatifs à la rubrique 5000 impôts sur les produits et services doivent être interprétés avec prudence car ils incluent les paiements effectués par l'Afrique du Sud au fonds commun des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU).
4. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication. Il convient d'interpréter cette moyenne avec prudence à cause de valeurs manquantes ou incomplètes pour la rubrique 2000 (cotisations de sécurité sociale) et la rubrique 4000 (taxes sur le patrimoine). Veuillez voir les tableaux de pays au chapitre 5 pour plus d'informations.
5. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
6. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
7. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*. Les données sont pour 2020 car les données pour 2021 n'étaient pas disponibles à la date de la publication.

StatLink  <https://stat.link/xfgeq1>

Table 4.5. **Taxes on income and profits (1000) as percentage of GDP**
 Tableau 4.5. **Impôts sur le revenu et les bénéfices (1000) en pourcentage du PIB**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	11.3	10.4	9.1	8.2	8.6	8.6	7.4	9.4
Burkina Faso	..	2.5	2.4	2.7	3.4	4.0	4.3	4.8	4.4	5.3
Cabo Verde	5.1	5.5	6.0	5.7	6.1	6.5	6.1	6.0	5.5	4.7
Cameroon / Cameroun	2.2	3.0	3.2	3.1	4.6	3.5	3.8	3.8	3.7	3.6
Chad / Tchad	..	..	..	11.0	3.1	2.9	4.1	3.6	9.1	4.9
Congo	..	1.8	1.8	2.3	4.9	4.3	1.8	2.4	3.0	2.4
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	0.2	0.9	2.2	3.3	2.4	3.3	3.2	2.4	3.6
Côte d'Ivoire	1.8	1.8	1.5	1.5	1.5	1.6	1.8	1.6	1.6	1.8
Egypt / Égypte	..	..	6.3	6.8	6.1	5.8	6.2	5.9	6.0	6.0
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	7.5	6.8	9.9	4.6	4.4	7.5	6.0	4.1
Eswatini	5.4	5.5	6.2	7.2	7.3	8.2	8.4	8.8	8.4	8.8
Gabon	..	..	..	4.0	5.6	3.6	3.5	6.1	4.9	3.6
Ghana	..	2.3	2.9	3.9	4.1	4.5	5.3	5.6	5.4	5.4
Guinea / Guinée	..	0.7	1.0	2.3	2.8	2.3	2.3	1.9	1.9	1.8
Kenya	..	..	5.3	6.4	7.8	7.8	7.3	7.0	7.2	6.3
Lesotho	..	..	8.5	9.7	12.0	11.3	12.0	11.6	10.7	11.0
Madagascar	1.0	1.5	1.9	2.4	2.1	2.4	2.6	2.8	2.6	2.8
Malawi	..	..	3.8	5.0	5.8	6.4	6.1	6.0	5.9	5.7
Mali	1.6	1.6	2.4	3.5	3.8	4.4	3.3	4.0	4.9	4.8
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	3.4	4.9	4.5	4.4	4.2	4.8	5.1
Mauritius / Maurice ¹	2.5	2.3	3.0	4.8	4.7	5.0	5.0	5.5	5.8	5.9
Morocco / Maroc	..	5.3	7.1	7.4	7.3	8.0	8.0	7.9	8.3	7.7
Namibia / Namibie	..	..	..	11.7	12.8	12.6	12.1	12.6	12.7	12.3
Niger	..	1.3	1.5	2.4	3.1	2.6	2.4	2.3	2.3	2.5
Nigeria / Nigéria	..	..	..	4.6	3.7	3.2	3.8	3.4	2.8	3.1
Rwanda	..	2.2	3.1	4.5	6.2	6.3	6.8	6.9	7.1	7.2
Senegal / Sénégal	..	2.9	3.5	4.1	4.1	4.5	4.7	5.2	5.1	5.1
Seychelles	..	..	..	9.1	9.1	10.6	10.3	10.0	10.0	10.1
Sierra Leone	..	..	2.3	2.8	4.1	4.3	4.9	5.1	5.0	5.5
South Africa / Afrique du Sud	10.5	11.4	12.0	12.0	13.7	13.7	13.7	13.6	12.8	14.2
Togo	..	1.5	2.3	1.8	2.7	2.7	3.0	3.2	3.0	3.9
Tunisia / Tunisie	..	5.3	6.7	7.7	8.5	8.3	7.9	10.2	10.0	9.6
Uganda / Ouganda	1.2	1.5	2.7	2.6	3.6	3.9	4.0	4.3	4.0	4.2
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)²	..	..	..	5.3	5.8	5.6	5.6	5.9	5.9	5.8
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)³	..	..	..	6.9	7.0	7.3	7.6	7.9	7.8	7.7
LAC average / Moyenne ALC⁴	3.7	4.0	5.0	5.5	5.7	5.4	5.7	5.7	5.6	5.7
OECD average / Moyenne OCDE⁵	10.8	11.4	11.2	10.2	10.9	11.2	11.3	11.3	11.3	..

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

1. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
2. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.
3. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

1. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
2. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.
3. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/lcws4>

Table 4.6. **Taxes on income and profits (1000) as percentage of total taxation**
Tableau 4.6. Impôts sur le revenu et les bénéfices (1000) en pourcentage
du total des recettes fiscales

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	73.3	65.3	67.9	61.3	64.7	63.0	61.1	62.6
Burkina Faso	..	24.7	20.9	19.3	23.2	24.5	25.4	27.8	27.5	33.8
Cabo Verde	33.5	35.7	30.9	30.0	31.5	31.8	30.5	30.9	30.2	27.8
Cameroon / Cameroun	24.0	28.1	28.7	27.1	32.3	25.3	27.0	27.4	28.7	27.3
Chad / Tchad	..	..	..	75.1	54.2	46.7	51.7	45.2	62.1	48.8
Congo	..	48.2	30.3	32.6	36.8	39.1	24.2	29.8	30.2	28.7
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	34.0	18.5	26.7	35.1	36.2	43.3	42.3	33.0	39.1
Côte d'Ivoire	15.0	16.4	13.7	12.8	12.0	12.2	13.7	12.3	12.3	13.2
Egypt / Égypte	..	..	40.0	43.6	43.8	39.3	40.0	39.1	43.9	42.4
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	91.3	89.1	82.5	69.4	66.8	76.3	71.6	69.3
Eswatini	52.6	51.0	53.6	51.7	48.7	48.5	48.3	48.2	47.2	48.7
Gabon	..	..	..	31.3	37.5	34.7	35.6	48.9	41.0	34.5
Ghana	..	28.9	27.4	36.1	32.1	33.1	38.7	42.2	40.9	38.5
Guinea / Guinée	..	9.1	11.9	23.4	21.4	17.9	19.0	15.7	16.2	15.8
Kenya	..	..	35.9	40.2	46.0	44.6	44.2	43.1	45.7	41.5
Lesotho	..	..	55.2	56.3	62.2	58.7	56.3	56.0	55.3	53.2
Madagascar	15.4	15.7	21.6	27.6	22.8	23.4	23.5	25.5	26.0	26.0
Malawi	..	..	42.7	44.2	48.7	48.5	48.0	47.5	47.3	53.3
Mali	21.3	14.5	16.6	24.7	24.5	25.4	23.9	22.4	26.3	25.0
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	34.8	33.4	31.2	29.4	31.5	38.6	38.5
Mauritius / Maurice ¹	14.7	13.0	16.7	25.7	25.0	25.9	25.4	26.9	28.7	29.7
Morocco / Maroc	..	26.0	31.0	28.9	29.8	31.1	30.7	30.1	30.4	28.3
Namibia / Namibie	..	..	..	63.0	59.4	61.8	62.1	62.4	68.1	62.3
Niger	..	18.0	18.3	25.4	24.7	27.0	21.1	21.9	23.5	23.6
Nigeria / Nigéria	..	..	..	63.5	60.3	56.1	60.5	57.0	49.8	46.3
Rwanda	..	26.0	28.6	36.2	38.1	39.1	40.3	39.8	41.3	42.6
Senegal / Sénégal	..	22.1	23.1	25.9	25.3	26.7	27.2	27.7	27.4	27.3
Seychelles	..	..	..	29.5	31.2	33.7	31.3	31.1	32.9	36.2
Sierra Leone	..	..	29.4	31.4	41.9	40.1	45.0	43.1	45.5	46.9
South Africa / Afrique du Sud	53.8	56.7	52.6	52.1	51.8	52.6	51.6	51.6	50.8	52.6
Togo	..	20.9	23.6	16.5	16.6	17.1	20.3	21.4	19.8	23.2
Tunisia / Tunisie	..	22.6	28.9	29.7	30.0	28.5	26.5	31.7	30.9	29.5
Uganda / Ouganda	14.8	18.2	29.0	31.5	34.7	34.7	34.3	35.2	36.2	34.6
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)²	..	..	..	37.9	38.3	37.2	37.3	38.0	38.5	37.9
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)³	..	..	..	36.3	36.8	36.9	37.2	37.1	38.1	37.5
LAC average / Moyenne ALC⁴	21.6	22.4	25.0	26.4	26.5	26.0	26.5	26.6	26.9	26.7
OECD average / Moyenne OCDE⁵	33.0	33.9	33.8	32.2	33.2	33.6	34.0	34.0	33.7	..

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

1. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
2. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.
3. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

1. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
2. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.
3. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/7dts19>

Table 4.7. **Social security contributions (2000) as percentage of GDP**
 Tableau 4.7. **Cotisations de sécurité sociale (2000) en pourcentage du PIB**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Burkina Faso ¹	..	1.6	1.5	1.5	1.7	1.8	1.9	1.9	1.9	1.9
Cabo Verde	0.0	0.8	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Cameroon / Cameroun	0.8	0.9	0.8	1.0	0.8	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Chad / Tchad	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Congo	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	..	..	..	0.5	0.5	0.5	0.8	0.8	0.8
Côte d'Ivoire	0.7	1.0	0.9	1.0	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5
Egypt / Égypte ²	..	..	2.9	2.5	2.3	2.6	2.4	2.4	1.8	1.9
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	0.0	0.0	0.8	0.7	0.7	0.7	0.9	0.7
Eswatini	1.6	1.2	1.4	1.9	1.9	2.3	2.5	2.4	2.4	2.4
Gabon ¹	..	..	..	1.5	1.0	1.7	1.5	1.5	1.7	1.4
Ghana	..	0.7	0.9	0.9	1.2	0.9	0.7	0.7	1.0	0.7
Guinea / Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Kenya	..	..	0.2	0.2	0.2	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3
Lesotho	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Madagascar ²	..	..	..	..	0.4	0.4	0.6	0.5	0.6	0.4
Malawi	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Mali ²	0.8	0.9	1.4	1.4	1.9	2.3	2.2	2.9	3.3	3.7
Mauritania / Mauritanie ¹	..	..	..	0.7	0.9	0.8	0.8	0.7	0.7	0.6
Mauritius / Maurice ³	0.9	0.8	0.7	0.7	0.8	0.8	0.7	0.8	0.9	1.3
Morocco / Maroc ^{1,2}	..	2.2	3.8	4.5	4.9	5.2	5.4	5.8	6.8	6.4
Namibia / Namibie	..	..	..	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.4	0.3
Niger	..	0.4	0.3	0.5	0.6	0.6	0.5	0.6	0.5	0.6
Nigeria / Nigéria	..	..	..	0.6	0.6	0.6	0.5	0.6	0.6	0.5
Rwanda ²	..	0.4	0.7	0.8	1.0	1.0	1.0	1.0	1.1	1.0
Senegal / Sénégal ^{1,4}	..	0.5	0.6	0.9	1.1	1.2	1.2	1.2	1.1	1.0
Seychelles	..	..	..	2.8	1.1	1.2	2.4	1.7	2.0	1.8
Sierra Leone	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
South Africa / Afrique du Sud	0.0	0.0	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3
Togo	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tunisia / Tunisie ²	..	5.0	5.3	7.0	8.4	9.1	8.7	9.1	10.0	9.7
Uganda / Ouganda	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)⁵	..	..	..	1.2	1.2	1.3	1.3	1.4	1.5	1.4
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)⁶	..	..	..	1.3	1.3	1.3	1.4	1.6	1.6	1.7
LAC average / Moyenne ALC⁷	2.5	2.7	2.7	3.2	3.7	3.8	3.8	3.8	3.9	3.7
OECD average / Moyenne OCDE⁸	8.5	8.4	8.3	8.6	8.8	8.9	8.9	8.9	9.2	..

Table 4.7. **Social security contributions (2000) as percentage of GDP (cont.)**
 Tableau 4.7. **Cotisations de sécurité sociale (2000) en pourcentage du PIB (suite)**

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

Data on social security contributions are not available for Chad, the Democratic Republic of the Congo (prior to 2012), Equatorial Guinea (prior to 2013), Guinea, Madagascar (prior to 2011), Namibia (prior to 2009), the Republic of the Congo, Sierra Leone, Togo and Uganda; and are only partially available in Cameroon and Senegal. Social security contributions for Botswana, Lesotho and Malawi are deemed to be null as they do not meet the criteria to be classified as social security contributions set out in the OECD classification of taxes in the *OECD Interpretative Guide*.

1. Social security contributions are estimated in Burkina Faso (2021), Gabon (years prior to 2015), Mauritania (2021), Morocco (years prior to 2002) and Senegal (2019 and 2020).
2. Egypt, Madagascar, Mali, Morocco, Rwanda and Tunisia do not include social security contributions in the tax-to-GDP ratio in their official publications as these countries do not consider them to be taxes. They are included as tax revenue in this publication, following the classification set out in the *OECD Interpretative Guide*.
3. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
4. These figures include contributions to the Senegalese Pension Institute (IPRES) (estimated prior to 2006) and contributions to the social security fund (CSS) (from 2012 as data for previous years are not available). Social security contributions in Senegal are estimated for 2019 and 2020.
5. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication. The Africa (33) should be interpreted with caution as data for social security contributions (category 2000) are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.
6. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
7. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
8. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

Les données des cotisations de sécurité sociale ne sont pas disponibles pour la République du Congo, la République démocratique du Congo (avant 2012), la Guinée, la Guinée équatoriale (avant 2013), Madagascar (avant 2011), la Namibie (avant 2009), l'Ouganda, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo et ne sont que partiellement disponibles au Cameroun et au Sénégal. Les cotisations de sécurité sociale pour le Botswana, le Lesotho et le Malawi sont nulles car elles ne répondent pas aux critères de classification des cotisations de sécurité sociale de la classification des impôts établie dans le *Guide d'interprétation de l'OCDE*.

1. Les cotisations de sécurité sociale sont estimées pour le Burkina Faso (2021), le Gabon (années antérieures à 2015), la Mauritanie (2021), le Maroc (années antérieures à 2002) et le Sénégal (2019 et 2020).
2. L'Égypte, Madagascar, le Maroc, le Mali, le Rwanda et la Tunisie n'incluent pas les cotisations de sécurité sociale dans le ratio impôts / PIB dans leurs publications officielles car ces pays ne les considèrent pas comme des impôts. Elles sont incluses dans les recettes fiscales de cette publication en accordance avec la classification des impôts établie dans le *Guide d'interprétation de l'OCDE*.
3. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
4. Les chiffres comprennent les cotisations de sécurité sociale de l'Institution de prévoyance retraite du Sénégal (IPRES) (estimées pour les années antérieures à 2006) et les cotisations de sécurité sociale de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS) (à partir de 2012 car les données pour les années précédentes ne sont pas disponibles). Les cotisations de sécurité sociale pour 2019 et 2020 sont estimées.
5. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication. Il convient d'interpréter cette moyenne avec prudence à cause de valeurs manquantes ou incomplètes pour la rubrique 2000 (cotisations de sécurité sociale). Veuillez voir les tableaux de pays au chapitre 5 pour plus d'informations.
6. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
7. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
8. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/hsfgrw>

Table 4.8. **Social security contributions (2000) as percentage of total taxation**
 Tableau 4.8. **Cotisations de sécurité sociale (2000) en pourcentage du total des recettes fiscales**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Burkina Faso ¹	..	15.9	13.2	11.0	11.8	11.0	11.1	10.9	11.7	12.3
Cabo Verde	0.0	5.2	2.8	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Cameroon / Cameroun	8.3	8.1	7.4	8.6	6.0	7.3	7.2	7.3	8.1	7.6
Chad / Tchad	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Congo	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	..	..	..	5.8	7.4	6.3	10.3	11.5	8.7
Côte d'Ivoire	5.6	8.8	8.3	8.0	11.2	11.4	11.4	11.3	11.6	11.1
Egypt / Égypte ²	..	..	18.3	16.0	16.8	17.4	15.4	15.8	13.6	13.7
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	0.0	0.0	6.3	10.8	9.9	7.5	10.2	11.1
Eswatini	15.5	11.6	11.9	13.6	13.0	13.4	14.1	13.0	13.3	13.3
Gabon ¹	..	..	..	11.4	6.9	15.8	15.6	12.1	13.8	13.2
Ghana	..	9.4	8.1	8.6	9.0	6.7	5.2	5.2	8.0	5.2
Guinea / Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Kenya	..	..	1.3	1.1	1.4	2.5	2.2	2.3	2.1	2.2
Lesotho	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Madagascar ²	..	..	..	..	4.3	3.7	5.9	4.6	6.1	4.1
Malawi	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Mali ²	10.6	7.7	9.5	9.8	12.3	13.3	15.7	16.2	17.7	19.2
Mauritania / Mauritanie ¹	..	..	..	6.8	6.2	5.4	5.1	5.0	5.4	4.5
Mauritius / Maurice ³	5.6	4.5	3.8	3.6	4.1	4.1	3.8	4.1	4.7	6.5
Morocco / Maroc ^{1,2}	..	11.0	16.7	17.5	19.8	20.2	20.7	21.9	24.8	23.7
Namibia / Namibie	..	..	..	1.9	1.7	1.8	1.8	1.7	2.0	1.6
Niger	..	5.4	3.8	5.3	4.7	6.1	4.7	5.4	5.6	5.2
Nigeria / Nigéria	..	..	..	7.5	9.9	10.9	8.4	10.7	11.5	8.2
Rwanda ²	..	5.0	6.9	6.4	6.0	6.0	5.9	5.9	6.2	5.7
Senegal / Sénégal ^{1,4}	..	4.0	4.1	5.8	6.7	7.0	6.8	6.2	6.1	5.2
Seychelles	..	..	..	9.1	3.9	3.8	7.2	5.2	6.4	6.4
Sierra Leone	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
South Africa / Afrique du Sud	0.0	0.0	1.5	1.6	1.5	1.4	1.3	1.3	1.4	1.2
Togo	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tunisia / Tunisie ²	..	21.6	22.7	27.0	29.5	31.1	29.1	28.3	30.9	29.7
Uganda / Ouganda	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)⁵	..	..	..	7.0	7.1	7.8	7.7	7.6	8.3	7.8
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)⁶	..	..	..	6.0	5.5	5.6	5.7	6.7	6.9	6.9
LAC average / Moyenne ALC⁷	15.4	15.5	14.5	15.8	16.9	17.3	17.2	17.4	18.5	17.0
OECD average / Moyenne OCDE⁸	25.5	24.9	25.0	26.6	25.9	25.8	25.9	25.9	26.6	..

Table 4.8. Social security contributions (2000) as percentage of total taxation (cont.)
Tableau 4.8. Cotisations de sécurité sociale (2000) en pourcentage du total des recettes fiscales (suite)

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

Data on social security contributions are not available for Chad, the Democratic Republic of the Congo (prior to 2012), Equatorial Guinea (prior to 2013), Guinea, Madagascar (prior to 2011), Namibia (prior to 2009), the Republic of the Congo, Sierra Leone, Togo and Uganda; and are only partially available in Cameroon and Senegal. Social security contributions for Botswana, Lesotho and Malawi are deemed to be null as they do not meet the criteria to be classified as social security contributions set out in the OECD classification of taxes in the *OECD Interpretative Guide*.

1. Social security contributions are estimated in Burkina Faso (2021), Gabon (years prior to 2015), Mauritania (2021), Morocco (years prior to 2002) and Senegal (2019 and 2020).
2. Egypt, Madagascar, Mali, Morocco, Rwanda and Tunisia do not include social security contributions in the tax-to-GDP ratio in their official publications as these countries do not consider them to be taxes. They are included as tax revenue in this publication, following the classification set out in the *OECD Interpretative Guide*.
3. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
4. These figures include contributions to the Senegalese Pension Institute (IPRES) (estimated prior to 2006) and contributions to the social security fund (CSS) (from 2012 as data for previous years are not available). Social security contributions in Senegal are estimated for 2019 and 2020.
5. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication. The Africa (33) should be interpreted with caution as data for social security contributions (category 2000) are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.
6. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
7. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
8. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

Les données des cotisations de sécurité sociale ne sont pas disponibles pour la République du Congo, la République démocratique du Congo (avant 2012), la Guinée, la Guinée équatoriale (avant 2013), Madagascar (avant 2011), la Namibie (avant 2009), l'Ouganda, la Sierra Leone, le Tchad et le Togo et ne sont que partiellement disponibles au Cameroun et au Sénégal. Les cotisations de sécurité sociale pour le Botswana, le Lesotho et le Malawi sont nulles car elles ne répondent pas aux critères de classification des cotisations de sécurité sociale de la classification des impôts établie dans le *Guide d'interprétation* de l'OCDE.

1. Les cotisations de sécurité sociale sont estimées pour le Burkina Faso (2021), le Gabon (années antérieures à 2015), la Mauritanie (2021), le Maroc (années antérieures à 2002) et le Sénégal (2019 et 2020).
2. L'Égypte, Madagascar, le Maroc, le Mali, le Rwanda et la Tunisie n'incluent pas les cotisations de sécurité sociale dans le ratio impôts / PIB dans leurs publications officielles car ces pays ne les considèrent pas comme des impôts. Elles sont incluses dans les recettes fiscales de cette publication en accordance avec la classification des impôts établie dans le *Guide d'interprétation* de l'OCDE.
3. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
4. Les chiffres comprennent les cotisations de sécurité sociale de l'Institution de prévoyance retraite du Sénégal (IPRES) (estimées pour les années antérieures à 2006) et les cotisations de sécurité sociale de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS) (à partir de 2012 car les données pour les années précédentes ne sont pas disponibles). Les cotisations de sécurité sociale pour 2019 et 2020 sont estimées.
5. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication. Il convient d'interpréter cette moyenne avec prudence à cause de valeurs manquantes ou incomplètes pour la rubrique 2000 (cotisations de sécurité sociale). Veuillez voir les tableaux de pays au chapitre 5 pour plus d'informations.
6. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
7. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
8. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/bhlsjf>

Table 4.9. **Taxes on property (4000) as percentage of GDP**
 Tableau 4.9. **Impôts sur le patrimoine (4000) en pourcentage du PIB**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Burkina Faso	..	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
Cabo Verde	0.8	0.8	0.8	1.0	1.0	0.7	0.9	0.9	0.9	0.3
Cameroon / Cameroun	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Chad / Tchad	..	..	..	0.5	0.2	0.1	0.1	0.4	0.5	0.4
Congo	..	0.1	0.0	0.2	0.7	0.3	0.2	0.3	0.3	0.4
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém. ¹	..	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
Côte d'Ivoire	0.2	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4
Egypt / Égypte	..	..	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Eswatini	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	0.3	0.3
Gabon ²	..	..	..	0.0	0.2	0.3	0.2	0.1	0.2	0.2
Ghana ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinea / Guinée	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Kenya	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Lesotho ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Malawi ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mali	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3
Mauritania / Mauritanie ³	..	..	..	0.4	0.7	0.5	0.4	0.0	0.0	0.0
Mauritius / Maurice ⁴	1.3	1.2	1.0	1.1	1.0	1.1	1.0	0.9	0.9	1.0
Morocco / Maroc	..	1.2	1.4	1.5	1.8	1.5	1.4	1.3	1.2	1.4
Namibia / Namibie	..	..	..	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Niger	..	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	0.1	0.2	0.2
Nigeria / Nigéria ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.1
Rwanda	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.1
Senegal / Sénégal	..	0.3	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.6
Seychelles	..	..	..	1.1	0.7	0.5	0.6	0.7	0.6	0.4
Sierra Leone ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
South Africa / Afrique du Sud	0.3	0.4	1.3	1.3	1.3	1.6	1.6	1.6	1.7	1.7
Togo	..	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Tunisia / Tunisie	..	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Uganda / Ouganda ¹	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)⁵	..	..	..	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)⁶	..	..	..	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
LAC average / Moyenne ALC⁷	0.8	0.7	1.0	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.9
OECD average / Moyenne OCDE⁸	1.6	1.7	1.7	1.6	1.8	1.9	1.8	1.8	1.9	..

Table 4.9. **Taxes on property (4000) as percentage of GDP (cont.)**
 Tableau 4.9. **Impôts sur le patrimoine (4000) en pourcentage du PIB (suite)**

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

1. In Ghana, Lesotho, Malawi, Nigeria, Sierra Leone and Uganda, revenues from property taxes are mainly levied by local governments, for which data are not available. In the Democratic Republic of the Congo, only data for property tax revenues levied by the Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) are available since 2010. See the country tables in Chapter 5 for further information.
2. The figures should be interpreted with caution for years prior to 2014 as customs revenues (representing roughly 50% of tax revenues) are estimated for these years.
3. Data are missing from 2019.
4. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
5. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication. The Africa (33) should be interpreted with caution as data for property taxes (category 4000) are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.
6. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
7. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
8. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

1. Au Ghana, au Lesotho, au Malawi, au Nigéria, en Ouganda et en Sierra Leone, les recettes provenant des impôts sur le patrimoine sont principalement perçues par les administrations locales pour lesquelles les données ne sont pas disponibles. En République démocratique du Congo, seules les données des recettes relatives aux impôts sur le patrimoine qui sont prélevées par la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) sont disponibles à partir de 2010. Voir les tableaux des pays au chapitre 5 pour plus d'informations.
2. Les chiffres doivent être interprétés avec prudence pour les années antérieures à 2014, car les recettes douanières (qui représentent environ 50 % des recettes fiscales) sont estimées pour ces années.
3. Les données sont manquantes à partir de 2019.
4. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
5. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication. Il convient d'interpréter cette moyenne avec prudence à cause de valeurs manquantes ou incomplètes pour la rubrique 4000 (taxes sur le patrimoine). Veuillez voir les tableaux de pays au chapitre 5 pour plus d'informations.
6. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
7. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
8. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/culqok>

Table 4.10. **Taxes on property (4000) as percentage of total taxation**
 Tableau 4.10. **Impôts sur le patrimoine (4000) en pourcentage du total des recettes fiscales**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	0.2	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Burkina Faso	..	0.4	0.5	0.7	0.8	0.7	0.7	0.7	0.8	1.5
Cabo Verde	5.3	5.3	4.3	5.5	5.2	3.2	4.7	4.5	4.7	1.9
Cameroon / Cameroun	1.6	1.6	1.2	1.1	0.9	1.1	0.8	0.8	0.9	0.9
Chad / Tchad	..	..	..	3.1	3.2	1.6	1.6	4.6	3.5	4.1
Congo	..	1.3	0.8	2.6	5.1	2.4	3.0	3.7	3.3	4.3
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém. ¹	..	..	..	0.6	0.4	0.5	0.7	0.7	0.8	0.6
Côte d'Ivoire	1.7	2.8	3.1	2.4	2.6	2.6	2.9	3.1	2.9	3.1
Egypt / Égypte	..	..	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.6	0.7
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Eswatini	2.0	2.6	2.3	2.0	1.7	2.3	2.6	2.6	1.5	1.8
Gabon ²	..	..	..	0.4	1.5	2.6	1.6	1.1	1.8	1.5
Ghana ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinea / Guinée	..	0.4	0.1	0.2	0.2	0.1	0.4	0.2	0.2	0.1
Kenya	..	..	0.1	0.2	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Lesotho ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	1.1	0.7	0.8	0.6	0.8	0.6	0.8	0.6	0.6	0.6
Malawi ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mali	2.2	1.3	1.7	1.6	1.5	2.1	2.0	1.7	1.5	1.5
Mauritania / Mauritanie ³	..	..	..	4.3	4.8	3.3	2.9	0.1	0.2	0.2
Mauritius / Maurice ⁴	7.7	6.4	5.5	5.7	5.2	5.5	4.9	4.6	4.2	4.9
Morocco / Maroc	..	5.9	6.1	5.9	7.4	5.6	5.3	5.1	4.3	5.4
Namibia / Namibie	..	..	..	0.9	1.0	0.8	0.6	0.5	0.5	0.7
Niger	..	1.1	0.8	0.8	0.4	0.4	0.7	1.2	1.8	1.6
Nigeria / Nigéria ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.9
Rwanda	..	0.2	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.9	0.8
Senegal / Sénégal	..	2.0	2.6	3.1	2.4	2.6	2.5	2.4	2.4	3.2
Seychelles	..	..	..	3.5	2.6	1.5	1.7	2.2	1.8	1.5
Sierra Leone ¹	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
South Africa / Afrique du Sud	1.7	1.8	5.6	5.7	5.1	6.1	5.9	6.2	6.8	6.4
Togo	..	0.4	0.4	0.8	0.8	0.7	0.8	0.8	0.8	0.5
Tunisia / Tunisie	..	1.1	1.0	1.0	1.1	1.0	0.9	0.9	0.8	1.0
Uganda / Ouganda ¹	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)⁵	..	..	..	1.9	2.0	1.7	1.8	1.8	1.7	1.7
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)⁶	..	..	..	3.2	3.0	2.9	2.9	3.0	3.1	3.0
LAC average / Moyenne ALC⁷	4.7	3.9	5.4	4.2	4.2	4.0	3.9	4.0	3.7	4.1
OECD average / Moyenne OCDE⁸	5.1	5.3	5.4	5.4	5.7	5.8	5.5	5.6	5.7	..

Table 4.10. **Taxes on property (4000) as percentage of total taxation (cont.)**
Tableau 4.10. Impôts sur le patrimoine (4000) en pourcentage
du total des recettes fiscales (suite)

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

1. In Ghana, Lesotho, Malawi, Nigeria, Sierra Leone and Uganda, revenues from property taxes are mainly levied by local governments, for which data are not available. In the Democratic Republic of the Congo, only data for property tax revenues levied by the Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) are available since 2010. See the country tables in Chapter 5 for further information.
2. The figures should be interpreted with caution for years prior to 2014 as customs revenues (representing roughly 50% of tax revenues) are estimated for these years.
3. Data are missing from 2019.
4. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
5. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication. The Africa (33) should be interpreted with caution as data for property taxes (category 4000) are not available or are partial in a few countries. See the country tables in Chapter 5 for further information.
6. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
7. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
8. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

1. Au Ghana, au Lesotho, au Malawi, au Nigéria, en Ouganda et en Sierra Leone, les recettes provenant des impôts sur le patrimoine sont principalement perçues par les administrations locales pour lesquelles les données ne sont pas disponibles. En République démocratique du Congo, seules les données des recettes relatives aux impôts sur le patrimoine qui sont prélevées par la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) sont disponibles à partir de 2010. Voir les tableaux des pays au chapitre 5 pour plus d'informations.
2. Les chiffres doivent être interprétés avec prudence pour les années antérieures à 2014, car les recettes douanières (qui représentent environ 50 % des recettes fiscales) sont estimées pour ces années.
3. Les données sont manquantes à partir de 2019.
4. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
5. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication. Il convient d'interpréter cette moyenne avec prudence à cause de valeurs manquantes ou incomplètes pour la rubrique 4000 (taxes sur le patrimoine). Veuillez voir les tableaux de pays au chapitre 5 pour plus d'informations.
6. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
7. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
8. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/9xizsb>

Table 4.11. **Taxes on goods and services (5000) as percentage of GDP**
 Tableau 4.11. **Impôts sur les biens et services (5000) en pourcentage du PIB**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	4.1	5.4	4.3	5.1	4.6	5.0	4.7	5.6
Burkina Faso	..	5.8	7.5	9.4	9.1	10.0	10.3	10.1	9.4	7.9
Cabo Verde	9.3	8.4	12.1	12.2	12.2	13.3	13.0	12.5	11.9	11.8
Cameroon / Cameroun	6.1	6.7	6.7	6.9	8.0	8.8	8.8	8.4	7.5	8.0
Chad / Tchad	..	..	..	3.0	2.3	3.1	3.7	3.9	4.8	4.5
Congo	..	1.7	4.0	4.3	7.3	6.1	5.2	5.2	6.3	5.3
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	0.4	3.3	5.4	5.1	3.5	3.3	3.2	3.7	4.3
Côte d'Ivoire	8.4	6.6	7.2	7.9	7.9	8.1	7.7	7.9	8.0	8.5
Egypt / Égypte	..	..	6.5	6.2	5.4	6.4	6.8	6.7	5.7	6.1
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	0.7	0.7	1.2	1.2	1.3	1.5	1.4	1.1
Eswatini	3.1	3.7	3.7	4.5	5.5	6.1	6.1	6.6	6.8	6.5
Gabon	..	..	..	7.1	7.9	4.8	4.5	4.6	5.1	4.8
Ghana	..	4.8	6.8	6.0	7.6	8.1	7.7	6.9	6.7	8.0
Guinea / Guinée	..	6.7	7.3	7.5	9.9	10.1	9.3	9.8	9.3	9.1
Kenya	..	..	9.2	9.1	8.8	9.1	8.7	8.8	8.1	8.4
Lesotho	..	..	6.9	7.6	7.3	8.0	9.3	9.1	8.7	9.7
Madagascar	5.4	7.8	6.6	6.1	6.7	7.5	7.6	7.6	6.8	7.4
Malawi	..	..	5.1	6.3	6.1	6.8	6.6	6.6	6.6	5.0
Mali	4.5	8.2	10.0	8.5	8.9	9.8	7.7	9.8	9.1	9.6
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	5.3	8.0	8.7	9.5	8.5	6.9	7.5
Mauritius / Maurice ¹	11.7	13.5	12.8	12.1	12.2	12.2	12.8	13.0	12.4	11.7
Morocco / Maroc	..	11.3	10.4	11.9	10.4	10.8	11.2	11.2	11.0	11.5
Namibia / Namibie	..	..	..	6.1	8.0	7.2	6.8	7.1	5.4	6.9
Niger	..	5.3	6.0	6.1	7.5	5.7	7.4	6.6	5.8	6.6
Nigeria / Nigéria	..	..	..	1.9	1.6	1.6	1.6	1.6	1.8	2.6
Rwanda	..	5.9	6.9	7.1	9.1	8.9	9.1	9.4	8.8	8.6
Senegal / Sénégal	..	9.1	10.4	10.1	10.3	10.1	10.2	11.3	10.7	11.5
Seychelles	..	..	..	17.8	18.1	19.1	19.6	19.8	17.9	15.6
Sierra Leone	..	..	5.5	6.2	5.7	6.4	6.0	6.7	6.0	6.2
South Africa / Afrique du Sud	8.5	8.0	8.9	9.1	10.7	10.1	10.6	10.4	10.1	10.4
Togo	..	5.2	7.2	8.6	12.8	12.4	11.1	11.4	11.8	12.7
Tunisia / Tunisie	..	12.1	10.4	10.2	10.2	10.5	11.9	11.4	11.2	11.9
Uganda / Ouganda	6.4	6.8	6.6	5.6	6.8	7.4	7.6	7.8	7.0	7.8
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)²	..	..	..	7.3	8.0	8.1	8.1	8.2	7.8	8.0
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)³	..	..	..	9.7	10.2	10.3	10.5	10.3	9.4	9.7
LAC average / Moyenne ALC⁴	8.8	9.4	9.8	10.0	10.6	10.7	10.7	10.7	10.1	10.8
OECD average / Moyenne OCDE⁵	10.8	10.8	10.8	10.5	10.8	10.9	10.8	10.7	10.6	..

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

1. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
2. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.
3. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

1. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
2. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.
3. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/cx0l4o>

Table 4.12. Taxes on goods and services (5000) as percentage of total taxation
 Tableau 4.12. Impôts sur les biens et services (5000) en pourcentage du total des recettes fiscales

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	26.6	34.3	31.7	38.4	35.0	36.7	38.7	37.1
Burkina Faso	..	57.0	63.6	67.3	62.8	62.2	61.4	59.1	58.6	50.8
Cabo Verde	61.3	53.8	62.0	64.3	63.1	64.8	64.7	64.4	64.9	70.1
Cameroon / Cameroun	66.1	62.2	60.5	60.1	57.0	62.8	62.2	60.9	58.5	60.0
Chad / Tchad	..	..	..	20.7	39.7	49.8	46.5	48.7	33.0	45.6
Congo	..	45.5	67.3	60.8	55.3	55.1	69.1	63.4	63.6	64.4
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	65.3	67.4	65.3	54.2	51.4	43.9	42.1	50.7	47.2
Côte d'Ivoire	68.6	59.8	63.9	66.0	62.7	62.0	59.6	61.0	60.9	61.1
Egypt / Égypte	..	..	41.1	39.8	38.8	42.8	44.0	44.4	41.9	43.2
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	8.5	9.4	10.3	18.7	19.2	15.2	16.4	18.3
Eswatini	29.9	34.8	32.2	32.6	36.6	35.7	35.0	36.3	38.0	36.1
Gabon	..	..	..	56.2	53.2	45.9	46.1	36.9	42.2	46.9
Ghana	..	61.7	64.4	55.3	58.9	60.1	56.0	52.6	51.1	56.3
Guinea / Guinée	..	89.4	87.1	75.2	76.3	79.3	77.4	80.5	80.2	81.1
Kenya	..	..	62.4	57.5	51.4	52.2	52.7	54.0	51.6	55.6
Lesotho	..	..	44.8	43.7	37.8	41.3	43.7	44.0	44.7	46.8
Madagascar	81.6	82.5	76.4	71.4	72.1	71.9	69.4	68.9	67.1	69.3
Malawi	..	..	57.2	55.6	51.2	51.3	51.9	52.4	52.7	46.7
Mali	59.3	72.0	68.9	60.4	57.1	56.8	55.6	54.0	49.2	49.9
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	54.0	55.4	60.0	62.5	63.2	55.6	56.6
Mauritius / Maurice ¹	70.3	74.6	72.6	64.4	64.9	63.6	65.2	63.6	61.5	58.3
Morocco / Maroc	..	55.7	45.2	46.8	42.2	41.9	42.9	42.7	40.3	42.4
Namibia / Namibie	..	..	..	32.9	37.2	35.1	34.9	35.1	29.1	35.1
Niger	..	72.0	72.7	62.9	59.8	60.2	65.9	63.4	59.3	60.8
Nigeria / Nigéria	..	..	..	25.6	26.3	27.7	25.3	26.6	32.4	38.2
Rwanda	..	68.8	64.5	57.4	55.9	54.8	53.6	54.2	51.6	50.8
Senegal / Sénégal	..	69.2	67.8	63.4	63.1	60.1	58.9	60.4	57.8	61.5
Seychelles	..	..	..	57.8	62.3	61.0	59.8	61.4	58.9	55.9
Sierra Leone	..	..	70.6	68.6	58.1	59.9	55.0	56.9	54.5	53.1
South Africa / Afrique du Sud	43.4	39.9	38.9	39.5	40.4	38.7	39.9	39.6	40.1	38.6
Togo	..	74.8	73.0	78.4	80.1	78.5	76.3	75.9	77.0	74.6
Tunisia / Tunisie	..	51.8	45.0	39.5	35.8	35.8	39.7	35.6	34.5	36.7
Uganda / Ouganda	82.2	81.6	70.9	67.3	65.1	64.9	65.5	64.8	63.1	64.4
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)²	..	..	..	53.2	52.0	52.9	52.7	52.1	50.9	51.9
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)³	..	..	..	53.9	53.5	53.4	53.3	52.1	51.1	51.6
LAC average / Moyenne ALC⁴	57.2	56.9	53.4	51.1	50.3	50.5	50.2	49.8	48.5	50.0
OECD average / Moyenne OCDE⁵	34.4	33.9	33.9	34.0	33.3	33.1	32.8	32.6	32.1	..

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

1. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
2. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.
3. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

1. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
2. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.
3. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/2vgjzn>

Table 4.13. **Taxes on general consumption (5110) as percentage of GDP**
 Tableau 4.13. **Impôts généraux sur la consommation (5110) en pourcentage du PIB**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	3.6	5.0	3.8	4.5	4.1	4.5	4.3	4.5
Burkina Faso	..	2.9	4.1	4.6	4.9	5.4	5.5	5.7	4.7	2.9
Cabo Verde	0.0	0.0	6.6	7.2	6.8	7.3	7.5	7.0	7.0	6.5
Cameroon / Cameroun	2.7	3.5	3.5	3.6	4.6	5.1	5.2	4.9	4.0	4.3
Chad / Tchad	..	..	..	1.8	1.2	1.8	1.3	1.8	2.0	2.1
Congo	..	1.5	2.2	2.4	4.0	3.5	3.2	3.0	3.6	2.7
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	0.1	1.8	2.9	2.4	1.9	1.9	1.7	2.3	2.8
Côte d'Ivoire	2.7	2.4	2.3	2.9	2.6	2.7	2.8	2.8	2.7	3.2
Egypt / Égypte	..	..	3.3	3.1	2.5	3.1	3.3	3.5	3.1	3.5
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	0.5	0.6	0.8	0.7	0.7	0.9	0.9	0.6
Eswatini	2.4	3.0	3.2	3.8	4.0	4.2	4.3	4.6	4.7	4.4
Gabon	..	..	..	3.7	4.7	2.5	2.2	2.2	2.1	2.3
Ghana	..	2.0	2.7	3.2	4.1	3.9	3.7	3.5	3.3	4.1
Guinea / Guinée	..	2.1	2.4	3.1	4.1	4.1	4.0	4.2	3.7	3.9
Kenya	..	..	3.8	4.1	4.1	4.2	4.0	4.0	3.6	3.6
Lesotho	..	..	6.9	7.6	7.3	7.7	8.4	8.3	7.5	8.2
Madagascar	3.2	3.9	3.5	3.9	4.5	5.0	5.0	5.0	4.4	4.9
Malawi	..	..	2.5	2.9	3.4	3.6	3.6	3.7	3.9	2.4
Mali	1.7	3.8	5.8	4.9	4.2	4.9	3.9	5.3	4.8	5.4
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	3.3	4.7	4.3	4.7	4.4	3.2	3.6
Mauritius / Maurice ¹	0.1	4.6	6.4	6.8	6.7	6.6	6.8	6.9	6.8	6.1
Morocco / Maroc	..	4.8	5.5	7.7	7.0	7.1	7.2	6.9	6.9	7.2
Namibia / Namibie	..	..	..	6.0	7.8	6.9	6.3	6.4	4.7	6.1
Niger	..	2.0	3.5	3.5	4.5	3.2	5.1	3.8	3.1	3.4
Nigeria / Nigéria	..	..	..	1.0	0.8	0.8	0.9	0.8	1.0	1.2
Rwanda	..	1.7	3.5	3.7	5.0	5.0	5.1	5.5	5.1	5.1
Senegal / Sénégal	..	5.2	6.1	6.0	5.9	5.7	5.7	6.4	5.7	6.1
Seychelles	..	..	..	4.0	10.0	10.5	11.4	11.4	10.0	9.6
Sierra Leone	..	..	0.0	2.4	2.7	2.6	2.7	2.8	2.6	2.8
South Africa / Afrique du Sud	5.1	4.9	5.9	5.6	6.3	5.8	6.1	5.9	6.0	6.1
Togo	..	2.6	4.0	5.0	7.5	7.3	6.5	6.7	6.7	7.2
Tunisia / Tunisie	..	5.9	5.3	5.8	5.8	5.8	6.8	6.5	6.2	6.9
Uganda / Ouganda	2.4	2.7	3.1	2.7	3.4	3.6	3.7	3.7	3.4	3.7
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)²	..	..	..	4.1	4.6	4.6	4.7	4.7	4.4	4.5
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)³	..	..	..	5.0	5.6	5.5	5.5	5.5	5.0	5.4
LAC average / Moyenne ALC⁴	4.3	4.9	5.5	5.9	6.6	6.7	6.8	6.7	6.4	7.0
OECD average / Moyenne OCDE⁵	6.3	6.6	6.7	6.6	6.8	6.9	7.0	6.9	6.9	..

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

1. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
2. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.
3. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

1. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
2. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.
3. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/yghpm5>

Table 4.14. **Taxes on general consumption (5110) as percentage of total taxation**
Tableau 4.14. Impôts généraux sur la consommation (5110) en pourcentage
du total des recettes fiscales

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	23.2	31.3	28.2	34.0	31.1	32.6	35.0	29.9
Burkina Faso	..	28.7	34.7	32.8	33.7	33.3	32.9	33.1	29.4	18.8
Cabo Verde	0.0	0.0	34.0	38.2	35.3	35.6	37.5	36.3	38.0	38.6
Cameroon / Cameroun	29.0	32.2	31.7	31.2	32.9	36.3	36.8	35.3	31.2	31.9
Chad / Tchad	..	..	..	12.3	20.0	29.2	16.2	22.2	13.5	20.6
Congo	..	40.2	37.9	34.2	30.6	31.5	42.4	37.0	36.8	32.5
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	18.4	37.1	35.2	25.6	28.9	24.6	22.2	31.9	30.9
Côte d'Ivoire	22.4	21.8	20.5	24.1	20.3	20.3	21.4	21.7	21.0	22.8
Egypt / Égypte	..	..	21.0	20.2	18.3	20.7	21.6	23.3	23.2	24.9
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	6.2	7.4	6.3	11.0	11.3	8.9	10.1	10.4
Eswatini	23.2	28.0	27.5	27.4	26.7	25.0	24.5	25.0	26.2	24.6
Gabon	..	..	..	29.3	31.5	23.4	22.6	17.4	17.5	22.1
Ghana	..	26.1	25.4	30.0	32.1	29.3	26.8	26.6	25.0	28.8
Guinea / Guinée	..	28.1	29.2	31.0	31.2	32.1	33.7	34.3	31.6	35.2
Kenya	..	..	26.1	25.9	24.2	23.9	24.1	24.8	23.1	23.6
Lesotho	..	..	44.8	43.7	37.6	39.6	39.5	40.1	38.5	39.9
Madagascar	48.6	41.4	40.4	45.3	48.4	48.0	45.4	45.5	43.4	46.0
Malawi	..	..	27.8	25.4	28.3	27.7	28.1	29.7	31.4	22.7
Mali	22.3	33.7	40.2	34.8	27.2	28.5	28.3	29.3	25.9	28.0
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	33.4	32.5	29.7	31.2	32.4	25.9	27.0
Mauritius / Maurice ¹	0.5	25.3	36.0	36.1	35.4	34.1	34.5	33.8	33.6	30.7
Morocco / Maroc	..	23.6	23.7	30.1	28.4	27.4	27.5	26.2	25.4	26.8
Namibia / Namibie	..	..	..	32.1	36.5	33.9	32.6	31.8	25.4	31.0
Niger	..	27.4	42.0	36.7	35.6	34.2	45.1	36.8	32.2	31.7
Nigeria / Nigéria	..	..	..	14.0	13.3	14.8	13.5	13.7	17.9	17.6
Rwanda	..	20.0	33.1	29.9	30.6	31.0	30.2	31.5	29.6	29.9
Senegal / Sénégal	..	39.6	40.0	37.7	35.8	34.3	33.1	34.5	30.8	32.6
Seychelles	..	..	..	13.0	34.4	33.4	34.8	35.4	32.7	34.5
Sierra Leone	..	..	0.0	26.5	27.8	24.2	25.0	23.8	23.9	24.2
South Africa / Afrique du Sud	26.0	24.6	26.1	24.1	23.8	22.2	22.9	22.3	23.8	22.4
Togo	..	36.9	40.1	45.9	46.9	46.0	44.6	44.5	43.6	42.3
Tunisia / Tunisie	..	25.2	23.1	22.3	20.3	19.9	22.8	20.4	19.1	21.3
Uganda / Ouganda	30.4	33.0	33.0	32.3	32.3	31.6	32.0	30.8	30.5	30.8
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)²	..	..	..	29.5	29.5	29.5	29.7	29.2	28.1	28.3
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)³	..	..	..	25.2	28.1	27.8	27.5	27.6	27.0	28.3
LAC average / Moyenne ALC⁴	26.6	27.9	28.6	29.6	30.9	31.2	31.5	31.1	30.9	32.2
OECD average / Moyenne OCDE⁵	20.3	20.5	21.1	21.3	21.0	21.1	21.1	21.1	20.9	..

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

1. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
2. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.
3. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

1. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
2. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.
3. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/6xkmj>

Table 4.15. **Taxes on specific goods and services (5120) as percentage of GDP**
 Tableau 4.15. **Impôts sur les biens et services déterminés (5120) en pourcentage du PIB**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	0.3	0.2	0.3	0.3	0.2	0.3	0.2	0.8
Burkina Faso	..	2.2	2.8	2.8	3.6	4.0	4.1	3.8	3.6	4.0
Cabo Verde	9.3	8.4	5.4	5.0	5.4	6.0	5.4	5.4	4.9	5.3
Cameroon / Cameroun	3.4	3.2	3.1	3.3	3.4	3.7	3.6	3.5	3.5	3.7
Chad / Tchad	..	..	..	1.2	1.1	1.3	2.2	2.1	2.7	2.4
Congo	..	0.2	1.7	1.9	3.3	2.6	2.0	2.1	2.6	2.6
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	0.3	1.5	2.4	2.6	1.5	1.4	1.4	1.3	1.4
Côte d'Ivoire	5.5	4.0	4.7	4.7	5.0	5.1	4.6	4.8	4.9	5.0
Egypt / Égypte	..	..	3.0	2.9	2.7	3.2	3.4	3.1	2.4	2.4
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	0.2	0.2	0.5	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5
Eswatini	0.6	0.6	0.5	0.6	1.4	1.7	1.7	1.9	2.0	1.9
Gabon	..	..	..	3.4	3.1	2.3	2.3	2.4	2.9	2.5
Ghana	..	2.8	4.1	2.7	3.5	4.1	4.0	3.4	3.4	3.9
Guinea / Guinée	..	4.3	4.7	4.2	5.6	5.5	4.9	5.3	5.4	5.0
Kenya	..	..	5.1	4.9	4.5	4.9	4.6	4.7	4.4	4.8
Lesotho	..	..	0.0	0.0	0.0	0.3	0.9	0.8	1.2	1.4
Madagascar	2.2	3.9	3.1	2.2	2.2	2.5	2.6	2.6	2.4	2.5
Malawi	..	..	2.6	3.4	2.7	3.1	3.0	2.8	2.7	2.6
Mali	2.7	4.3	4.1	3.6	4.6	4.8	3.7	4.4	4.3	4.2
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	1.9	3.2	3.9	4.2	3.7	3.2	3.6
Mauritius / Maurice ¹	11.5	8.7	5.5	4.4	4.6	4.8	5.1	5.2	4.8	4.7
Morocco / Maroc	..	6.3	4.7	4.0	3.1	3.4	3.5	3.8	3.6	3.7
Namibia / Namibie	..	..	..	0.1	0.1	0.2	0.4	0.7	0.7	0.8
Niger	..	3.1	2.5	2.5	3.0	2.4	2.3	2.7	2.6	3.1
Nigeria / Nigéria	..	..	..	0.8	0.8	0.7	0.7	0.8	0.8	1.4
Rwanda	..	4.1	3.3	3.3	4.0	3.8	3.9	3.9	3.7	3.5
Senegal / Sénégal	..	3.8	4.2	4.0	4.4	4.2	4.4	4.8	4.9	5.3
Seychelles	..	..	..	12.7	7.1	7.7	7.3	7.5	7.1	5.9
Sierra Leone	..	..	5.5	3.8	3.0	3.8	3.3	3.9	3.4	3.4
South Africa / Afrique du Sud	3.4	3.1	2.7	3.4	4.2	4.1	4.3	4.3	3.9	4.1
Togo	..	2.6	3.2	3.5	5.2	5.1	4.6	4.5	4.9	5.3
Tunisia / Tunisie	..	6.0	4.8	4.2	4.2	4.4	4.9	4.7	4.8	4.8
Uganda / Ouganda	3.8	3.8	3.2	2.7	3.3	3.6	3.8	4.0	3.5	4.0
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)²	..	..	..	3.2	3.3	3.4	3.3	3.3	3.2	3.3
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)³	..	..	..	4.2	4.1	4.3	4.5	4.4	4.0	4.0
LAC average / Moyenne ALC⁴	4.2	4.3	4.0	3.7	3.6	3.6	3.6	3.7	3.3	3.5
OECD average / Moyenne OCDE⁵	3.8	3.7	3.5	3.3	3.3	3.3	3.2	3.1	3.0	..

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

1. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
2. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.
3. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

1. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
2. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.
3. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/pk4i3e>

Table 4.16. Taxes on specific goods and services (5120) as percentage of total taxation
 Tableau 4.16. Impôts sur les biens et services déterminés (5120) en pourcentage du total des recettes fiscales

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	1.8	1.3	2.2	2.5	1.8	2.2	2.0	5.6
Burkina Faso	..	21.7	24.0	20.3	25.0	24.7	24.6	22.1	22.2	25.9
Cabo Verde	61.3	53.8	27.9	26.2	27.8	29.3	27.1	28.1	26.9	31.5
Cameroon / Cameroun	36.5	29.6	28.1	28.4	23.8	26.2	25.1	25.3	27.0	28.0
Chad / Tchad	..	..	..	8.1	19.1	20.3	28.4	26.1	18.2	24.4
Congo	..	5.1	29.3	26.4	24.6	23.5	26.1	25.9	26.0	31.1
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	45.6	30.1	28.5	28.1	21.8	18.1	18.9	17.3	15.1
Côte d'Ivoire	45.3	35.8	41.3	39.5	40.0	39.3	35.7	36.9	37.7	36.1
Egypt / Égypte	..	..	19.1	18.5	19.6	21.6	21.8	20.4	17.9	17.4
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	2.3	2.0	4.0	7.7	7.9	6.3	6.3	8.0
Eswatini	5.6	5.9	4.0	4.1	9.0	10.0	9.7	10.4	11.0	10.6
Gabon	..	..	..	26.6	21.1	21.9	23.1	19.1	24.2	24.3
Ghana	..	35.6	39.0	25.3	26.9	30.8	29.1	25.9	26.1	27.5
Guinea / Guinée	..	58.0	56.1	42.0	43.1	42.8	40.8	43.5	46.1	44.2
Kenya	..	..	35.0	30.9	26.6	27.8	28.0	28.8	28.1	31.5
Lesotho	..	..	0.0	0.0	0.2	1.7	4.2	3.9	6.2	6.9
Madagascar	33.1	41.2	36.0	26.1	23.6	23.9	23.9	23.4	23.7	23.3
Malawi	..	..	29.4	30.2	22.9	23.6	23.8	22.7	21.2	23.7
Mali	36.5	37.9	28.4	25.3	29.7	28.1	26.9	24.4	23.1	21.8
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	19.2	21.8	26.7	27.8	27.5	26.3	26.8
Mauritius / Maurice ¹	68.8	48.3	31.3	23.4	24.3	24.8	26.2	25.2	23.8	23.4
Morocco / Maroc	..	30.9	20.4	15.6	12.7	13.3	13.5	14.5	13.0	13.7
Namibia / Namibie	..	..	..	0.7	0.7	1.1	2.3	3.4	3.7	4.1
Niger	..	42.9	30.4	25.8	23.9	25.5	20.4	26.1	26.6	28.6
Nigeria / Nigéria	..	..	..	11.5	12.7	12.6	11.5	12.6	14.2	20.3
Rwanda	..	47.9	31.0	26.9	24.4	23.3	22.9	22.3	21.6	20.5
Senegal / Sénégal	..	29.2	27.4	25.4	26.8	25.3	25.3	25.5	26.5	28.5
Seychelles	..	..	..	41.4	24.3	24.5	22.3	23.2	23.2	21.2
Sierra Leone	..	..	70.6	42.1	30.3	35.8	30.0	33.1	30.6	28.9
South Africa / Afrique du Sud	17.4	15.3	12.0	14.6	15.9	15.7	16.3	16.5	15.4	15.3
Togo	..	37.7	32.7	32.2	32.8	32.1	31.2	30.3	31.9	31.4
Tunisia / Tunisie	..	25.7	20.8	16.3	14.7	15.2	16.3	14.6	14.8	14.8
Uganda / Ouganda	49.2	46.4	34.6	32.9	31.2	32.1	32.3	32.9	31.5	32.5
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)²	..	..	..	23.1	22.3	22.9	21.9	21.9	21.6	22.6
Asia-Pacific (29) average / Moyenne Asie-Pacifique (29)³	..	..	..	25.2	22.9	23.1	23.6	22.3	21.6	21.3
LAC average / Moyenne ALC⁴	29.0	27.4	23.2	19.7	17.4	17.4	16.9	16.9	16.1	16.3
OECD average / Moyenne OCDE⁵	12.4	11.6	10.9	10.8	10.3	10.0	9.7	9.5	9.1	..

.. Not available

Note: The figures include sub-national government tax revenues for Eswatini, Mauritania (2009-2018), Mauritius, Morocco, Nigeria (only state revenues) and South Africa (from 2002). Sub-national government tax revenues are not available in other countries.

1. The fiscal year for Mauritius changed in 2010 and in 2015. Figures for 2015 needed to be estimated as a result.
2. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.
3. Represents an unweighted average for 29 Asian and Pacific economies included in the publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Represents an unweighted average for 25 Latin American and Caribbean (LAC) countries included in the publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Represents an unweighted average for 38 OECD countries in the OECD publication *Revenue Statistics 2022*.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Afrique du Sud (à partir de 2002), Eswatini, le Maroc, Maurice, la Mauritanie (2009-2018) et le Nigéria (recettes des administrations régionales). Les données des recettes fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays.

1. L'année fiscale pour Maurice a changé en 2010 et en 2015. Les chiffres pour 2015 ont dû être estimés en conséquence.
2. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.
3. Représente la moyenne non pondérée pour 29 économies de l'Asie et du Pacifique incluses dans la publication *Revenue Statistics in Asia and the Pacific 2023*.
4. Représente la moyenne non pondérée pour 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) inclus dans la publication *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2023*.
5. Représente la moyenne non pondérée pour 38 pays de l'OCDE dans la publication de l'OCDE *Statistiques de recettes publiques 2022*.

StatLink  <https://stat.link/0g2t5o>

Table 4.17. **Gross domestic product for tax reporting years at current prices, in national currency units**Tableau 4.17. **Produit intérieur brut pour les années de déclaration fiscale à prix courants, en monnaie nationale**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana ¹	14 054	29 719	52 191	90 222	143 894	168 417	175 189	177 446	180 302	214 916
Burkina Faso	1 335 831	2 108 160	3 240 716	5 002 182	6 995 311	8 234 006	8 825 551	9 479 326	10 322 329	10 945 160
Cabo Verde	41 215	70 536	96 690	138 569	158 699	173 097	201 333	213 942	180 742	196 800
Cameroon / Cameroun	5 225 059	7 504 469	10 286 733	13 610 554	19 043 067	20 960 865	22 203 329	23 243 662	23 486 470	25 157 753
Chad / Tchad	816 756	1 115 969	3 518 122	5 290 608	6 474 073	5 854 572	6 130 689	6 440 466	6 182 685	6 540 130
Congo	1 226 473	2 580 266	3 506 269	6 505 751	7 029 660	6 442 284	7 592 974	7 563 880	6 036 202	6 723 397
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	1 758	1 317 075	5 975 851	20 261 584	37 185 001	57 845 595	77 940 342	83 859 421	90 181 048	112 475 605
Côte d'Ivoire	7 589 656	10 547 189	12 456 798	17 036 258	27 086 367	30 491 647	32 506 103	35 095 179	36 252 000	39 821 444
Egypt / Égypte ²	214 501	357 607	566 220	1 268 711	2 576 700	3 655 900	4 666 200	5 596 000	6 152 600	6 663 100
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	84 131	822 850	4 316 629	8 072 293	7 795 420	7 084 543	7 274 689	6 658 371	5 812 934	6 803 755
Eswatini ¹	7 221	12 366	20 730	33 123	52 876	59 459	62 567	65 121	66 722	70 845
Gabon	2 635 849	3 842 278	4 989 260	7 111 477	8 503 445	8 669 068	9 368 905	9 886 926	8 816 137	11 219 038
Ghana	1 752	6 250	22 294	62 002	183 526	262 798	308 587	356 544	391 941	459 131
Guinea / Guinée	5 095 078	7 055 304	16 422 581	39 243 500	65 829 149	93 833 884	106 845 292	123 457 571	135 611 603	157 724 584
Kenya ²	760 609	1 347 258	1 896 029	3 436 636	6 444 076	8 038 730	8 911 852	9 789 019	10 476 882	11 407 118
Lesotho ¹	3 501	5 876	9 497	16 950	30 356	31 508	34 171	35 112	34 911	37 867
Madagascar	3 274 385	6 265 668	11 736 269	20 863 367	33 216 184	41 058 841	45 886 302	51 035 217	49 435 649	55 744 386
Malawi ²	38 871	222 319	571 292	1 352 608	4 060 849	6 041 645	6 883 582	7 727 897	8 517 597	9 390 831
Mali	1 650 181	2 103 270	3 294 055	5 288 939	7 747 730	8 922 038	9 481 959	10 124 689	10 140 312	10 894 142
Mauritania / Mauritanie	27 144	42 517	77 981	155 297	200 221	243 406	266 638	295 952	312 594	360 498
Mauritius / Maurice ²	73 494	122 653	196 989	312 103	420 936	460 241	486 454	506 078	480 352	463 575
Morocco / Maroc	360 722	446 843	598 108	849 130	1 078 119	1 148 895	1 195 237	1 239 836	1 152 419	1 284 154
Namibia / Namibie ¹	14 988	28 194	47 993	84 476	148 941	173 944	181 103	179 460	176 140	186 951
Niger	1 145 340	1 586 921	2 304 126	3 875 000	5 724 873	6 494 701	7 114 531	7 567 900	7 910 951	8 270 763
Nigeria / Nigéria	2 895 201	6 897 482	22 269 978	55 469 351	95 177 736	114 899 251	129 086 908	145 639 140	154 252 320	176 075 502
Rwanda	385 387	806 000	1 636 000	3 570 000	6 147 000	7 694 000	8 303 000	9 314 000	9 607 000	10 944 000
Senegal / Sénégal	3 007 532	4 270 612	5 804 605	7 976 735	10 508 650	12 191 796	12 840 090	13 712 800	14 101 000	15 319 000
Seychelles	2 420	3 513	5 055	11 705	18 852	21 474	22 763	23 635	22 211	24 611
Sierra Leone	959 634	1 941 321	4 769 788	10 255 614	21 583 301	27 465 429	32 401 624	36 730 876	39 938 072	44 359 568
South Africa / Afrique du Sud	622 901	1 053 138	1 837 000	3 055 613	4 420 793	5 078 191	5 348 610	5 613 665	5 556 916	6 192 497
Togo	1 118 314	1 429 225	1 622 674	2 289 158	3 334 957	3 713 574	3 950 447	4 230 509	4 359 854	4 672 454
Tunisia / Tunisie	19 497	30 874	43 920	66 140	89 802	102 012	112 985	122 969	119 633	130 466
Uganda / Ouganda ²	6 676 316	12 067 688	20 823 563	51 348 000	93 229 500	109 307 000	120 527 000	133 434 500	140 723 000	147 249 500

1. The GDP for Botswana, Eswatini and Namibia are adjusted using the following formula: $GDP(n)^{3/4} + GDP(n+1)/4$ in order to make them correspond more closely to an April(n)-to-March(n+1) fiscal year. The GDP for Lesotho is not adjusted because it is already reported on an April-March fiscal year basis in the IMF *World Economic Outlook*.

2. The GDP for Kenya, Malawi and Uganda in all years and for Mauritius in the years preceding 2010 and from 2016 onwards are adjusted using the formula $GDP(n)/2 + GDP(n-1)/2$. This is done in order to make the value of the GDP correspond more closely to a July(n-1)-to-June(n) fiscal year. The GDP for Egypt is not adjusted because it is already reported on a July-June fiscal year basis in the IMF *World Economic Outlook*. The GDP for Mauritius is not adjusted from 2010 to 2015 because public finance data are reported on a calendar year for those years.

Source: IMF, *World Economic Outlook*, April 2023.

1. Le PIB pour Botswana, Eswatini et la Namibie est ajusté selon la formule $PIB(n)^{3/4} + PIB(n+1)/4$ afin de le faire correspondre le mieux possible à une année fiscale de avril(n) à mars(n+1). Le PIB du Lesotho n'est pas ajusté car il est déjà publié sur la base d'un exercice fiscal avril-mars dans les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI.

2. Le PIB pour le Kenya, le Malawi et l'Ouganda, pour toutes les années et pour Maurice dans les années antérieures à 2010 et à partir de 2016, est ajusté selon la formule suivante : $PIB(n)/2 + PIB(n-1)/2$ afin de le faire correspondre le mieux possible à une année fiscale de juillet (n-1) à juin (n). Le PIB de l'Égypte n'est pas ajusté car il est déjà publié sur la base de l'exercice juillet-juin dans les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI. Le PIB de Maurice n'est pas ajusté de 2010 à 2015 car les données de finances publiques sont reportées sur une année civile pour ces années.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2023.

StatLink  <https://stat.link/cgpau3>

Table 4.18. **Gross domestic product for tax reporting years at current prices, in millions of US dollars**Tableau 4.18. **Produit intérieur brut pour les années de déclaration fiscale à prix courants, en millions de dollars US**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana ¹	4 835	5 627	9 855	13 256	13 919	16 337	16 948	16 255	15 890	18 870
Burkina Faso	2 676	2 970	6 150	10 118	11 833	14 175	15 896	16 179	17 960	19 748
Cabo Verde	536	609	1 091	1 664	1 597	1 770	2 155	2 172	1 871	2 112
Cameroon / Cameroun	10 075	10 245	19 534	27 530	32 213	36 086	39 992	39 673	40 863	45 391
Chad / Tchad	1 636	1 572	6 676	10 701	10 952	10 079	11 042	10 993	10 757	11 800
Congo	2 457	3 624	6 654	13 159	11 891	11 091	13 676	12 910	10 502	12 131
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	25 021	19 077	12 720	22 340	40 154	39 461	48 037	50 891	48 707	56 516
Côte d'Ivoire	15 205	14 829	23 594	34 394	45 732	52 394	58 438	59 787	62 954	71 712
Egypt / Égypte ²	63 250	104 752	94 127	230 024	350 119	246 826	263 156	317 894	382 525	423 300
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	169	1 159	8 187	16 314	13 185	12 201	13 097	11 364	10 099	12 269
Eswatini ¹	1 907	1 690	3 206	4 535	4 000	4 472	4 623	4 367	4 174	4 674
Gabon	5 281	5 397	9 468	14 384	14 385	14 924	16 875	16 875	15 339	20 242
Ghana	14 610	11 470	24 600	43 327	49 437	60 385	67 259	68 353	70 008	79 157
Guinea / Guinée	5 139	4 039	4 506	6 858	8 790	10 325	11 857	13 443	14 178	16 155
Kenya ²	14 226	18 400	24 549	43 877	69 203	78 426	87 120	96 291	100 523	105 507
Lesotho ¹	965	847	1 484	2 356	2 202	2 424	2 484	2 375	2 133	2 550
Madagascar	3 838	4 629	5 859	9 983	11 323	13 176	13 760	14 105	13 051	14 555
Malawi ²	3 171	4 297	5 022	9 260	8 770	8 338	9 413	10 457	11 439	12 155
Mali	3 337	2 963	6 251	10 698	13 106	15 360	17 079	17 281	17 643	19 656
Mauritania / Mauritanie	2 092	1 780	2 936	5 637	6 182	6 826	7 472	8 065	8 612	9 892
Mauritius / Maurice ²	4 163	4 766	6 915	10 138	12 007	13 154	14 225	14 586	12 919	11 440
Morocco / Maroc	42 238	42 053	67 468	100 881	110 414	118 541	127 341	128 920	121 348	142 867
Namibia / Namibie ¹	3 950	3 850	7 421	11 567	11 267	13 081	13 392	12 050	11 013	12 317
Niger	2 296	2 235	4 372	7 838	9 684	11 181	12 814	12 917	13 764	14 923
Nigeria / Nigéria	132 230	67 824	169 645	369 062	492 437	375 745	421 737	448 120	429 423	441 424
Rwanda	1 470	2 049	2 943	6 122	8 542	9 253	9 643	10 355	10 185	11 067
Senegal / Sénégal	6 026	6 016	11 015	16 134	17 777	20 989	23 127	23 405	24 534	27 640
Seychelles	508	615	919	970	1 416	1 573	1 629	1 683	1 262	1 457
Sierra Leone	1 273	941	1 610	2 578	4 252	3 713	4 085	4 074	4 059	4 148
South Africa / Afrique du Sud	171 736	151 855	288 749	417 315	346 663	381 317	403 991	388 446	337 521	418 907
Togo	2 240	2 014	3 080	4 630	5 641	6 393	7 115	7 221	7 586	8 430
Tunisia / Tunisie	20 616	22 524	33 851	46 210	45 779	42 167	42 687	41 905	42 540	46 688
Uganda / Ouganda ²	6 857	7 790	11 605	24 395	30 386	30 499	32 793	36 119	37 785	40 228

1. The GDP for Botswana, Eswatini and Namibia are adjusted using the following formula: $GDP(n)^{3/4} + GDP(n+1)/4$ in order to make them correspond more closely to an April(n)-to-March(n+1) fiscal year. The GDP for Lesotho is not adjusted because it is already reported on an April-March fiscal year basis in the IMF *World Economic Outlook*.

2. The GDP for Kenya, Malawi and Uganda in all years and for Mauritius in the years preceding 2010 and from 2016 onwards are adjusted using the formula $GDP(n)/2 + GDP(n-1)/2$. This is done in order to make the value of the GDP correspond more closely to a July(n-1)-to-June(n) fiscal year. The GDP for Egypt is not adjusted because it is already reported on a July-June fiscal year basis in the IMF *World Economic Outlook*. The GDP for Mauritius is not adjusted from 2010 to 2015 because public finance data are reported on a calendar year for those years.

Source: IMF, *World Economic Outlook*, April 2023.

1. Le PIB pour Botswana, Eswatini et la Namibie est ajusté selon la formule $PIB(n)^{3/4} + PIB(n+1)/4$ afin de le faire correspondre le mieux possible à une année fiscale de avril(n) à mars(n+1). Le PIB du Lesotho n'est pas ajusté car il est déjà publié sur la base d'un exercice fiscal avril-mars dans les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI.

2. Le PIB pour le Kenya, le Malawi et l'Ouganda, pour toutes les années et pour Maurice dans les années antérieures à 2010 et à partir de 2016, est ajusté selon la formule suivante : $PIB(n)/2 + PIB(n-1)/2$ afin de le faire correspondre le mieux possible à une année fiscale de juillet (n-1) à juin (n). Le PIB de l'Égypte n'est pas ajusté car il est déjà publié sur la base de l'exercice juillet-juin dans les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI. Le PIB de Maurice n'est pas ajusté de 2010 à 2015 car les données de finances publiques sont reportées sur une année civile pour ces années.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2023.

StatLink  <https://stat.link/qtsoj8>

Table 4.19. **Exchange rates used, national currency per US dollar**
 Tableau 4.19. **Taux de change utilisés, unités de monnaie nationale par dollar US**

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	2.91	5.28	5.30	6.81	10.34	10.31	10.34	10.92	11.35	11.39
Burkina Faso	499.19	709.82	526.95	494.38	591.17	580.88	555.21	585.90	574.74	554.24
Cabo Verde	76.89	115.82	88.63	83.27	99.37	97.79	93.43	98.50	96.60	93.18
Cameroon / Cameroun	518.62	732.50	526.61	494.39	591.16	580.86	555.19	585.88	574.76	554.25
Chad / Tchad	499.24	709.90	526.98	494.40	591.13	580.87	555.22	585.87	574.76	554.25
Congo	499.18	711.99	526.94	494.40	591.17	580.86	555.20	585.89	574.77	554.23
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	0.07	69.04	469.80	906.96	926.06	1 465.89	1 622.51	1 647.82	1 851.50	1 990.16
Côte d'Ivoire	499.16	711.25	527.96	495.33	592.28	581.97	556.25	587.00	575.85	555.30
Egypt / Égypte	3.39	3.41	6.02	5.52	7.36	14.81	17.73	17.60	16.08	15.74
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	497.82	709.97	527.25	494.81	591.23	580.65	555.45	585.92	575.60	554.55
Eswatini	3.79	7.32	6.47	7.30	13.22	13.30	13.54	14.91	15.99	15.16
Gabon	499.12	711.93	526.96	494.40	591.13	580.88	555.19	585.89	574.75	554.25
Ghana	0.12	0.54	0.91	1.43	3.71	4.35	4.59	5.22	5.60	5.80
Guinea / Guinée	991.45	1 746.79	3 644.60	5 722.30	7 489.10	9 088.03	9 011.16	9 183.78	9 564.93	9 763.21
Kenya	53.47	73.22	77.23	78.33	93.12	102.50	102.29	101.66	104.22	108.12
Lesotho	3.63	6.94	6.40	7.19	13.79	13.00	13.76	14.78	16.37	14.85
Madagascar	853.15	1 353.57	2 003.12	2 089.89	2 933.51	3 116.18	3 334.76	3 618.24	3 787.88	3 829.91
Malawi	12.26	51.74	113.77	146.08	463.04	724.59	731.32	739.05	744.61	772.59
Mali	494.51	709.84	526.96	494.39	591.16	580.86	555.18	585.89	574.75	554.24
Mauritania / Mauritanie	12.98	23.89	26.56	27.55	32.39	35.66	35.68	36.70	36.30	36.44
Mauritius / Maurice	17.65	25.73	28.49	30.79	35.06	34.99	34.20	34.70	37.18	40.52
Morocco / Maroc	8.54	10.63	8.87	8.42	9.76	9.69	9.39	9.62	9.50	8.99
Namibia / Namibie	3.79	7.32	6.47	7.30	13.22	13.30	13.52	14.89	15.99	15.18
Niger	498.84	710.03	527.02	494.39	591.17	580.87	555.22	585.89	574.76	554.23
Nigeria / Nigéria	21.90	101.70	131.27	150.30	193.28	305.79	306.08	325.00	359.21	398.88
Rwanda	262.17	393.36	555.90	583.14	719.62	831.51	861.04	899.47	943.25	988.89
Senegal / Sénégal	499.09	709.88	526.97	494.41	591.14	580.87	555.20	585.89	574.75	554.23
Seychelles	4.76	5.71	5.50	12.07	13.31	13.65	13.97	14.04	17.60	16.89
Sierra Leone	753.84	2 063.04	2 962.60	3 978.13	5 076.04	7 397.10	7 931.85	9 015.92	9 839.39	10 694.21
South Africa / Afrique du Sud	3.63	6.94	6.36	7.32	12.75	13.32	13.24	14.45	16.46	14.78
Togo	499.25	709.64	526.84	494.42	591.20	580.88	555.23	585.86	574.72	554.27
Tunisia / Tunisie	0.95	1.37	1.30	1.43	1.96	2.42	2.65	2.93	2.81	2.79
Uganda / Ouganda	973.72	1 549.22	1 794.36	2 104.86	3 068.17	3 583.95	3 675.44	3 694.30	3 724.36	3 660.42

Note: The exchange rate is calculated by taking the ratio of the estimated fiscal year GDP in national currency for Table 4.17 to the estimated fiscal year GDP in US dollars in Table 4.18.

Note : Le taux de change est calculé en prenant le rapport entre le PIB estimé de l'année fiscale en monnaie nationale du tableau 4.17 et le PIB estimé de l'année fiscale en dollars US du tableau 4.18.

StatLink  <https://stat.link/75fw31>

Chapter 5

**Country tables, 1995-2021 –
Tax revenues**

Chapitre 5

**Tableaux pays, 1995-2021 –
Recettes fiscales**

Chapter 5 / Chapitre 5

Country tables, 1995-2021

In all of the following tables a (“..”) indicates not available or not applicable. The main series in this volume covers the years 1995 to 2021.

Figures referring to 1990-94, 1996-99, 2001-04, 2006-09, 2011-14 and 2016 in Tables 5.1 to 5.33 have been omitted because of lack of space. Complete series are, however, available on line at <http://dx.doi.org/10.1787/93add7a4-en>.

Tableaux pays, 1995-2021

Dans tous les tableaux suivants le symbole («..») signifie que l'information n'est pas disponible ou qu'elle n'est pas applicable. La principale série dans ce volume couvre les années 1999 à 2021.

Les données pour les années 1990-94, 1996-99, 2001-04, 2006-09, 2011-14 et 2016 dans les tableaux 5.1 à 5.33 ont été omises en raison du manque d'espace. Les séries complètes sont cependant disponibles en ligne sur <http://dx.doi.org/10.1787/ef1bbbc4-fr>.

Table 5.1. **Botswana**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million BWP	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	8 037	14 300	19 332	22 470	23 287	24 357	21 973	32 254
1000 Taxes on income, profits and capital gains	5 887	9 345	13 134	13 772	15 069	15 341	13 418	20 178
1100 Of individuals
1110 On income and profits
1120 On capital gains
1200 Corporate
1210 On profits
1220 On capital gains
1300 Unallocable between 1100 and 1200	5 887	9 345	13 134	13 772	15 069	15 341	13 418	20 178
Assessed income tax	3 877	5 168	6 825	6 894	7 661	6 501	4 836	9 002
Income tax arrears and deductions	1 171	3 114	5 259	4 948	5 349	7 187	7 287	8 486
Withholding tax	840	1 062	1 050	1 930	2 059	1 653	1 295	2 690
PAYE taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
2000 Social security contributions	0	0	0	0	0	0	0	0
2100 Employees
2110 On a payroll basis
2120 On an income tax basis
2200 Employers
2210 On a payroll basis
2220 On an income tax basis
2300 Self-employed or non-employed
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300
2410 On a payroll basis
2420 On an income tax basis
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property	13	52	66	63	78	71	63	99
4100 Recurrent taxes on immovable property	0	0	0	0	0	0	0	0
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions	13	52	66	63	78	71	63	99
4500 Other non-recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Taxes on goods and services	2 136	4 903	6 132	8 635	8 140	8 944	8 493	11 977
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	2 006	4 669	5 870	8 207	7 661	8 475	8 131	11 449
5110 General taxes	1 862	4 481	5 448	7 650	7 253	7 939	7 687	9 639
5111 Value added taxes	1 862	4 481	5 448	7 650	7 253	7 939	7 687	9 639
VAT revenues (gross)	1 832	4 481	5 448	7 650	7 253	7 939	7 687	9 639
VAT accrued interest	31	0	0	0	0	0	0	0
VAT refunds	-1	0	0	0	0	0	0	0
5112 Sales tax	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0	0
5120 Taxes on specific goods and services	144	188	422	557	408	536	445	1 809
5121 Excises	115	157	393	553	405	531	353	1 791
Alcohol levy	0	0	284	427	284	401	236	382
Fuel levy	115	157	109	126	121	130	117	1 312
Plastic levy	0	0	0	0	0	0	0	17
Sweetened beverage levy	0	0	0	0	0	0	0	79
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	2	9	4	2	1	1	2	1
5124 Taxes on exports	0	2	2	2	2	3	1	1
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	27	20	23	0	0	1	88	16
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.1. **Botswana** (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million BWP	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	131	234	262	428	479	469	361	528
5210 Recurrent taxes	131	234	262	428	479	469	361	528
5211 Paid by households: motor vehicles	41	62	77	110	115	118	120	173
5212 Paid by others: motor vehicles	74	144	180	270	317	346	196	293
5213 Paid in respect of other goods	15	29	5	48	46	5	45	62
5220 Non-recurrent taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
6100 Paid solely by business
6200 Other

.. Not available

Note: Data are on a fiscal year basis beginning 1st April. For example, the data for 2021 represent April 2021 to March 2022.

The data are on a cash basis.

Figures exclude tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Heading 2000: Social security contributions for Botswana are deemed to be null as they do not meet the criteria to be classified as social security contributions set out in the OECD classification of taxes in the *OECD Interpretative Guide*.

Source: Botswana Ministry of Finance and Economic Development, and Statistics Botswana.


StatLink  <https://stat.link/8c5prk>

Table 5.2. Burkina Faso
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	..	214 601	380 161	698 853	1 018 759	1 326 065	1 484 685	1 622 546	1 660 178	1 705 322
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	..	53 109	79 290	135 056	236 193	325 403	377 120	450 579	456 645	576 631
1100 Des personnes physiques	..	15 371	27 639	56 429	75 300	102 422	125 405	149 467	172 403	178 426
1110 Sur le revenu et les bénéfices	..	15 371	27 639	56 429	75 300	102 422	125 405	149 467	172 403	178 426
1120 Sur les gains en capital
1200 Des sociétés	..	36 190	48 829	76 008	157 319	217 472	246 558	295 436	278 203	390 819
1210 Sur les bénéfices	..	36 190	48 829	76 008	157 319	217 472	246 558	295 436	278 203	390 819
1220 Sur les gains en capital
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	..	1 549	2 821	2 619	3 574	5 509	5 157	5 675	6 039	7 386
2000 Cotisations de sécurité sociale	..	34 142	50 081	76 584	120 046	145 635	164 195	177 435	194 360	208 997
2100 A la charge des salariés	..	10 332	15 753	23 424	35 064	37 255	42 003	45 391	58 694	60 644
2110 Sur la base du salaire	..	10 332	15 753	23 424	35 064	37 255	42 003	45 391	58 694	60 644
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2200 A la charge des employeurs	..	23 810	34 329	53 160	84 983	108 380	122 192	132 044	135 666	148 353
2210 Sur la base du salaire	..	23 810	34 329	53 160	84 983	108 380	122 192	132 044	135 666	148 353
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	..	2 678	4 370	5 479	7 889	10 813	12 331	13 210	14 647	16 230
4000 Impôts sur le patrimoine	..	938	2 076	4 778	8 529	9 784	9 982	11 025	13 012	25 886
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	..	54	0	615	1 011	1 359	2 013	2 438	2 775	12 963
4110 Ménages	..	0	..	0	0	0	0	0	0	..
4120 Autres agents	..	0	..	0	0	0	0	0	0	..
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	..	73	56	41	200	101	170	317	306	302
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions	..	66	38	28	179	95	156	265	251	258
4320 Impôts sur les donations	..	7	18	13	21	5	13	52	55	44
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	..	646	1 481	2 803	6 160	6 702	5 818	5 778	7 241	8 597
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	..	165	539	1 318	1 158	1 621	1 981	2 492	2 690	4 023
4510 Sur l'actif net	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4520 Autres impôts non périodiques	..	165	539	1 318	1 158	1 621	1 981	2 492	2 690	4 023
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	..	122 232	241 776	470 504	639 524	824 168	911 247	959 602	973 051	866 818
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	..	108 003	222 923	370 927	598 102	769 064	852 880	895 777	856 840	761 989
5110 Impôts généraux	..	61 497	131 867	229 176	343 378	441 791	487 799	536 770	488 599	320 231
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	..	61 497	131 005	228 498	342 660	440 983	486 929	535 895	488 276	319 689
5112 Impôts sur les ventes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Autres impôts	..	0	862	678	719	808	870	874	322	542
5120 Impôts sur biens et services déterminés	..	46 506	91 056	141 750	254 723	327 273	365 080	359 007	368 242	441 759
5121 Accises	..	16 129	31 956	46 912	94 105	129 214	141 049	138 068	145 014	172 758
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	..	2 912	5 344	7 234	15 212	18 360	22 259	24 158	22 646	23 675
5123 Droits de douane et droits à l'importation	..	25 242	52 066	85 075	128 465	161 095	182 180	176 799	167 212	194 772
5124 Taxes à l'exportation	..	572	322	434	601	455	454	422	345	315
5125 Impôts sur biens d'équipement	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	..	1 651	1 369	2 096	16 339	18 149	19 139	19 560	33 026	50 238
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	..	10 503	15 876	98 077	38 970	52 634	53 794	58 412	114 498	103 126
5210 Impôts périodiques	..	3 837	648	70 529	12 022	16 270	19 339	21 043	73 348	58 691
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	..	0	0	0	0	0	0	942	900	1 048
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5213 Autres impôts périodiques	..	3 837	648	70 529	12 022	16 270	19 339	20 101	72 448	57 643
5220 Impôts non périodiques	..	6 666	15 228	27 547	26 948	36 365	34 456	37 369	41 150	44 436

Table 5.2. **Burkina Faso (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	..	3 726	2 977	1 501	2 452	2 470	4 573	5 413	1 713	1 702
6000 Autres impôts	..	1 502	2 568	6 452	6 579	10 262	9 810	10 695	8 462	10 760
6100 A la charge exclusive des entreprises
6200 A la charge d'autres agents

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles. Cependant, elles incluent des recettes collectées par l'administration centrale au profit des collectivités locales.

Les données sur les cotisations de sécurité sociale n'étant pas disponibles pour 2021, une projection linéaire a été utilisée pour cette année-là, sur la base des cinq années précédentes.

Les recettes provenant de la taxe de location de biens, des droits sur les titres miniers, des redevances minières et des frais administratifs sont incluses dans les recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A). La classification nationale du Burkina Faso les comptabilise comme des recettes fiscales.

À partir de 2018, les impôts sur le revenu des créances et les impôts sur le revenu des valeurs mobilières sont rapportés ensemble sous la rubrique des impôts sur le revenu des capitaux mobiliers.

Les recettes des licences de téléphonie mobile ont été majoritairement collectées en 2010 et 2020, car ces licences se renouvèlent tous les 10 ans.

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Prospective du Burkina Faso.

StatLink  <https://stat.link/q2yia1>

Table 5.3. Cabo Verde
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million CVE	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	6 290	10 974	18 828	26 290	30 692	35 554	40 338	41 447	33 130	33 127
1000 Impôts sur revenu, bénéfiques et gains en capital	2 105	3 913	5 815	7 892	9 669	11 292	12 300	12 806	9 990	9 200
1100 Des personnes physiques	1 579	2 958	3 516	4 645	5 327	7 062	6 927	7 334	6 581	6 073
1110 Sur le revenu et les bénéfiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1120 Sur les gains en capital	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1200 Des sociétés	526	955	2 299	3 247	4 342	4 230	5 374	5 472	3 410	2 738
1210 Sur les bénéfiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1220 Sur les gains en capital	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	389
2000 Cotisations de sécurité sociale	0	569	533	42	46	60	77	76	77	79
2100 A la charge des salariés	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2110 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2200 A la charge des employeurs	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2210 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2310 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	..	569	533	42	46	60	77	76	77	79
2410 Sur la base du salaire	..	569	533	42	46	60	77	76	77	79
Contributions pour la sécurité sociale	..	11	1	28	40	60	77	76	77	78
Taxe sociale unique	..	558	532	14	5	0	0	0	0	0
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Impôts sur le patrimoine	332	584	810	1 439	1 606	1 147	1 882	1 884	1 556	642
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	..	..	..	738	1 024	637	1 140	1 250	905	0
Taxe unique sur le patrimoine	..	..	..	738	1 024	637	1 140	1 250	905	0
4110 Ménages	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4120 Autres agents	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4220 Sociétés	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4320 Impôts sur les donations	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	332	584	810	701	582	509	742	634	651	642
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4520 Autres impôts non périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	3 853	5 908	11 670	16 917	19 370	23 055	26 079	26 681	21 507	23 207
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	3 853	5 908	11 670	16 917	19 370	23 055	26 079	26 681	21 507	23 207
5110 Impôts généraux	0	0	6 409	10 035	10 824	12 646	15 139	15 048	12 589	12 784
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	..	..	6 409	10 035	10 824	12 646	15 139	15 048	12 589	12 784
TVA à l'importation (brute) - DGA	..	..	4 192	6 180	6 358	7 260	7 801	8 260	6 670	8 319
TVA intérieure (brute) - DGI	..	..	2 359	4 341	4 935	6 046	8 412	8 468	6 371	4 798
Remboursements de la TVA	..	..	-143	-486	-469	-661	-1 074	-1 679	-452	-333
5112 Impôts sur les ventes	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Autres impôts	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
5120 Impôts sur biens et services déterminés	3 853	5 908	5 261	6 882	8 546	10 409	10 940	11 633	8 918	10 423
5121 Accises	1 197	1 938	1 030	1 494	2 073	2 621	2 680	2 931	2 295	2 685
Taxe spéciale sur la consommation	1 197	1 812	838	1 227	1 478	1 937	1 963	2 192	1 702	2 010
Taxe écologique	0	126	192	267	595	684	717	739	593	675
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	2 656	3 971	4 231	5 388	5 827	6 906	7 409	7 672	6 296	7 565
5124 Taxes à l'exportation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5125 Impôts sur biens d'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	0	0	0	0	645	881	851	1 030	327	172
Contribution touristique	..	..	..	..	645	849	811	992	297	145
Autres (taxe incendie, taxe touristique)	..	..	..	..	0	32	40	38	30	27

Table 5.3. **Cabo Verde (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million CVE	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5210 Impôts périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5213 Autres impôts périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5220 Impôts non périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6100 A la charge exclusive des entreprises	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
6200 A la charge d'autres agents	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pour mémoire : Prélèvement communautaire de la CEDEAO	0	67	156	245	254	317	324	339	297	328

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Rubrique 4100 : Cette rubrique comprend les recettes provenant de la Taxe unique sur le patrimoine (*Imposto Único sobre o Património*), recettes collectées par les municipalités de Cabo Verde.

Rubrique 4400 : Cette rubrique comprend les droits de timbre, classifiés au Cabo Verde dans la rubrique « autres impôts ».

Rubrique 5126 : La taxe incendie et la taxe touristique sont classifiées dans la rubrique « autres impôts » au Cabo Verde.

Le prélèvement communautaire de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) n'est pas considéré comme une recette du gouvernement du Cabo Verde. selon le *Guide d'interprétation* de l'OCDE (voir § 4). La classification nationale du Cabo Verde le compte comme une recette fiscale. Cette recette qui n'est pas comprise dans le total des recettes fiscales ou des recettes non fiscales est présentée séparément dans la rubrique « Pour mémoire ».

Source : Ministère des Finances et du Plan du Cabo Verde.

StatLink  <https://stat.link/rl962h>

Table 5.4. Cameroon / Cameroun
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	481 383	810 500	1 135 257	1 571 695	2 687 926	2 935 179	3 146 494	3 222 162	3 014 088	3 355 315
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	115 300	228 100	325 764	425 741	867 834	741 551	848 398	882 190	863 643	916 953
1100 Des personnes physiques	55 400	87 100	66 598	102 793	185 512	200 845	247 546	226 293	221 249	237 798
1110 Sur le revenu et les bénéfices	55 400	87 100	66 548	102 728	184 213	199 386	246 321	225 213	219 377	235 261
Traitements, salaires, pensions et rentes viagères	37 100	60 800	17 722	86 440	135 738	139 280	165 187	150 396	152 945	162 710
Revenus fonciers	0	0	2 225	2 402	12 405	13 058	14 401	12 442	12 865	11 469
Bénéfices artisanaux, industriels et commerciaux	0	0	3 904	5 342	21 010	26 107	29 610	35 745	28 826	30 363
Bénéfices agricoles	0	0	77	47	56	30	161	253	23	21
Bénéfices des professions non commerciales	0	0	249	295	2 875	9 750	24 643	14 865	13 387	18 076
Autres impôts sur le revenu	18 300	26 300	42 372	8 202	12 130	11 162	12 319	11 511	11 332	12 622
1120 Sur les gains en capital	..	..	50	65	1 299	1 459	1 225	1 079	1 872	2 538
Impôts sur plus-values sur cession immobilière	..	..	46	46	1 297	1 440	1 223	1 079	1 871	2 538
Impôts sur les autres gains en capital	..	..	3	19	2	19	2	0	1	0
1200 Des sociétés	58 800	119 400	217 495	256 404	538 969	385 971	441 882	457 428	459 160	467 457
1210 Sur les bénéfices	58 800	119 400	217 495	256 404	538 969	385 971	441 882	457 428	459 160	467 457
Bénéfices des sociétés pétrolières	28 600	39 000	76 523	83 764	171 891	66 471	86 948	113 018	106 845	73 159
Bénéfices des sociétés non pétrolières	30 200	80 400	140 972	172 639	367 078	319 500	354 934	344 410	352 315	394 299
1220 Sur les gains en capital	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	1 100	21 600	41 671	66 544	143 352	154 735	158 970	198 470	183 234	211 697
Taxe spéciale sur les revenus payés à l'étranger	0	12 400	19 198	38 877	84 412	62 806	67 809	91 879	85 517	82 502
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	1 100	9 200	21 619	27 629	48 774	42 155	42 715	47 612	54 227	45 549
Centimes communaux sur l'impôt sur le revenu	0	0	854	39	10 166	49 774	48 446	58 978	43 490	83 646
2000 Cotisations de sécurité sociale	40 183	65 500	83 903	135 747	160 992	213 796	226 610	235 937	243 702	256 642
2100 A la charge des salariés	11 294	19 747	24 123	33 297	44 669	45 763	48 105	45 565	55 342	55 371
2110 Sur la base du salaire	11 294	19 747	24 123	33 297	44 669	45 763	48 105	45 565	55 342	55 371
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2200 A la charge des employeurs	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2210 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2310 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	28 889	45 753	59 780	102 450	116 323	168 033	178 505	190 372	188 360	201 271
2410 Sur la base du salaire	28 889	45 753	59 780	102 450	116 323	168 033	178 505	190 372	188 360	201 271
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	0	0	8 644	17 860	53 572	54 350	32 131	36 046	35 521	52 977
4000 Impôts sur le patrimoine	7 900	13 100	13 361	18 003	25 437	33 393	25 311	27 113	25 639	29 116
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	500	500	1 318	1 552	1 743	3 652	2 443	2 249	2 044	1 893
4110 Ménages	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4120 Autres agents	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4220 Sociétés	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	0	0	33	39	62	60	86	38	180	122
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions	..	..	33	39	62	60	86	38	180	122
4320 Impôts sur les donations	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	7 400	12 600	12 010	16 412	23 632	29 681	22 782	24 827	23 415	27 101
Droits d'enregistrement sur les mutations entre vifs	..	..	82	32	391	577	76	301	46	129
Droits d'enrgmnt. sur les mutations immob.	..	..	1 909	2 747	3 080	3 107	3 924	4 991	5 005	4 444
Droits de bail	..	..	3 976	4 602	2 364	2 452	2 395	2 802	2 517	3 125
Droits autres mutations et transactions	..	..	6 043	9 031	17 797	23 545	16 388	16 733	15 847	19 403
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4520 Autres impôts non périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	318 000	503 800	686 416	944 412	1 532 668	1 844 728	1 958 026	1 963 031	1 763 852	2 014 841
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	315 100	501 100	679 379	936 564	1 522 834	1 834 787	1 948 068	1 952 839	1 754 298	2 007 632
5110 Impôts généraux	139 600	260 900	360 218	490 521	883 618	1 066 216	1 158 458	1 138 354	941 804	1 069 636

Table 5.4. **Cameroon / Cameroun (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	0	260 900	360 218	490 513	883 580	1 066 216	1 158 458	1 138 354	941 804	1 069 636
TVA intérieure (brute)	..	186 500	251 019	299 504	604 046	803 903	846 136	810 285	700 919	740 597
TVA à la porte (brute)	..	107 300	157 799	259 343	354 701	344 389	384 310	394 070	319 879	396 054
Remboursements de la TVA	..	-32 900	-48 600	-68 333	-75 167	-82 076	-71 988	-66 002	-78 995	-67 015
5112 Impôts sur les ventes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Autres impôts	139 600	0	0	8	39	0	0	0	0	0
5120 Impôts sur biens et services déterminés	175 500	240 200	319 161	446 043	639 216	768 571	789 609	814 485	812 494	937 996
5121 Accises	55 800	84 000	114 306	164 943	289 280	334 313	337 533	380 616	430 287	486 202
Droits d'accises intérieure	18 300	26 500	42 754	68 414	170 164	193 857	192 954	217 381	255 610	280 401
Droits d'accises à la porte	800	1 900	2 198	12 936	14 608	17 872	16 655	33 798	38 440	58 147
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	36 700	55 600	69 345	82 962	103 773	122 036	127 456	128 709	135 652	146 842
Vignette sur tabac et produits manufacturés	0	0	8	632	736	548	469	728	585	812
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	62 400	119 900	189 364	261 731	320 314	397 478	394 169	386 778	336 729	383 011
5124 Taxes à l'exportation	56 400	24 300	1 725	8 793	17 133	22 654	36 581	31 799	38 440	58 147
5125 Impôts sur biens d'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	900	1 100	3 108	3 600	5 035	6 059	12 271	13 889	6 387	9 926
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	0	10 900	10 658	6 977	7 454	8 068	9 054	1 403	650	710
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur utilisation des biens et exerc. activités	2 900	2 700	7 037	7 848	9 835	9 940	9 959	10 193	9 553	7 209
5210 Impôts périodiques	2 900	2 700	7 037	7 848	9 835	9 940	9 959	10 193	9 553	7 209
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	2 200	1 600	4 987	6 111	7 539	7 386	7 000	7 000	7 000	7 000
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	700	1 100	1 902	1 663	2 213	2 451	2 710	2 859	2 418	121
5213 Autres impôts périodiques	0	0	149	74	83	103	248	334	136	88
5220 Impôts non périodiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	0	0	17 169	29 932	47 424	47 360	56 018	77 845	81 731	84 787
6100 A la charge exclusive des entreprises	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
6200 A la charge d'autres agents	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Rubrique 2000 : Les cotisations de sécurité sociale du secteur public (APU) incluent uniquement les cotisations pour les retraites et ne couvrent pas les prestations familiales et d'invalidité.

Rubrique 5111 : Les données antérieures à 1999 correspondent aux recettes de la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) et ont été reclassées dans la rubrique « 5113 Autres impôts généraux sur les biens et services ». La TVA a été introduite au Cameroun en 1999.

Source : Ministère des Finances du Cameroun.

StatLink  <https://stat.link/h2ceui>

Table 5.5. Chad / Tchad
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	773 264	374 179	361 954	482 783	519 374	901 916	652 288
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	580 929	202 651	168 961	249 670	234 826	560 468	318 624
1100 Des personnes physiques	55 020	94 216	88 591	88 445	105 077	124 911	105 113
1110 Sur le revenu et les bénéfices	55 020	94 216	88 591	88 445	105 077	124 911	105 113
Salariés, bénéficiaires des pensions et rentes viagères	45 127	62 041	62 232	45 048	75 996	66 857	70 419
Bénéfice des professions libérales (non commerciales)	4 877	21 221	13 095	18 587	19 740	48 205	11 738
Bénéfice industriel et commercial	0	82	1 644	1 059	96	1 908	48
Propriétaires fonciers	1 470	2 434	1 094	7 077	2 098	1 337	1 901
Revenus des capitaux et valeurs mobilières	3 546	8 438	10 526	16 674	7 147	6 604	21 007
1120 Sur les gains en capital	0	0	0	0	0	0	0
1200 Des sociétés	525 628	108 316	80 353	161 222	129 631	435 557	213 511
1210 Sur les bénéfices	525 628	108 316	80 353	161 222	129 631	435 557	213 511
Impôts sur les bénéfices des sociétés pétrolières	464 428	41 797	32 339	115 930	93 866	415 990	195 747
Impôts sur les bénéfices des sociétés non pétrolières	53 381	60 901	43 741	39 784	30 091	13 907	11 969
Précompte intérieur 4 %	7 819	5 618	4 273	5 508	5 674	5 660	5 795
1220 Sur les gains en capital	0	0	0	0	0	0	0
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	281	119	17	3	118	0	0
2000 Cotisations de sécurité sociale
2100 A la charge des salariés
2110 Sur la base du salaire
2120 Sur la base de l'impôt sur les revenus
2200 A la charge des employeurs
2210 Sur la base du salaire
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	8 304	10 856	6 860	628	7 968	12 389	9 482
Taxe forfaitaire sur les salaires	8 304	10 856	6 860	437	7 304	12 259	9 368
Taxe patronale d'apprentissage	0	0	0	191	664	130	114
4000 Impôts sur le patrimoine	23 875	11 922	5 740	7 926	23 710	31 318	26 585
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	0	0	0	0	0	0	0
4110 Ménages
4120 Autres agents
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	71	0	1	13	1	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions	8	0	0	1	0	0	0
4320 Impôts sur les donations	63	0	1	12	1	0	0
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	23 651	11 473	5 630	6 911	23 386	31 022	26 219
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	153	449	109	1 002	323	296	366
4510 Sur l'actif net	0	0	0	0	0	0	0
4520 Autres impôts non périodiques	153	449	109	1 002	323	296	366
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	160 089	148 688	180 332	224 500	252 787	297 511	297 534
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	157 944	146 538	179 111	215 386	250 633	285 719	293 580
5110 Impôts généraux	95 467	74 894	105 673	78 311	115 074	121 831	134 693
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	76 549	66 730	100 815	72 160	98 038	103 449	108 955
Taxe sur la valeur ajoutée intérieure	46 148	45 476	69 912	39 374	55 598	59 254	56 652
TVA à l'importation	30 401	21 254	30 903	32 786	42 440	44 195	52 303
5112 Impôts sur les ventes	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.5. Chad / Tchad (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5113 Autres impôts	18 918	8 164	4 858	6 151	17 036	18 382	25 738
Impôt Minimum Fiscal (IMF)	13 781	6 165	3 112	3 821	10 569	16 844	18 504
Impôt Général Libérateur (IGL)	5 137	1 999	1 746	2 330	6 467	1 538	7 234
Impôt Minimum Fiscal (IMF)	13 781	6 165	3 112	3 821	10 569	16 844	18 504
Impôt Général Libérateur (IGL)	5 137	1 999	1 746	2 330	6 467	1 538	7 234
5120 Impôts sur biens et services déterminés	62 477	71 644	73 438	137 075	135 559	163 888	158 887
5121 Accises	9 388	10 161	22 541	31 307	34 947	30 234	34 798
Droit d'accises intérieurs	2 356	7 045	15 678	7 111	11 575	5 412	485
Droit d'accises importation	243	125	2 460	1 261	3 917	1 808	2 089
Carburants et lubrifiants	6 168	1 814	2 544	16 888	13 751	21 692	30 453
Taxe sur vente de bétail	621	1 177	1 859	1 581	1 734	1 322	1 771
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	0	0	0	4 466	3 970	0	0
5122 Bénéfices de monopoles fiscaux	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	33 150	48 642	44 570	79 650	82 129	89 397	101 355
Droits de douane	26 441	44 056	31 229	51 448	54 869	67 357	80 985
Redevance statistique	6 709	4 586	13 341	28 202	27 260	22 040	20 370
5124 Taxes à l'exportation	19 078	12 375	5 683	8 152	5 224	24 960	7 633
Redevance statistique consortium	16 821	9 611	1 860	3 816	2 505	23 220	3 495
Droits de sortie	2 257	2 764	3 823	4 336	2 719	1 740	4 138
5125 Impôts sur biens d'équipement	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	775	431	614	17 851	13 126	19 167	14 961
Droit d'accises téléphonie 18 %	0	0	0	17 131	12 452	18 387	14 101
Taxes sur les conventions d'assurances	775	431	614	720	674	755	789
Redevance 4 % sur chiffre d'affaires	0	0	0	0	0	25	71
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	86	35	30	115	133	130	140
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	2 145	2 150	1 221	9 114	2 154	11 792	3 954
5210 Impôts périodiques	2 145	2 150	1 221	9 114	2 154	11 792	3 954
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	1 567	1 929	694	8 829	519	8 317	70
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	204	144	395	74	313	35	66
5213 Autres impôts périodiques	374	77	132	211	1 322	3 440	3 818
5220 Impôts non périodiques	0	0	0	0	0	0	0
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	67	62	61	59	83	230	63
6100 A la charge exclusive des entreprises
6200 A la charge d'autres agents

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les recettes provenant des amendes fiscales, des recettes des valeurs mobilières de l'État et de la redevance audiovisuelle sont incluses dans les recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe A). La classification nationale du Tchad les comptabilise comme des recettes fiscales.

Rubrique 5113 : Cette rubrique inclut les recettes des impôts généraux sur le chiffre d'affaire comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe A). Les recettes de l'Impôt Minimal Fiscal et l'Impôt Général Libérateur sont classifiées dans cette rubrique car la base imposable de ces impôts est le chiffre d'affaires. Ces recettes étaient classifiées respectivement dans les rubriques 1210 et 1300 dans l'édition précédente.

Source : Ministère des Finances et du Budget du Tchad.

StatLink  <https://stat.link/z18jtf>

Table 5.6. **Congo**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	..	98 684	206 416	462 923	931 417	707 143	573 362	617 965	593 119	557 967
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	..	47 544	62 458	150 792	342 763	276 438	138 956	183 900	179 210	160 325
1100 Des personnes physiques	..	22 850	28 265	64 364	145 622	152 790	114 722	111 996	107 221	113 258
1110 Sur le revenu et les bénéfiques	..	22 850	28 265	64 364	145 622	152 790	114 722	111 996	107 221	113 258
Traitements et salaires	..	21 836	22 581	54 763	103 818	113 244	103 858	101 282	94 784	86 669
Revenus fonciers	..	549	1 079	2 259	5 531	3 534	3 658	3 433	3 582	2 755
Bénéfices non commerciaux (BNC)	..	0	62	112	50	37	1 377	2 098	7 881	6 358
Bénéfices industriels et commerciaux (BIC)	..	0	468	25	152	143	175	1 119	339	883
Revenu des valeurs mobilières (IRVM)	..	466	4 075	7 176	35 441	35 517	5 427	0	0	2 189
Retenues à la source	..	0	0	0	471	313	221	1 817	633	14 404
Autres recettes sur le revenu des personnes physiques	..	0	0	29	159	2	6	2 247	2	0
1120 Sur les gains en capital	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1200 Des sociétés	..	24 694	34 193	86 428	197 141	123 648	24 233	71 904	71 990	47 067
1210 Sur les bénéfiques	..	24 694	34 193	86 428	197 141	123 648	24 233	71 904	71 990	47 067
1220 Sur les gains en capital	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2000 Cotisations de sécurité sociale
2100 A la charge des salariés
2110 Sur la base du salaire
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2200 A la charge des employeurs
2210 Sur la base du salaire
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	..	4 965	3 455	16 585	24 528	22 962	20 436	17 356	16 466	13 454
4000 Impôts sur le patrimoine	..	1 299	1 571	12 012	47 399	16 799	17 052	23 129	19 305	23 855
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4110 Ménages
4120 Autres agents
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
4320 Impôts sur les donations
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	..	1 299	1 571	12 012	47 399	16 799	17 052	23 129	19 305	23 855
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net
4520 Autres impôts non périodiques
4600 Autres impôts périodiques sur le patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	..	44 876	138 932	281 274	515 385	389 929	396 133	391 993	377 294	359 352
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	..	44 809	138 834	280 869	513 854	388 864	394 360	389 284	372 668	355 394
5110 Impôts généraux	..	39 641	78 187	158 512	284 586	222 924	242 924	228 784	218 280	181 115
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	..	36 889	75 247	147 032	253 875	191 438	149 926	156 262	154 519	154 091
TVA Intérieure (brute)	..	38 962	54 294	92 054	163 875	125 630	95 165	93 529	93 963	92 786
TVA Douane (brute)	..	0	23 744	57 110	90 000	67 756	54 761	62 733	60 556	61 305
Remboursements de la TVA	..	-2 073	-2 791	-2 132	0	-1 948	0	0	0	0
5112 Impôts sur les ventes	..	0	0	1 742	2 214	2 145	2 568	1 980	2 146	2 326
ASDI (Acompte sur divers impôts)	..	0	0	1 742	2 214	2 145	2 568	1 980	2 146	2 326
5113 Autres impôts	..	2 753	2 940	9 738	28 497	29 340	90 430	70 542	61 616	24 699
Taxe spéciale sur les sociétés (TSS)	..	2 753	2 940	9 738	26 248	28 288	23 758	24 907	25 107	12 307
Impôt global forfaitaire	..	0	0	0	2 250	1 052	830	850	899	483
Impôt forfaitaire sur les sociétés	..	0	0	0	0	0	57 916	36 860	31 097	9 986
Impôt forfaitaire sur le revenu des valeurs mobilières	..	0	0	0	0	0	7 925	7 925	4 513	1 922
5120 Impôts sur biens et services déterminés	..	5 059	60 506	122 357	229 268	165 940	149 746	159 863	154 155	173 793

Table 5.6. **Congo (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5121 Accises	..	4 966	8 313	17 603	24 337	24 311	22 207	21 356	15 214	19 437
Taxe speciale sur les boissons alcoolisées et le tabac	..	0	0	0	11 140	10 114	9 351	8 649	2 073	482
Droits d'accises	..	4 966	8 313	17 603	13 197	14 197	12 855	12 566	12 955	18 679
Taxe spécif. sur les boissons (TSB) - douanes	..	0	0	0	0	0	0	140	186	255
Taxe spécifique sur le tabac (TST) - douanes	..	0	0	0	0	0	0	1	0	21
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	..	0	44 446	85 775	166 613	106 503	91 286	104 670	106 173	118 387
Recettes importation	..	0	41 022	77 852	148 444	94 833	80 210	92 640	93 544	104 042
Recettes douanes hors budget	..	0	3 424	7 923	18 169	11 670	11 076	12 030	12 629	14 345
5124 Taxes à l'exportation	..	0	0	0	0	617	5 380	3 220	1 502	1 213
5125 Impôts sur biens d'équipement	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	..	93	7 746	18 979	38 318	34 509	30 873	30 618	31 266	34 756
Taxe sur les billets d'avion	..	0	0	597	849	721	634	624	256	443
Taxe sur les télécommunications électroniques	..	0	0	0	0	4 306	5 564	6 378	6 947	7 986
Taxe sur les assurances	..	93	687	1 526	2 703	2 418	2 741	3 639	3 567	3 327
Taxe sur le transfert de fonds	..	0	7 060	16 856	34 766	27 049	21 906	19 912	20 474	22 919
Taxe sur les jeux de hasard	..	0	0	0	0	14	27	64	21	81
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	..	109	141	0	0	0	1 690	637	232	485
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	..	67	98	405	1 531	1 065	1 774	2 709	4 626	3 958
5210 Impôts périodiques	..	67	98	405	1 531	1 065	1 598	2 368	4 288	3 574
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	..	67	98	343	1 405	887	814	746	1 174	556
5213 Autres impôts périodiques	..	0	0	62	126	178	784	1 622	3 114	3 019
Taxe sur abonnements et réabonnements télévisuelles	0	0	0	0	1 495	2 966	2 886
Redevance audiovisuelle	52	126	178	764	127	148	132
Droits de Chasse	10	0	0	20	0	0	0
5220 Impôts non périodiques	..	0	0	0	0	0	176	341	339	383
Timbres sur les véhicules automobiles	176	341	339	383
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	..	0	0	2 259	1 340	1 015	785	1 587	844	981
6100 A la charge exclusive des entreprises
6200 A la charge d'autres agents

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Rubrique 1210 : Cette rubrique inclut les recettes de l'impôt forfaitaire sur les sociétés et de l'impôt forfaitaire sur le revenu des valeurs mobilières des sociétés pour les années à partir de 1998 à 2017 car il n'a pas été possible de les distinguer des recettes de l'impôt sur les sociétés.

Rubrique 5113 : Cette rubrique inclut les recettes de l'impôt forfaitaire sur les sociétés et de l'impôt forfaitaire sur le revenu des valeurs mobilières des sociétés à partir de 2018 comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A). La classification nationale de la République du Congo les comptabilise comme des recettes sur les bénéfices des sociétés.

Rubrique 5123 : Les droits d'exportation pour la période 2002-2016 sont inclus dans la rubrique 5123 car il n'a pas été possible de ventiler ces recettes.

Source : Ministère des Finances de la République du Congo.

StatLink  <https://stat.link/3sqohr>

Table 5.7. Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.

Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million CDF

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	..	7 551	295 581	1 677 170	3 486 346	3 895 316	5 919 907	6 377 880	6 610 752	10 259 101
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	..	2 565	54 761	447 039	1 225 021	1 411 916	2 564 782	2 697 780	2 179 654	4 013 298
1100 Des personnes physiques	..	996	24 243	208 715	515 851	660 669	821 801	834 587	993 999	1 301 948
1110 Sur le revenu et les bénéfices	..	996	24 243	208 715	515 851	660 669	821 801	834 587	993 999	1 301 948
Impôt sur les revenus des nationaux	..	899	15 444	162 931	417 442	507 845	589 377	631 366	629 181	647 657
Impôt sur les revenus - Institutions politiques	..	0	0	1 842	16 698	17 190	21 901	27 224	44 541	76 941
Impôt sur les revenus - Fonctionnaires et agents publics	..	0	0	0	12 825	9 632	10 968	8 855	156 720	306 093
Impôt sur les revenus - Régies financières	..	0	0	0	8 186	5 022	27 654	18 094	21 965	75 904
Impôt sur les revenus - Expatriés	..	81	7 513	43 779	59 921	119 707	170 926	148 489	140 484	195 347
Impôt sur les revenus - Professions libérales	..	15	1 286	44	0	0	0	0	0	0
Taxe ad valorem sur les gains des parieurs (DGRAD)	119	779	1 274	975	558	1 108	5
1120 Sur les gains en capital
1200 Des sociétés	..	1 569	30 518	237 937	709 095	751 074	1 742 853	1 862 769	1 185 045	2 710 199
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	..	30	2 065	23 356	53 212	65 017	164 586	130 849	117 911	343 684
1210 Sur les bénéfices	..	1 539	28 453	214 582	655 884	686 057	1 578 267	1 731 920	804 482	2 366 515
Impôt sur les bénéfices - Sociétés non pétrolières	..	1 061	22 942	194 758	607 004	604 456	1 466 176	1 603 430	695 141	2 193 793
Impôt sur les bénéfices - Non résidents	..	0	0	0	46 124	75 010	102 597	97 818	100 534	164 043
Impôt sur les bénéfices - Entreprises individuelles	..	410	3 523	19 823	2 756	6 590	9 494	6 747	8 807	8 520
Impôts sur les revenus localitifs	..	69	1 988	0	0	0	0	0	0	0
Impôt spécial sur les profits excédentaires miniers	..	0	0	0	0	0	0	23 925	0	159
1220 Sur les gains en capital	262 652	0
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	386	75	173	128	424	610	1 151
2000 Cotisations de sécurité sociale	201 761	288 406	371 835	653 773	763 148	891 632
2100 A la charge des salariés	56 493	114 904	117 412	176 369	202 733	238 202
2110 Sur la base du salaire	56 493	114 904	117 412	176 369	202 733	238 202
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu	0	0	0	0	0	0
2200 A la charge des employeurs	145 268	171 915	235 521	452 793	527 105	619 326
2210 Sur la base du salaire	145 268	171 915	235 521	452 793	527 105	619 326
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu	0	0	0	0	0	0
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi	0	0	0	0	0	0
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	0	1 587	18 902	24 611	33 311	34 103
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	..	56	4 266	25 904	79 248	96 035	143 254	172 187	180 583	314 440
Impôt sur les rémunérations des expatriés (IERE)	..	56	2 630	15 370	48 503	59 173	91 777	121 128	125 228	229 128
Contributions pour l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP)	..	0	1 636	10 534	28 447	32 464	46 030	44 570	48 254	76 069
Contributions pour l'Office National de l'Emploi (ONEM)	2 298	4 398	5 447	6 488	7 102	9 243
4000 Impôts sur le patrimoine	9 644	12 968	19 593	38 796	44 567	55 764	62 643
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	3 695	8 817	10 546	28 719	31 985	38 687	42 630
4110 Ménages
4120 Autres agents
4200 Impôts périodiques sur l'actif net
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
4320 Impôts sur les donations
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	5 949	4 151	9 047	10 078	12 582	17 077	20 013
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine
4510 Sur l'actif net
4520 Autres impôts non périodiques
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine
5000 Impôts sur les biens et services	..	4 931	199 076	1 095 498	1 888 533	2 004 065	2 600 730	2 686 857	3 352 198	4 844 045
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	..	4 833	198 497	1 068 789	1 870 291	1 977 784	2 525 463	2 622 648	3 254 548	4 720 902
5110 Impôts généraux	..	1 390	109 602	590 594	891 546	1 127 384	1 456 884	1 417 107	2 110 167	3 168 331

Table 5.7. Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém. (cont.)

Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million CDF

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	..	0	0	0	891 404	1 127 186	1 456 766	1 417 090	2 109 867	3 168 321
TVA intérieure	639 995	705 628	939 202	1 055 667	1 227 594	1 802 284
TVA à l'importation	879 549	538 173	766 232	803 860	882 273	1 366 037
Remboursements TVA	-628 140	-116 616	-248 668	-442 438	0	0
5112 Impôts sur les ventes	110	0	0	0	0	215	0
5113 Autres impôts	..	1 390	109 602	590 484	143	199	119	18	85	11
Impôt sur le chiffre d'affaires (ICA) - ventes locales	..	194	20 440	110 004	143	196	118	14	0	0
Impôt sur le chiffre d'affaires (ICA) - Prestations de services	..	409	28 534	181 338	0	0	0	0	84	11
Impôt sur le chiffre d'affaires (ICA) - Travaux immobiliers	..	14	3 971	5 969	0	0	0	0	0	0
Impôt sur le chiffre d'affaires (ICA) - Exportation produits miniers	..	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Impôt sur le chiffre d'affaires (ICA) - Exportation hors produits miniers	..	6	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôt sur le chiffre d'affaires ICA à l'importation	..	768	56 654	291 557	0	0	0	0	0	0
Autres impôts généraux sur les biens et services (DGRAD)	..	0	0	1 616	0	3	0	3	1	0
5120 Impôts sur biens et services déterminés	..	3 442	88 896	478 194	978 745	850 400	1 068 579	1 205 541	1 144 381	1 552 570
5121 Accises	..	1 417	26 357	195 837	409 441	414 521	482 304	526 419	583 713	774 644
Redevances sur produits spécifiques (DGRAD)	12 259	3 256	502	563	630	560	0
Accises intérieures - Bières	57 301	131 359	147 107	169 694	172 880	183 894	231 777
Accises intérieures - Eaux de table et limonades	5 336	13 457	16 196	21 246	21 593	24 015	37 247
Accises intérieures - Alcools et boissons alcooliques	147	3 363	15 040	7 818	9 530	7 823	11 459
Accises intérieures - Tabacs et allumettes fabriqués	40 034	2 643	3 875	4 901	10 448	14 546	29 356
Accises intérieures - Télécommunication	49 338	86 315	116 686	145 710	168 852	194 138	237 314
Accises intérieures - Autres produits	848	4 339	2 501	2 875	4 245	6 185	8 749
Accises à l'importation - Bières	483	3 545	2 602	10 751	5 504	3 707	1 981
Accises à l'importation - Eaux de table et limonades	467	4 631	1 478	1 384	1 315	2 429	1 905
Accises à l'importation - Alcools et boissons alcooliques	1 481	5 380	7 616	8 577	5 168	3 824	7 960
Accises à l'importation - Tabacs et allumettes fabriqués	4 739	59 422	60 476	54 475	66 304	66 184	75 895
Accises à l'importation - Produits pétroliers	9 257	53 350	0	0	0	10 535	0
Accises à l'importation - Véhicules	9 901	15 878	15 444	23 427	22 940	38 355	70 687
Accises à l'importation - Autres produits	4 246	22 504	24 997	30 883	37 011	27 517	60 314
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	..	1 942	56 349	270 089	560 340	423 341	569 751	670 378	549 396	763 240
5124 Taxes à l'exportation	..	83	6 190	7 725	5 446	7 413	9 505	7 984	10 216	13 416
Droits de sortie sur les minerais	..	82	5 623	3 850	3 238	5 391	4 780	2 713	1 933	3 580
Droits de sortie sur les produits agricoles	..	1	567	3 046	2 208	2 022	4 725	5 271	8 283	9 837
Droits de sortie sur les autres produits	..	0	0	829	0	0	0	0	0	0
5125 Impôts sur biens d'équipement	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	..	0	0	4 543	3 518	5 126	7 019	759	1 056	1 269
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux
5128 Autres impôts	..	0	0	0	0	0	0	0	0	1
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	..	98	579	26 710	18 242	26 281	75 267	64 209	97 650	123 144
5210 Impôts périodiques	..	0	0	822	619	506	1 448	887	6 620	1 066
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	0	0	0	0	0	0	0
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	0	0	0	0	0	0	0
5213 Autres impôts périodiques	822	619	506	1 448	887	6 620	1 066
5220 Impôts non périodiques	..	98	579	25 888	17 622	25 774	73 819	63 322	91 030	122 078
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	..	98	579	2 681	1 366	2 425	3 734	3 476	3 032	3 932
Autorisations d'exportation et d'importation	..	0	0	2 909	3 567	4 013	9 299	9 137	14 802	20 740
Taxe d'implantation établissements dangereux, insalubres et incommodes	..	0	0	1 225	2 939	3 353	46 159	32 995	49 963	63 513
Autres autorisations	..	0	0	19 073	9 751	15 983	14 627	17 713	23 233	33 893
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	..	0	37 477	99 085	78 815	75 301	200 509	122 716	79 405	133 043
Recettes des produits pétroliers	37 477	98 431	78 417	74 389	106 245	121 703	77 670	131 834
Droits proportionnels sur les S.A.R.L. (DGRAD)	0	654	398	912	94 264	1 013	1 734	1 209
6100 A la charge exclusive des entreprises
6200 A la charge d'autres agents

Table 5.7. Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém. (cont.)

Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les données entre 2000 et 2003 doivent être interprétées avec prudence car elles sont largement affectées par des taux d'inflation élevés.

Les recettes provenant de la vente des imprimés sont incluses dans les recettes non fiscales (Ventes de biens et services) comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A). Elles sont considérées comme des recettes fiscales en République démocratique du Congo.

Rubrique 2400 : Cette rubrique inclut les cotisations de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des agents publics de l'état pour la première fois dans cette édition.

Rubriques 1110, 5113, 5121, 5220, 6000 : Pour 2008 et les années qui suivent, ces rubriques contiennent des recettes provenant de la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation (DGRAD) et sont annotées comme telles.

Rubriques 1300, 4100, 4400, 5112, 5126, 5128 : Pour 2008 et les années qui suivent, ces rubriques contiennent des recettes provenant exclusivement de la DGRAD.

Source : Ministère des Finances de la République démocratique du Congo.


StatLink  <https://stat.link/ktrjad>

Table 5.8. Côte d'Ivoire
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	924 472	1 169 607	1 407 277	2 035 468	3 414 418	3 983 683	4 194 689	4 527 842	4 734 486	5 542 132
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	138 299	192 282	192 895	260 799	408 880	484 103	574 179	557 445	580 534	730 313
1100 Des personnes physiques	3 397	5 108	6 184	6 970	10 054	12 199	13 894	13 089	14 508	19 601
1110 Sur le revenu et les bénéfices	3 397	5 093	6 164	6 937	10 011	12 147	13 822	13 023	14 435	19 499
Impôt général sur le revenu	0	0	323	1 420	817	283	114	57	12	2
Impôt BIC hors pétrole-gaz (personnes physiques)	3 397	5 045	5 770	5 431	9 008	11 660	13 457	12 760	14 141	19 208
IR des valeurs mobilières (personnes physiques)	0	48	71	86	186	204	252	206	282	289
1120 Sur les gains en capital	0	16	20	33	42	52	72	67	73	102
IR des capitaux (personnes physiques)	..	16	20	33	42	52	72	67	73	102
1200 Des sociétés	86 005	148 900	176 272	240 768	375 893	444 595	534 279	517 653	541 288	691 426
1210 Sur les bénéfices	86 005	143 602	169 683	229 732	361 782	427 439	510 483	495 535	517 177	657 565
Impôt BIC pétrole-gaz	0	0	0	63 649	71 985	64 392	86 071	104 181	65 361	75 334
Impôt BIC hors pétrole-gaz (personnes morales)	86 005	127 710	146 074	137 500	228 043	295 180	340 667	323 022	357 997	486 277
IR des valeurs mobilières (personnes morales)	0	15 892	23 609	28 583	61 753	67 868	83 745	68 332	93 819	95 954
1220 Sur les gains en capital	0	5 297	6 589	11 036	14 111	17 155	23 796	22 118	24 112	33 861
Impôt sur le revenu des capitaux (personnes morales)	..	5 297	6 589	11 036	14 111	17 155	23 796	22 118	24 112	33 861
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	48 897	38 274	10 439	13 061	22 934	27 310	26 006	26 703	24 738	19 286
L'acompte d'impôt sur le revenu du secteur informel (ex ASDI)	45 763	33 983	5 882	7 624	14 637	18 567	15 845	16 023	16 124	16 588
Impôt synthétique	3 134	4 291	4 557	5 437	8 296	8 744	10 162	10 680	8 614	2 697
2000 Cotisations de sécurité sociale	52 200	102 700	116 818	162 754	383 540	455 744	479 197	509 592	549 890	617 150
2100 A la charge des salariés	..	..	..	64 364	151 728	180 368	189 616	201 522	218 051	247 493
Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS)	..	..	..	39 044	92 206	109 856	115 381	122 230	134 183	161 271
Caisse générale de retraite des agents de l'État (CGRAE)	..	..	..	25 320	59 522	70 512	74 235	79 292	83 868	86 222
2110 Sur la base du salaire	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2200 A la charge des employeurs	..	..	..	98 390	231 812	275 376	289 581	308 070	331 839	369 657
Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS)	..	..	..	47 721	112 697	134 268	141 022	149 392	164 002	197 109
Caisse générale de retraite des agents de l'État (CGRAE)	..	..	..	50 669	119 115	141 108	148 559	158 678	167 837	172 548
2210 Sur la base du salaire	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2310 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	52 200	102 700	116 818	0	0	0	0	0	0	0
2410 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	84 393	138 023	148 912	207 243	372 524	448 740	497 124	527 045	549 630	591 639
Fonds de formation professionnelle	0	6 990	7 473	9 776	11 805	18 439	22 674	23 966	25 144	26 755
Impôt sur traitements et salaires (ITS), solde	84 393	131 033	141 439	197 467	360 719	430 301	474 449	503 079	524 487	564 884
4000 Impôts sur le patrimoine	15 825	32 732	43 879	49 706	89 040	102 450	120 153	139 654	135 324	172 208
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	15 825	24 664	34 032	38 009	72 299	83 394	99 417	113 362	106 889	132 394
4110 Ménages	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4120 Autres agents	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4220 Sociétés	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4320 Impôts sur les donations	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	0	8 068	9 847	11 697	16 741	19 055	20 735	26 292	28 435	39 814
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4520 Autres impôts non périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	633 755	699 518	899 720	1 344 201	2 139 379	2 470 069	2 499 839	2 760 029	2 885 098	3 388 228
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	625 607	674 206	870 745	1 294 835	2 057 991	2 375 614	2 396 326	2 650 639	2 776 423	3 267 425
5110 Impôts généraux	206 914	255 297	288 886	490 521	692 417	809 711	897 334	982 115	993 540	1 265 875

Table 5.8. Côte d'Ivoire (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	924 472	1 169 607	1 407 277	2 035 468	3 414 418	3 983 683	4 194 689	4 527 842	4 734 486	5 542 132
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	138 299	192 282	192 895	260 799	408 880	484 103	574 179	557 445	580 534	730 313
1100 Des personnes physiques	3 397	5 108	6 184	6 970	10 054	12 199	13 894	13 089	14 508	19 601
1110 Sur le revenu et les bénéfices	3 397	5 093	6 164	6 937	10 011	12 147	13 822	13 023	14 435	19 499
Impôt général sur le revenu	0	0	323	1 420	817	283	114	57	12	2
Impôt BIC hors pétrole-gaz (personnes physiques)	3 397	5 045	5 770	5 431	9 008	11 660	13 457	12 760	14 141	19 208
IR des valeurs mobilières (personnes physiques)	0	48	71	86	186	204	252	206	282	289
1120 Sur les gains en capital	0	16	20	33	42	52	72	67	73	102
IR des capitaux (personnes physiques)	..	16	20	33	42	52	72	67	73	102
1200 Des sociétés	86 005	148 900	176 272	240 768	375 893	444 595	534 279	517 653	541 288	691 426
1210 Sur les bénéfices	86 005	143 602	169 683	229 732	361 782	427 439	510 483	495 535	517 177	657 565
Impôt BIC pétrole-gaz	0	0	0	63 649	71 985	64 392	86 071	104 181	65 361	75 334
Impôt BIC hors pétrole-gaz (personnes morales)	86 005	127 710	146 074	137 500	228 043	295 180	340 667	323 022	357 997	486 277
IR des valeurs mobilières (personnes morales)	0	15 892	23 609	28 583	61 753	67 868	83 745	68 332	93 819	95 954
1220 Sur les gains en capital	0	5 297	6 589	11 036	14 111	17 155	23 796	22 118	24 112	33 861
Impôt sur le revenu des capitaux (personnes morales)	..	5 297	6 589	11 036	14 111	17 155	23 796	22 118	24 112	33 861
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	48 897	38 274	10 439	13 061	22 934	27 310	26 006	26 703	24 738	19 286
L'acompte d'impôt sur le revenu du secteur informel (ex ASDI)	45 763	33 983	5 882	7 624	14 637	18 567	15 845	16 023	16 124	16 588
Impôt synthétique	3 134	4 291	4 557	5 437	8 296	8 744	10 162	10 680	8 614	2 697
2000 Cotisations de sécurité sociale	52 200	102 700	116 818	162 754	383 540	455 744	479 197	509 592	549 890	617 150
2100 A la charge des salariés	..	..	..	64 364	151 728	180 368	189 616	201 522	218 051	247 493
Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS)	..	..	..	39 044	92 206	109 856	115 381	122 230	134 183	161 271
Caisse générale de retraite des agents de l'État (CGRAE)	..	..	..	25 320	59 522	70 512	74 235	79 292	83 868	86 222
2110 Sur la base du salaire	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2200 A la charge des employeurs	..	..	..	98 390	231 812	275 376	289 581	308 070	331 839	369 657
Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS)	..	..	..	47 721	112 697	134 268	141 022	149 392	164 002	197 109
Caisse générale de retraite des agents de l'État (CGRAE)	..	..	..	50 669	119 115	141 108	148 559	158 678	167 837	172 548
2210 Sur la base du salaire	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2310 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	52 200	102 700	116 818	0	0	0	0	0	0	0
2410 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	84 393	138 023	148 912	207 243	372 524	448 740	497 124	527 045	549 630	591 639
Fonds de formation professionnelle	0	6 990	7 473	9 776	11 805	18 439	22 674	23 966	25 144	26 755
Impôt sur traitements et salaires (ITS), solde	84 393	131 033	141 439	197 467	360 719	430 301	474 449	503 079	524 487	564 884
4000 Impôts sur le patrimoine	15 825	32 732	43 879	49 706	89 040	102 450	120 153	139 654	135 324	172 208
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	15 825	24 664	34 032	38 009	72 299	83 394	99 417	113 362	106 889	132 394
4110 Ménages	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4120 Autres agents	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4220 Sociétés	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4320 Impôts sur les donations	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	0	8 068	9 847	11 697	16 741	19 055	20 735	26 292	28 435	39 814
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4520 Autres impôts non périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	633 755	699 518	899 720	1 344 201	2 139 379	2 470 069	2 499 839	2 760 029	2 885 098	3 388 228
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	625 607	674 206	870 745	1 294 835	2 057 991	2 375 614	2 396 326	2 650 639	2 776 423	3 267 425
5110 Impôts généraux	206 914	255 297	288 886	490 521	692 417	809 711	897 334	982 115	993 540	1 265 875

Table 5.8. Côte d'Ivoire (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	0	4 352	5 053	10 765	21 055	22 577	24 197	34 077	34 009	42 594
6100 A la charge exclusive des entreprises	..	0	0	3 732	6 979	9 414	10 275	10 657	11 164	14 229
Fonds de soutien à l'habitat	..	..	..	45	0	0	0	0	0	0
Fonds interprofessionnel	..	..	..	3 687	6 979	9 414	10 275	10 657	11 164	14 229
6200 A la charge d'autres agents	..	4 352	5 053	7 033	14 076	13 163	13 922	23 420	22 846	28 365

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes fiscales collectées par les collectivités locales.

Rubrique 2000 : Des données plus détaillées sont disponibles pour la première fois pour cette édition.

La rubrique 5113 comprend la taxe ad-valorem, une taxe domaniale. Les recettes autres que celles de la taxe ad-valorem sont considérées comme des recettes non fiscales selon la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A). La classification nationale de la Côte d'Ivoire les comptabilise comme des recettes fiscales.

La rubrique 5113 comprend la Contribution à la reconstruction nationale (CRN) instituée en 2004 pour cinq ans et arrivée à expiration en 2009. Elle a été remplacée par la Contribution pour la sortie de crise. Celle-ci était basée sur les charges d'exploitation des entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 1 milliard de francs CFA, au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2009.

Pour la première fois, cette rubrique comprend aussi la Taxe d'État de l'Entrepreneur (TEE) et la Taxe des Micro-Entreprises. Ces deux dernières taxes ont été instaurées en 2021.

La rubrique 6100 comprend le Fonds de soutien à l'habitat (FSH) alimenté par des recettes fiscales affectées (contribution patronale sur la masse salariale, taxes sur services déterminés et taxe sur le carburant). Il n'est pas possible de distinguer ces différents éléments d'où sa classification dans la rubrique 6100. Cette taxe a été supprimée en 2010.

Les recettes de la taxe audiovisuelle et la redevance radiodiffusion télévision ivoirienne (RTI) sont considérées comme des recettes non fiscales selon la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A) et ont été classifiées dans la rubrique « vente de biens et services ». La classification nationale de la Côte d'Ivoire les comptabilise comme des recettes fiscales.

Source : Ministère de l'Économie et des Finances.

StatLink  <https://stat.link/dz9u0r>

Table 5.9. Egypt / Égypte
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million EGP	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	88 969	196 967	358 658	544 438	724 105	850 042	835 064	939 710
1000 Taxes on income, profits and capital gains	35 551	85 867	157 041	213 748	289 904	332 239	366 875	398 224
1100 Of individuals	9 315	16 403	38 215	51 014	64 578	87 306	98 032	123 711
1110 On income and profits	9 310	16 319	37 936	50 630	64 128	86 382	96 978	122 513
Tax on salaries	3 997	9 623	23 803	34 189	40 976	56 938	64 022	75 562
Taxes on industrial and commercial profits	3 715	4 570	10 589	11 508	16 815	24 657	28 672	39 997
Stamp duty on salaries	1 180	1 778	2 998	3 776	4 683	2 243	1 486	2 511
Tax on professionals income	150	314	544	1 154	1 650	2 506	2 798	4 170
Other taxes on activity other than employment	268	35	2	3	3	37	0	273
1120 On capital gains	5	84	279	384	450	924	1 054	1 198
1200 Corporate	22 257	66 022	108 285	146 747	186 374	209 702	237 846	254 696
1210 On profits	22 257	66 022	108 285	146 747	186 374	209 702	237 846	254 696
Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC) and foreign partner	4 030	32 181	36 000	42 464	51 976	42 532	26 337	39 817
Suez Canal Authority (SCA)	7 343	9 443	13 400	22 300	29 900	34 480	42 913	32 450
Central Bank of Egypt (CBE)	212	0	3 691	3 860	0	0	0	0
Other companies	10 672	18 591	38 512	47 259	60 776	85 763	119 625	125 268
Interest income from T-Bills and Bonds	0	5 808	16 682	30 864	43 722	46 928	48 972	57 161
1220 On capital gains
1300 Unallocable between 1100 and 1200	3 979	3 442	10 542	15 987	38 952	35 231	30 996	19 817
Tax on movable capital revenues from CBE and other entities	3 979	3 309	10 235	15 691	38 497	34 538	30 579	19 300
Delayed tax income	0	134	306	296	455	693	417	517
2000 Social security contributions	16 252	31 570	60 404	94 660	111 516	134 425	113 756	128 422
2100 Employees	0	0	0	0	0	0	0	0
2110 On a payroll basis
2120 On an income tax basis
2200 Employers	0	0	0	0	0	0	0	0
2210 On a payroll basis
2220 On an income tax basis
2300 Self-employed or non-employed	0	0	0	0	0	0	0	0
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	16 252	31 570	60 404	94 660	111 516	134 425	113 756	128 422
2410 On a payroll basis
2420 On an income tax basis
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0	1
4000 Taxes on property	640	1 128	2 224	3 237	4 214	6 281	4 836	6 957
4100 Recurrent taxes on immovable property	327	518	637	2 055	2 976	4 871	3 393	5 159
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions	312	610	1 588	1 182	1 238	1 410	1 443	1 798
Property transferring fees	312	607	948	1 134	1 235	1 407	1 443	1 770
Stamps taxes	0	3	640	49	3	3	0	28
4500 Other non-recurrent taxes on property
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Taxes on goods and services	36 527	78 401	138 988	232 793	318 471	377 097	349 598	406 106
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	35 697	76 232	135 761	229 874	314 484	370 724	343 359	396 906
5110 General taxes	18 725	39 864	65 523	112 523	156 276	197 679	193 730	233 704
5111 Value added taxes	18 725	39 864	65 523	112 523	156 276	197 679	193 730	233 704
Local commodities	5 257	11 735	18 415	32 690	43 100	50 351	53 017	67 544
Imported goods	8 548	18 977	35 010	61 694	83 939	105 000	95 249	112 849
Hotel and restaurant services for tourists	1 126	2 172	2 334	3 061	5 894	7 127	5 478	2 792
Operating services for others	1 555	2 936	4 844	9 563	15 819	24 048	28 190	36 706
International and local communication services	1 911	3 700	4 393	4 599	6 065	8 915	10 393	11 338
Other services	328	345	527	916	1 460	2 238	1 403	2 475
5112 Sales tax	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.9. **Egypt / Égypte (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million EGP	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0	0
5120 Taxes on specific goods and services	16 971	36 369	70 238	117 351	158 208	173 045	149 629	163 203
5121 Excises	6 539	17 170	41 207	72 730	106 447	114 977	100 726	108 361
Tobacco and cigarettes	3 987	6 997	26 463	35 412	51 654	56 389	61 141	73 390
Petroleum products	818	7 563	12 004	33 072	40 470	41 484	27 599	23 345
Alcohol	95	198	181	138	218	315	250	59
Beer	170	241	499	750	960	1 113	1 602	1 254
Fizz water	510	0	0	608	1 550	2 128	2 836	2 976
Stamp taxes on specific goods	536	1 603	1 198	1 782	1 214	3 687	443	2 354
Other excises	422	567	864	968	10 381	9 861	6 857	4 984
5122 Profits of fiscal monopolies	80	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	7 664	13 733	21 460	33 411	36 848	40 995	31 644	35 530
Valued customs taxes	7 285	13 242	20 955	32 777	36 246	40 344	31 106	35 039
Customs taxes on imported cigarettes and tobacco	379	491	506	634	603	651	538	491
5124 Taxes on exports	1	819	180	258	429	427	190	116
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	1 952	2 729	3 699	4 739	7 414	5 261	6 948	1 931
Stamp taxes on specific services	1 114	1 950	2 700	3 286	5 487	3 517	5 517	1 157
Other taxes on specific services	838	779	999	1 453	1 927	1 744	1 431	774
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	736	1 919	3 690	6 213	7 070	11 386	10 121	17 265
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	830	2 169	3 227	2 919	3 987	6 373	6 239	9 200
5210 Recurrent taxes	830	2 169	3 227	2 919	3 987	6 373	6 239	9 200
5211 Paid by households: motor vehicles	394	1 837	2 841	2 487	3 477	5 702	5 789	8 314
5212 Paid by others: motor vehicles	0	0	0	0	0	0	0	0
5213 Paid in respect of other goods	436	332	386	432	509	672	450	886
5220 Non-recurrent taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
6100 Paid solely by business
6200 Other
Memo items:										
VAT revenues (net)	18 725	39 864	65 523	112 523	156 276	197 679	193 730	233 704
VAT revenues (gross)	19 544	40 487	66 235	113 239	157 025	198 876	194 570	235 017
VAT refunds	-819	-623	-712	-716	-749	-1 197	-840	-1 314

.. Not available

Note: Fiscal year ends on 30 June. For example, the data for 2021 represent July 2020 to June 2021.

The data are on a cash basis.

Figures exclude tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available. These data are believed to have little impact on overall totals.

Heading 2000: Egypt does not include social security contributions in its tax revenue data as the Egyptian authorities do not consider them as taxes.

Royalties on the Suez Canal as well as other royalties and administrative fees are reported as taxes in Egypt. These revenues are considered as non-tax revenues according to the OECD classification, described in the *Interpretative Guide* in Annex A.

Source: Ministry of Finance.

StatLink  <https://stat.link/7gm2f4>

Table 5.10. Equatorial Guinea / Guinée équatoriale
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	356 040	612 377	935 907	471 096	480 100	651 421	490 389	404 064
1000 Taxes on income, profits and capital gains	324 934	545 376	772 421	326 993	320 639	497 079	351 160	279 846
1100 Of individuals	18 417	59 938	85 021	48 799	57 188	60 285	53 978	49 754
1110 On income and profits	18 417	59 938	85 021	48 799	57 188	60 285	53 978	49 754
Petroleum tax on physical persons	25 926	44 339	64 217	33 101	39 652	41 720	39 403	33 848
Personal income tax	7 390	15 325	20 421	15 456	17 201	18 245	14 299	15 459
Taxes on urban farms	101	129	379	235	305	297	272	435
Taxes on rural farms	-15 000	145	4	7	30	22	5	12
1120 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0	0
1200 Corporate	306 517	485 438	687 400	278 194	263 451	436 794	297 182	230 083
1210 On profits	306 517	485 438	687 400	278 194	263 451	436 794	297 182	230 083
Oil companies - Contractors	32 454	406 163	546 181	167 822	184 343	331 801	216 081	145 418
Oil companies - Subcontractors	218 977	29 619	51 317	13 841	36 969	52 261	52 375	54 420
Non-Oil companies - Taxes on companies	18 251	38 659	86 658	34 795	36 571	51 395	26 796	28 172
Oil companies - Year end (PNT)	34 763	9 765	573	58 081	609	172	1 777	1 394
OCIPEF Tax on wood exporters	2 072	1 233	2 671	3 655	4 958	1 166	153	678
1220 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Unallocable between 1100 and 1200	0	0	0	0	0	0	0	9
2000 Social security contributions	0	0	58 868	51 009	47 725	48 881	49 925	44 870
2100 Employees	7 935	6 575	7 054	7 612	7 806	7 195
2110 On a payroll basis	0	0	0	0	0	0
2120 On an income tax basis	7 935	6 575	7 054	7 612	7 806	7 195
2200 Employers	41 793	34 339	36 711	36 370	37 294	34 345
2210 On a payroll basis	0	0	0	0	0	0
2220 On an income tax basis	41 793	34 339	36 711	36 370	37 294	34 345
2300 Self-employed or non-employed	0	0	0	0	0	0
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	9 140	10 094	3 960	4 900	4 826	3 330
2410 On a payroll basis	0	0	0	0	0	0
2420 On an income tax basis	9 140	10 094	3 960	4 900	4 826	3 330
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property	27	160	211	192	278	227	139	97
4100 Recurrent taxes on immovable property	0	0	0	0	0	0	0	0
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions	27	160	211	192	278	227	139	97
4500 Other non-recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Taxes on goods and services	30 243	57 852	96 353	88 168	92 399	98 695	80 589	74 106
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	30 243	57 852	96 353	88 168	92 399	98 695	80 589	74 106
5110 General taxes	22 122	45 607	58 761	51 978	54 466	57 859	49 509	41 943
5111 Value added taxes	22 122	45 607	58 761	51 978	54 466	57 859	49 509	41 943
VAT on domestic activities	0	0	0	0	0	0	43 181	34 389
VAT on imports	0	0	0	0	0	0	4 200	5 792
VAT revenues on petroleum products	7 132	15 066	6 799	3 826	2 355	2 160	2 129	1 762
VAT revenues on other products and services	14 990	30 541	51 962	48 152	52 111	55 699	0	0
5112 Sales tax	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0	0
5120 Taxes on specific goods and services	8 121	12 245	37 592	36 190	37 933	40 836	31 079	32 163
5121 Excises	0	0	19 961	15 824	18 570	20 904	19 155	19 003
Taxes on petroleum products	19 961	15 824	18 570	17 604	17 504	17 425
Tax on alcoholic beverages and other drinks	0	0	0	3 300	1 515	899
Other excise taxes	0	0	0	0	136	679
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.10. Equatorial Guinea / Guinée équatoriale (cont.)
 Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5123 Customs and import duties	3 974	9 667	13 434	12 292	13 015	15 438	9 952	9 874
Imports of petroleum products	618	1 446	2 009	1 309	1 448	1 297	1 245	1 308
Imports of other products	3 356	8 221	11 425	10 983	11 567	14 141	8 707	8 566
5124 Taxes on exports	4 147	2 578	4 197	8 074	6 348	4 494	1 972	3 286
Wood exports	3 916	2 517	4 088	7 956	6 253	4 294	1 906	3 205
Exports of other products	91	21	91	116	89	193	64	71
Re-exports	140	40	18	3	6	6	2	10
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	0	0	0	0	0	0	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	0	0	0	0	0	0	0	0
5210 Recurrent taxes
5211 Paid by households: motor vehicles
5212 Paid by others: motor vehicles
5213 Paid in respect of other goods
5220 Non-recurrent taxes
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	836	8 989	8 054	4 733	19 060	6 538	8 575	5 145
6100 Paid solely by business
6200 Other

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

The data are on a cash basis.

Heading 2000: Social security contributions to the Instituto Nacional de Seguridad Social de Guinea Ecuatorial (INSESO) are reported under this heading for the years 2013-21.

Source: Ministry of Finance, Economy and Planning; Instituto Nacional de Seguridad Social de Guinea Ecuatorial (INSESO).

StatLink  <https://stat.link/cbmaj>

Table 5.11. Eswatini
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million SZL	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	745	1 327	2 406	4 588	7 907	10 101	10 891	11 893	11 916	12 750
1000 Taxes on income, profits and capital gains	392	677	1 289	2 373	3 854	4 897	5 259	5 732	5 624	6 215
1100 Of individuals	165	428	804	1 449	2 278	3 071	3 289	3 513	3 586	3 828
1110 On income and profits	165	428	804	1 449	2 278	3 071	3 289	3 513	3 586	3 828
Pay-as-you-earn tax (PAYE)	162	421	733	1 321	2 176	2 976	3 181	3 407	3 466	3 709
Provisional income tax (farmers, directors, individuals)	0	2	16	75	24	32	44	38	40	42
Taxes on interest, dividends and trust income	0	0	8	35	1	0	0	0	0	0
Personal income tax on non-residents	0	0	0	3	1	0	0	0	0	0
Tax on benefits	0	0	5	11	15	17	18	18	19	19
Withholding tax on resident suppliers of goods and services	0	0	40	0	0	0	0	0	0	0
Personal income tax on the self employed	2	4	0	1	59	43	43	47	56	53
Lottery levy	0	1	1	2	2	4	3	3	5	5
1120 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1200 Corporate	202	236	461	905	1 507	1 825	1 969	2 218	2 036	2 385
1210 On profits	202	236	461	905	1 507	1 825	1 969	2 218	2 036	2 385
Corporate income tax on resident companies	201	233	394	739	1 358	1 388	1 479	1 734	1 462	1 857
Taxes on royalties	0	0	54	144	42	0	0	0	0	0
Corporate income tax on non-resident companies	0	3	13	22	107	438	490	483	574	528
1220 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Unallocable between 1100 and 1200	26	14	23	20	68	1	1	1	2	2
Income taxes on non-residents	23	11	20	15	67	0	0	0	0	0
Other taxes on income	2	3	3	4	2	1	1	1	2	2
2000 Social security contributions	115	154	287	626	1 028	1 357	1 536	1 542	1 589	1 695
2100 Employees	29	38	72	157	309	407	472	475	495	511
2110 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2120 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2200 Employers	87	115	215	469	719	950	1 065	1 067	1 094	1 184
2210 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2220 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2300 Self-employed or non-employed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2310 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2320 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2410 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2420 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property	15	34	55	92	133	237	285	306	174	234
4100 Recurrent taxes on immovable property	8	24	30	54	78	165	212	236	118	139
Local property taxes	8	24	30	54	78	165	212	236	118	139
4110 Households	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4120 Others	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4200 Recurrent taxes on net wealth	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Individual	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4220 Corporate	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4300 Estate, inheritance and gift taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Estate and inheritance taxes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tax on trust beneficiaries	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4320 Gift taxes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4400 Taxes on financial and capital transactions	7	10	25	39	56	72	73	70	56	95
Transfer duties	3	5	13	26	30	42	49	37	30	45
Stamp duties	4	5	12	12	25	30	23	34	27	50
4500 Other non-recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 On net wealth	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4520 Other non-recurrent taxes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4600 Other recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Taxes on goods and services	223	462	776	1 496	2 892	3 609	3 811	4 313	4 529	4 605
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	214	449	758	1 442	2 823	3 532	3 729	4 205	4 429	4 482
5110 General taxes	173	372	661	1 255	2 109	2 521	2 668	2 972	3 123	3 134
5111 Value added taxes	0	0	0	0	2 107	2 520	2 668	2 965	3 119	3 134
VAT revenues (gross)	..	..	..	..	3 048	3 584	3 753	4 349	4 595	4 823
VAT refunds	..	..	..	..	-941	-1 063	-1 085	-1 384	-1 475	-1 689
5112 Sales tax	173	372	661	1 255	2	1	0	7	4	0
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.11. **Eswatini** (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million SZL	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5120 Taxes on specific goods and services	41	78	97	186	714	1 011	1 061	1 232	1 306	1 348
5121 Excises	40	75	73	148	667	1 005	1 050	1 218	1 291	1 334
Fuel taxes	40	75	73	148	667	1 005	1 050	1 202	1 261	1 290
Levy on alcohol and tobacco	0	0	0	0	0	0	0	16	29	44
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	0	0	0	0	0	0	5	9	12	9
5124 Taxes on exports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cattle export tax	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	1	2	23	39	47	6	5	6	3	5
Tax on management fees	0	0	17	37	42	0	0	0	0	2
Taxes on lotteries, gaming and betting	1	2	7	2	5	6	5	6	3	3
Other taxes on services and hospitality	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	8	12	18	54	68	77	82	108	100	124
5210 Recurrent taxes	4	8	13	30	38	45	48	51	51	67
5211 Paid by households: motor vehicles	2	4	1	11	16	19	20	22	25	35
5212 Paid by others: motor vehicles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5213 Paid in respect of other goods	2	3	11	19	22	26	28	29	26	32
Trading licences	1	1	8	11	14	16	18	19	20	21
Company licences	1	1	2	7	7	8	9	9	5	9
Special activities licences (gaming, casino, labor agents, cattle slaughter)	0	1	1	1	1	1	1	1	1	2
5220 Non-recurrent taxes	4	5	5	25	31	32	34	57	49	57
Road tolls	4	4	4	24	30	32	33	56	48	56
Firearm registration fees	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6100 Paid solely by business	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
6200 Other	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

.. Not available

Note: Data are reported on a fiscal year basis beginning 1st April. For example, the data for 2021 represent April 2021 to March 2022.

The data are presented on a cash basis.

Heading 5211: This heading includes revenue from motor vehicle licences, the change of ownership fees and the registration of new motor vehicles. However, these revenues are considered as tax revenue according to the OECD classification, described in the *Interpretative Guide* in Annex A. The national classification of Eswatini classifies these revenues as non-tax revenues.

Heading 5213: This heading includes revenue from business and sundry licences. However, these revenues are considered as tax revenues according to the OECD classification, described in the *Interpretative Guide* in Annex A. The national classification of Eswatini classifies them as non-tax revenues.

Heading 5220: This heading includes revenue from the registrations of specific goods (e.g. firearms). These revenues are considered as tax revenues under the OECD classification, as set out in the *Interpretative Guide* in Annex A. However, the national classification of Eswatini classifies revenues from the registration of specific goods and PAYE penalties, tax interest and penalties on taxes as non-tax revenues. Revenues from PAYE Penalties, tax interest and penalties on taxes are considered as non-tax revenue under the OECD classification, as set out in the *Interpretative Guide* in Annex A. The national classification of Eswatini classifies these revenues as tax revenues.

Source: Eswatini Revenue Authority; Local Government; Eswatini National Provident Fund and Public Service Pension Fund; Ministry of Economic Planning and Development; Central Government.

StatLink  <https://stat.link/ud4c3k>

Table 5.12. **Gabon**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	903 847	1 261 506	910 173	918 966	1 233 186	1 055 483	1 157 115
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	282 644	473 194	315 688	326 873	603 334	432 830	398 915
1100 Des personnes physiques	66 984	138 542	97 319	90 579	109 639	110 446	111 585
1110 Sur le revenu et les bénéficiaires	66 984	138 542	97 319	90 579	109 639	110 446	111 585
Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP)	5 514	16 807	14 708	17 067	21 382	18 909	22 423
IRPP - prélèvement employeur	45 315	91 116	60 464	54 009	65 722	69 834	67 378
Impôt forfaitaire et taxe complémentaire sur salaire	16 155	30 619	22 147	19 503	22 534	21 703	21 784
1120 Sur les gains en capital	0	0	0	0	0	0	0
1200 Des sociétés	180 820	302 838	200 769	223 247	477 498	308 319	270 815
1210 Sur les bénéficiaires	180 820	302 838	200 769	223 247	477 498	308 319	270 815
Impôt sur sociétés hors mine et pétrole	154 072	241 835	113 937	111 691	182 567	119 542	137 882
Impôt sur les sociétés - mines	144	14 319	7 194	50 000	102 003	329	48 759
Impôt sur les sociétés - pétrole	11 787	3 628	50 950	36 444	164 386	159 311	56 045
Impôt sur les sociétés - retenue à la source	14 816	43 055	28 690	25 113	28 542	29 136	28 129
1220 Sur les gains en capital	0	0	0	0	0	0	0
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	34 840	31 814	17 600	13 047	16 198	14 065	16 514
Revenu des capitaux mobiliers	31 658	22 408	12 388	9 691	13 814	11 294	13 064
Taxe spéciale immobilière sur les loyers	3 182	9 407	5 212	3 356	2 384	2 770	3 450
2000 Cotisations de sécurité sociale	103 354	87 655	143 998	143 026	148 925	146 152	152 901
2100 A la charge des salariés	17 404	17 426	20 462	19 775	21 797
2110 Sur la base du salaire
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2200 A la charge des employeurs	8 494	8 509	9 982	9 646	10 633
2210 Sur la base du salaire
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	103 354	87 655	118 100	117 091	118 480	116 731	120 471
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	5 830	9 847	9 211	8 597	10 172	9 496	9 999
Fonds National de l'Habitat	5 613	9 847	7 779	6 770	7 913	7 435	7 855
Contribution à la formation professionnelle	217	0	1 433	1 827	2 258	2 061	2 144
4000 Impôts sur le patrimoine	3 202	19 163	23 588	15 003	13 461	19 376	17 480
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	2 765	10 610	8 275	9 055	8 812	13 651	12 170
Contributions foncières	2 720	10 610	8 274	9 055	8 812	13 615	12 142
Autres taxes sur la propriété immobilière	45	0	0	0	0	36	29
4110 Ménages	0	0	0	0	0	0	0
4120 Autres agents	0	0	0	0	0	0	0
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
4320 Impôts sur les donations
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	437	8 553	15 313	5 948	4 649	5 725	5 310
Droit d'enregistrement sur actes de mutation	426	7 263	15 035	5 295	4 483	4 795	4 872
Autres droits d'enregistrement sur patrimoine	11	1 289	279	653	166	931	438
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net
4520 Autres impôts non périodiques
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	507 897	671 600	417 635	423 444	454 919	445 895	542 365
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	507 014	667 296	413 488	420 782	451 032	441 785	537 769
5110 Impôts généraux	265 000	397 207	213 046	208 053	214 426	185 150	255 583
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	265 000	397 207	213 046	208 053	214 426	185 150	255 583
Taxe sur la valeur ajoutée - intérieure	175 231	303 966	189 063	189 534	187 156	204 468	212 754
Taxe sur la valeur ajoutée - importation	144 480	143 213	108 537	94 622	101 673	117 868	115 751
Remboursements TVA	-54 710	-49 972	-84 555	-76 103	-74 404	-137 186	-72 923

Table 5.12. **Gabon (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5112 Impôts sur les ventes	0	0	0	0	0	0	0
5113 Autres impôts	0	0	0	0	0	0	0
5120 Impôts sur biens et services déterminés	240 296	266 498	199 428	211 929	235 407	255 190	281 277
5121 Accises	22 222	61 532	41 274	38 895	38 067	52 194	54 477
Droits d'accises - intérieure	8 406	14 875	14 685	12 950	17 563	18 685	21 122
Taxe sur le gaz butane et bitume	0	0	11	441	459	696	615
Taxe sur les véhicules	0	0	0	0	12	30	75
Taxe municipale sur les carburants	1 234	2 929	2 266	2 315	2 296	1 837	2 238
Redevance d'usure de la route	619	35 073	15 037	8 643	8 909	21 280	20 366
Droits d'accises - importation	11 963	8 656	9 274	14 546	8 829	9 668	10 063
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	148 649	148 886	102 351	102 230	123 249	121 916	123 463
5124 Taxes à l'exportation	24 912	13 193	13 925	21 823	24 109	26 058	37 922
Droit de sortie sur les mines	17 843	10 471	10 402	17 325	19 307	21 622	24 530
Taxe d'abattage et droit de sortie	6 944	2 633	3 446	4 407	4 716	4 253	13 143
Timbre douanier	18	24	5	10	5	70	8
Taxe sur les produits minéraux	107	65	72	80	81	113	241
5125 Impôts sur biens d'équipement	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	44 513	42 887	41 877	48 982	49 982	55 022	65 415
Contribution spéciale de solidarité	77	2	11 396	18 355	18 666	18 246	22 296
Redevance informatique	18 070	16 006	13 586	14 393	13 175	14 967	14 724
Redevance passager	0	0	0	0	0	0	1 695
Contribution spéciale solidarité	6 343	0	4 654	7 483	8 181	8 682	8 980
Contribution aux ordures ménagères	0	0	0	0	2 534	5 635	6 318
Taxe sur les retraités	0	0	0	0	0	0	3 489
Taxe sur les contrats d'assurance	3 942	5 793	3 668	5 042	4 715	5 473	5 493
Taxe sur les transferts de fonds	4 267	3 736	4 052	2 879	1 957	1 652	1 331
Autres taxes sur services	11 814	17 350	4 522	829	755	366	1 090
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	0	0	0	0	0	0	0
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	1 718	3 591	1 014	800	1 200	1 445	909
Intérêts de crédit et surtaxe	1 718	3 591	1 014	800	1 200	1 445	909
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	883	4 304	4 147	2 662	3 887	4 110	4 596
5210 Impôts périodiques	883	4 304	4 147	2 662	3 887	4 110	4 596
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	15	24	10	12	15	10	38
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	0	0	0	0	0	0	0
5213 Autres impôts périodiques	868	4 280	4 137	2 650	3 872	4 100	4 558
Contributions de licence et de patente	843	4 278	4 109	2 648	2 297	2 220	2 699
Redevances audiovisuelle, cinéma et chasse	25	3	28	2	1 575	1 880	1 860
5220 Impôts non périodiques	0	0	0	0	0	0	0
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	921	47	52	2 023	2 375	1 735	35 454
Impôt synthétique libératoire et autres taxes	921	47	52	2 023	2 375	1 735	2 435
Recettes à répartir	0	0	0	0	0	0	33 019
6100 A la charge exclusive des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
6200 A la charge d'autres agents	0	0	0	0	0	0	0
Pour mémoire : Contributions communautaires	10 786	9 726	7 108	5 367	10 954	7 964	10 627

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Le total des recettes fiscales pour 2014 et 2015 doit être interprété avec prudence car il exclut les cotisations de sécurité sociale qui ne sont disponibles qu'à partir de 2016.

Le total des recettes fiscales et le total des recettes provenant des impôts sur les biens et services n'ont pas été calculés pour les années antérieures à 2014 car les données douanières ne sont pas disponibles. Les sous-catégories plus spécifiquement affectées sont les rubriques 5111, 5121, 5123, 5124, 5126 et 5130.

Les recettes fiscales incluent certaines recettes fiscales affectées aux collectivités locales et à des fonds spéciaux (par exemple le Fonds National de l'Habitat). Ces recettes sont incluses dans les rubriques 4100, 5121, 5126, 5213 et 6000.

Les recettes des amendes et pénalités relatives aux impôts et taxes et certains droits d'enregistrements sont incluses dans les recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexes A et B). Elles sont comptabilisées comme des recettes fiscales au Gabon.

Source : Ministère de l'Économie et de la Relance.

StatLink  <https://stat.link/cq454e>

Table 5.13. **Ghana**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million GHS	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	..	487	2 342	6 695	23 592	35 343	42 184	47 039	51 467	64 858
1000 Taxes on income, profits and capital gains	..	141	642	2 417	7 570	11 712	16 344	19 853	21 075	24 979
1100 Of individuals	..	56	269	1 115	3 570	5 191	6 649	7 734	7 901	9 725
1110 On income and profits	..	56	269	1 115	3 570	5 191	6 649	7 734	7 901	9 725
Employees income tax	..	48	232	1 015	3 310	4 859	6 270	7 313	7 507	9 250
Self employers income/profit tax	..	8	37	100	260	332	379	421	394	474
1120 On capital gains
1200 Corporate	..	70	303	1 080	3 837	6 214	9 563	11 833	12 860	14 819
1210 On profits	..	70	303	1 080	3 837	6 214	9 563	11 833	12 860	14 819
Income/profit tax on companies (excl. oil)	..	70	303	988	3 620	5 793	8 528	10 567	11 426	13 066
Income/profit tax on oil companies	..	0	0	0	45	225	736	926	951	933
National Fiscal Stabilisation Levy (NFSL)	..	0	0	85	172	196	299	340	483	558
National Reconstruction Levy (NRL)	..	0	0	7	0	0	0	0	0	0
Financial Sector Recovery Levy	..	0	0	0	0	0	0	0	0	263
1220 On capital gains
1300 Unallocable between 1100 and 1200	..	15	70	222	163	307	132	286	314	435
Other direct taxes aside from oil and mineral royalties	..	15	70	222	163	307	132	286	314	435
2000 Social security contributions	..	46	191	577	2 122	2 374	2 213	2 466	4 107	3 368
2100 Employees
2110 On a payroll basis
2120 On an income tax basis
2200 Employers
2210 On a payroll basis
2220 On an income tax basis
2300 Self-employed or non-employed
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	..	46	191	577	2 122	2 374	2 213	2 466	4 107	3 368
SSNIT revenue - Social security contributions	..	46	191	577	2 122	2 374	2 213	2 466	4 107	3 368
2410 On a payroll basis
2420 On an income tax basis
3000 Taxes on payroll and workforce	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property
4100 Recurrent taxes on immovable property
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions
4500 Other non-recurrent taxes on property
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property
5000 Taxes on goods and services	..	301	1 509	3 701	13 900	21 256	23 627	24 720	26 286	36 511
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	..	301	1 509	3 701	13 900	21 256	23 606	24 659	26 286	36 511
5110 General taxes	..	127	595	2 006	7 562	10 366	11 326	12 498	12 875	18 695
5111 Value added taxes	..	127	595	2 006	7 562	10 366	11 326	12 498	12 875	18 695
VAT revenues (external collection)	..	89	399	970	3 489	4 992	4 912	4 121	3 906	5 301
VAT revenues (domestic)	..	39	196	649	2 766	3 557	3 980	5 209	5 302	7 179
National Health Insurance Levy (NHIL - customs collection)	..	0	0	183	558	778	810	715	744	921
National Health Insurance Levy (NHIL - domestic)	..	0	0	133	461	598	691	1 030	1 060	1 574
Social Security and National Insurance Trust (SSNIT) contributions to the National Health Insurance Scheme (NHIS)	..	0	0	72	289	440	377	153	46	448
GETFund Levy (external collection)	..	0	0	0	0	0	289	834	757	923
GETFund Levy (domestic)	..	0	0	0	0	0	267	435	1 060	1 574
COVID-19 Health Recovery Levy	..	0	0	0	0	0	0	0	0	776
5112 Sales tax	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.13. **Ghana (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million GHS	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5120 Taxes on specific goods and services	..	173	915	1 695	6 337	10 890	12 279	12 161	13 411	17 815
5121 Excises	..	75	477	374	2 402	4 729	5 282	5 817	7 153	9 982
Petroleum taxes aside from EFL and RFL	..	53	403	221	2 163	1 665	1 975	1 952	2 170	3 215
Energy Fund Levy (EFL)	..	0	0	36	0	28	35	39	38	48
Road Fund Levy (RFL)	..	0	0	0	0	1 058	1 331	1 541	1 780	2 152
Energy Debt Recovery Levy (EDRL)	..	0	0	0	0	962	876	1 665	2 040	2 329
Price Stabilisation and Recovery Levy	..	0	0	0	0	346	548	125	484	629
Public Lighting Levy (PLL)	..	0	0	0	0	180	119	63	134	141
National Electrification Scheme Levy (NESL)	..	0	0	0	0	151	78	44	90	94
Energy Sector Recovery Levy (Delta Fund)	..	0	0	0	0	0	0	0	0	566
Sanitation and Pollution Levy	..	0	0	0	0	0	0	0	0	265
Other excises duties	..	21	74	118	239	339	319	387	415	543
5122 Profits of fiscal monopolies	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	..	81	377	1 051	3 078	5 485	6 102	5 410	5 514	6 945
5124 Taxes on exports	..	18	61	95	371	0	0	0	0	0
Levies on cocoa exports	..	18	61	95	371	..	..	..	..	..
5125 Taxes on investment goods	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	..	0	0	174	486	676	896	934	745	888
Communication service tax	137	252	329	420	412	559	528
Airport tax	37	235	347	476	521	185	360
5127 Other taxes on international trade and transactions	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	..	0	0	0	0	0	21	61	0	0
5210 Recurrent taxes	21	61	..	..
5211 Paid by households: motor vehicles	21	61	..	..
Luxury Vehicle Levy	21	61	..	..
5212 Paid by others: motor vehicles	0	0	..	..
5213 Paid in respect of other goods	0	0	..	..
5220 Non-recurrent taxes	0	0	..	..
5300 Unallocable between 5100 and 5200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6100 Paid solely by business
6200 Other
Memo items: VAT refunds	..	0	12	45	627	1 803	2 125	2 470	2 587	3 117

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

The data are on a cash basis.

Figures exclude tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Heading 1210: The Financial Sector Recovery Levy was introduced in 2021 as a tax on bank profits to raise revenue for financial sector reforms.

Heading 2000: The data are not available from 2000 to 2007.

Heading 4000: Property tax is levied annually by local authorities and is not available for this report.

Heading 5111: The national health insurance levy is a tax on goods and services whose funds are allocated to the National Health Insurance Scheme (NHIS). For 2019, the division of GETFund Levy revenues between domestic and external collections are estimates based on programmed budget figures. The COVID-19 Health Recovery Levy was a special levy introduced in 2021 on goods and services outside of a set of exempted goods and services to support COVID-19 expenditures and related matters.

Heading 5211: The Energy Sector Recovery levy and the Sanitation and Pollution Levy are both excise taxes on fuel that were introduced in 2021.

Source: Ghana Statistical Service.

StatLink  <https://stat.link/h02kt1>

Table 5.14. Guinea / Guinée
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million GNF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	..	527 123	1 376 744	3 932 265	8 576 406	11 992 553	12 796 661	15 080 304	15 773 897	17 674 852
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	..	47 869	164 416	919 627	1 832 392	2 151 100	2 427 218	2 360 363	2 556 435	2 800 567
1100 Des personnes physiques	..	30 159	66 951	308 546	328 821	614 682	670 040	694 825	827 524	1 037 585
1110 Sur le revenu et les bénéfices	..	30 159	66 951	308 546	328 821	614 682	670 040	694 825	827 524	1 037 585
Retenue sur traitements et salaires	..	27 313	53 946	242 641	168 830	276 712	359 467	414 711	474 144	636 766
Retenue sur revenus.non salariaux	..	1 607	11 559	62 964	154 934	329 152	294 228	260 806	328 346	378 569
Prélèvement BIC et BNC	..	1 106	877	1 930	3 167	5 631	14 166	18 644	21 837	12 978
Autres impôts sur revenu	..	133	569	1 011	1 891	3 188	2 179	665	3 197	9 272
1120 Sur les gains en capital	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1200 Des sociétés	..	15 877	90 724	564 935	1 435 774	1 461 063	1 668 785	1 520 784	1 585 204	1 662 129
1210 Sur les bénéfices	..	15 877	90 724	564 935	1 435 774	1 461 063	1 668 785	1 520 784	1 585 204	1 662 129
Impôt sur sociétés non minières	..	9 925	57 909	204 831	636 828	928 401	1 013 069	1 133 307	1 340 928	1 405 551
Impôt sur sociétés minières	..	5 953	32 593	359 510	791 739	532 184	653 363	385 990	243 782	256 579
Autres Impôts sur les Sociétés	..	0	222	594	7 208	478	2 354	1 488	494	0
1220 Sur les gains en capital	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	..	1 833	6 742	46 146	67 797	75 355	88 393	144 754	143 707	100 853
Retenue sur impôt sur revenu des capitaux	..	581	5 800	35 899	62 197	68 221	88 393	144 754	143 707	100 853
Autres retenues sur impôts sur revenu	..	1 252	942	10 247	5 600	7 134	0	0	0	0
2000 Cotisations de sécurité sociale
2100 A la charge des salariés	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2110 Sur la base du salaire
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2200 A la charge des employeurs	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2210 Sur la base du salaire
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	..	5 679	11 662	47 962	136 549	195 455	209 033	288 489	298 480	198 899
Versements forfaitaires	..	5 030	10 094	45 545	130 904	185 833	199 549	278 521	286 564	189 842
Taxe d'apprentissage	..	649	1 568	2 417	5 645	9 622	9 485	9 968	11 916	9 057
4000 Impôts sur le patrimoine	..	2 206	1 457	7 276	13 041	10 200	55 673	28 913	28 240	22 391
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	..	2 194	1 083	282	13 041	9 772	14 605	21 183	17 958	14 250
Contribution foncière unique	..	2 194	1 083	282	13 041	9 772	14 605	21 183	17 958	14 250
4110 Ménages	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4120 Autres agents	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
4320 Impôts sur les donations
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	..	12	374	6 994	0	428	41 068	7 730	10 283	8 141
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net
4520 Autres impôts non périodiques
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	..	471 273	1 199 201	2 955 138	6 540 619	9 511 356	9 900 600	12 141 993	12 642 991	14 336 047
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	..	464 802	1 189 907	2 943 009	6 530 520	9 504 149	9 864 107	12 110 843	12 610 018	14 305 228
5110 Impôts généraux	..	148 227	402 015	1 218 114	2 677 114	3 853 963	4 314 120	5 175 643	4 983 043	6 215 677
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	..	143 178	387 826	1 157 032	2 585 659	3 732 176	4 151 235	5 063 743	4 844 745	6 066 433
TVA brute intérieure	..	28 086	66 379	421 411	831 832	1 042 451	1 431 169	1 900 231	1 771 872	2 131 501
TVA brute importation hors produits pétroliers	..	115 092	321 447	514 935	1 019 501	1 471 664	1 580 672	1 783 029	1 820 946	2 549 165
TVA brute importation sur produits pétroliers	..	0	0	220 686	734 327	957 981	1 139 394	1 380 483	1 251 927	1 385 767
Précompte TVA	..	0	0	0	0	260 079	0	0	0	0
5112 Impôts sur les ventes	..	1 638	7 114	50 414	51 293	77 675	58 713	52 779	62 699	72 252
5113 Autres impôts	..	3 411	7 074	10 667	40 162	44 112	104 171	59 121	75 599	76 993
Impôt minimum forfaitaire	..	3 411	7 074	10 667	40 162	44 112	104 171	59 121	75 599	76 993

Table 5.14. **Guinea / Guinée (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million GNF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5120 Impôts sur biens et services déterminés	..	305 475	772 462	1 651 738	3 697 777	5 131 483	5 215 342	6 565 685	7 274 618	7 820 698
5121 Accises	..	54 382	133 113	250 500	701 047	524 714	442 539	1 006 425	1 779 536	999 182
Redevance Entretien Routier	..	0	22 185	98 683	182 481	243 349	264 943	285 326	427 044	565 089
Droits d'accise	..	7 227	7 470	51 294	27 425	45 149	98 599	116 278	146 423	204 237
Taxe sur les produits pétroliers	..	47 155	103 459	100 523	491 141	236 216	78 997	604 820	1 206 069	229 856
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	..	2	1 095	5 873	43 226	27 529	24 223	19 300	27 913	16 599
5123 Droits de douane et droits à l'importation	..	101 716	324 491	533 184	1 833 780	2 629 694	2 460 416	3 184 000	2 954 696	3 618 894
Droit fiscal d'importation hors produits pétroliers	..	84 333	256 856	268 302	947 153	1 421 143	1 339 729	1 519 535	1 471 508	1 958 844
Droit fiscal d'importation sur produits pétroliers	..	0	0	144 470	492 579	693 347	548 311	1 020 510	842 111	859 854
Redevance de liquidation hors produits pétroliers	..	12 828	44 940	49 852	200 141	278 218	289 279	334 424	373 407	447 855
Redevance de liquidation sur produits pétroliers	..	0	0	26 350	54 130	77 618	94 308	115 310	92 640	137 003
Taxe d'entreposage, hors produits pétroliers	..	1 277	6 018	0	3 748	4 534	6 265	5 238	4 823	9 053
Taxe d'entreposage sur produits pétroliers	..	0	0	0	33 565	43 366	60 961	66 907	53 943	81 637
Prélèvement forfaitaire à l'importation	..	2 847	15 169	40 051	71 891	75 787	67 471	65 852	65 810	70 311
Taxes enregistrements douanes	..	394	762	3 130	6 642	19 139	29 636	33 498	26 437	28 796
Taxe dégressive de production	..	0	0	0	23 617	16 300	24 066	22 259	23 526	24 559
Autres droits de douanes	..	37	745	1 030	315	240	390	467	492	981
5124 Taxes à l'exportation	..	12 593	30 081	193 059	217 856	677 287	918 669	909 009	1 060 068	1 520 840
Droit fiscal à la sortie (secteur minier)	..	3 975	5 057	177 423	211 221	663 238	918 669	909 009	1 060 068	1 520 840
Taxe sur exportation de diamants	..	4 756	3 486	2 023	6 635	6 910	0	0	0	0
Taxe sur exportation de métaux précieux	..	3 862	21 539	13 613	0	7 139	0	0	0	0
5125 Impôts sur biens d'équipement	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	..	5 389	13 818	44 867	376 136	891 758	932 686	1 128 146	1 257 693	1 448 766
Taxe sur la Consommation Téléphonique (TCT)	..	0	0	0	128 737	544 398	574 656	679 798	869 972	982 245
Taxe d'accès au réseau de télécommunications (TART)	..	0	0	0	120 856	152 472	171 660	216 014	136 445	168 233
Taxe sur les affaires financières	..	4 884	12 878	39 663	115 399	172 956	169 946	206 523	227 195	272 159
Taxe sur les contrats d'assurance	..	504	941	5 204	11 144	21 932	16 424	25 811	24 080	26 128
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	..	131 393	269 863	624 255	525 733	380 502	436 809	318 805	194 712	216 418
Taxe sur les produits miniers	..	131 393	269 863	624 255	525 733	380 502	436 809	318 805	194 712	216 418
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	..	11 100	15 431	73 157	155 630	518 702	334 645	369 516	352 358	268 852
Taxe supportée par l'Etat Achat finex (DND)	..	7 269	4 000	31 324	97 200	173 198	241 467	195 578	175 964	193 220
Taxe supportée par l'Etat Achat finex (DNI)	..	3 250	10 640	40 878	47 442	318 462	88 535	147 566	144 267	38 193
Surtaxe fiscale	..	581	791	955	10 988	27 043	4 642	26 372	32 127	37 439
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	..	2 816	5 368	12 016	8 422	4 907	24 900	30 953	32 973	30 820
5210 Impôts périodiques	..	2 359	2 094	5 504	8 130	3 772	0	3 961	0	0
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	..	2 359	2 094	5 504	8 130	3 772	0	3 961	0	0
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5213 Autres impôts périodiques	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5220 Impôts non périodiques	..	457	3 274	6 512	292	1 135	24 900	26 991	32 973	30 820
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	..	3 655	3 926	113	1 677	2 300	11 594	197	0	0
6000 Autres impôts	..	95	7	2 263	53 805	124 443	204 136	260 545	247 749	316 947
Timbres fiscaux	..	0	0	0	0	41 257	40 387	37 488	26 736	24 852
Recouvrement sur exercices clos	..	95	7	2 263	53 805	83 186	163 749	223 057	221 013	292 095
6100 A la charge exclusive des entreprises	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6200 A la charge d'autres agents	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les recettes des amendes et pénalités relatives aux impôts et taxes, des taxes minières sur l'extraction, des redevances de prestations administratives et des produits de vente aux enchères sont incluses dans les recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexes A et B). Elles sont comptabilisées comme des recettes fiscales en Guinée.

Rubrique 5111 : La ventilation entre produits pétroliers et produits non pétroliers des recettes TVA brute à l'importation n'est pas disponible avant 2007. Ainsi la catégorie « TVA brute importation hors produits pétroliers » inclut aussi les recettes TVA brute à l'importation sur produits pétroliers pour la période 2000 à 2006.

Rubrique 5121 : Inclut les recettes provenant de la redevance entretien routier (RER) allouées au fonds spécial le Fonds d'Entretien Routier (FER).

Rubrique 5123 : La ventilation entre produits pétroliers et produits non pétroliers des recettes provenant du droit fiscal d'importation, de la taxe d'entreposage et de la redevance de liquidation n'est pas disponible avant 2007. Ainsi les catégories libellées « hors produits pétroliers » incluent aussi les recettes sur produits pétroliers pour la période 2000 à 2006.

Source : Ministère du Budget.

StatLink  <https://stat.link/bmp075>

Table 5.15. **Kenya**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million KES	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	278 714	545 519	1 096 626	1 408 346	1 479 868	1 595 983	1 650 547	1 730 062
1000 Taxes on income, profits and capital gains	100 129	219 227	504 077	628 373	654 675	687 183	753 800	717 833
1100 Of individuals	56 376	124 392	284 222	348 783	377 353	410 193	419 325	382 519
1110 On income and profits	56 376	124 392	284 222	348 783	377 353	410 193	419 325	382 519
Paye As You Earn (PAYE)	53 325	120 593	277 068	336 596	364 104	392 693	400 508	363 349
of which PAYE on extractive industry	2 764	3 228	2 278	2 284	1 908
Individual income tax	3 051	3 799	7 154	8 179	7 191	8 916	8 672	8 406
Tax on rental income	0	0	0	4 007	6 058	8 584	10 145	10 764
1120 On capital gains
1200 Corporate	31 947	67 661	126 541	180 162	160 059	168 783	175 843	182 387
1210 On profits	31 947	67 661	126 541	180 162	160 059	168 783	175 843	182 387
Corporation tax	31 947	67 661	126 541	180 162	160 059	168 783	175 843	182 387
of which corporation tax on extractive industry	708	656	714	3 466	1 994
1220 On capital gains
1300 Unallocable between 1100 and 1200	11 806	27 174	93 314	99 428	117 263	108 207	158 631	152 927
Withholding tax	11 792	27 174	92 678	97 009	100 623	105 256	121 511	126 127
of which withholding tax on extractive industry	997	1 017	872	1 407	938
Capital gains tax	14	0	636	2 419	16 640	2 951	37 120	26 800
2000 Social security contributions	3 675	6 026	15 826	35 072	33 042	36 503	35 346	37 400
2100 Employees	558	..	..	..	..	..	..	..
Women and children's pension	558	..	..	..	..	..	..	..
2110 On a payroll basis
2120 On an income tax basis
2200 Employers
2210 On a payroll basis
2220 On an income tax basis
2300 Self-employed or non-employed
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	3 117	6 026	15 826	35 072	33 042	36 503	35 346	37 400
2410 On a payroll basis
2420 On an income tax basis
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property	185	1 133	1 051	940	629	682	567	682
4100 Recurrent taxes on immovable property	185	1 133	1 051	940	629	682	567	682
Immovable property (Stand premia on town plots)	7	86	6	79	28	94	93	67
Land rates	178	0	0	0	0	0	0	102
Land rent	0	1 047	1 045	861	601	588	474	513
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions	0	0	0	0	0	0	0	0
4500 Other non-recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Taxes on goods and services	173 785	313 615	564 115	735 283	779 319	861 433	851 741	961 179
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	170 235	309 829	557 630	728 596	771 150	855 448	845 941	954 091
5110 General taxes	72 656	141 152	265 501	336 674	356 881	395 215	382 053	408 421
5111 Value added taxes	72 656	141 041	264 872	336 572	356 777	395 127	382 029	408 359
VAT - Ordinary imports	28 287	57 594	127 744	137 232	144 035	157 496	146 482	182 557
VAT - Oil imports	4 186	5 352	7 894	6 260	7 643	21 683	5 506	6 075
VAT - Domestic (gross)	48 583	92 255	143 922	206 545	219 499	230 348	228 515	217 687
of which on extractive industry	482	512	470	360	593
VAT - Domestic (Refunds)	-8 400	-14 160	-14 688	-13 464	-14 400	-14 400	-14 400	-20 400
VAT - Oil imports at 8%	0	0	0	0	0	0	15 926	22 440
5112 Sales tax	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	0	111	630	102	103	88	24	62
Turnover tax	0	111	630	102	103	88	24	62

Table 5.15. **Kenya (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million KES	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020
5120 Taxes on specific goods and services	97 579	168 677	292 129	391 923	414 270	460 233	463 888
5121 Excises	58 254	99 135	142 489	215 753	225 319	239 516	231 392
Excise duty - Oil	24 876	35 780	42 687	59 502	61 216	63 834	65 065
Excise duty - Domestic	15 744	23 755	38 246	55 499	53 011	59 509	55 721
Road maintenance levy	9 645	23 780	30 890	69 557	73 668	78 159	74 458
Excise duty - Imports	4 235	6 994	15 175	19 696	22 311	24 622	23 739
Sugar levy	1 587	1 590	1 329	115	16	0	0
Petroleum development levy	1 041	1 585	1 817	2 168	2 262	2 165	2 044
Petroleum regulatory levy	0	134	301	498	521	1 087	1 073
Second hand motor vehicles purchase tax	186	183	466	166	171	192	186
Stamp duty - Domestic taxes	940	5 332	11 579	8 553	12 143	9 947	9 105
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	32 992	57 047	120 612	131 577	142 194	154 748	159 265
Import duty - Ordinary	22 722	40 382	72 346	85 532	92 076	103 511	96 494
Import declaration fees	9 724	15 836	27 119	24 486	26 189	26 782	33 560
Railway development levy	0	0	18 940	18 903	20 780	21 303	23 258
Import duty - Oil	427	797	1 387	1 329	1 638	1 698	1 656
Merchant superintendent shipping levy	0	32	820	1 328	1 512	1 454	1 535
Stamp duty - Customs services	119	0	0	0	0	0	0
Anti-adulteration Levy	0	0	0	0	0	0	2 762
5124 Taxes on exports	0	0	0	0	0	0	0
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	6 333	12 495	29 028	44 592	46 756	65 969	73 232
Excise on air time	2 982	7 893	13 122	15 964	15 626	25 120	28 841
Airport revenue	1 846	2 464	6 619	11 199	10 414	12 291	11 176
Aviation revenue	1 505	2 138	3 565	4 854	4 819	5 912	4 860
Excise on financial services	0	0	5 722	12 575	15 898	22 646	24 351
Excise on Betting Services	0	0	0	0	0	0	2 045
Betting Tax	0	0	0	0	0	0	1 960
Digital Service Tax (DST)	0	0	0	0	0	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	3 550	3 786	6 485	6 687	8 169	5 985	5 800
5210 Recurrent taxes	3 550	3 786	6 485	6 687	8 169	5 985	5 800
5211 Paid by households: motor vehicles	3 266	3 367	6 010	6 185	7 678	5 474	5 284
Road transport fees	2 793	2 499	3 947	4 100	3 366	4 302	4 010
Foreign motor vehicles tax	0	0	0	93	69	0	0
Advance and other taxes	473	868	2 064	1 993	4 243	1 172	1 274
5212 Paid by others: motor vehicles	0	0	0	0	0	0	0
5213 Paid in respect of other goods	284	419	475	501	491	511	516
Kenya Bureau of Standards (KEBS) tax	284	419	475	501	491	511	516
5220 Non-recurrent taxes	0	0	0	0	0	0	0
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	940	5 519	11 556	8 679	12 204	10 181	9 093
Other taxes	164	150	83	86	66	6
6100 Paid solely by business	0	0	0	0	0	0	0
6200 Other	940	5 356	11 406	8 596	12 118	10 115	9 087

.. Not available

Note: Data are reported on a fiscal year basis beginning 1st July. For example, the data for 2021 represent July 2020 to June 2021.

The data are on a cash basis.

Figures exclude tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Heading 4100: The data for the immovable property (stand premia on town plots) tax are not available for the years 2001-04 and 2006.

Source: Kenya Revenue Authority (KRA).

StatLink  <https://stat.link/rmfy1>

Table 5.16. **Lesotho**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million LSL	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	1 462	2 933	5 872	6 095	7 289	7 248	6 771	7 826
1000 Taxes on income, profits and capital gains	807	1 652	3 651	3 576	4 103	4 056	3 743	4 161
1100 Of individuals	618	1 180	2 484	2 751	3 112	3 142	2 851	3 235
1110 On income and profits	618	1 180	2 484	2 751	3 112	3 142	2 851	3 235
Personal income tax	618	1 180	1 737	1 977	2 212	2 296	2 023	2 373
Withholding tax	0	0	748	774	900	847	828	862
1120 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0	0
1200 Corporate	189	472	1 133	791	959	884	862	885
1210 On profits	189	472	1 133	791	959	884	862	885
Corporate income tax	189	472	1 126	784	955	877	858	881
Gambling levy	0	0	8	7	4	7	3	4
1220 On capital gains of corporates	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Unallocable between 1100 and 1200	0	0	34	33	33	29	31	41
2000 Social security contributions	0	0	0	0	0	0	0	0
2100 Employees
2110 On a payroll basis
2120 On an income tax basis
2200 Employers
2210 On a payroll basis
2220 On an income tax basis
2300 Self-employed or non-employed
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300
2410 On a payroll basis
2420 On an income tax basis
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property
4100 Recurrent taxes on immovable property
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions
4500 Other non-recurrent taxes on property
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property
5000 Taxes on goods and services	656	1 281	2 221	2 519	3 185	3 192	3 028	3 665
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc	656	1 281	2 221	2 519	3 185	3 192	3 028	3 665
5110 General taxes on goods and services	656	1 281	2 210	2 414	2 880	2 907	2 608	3 122
5111 Value added taxes	656	1 281	2 210	2 414	2 880	2 907	2 608	3 122
VAT on imports	252	473	780	795	880	896	662	841
VAT - Domestic (Net)	403	808	1 430	1 619	2 000	2 011	1 946	2 281
VAT - Domestic (Gross)	463	1 046	1 996	2 250	2 681	2 877	2 668	3 141
VAT - Domestic (Refunds)	-59	-238	-566	-632	-682	-867	-722	-860
5112 Sales tax	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0	0
5120 Taxes on specific goods and services	0	0	11	105	305	285	420	544
5121 Excises	11	105	305	285	420	544
Oil levy	11	7	17	22	229	340
Motor vehicle assurance	51	189	147	8	11
Petroleum levy	47	61	22	72	38
Road maintenance levy	39	93	111	154
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	0	0	0	0	0	0
5124 Taxes on exports	0	0	0	0	0	0
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	0	0	0	0	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0

Table 5.16. **Lesotho (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million LSL	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and to perform activities	0	0	0	0	0	0	0	0
5210 Recurrent taxes
5211 Paid by households: motor vehicles
5212 Paid by others: motor vehicles
5213 Paid in respect of other goods
5220 Non-recurrent taxes
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
6100 Paid solely by business
6200 Other
Memo items:										
<i>Excise taxes collected on behalf of the SACU Common Revenue Pool</i>	53	110	102	191	212	215	82	266
<i>Import duties collected on behalf of the SACU Common Revenue Pool</i>	18	32	145	121	145	147	107	134

.. Not available

Note: Data are on a fiscal year basis beginning 1st April. For example, the data for 2021 represent April 2021 to March 2022.

Data are reported on a cash basis.

Heading 2000: Social security contributions for Lesotho are deemed to be null as they do not meet the criteria to be classified as social security contributions set out in the OECD classification of taxes in the *Interpretative Guide*.

Source: Revenue Services Lesotho.

StatLink  <https://stat.link/0j3hub>

Table 5.17. Madagascar
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MGA	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	215 420	591 900	1 016 402	1 776 183	3 105 267	4 276 449	5 006 524	5 645 481	5 011 290	5 949 864
1000 Impôts sur revenu, bénéfiques et gains en capital	33 100	92 960	219 944	490 294	706 768	1 002 801	1 174 775	1 437 601	1 305 414	1 546 901
1100 Des personnes physiques	12 600	36 080	77 147	253 868	366 621	474 693	547 827	687 985	620 915	661 014
1110 Sur le revenu et les bénéfiques	12 120	35 540	75 254	252 027	362 771	467 819	541 733	680 183	612 579	650 990
Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés (IRSA)	9 180	25 260	56 673	201 077	315 570	398 027	446 571	549 317	490 419	484 484
Impôt synthétique (IS)	0	0	2 079	13 497	19 140	25 930	39 344	69 167	69 004	78 088
Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers (IRCM)	2 940	10 280	16 502	37 453	28 040	43 855	55 807	61 699	53 156	88 417
Prélèvements honoraires et produits de jeux	..	..	..	..	21	8	11	0	0	0
1120 Sur les gains en capital	480	540	1 893	1 841	3 850	6 874	6 094	7 802	8 336	10 024
Impôts sur les plus-values immobilières (IPVI)	480	540	1 893	1 841	3 850	6 874	6 094	7 802	8 336	10 024
1200 Des sociétés	20 500	56 880	142 797	236 426	340 147	528 108	626 948	749 616	684 499	808 626
1210 Sur les bénéfiques	20 500	56 880	142 797	236 426	340 147	528 108	626 948	749 616	684 499	808 626
Impôt sur les revenus (IR)	20 500	56 880	142 797	236 426	339 001	480 657	566 723	680 654	584 277	672 929
Impôt sur les revenus des non résidents	..	..	..	..	0	47 438	60 130	68 958	99 267	135 697
Impôt sur les revenus non salariaux (IRNS)	..	..	..	..	1 030	2	1	3	9	0
Autres impôts sur le revenu des sociétés	..	..	..	..	116	10	95	1	946	1
1220 Sur les gains en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	77 261
Impôt sur marché public (IMP)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	77 261
2000 Cotisations de sécurité sociale	..	..	..	..	133 072	159 300	295 800	260 981	304 656	242 517
2100 A la charge des salariés	..	..	..	..	0	0	0	0	0	0
2110 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2200 A la charge des employeurs	..	..	..	..	0	0	0	0	0	0
2210 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi	..	..	..	..	0	0	0	0	0	0
2310 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	..	..	..	..	133 072	159 300	295 800	260 981	304 656	242 517
2410 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Impôts sur le patrimoine	2 380	4 340	8 514	10 560	24 150	25 784	41 045	31 454	30 321	36 426
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4110 Ménages	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4120 Autres agents	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4220 Sociétés	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4320 Impôts sur les donations	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	2 380	4 340	8 514	10 560	24 150	25 784	41 045	31 454	30 321	36 426
Droits sur actes de mutations	2 380	4 340	8 514	10 560	24 150	25 784	41 045	31 454	30 321	36 426
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4520 Autres impôts non périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	175 880	488 480	776 544	1 268 030	2 238 127	3 073 331	3 473 452	3 889 145	3 364 916	4 120 768
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	175 880	488 480	776 544	1 268 030	2 238 127	3 073 331	3 473 452	3 889 145	3 364 916	4 120 768
5110 Impôts généraux	104 600	244 860	410 256	803 932	1 504 330	2 051 449	2 274 724	2 567 663	2 175 841	2 734 186
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	104 600	244 860	410 256	803 932	1 504 330	2 051 449	2 274 724	2 567 663	2 175 841	2 734 186
TVA Intérieure	48 460	102 560	196 922	437 348	544 130	843 911	906 711	953 565	911 289	1 141 022
TVA importation	56 140	142 300	213 334	387 092	728 300	1 088 765	1 232 623	1 346 233	1 135 945	1 302 641
TVA importation produits pétroliers	0	0	0	179 592	272 700	329 373	427 632	511 256	320 159	496 323
Remboursements TVA intérieure	0	0	0	-200 100	-40 800	-187 700	-255 753	-212 833	-132 197	-175 001
Remboursements TVA importation produits pétroliers	0	0	0	0	0	-22 900	-36 490	-30 557	-59 355	-30 800
5112 Impôts sur les ventes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.17. **Madagascar (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MGA	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020
5113 Autres impôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5120 Impôts sur biens et services déterminés	71 280	243 620	366 288	464 098	733 797	1 021 881	1 198 728	1 321 482	1 189 074
5121 Accises	9 460	79 540	99 115	201 039	253 819	332 208	365 226	386 891	385 698
Accises domestiques	9 440	67 760	88 586	201 039	253 819	332 208	365 226	386 891	385 698
Accises domestiques - Intermittents	..	..	..	..	25 923	45 799	54 128	52 284	53 263
Accises domestiques - Alcools	..	..	..	..	37 975	57 465	62 773	57 150	71 274
Accises domestiques - Boissons hygiéniques	..	..	..	..	0	2 919	2 803	2 758	2 862
Accises domestiques - Tabacs	..	..	..	..	185 571	212 852	224 113	248 696	244 949
Accises domestiques - Non ventilables	..	..	..	..	4 349	13 172	21 408	26 003	13 350
Accises à la douane	20	11 780	10 529	0	0	0	0	0	0
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	61 820	152 380	266 588	262 726	458 100	628 505	767 173	890 053	730 087
Droit de douanes	16 260	24 700	112 160	172 369	331 400	493 156	535 458	604 739	498 342
Taxe d'importation	29 780	48 140	0	0	0	0	0	0	0
Taxes sur produits pétroliers (total)	15 780	79 540	154 428	90 357	126 700	135 349	231 715	285 314	231 745
5124 Taxes à l'exportation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5125 Impôts sur biens d'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	..	..	..	..	21 778	60 695	65 819	43 738	72 098
Télécommunications	..	..	..	..	14 673	52 969	57 127	34 260	61 919
Taxe sur les assurances	..	..	..	..	6 220	6 646	7 540	8 268	8 983
Taxe annexe sur les contrats d'assurance des véhicules automobiles	..	..	..	..	885	1 080	1 152	1 211	1 196
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	0	11 700	585	333	100	473	510	799	1 192
Taxe statistique s/ import	..	8 040	0	0	0	0	0	0	0
Autres	..	3 660	585	333	100	473	510	799	1 192
5128 Autres impôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur utilisation des biens et exerc. activités	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5210 Impôts périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5213 Autres impôts périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5220 Impôts non périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	4 060	6 120	11 400	7 299	3 150	15 233	21 453	26 300	5 984
6100 A la charge exclusive des entreprises	2 720	2 540	4 349	3 739	650	944	687	1 178	872
6200 A la charge d'autres agents	1 340	3 580	7 051	3 560	2 500	14 289	20 766	25 123	5 112

Table 5.17. Madagascar (cont.)
 Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les cotisations de sécurité sociale sous la rubrique 2000 ne sont pas considérées comme des recettes fiscales au Madagascar.

Suite à la provision de nouvelles données, la classification des recettes fiscales a été révisée pour cette édition. Une ventilation plus détaillée des données à partir de 2015 a permis d'affiner la classification de certaines recettes.

Rubrique 1110 : Les recettes provenant des impôts sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM) ont été reclassifiées dans cette rubrique comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A). Ces recettes étaient classifiées dans l'édition précédente dans la rubrique 1120 « Impôts sur les gains en capital des personnes physiques ».

Rubrique 1120 : Les recettes provenant des impôts sur les plus-values immobilières (IPVI) ont été reclassifiées dans cette rubrique comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A). Ces recettes étaient classifiées dans l'édition précédente dans la rubrique 1110 « Impôts sur revenu, bénéfices des personnes physiques ».

Rubrique 4400 : Les recettes provenant des droits sur actes de mutation ont été reclassifiées dans cette rubrique comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A). Ces recettes étaient classifiées dans l'édition précédente dans la rubrique 4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine.

Rubrique 5111 : Inclut pour la première fois dans cette édition les remboursements TVA.

Rubrique 5121 : La ventilation des accises domestiques est présentée à partir de 2013. Les accises domestiques sur les télécommunications sont classifiées dans la rubrique 5126 « Impôts sur des services déterminés » comme préconisé dans le *Guide d'interprétation* en Annexe A. À partir de 2009, les droits d'accises à la douane sont inclus dans les catégories de droits d'accises intermittents ou les autres catégories de droits d'accises collectés par l'administration fiscale, c'est-à-dire qu'ils sont compris dans les recettes fiscales intérieures.

Rubrique 5126 : Les recettes provenant de la taxe sur les assurances et de la taxe annexe sur les contrats d'assurance des véhicules automobiles ont été reclassifiées dans cette rubrique comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A). Ces recettes étaient classifiées dans l'édition précédente dans la rubrique 5213 « Sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activités autres que les véhicules à moteur ».

Rubrique 6100 : Inclut les recettes provenant des timbres. Les recettes des timbres sur visa sont incluses dans cette rubrique jusqu'en 2014 car il n'a pas été possible de les séparer des autres recettes de timbre; À partir de 2015 elles sont classifiées dans les recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexes A et B).

Rubrique 6200 : les recettes des pénalités d'impôts et les recettes des prélèvements sur honoraires et sur les produits de jeux sont incluses jusqu'en 2014 dans cette rubrique car il n'a pas été possible de les séparer des autres recettes. À partir de 2015 les recettes des pénalités d'impôts sont classifiées dans les recettes non fiscales et les recettes des prélèvements sur honoraires et sur les produits de jeux sont classifiées dans la rubrique 1110 « Impôts sur revenu, bénéfices des personnes physiques » comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexes A et B).

Source : Ministère de l'économie et des Finances de Madagascar.

StatLink  <https://stat.link/k2bnfg>

Table 5.18. Malawi
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MWK	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	51 183	152 744	485 326	795 784	880 895	968 929	1 070 917	1 013 926
1000 Taxes on income, profits and capital gains	21 837	67 576	236 126	386 078	423 259	460 724	506 568	539 925
1100 Of individuals	12 152	36 525	139 074	224 334	256 576	302 061	335 991	326 626
1110 On income and profits	12 152	36 525	139 074	224 334	256 576	302 061	335 991	326 626
Pay as you earn tax (PAYE)	11 098	32 849	126 367	199 315	228 697	269 244	296 370	283 610
Fringe benefits	844	1 675	5 350	8 981	10 749	12 111	11 947	12 966
Non-resident tax	196	835	4 585	13 153	13 116	16 350	22 479	22 576
Dividends	14	1 165	2 772	2 885	4 013	4 355	5 195	7 474
1120 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0	0
1200 Corporate	9 685	31 051	97 052	161 744	166 683	158 664	170 577	213 300
1210 On profits	9 685	31 051	97 052	161 744	166 683	158 664	170 577	213 300
Company assessments	1 984	6 981	14 186	21 125	28 858	19 619	16 369	30 780
Provisional corporate income tax	3 957	16 253	43 723	64 656	64 987	55 936	65 470	78 331
Withholding tax on corporations	3 745	7 817	39 143	64 041	72 839	83 109	88 738	104 189
Capital gains tax	0	0	0	11 923	0	0	0	0
1220 On capital gains of corporates	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Unallocable between 1100 and 1200	0	0	0	0	0	0	0	0
2000 Social security contributions	0	0	0	0	0	0	0	0
2100 Employees
2110 On a payroll basis
2120 On an income tax basis
2200 Employers
2210 On a payroll basis
2220 On an income tax basis
2300 Self-employed or non-employed
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300
2410 On a payroll basis
2420 On an income tax basis
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property
4100 Recurrent taxes on immovable property
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions
4500 Other non-recurrent taxes on property
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property
5000 Taxes on goods and services	29 263	84 865	248 646	408 050	457 223	507 491	564 313	473 145
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc	29 263	84 865	248 646	408 050	457 223	507 491	563 043	470 514
5110 General taxes on goods and services	14 216	38 751	137 551	220 278	247 658	287 974	336 128	229 885
5111 Value added taxes	14 216	38 751	137 539	220 266	247 632	287 926	336 101	229 859
VAT revenues (domestic)	6 880	21 932	67 149	108 064	132 750	163 852	176 801	197 059
VAT on imports	8 279	22 482	80 007	129 668	139 080	152 835	138 453	53 186
VAT refunds	-942	-5 663	-9 618	-17 466	-24 199	-28 761	20 847	-20 386
5112 Sales tax	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	0	0	12	13	26	48	27	26
Turnover tax	12	13	26	48	27	26
5120 Taxes on specific goods and services	15 047	46 115	111 094	187 771	209 565	219 517	226 915	240 629
5121 Excises	8 097	31 122	64 856	117 941	133 326	131 225	142 242	148 131
Local excise taxes	1 294	5 805	15 368	28 389	32 208	36 215	40 042	47 363
Excise taxes on imports	5 401	14 233	26 419	41 714	48 544	55 172	52 302	53 186
Road Levy (fuel tax)	1 402	7 507	9 312	24 002	26 277	31 218	39 055	36 543
Road tax (fuel tax)	0	0	3 837	4 717	5 580	6 662	7 941	9 243
Rural Electrification Levy (fuel tax)	0	3 577	8 681	17 530	18 950	0	0	0
Storage Levy (fuel tax)	0	0	1 240	1 590	1 768	1 958	2 902	1 796

Table 5.18. **Malawi** (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MWK	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	6 950	14 993	46 238	69 830	76 239	88 292	84 672	92 498
Import duty	6 229	15 775	46 121	69 773	76 179	88 213	82 528	87 702
Prepayments collected on import duties	721	-783	117	57	60	79	33	1 323
Surcharges on import duties	0	0	0	0	0	0	2 112	3 474
5124 Taxes on exports	0	0	0	0	0	0	0	0
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	0	0	0	0	0	0	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and to perform activities	0	0	0	0	0	0	1 271	2 631
5210 Recurrent taxes	1 271	2 631
5211 Paid by households: motor vehicles	0	0
5212 Paid by others: motor vehicles	1 271	2 631
Carbon tax on vehicle ownership	1 271	2 631
5213 Paid in respect of other goods	0	0
5220 Non-recurrent taxes	0	0
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	82	303	554	1 656	413	714	36	855
6100 Paid solely by business	82	303	554	1 656	413	714	36	855
6200 Other	0	0	0	0	0	0	0	0

.. Not available

Note: Data are on a fiscal year basis beginning 1st July. For example, the data for 2021 represent 1 July 2020 to 30 June 2021.

Figures exclude revenues from business licenses and permits collected by city and district councils from business entities within their jurisdictions.

Heading 2000: Social security contributions for Malawi are deemed to be null as they do not meet the criteria to be classified as social security contributions set out in the OECD classification of taxes in the *Interpretative guide*.

Heading 4000: Revenues from property taxes are mainly levied by local governments for which data on revenues are not available.

Source: Ministry of Finance, Economic Planning and Development of Malawi.


StatLink  <https://stat.link/ldsn4y>

Table 5.19. **Mali**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	124 203	239 362	476 775	748 245	1 207 241	1 539 848	1 310 703	1 833 214	1 886 935	2 101 418
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	26 399	34 698	78 979	184 760	296 284	391 107	313 752	410 014	495 867	525 539
1100 Des personnes physiques	10 053	16 061	33 283	50 375	88 233	111 698	90 875	125 158	133 257	137 752
1110 Sur le revenu et les bénéfices	10 053	16 061	33 283	50 375	88 233	111 698	90 875	125 158	133 257	137 752
ITS retenue, secteur privé	5 853	12 374	25 119	39 859	71 153	91 859	74 395	101 950	109 256	119 803
ITS retenue, secteur public	2 723	3 311	7 125	8 624	13 904	15 677	12 004	18 066	19 624	11 535
Taxe sur les plus-values de cession	0	0	0	0	862	1 137	1 371	1 599	989	2 955
Impôts sur les revenus fonciers	1 477	376	1 039	1 892	2 314	3 025	3 105	3 543	3 388	3 459
1120 Sur les gains en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1200 Des sociétés	10 840	16 034	38 386	118 346	179 458	250 612	201 763	253 131	326 412	332 699
1210 Sur les bénéfices	10 840	16 034	38 386	118 346	179 458	250 612	201 763	253 131	326 412	332 699
Impôt sur les sociétés (IS privé)	..	..	31 767	107 582	174 433	246 446	197 499	249 245	322 380	306 584
Impôt sur les sociétés (IS état)	..	..	0	121	1	3	157	26	108	20 341
BIC secteur privé	10 840	15 996	6 589	10 643	5 024	4 163	4 107	3 859	3 925	5 775
BIC secteur état	0	38	30	0	0	0	0	0	0	0
1220 Sur les gains en capital	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	5 506	2 603	7 310	16 039	28 593	28 797	21 115	31 725	36 197	55 089
Taxe synthétique	0	480	1 449	1 212	1 441	1 503	1 469	1 486	1 399	1 544
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	5 506	2 123	5 861	14 827	27 152	27 294	19 646	30 239	34 798	53 545
2000 Cotisations de sécurité sociale	13 169	18 442	45 497	73 600	149 083	204 326	205 344	297 236	333 298	403 322
2100 A la charge des salariés	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2110 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2200 A la charge des employeurs	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2210 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2310 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	13 169	18 442	45 497	73 600	149 083	204 326	205 344	297 236	333 298	403 322
Cotisations sécurité sociale (CMSS)	..	..	9 259	12 834	26 550	41 985	34 758	98 520	114 470	153 307
Cotisations sécurité sociale (INPS)	13 169	18 442	36 238	60 766	90 152	114 283	123 801	136 492	154 189	165 462
Cotisations sécurité sociale (CANAM - CMSS)	..	..	..	..	18 393	20 444	22 468	25 253	26 596	38 313
Cotisations sécurité sociale (CANAM - INPS)	..	..	..	..	13 871	27 599	24 315	36 971	38 041	46 236
Cotisations sécurité sociale (CANAM - ANICT / AR / PGT)	..	..	..	..	118	16	2	2	2	4
2410 Sur la base du salaire	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	2 470	4 671	8 381	6 278	11 567	13 685	11 938	14 737	5 724	12 197
4000 Impôts sur le patrimoine	2 724	3 149	7 909	12 062	17 933	32 171	26 353	30 862	27 441	30 802
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	54	119	930	979	1 561	2 156	1 779	1 957	2 074	2 193
Droits de conservation de la propriété	54	119	930	979	1 549	2 139	1 764	1 914	2 025	2 144
Taxe sur les locations des particuliers	0	0	0	0	12	17	15	42	49	49
4110 Ménages	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4120 Autres agents	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4220 Sociétés	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4320 Impôts sur les donations	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	2 670	3 030	6 979	11 083	16 372	30 015	24 573	28 905	25 366	28 610
Droits d'enregistrements (DGI)	2 600	2 934	3 414	6 928	11 023	19 941	16 754	13 027	12 158	14 018
Droits d'enregistrements (DND)	0	0	3 055	4 107	5 321	9 815	7 499	15 583	13 174	14 544
Transfert lettre et permis OCC en TF	70	96	510	0	0	0	0	0	0	0
Taxe sur les frais d'édilité	0	0	0	48	28	259	320	295	35	48
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4520 Autres impôts non périodiques	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	73 710	172 271	328 545	451 942	689 931	874 248	728 932	989 465	927 742	1 048 918

Table 5.19. **Mali** (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	73 011	171 443	327 388	450 213	687 273	871 041	724 619	985 878	924 163	1 000 000
5110 Impôts généraux	27 647	80 633	191 827	260 599	328 157	438 914	371 539	537 907	488 545	
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	27 647	80 633	191 827	260 599	328 157	438 914	371 539	537 907	488 545	
TVA à l'importation	13 863	46 622	119 548	161 656	210 431	282 199	268 881	316 487	328 676	
Recettes TVA (privé)	9 332	31 218	67 629	95 383	113 512	153 442	100 982	220 473	159 346	
Recettes TVA (gouvernement)	4 452	2 793	4 650	3 560	4 214	3 273	1 677	947	522	
5112 Impôts sur les ventes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
5113 Autres impôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
5120 Impôts sur biens et services déterminés	45 364	90 810	135 561	189 614	359 116	432 127	353 080	447 970	435 618	
5121 Accises	23 257	45 791	42 725	56 909	136 898	148 200	103 676	118 607	127 286	
Taxes intérieures sur produits pétroliers (TIPP)	9 133	33 694	26 389	25 660	93 264	87 789	48 611	43 626	55 127	
Taxe Ad Valorem (entreprises minières) (DNDC)	439	4 233	9 811	20 479	25 253	30 681	27 246	45 845	40 165	
Taxes locales sur les tabacs	981	816	3 285	5 385	8 264	14 725	14 405	13 420	14 571	
Taxes sur les boissons alcoolisées	867	1 169	1 317	1 777	3 611	4 806	4 750	6 037	4 430	
Impôt spécial sur les boissons	133	1 519	708	2 088	4 237	6 755	5 459	5 144	5 670	
Taxe sur autres produits	11 704	4 360	1 215	1 520	2 269	3 444	3 205	4 535	7 325	
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
5123 Droits de douane et droits à l'importation	19 055	30 734	67 175	86 853	124 049	161 928	147 355	173 683	173 257	
Droits de douanes	19 029	29 328	60 305	76 287	111 062	144 024	129 869	154 469	153 294	
Redevance Statistique	0	315	6 485	9 702	12 940	17 804	16 939	19 148	19 924	
Taxe dégressive de protection (TDP)	0	6	373	831	0	0	0	0	0	
Taxe conjoncturelle à l'importation	26	1 085	12	33	47	100	547	67	38	
5124 Taxes à l'exportation	102	4 046	9 922	20 503	30 243	37 421	33 887	53 055	42 532	
Contribution pour prestation de service (CPS) sur l'or	102	4 046	9 922	20 503	30 243	37 421	33 887	53 055	42 532	
5125 Impôts sur biens d'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
5126 Impôts sur services déterminés	2 950	10 239	15 739	25 349	67 926	84 578	68 162	102 625	92 543	
Taxes sur les Activités Financières	0	5 785	9 995	17 828	39 608	43 886	32 993	59 838	53 412	
Ristournes sur PMU et CASINO	1 497	1 515	1 955	3 061	5 966	6 832	7 069	7 478	5 580	
Taxes sur les transporteurs routiers	620	1 676	2 287	2 659	3 499	4 072	4 212	3 505	2 712	
Taxes sur les contrats d'assurances	830	1 261	1 475	1 787	3 321	4 454	4 066	4 852	5 149	
Autres taxes sur les services déterminés	3	2	27	14	2	1	1	3	1	
Taxe sur Accès au Réseau de Télécom Ouvert au Public (TARTOP)	0	0	0	0	15 530	25 333	19 822	26 950	25 688	
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
5128 Autres impôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	699	828	1 157	1 729	2 658	3 207	4 313	3 588	3 579	
5210 Impôts périodiques	699	828	1 157	1 729	2 658	3 207	4 313	3 588	3 579	
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	583	716	1 140	1 715	2 658	3 207	3 389	3 588	3 579	
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
5213 Autres impôts périodiques	116	112	17	14	0	0	924	0	0	
Permis d'exploitation de la forêt de la faune	116	112	17	14	..	..	924	..	..
5220 Impôts non périodiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
6000 Autres impôts	5 731	6 131	7 464	19 603	42 443	24 311	24 385	90 899	96 863	
Droits de Timbres (DGI)	4 839	4 188	6 172	10 797	16 840	16 502	17 702	20 027	19 492	
Droits de timbres (DND)	0	0	911	143	235	455	406	550	509	
Recettes sur exercices antérieurs	892	1 943	381	8 663	25 368	7 354	6 277	70 323	76 862	
6100 A la charge exclusive des entreprises	..	..	..	..	..	..	..	..	..
6200 A la charge d'autres agents	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pour mémoire : Prélèvement communautaire (PC) (taxe UEMOA)	1 978	1 394	0	0	0	0	0	0	0	

Table 5.19. **Mali** (cont.)

Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

ANICT = « Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales » ; AR = « Autorités Régionales » ; PGT = « Paierie Générale du Trésor ».
Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les données des cotisations de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS), de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), et de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ne sont disponibles qu'à partir de 2004, 2011, et 2006 respectivement. Ces recettes ne sont pas incluses dans les recettes de l'État du Mali.

Rubrique 2400 : Cette rubrique comprend les données de la CANAM, qui sont rapportées pour la première fois dans cette édition. Une partie des recettes de la CANAM est perçue par la CMSS et l'INPS pour son compte. Ces recettes ne font pas partie des recettes de la CMSS ou de l'INPS.

Les recettes de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), y compris les redevances statistiques, le prélèvement communautaire, et la taxe dégressive de protection, ne sont pas considérées comme des recettes fiscales ou des recettes non fiscales du gouvernement du Mali selon le *Guide d'interprétation* de l'OCDE (voir § 4).

Source : Ministère de l'Économie et des Finances et Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Mali.

StatLink  <https://stat.link/mbfg98>

Table 5.20. Mauritania / Mauritanie
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MRU	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	15 182	29 093	35 153	40 366	39 933	38 601	47 883
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	5 282	9 722	10 971	11 853	12 566	14 906	18 416
1100 Des personnes physiques	2 266	4 324	4 110	4 586	5 081	5 812	6 870
1110 Sur le revenu et les bénéficiaires	2 266	4 324	4 110	4 586	5 081	5 812	6 870
Impôt sur le traitement de salaires	1 396	3 819	3 635	3 936	4 325	4 865	5 544
Dont: ITS Pétrole	94	129	258	342	..	..	..
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	777	400	352	526	635	834	1 197
Impôt sur les revenus fonciers	45	101	119	124	121	112	129
Impôt général sur le revenu	48	4	4	0	0	0	0
1120 Sur les gains en capital	0	0	0	0	0	0	0
1200 Des sociétés	3 015	5 398	6 861	7 267	7 485	9 094	11 546
1210 Sur les bénéficiaires	3 015	5 398	6 861	7 267	7 485	9 094	11 546
Bénéficiaires industriels et commerciaux (BIC), non commerciaux (BNC) et impôt minimum forfaitaire (IMF)	1 400	3 400	3 025	3 398	3 759	3 909	4 677
Dont: BIC Pétrole	144	43	238	296	..	..	..
Taxe unique de la SNIM (Société Nationale Industrielle et Minière de Mauritanie)	921	223	1 249	408	1 196	1 890	4 696
IMF Douanes	695	1 452	1 590	1 850	1 946	1 504	1 633
Régime simplifié d'imposition	0	323	998	1 610	585	1 792	540
1220 Sur les gains en capital	0	0	0	0	0	0	0
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	0	0	0	0	0	0	0
2000 Cotisations de sécurité sociale	1 026	1 818	1 890	2 061	2 015	2 100	2 160
2100 A la charge des salariés
2110 Sur la base du salaire
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2200 A la charge des employeurs
2210 Sur la base du salaire
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	1 026	1 818	1 890	2 061	2 015	2 100	2 160
Cotisations CNSS	424	592	646	650	686	707	730
Cotisations CNAM	602	1 227	1 244	1 411	1 329	1 393	1 430
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'oeuvre	32	48	42	41	50	45	51
4000 Impôts sur le patrimoine	646	1 387	1 155	1 172	45	58	76
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	622	1 346	1 097	1 113	..	..	..
4110 Ménages
4120 Autres agents
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
4320 Impôts sur les donations
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	25	41	58	59	45	58	76
Droits de conservation foncière	25	41	58	59	45	58	76
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net
4520 Autres impôts non périodiques
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	8 196	16 118	21 096	25 240	25 257	21 472	27 121
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	7 983	15 785	19 822	23 826	23 925	20 160	25 740
5110 Impôts généraux	5 069	9 454	10 428	12 605	12 951	10 014	12 918
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	5 069	9 454	10 428	12 605	12 951	10 014	12 918
Recettes TVA intérieure	1 290	3 500	3 264	3 643	3 937	3 339	3 883
Recettes TVA à l'importation	3 779	5 954	7 164	8 963	9 014	6 675	9 034
5112 Impôts sur les ventes	0	0	0	0	0	0	0
5113 Autres impôts	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.20. **Mauritania / Mauritanie (cont.)**
 Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MRU	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5120 Impôts sur biens et services déterminés	2 915	6 330	9 394	11 220	10 974	10 146	12 822
5121 Accises	188	586	1 047	1 256	1 027	983	1 024
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	2 463	5 145	7 721	9 250	9 150	8 363	10 960
Droit Fiscal à l'importation	1 631	3 313	4 716	5 502	5 381	4 827	6 696
Taxe sur les produits pétroliers	494	1 042	1 735	2 277	2 369	2 103	2 294
Taxes de consommation	0	0	0	0	0	528	695
Taxe statistique	319	553	657	810	808	648	934
Taxe pour la promotion de la culture et du sport	0	199	203	266	264	229	305
Autres droits et charges à l'importation	20	39	410	395	328	29	35
5124 Taxes à l'exportation	0	0	0	0	0	1	0
5125 Impôts sur biens d'équipement	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	264	599	626	714	798	799	839
Taxe sur les opérations financières	208	538	561	642	722	749	748
Taxe d'aéroport et destination à l'étranger	56	61	65	72	76	33	75
Taxe de Consommation sur la carte à Gratter (TCG)	0	0	0	0	0	17	15
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	0	0	0	0	0	0	0
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur utilisation des biens et exerc. activités	213	333	1 274	1 414	1 332	1 312	1 381
5210 Impôts périodiques	213	333	1 274	1 414	1 332	1 312	1 381
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	153	236	247	235	231	205	225
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	0	0	0	0	0	110	178
5213 Autres impôts périodiques	60	97	1 028	1 179	1 102	997	979
Patente	0	76	77	80	75	73	83
Droit de pêche	60	21	951	1 098	1 027	600	369
Redevance d'Exploitation (RE)	0	0	0	0	0	324	527
5220 Impôts non périodiques	0	0	0	0	0	0	0
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	0	0	0	0	0	20	59
6100 A la charge exclusive des entreprises
6200 A la charge d'autres agents
<i>Pour mémoire : Prélèvement communautaire Cedeao (PC)</i>	283	320

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Rubrique 2400 : Les cotisations de sécurité sociale ont été estimées pour l'année 2021 en appliquant une croissance moyenne sur cinq ans aux données de 2020.

Rubrique 4100 : Cette rubrique inclut les recettes communales. Ces recettes proviennent des différents impôts communaux et taxes municipales qui comprennent notamment la contribution foncière sur les propriétés bâties, la contribution foncière sur les terrains agricoles affectés à des cultures, la taxe d'habitation, la contribution communale, la patente, la taxe communale et les redevances et les droits domaniaux sur l'occupation du domaine public. Il n'a pas été possible de distinguer chacune de ces recettes ainsi la totalité de ces recettes sont classifiées dans la présente rubrique compte tenu que la majorité proviennent des impôts sur la propriété immobilière. Ces recettes sont manquantes à partir de 2019.

Rubrique 4400 : Cette rubrique inclut les recettes des droits de conservation foncière. Elles sont incluses dans les recettes fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A) mais considérées comme des recettes non fiscales en Mauritanie.

Le prélèvement communautaire de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) n'est pas considéré comme une recette du gouvernement de la Mauritanie selon le *Guide d'interprétation* de l'OCDE (voir § 4). La classification nationale de la Mauritanie le compte comme une recette fiscale. Cette recette qui n'est pas comprise dans le total des recettes fiscales ou des recettes non fiscales est présenté séparément dans la rubrique « Pour mémoire ».

Source : Ministère des Finances de la Mauritanie.

StatLink  <https://stat.link/wtz9ji>

Table 5.21. **Mauritius / Maurice**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MUR	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	12 262	22 146	34 828	58 404	79 225	88 584	95 752	103 385	97 275	92 675
1000 Taxes on income, profits and capital gains	1 804	2 881	5 829	15 005	19 793	22 938	24 325	27 810	27 940	27 562
1100 Of individuals	863	1 540	2 553	4 583	7 614	8 661	9 527	10 453	11 221	11 450
1110 On income and profits	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1120 On capital gains	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1200 Corporate	941	1 341	3 276	9 457	10 993	13 040	13 407	15 648	15 000	14 306
1210 On profits	941	1 341	3 276	9 457	10 993	13 040	13 407	15 648	15 000	14 306
Income tax - companies and corporate bodies	..	..	..	8 428	9 788	11 881	12 403	14 556	13 876	11 760
Special levy on banks	..	..	..	455	748	846	846	934	939	950
Solidarity levy on telecommunication companies	..	..	..	424	331	313	158	158	185	157
Corporate social responsibility	..	..	..	150	126	0	0	0	0	0
Special contribution from hotels	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
COVID-19 Levy	..	..	..	0	0	0	0	0	0	1 439
1220 On capital gains	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1300 Unallocable between 1100 and 1200	..	..	..	965	1 186	1 236	1 392	1 709	1 720	1 806
Tax deduction at source	..	..	..	965	1 186	1 236	1 392	1 709	1 720	1 806
2000 Social security contributions	689	986	1 314	2 113	3 252	3 648	3 630	4 239	4 560	6 026
2100 Employees	230	329	438	704	1 084	1 216	1 210	1 413	1 520	1 541
2110 On a payroll basis	230	329	438	704	1 084	1 216	1 210	1 413	1 520	1 541
Contributions by employees to National Pension Fund (NPF)	230	329	438	704	1 084	1 216	1 210	1 413	1 520	260
Contribution Sociale Généralisée (CSG) - private sector employees	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 281
Contribution Sociale Généralisée (CSG) - public sector employees	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2120 On an income tax basis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2200 Employers	459	657	876	1 408	2 168	2 432	2 420	2 826	3 040	4 482
2210 On a payroll basis	459	657	876	1 408	2 168	2 432	2 420	2 826	3 040	4 482
Contributions by employers to National Pension Fund (NPF)	459	657	876	1 408	2 168	2 432	2 420	2 826	3 040	519
Contribution Sociale Généralisée (CSG) - private sector employers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 562
Contribution Sociale Généralisée (CSG) - public sector employers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 400
2220 On an income tax basis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2300 Self-employed or non-employed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
2310 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3
Contribution Sociale Généralisée (CSG) - self-employed	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3
2320 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2410 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2420 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3000 Taxes on payroll and workforce	77	140	204	176	474	638	549	777	798	409
Extra-budgetary taxes on payroll and workforce	77	140	204	176	474	638	549	777	798	409
4000 Taxes on property	945	1 411	1 920	3 328	4 095	4 894	4 711	4 706	4 084	4 538
4100 Recurrent taxes on immovable property	135	205	240	417	146	318	306	294	321	296
4110 Households	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4120 Others	135	205	240	417	146	318	306	294	321	296
Local taxes on immovable property	135	205	240	410	143	314	299	288	313	293
Campement taxes	..	..	..	6	3	4	7	6	8	3
4200 Recurrent taxes on net wealth	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Individual	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4220 Corporate	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4300 Estate, inheritance and gift taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Estate and inheritance taxes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4320 Gift taxes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Table 5.21. **Mauritius / Maurice (cont.)**
 Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MUR	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
4400 Taxes on financial and capital transactions	809	1 206	1 680	2 902	3 907	4 543	4 385	4 376	3 754	4 216
Land transfer tax	..	..	409	1 190	1 650	2 016	1 971	1 964	1 693	1 939
Registration duty on transfer of immovable property	..	..	562	1 180	1 708	1 951	1 884	1 859	1 619	1 780
Tax on transfer of leasehold rights in state lands	..	..	0	175	157	258	168	164	144	128
Registration duty on transfer of shares	..	..	0	84	122	44	50	53	25	56
Registration duty on fixed and floating charges	..	..	116	180	157	162	204	220	181	211
Stamp duties	..	..	14	75	112	113	109	115	91	102
Registration duty on loans	..	..	0	9	0	0	0	0	0	0
Mortgages, inscriptions and transcriptions	..	..	10	11	0	0	0	0	0	0
Other taxes on financial and capital transactions	..	..	568	0	0	0	0	0	0	0
4500 Other non-recurrent taxes on property	0	0	0	10	42	33	20	36	10	27
4510 On net wealth	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
4520 Other non-recurrent taxes	..	..	..	10	42	33	20	36	10	27
4600 Other recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Taxes on goods and services	8 617	16 514	25 300	37 618	51 422	56 355	62 410	65 719	59 781	54 017
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	8 499	16 312	23 445	34 755	47 254	52 228	58 041	61 018	55 784	50 151
5110 General taxes	64	5 604	12 529	21 094	28 036	30 231	32 989	34 941	32 658	28 490
5111 Value added taxes	0	5 604	12 529	21 094	28 036	30 231	32 989	34 941	32 658	28 490
VAT revenues (gross)	..	..	..	26 590	33 302	36 555	39 176	41 948	39 061	35 716
VAT refunds	..	..	..	-5 495	-5 267	-6 324	-6 187	-7 007	-6 403	-7 226
5112 Sales tax	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Extra-budgetary taxes on goods and services	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Local taxes on goods and services	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5120 Taxes on specific goods and services	8 435	10 707	10 916	13 660	19 218	21 996	25 052	26 077	23 125	21 660
Unallocated budgetary taxes on goods and services	..	..	3 279	0	0	0	0	0	0	0
5121 Excises	..	..	2 840	9 331	14 834	17 277	20 109	20 871	18 925	18 680
Spirits, liquors and alcoholic beverages	..	..	1 220	2 351	4 448	4 900	5 349	5 221	5 307	5 068
Tobacco products	..	..	1 617	2 371	3 851	4 735	5 333	5 233	5 620	5 845
Motor vehicles and motor cycles	..	..	0	1 928	2 471	3 126	3 384	3 756	3 120	2 636
Petroleum products (incl. MIDL)	..	..	0	2 421	3 292	3 642	5 141	5 700	3 938	3 859
PET bottles and other plastic products	..	..	0	159	250	232	252	270	273	236
Sugar content of soft drinks	..	..	0	0	344	374	404	445	428	813
Energy inefficient products	..	..	0	0	3	12	4	4	19	12
Sugar brokerage	..	..	1	0	0	0	0	0	0	0
Extra-budgetary excise taxes	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
Other excises	..	..	1	101	175	255	241	242	219	210
5122 Profits of fiscal monopolies	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	..	..	3 899	1 525	1 302	1 177	1 344	1 379	1 216	1 180
5124 Taxes on exports	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
5125 Taxes on investment goods	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	..	..	898	2 731	3 083	3 543	3 599	3 827	2 984	1 800
Taxes on the national lottery and other lotteries	..	..	14	693	436	242	221	309	285	275
Betting taxes on horse racing, football, etc.	..	..	269	658	837	944	971	1 047	740	928
Gaming taxes on casinos and gaming houses	..	..	614	818	591	706	778	797	695	571
Passenger fee on air tickets	..	..	0	561	1 173	1 652	1 630	1 673	1 264	26
Levy on messaging services	..	..	0	0	46	0	0	0	0	0
Hotel and restaurant tax	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	..	..	0	73	0	0	0	0	0	0
Temporary solidarity tax on hotels	..	..	..	0	..	..	..	..	..	..
Local government taxes on goods and services	..	..	..	73	..	..	..	..	..	..
5130 Unallocable between 5110 and 5120	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	118	203	1 750	2 765	4 168	4 128	4 369	4 701	3 998	3 867
5210 Recurrent taxes	118	203	1 287	1 934	2 702	2 762	2 922	3 019	2 770	2 513
5211 Paid by households: motor vehicles	0	0	652	1 117	1 362	1 463	1 526	1 604	1 587	1 704
5212 Paid by others: motor vehicles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.21. Mauritius / Maurice (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MUR	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5213 Paid in respect of other goods	118	203	635	816	1 341	1 299	1 396	1 415	1 183	808
Company licences	..	..	103	148	306	198	200	200	203	213
Incorporation and lodging fees, search duty, etc.	..	..	5	9	18	12	14	13	12	10
Tourist enterprise licences	..	..	33	74	91	99	104	112	73	24
Gambling licences	..	..	48	100	368	411	465	439	344	305
Liquor licences	..	..	10	10	25	23	23	23	22	22
Freeport licences	..	..	0	0	6	7	7	1	9	5
Pharmacy licences	..	..	0	1	2	1	1	1	1	1
Fishing vessel licences	..	..	38	52	43	59	63	82	85	23
Registration of factories	..	..	2	2	3	3	3	3	2	2
Registration of associations	..	..	1	2	1	1	1	1	1	1
Recruitment licences	..	..	0	2	0	0	0	0	0	0
Environment protection fee	..	..	132	141	391	383	400	424	330	89
Advertising structure fee	..	..	0	0	63	58	52	58	44	46
Regional taxes on permission to use goods	..	..	2	2	2	3	3	0	3	3
Local taxes on permission to use goods	118	203	244	255	0	0	21	21	18	30
Other recurrent taxes on goods and activities	..	..	16	20	23	42	39	36	34	34
5220 Non-recurrent taxes	0	0	463	832	1 466	1 366	1 447	1 682	1 228	1 354
Processing fee on acquisitions schemes	..	..	0	0	4	4	5	1	7	7
Registration duty on transfer of motor vehicles	..	..	463	794	1 277	1 335	1 378	1 462	1 175	1 322
Land conversion tax	..	..	0	38	185	26	64	219	45	25
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	105	98	0	0	0	0	0	0
Extra-budgetary taxes on goods and services	..	..	105	98	..	..	..	..	..	..
6000 Other taxes	130	215	260	164	188	110	126	134	112	122
Mauritius Revenue Authority penalties	0	0	0	0	74	24	24	36	31	23
Unidentified local government taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Unidentified taxes	130	215	260	164	114	86	102	98	80	99
6100 Paid solely by business	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
6200 Other	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

.. Not available

Note: Data for 2016 onwards and for years prior to 2010 are on a fiscal year basis beginning 1st July. For example, the data for 2009 represent July 2008 to June 2009 and 2021 represents July 2020 to June 2021. The data for years 2010-15 are on a calendar year (January-December) basis.

Mauritius budget statements cover January-June 2015 and July 2015 to June 2016, but neither the fiscal nor the calendar year for 2015. Figures for 2015 are therefore estimated using quarterly revenue figures at the aggregate level and fiscal year revenue data.

Data are reported on a cash basis.

Data for the central government budgetary tax prior to 2007 and all extra-budgetary, regional and local data were classified according to the IMF Government Finance Statistics Manual. The 1986 manual was used for data up to 2009 and the 2001 manual for data up to 2009 onwards. Data from 2007 onwards are classified under the OECD classification, as set out in the *Interpretative Guide* in Annex A.

Heading 2000: Revenues under this heading refer to revenues reported as contributions to the National Pension Fund (NPF) in the Digest of Social Security Statistics. Employer contributions and employee contributions are calculated by taking respectively one third and two thirds of total NPF contributions since employer contributions rates are set at twice those of employees. Contributions to the National Savings Fund (NSF) are not included in Revenue Statistics in Africa, since they do not meet the definition of social security contributions. In 2020, the "Contribution Sociale Généralisée" was introduced by the Finance (Miscellaneous Provisions) Act 2020, which replaced the National Pensions Fund (NPF) beginning in September 2020. The NPF contributions for 2020/21 therefore consist only of the amount received for July and August.

Heading 3000: Revenues under this heading include revenues collected by the Ministry of Social Services under the Training Levy.

Heading 1210: the solidarity levy on telecommunications companies, the corporate social responsibility tax and the special contribution from hotels are classified as "other taxes" by the Mauritius Revenue Authority.

Heading 5213: The Environment protection fee and advertising structure fee are classified as other taxes by the Mauritius Revenue Authority.

Heading 5220: Includes the registration duty on transfer of motor vehicles and the land conversion tax that are classified as taxes on property by the Mauritius Revenue Authority.

Source: Mauritius Revenue Authority for the central government budgetary tax data from 2007 to 2014. Statistics Mauritius for extra-budgetary, local government, regional government and social security revenues from 1990 to 2021, as well as for budgetary central government tax revenues up to 2006; Ministry of Finance budget estimates for detailed revenue figures for the periods July 2005-June 2008, for 2016-21, and for the figures used to estimate calendar year 2015 revenues.

StatLink  <https://stat.link/sk7mh1>

Table 5.22. **Morocco / Maroc**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MAD

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	..	90 900	137 440	216 769	265 069	297 181	312 696	326 526	314 334	347 401
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	..	23 656	42 613	62 646	78 952	92 372	96 026	98 277	95 427	98 265
1100 Des personnes physiques	..	14 540	23 661	26 598	37 214	40 686	43 889	44 353	42 206	47 905
1110 Sur le revenu et les bénéfices	..	12 473	21 009	22 391	32 797	40 135	43 462	42 823	41 568	47 416
Salaires	..	10 829	18 830	19 409	28 277	31 440	32 561	32 865	32 516	35 317
Revenus professionnels	..	1 645	2 179	2 982	4 519	3 296	6 374	6 112	5 251	5 627
Autres types d'impôts sur le revenu	..	0	0	0	0	5 398	4 527	3 846	3 801	6 472
1120 Sur les gains en capital	..	2 067	2 653	4 207	4 417	552	427	1 530	637	489
1200 Des sociétés	..	9 116	18 952	36 049	41 738	51 686	52 137	53 924	53 221	50 361
1210 Sur les bénéfices	..	8 330	16 962	31 164	32 693	51 607	52 130	53 920	53 221	50 354
Bénéfices	..	8 084	16 494	29 381	30 553	49 410	49 529	51 396	50 971	47 912
Produits bruts versés aux sociétés étrangères	..	246	468	1 783	2 140	2 197	2 601	2 524	2 250	2 442
1220 Sur les gains en capital	..	786	1 990	4 884	9 045	78	7	4	0	6
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2000 Cotisations de sécurité sociale	..	9 982	22 983	37 924	52 418	60 112	64 622	71 422	77 978	82 188
2100 A la charge des salariés	..	2 803	8 313	13 208	17 730	20 298	21 880	24 228	25 795	27 807
2110 Sur la base du salaire
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2200 A la charge des employeurs	..	7 179	14 644	24 524	34 385	39 409	42 310	46 690	51 635	53 691
2210 Sur la base du salaire
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	..	0	25	192	302	405	432	505	549	690
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Impôts sur le patrimoine	..	5 405	8 403	12 702	19 536	16 693	16 679	16 536	13 445	18 590
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	..	3 340	4 415	5 740	6 859	7 712	7 947	8 182	7 487	9 713
4110 Ménages	..	1 989	2 866	3 898	4 414	4 962	5 143	5 324	4 855	6 325
Taxe d'habitation	..	517	696	382	364	361	402	443	292	412
Taxe sur les terrains non bâtis	..	135	236	839	1 113	1 301	1 439	1 577	1 342	1 817
Taxe de services communaux	..	1 337	1 934	2 677	2 937	3 300	3 302	3 304	3 221	4 096
4120 Autres agents	..	1 351	1 549	1 842	2 445	2 750	2 804	2 858	2 632	3 388
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
4320 Impôts sur les donations
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	..	2 065	3 988	6 962	12 677	8 981	8 732	8 354	5 958	8 877
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net
4520 Autres impôts non périodiques
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	..	50 655	62 100	101 384	111 766	124 441	134 189	139 319	126 572	147 284
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	..	49 539	60 701	99 056	108 848	121 108	128 153	132 920	120 742	140 511
5110 Impôts généraux	..	21 476	32 607	65 247	75 271	81 479	86 024	85 707	79 781	93 043
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	..	21 476	32 607	65 247	75 271	81 479	86 024	85 707	79 781	93 043
5112 Impôts sur les ventes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Autres impôts	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5120 Impôts sur biens et services déterminés	..	28 063	28 094	33 809	33 577	39 629	42 128	47 212	40 961	47 468
5121 Accises	..	15 223	15 631	21 382	25 661	27 720	28 674	30 276	27 633	31 235
Taxes intérieures de consommation	..	15 183	15 544	21 132	25 366	27 383	28 318	29 900	27 390	30 960
Taxe sur la vente de produits forestiers	..	4	18	26	29	18	8	-3	4	10
Taxe sur les débits de boissons	..	23	37	143	162	185	203	221	117	126
Taxe sur les eaux minérales et de table	..	13	31	81	104	133	145	157	122	139
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	..	12 810	12 386	12 242	7 715	8 610	9 693	9 768	9 488	11 885
5124 Taxes à l'exportation	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.22. **Morocco / Maroc (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million MAD	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5125 Impôts sur biens d'équipement	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	..	30	77	184	201	3 299	3 762	7 169	3 840	4 348
Taxe de séjour	..	26	67	160	173	198	228	258	109	82
Taxe sur le transport public de voyageurs	..	4	10	24	28	32	35	3 108	23	30
Droit de timbre sur les annonces publicitaires sur écran	..	0	0	0	0	3 070	3 499	3 803	3 708	4 236
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	..	1 116	1 398	2 328	2 918	3 333	6 036	6 399	5 830	6 773
5210 Impôts périodiques	..	964	1 134	1 385	1 955	2 360	3 158	3 459	3 470	3 756
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	..	959	1 119	1 351	1 920	2 325	2 570	2 846	2 805	3 047
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	..	0	0	0	0	0	556	583	629	669
5213 Autres impôts périodiques	..	5	15	33	35	35	32	29	36	40
Taxe sur les permis de chasse	..	5	15	33	35	35	32	29	36	40
5220 Impôts non périodiques	..	152	265	943	963	973	2 878	2 941	2 359	3 017
Taxe sur les opérations de construction	..	113	230	703	709	716	723	730	618	829
Taxe sur les opérations de lotissement	..	39	35	240	254	257	285	313	215	229
Autres	..	0	0	0	0	0	1 870	1 898	1 526	1 959
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	..	1 201	1 341	2 112	2 398	3 562	1 179	972	912	1 074
Droits de timbres	..	1 132	1 260	1 683	2 092	3 305	965	801	733	868
Taxes locales	..	69	81	429	306	257	214	171	179	206
6100 A la charge exclusive des entreprises
6200 A la charge d'autres agents

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les impôts affectés aux Fonds Spéciaux du Trésor sont compris dans les données.

Rubrique 2000 : Les données de cotisations de sécurité sociales sont estimées pour les années 2000 et 2001. Les recettes des majorations et pénalités relatives aux impôts sont considérées comme des recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexes A et B). La classification nationale du Maroc les compte comme des recettes fiscales.

Source : Ministère de l'Économie et des Finances.

StatLink  <https://stat.link/ikbz8o>

Table 5.23. Namibia / Namibie
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million NAD	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	15 734	31 974	35 494	35 168	36 247	32 762	36 863
1000 Taxes on income, profits and capital gains	9 912	19 006	21 946	21 855	22 611	22 295	22 949
1100 Of individuals	6 156	10 982	13 546	13 923	14 557	14 077	14 953
1110 On income and profits	6 156	10 982	13 546	13 923	14 557	14 077	14 953
Income tax on individuals	5 945	10 794	13 267	13 588	14 147	13 768	14 629
Non-resident shareholders tax	189	147	183	265	307	207	227
Tax on royalty	21	41	96	70	103	102	97
1120 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0
1200 Corporate	3 756	8 024	8 400	7 932	8 054	8 218	7 995
1210 On profits	3 756	8 024	8 400	7 932	8 054	8 218	7 995
Diamond mining companies	354	2 199	1 654	1 496	1 143	1 367	933
Other mining companies	213	99	256	445	187	849	743
Non-mining companies	3 018	5 425	5 950	5 384	5 927	5 342	5 810
Withholding taxes	156	280	510	607	797	653	509
Annual levy on gambling income	15	21	30	0	0	6	1
1220 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0
1300 Unallocable between 1100 and 1200	0	0	0	0	0	0	0
2000 Social security contributions	305	537	649	621	621	650	603
2100 Employees
2110 On a payroll basis
2120 On an income tax basis
2200 Employers
2210 On a payroll basis
2220 On an income tax basis
2300 Self-employed or non-employed
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	305	537	649	621	621	650	603
2410 On a payroll basis
2420 On an income tax basis
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property	139	313	270	221	174	173	242
4100 Recurrent taxes on immovable property	0	0	0	0	0	0	0
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth	0	0	0	0	0	0	0
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes	0	0	0	0	0	0	0
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions	139	313	270	221	174	173	242
4500 Other non-recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0
5000 Taxes on goods and services	5 169	11 902	12 458	12 274	12 732	9 547	12 937
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	5 169	11 901	12 454	12 274	12 732	9 544	12 935
5110 General taxes	5 057	11 678	12 049	11 461	11 516	8 326	11 431
5111 Value added taxes	5 057	11 678	12 049	11 461	11 516	8 326	11 431
5112 Sales tax	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0
5120 Taxes on specific goods and services	113	223	405	813	1 216	1 218	1 504
5121 Excises	0	0	0	0	0	0	0
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	102	209	342	813	1 201	1 207	1 477
Levy on fuel	102	209	342	730	1 107	1 152	1 324
Environmental levies and carbon emission taxes	0	0	0	83	94	55	153
5124 Taxes on exports	0	0	0	0	0	0	0
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	0	0	0	0	0	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	11	14	63	0	15	11	27
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.23. **Namibia / Namibie** (cont.)

Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million NAD

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5200 Taxes on use of goods and perform activities	0	1	4	0	0	3	2
5210 Recurrent taxes	0	1	4	0	0	3	2
5211 Paid by households: motor vehicles	0	0	0	0	0	0	0
5212 Paid by others: motor vehicles	0	0	0	0	0	0	0
5213 Paid in respect of other goods	0	1	4	0	0	3	2
5220 Non-recurrent taxes	0	0	0	0	0	0	0
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	208	216	171	197	109	97	133
6100 Paid solely by business
6200 Other

.. Not available

Note: Data are on a fiscal year basis beginning 1st April. For example, the data for 2021 represent April 2021 to March 2022.

Data are on a cash basis.

Figures exclude tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Heading 2000: Data are not available prior 2009.

Heading 5111: Value added taxes: this category includes revenue from VAT, additional sales tax and the general sales tax.

Source: Namibia Revenue Agency.

StatLink  <https://stat.link/ckutw7>

Table 5.24. Niger
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	..	115 819	190 218	373 461	720 540	615 444	796 671	786 351	773 976	893 104
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	..	20 891	34 848	94 839	177 695	166 432	167 981	172 209	181 800	210 467
1100 Des personnes physiques	..	9 634	12 268	19 756	45 501	55 054	55 069	61 154	62 628	75 487
1110 Sur le revenu et les bénéfices	..	9 634	12 217	19 623	45 294	54 667	54 567	60 807	62 342	75 066
Impôt sur les traitements et salaires	..	8 000	11 207	18 575	44 198	53 542	51 539	58 686	60 552	73 155
Impôt synthétique	..	1 530	803	974	1 030	1 079	2 775	2 060	1 741	1 862
Impôt général sur le revenu (IGR)	..	103	207	74	66	46	253	62	49	49
1120 Sur les gains en capital	..	0	51	133	208	387	502	347	285	421
Plus-values de cessions immobilières (IPVCI)	..	0	51	133	208	387	502	347	285	421
1200 Des sociétés	..	11 257	22 580	75 083	132 194	111 379	112 913	111 055	119 173	134 980
1210 Sur les bénéfices	..	11 257	22 580	75 083	132 194	111 379	112 913	111 055	119 173	134 980
Impôt sur les bénéfices (ISB)	..	10 933	21 605	67 863	121 448	101 156	102 484	102 851	110 263	123 967
Bénéfices non commerciaux (BNC) (arriérés)	..	126	239	0	0	0	140	217	77	0
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	..	198	736	5 695	7 900	8 357	8 665	7 776	6 927	8 581
Recettes portuaires	..	0	0	1 525	2 846	1 866	1 623	212	1 907	2 432
1220 Sur les gains en capital	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2000 Cotisations de sécurité sociale	..	6 216	7 305	19 950	34 117	37 261	37 840	42 272	43 370	46 004
2100 A la charge des salariés
2110 Sur la base du salaire
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2200 A la charge des employeurs
2210 Sur la base du salaire
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	..	6 216	7 305	19 950	34 117	37 261	37 840	42 272	43 370	46 004
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	..	401	533	1 121	3 978	3 223	3 726	4 348	1 927	6 010
Taxe d'apprentissage (TAP)	..	401	533	1 121	3 978	3 223	3 726	4 348	1 927	6 010
4000 Impôts sur le patrimoine	..	1 252	1 590	2 906	2 742	2 318	5 564	9 804	13 569	14 303
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	..	1 252	1 590	2 906	2 742	2 318	5 564	9 804	13 569	14 303
Taxe immobilière	..	1 015	1 150	2 904	2 742	2 318	2 366	1 684	995	1 080
Taxe foncière	..	238	440	0	0	0	2	0	60	0
Impôt forfaitaire de droit de propriétés	..	0	0	2	0	0	25	5	35	0
Impôt sur le revenu des baux d'habitation	..	0	0	0	0	0	207	386	317	317
Impôt sur le revenu des baux professionnels	..	0	0	0	0	0	704	1 548	1 165	1 151
Taxe d'habitation	..	0	0	0	0	0	2 184	3 141	2 433	3 547
4110 Ménages
4120 Autres agents	..	0	0	0	0	0	77	3 040	8 563	8 207
Taxe immobilière des personnes morales	..	0	0	0	0	0	77	3 040	8 563	8 207
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
4320 Impôts sur les donations
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net
4520 Autres impôts non périodiques
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	..	83 383	138 312	234 839	431 233	370 521	525 172	498 790	459 045	542 895
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	..	81 489	137 675	233 477	428 892	367 939	521 777	494 738	454 784	537 902
5110 Impôts généraux	..	31 766	79 938	136 966	256 546	210 787	359 611	289 733	249 180	282 893
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	..	31 766	79 938	136 966	237 621	190 420	341 450	269 488	230 633	264 252
TVA intérieure (brute)	..	12 375	31 686	76 999	145 529	127 968	259 228	183 386	137 964	163 310
TVA à l'importation (brute)	..	19 391	48 252	59 967	92 092	62 453	82 222	86 103	92 669	100 942
5112 Impôts sur les ventes	0	0	0	0	0	0

Table 5.24. Niger (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5113 Autres impôts	..	0	0	0	18 925	20 367	18 161	20 245	18 547	18 640
Redevance ad valorem	..	0	0	0	18 925	20 367	18 161	20 245	18 547	18 640
5120 Impôts sur biens et services déterminés	..	49 722	57 737	96 511	172 345	157 152	162 166	205 004	205 605	255 009
5121 Accises	..	13 754	17 716	28 505	51 081	29 660	41 203	36 661	41 827	72 384
Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) (y compris DGD)	..	4 313	6 654	11 694	19 375	10 691	18 804	15 673	17 226	14 482
Taxe sur les tabacs et les cigarettes	..	4 600	4 862	11 279	17 926	10 177	11 451	10 795	4 133	32 662
Taxe sur les boissons alcoolisées (TBA)	..	882	1 033	1 263	2 684	1 097	1 074	1 036	3 254	3 136
Taxe d'exploitation artisanale (TEA)	..	0	0	0	22	29	182	390	1 042	975
Autres droits d'accises	..	3 959	5 166	4 269	11 074	7 665	9 693	8 767	16 172	21 129
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	..	22 930	26 854	36 286	59 517	51 104	62 450	72 842	87 045	90 497
Droits de douane	..	14 722	24 354	28 141	53 226	45 933	56 383	64 396	77 464	80 555
Redevance statistique à l'importation	..	1 652	2 493	8 144	6 283	5 167	6 026	8 255	9 456	9 855
Droits Divers (y compris T.C.I.)	..	6 556	7	0	8	5	41	192	124	87
5124 Taxes à l'exportation	..	11 671	12 012	27 567	31 025	43 958	48 130	48 086	33 725	28 030
Taxes sur les réexportations	..	9 997	11 069	25 405	25 657	36 838	41 097	41 039	26 933	21 882
Redevance statistique à l'exportation	..	1 673	943	1 465	5 342	7 117	6 671	6 982	6 427	6 116
Taxe forfaitaire sur la réexportation et/ou transit de tabacs et cigarettes (TFEAR)	..	0	0	696	25	3	363	64	365	32
5125 Impôts sur biens d'équipement	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	..	1 238	901	3 080	30 399	32 096	10 224	46 982	42 432	63 680
Taxe sur la terminaison du trafic international entrant (TATTIE)	..	0	0	0	18 666	22 101	1 452	18 419	10 866	27 820
Taxe sur l'utilisation du réseau de télécommunication (TURTEL)	..	0	0	0	5 349	5 417	4 220	5 853	4 076	6 082
Taxe sur les recettes des loteries	..	877	104	1 303	3 377	2 292	1 778	2 716	3 084	3 599
Taxe unique sur les assurances (TUA)	..	361	792	1 490	2 310	2 275	2 338	2 852	2 804	3 143
Impôt sur les gains des loteries	..	0	5	0	550	1	0	31	1	3
Taxe sur les jeux de hasard (TJH)	..	0	0	246	140	11	435	33	24	347
Taxe sur la publicité commerciale extérieure (TPCE)	..	0	0	41	8	0	1	0	2	0
Taxe sur les activités financières (TAFI)	..	0	0	0	0	0	0	17 078	21 575	22 686
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	..	130	254	1 074	324	333	158	433	576	418
Droits miniers	..	130	254	1 074	295	25	3	2	0	0
Droit fixe mine	..	0	0	0	28	307	155	428	572	388
Droit fixe pétrole	..	0	0	0	1	0	0	3	5	30
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	..	894	637	1 362	2 341	2 582	3 394	4 052	4 261	4 993
5210 Impôts périodiques	..	529	637	1 362	2 316	2 562	3 390	4 050	4 081	4 476
Vignette	..	520	625	1 354	2 310	2 558	2 918	3 072	3 225	3 257
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5213 Autres impôts périodiques	..	9	12	8	6	4	472	977	855	1 219
Permis de chasse et visite	..	0	1	0	2	0	3	18	10	0
Taxe sur les armes à feu (TAF)	..	9	11	8	4	4	4	13	1	2
Taxe sur les abonnements audiovisuels	..	0	0	0	0	0	465	946	844	1 217
5220 Impôts non périodiques	..	365	0	0	25	20	5	3	180	517
Péage routier	..	365	..	..	0	0	0	0	0	0
Redevance plaque d'immatriculation	..	0	..	..	25	20	5	3	180	517
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	..	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	..	3 676	7 630	19 807	70 775	35 690	56 389	58 927	74 264	73 423
Droits d'enregistrement	..	2 166	4 834	8 048	51 113	18 750	34 344	35 469	45 326	43 108
Prélèvement pour le compte des collectivités locales	..	0	0	6 512	11 727	9 283	12 312	12 304	17 064	17 459
Taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE)	..	310	776	1 963	4 132	4 314	4 729	5 788	5 955	6 645
Droits de timbre	..	1 201	2 019	3 283	3 803	3 343	5 003	5 366	5 920	6 212
6100 A la charge exclusive des entreprises
6200 A la charge d'autres agents
Pour mémoire :										
Prélèvement communautaire de la CEDEAO	..	448	1 479	5 302	4 893	0	0	7 651	4 191	4 187
Prélèvement communautaire UEMOA	..	866	0	0	0	0	0	6 540	7 041	7 481
Prélèvement communautaire UA	..	0	0	0	0	0	0	0	1 451	1 455

Table 5.24. Niger (cont.)
 Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les recettes provenant du domaine public, des redevances minières, des redevances superficielles des mines et du pétrole et des amendes et pénalités relatives aux impôts sont incluses dans les recettes non fiscales dans cette publication comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexes A et B). La classification du Niger compte ces recettes comme des recettes fiscales.

Rubriques 5111 et 5121 : Ces rubriques contiennent des recettes provenant de la Direction Générale des Douanes (DGD) et sont annotées comme telles.

Rubrique 5220 : Cette rubrique comprend les recettes de la redevance plaques d'immatriculation collectées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) entre 2005 et 2018 comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A). La classification du Niger compte ces recettes comme des recettes non fiscales.

Rubrique 6000 : Un pourcentage de certains impôts est rétrocédé aux collectivités. Il s'agit de l'impôt sur les revenus des baux d'habitation (50 %), de l'impôt sur les revenus des baux professionnels (50%), de l'impôt synthétique (40 %) et de la taxe professionnelle à (100 %) et ces recettes sont enregistrées sous la sous-rubrique « Prélèvement pour le compte des collectivités locales ».

Les prélèvements communautaires au profit des organisations régionales Africaine (CEDEAO, UEMOA, UA) ne sont pas considérés comme des recettes du gouvernement du Niger selon le *Guide d'interprétation* de l'OCDE (voir § 4). La classification nationale du Niger les compte comme des recettes fiscales. Ces recettes qui ne sont pas comprises dans le total des recettes fiscales ou des recettes non fiscales sont présentées séparément dans la rubrique « Pour mémoire ».

Source : Direction Générale des Impôts.


StatLink  <https://stat.link/qc2836>

Table 5.25. Nigeria / Nigéria
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million NGN	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	4 046 327	5 783 735	6 577 364	8 199 097	8 714 796	8 560 996	11 775 692
1000 Taxes on income, profits and capital gains	2 568 348	3 485 925	3 690 605	4 960 571	4 965 170	4 259 653	5 454 007
1100 Of individuals	333 381	576 327	751 956	848 941	982 057	1 052 108	1 331 127
1110 On income and profits	333 381	576 327	751 956	848 941	982 057	1 052 108	1 331 127
Personal Income Tax (Federal)	32 564	57 377	107 682	85 146	70 307	93 371	61 198
State PAYE ("Pay as You Earn") Tax	268 821	456 595	566 212	669 218	809 320	851 731	1 124 694
Personal Income Tax (State)	19 386	29 589	37 172	44 266	47 670	37 056	60 495
National Housing Fund contributions	12 610	32 766	40 890	50 310	54 760	69 950	84 740
1120 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0
1200 Corporate	2 234 967	2 909 598	2 938 649	4 111 631	3 983 113	3 207 545	4 122 880
1210 On profits	2 233 931	2 892 796	2 935 469	4 099 036	3 977 136	3 204 027	4 105 382
Petroleum Profits Tax	1 480 364	1 289 961	1 520 482	2 467 581	2 114 268	1 516 979	2 008 454
Companies Income Tax	658 503	1 268 977	1 215 057	1 340 329	1 604 699	1 275 370	1 747 992
Education Tax	89 178	206 040	154 957	203 285	221 058	259 563	189 535
Income tax on gas exploration companies	0	115 569	34 839	75 988	21 930	134 063	140 095
National Information Technology Development Fund	5 886	12 249	10 134	11 853	15 181	18 051	19 307
1220 On capital gains	1 037	16 802	3 180	12 595	5 977	3 519	17 498
Capital Gains Tax	1 037	16 802	3 180	12 595	5 977	3 519	17 498
1300 Unallocable between 1100 and 1200	0	0	0	0	0	0	0
2000 Social security contributions	305 163	569 879	714 218	687 080	931 600	982 909	966 200
2100 Employees	172 418	269 328	332 914	324 012	430 691	452 199	443 524
2110 On a payroll basis	172 418	269 328	332 914	324 012	430 691	452 199	443 524
National Pension Commission (employee-side)	132 745	226 596	291 111	270 022	378 511	403 606	391 404
National Health Insurance Scheme	39 673	42 732	41 803	53 990	52 180	48 593	52 120
2120 On an income tax basis	0	0	0	0	0	0	0
2200 Employers	132 745	300 551	381 304	363 068	500 909	530 710	522 676
2210 On a payroll basis	132 745	300 551	381 304	363 068	500 909	530 710	522 676
National Pension Commission (employer-side)	132 745	283 244	363 889	337 528	473 139	504 507	489 256
Nigerian Social Insurance Trust Fund	0	17 307	17 415	25 540	27 770	26 203	33 420
2220 On an income tax basis	0	0	0	0	0	0	0
2300 Self-employed or non-employed	0	0	0	0	0	0	0
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	0	0	0	0	0	0	0
2410 On a payroll basis
2420 On an income tax basis
3000 Taxes on payroll and workforce	22 730	22 310	30 350	32 060	35 120	34 880	40 230
Industrial Training Fund Contributions	22 730	22 310	30 350	32 060	35 120	34 880	40 230
4000 Taxes on property	111 835
4100 Recurrent taxes on immovable property	0
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth	0
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes	0
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions	111 835
Electronic Money Transfer Levy	111 835
4500 Other non-recurrent taxes on property	0
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property	0
5000 Taxes on goods and services	1 036 386	1 520 489	1 821 381	2 072 094	2 317 754	2 774 503	4 503 583
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	1 029 896	1 501 713	1 799 838	2 047 860	2 287 161	2 746 109	4 458 882
5110 General taxes	564 892	767 334	972 348	1 108 040	1 189 981	1 531 171	2 072 852
5111 Value added taxes	564 892	767 334	972 348	1 108 040	1 189 981	1 531 171	2 072 852
VAT revenues (domestic)	436 610	597 412	770 348	859 018	945 464	1 183 446	1 605 174
VAT revenues (imports)	128 281	169 921	202 001	249 022	244 517	347 725	467 678
5112 Sales tax	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0
5120 Taxes on specific goods and services	465 005	734 380	827 490	939 820	1 097 180	1 214 938	2 386 030

Table 5.25. **Nigeria / Nigéria (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million NGN	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5121 Excises	35 449	39 784	41 600	55 060	91 690	120 854	145 150
Excise tax revenue (tobacco, alcohol and other)	35 449	39 784	41 600	55 060	91 690	120 854	145 150
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	429 555	694 596	785 890	884 760	1 005 490	1 094 084	2 240 880
Import duties	272 248	468 382	533 560	604 990	693 490	746 154	1 049 750
Other customs taxes	157 307	226 214	252 330	279 770	312 000	347 930	1 191 130
5124 Taxes on exports	0	0	0	0	0	0	0
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	0	0	0	0	0	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	6 490	18 775	21 542	24 234	30 593	28 394	44 701
5210 Recurrent taxes	6 490	18 775	21 542	24 234	30 593	28 394	44 701
5211 Paid by households: motor vehicles	6 121	18 412	21 214	23 957	30 270	28 394	44 701
Road Taxes	6 121	18 412	21 214	23 957	30 270	28 394	44 701
5212 Paid by others: motor vehicles	0	0	0	0	0	0	0
5213 Paid in respect of other goods	368	364	328	277	323	0	0
Pre-operational Levy	368	364	328	277	323	..	..
5220 Non-recurrent taxes	0	0	0	0	0	0	0
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	113 700	185 133	320 811	447 292	465 152	509 051	699 837
6100 Paid solely by business	0	0	0	0	0	0	0
6200 Other	113 700	185 133	320 811	447 292	465 152	509 051	699 837
Other tax revenue from states	107 106	178 048	311 873	431 493	446 960	388 894	665 897
Stamp duties	6 593	7 085	8 938	15 798	18 192	120 157	33 940

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

The data are on a cash basis.

Some personal income taxes, capital gains taxes, road taxes, and other taxes are collected at the state level.

Statistics on state level revenues were not available in disaggregated form for 2017 and 2018. For these years, revenues for the categories State PAYE ("Pay as You Earn") Tax, Personal Income Tax (State), Other tax revenue from states were estimations.

For the first time, this edition reports revenues collected by Local Government Areas (LGAs). These revenues are reported under "Non-tax revenue: Miscellaneous and unidentified revenue" although they include some tax revenues.

Heading 1110: State level income taxes on individuals on paid employment are collected on a PAYE ("Pay as you earn") basis, while those who are self-employed or receive business income on a non-salary basis are charged under direct assessment. These are reported separately in this table, but the tax basis is the same for both cases. In previous editions the contributions to the National Housing Fund were reported as payroll taxes under Heading 3000.

Heading 1210: The Petroleum Profits Tax includes all tax revenue payments by oil exploration companies irrespective of the type of exploration arrangement (production sharing, joint ventures, etc.) despite the fact that different types of arrangements could give rise to different tax rates. This heading does not include the government's share of company revenue arising from the revenue-sharing component of the exploration arrangements. These latter funds are reported as oil revenues in the non-tax revenue table.

Heading 1220: Capital gains tax for resident companies and non-residents is collected at the federal level while capital gains tax for individuals is collected at the state level.

Heading 2000: The Pension Reform Act was passed in 2004 and mandated both employees and employers to contribute 7.5% each to the pension retirement savings account. However, in 2014 there was an amendment after which the employee was mandated to contribute 8% while the employer contributed a minimum of 10% thereby bringing the total contribution to at least 18%. For the years up to and including 2014, therefore, 50% of social security contributions are reported under heading 2110 and the other half under heading 2210. Starting in 2015, 4/9 of total pension contributions are reported under heading 2110 and 5/9 of total pension contributions are reported under heading 2210.

Heading 3000: For the first time in this edition, this heading includes a 1% payroll tax used to fund the Industrial Training Fund. In previous editions, this heading included contributions to the National Housing Fund, which are now classified as personal income taxes.

Heading 5211: Road Taxes, or taxes charged on the issuance of motor vehicle licenses, are collected at the state level.

Heading 5213: This heading contains taxes collected under the Pre-operational Levy. This is a tax charged each year to companies that, more than 18 months after being registered, still have not commenced operations.

Heading 6000: Other state taxes include stamp duties, capital gains taxes, business premise registration, Land Use Charge, market taxes, and levies that are collected by state governments.

Source: Federal Inland Revenue Service.

StatLink  <https://stat.link/qdsy08>

Table 5.26. **Rwanda**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million RWF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	..	68 909	174 606	440 724	997 232	1 248 017	1 401 503	1 611 730	1 642 978	1 860 162
1000 Taxes on income, profits and capital gains	..	17 943	49 911	159 567	379 676	488 184	565 235	640 854	678 516	792 701
1100 Of individuals	..	6 621	24 587	102 037	224 553	278 076	312 070	354 545	363 018	406 257
1110 On income and profits	..	6 621	24 587	102 037	224 553	278 076	312 070	354 545	363 018	406 257
Pay As You Earn	216 750	267 311	300 751	343 064	351 474	394 931
Rental income tax	7 803	10 765	11 319	11 481	11 544	11 327
1120 On capital gains	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1200 Corporate	..	11 322	25 324	57 530	155 123	210 108	253 165	286 309	315 499	386 444
1210 On profits	..	11 322	25 324	57 530	155 123	210 108	253 165	286 309	315 499	386 444
Corporation income tax	..	3 603	11 606	26 459	49 571	70 053	94 656	95 881	118 183	136 928
Withholding tax	..	59	605	10 764	58 422	84 786	71 474	96 990	137 450	185 074
Personal income tax	..	868	2 210	7 316	7 358	10 012	10 991	10 291	10 042	10 361
Other taxes on profits	..	6 792	10 903	12 991	39 772	45 257	76 044	83 147	49 824	54 081
1220 On capital gains	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Unallocable between 1100 and 1200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2000 Social security contributions	..	3 423	11 988	28 235	59 687	74 897	83 344	94 371	102 178	106 821
2100 Employees	..	1 283	4 493	10 586	22 379	28 082	31 249	35 384	38 311	40 052
2110 On a payroll basis	..	1 283	4 493	10 586	22 379	28 082	31 249	35 384	38 311	40 052
2120 On an income tax basis	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2200 Employers	..	2 138	7 488	17 644	37 299	46 803	52 082	58 973	63 851	66 753
2210 On a payroll basis	..	2 138	7 488	17 644	37 299	46 803	52 082	58 973	63 851	66 753
2220 On an income tax basis	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2300 Self-employed or non-employed	..	3	6	4	9	11	13	14	16	16
2310 On a payroll basis	..	3	6	4	9	11	13	14	16	16
2320 On an income tax basis	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2410 On a payroll basis
2420 On an income tax basis
3000 Taxes on payroll and workforce	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property	..	130	43	97	632	1 156	1 293	2 142	14 957	14 941
4100 Recurrent taxes on immovable property	..	130	42	96	632	1 156	1 293	2 142	14 957	14 941
4110 Households	..	130	42	96	632	1 156	1 293	2 142	14 957	14 941
4120 Others	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4200 Recurrent taxes on net wealth	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4500 Other non-recurrent taxes on property	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property	..	0	1	0	0	0	0	0	0	0
5000 Taxes on goods and services	..	47 413	112 664	252 826	557 238	683 780	751 631	874 363	847 327	945 698
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	..	46 777	111 848	250 214	549 277	676 883	744 296	867 102	840 735	936 207
5110 General taxes	..	13 777	57 747	131 665	305 544	386 484	422 903	507 719	486 043	555 282
5111 Value added taxes	..	13 777	57 747	131 665	305 544	386 484	422 903	507 719	486 043	555 282
VAT revenues (gross)	64 163	146 295	339 493	429 748	476 671	576 953	552 322	631 003
VAT Refunds	-6 416	-14 629	-33 949	-43 264	-53 768	-69 234	-66 279	-75 720
5112 Sales tax	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5120 Taxes on specific goods and services	..	32 999	54 101	118 548	243 733	290 399	321 393	359 383	354 692	380 924
5121 Excises	..	18 849	22 614	75 236	138 261	148 561	169 237	183 714	187 024	218 015
Excise tax on beers	..	7 146	9 371	22 548	45 950	47 862	54 801	61 170	64 892	78 007
Excise tax on petroleum	..	7 857	6 515	30 941	47 043	50 013	55 791	59 311	54 865	59 884
Strategic reserves levy	..	0	0	0	4 185	10 355	10 502	11 386	10 531	12 107
Other excises taxes	..	3 846	6 728	21 746	41 084	40 331	48 143	51 848	56 736	68 016
5122 Profits of fiscal monopolies	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.26. **Rwanda** (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million RWF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5123 Customs and import duties	..	14 151	31 488	43 313	105 472	141 838	152 155	175 669	167 667	162 910
Import duties	..	9 260	22 071	26 215	69 731	80 738	83 601	100 742	99 674	100 371
Rwanda road maintenance fund	..	2 531	3 644	14 843	29 620	45 768	48 805	53 109	48 166	39 597
Infrastructure development levy	..	0	0	0	3 837	11 164	12 228	14 039	13 254	15 241
African Union Levy	..	0	0	0	0	721	1 579	1 835	1 676	1 923
Other customs and import duties	..	2 360	5 773	2 254	2 284	3 448	5 942	5 943	4 896	5 777
5124 Taxes on exports	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5125 Taxes on investment goods	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	..	636	816	2 612	7 961	6 897	7 335	7 261	6 592	9 491
5210 Recurrent taxes	..	636	816	2 612	7 961	6 897	7 335	7 261	6 592	9 491
5211 Paid by households: motor vehicles	..	636	816	2 612	3 252	2 691	2 269	3 473	3 563	3 798
5212 Paid by others: motor vehicles	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5213 Paid in respect of other goods	..	0	0	0	4 709	4 206	5 066	3 788	3 029	5 693
5220 Non-recurrent taxes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5300 Unallocable between 5100 and 5200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6100 Paid solely by business
6200 Other

.. Not available

Note: Year ending 31st December. From 2008, the figures for social security contributions are on a fiscal year basis beginning 1st July. For example, data for 2021 represent July 2020 to June 2021.

The data are on a cash basis.

Figures exclude tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Figures include fines related to tax revenues as it is not possible to split these out from tax revenues. These revenues are classified as non-tax revenues as set out in the OECD classification of taxes in the *Interpretative Guide*. Rwanda considers these revenues as tax revenues.

Heading 2000: Rwanda does not include social security contributions in their tax revenue data as the Rwandan authorities do not consider them as taxes.

Source: Rwanda Revenue Authority.

StatLink  <https://stat.link/6w9hgi>

Table 5.27. **Senegal / Sénégal**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	..	559 295	887 248	1 267 799	1 723 131	2 039 629	2 219 816	2 562 491	2 617 414	2 864 429
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	..	123 771	204 800	328 200	435 600	543 571	603 331	710 593	717 193	781 189
1100 Des personnes physiques	..	64 021	102 600	192 900	261 000	260 531	313 626	352 187	354 323	433 817
1110 Sur le revenu et les bénéfices	..	63 370	101 100	191 000	257 900	260 531	313 626	352 187	354 323	433 817
1120 Sur les gains en capital	..	651	1 500	1 900	3 100	..	..	..	..	0
1200 Des sociétés	..	49 418	83 900	106 100	147 300	275 500	280 643	349 962	353 879	340 458
1210 Sur les bénéfices	..	49 418	83 900	106 100	147 300	275 500	280 643	349 962	353 879	340 458
1220 Sur les gains en capital
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	..	10 332	18 300	29 200	27 300	7 540	9 062	8 444	8 991	6 914
2000 Cotisations de sécurité sociale	..	22 215	36 568	72 999	116 260	142 070	150 000	159 423	159 423	149 066
2100 A la charge des salariés
2110 Sur la base du salaire
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2200 A la charge des employeurs
2210 Sur la base du salaire
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	..	22 215	36 568	72 999	116 260	142 070	150 000	159 423	159 423	149 066
Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES)	..	22 215	36 568	72 999	93 400	115 670	..	..	..	149 000
Caisse de Sécurité Sociale (CSS)	..	0	0	0	22 860	26 400	..	..	..	..
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	..	6 668	9 440	10 800	20 200	13 960	5 283	8 952	7 996	33 063
4000 Impôts sur le patrimoine	..	11 200	23 200	39 100	41 500	52 937	56 174	60 876	62 620	91 854
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	..	0	0	0	0	0	0	0	0	4 835
4110 Ménages
4120 Autres agents
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	..	2 464	5 104	12 445	8 465	3 937	4 174	3 876	6 620	6 020
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
4320 Impôts sur les donations
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	..	8 736	18 096	26 655	33 035	49 000	52 000	57 000	56 000	81 000
Droits de mutation sur vente ou échanges d'immeubles	15 418	15 863	26 000	27 000	31 000	22 000	35 000
Droits d'enregistrement autre que patrimoine	11 237	17 172	23 000	25 000	26 000	34 000	46 000
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net
4520 Autres impôts non périodiques
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	..	386 940	601 700	804 400	1 086 871	1 225 811	1 308 349	1 548 797	1 512 371	1 761 793
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	..	384 590	597 700	799 400	1 078 171	1 214 962	1 297 281	1 535 951	1 499 632	1 749 793
5110 Impôts généraux	..	221 410	354 800	478 000	617 000	699 177	734 853	883 270	805 539	933 834
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	..	221 410	354 800	478 000	617 000	699 177	734 853	883 270	805 539	913 501
5112 Impôts sur les ventes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Autres impôts	..	0	0	0	0	0	0	0	0	20 333
5120 Impôts sur biens et services déterminés	..	163 180	242 900	321 400	461 171	515 784	562 428	652 681	694 093	815 959
5121 Accises	..	61 100	82 700	82 600	88 821	125 998	148 561	107 789	173 475	252 349
Taxe spécifique sur les produits pétroliers	62 600	63 900	61 520	83 600	91 039	69 286	97 300	91 995
Taxes sur les tabacs	8 483	9 647	14 565	13 660	16 403	19 672	20 250	20 686
Taxes sur les corps gras	4 148	978	1 964	4 330	6 413	4 034	13 953	11 481
Taxes sur les alcools	3 535	5 297	5 516	6 609	7 854	6 056	7 630	8 494
Taxe sur la cola	278	273	19	4	19	-6	23	92
Taxe sur les thés	121	154	153	118	70	269	123	107
Taxe sur le café	140	175	428	335	442	673	348	413
Taxe sur les produits comestiques	0	0	1 465	1 795	2 544	1 725	2 618	3 178
Taxe spéciale sur le ciment	0	0	0	10 700	14 087	0	15 369	14 904
Accises non classées ailleurs	3 395	2 176	3 189	4 848	9 690	6 082	15 862	101 000

Table 5.27. **Senegal / Sénégal (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	..	90 340	138 900	181 600	227 600	263 495	290 339	365 538	337 908	392 610
5124 Taxes à l'exportation	..	0	0	0	0	2 891	0	0	0	0
5125 Impôts sur biens d'équipement	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	..	11 740	21 300	45 000	71 200	95 500	105 378	78 000	100 538	91 000
Taxe sur les activités financières (TAF)	..	9 340	17 600	30 600	47 700	55 400	62 534	55 300	71 462	65 000
Redevance d'utilisation des télécommunications	..	0	0	10 000	19 500	19 600	22 289	22 700	21 214	20 000
Taxe sur les contrats d'assurances	..	2 400	3 700	4 400	4 000	6 300	6 905	0	7 862	6 000
Contribution au développement économique (CODEC)	..	0	0	0	0	14 200	13 649	0	0	0
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	..	0	0	12 200	73 551	27 900	18 150	101 354	82 171	80 000
Fonds de sécurisation des importations de produits pétroliers	12 200	69 451	26 400	17 266	96 854	81 826	80 000
Contribution spéciale des produits des mines et carrières	0	4 100	1 500	884	4 500	345	0
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	..	2 350	4 000	5 000	8 700	10 849	11 068	12 846	12 738	12 000
5210 Impôts périodiques	..	2 350	4 000	5 000	8 700	10 849	11 068	12 846	12 738	12 000
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur
5213 Autres impôts périodiques
5220 Impôts non périodiques	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	..	8 500	11 540	12 300	22 700	61 280	96 678	73 851	157 811	47 464
6100 A la charge exclusive des entreprises
6200 A la charge d'autres agents

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les chiffres ne comprennent pas les taxes parafiscales car elles ne sont pas disponibles.

La rubrique 2000 comprend les cotisations de sécurité sociale de l'Institution de prévoyance retraite du Sénégal (IPRES) à partir de 2006 et les cotisations de sécurité sociale de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS) à partir de 2012. Les cotisations de sécurité sociale au Sénégal antérieures à 2006 sont estimées.

La rubrique 5126 comprend la redevance sur l'accès ou l'utilisation du réseau des télécommunications publiques (RUTEL) classifiée comme accise au Sénégal.

Les recettes fiscales incluent les amendes et pénalités sur impôts et taxes, cependant ces recettes sont considérées comme des recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexes A et B). Il n'a pas été possible pour cette édition de séparer le versement des amendes et pénalités des recettes correspondant aux impôts auxquels ces amendes et pénalités se rattachent. La classification nationale du Sénégal les compte comme des recettes fiscales.

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan.


StatLink  <https://stat.link/4uxv8d>

Table 5.28. Seychelles
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million SCR	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	3 595	5 474	6 726	7 477	7 617	6 772	6 873
1000 Taxes on income, profits and capital gains	1 062	1 706	2 268	2 342	2 372	2 227	2 486
1100 Of individuals	254	948	901	965	975	1 023	1 030
1110 On income and profits	254	948	901	965	975	1 023	1 030
1120 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0
1200 Corporate	808	759	1 367	1 376	1 397	1 204	1 456
1210 On profits	808	759	1 367	1 376	1 397	1 204	1 456
Companies	703	563	1 112	1 155	1 160	1 016	1 201
Sole traders	14	43	47	37	38	36	74
Partnerships	9	11	14	16	18	17	21
Withholding tax	58	88	127	96	104	103	122
Residential dwellings	0	43	54	59	65	22	20
Others	0	0	0	0	0	0	0
Goods and services tax on rental income	24	0	0	0	0	0	0
Presumptive taxes	0	10	13	13	12	11	17
1220 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0
1300 Unallocable between 1100 and 1200	0	0	0	0	0	0	0
2000 Social security contributions	329	215	255	540	398	436	440
2100 Employees	21	93	140	185	199	213	214
2110 On a payroll basis	21	93	140	185	199	213	214
SPF - Mandatory employee contributions	21	93	140	185	199	213	214
2120 On an income tax basis	0	0	0	0	0	0	0
2200 Employers	21	102	115	148	196	212	214
2210 On a payroll basis	21	102	115	148	196	212	214
SPF - Mandatory employer contributions	21	102	115	148	196	212	214
2220 On an income tax basis	0	0	0	0	0	0	0
2300 Self-employed or non-employed	0	0	0	0	0	0	0
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	287	20	0	208	3	10	11
2410 On a payroll basis	0	0	0	0	0	0	0
2420 On an income tax basis	287	20	0	208	3	10	11
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property	126	140	99	126	168	124	103
4100 Recurrent taxes on immovable property	0	0	0	0	0	0	0
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth	0	0	0	0	0	0	0
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes	0	0	0	0	0	0	0
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions	126	140	99	126	168	124	103
4500 Other non-recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0
5000 Taxes on goods and services	2 079	3 412	4 104	4 470	4 679	3 986	3 845
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	1 958	3 215	3 896	4 267	4 468	3 782	3 829
5110 General taxes	468	1 883	2 245	2 602	2 697	2 214	2 372
5111 Value added taxes	0	1 799	2 133	2 493	2 586	2 111	2 308
VAT - Domestic	990	1 294	1 550	1 587	1 203	1 430
VAT - Imported goods	833	910	968	1 003	910	893
VAT - Exemptions	-24	-71	-25	-4	-2	-15
5112 Sales tax	468	4	17	3	3	2	2
Goods and services tax on locally manufactured goods (Alcohol)	27	0	0	0	0	0	0
Goods and services tax on locally manufactured goods (tobacco)	12	0	0	0	0	0	0
Goods and services tax on locally manufactured goods (other)	42	0	0	0	0	0	0
Goods and services tax - Fuel/petroleum products	10	0	0	0	0	0	0
Goods and services tax - Imported goods	377	0	0	0	0	0	0
Goods and services tax - Arrears	0	4	17	3	3	2	2

Table 5.28. Seychelles (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million SCR	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5113 Other	0	79	95	106	109	102	61
Corporate Social Responsibility Tax (CSR)	79	95	106	109	102	61
5120 Taxes on specific goods and services	1 490	1 333	1 651	1 666	1 770	1 568	1 457
5121 Excises	570	961	1 308	1 281	1 385	1 268	1 208
Alcohol (beverages spirits and vinegar)	180	278	363	382	419	372	357
Petroleum (mineral products)	242	493	655	609	628	552	576
Motor Vehicles (vehicles, aircraft, vessels)	47	44	135	123	148	98	33
Tobacco	102	146	155	166	164	202	200
Sugar tax on beverages	0	0	0	0	25	44	42
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	355	326	283	315	313	238	189
Alcohol (beverages spirits and vinegar)	29	97	128	128	110	79	69
Petroleum (mineral products)	151	0	0	0	0	0	0
Textiles and textile articles	11	26	20	15	7	7	7
Motor Vehicles (vehicles, aircraft, vessels)	63	57	0	1	0	0	0
Tobacco (tobacco and manufactured tobacco)	2	2	2	2	2	3	2
Prepared Food (prepared foodstuffs)	19	19	11	11	13	14	12
Documentary Charges	2	2	2	2	3	3	3
Livestock Trust Fund	0	0	0	0	22	5	6
Other customs duties	79	128	130	160	160	129	95
Custom duties exemptions	-3	-5	-10	-4	-4	-1	-5
5124 Taxes on exports	0	0	0	0	0	0	0
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	565	45	60	70	71	62	60
Gaming Tax (casino)	6	0	0	0	0	0	0
Tourism Marketing Tax (TMT)	0	45	60	70	71	62	60
Goods and services tax - Professional services	27	0	0	0	0	0	0
Goods and services tax - Tourism	411	0	0	0	0	0	0
Goods and services tax - Telecom and utilities	97	0	0	0	0	0	0
Goods and services tax - Insurance	22	0	0	0	0	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	121	197	208	202	211	204	16
5210 Recurrent taxes	121	197	208	202	211	204	16
5211 Paid by households: motor vehicles	42	95	118	117	129	125	15
Road tax and other licences	42	88	110	108	120	117	7
Vehicle testing	0	7	8	8	9	9	9
5212 Paid by others: motor vehicles	0	0	0	0	0	0	0
5213 Paid in respect of other goods	79	102	90	85	82	78	1
Trade/industry licences	8	8	11	10	10	10	1
Licences and other licence registration	5	3	6	4	6	3	0
Telecommunications and radio broadcasting licences	62	88	72	71	66	65	0
Casino and hotel licences	3	3	1	1	0	0	0
Liquor and toddy licences	0	0	0	0	0	0	0
5220 Non-recurrent taxes	0	0	0	0	0	0	0
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0
6100 Paid solely by business
6200 Other

Table 5.28. Seychelles (cont.)
 Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

The data are on a cash basis.

Heading 1210: The Goods and Services Tax in Seychelles was also applied to income from residential rents, which according to Revenue Statistics in Africa definitions are properly classified as business taxes. These revenues are reported under the Goods and Services Tax heading in budget documents for the Seychelles.

Heading 2000: This heading includes revenues collected by the Seychelles Pensions Fund (SPF), which includes mandatory contributions classified by the OECD as social security contributions (reported under Headings 2110 and 2210). Seychelles collected a social security tax based on income (reported under Heading 2420) which was phased out in 2010, but with a significant collection of arrears in 2018. SPF revenues are not reported as government revenues in Seychelles government documents.

Heading 5112: The Goods and Services Tax in Seychelles existed until it was replaced by a VAT in 2013. This tax imposed a 15% tax rate on sales of products and services in a long list of items enumerated in the Goods and Services Tax Act. Arrears on the Goods and Services Tax includes arrears on goods and services taxes, professional services, tourism, telecom and utilities and insurance, which are reported under Heading 5126.

Heading 5123: "Other customs duties" includes the Levy on Pet Bottles, the Levy on Poultry, the Levy on Cans, and the Levy on Glass Bottles. Collections of revenues for the Livestock Trust Fund began in 2019.

Figures exclude tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Source: Seychelles Revenue Commission; Seychelles Ministry of Finance, Economic Planning and Trade; Financial Services Authority Seychelles Annual Reports; and Seychelles Pension Fund Annual Reports.

StatLink  <https://stat.link/ei7fjy>

Table 5.29. Sierra Leone
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million SLL	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	374 357	929 506	2 135 262	2 953 447	3 545 043	4 326 905	4 376 983	5 193 373
1000 Taxes on income, profits and capital gains	110 154	291 747	895 337	1 183 087	1 595 947	1 866 079	1 992 218	2 435 025
1100 Of individuals	48 458	155 237	650 329	960 890	1 157 616	1 327 986	1 407 927	1 669 755
1110 On income and profits	48 458	155 237	650 329	960 890	1 157 616	1 327 986	1 407 927	1 669 755
Personal Income Tax	48 458	155 237	650 329	960 890	1 157 616	1 327 986	1 407 927	1 669 755
1120 On capital gains	0	0	0	0	0	0	0	0
1200 Corporate	61 696	136 510	245 008	222 197	438 331	538 093	584 291	765 270
1210 On profits	61 696	136 510	245 008	222 197	438 331	538 093	584 291	765 270
Corporate Tax	61 696	136 510	245 008	222 197	438 331	538 093	584 291	765 270
1220 On capital gains of corporates	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Unallocable between 1100 and 1200	0	0	0	0	0	0	0	0
2000 Social security contributions
2100 Employees
2110 On a payroll basis
2120 On an income tax basis
2200 Employers
2210 On a payroll basis
2220 On an income tax basis
2300 Self-employed or non-employed
2310 On a payroll basis
2320 On an income tax basis
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300
2410 On a payroll basis
2420 On an income tax basis
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property
4100 Recurrent taxes on immovable property
4110 Households
4120 Others
4200 Recurrent taxes on net wealth
4210 Individual
4220 Corporate
4300 Estate, inheritance and gift taxes
4310 Estate and inheritance taxes
4320 Gift taxes
4400 Taxes on financial and capital transactions
4500 Other non-recurrent taxes on property
4510 On net wealth
4520 Other non-recurrent taxes
4600 Other recurrent taxes on property
5000 Taxes on goods and services	264 203	637 759	1 239 925	1 770 360	1 949 096	2 460 826	2 384 765	2 758 348
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	264 203	637 759	1 239 925	1 770 360	1 949 096	2 460 826	2 384 765	2 758 348
5110 General taxes on goods and services	0	246 362	593 048	714 186	886 383	1 030 686	1 046 227	1 257 858
5111 Value added taxes	0	246 362	593 048	714 186	886 383	1 030 686	1 046 227	1 257 858
Domestic GST	109 657	238 837	302 265	335 803	444 961	467 459	580 673
GST on imports	136 705	354 211	411 921	550 580	585 725	578 768	677 185
5112 Sales tax	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0
5120 Taxes on specific goods and services	264 203	391 397	646 877	1 056 174	1 062 713	1 430 140	1 338 538	1 500 490
5121 Excises	73 925	190 307	311 155	564 937	412 226	709 116	694 405	693 127
Excise on petroleum	42 347	123 439	193 084	407 005	347 155	567 476	520 115	404 573
Other excises	7 643	9 568	23 361	17 035	10 877	35 354	56 409	76 715
Road user charges (RUC)	23 935	57 300	94 710	140 897	54 194	106 286	117 881	211 839
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	185 990	189 811	329 368	485 727	650 487	711 075	644 133	807 363
Import duties	172 283	189 811	329 368	485 727	650 487	711 075	644 133	807 363
Other customs duties	13 707	0	0	0	0	0	0	0
5124 Taxes on exports	0	0	0	0	0	0	0	0
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	4 288	11 279	6 354	5 510	0	9 949	0	0
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.29. **Sierra Leone (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million SLL	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5210 Recurrent taxes
5211 Paid by households: motor vehicles
5212 Paid by others: motor vehicles
5213 Paid in respect of other goods
5220 Non-recurrent taxes
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0
6100 Paid solely by business
6200 Other

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

The data are on a cash basis.

Figures exclude tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Heading 5121: The road user charges (RUC) are funded through fuel levies, vehicle licences and vehicle registrations fees, however it is not possible to distinguish between these revenues. As fuel levies represent around 65% of these revenues, the totality of the RUC revenues is classified under this heading.

Heading 5126: This heading includes the foreign travel tax on air tickets until mid-2018. Its collection now forms part of the Treasury Single Account collection classified in non-tax revenues under heading "Sales of goods and services".

Source: Sierra Leone National Revenue Authority.

StatLink  <https://stat.link/gpa3yi>

Table 5.30. South Africa / Afrique du Sud
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million ZAR	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	121 920	211 561	418 823	706 530	1 167 532	1 321 839	1 419 086	1 479 373	1 398 135	1 672 774
1000 Taxes on income, profits and capital gains	65 565	119 979	220 197	368 118	604 881	695 903	732 459	764 053	710 904	880 709
1100 Of individuals	49 520	87 105	122 279	219 886	389 883	449 097	485 458	519 034	493 137	537 404
1110 On income and profits	49 520	87 105	122 279	219 886	389 883	449 097	485 458	519 034	493 137	537 404
Employees tax	..	..	..	213 113	379 535	435 469	471 062	509 023	490 000	538 832
Employment Tax Incentive (ETI) refunds	..	..	..	0	-3 349	-4 672	-4 275	-4 590	-7 081	-6 799
PIT Provisional tax	..	..	..	15 719	24 200	29 427	33 426	32 138	29 149	28 291
PIT Assessment payments	..	..	..	7 425	9 970	15 011	16 230	13 158	12 831	13 810
PIT Refunds	..	..	..	-16 372	-20 474	-26 139	-30 986	-30 695	-31 762	-36 730
1120 On capital gains	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1200 Corporate	14 427	23 987	82 628	132 275	191 348	214 316	215 939	215 346	194 433	309 017
1210 On profits	14 427	23 987	82 628	132 275	191 348	214 316	215 939	215 346	194 433	309 017
CIT Provisional tax	..	..	..	136 615	190 437	214 097	222 178	221 026	201 664	308 812
CIT Assessment payments	..	..	..	9 051	11 119	12 888	13 714	11 953	13 751	17 678
Royalties	..	..	..	161	369	434	676	633	549	680
CIT Refunds	..	..	..	-13 552	-10 577	-13 103	-20 630	-18 266	-21 531	-18 153
1220 On capital gains	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1300 Unallocable between 1100 and 1200	1 618	8 887	15 290	15 957	23 649	32 489	31 062	29 673	23 334	34 288
Withholding tax on dividends	..	..	..	15 871	23 647	31 899	30 359	29 098	22 831	33 815
Withholding tax on interest	..	..	..	0	0	589	703	574	504	473
Tax on retirement funds	..	..	..	63	0	0	0	0	0	0
Small Business Tax Amnesty	..	..	..	23	2	1	0	0	0	0
Other unallocable income taxes	..	..	..	0	0	0	0	0	0	0
2000 Social security contributions	0	0	6 477	11 117	17 139	18 652	19 026	19 796	18 918	20 693
2100 Employees	..	..	3 254	5 740	8 725	9 483	9 566	9 954	9 508	10 347
2110 On a payroll basis	..	..	31	363	311	314	106	112	99	..
2120 On an income tax basis	..	..	3 223	5 377	8 414	9 169	9 460	9 842	9 410	10 347
2200 Employers	..	..	3 223	5 377	8 414	9 169	9 460	9 842	9 410	10 347
2210 On a payroll basis	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
2220 On an income tax basis	..	..	3 223	5 377	8 414	9 169	9 460	9 842	9 410	10 347
2300 Self-employed or non-employed	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
2310 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2320 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
2410 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2420 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3000 Taxes on payroll and workforce	0	870	4 839	8 240	15 111	15 891	17 265	18 062	12 557	18 842
4000 Taxes on property	2 131	3 829	23 530	40 108	59 110	80 044	83 554	92 320	94 415	107 222
4100 Recurrent taxes on immovable property	0	0	12 906	31 041	44 618	64 262	67 373	76 104	79 394	86 254
4110 Households	..	..	12 258	30 533	44 169	63 806	66 824	70 103	73 390	80 025
4120 Others	..	..	648	508	449	456	549	6 001	6 004	6 229
4200 Recurrent taxes on net wealth	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Individual	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4220 Corporate	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4300 Estate, inheritance and gift taxes	222	436	626	855	2 065	2 667	2 740	2 780	2 953	3 514
4310 Estate and inheritance taxes	164	417	598	794	1 918	2 303	1 894	2 174	2 359	2 942
4320 Gift taxes	57	19	28	61	147	364	846	605	594	573
4400 Taxes on financial and capital transactions	397	1 094	1 718	2 912	5 069	5 248	5 967	6 235	5 260	7 244
4500 Other non-recurrent taxes on property	1 512	2 299	8 280	5 300	7 358	7 868	7 474	7 201	6 808	10 210
4510 On net wealth	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4520 Other non-recurrent taxes	1 512	2 299	8 280	5 300	7 358	7 868	7 474	7 201	6 808	10 210
4600 Other recurrent taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Taxes on goods and services	52 938	84 462	162 918	278 924	471 292	511 366	566 791	585 132	561 340	645 309
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	52 938	84 462	159 589	273 602	463 434	500 917	555 592	573 556	548 293	631 067
5110 General taxes	31 729	52 054	109 274	170 548	277 551	293 900	324 717	329 415	333 372	374 693
5111 Value added taxes	31 729	52 054	109 274	170 552	277 530	293 864	324 696	329 397	333 375	374 684
Domestic VAT	18 954	52 547	126 492	202 483	303 210	333 647	368 766	392 919	390 367	436 980
VAT on Imports	12 775	25 148	42 615	78 697	148 467	150 841	169 033	181 777	161 679	192 374
VAT Refunds	0	-25 641	-59 833	-110 627	-174 147	-190 624	-213 103	-245 298	-218 672	-254 670
5112 Sales tax	0	0	0	-5	21	36	20	18	-3	9
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5120 Taxes on specific goods and services	21 209	32 408	50 315	103 054	185 884	207 017	230 875	244 142	214 920	256 374

Table 5.30. **South Africa / Afrique du Sud (cont.)**

Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million ZAR	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5121 Excises	15 225	24 341	35 490	76 239	137 870	155 062	172 198	183 860	165 665	198 142
Specific excise tax - Domestic	..	..	..	22 448	34 918	36 731	41 568	47 811	36 500	48 448
Ad valorem excise - Domestic	..	..	..	1 569	3 295	3 652	4 163	4 274	3 035	4 772
Fuel levy	..	..	..	32 758	56 694	68 608	74 376	78 361	76 204	86 787
Plastic bags	..	..	..	177	213	238	287	328	493	639
Electricity levy	..	..	..	5 065	8 481	8 495	8 448	8 315	7 833	7 932
Incandescent light bulb levy	..	..	..	180	63	62	46	34	26	25
CO ₂ tax - motor vehicle emissions	..	..	..	205	1 429	1 347	1 376	1 355	1 248	2 037
RAF	..	..	..	13 837	32 778	35 336	41 189	42 658	39 756	46 775
Tyre Levy	..	..	..	0	0	593	744	724	568	727
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	5 129	7 714	13 294	25 196	43 965	47 367	53 936	55 752	47 064	54 049
Import duties	..	..	..	..	32 130	32 742	37 649	37 595	32 890	36 836
Ad valorem import duty	..	..	..	..	8 495	5 668	10 091	10 580	8 252	9 583
Excise on imports	..	..	..	..	3 340	8 954	6 191	7 575	5 919	7 630
International Oil Pollution Levy	..	..	..	..	0	3	5	3	3	0
5124 Taxes on exports	0	0	0	61	121	103	62	94	70	289
Diamond export duties	..	..	..	61	121	103	62	94	70	108
Export tax on scrap metal	..	..	..	0	0	0	0	0	0	181
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	0	0	1 320	2 252	3 224	3 775	3 943	3 632	1 948	2 529
5127 Other taxes on international trade and transactions	855	353	211	-695	703	709	736	804	173	1 364
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	0	0	3 328	5 322	7 858	10 450	11 199	11 576	13 047	14 242
5210 Recurrent taxes	..	..	3 328	5 322	7 858	10 450	11 199	11 576	13 047	14 242
5211 Paid by households: motor vehicles	..	..	2 644	4 046	6 234	8 120	8 706	9 056	9 691	10 007
5212 Paid by others: motor vehicles	..	..	661	1 012	1 558	2 030	2 176	2 264	2 423	2 502
5213 Paid in respect of other goods	..	..	23	264	66	299	317	256	933	1 733
Universal Service Fund	..	..	0	233	6	196	222	193	244	258
Carbon Tax	..	..	0	0	0	0	0	0	626	1 408
Provincial liquor licences	..	..	23	31	60	103	95	63	63	67
5220 Non-recurrent taxes	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	1 286	2 420	863	23	-1	-17	-11	10	1	-1
6100 Paid solely by business	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6200 Other	1 286	2 420	863	23	-1	-17	-11	10	1	-1
Stamp duties and fees	..	..	..	9	0	0	0	0	1	0
Unallocated tax revenues	..	..	..	14	-1	-17	-11	10	0	-1
Memo items: SACU expenditure	..	..	14 145	17 905	51 022	46 542	56 921	60 265	25 295	67 760

Table 5.30. **South Africa / Afrique du Sud (cont.)**

Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

.. Not available

Note: Year ending 31st December with the exception of social security contributions and taxes at provincial and local levels which are reported on a fiscal year basis beginning 1st April, meaning that the data for 2021 represent April 2021 to March 2022.

Tax revenues on national and provincial government level in South Africa are on a cash basis, while local authorities and public entities are on an accrual basis. Data on local government revenues were not available for the years 2019/20, 2020/21, and 2021/22.

Data prior to 1995/96 were restated retrospectively to aggregate the revenues from TBVC States and Self-Governing Territories.

With the adoption of the interim Constitution in 1994, these were abolished.

-TBVC States: Transkei, Bophuthatswana, Venda and Ciskei.

-Self-Governing Territories: Gazankulu, Kangwane, Kwandebele, Kwazulu, Lebowa and Qwaqwa.

Tax revenues at the local and provincial levels are only available from 2003 (representing fiscal year 2003/04). Local tax revenues are not reported for the years 2019 onwards.

Headings 1110 and 1120: The figures include Capital Gains Tax (CGT). CGT cannot be listed separately under 1120 and 1220 because the data that South African Revenue Service (SARS) collated for CGT are for liability raised and not actual CGT collections received. The figures exclude interest and fines from 1994 onwards.

Heading 2000: The social security contributions in South Africa include contributions to the Unemployment Insurance Fund (UIF). Standard practice in South Africa is to classify UIF under non-tax revenue. The methodology applied in the compilation of the data was to allocate 50% of the total social security contributions (UIF) to each of employees and employers. Revenues collected under the Occupational Diseases in Mines and Works Act are reported under heading 2110, social security contributions by employees on a payroll basis. Figures for these last revenues were not available for 2021.

Heading 4120: The figures refer to penalties and collection charges on property rates.

Headings 4110 and 4120: These are local government revenues for which figures are missing for the year 2019 onwards. Recurrent taxes on immovable property were divided into collections on households (4110) and penalties and collection charges (4120).

Heading 5111: Includes interests and fines.

Heading 5121: following the OECD classification, the Road Accident Fund (RAF) is classified as an excise. The national classification of South Africa classifies this revenue as a social security contribution.

Headings 5121 and 5123: The data for customs duties and excise include revenue on import duties plus specific and ad valorem excise duties that will be paid to Botswana, Eswatini, Lesotho and Namibia (BELN) through the revenue sharing agreement.

Heading 5123: SARS only started separately reporting ordinary custom duties on imported goods, specific excise duties on imported goods and ad valorem duties on imported goods from April 2012. From April 2014 onwards, the Customs Duty amounts for the specific tariff headings under chapter 27 (Mineral Fuels) were treated as fuel levies (5121 Excises). Some estimation was used for the year 2012 due to missing information.

Headings 5127 and 6200: Include negative figures due to refund accounting adjustments.

Heading 5211: An 80:20 ratio was used to split provincial recurrent motor vehicle taxes based on research about South Africa's commercial and private household motor vehicle fleet.

Heading 6200: includes stamp duties and fees plus unallocated tax revenue.

Taxes that were discontinued and introduced (causing breaks in the data) include the following:

a. Ordinary levy discontinued in March 2003 (heading 5127).

b. Demutualisation charge has been included in heading 4400. There were two collections in March 1999 and August 1999.

c. Secondary Tax on Companies (STC) in heading 1300 effective from July 1993 and changed to Dividends Tax (DT) in April 2012.

d. Small business tax amnesty (heading 1300) effective from March 2007.

e. VAT (heading 5111) effective from September 1991 at a rate of 10% and increased to 14% in 1993. Prior to that, sales tax data were restated to VAT.

f. Levy on financial services (heading 4400) effective from January 1992.

g. Skills development levy (heading 3000) effective from May 2000.

h. Excises (5121)

- Plastic bags effective from June 2005.

- Electricity levy effective from August 2009.

- Incandescent light bulbs effective from March 2010.

- CO₂ tax effective from September 2010.

i. Air departure tax (heading 5126) effective from December 2000.

j. Universal services fund (heading 5213 paid in respect of other goods) effective from March 2006.

Source: Data on national government taxation from the South African Revenue Service (SARS); data on social security contributions, and taxes levied at the provincial and local level from the National Treasury of South Africa.

StatLink  <https://stat.link/y7wx6h>

Table 5.31. Togo
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	..	99 994	159 843	250 441	533 556	585 660	576 528	634 515	669 838	792 918
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	..	20 928	37 657	41 200	88 658	100 214	117 078	136 035	132 485	184 113
1100 Des personnes physiques	..	9 440	17 272	18 000	30 791	40 826	44 595	48 979	50 924	70 039
1110 Sur le revenu et les bénéfices	..	9 440	17 272	18 000	30 791	40 826	44 595	48 979	50 920	70 032
Impôt sur le revenu (IR) des transporteurs routiers	..	452	514	393	379	366	368	261	0	0
Retenue sur les revenus des capitaux mobiliers	..	1 185	2 217	6 106	8 365	9 882	11 183	11 687	9 023	21 921
IR des personnes physiques	..	7 804	14 540	11 500	22 046	30 571	33 043	36 890	41 776	48 077
IR des personnes physiques (transferts aux collectivités locales)	1	0	8	0	0	0	0
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) - Gouvernement central	..	0	0	0	0	0	0	56	81	14
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) - collectivités	0	0	0	0	84	39	19
1120 Sur les gains en capital	..	0	0	0	0	0	0	0	4	8
Taxe sur les plus-values de cession (TPV)	0	4	8
1200 Des sociétés	..	11 488	20 385	23 200	57 867	59 388	72 483	87 056	81 560	114 074
1210 Sur les bénéfices	..	11 488	20 385	23 200	57 867	59 388	72 483	87 056	81 560	114 074
Impôt sur les sociétés	..	8 997	16 525	18 280	51 177	52 080	64 851	76 670	74 026	101 112
Prélèvement bénéfices industriels et commerciaux (BIC)	..	2 490	3 860	4 920	6 691	7 309	7 632	10 387	7 534	12 962
1220 Sur les gains en capital	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2000 Cotisations de sécurité sociale
2100 A la charge des salariés
2110 Sur la base du salaire
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2200 A la charge des employeurs
2210 Sur la base du salaire
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	..	1 973	2 463	5 491	4 551	5 018	4 757	2 262	770	505
Taxe complémentaire à l'impôt sur le revenu	..	79	169	1 220	956	1 256	1 042	953	500	344
Taxes/salaires	..	1 894	2 294	4 137	3 284	3 274	3 253	1 119	142	105
Taxe complémentaire à l'impôt sur le revenu (transferts aux collectivités locales)	134	311	488	463	190	128	56
4000 Impôts sur le patrimoine	..	374	599	1 898	4 360	4 256	4 819	5 048	5 462	4 090
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	..	374	599	1 898	4 360	4 256	4 819	5 048	5 190	3 936
Taxe foncière sur les propriétés bâties	..	278	435	655	1 465	1 315	1 410	1 531	1 698	1 014
Droits d'immatriculation des propriétés foncières	..	96	164	335	613	228	334	345	1 238	1 172
Taxe d'enlèvement des ordures (transferts aux collectivités locales)	129	315	331	407	360	84	15
Taxe foncière sur les propriétés bâties (transferts aux collectivités locales)	553	1 404	1 783	2 032	2 078	1 534	984
4110 Ménages	226	563	599	636	735	638	750
Taxe d'habitation (transferts aux collectivités locales)	226	563	599	636	735	638	750
4120 Autres agents	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
4320 Impôts sur les donations
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	..	0	0	0	0	0	0	0	272	154
Droits de conservation de la propriété foncière (DCPF)	272	154
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net
4520 Autres impôts non périodiques

Table 5.31. **Togo (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5000 Impôts sur les biens et services	..	74 771	116 641	196 239	427 424	459 815	439 693	481 493	515 893	591 852
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	..	74 662	116 483	195 813	425 367	457 429	437 006	474 721	505 853	584 397
5110 Impôts généraux	..	36 941	64 120	115 056	250 410	269 266	256 847	282 656	291 843	335 267
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	..	36 073	62 989	110 316	236 011	253 663	237 537	268 602	280 325	325 465
Recettes TVA (douanes)	..	25 101	44 182	69 840	167 228	138 802	142 211	160 514	176 623	202 194
Recettes TVA (intérieure)	..	10 972	18 807	40 476	68 783	114 861	95 325	108 088	103 702	123 271
5112 Impôts sur les ventes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Autres impôts	..	868	1 131	4 740	14 399	15 602	19 311	14 054	11 518	9 802
Taxe professionnelle unique	..	146	155	334	507	485	537	593	340	272
Taxe professionnelle	..	722	976	1 587	6 693	5 831	7 270	5 060	4 184	309
Taxe professionnelle unique (transferts aux collectivités locales)	206	507	539	597	810	719	8 447
Taxe professionnelle (transferts aux collectivités locales)	2 613	6 693	8 747	10 906	7 591	6 276	774
5120 Impôts sur biens et services déterminés	..	37 696	52 336	80 724	174 957	188 164	180 159	192 064	214 010	249 131
5121 Accises	..	12 785	14 803	16 360	35 150	43 471	44 429	38 206	52 400	61 221
Droits d'accises/produits pétroliers	..	11 773	11 852	11 738	17 972	20 337	22 978	20 614	28 910	32 173
Autres droits d'accises	..	1 012	2 950	4 622	8 246	10 955	11 835	16 237	18 323	23 700
Prélèvement pour apurement de la dette du secteur pétrolier (PADSP)	..	0	0	0	8 932	12 179	9 616	1 356	5 167	5 349
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	..	22 559	35 143	61 676	122 750	127 065	117 608	135 991	142 419	166 427
Droits de douane	..	18 519	30 023	52 941	101 730	86 383	90 186	103 536	108 532	125 235
Redevance statistique	..	2 717	3 720	6 763	13 578	32 653	18 447	23 012	24 459	30 188
Timbre douanier	..	94	138	297	424	283	285	290	313	387
Cartes et vignettes	..	186	209	237	369	609	872	919	448	414
Taxe de protection et d'entretien des infrastructures	..	1 039	1 050	1 434	2 958	3 575	3 917	3 942	4 230	4 910
Produits des crédits en douane	..	2	2	2	5	8	8	9	9	12
Prélèvement national de solidarité	..	0	0	0	3 686	3 555	3 893	4 284	4 427	5 281
Remises	..	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Entrepôts fictifs	..	1	2	2	0	0	0	0	0	0
5124 Taxes à l'exportation	..	302	314	1 430	2 728	2 737	2 977	3 104	2 727	4 147
Taxe spéciale de réexportation	..	302	314	1 430	2 260	2 156	2 685	3 104	2 727	4 147
Redevance minière (66.67 %)	..	0	0	0	468	580	292	0	0	0
5125 Impôts sur biens d'équipement	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	..	2 049	2 076	1 258	14 329	14 891	15 146	14 763	16 464	17 336
Taxe sur les produits des jeux de hasard	..	151	206	347	913	1 185	1 184	1 343	1 265	1 465
Taxe/convention d'assurance	..	227	378	815	2 035	2 205	2 158	2 248	2 571	2 850
Taxe sur les activités financières	..	1 671	1 491	0	11 140	11 204	11 508	10 466	12 180	12 452
Taxe sur les produits des jeux de hasard (transferts aux collectivités locales)	94	228	296	296	336	316	366
Taxe sur les spectacles (transferts aux collectivités locales)	2	13	0	0	28	17	3
Taxe à l'émission des billets d'avion (TEBA)	..	0	0	0	0	0	0	342	115	200
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	..	25	28	33	0	0	0	0	0	0
Recettes douanières sur produits cautionnés	..	25	28	33	..	..	..	..	..	..
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	..	108	158	426	2 057	2 386	2 687	6 772	10 040	7 455
5210 Impôts périodiques	..	108	158	426	2 057	2 386	2 687	6 772	10 040	7 455
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	..	0	0	0	0	0	0	223	703	1 899
Taxe sur les véhicules à moteur (TVM)	223	703	1 899
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	..	2	5	0	287	311	312	260	74	23
Taxe sur les véhicules des sociétés	..	2	5	..	287	311	312	260	74	23
5213 Autres impôts périodiques	..	106	154	426	1 770	2 076	2 375	6 290	9 263	5 532
Taxe spécifique sur la fabrication et le commerce des boissons	..	106	154	162	1 145	1 300	1 521	482	8	0
Taxe spécifique sur la fabrication et le commerce des boissons (transferts aux collectivités locales)	264	625	776	855	697	13	0
Patente sur activités économiques non-salariées des personnes physiques - Gouvernement central	..	0	0	0	0	0	0	1 916	7 204	5 068
Patente sur activités économiques non salariées des personnes physiques - Collectivités	..	0	0	0	0	0	0	3 194	2 038	464
5220 Impôts non périodiques	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.31. **Togo (cont.)**
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	..	1 949	2 483	5 612	8 563	16 356	10 180	9 676	15 228	12 357
Droits de timbres	..	1 471	1 668	3 135	3 612	3 338	3 258	3 072	2 913	3 428
Droits d'enregistrement	..	478	816	2 436	4 949	12 498	6 553	6 392	11 950	8 568
Taxe d'enregistrement (transferts aux collectivités locales)	41	2	521	369	213	364	361
6100 A la charge exclusive des entreprises
6200 A la charge d'autres agents
Pour mémoire :										
Soutien à la politique pétrolière	..	0	0	3 700	5 748	6 075	13 332	7 048	622	21 169
Droits d'accise et taxes sur produits pétroliers allant à la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER)	..	5 519	7 624	7 339	9 495	11 732	13 820	10 999	15 234	17 206

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres sous les rubriques 1110, 3000, 4100, 5113, 5126, 5213 et 6000 incluent les recettes recouvrées par l'administration fiscale togolaise pour le compte des collectivités locales. Ce traitement s'applique sur la période 2008-21 et les lignes concernées sont mises en exergue avec la mention « transferts aux collectivités locales ». Ces recettes sont classifiées comme des recettes du gouvernement central conformément au Guide d'interprétation de l'OCDE. Le Togo ne les comptabilise pas dans les recettes du budget de l'État.

Rubrique 1110 : La collecte des recettes des taxes foncières sur les propriétés non bâties (TFPNB) a démarré en 2019.

Rubrique 1110 : L'impôt sur le revenu (IR) des transporteurs routiers a été supprimé en 2019.

Rubrique 1120 : La collecte des recettes de la taxe sur les plus-values de cession (TPV) a démarré en 2019.

Rubrique 2000 : Les données de cotisations de sécurité sociale ne sont pas disponibles.

Rubrique 4400 : La collecte des droits de conservation de la propriété foncière (DCPF) a démarré en 2020.

Rubrique 5121 : Le prélèvement pour l'apurement de la dette du secteur pétrolier (PADSP) est considéré comme une recette fiscale dans cette publication comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe A). La classification nationale du Togo considère ces recettes comme des recettes non fiscales.

Rubrique 5126 : La collecte des recettes de la taxe à l'émission des billets d'avion (TEBA) a démarré en 2019.

Rubrique 5211 : La collecte des recettes de la taxe sur les véhicules à moteur (TVM) a démarré en 2019.

Les données sur les remboursements de TVA ne sont pas disponibles car au Togo, les crédits de TVA ne font pas l'objet de remboursement avec les moyens classiques de paiement (virement, chèque, espèces, etc.). Lorsqu'un contribuable dispose d'un crédit de TVA, il adresse une demande de remboursement à l'administration fiscale qui lui délivre un certificat de détaxe. Ce certificat lui permet de payer non seulement ses déclarations ultérieures de TVA mais aussi les autres impôts.

Rubrique 5213 : La collecte des recettes des patentes sur les activités économiques non salariées des personnes physiques a démarré en 2019.

La classification nationale du Togo considère les amendes et pénalités relatives aux impôts, les confiscations et ventes en douane et les remboursements du prélèvement communautaire de solidarité comme des recettes fiscales. Ces recettes sont classifiées comme des recettes non fiscales dans cette publication comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe A).

Le Soutien à la politique pétrolière (SPP) est un fond financé par un prélèvement effectué sur la TVA recouvrée par la douane, sauf pour les années 2010-12 quand le SPP était financé par une subvention de l'état.

Source : Office Togolais des Recettes.

StatLink  <https://stat.link/rw54be>

Table 5.32. Tunisia / Tunisie
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million TND	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes fiscales totales	..	7 196	10 146	17 143	25 613	29 810	33 824	39 450	38 829	42 449
1000 Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	..	1 624	2 927	5 091	7 678	8 506	8 979	12 486	12 005	12 521
1100 Des personnes physiques	..	1 049	1 565	2 658	5 003	6 191	6 359	8 713	8 945	9 501
1110 Sur le revenu et les bénéfices	..	1 037	1 560	2 644	4 965	6 139	6 311	8 658	8 898	9 442
Traitements et salaires	..	742	1 160	2 006	3 549	4 029	4 054	5 800	6 125	6 745
Honoraires, commissions, courtage et loyers (personnes physiques)	..	20	93	184	364	541	508	665	623	567
Intérêts dépôts des comptes spéciaux d'épargne	..	65	43	68	159	199	270	315	339	330
Revenus des capitaux mobiliers (personnes physiques)	..	32	63	75	212	272	310	498	573	540
Avances sur les marchés (personnes physiques)	..	27	24	50	313	624	720	821	716	681
Bénéfices industriels et commerciaux	..	43	56	94	119	146	154	201	171	196
Bénéfices non commerciaux	..	17	24	49	76	81	98	123	117	107
Impôt forfaitaire	..	14	16	25	36	39	48	64	47	64
Revenus agricoles	..	5	4	8	19	26	26	33	39	40
Revenus fonciers et autres	..	5	4	8	14	27	30	40	43	43
Autres impôts sur le revenu et bénéfices	..	66	73	78	105	156	93	99	105	129
1120 Sur les gains en capital	..	12	5	13	39	52	48	54	48	60
1200 Des sociétés	..	575	1 360	2 432	2 673	2 315	2 620	3 774	3 060	3 019
1210 Sur les bénéfices	..	575	1 359	2 424	2 658	2 295	2 613	3 763	3 037	3 003
Sociétés pétrolières	..	96	459	813	950	527	709	959	447	638
Sociétés non pétrolières	..	359	644	864	1 088	1 299	1 149	1 984	1 877	1 594
Avances sur les marchés (sociétés)	..	33	97	356	222	47	57	48	55	41
Avance au titre des importations	..	7	28	111	198	268	430	468	285	345
Revenus des capitaux mobiliers (sociétés)	..	58	68	113	72	106	226	269	298	338
Honoraires, commissions, courtage et loyers (sociétés)	..	16	52	125	86	1	5	4	3	3
Redevances servies aux non résidents	..	3	8	39	18	7	4	18	27	43
Autres impôts sur les bénéfices	..	3	3	3	25	40	33	12	46	1
1220 Sur les gains en capital	..	0	1	7	14	19	7	11	23	16
1300 Non ventilables entre 1100 et 1200	..	0	2	2	2	0	0	0	0	0
2000 Cotisations de sécurité sociale	..	1 551	2 307	4 629	7 549	9 259	9 826	11 172	11 982	12 598
2100 A la charge des salariés
2110 Sur la base du salaire
2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2200 A la charge des employeurs
2210 Sur la base du salaire
2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou sans emploi
2310 Sur la base du salaire
2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
2400 Non ventilables entre 2100, 2200 et 2300	..	1 551	2 307	4 629	7 549	9 259	9 826	11 172	11 982	12 598
2410 Sur la base du salaire
2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3000 Sur salaires ou main-d'œuvre	..	107	114	199	315	375	405	457	445	488
Fond de promotion des logements	..	71	74	124	191	231	246	278	287	307
Taxe de formation professionnelle	..	35	40	75	124	143	159	179	159	181
4000 Impôts sur le patrimoine	..	81	104	177	282	303	308	371	308	405
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière	..	7	7	10	11	12	13	18	14	12
4110 Ménages	..	7	7	10	11	12	13	18	14	12
4120 Autres agents	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4200 Impôts périodiques sur l'actif net	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4210 Personnes physiques
4220 Sociétés
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
4320 Impôts sur les donations
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	..	74	97	168	271	291	295	353	294	393
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4510 Sur l'actif net
4520 Autres impôts non périodiques
4600 Autres impôts périodiques sur patrimoine	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Table 5.32. Tunisia / Tunisie (cont.)
Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million TND	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5000 Impôts sur les biens et services	..	3 729	4 567	6 768	9 168	10 666	13 444	14 026	13 377	15 561
5100 Impôts sur production, vente, transfert, etc.	..	3 665	4 458	6 612	8 977	10 442	13 222	13 803	13 179	15 327
5110 Impôts généraux	..	1 814	2 347	3 819	5 211	5 918	7 696	8 044	7 424	9 040
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	..	1 792	2 301	3 750	5 068	5 722	7 425	7 797	7 201	8 765
Recettes TVA (brute)	2 419	4 163	5 684	6 106	7 787	8 093	7 706	9 073
Remboursements de la TVA	-118	-413	-617	-384	-362	-296	-506	-308
5112 Impôts sur les ventes	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Autres impôts	..	21	46	69	144	196	271	246	223	275
5120 Impôts sur biens et services déterminés	..	1 851	2 111	2 793	3 765	4 523	5 527	5 760	5 755	6 286
5121 Accises	..	1 023	1 340	1 814	2 397	3 226	3 621	3 692	3 717	4 001
Tabac	..	371	601	799	1 087	1 397	1 490	1 633	1 757	1 717
Boissons alcoolisées	..	147	146	174	290	363	431	408	376	476
Essences et huiles	..	260	269	268	305	705	757	760	727	778
Voitures	..	86	91	242	289	333	338	299	279	375
Produits alimentaires	..	19	28	31	41	50	60	66	65	105
Ciment	..	11	13	17	17	15	17	17	15	18
Autres accises	..	131	192	282	369	362	528	509	498	532
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Droits de douane et droits à l'importation	..	654	524	620	918	799	1 235	1 335	1 303	1 494
Hors tabac	..	565	424	428	639	486	894	948	920	1 085
Redevances sur prestations douanières à l'importation	..	68	81	142	155	204	221	234	219	251
Taxe conjoncturelle sur ventes du ciment importé	..	0	0	0	61	0	0	0	0	0
Droits de douane - Tabacs	..	9	12	23	27	51	57	71	67	53
Autres droits de douane	..	0	4	4	1	0	0	0	0	0
Prélèvements à l'importation	..	12	3	20	29	42	46	51	61	66
Autres taxes et prélèvements à l'importation	..	1	1	3	7	16	17	32	36	38
5124 Taxes à l'exportation	..	11	9	27	41	43	72	101	83	102
5125 Impôts sur biens d'équipement	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Impôts sur services déterminés	..	162	236	330	409	455	599	633	652	689
Taxe sur les télécommunications	..	72	91	136	147	150	178	179	193	200
Taxe de compensation sur les transports	..	55	84	105	126	138	141	142	133	141
Taxe sur les assurances	..	33	59	86	129	156	197	210	220	241
Autres impôts sur services déterminés	..	2	2	3	7	11	82	102	105	107
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Autres impôts	..	0	1	1	1	0	0	0	0	0
5130 Non ventilables entre 5110 et 5120	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'exercer des activités	..	64	109	156	191	224	222	222	199	234
5210 Impôts périodiques	..	55	77	103	134	160	167	167	175	187
5211 A la charge des ménages: véhicules à moteur	..	35	44	60	81	96	101	105	105	113
5212 A la charge autres agents: véhicules à moteur	..	18	28	43	53	64	67	62	70	75
5213 Autres impôts périodiques	..	1	6	0	0	0	0	0	0	0
5220 Impôts non périodiques	..	9	32	53	57	64	54	55	24	47
5300 Non ventilables entre 5100 et 5200	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Autres impôts	..	104	126	279	622	702	862	938	711	877
Droits de timbres	..	25	32	133	334	370	447	484	425	489
Droits d'enregistrements	..	40	67	107	181	214	248	256	215	255
Droit sur les voyages à l'étranger	..	12	12	21	33	38	42	43	12	18
Autres impôts - divers	..	28	15	17	75	81	125	156	58	116
6100 A la charge exclusive des entreprises
6200 A la charge d'autres agents

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les impôts affectés aux Fonds spéciaux du Trésor et aux Fonds de concours sont compris dans les données pour la période 2000-21.

La rubrique 1210 exclut les redevances des compagnies pétrolières. En Tunisie, elles sont considérées comme un complément de l'impôt sur les sociétés depuis avril 2012.

Les cotisations de sécurité sociale sous la rubrique 2000 ne sont pas considérées comme des recettes fiscales en Tunisie. Les données pour 2021 sont provisoires.

Source : Ministère des Finances pour toutes les données des recettes fiscales, Ministère des Affaires sociales pour les données de cotisations de sécurité sociale.

StatLink  <https://stat.link/mvhn2r>

Table 5.33. Uganda / Ouganda
 Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million UGX	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total tax revenue	521 679	999 659	1 935 472	4 252 022	9 762 430	12 431 314	14 067 590	16 130 637	15 639 910	17 901 520
1000 Taxes on income, profits and capital gains	77 170	181 905	560 351	1 340 327	3 387 902	4 308 416	4 821 107	5 677 950	5 655 860	6 186 970
1100 Of individuals	52 681	136 806	392 037	958 294	2 382 729	3 070 385	3 479 276	4 033 859	4 182 920	4 531 400
1110 On income and profits	52 681	136 806	392 037	958 294	2 382 729	3 070 385	3 479 276	4 033 859	4 182 920	4 531 400
PAYE	20 329	83 471	245 325	657 920	1 613 243	2 114 995	2 396 113	2 811 297	3 039 830	3 109 140
Rental income tax	0	0	0	0	27 649	71 738	88 747	115 229	103 690	117 240
Other income tax (not counting WHT)	9 153	11 220	13 899	19 001	42 189	50 766	60 485	66 505	0	0
WHT on imports	14 256	23 349	47 399	68 581	152 787	154 953	179 643	194 169	166 410	186 040
WHT on general supplies	0	0	85 414	120 061	282 825	299 594	337 521	434 281	505 100	525 280
WHT on government payments	0	0	0	44 446	89 367	109 882	73 824	75 775	58 670	79 350
WHT management and professional fees	0	0	0	24 886	45 447	65 631	89 563	116 368	121 390	111 610
WHT on dividends	0	0	0	11 237	61 823	126 912	87 745	74 635	54 920	220 690
WHT non residents	0	0	0	1 356	57 106	69 924	152 988	102 942	114 490	162 380
WHT in the extractive sector	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Other WHT or unclassified	8 943	18 766	0	10 806	10 293	5 989	12 646	42 657	18 420	19 670
1120 On capital gains	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1200 Corporate	24 489	40 891	160 030	315 379	714 772	764 273	884 802	1 167 745	1 392 300	1 567 650
1210 On profits	24 489	40 891	160 030	315 379	714 772	764 273	884 802	1 167 745	1 392 300	1 567 650
1220 On capital gains	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1300 Unallocable between 1100 and 1200	0	4 207	8 284	66 654	290 401	473 758	457 028	476 346	80 640	87 920
2000 Social security contributions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2100 Employees	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2110 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2120 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2200 Employers	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2210 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2220 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2300 Self-employed or non-employed	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2310 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2320 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2400 Unallocable between 2100, 2200 and 2300	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2410 On a payroll basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2420 On an income tax basis	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
3000 Taxes on payroll and workforce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4000 Taxes on property	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4100 Recurrent taxes on immovable property	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4110 Households	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4120 Others	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4200 Recurrent taxes on net wealth	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4210 Individual	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4220 Corporate	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4300 Estate, inheritance and gift taxes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4310 Estate and inheritance taxes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4320 Gift taxes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4400 Taxes on financial and capital transactions	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4500 Other non-recurrent taxes on property	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4510 On net wealth	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4520 Other non-recurrent taxes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
4600 Other recurrent taxes on property	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
5000 Taxes on goods and services	428 807	815 835	1 372 355	2 861 862	6 351 601	8 062 848	9 213 966	10 457 661	9 867 410	11 536 610
5100 Taxes on production, sale, transfer, etc.	415 342	793 285	1 308 282	2 772 331	6 202 129	7 920 341	9 043 466	10 285 737	9 700 030	11 337 840
5110 General taxes	158 745	329 755	638 773	1 371 561	3 151 723	3 933 633	4 503 033	4 976 108	4 767 650	5 518 560
5111 Value added taxes	158 745	329 755	638 773	1 371 561	3 151 723	3 933 633	4 503 033	4 976 108	4 767 650	5 518 560
VAT on imports (government taxes)	7 771	16 628	10 444	35 775	0	0	0	0	0	0
VAT on imports (non-government taxes)	67 110	178 868	365 418	763 398	1 783 518	2 057 107	2 416 568	2 664 812	2 498 390	2 832 470
VAT on phone talk time	0	0	0	93 277	152 747	205 342	213 549	200 283	154 820	152 620
VAT on beer	15 771	11 586	16 771	37 034	108 831	126 862	145 809	122 117	138 820	156 340
VAT on electricity	0	0	0	74 584	112 811	128 080	170 471	170 536	170 830	175 760
VAT on sugar	0	0	0	64 276	110 801	139 657	149 558	120 790	100 870	104 330
VAT on soft drinks	9 515	5 139	12 028	15 846	32 385	43 023	42 791	76 960	81 480	66 190
VAT on cement	0	0	0	25 161	53 086	66 491	81 095	87 557	120 190	205 770
VAT on cigarettes	13 437	6 904	6 641	1 411	16 759	9 042	9 522	4 295	430	530
Other VAT	45 141	140 630	263 679	359 821	923 754	1 303 951	1 407 037	1 756 848	1 826 180	2 128 260
VAT refunds	..	-30 000	-36 208	-99 023	-142 970	-145 923	-133 368	-228 090	-324 360	-303 710

Table 5.33. **Uganda / Ouganda (cont.)**
 Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

Million UGX	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
5112 Sales tax	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5113 Other	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5120 Taxes on specific goods and services	256 597	463 530	669 509	1 400 770	3 050 407	3 986 708	4 540 433	5 309 629	4 932 380	5 819 280
5121 Excises	51 966	132 953	187 615	275 929	834 589	1 018 677	1 122 066	1 257 253	1 155 450	1 294 070
Excise tax on beer	18 483	59 938	60 704	98 864	146 853	216 717	263 072	269 276	267 890	300 040
Excise tax on phone talk time	0	0	24 901	99 490	184 175	194 297	178 966	211 878	231 260	261 680
Excise tax on soft drinks	7 134	13 348	15 304	27 907	71 799	90 009	118 869	125 992	120 530	152 420
Excise tax on cigarettes	22 267	33 572	28 632	7 698	14 979	12 072	15 591	14 912	21 020	27 000
Excise tax on spirits / waragi	742	915	6 463	10 376	53 331	98 886	157 512	155 648	104 550	114 620
Excise on international calls	0	0	0	0	65 142	33 971	33 341	34 937	27 050	27 310
Excise tax on sugar	0	0	0	17 187	17 854	37 973	30 277	35 526	40 100	46 290
Excise tax on cement	1	1	1	8 228	17 773	23 729	26 741	32 089	34 510	43 720
Other excise taxes	3 339	25 180	51 610	84 179	262 684	311 024	282 714	361 930	344 010	400 010
Tax refunds due to diesel tax exemption	0	0	0	-77 999	0	0	14 982	15 065	-35 470	-79 020
5122 Profits of fiscal monopolies	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5123 Customs and import duties	203 052	330 339	480 361	1 122 850	2 188 774	2 886 974	3 333 021	3 712 469	3 484 000	4 216 680
Petroleum duty	119 662	197 202	309 024	716 234	1 197 749	1 609 602	1 811 817	2 038 658	2 012 540	2 453 380
Surcharge on used imports	0	0	0	0	95 895	164 612	209 782	230 784	181 160	265 330
Non-oil imports	6 100	5 301	3 653	21 651	0	0	0	0	0	0
Commission on imports	12 150	22 746	19 567	2	0	0	0	0	0	0
Infrastructure Levy	0	0	0	0	57 268	69 107	87 669	92 569	81 530	94 850
Other import duties	65 139	105 090	153 667	346 621	841 381	1 043 652	1 223 753	1 350 458	1 208 770	1 403 120
Fixed duty drawbacks	0	0	-5 550	-280	-3 520	0	0	0	0	0
5124 Taxes on exports	0	0	1 165	122	13 186	13 968	12 442	20 604	14 940	3 000
5125 Taxes on investment goods	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5126 Taxes on specific services	1 580	238	368	1 869	13 858	67 089	72 904	319 302	277 990	305 530
Casino and lottery tax	1 580	238	368	1 869	13 858	26 590	29 216	27 896	19 040	13 310
Bank charges	0	0	0	0	0	40 499	43 688	84 650	98 670	95 380
Levy on mobile money	0	0	0	0	0	0	0	49 525	59 720	59 120
Tax on over-the-top internet services	0	0	0	0	0	0	0	157 231	100 560	137 720
5127 Other taxes on international trade and transactions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5128 Other taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5130 Unallocable between 5110 and 5120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5200 Taxes on use of goods and perform activities	13 465	22 551	64 073	89 531	149 472	142 507	170 499	171 924	167 380	198 770
5210 Recurrent taxes	10 412	17 890	52 440	64 096	91 886	80 344	98 194	96 556	93 820	116 440
5211 Paid by households: motor vehicles	10 412	17 890	52 440	64 096	91 886	80 344	98 194	96 556	93 820	116 440
Fees and licences	10 085	17 890	52 440	64 096	91 886	80 344	98 194	96 556	93 820	116 440
Road user charges	327	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5212 Paid by others: motor vehicles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5213 Paid in respect of other goods	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5220 Non-recurrent taxes	3 053	4 660	11 633	25 434	57 586	62 164	72 305	75 368	73 560	82 330
5300 Unallocable between 5100 and 5200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6000 Other taxes	15 702	1 919	2 766	49 833	22 927	60 050	32 518	-4 974	116 640	177 940
6100 Paid solely by business	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6200 Other	15 702	1 919	2 766	49 833	22 927	60 050	32 518	-4 974	116 640	177 940
Stamp duties and embossing fees	1 451	1 919	6 946	26 256	48 557	88 019	73 945	100 337	87 090	125 490
Coffee stabilisation tax	14 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Government payments on behalf of private companies	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agricultural products	1	0	0	0	0	0	0	0	15 000	13 630
Un-allocated revenue	0	0	0	29 457	0	0	0	0	51 120	115 990
Tax refunds	0	0	-4 180	-5 880	-25 630	-27 968	-41 428	-105 311	-36 570	-77 170
Memo items:										
Gross domestic VAT	0	164 259	299 119	671 411	1 520 175	2 022 448	2 234 810	2 554 450	2 608 580	2 992 940
VAT on imports (non-government taxes)	0	178 868	365 418	763 398	1 783 518	2 057 107	2 416 570	2 664 810	2 498 390	2 832 470
VAT on imports (government taxes)	7 771	16 628	10 444	35 775	0	0	0	0	0	0

Table 5.33. Uganda / Ouganda (cont.)
 Details of tax revenue / Recettes fiscales détaillées

.. Not available

Note: Data are reported on a fiscal year basis beginning 1st July. For example, the data for 2021 represent July 2020 to June 2021.

The data are on a cash basis.

Figures exclude tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available. The National Social Security Fund is self-described as a national saving scheme, or a provident fund, which does not meet the definition of social security fund used within *Revenue Statistics in Africa*, and therefore its revenues are excluded from the data reported here.

Heading 1110: Withholding taxes from the extractive sector are reported separately for the year 2020/21. For earlier years, withholding taxes from the extractive sector are reported as part of other forms of withholding taxes.

Heading 4000: Property tax is levied annually by local authorities. Revenue from property tax is not available.

Heading 5121: The “other excises taxes” category combines excise revenues from bottled water, cosmetics and mobile money transfers (all three in the “Indirect Domestic Taxes: excises” section of the Uganda Revenue Authority’s budget document) with revenue from the excise duty (in the “taxes on international trade” section) and the excise duty (in the “government taxes” section).

Revenues from driver permits are considered non-tax revenue under the OECD classification, as set out in the *Interpretative Guide* in Annex A. The national classification of Uganda classifies this revenue as tax revenue.

Source: Uganda Revenue Authority.

StatLink  <https://stat.link/ou71ba>

Chapter 6

Non-tax revenue tables, 1995-2021

Chapitre 6

Tableaux des recettes non fiscales, 1995-2021

Chapter 6 / Chapitre 6

Non-tax revenue tables, 1995-2021

In all of the following tables a (“..”) indicates not available or not applicable. The main series in this volume covers the years 1995 to 2021.

Figures referring to 1990-94, 1996-99, 2001-04, 2006-09, 2011-14 and 2016 in Table 6.1 and Tables 6.4 to 6.37 have been omitted because of lack of space. Complete series are, however, available on line at <http://dx.doi.org/10.1787/93add7a4-en>.

Tableaux des recettes non fiscales, 1995-2021

Dans tous les tableaux suivants le symbole («..») signifie que l'information n'est pas disponible ou qu'elle n'est pas applicable. La principale série dans ce volume couvre les années 1995 à 2021.

Les données pour les années 1990-94, 1996-99, 2001-04, 2006-09, 2011-14 et 2016 dans le tableau 6.1 et les tableaux 6.4 à 6.37 ont été omises en raison du manque d'espace. Les séries complètes sont cependant disponibles en ligne sur <http://dx.doi.org/10.1787/ef1bbbc4-fr>.

Table 6.1. Total non-tax revenue as percentage of GDP, 1995-2021
 Tableau 6.1. Total des recettes non fiscales en pourcentage du PIB, 1995-2021

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	26.9	19.3	19.4	20.4	17.1	16.8	15.2	16.7
Burkina Faso	..	7.6	4.9	5.1	5.0	4.2	4.6	3.7	5.4	4.4
Cabo Verde	21.2	7.6	9.2	9.7	7.6	7.7	5.1	7.5	6.1	5.0
Cameroon / Cameroun	2.9	7.0	5.8	4.1	3.8	3.0	3.2	3.5	2.3	2.7
Chad / Tchad	..	..	..	5.2	5.2	5.8	6.2	5.2	5.7	2.5
Congo	..	13.8	5.9	23.3	8.5	7.0	17.5	18.6	11.6	14.7
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	..	..	6.0	4.4	3.4	2.7	2.3	2.3	4.7
Côte d'Ivoire	0.7	0.8	1.6	1.2	2.4	1.5	1.5	1.5	1.3	1.3
Egypt / Égypte	..	..	6.6	8.1	6.4	5.7	4.4	4.0	4.1	4.4
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	24.4	18.8	15.0	11.2	13.6	9.3	6.2	9.8
Eswatini	10.9	12.5	15.8	8.1	14.5	14.4	11.9	13.1	14.8	11.3
Gabon	..	..	..	0.1	0.6	0.3	5.3	5.7	4.5	5.3
Ghana	..	1.6	3.0	3.7	4.9	3.4	3.3	3.2	2.8	2.7
Guinea / Guinée	..	2.3	1.7	0.8	1.1	2.4	2.9	2.2	2.2	2.1
Kenya	..	..	1.7	1.2	1.5	2.7	2.1	2.1	3.8	2.3
Lesotho	..	..	31.3	33.4	29.6	27.9	25.4	25.4	33.9	29.9
Madagascar	0.0	2.8	5.4	3.0	1.5	2.9	3.0	3.4	2.9	1.0
Malawi	..	..	5.2	7.8	3.1	3.4	1.8	2.0	2.1	2.0
Mali	5.9	5.8	5.3	4.9	2.6	3.5	2.4	3.1	2.3	1.8
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	6.3	6.4	4.7	6.8	5.4	4.5	4.3
Mauritius / Maurice ¹	3.4	2.7	2.3	3.7	2.7	3.6	4.2	2.8	3.2	2.4
Morocco / Maroc	..	2.1	2.8	3.3	3.6	3.2	3.4	4.0	3.2	2.8
Namibia / Namibie	..	..	..	9.4	14.0	13.7	11.8	12.7	14.6	10.2
Niger	..	4.1	6.3	4.7	5.8	6.0	7.3	7.8	8.3	8.1
Nigeria / Nigéria ²	..	..	..	7.9	3.1	2.7	3.3	3.9	3.4	4.0
Rwanda	..	9.9	11.1	11.6	8.6	7.2	7.8	7.2	7.8	8.5
Senegal / Sénégal	..	1.6	1.8	2.6	3.5	4.4	3.4	2.8	3.4	3.4
Seychelles	..	..	..	6.2	6.6	5.8	6.6	6.0	7.6	8.3
Sierra Leone	..	..	8.2	5.7	6.3	3.9	4.7	6.4	8.6	7.6
South Africa / Afrique du Sud	0.5	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6	0.7
Togo	..	1.3	2.0	8.3	3.1	3.7	5.5	4.7	3.8	3.0
Tunisia / Tunisie	..	2.3	2.5	2.7	1.9	2.7	2.9	3.1	3.0	2.8
Uganda / Ouganda	3.5	4.7	5.7	1.8	1.2	1.1	1.0	1.3	1.4	2.0
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)³	..	..	..	7.2	6.2	5.9	6.2	6.1	6.1	5.8

.. Not available

Note: The figures include sub-national government non-tax revenues for Eswatini, Kenya (2014 onwards), Mauritius, Morocco and Nigeria (2010 onwards) as well as negligible amounts of non-tax revenues for South Africa from 2019. Sub-national government non-tax revenues are not available in other countries. See the country tables in Chapter 6 for further information.

1. Data for Mauritius are on a July-June fiscal year basis except for the years 2010-15 when they were reported on a calendar year basis. Please see Chapter 5 for more details.
2. For the first time, this edition reports revenues collected by Local Government Areas (LGAs). These revenues are reported under "Miscellaneous and unidentified revenue" although they include some tax revenues.
3. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes non fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Eswatini, le Kenya (à partir de 2014), le Maroc, Maurice et le Nigéria (à partir de 2010) ainsi que des montants négligeables de recettes non fiscales pour l'Afrique du Sud à partir de 2019.

Les données des recettes non fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays. Voir les tableaux par pays au chapitre 6 pour plus d'informations.

1. Les données pour Maurice sont sur la base de l'année fiscale juillet-juin sauf pour les années 2010-15 où elles ont été déclarées sur la base de l'année civile. Veuillez consulter le chapitre 5 pour plus de détails.
2. Pour la première fois, cette édition présente les recettes perçues par les collectivités locales. Ces recettes sont présentées sous la rubrique « Recettes diverses et non identifiées », bien qu'elles comprennent certaines recettes fiscales.
3. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.

StatLink  <https://stat.link/4f70qj>

Table 6.2. Tax revenue of main headings as percentage of GDP, 2021
 Tableau 6.2. Recettes fiscales des principales rubriques en pourcentage du PIB, 2021

	Grants / Dons	Property income / Revenus de la propriété				Sales of goods and services / Ventes de biens et de services	Fines, penalties and forfeits / Amendes, pénalités et confiscations	Miscellaneous and unidentified revenue / Recettes diverses et non identifiées
		Total	Rents and royalties / Loyers et redevances	Interest and dividends / Intérêts et dividendes	Other property income / Autres revenus de la propriété			
Botswana	0.0	9.8	2.3	7.6	0.0	0.3	0.0	6.6
Burkina Faso	2.5	1.2	0.7	0.5	0.0	0.4	0.1	0.2
Cabo Verde	1.8	0.6	..	..	..	2.2	0.1	0.3
Cameroon / Cameroun	0.3	1.9	1.8	0.1	0.0	0.2	0.2	0.0
Chad / Tchad	0.2	2.0	2.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
Congo	0.2	14.4	14.2	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	2.6	1.4	1.3	0.1	0.0	0.3	0.4	0.0
Côte d'Ivoire	0.5	0.3	0.2	0.1	0.0	0.2	0.0	0.4
Egypt / Égypte	0.0	1.2	0.3	0.9	0.0	1.8	0.0	1.3
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	0.0	9.2	6.9	2.2	0.1	0.3	0.0	0.2
Eswatini	0.3	1.6	0.0	1.4	0.1	0.4	0.1	9.0
Gabon	0.0	5.2	4.9	0.4	0.0	0.1	0.0	0.0
Ghana	0.3	1.2	0.6	0.6	0.0	1.2	0.0	0.0
Guinea / Guinée	0.6	1.3	1.0	0.2	0.0	0.2	0.0	0.0
Kenya	0.3	0.8	0.0	0.8	0.0	0.4	0.0	0.8
Lesotho	4.6	5.1	4.9	0.2	0.0	0.2	0.0	19.9
Madagascar	0.7	0.3	0.1	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0
Malawi	1.2	0.4	0.0	0.4	0.0	0.3	0.1	0.0
Mali	0.7	0.8	0.0	0.8	0.0	0.1	0.1	0.1
Mauritania / Mauritanie	0.0	3.3	2.7	0.6	0.0	0.2	0.6	0.3
Mauritius / Maurice	0.1	1.1	0.1	0.1	0.9	0.8	0.1	0.3
Morocco / Maroc	0.0	0.8	0.4	0.5	0.0	1.0	0.2	0.8
Namibia / Namibie	0.0	1.7	1.2	0.5	0.0	0.6	0.1	7.9
Niger	7.3	0.4	0.2	0.1	0.0	0.1	0.2	0.1
Nigeria / Nigéria ¹	0.7	3.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3
Rwanda ²	5.5	..	..	..	..	..	..	3.0
Senegal / Sénégal	1.0	1.4	0.6	0.9	0.0	0.7	0.0	0.2
Seychelles	2.8	2.9	1.2	1.8	0.0	2.3	0.0	0.3
Sierra Leone	3.7	1.4	1.4	0.0	0.0	1.0	0.0	1.5
South Africa / Afrique du Sud	0.0	0.6	0.5	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0
Togo	1.8	0.6	0.1	0.5	0.0	0.3	0.1	0.2
Tunisia / Tunisie	0.0	1.8	1.0	0.8	0.0	0.0	0.5	0.3
Uganda / Ouganda	1.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4	0.0	0.3
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)³	1.2	2.4	1.7	0.7	..	0.5	0.1	1.7

.. Not available

Note: The figures include sub-national government non-tax revenues for Eswatini, Kenya (2014 onwards), Mauritius, Morocco and Nigeria as well as negligible amounts of non-tax revenues for South Africa from 2019. Sub-national government non-tax revenues are not available in other countries. See the country tables in Chapter 6 for further information.

1. For the first time, this edition reports revenues collected by Local Government Areas (LGAs). These revenues are reported under "Miscellaneous and unidentified revenue" although they include some tax revenues.
2. Data for property income, sales of goods and services and fines, penalties and forfeits are included in miscellaneous and unidentified revenue.
3. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes non fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Eswatini, le Kenya (à partir de 2014), le Maroc, Maurice et le Nigéria ainsi que des montants négligeables de recettes non fiscales pour l'Afrique du Sud à partir de 2019. Les données des recettes non fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays. Voir les tableaux par pays au chapitre 6 pour plus d'informations.

1. Pour la première fois, cette édition présente les recettes perçues par les collectivités locales. Ces recettes sont présentées sous la rubrique « Recettes diverses et non identifiées », bien qu'elles comprennent certaines recettes fiscales.
2. Les données relatives aux revenus de propriété, les ventes de biens et de services, les amendes, les pénalités et les confiscations sont incluses dans la rubrique « Recettes diverses et non identifiées ».
3. Représente une moyenne non pondérée des pays africains inclus dans cette publication.


StatLink  <https://stat.link/y31sbp>

Table 6.3. Tax revenue of main headings as percentage of total non-tax revenue, 2021
 Tableau 6.3. Recettes fiscales des principales rubriques en pourcentage du total des recettes non fiscales, 2021

	Grants / Dons	Property income / Revenus de la propriété				Sales of goods and services / Ventes de biens et de services	Fines, penalties and forfeits / Amendes, pénalités et confiscations	Miscellaneous and unidentified revenue / Recettes diverses et non identifiées
		Total	Rents and royalties / Loyers et redevances	Interest and dividends / Intérêts et dividendes	Other property income / Autres revenus de la propriété			
Botswana	0.1	58.8	13.7	45.1	0.0	1.5	0.3	39.3
Burkina Faso	57.0	27.9	16.8	11.1	0.0	8.8	1.5	4.8
Cabo Verde	35.6	12.3	..	..	..	43.8	1.9	6.4
Cameroun / Cameroun	9.9	71.6	69.2	2.4	0.0	8.2	8.6	1.7
Chad / Tchad	9.7	79.5	78.6	0.0	0.9	3.3	2.1	5.3
Congo	1.5	98.4	96.8	0.0	1.5	0.0	0.1	0.0
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	55.2	29.3	27.6	1.7	0.0	6.8	7.6	1.1
Côte d'Ivoire	34.8	20.0	13.6	6.4	0.0	16.5	0.0	28.6
Egypt / Égypte	0.6	28.3	6.9	21.3	0.1	40.0	0.9	30.3
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	0.2	94.4	70.4	22.5	1.4	3.0	0.2	2.2
Eswatini	2.3	13.8	0.4	12.1	1.3	3.4	0.5	79.9
Gabon	0.0	98.1	91.5	6.6	0.0	1.0	0.9	0.0
Ghana	9.6	44.1	21.5	22.6	0.0	44.7	0.0	1.6
Guinea / Guinée	29.3	59.7	48.0	11.7	0.0	8.0	0.9	2.2
Kenya	12.0	36.4	0.6	34.7	1.0	18.9	0.5	32.3
Lesotho	15.5	17.2	16.5	0.7	0.0	0.6	0.0	66.7
Madagascar	68.3	27.7	6.2	21.4	0.0	1.2	0.2	2.6
Malawi	61.1	20.0	0.0	20.0	0.0	14.2	4.7	0.0
Mali	37.9	45.4	0.9	43.6	0.9	6.5	7.5	2.7
Mauritania / Mauritanie	0.7	76.1	62.2	14.0	0.0	3.5	13.0	6.6
Mauritius / Maurice	3.2	46.3	4.4	2.8	39.1	34.1	2.3	14.1
Morocco / Maroc	0.0	28.9	12.5	16.4	0.0	37.2	5.4	28.4
Namibia / Namibie	0.0	16.2	11.5	4.7	0.0	6.1	0.5	77.2
Niger	90.6	4.5	2.7	1.7	0.1	1.4	2.0	1.5
Nigeria / Nigéria	16.3	75.5	75.5	0.0	0.0	0.0	0.0	8.2
Rwanda ¹	64.3	..	..	..	..	..	..	35.7
Senegal / Sénégal	28.9	42.7	16.7	25.6	0.4	21.3	0.6	6.5
Seychelles	33.7	35.4	14.0	21.4	0.0	27.6	0.0	3.3
Sierra Leone	49.0	17.9	17.9	0.0	0.0	13.2	0.0	20.0
South Africa / Afrique du Sud	3.3	77.4	61.1	16.4	0.0	6.8	11.3	1.2
Togo	59.6	21.4	3.8	17.6	0.0	9.6	2.3	7.2
Tunisia / Tunisie	1.2	65.8	37.8	28.0	0.0	1.2	19.6	12.2
Uganda / Ouganda	66.9	0.4	0.4	0.0	0.0	18.3	0.0	14.4
Africa (33) average / Moyenne Afrique (33)²	26.0	43.5	29.0	14.0	..	12.8	3.0	16.5

.. Not available

Note: The figures include sub-national government non-tax revenues for Eswatini, Kenya (2014 onwards), Mauritius, Morocco and Nigeria as well as negligible amounts of non-tax revenues for South Africa from 2019. Sub-national government non-tax revenues are not available in other countries. See the country tables in Chapter 6 for further information.

1. Data for property income, sales of goods and services and fines, penalties and forfeits are included in miscellaneous and unidentified revenue.
2. Represents an unweighted average of the 33 African countries in this publication.

.. Non disponible

Note : Les chiffres incluent les recettes non fiscales collectées par les administrations infranationales pour l'Eswatini, le Kenya (à partir de 2014), le Maroc, Maurice et le Nigéria ainsi que des montants négligeables de recettes non fiscales pour l'Afrique du Sud à partir de 2019. Les données des recettes non fiscales collectées par les administrations infranationales ne sont pas disponibles pour les autres pays. Voir les tableaux par pays au chapitre 6 pour plus d'informations.

1. Les données relatives aux revenus de propriété, les ventes de biens et de services, les amendes, les pénalités et les confiscations sont incluses dans la rubrique « recettes diverses et non identifiées ».
2. Représente une moyenne non pondérée des 33 pays africains inclus dans cette publication.

StatLink  <https://stat.link/t1qc38>

Table 6.4. Total non-tax revenue in millions of US dollars, 1995-2021

Tableau 6.4. Totale des recettes non fiscales en millions de dollars américains, 1995-2021

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Botswana	..	..	2 650	2 558	2 704	3 333	2 897	2 734	2 408	3 159
Burkina Faso	..	226	304	514	594	594	725	593	971	878
Cabo Verde	114	46	100	161	122	137	111	163	115	106
Cameroon / Cameroun	295	720	1 140	1 134	1 220	1 078	1 293	1 407	951	1 208
Chad / Tchad	..	..	..	561	572	582	685	568	608	298
Congo	..	499	390	3 065	1 015	771	2 397	2 399	1 217	1 782
Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.	..	..	..	1 337	1 784	1 336	1 279	1 164	1 144	2 653
Côte d'Ivoire	108	121	386	414	1 106	806	877	909	813	955
Egypt / Égypte	..	..	6 196	18 520	22 574	14 094	11 609	12 794	15 564	18 697
Equatorial Guinea / Guinée équatoriale	..	..	1 995	3 062	1 978	1 369	1 785	1 057	626	1 199
Eswatini	208	212	508	367	581	645	552	573	620	527
Gabon	..	..	..	21	92	43	897	964	692	1 079
Ghana	..	178	730	1 612	2 419	2 074	2 195	2 161	1 951	2 114
Guinea / Guinée	..	95	79	55	93	253	346	300	317	339
Kenya	..	..	424	514	1 034	2 130	1 820	2 008	3 811	2 458
Lesotho	..	..	465	788	651	676	632	604	724	761
Madagascar	0	128	315	297	173	376	415	485	373	142
Malawi	..	..	262	723	268	279	173	214	238	238
Mali	197	173	329	519	336	540	408	541	404	358
Mauritania / Mauritanie	..	..	..	357	397	322	505	432	385	428
Mauritius / Maurice	140	128	161	372	323	475	593	406	413	269
Morocco / Maroc	..	873	1 889	3 323	3 961	3 809	4 311	5 104	3 901	4 003
Namibia / Namibie	..	..	..	1 088	1 572	1 791	1 578	1 531	1 609	1 259
Niger	..	92	275	366	560	670	934	1 003	1 138	1 205
Nigeria / Nigéria	..	..	..	29 232	15 114	10 311	13 719	17 608	14 502	17 764
Rwanda	..	203	328	712	736	670	756	744	792	945
Senegal / Sénégal	..	96	200	412	621	915	784	647	826	939
Seychelles	..	..	..	60	93	91	108	100	96	120
Sierra Leone	..	..	133	146	268	145	191	259	350	316
South Africa / Afrique du Sud	790	596	1 399	2 211	1 406	1 643	2 093	2 034	1 868	3 103
Togo	..	27	61	384	174	234	391	342	287	254
Tunisia / Tunisie	..	529	831	1 257	891	1 145	1 229	1 305	1 275	1 292
Uganda / Ouganda	241	367	665	438	361	346	316	457	543	798

.. Not available

Note: This table is derived by dividing the total non-tax revenue figures for each country (in millions of national currency) in Table 6.1 by the exchange rate figures shown in Table 4.19.

.. Non disponible

Note : Ce tableau est obtenu en divisant les chiffres des recettes non fiscales en millions de monnaie nationale du tableau 6.1 pour chaque pays par les taux de change du tableau 4.19.

StatLink  <https://stat.link/u87ogm>

Table 6.5. **Botswana**
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million BWP	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	14 034	17 412	27 953	34 363	29 941	29 844	27 330	35 982
Grants	0	210	74	170	1	24	28	26
Grants	0	210	74	170	1	24	28	26
IMF Gold Sales	0	0	0	0	0	0	0	0
Property income	9 159	9 914	11 152	15 092	14 171	15 114	10 296	21 151
Rents and royalties	1 589	2 071	3 223	5 648	3 403	3 476	2 069	4 912
Mineral Royalties	1 577	2 057	3 215	5 638	3 383	3 463	2 062	4 903
Royalties and Dividends	0	0	0	0	0	0	0	0
Rent of Land	12	14	8	10	20	13	7	9
Interest and dividends	7 569	7 842	7 929	9 444	10 768	11 638	8 227	16 239
Mineral Dividends	6 573	7 054	6 766	7 740	9 905	6 547	4 196	10 473
Bank of Botswana Revenue	741	700	1 133	1 573	740	5 049	4 009	5 581
Profits From Public Enterprises	171	61	18	107	117	10	21	3
Interest: Parastatals (DDF)	38	20	8	19	1	29	0	48
Interest: Local Authorities	1	0	0	0	0	0	0	0
Interest: Deposits	46	8	4	4	5	3	0	0
Other interest revenue	0	0	0	0	0	0	0	134
Other property income	0	0	0	0	0	0	0	0
Sales of goods and services	908	1 047	811	1 183	930	656	478	549
Motor vehicle revenues	342	363	50	44	36	40	34	37
Petrol, Oil and Lubricants	54	182	231	184	217	111	67	25
Water revenues	167	42	2	2	2	2	3	4
Fees and charges	84	107	129	599	123	137	68	121
Rent of Buildings & Equipment	73	86	97	97	97	99	100	109
Sale of Livestock	2	5	2	4	2	1	1	1
Registrations, licences and certificates	19	22	33	29	33	39	29	45
Other sales of goods and services	167	242	269	225	419	227	176	207
Fines, penalties and forfeits	36	31	93	46	42	60	62	100
Traffic fines	0	0	44	1	0	0	0	0
Court fines	19	20	38	22	22	23	34	29
Bond revenues	1	1	1	3	1	2	1	3
Income tax penalty	11	0	0	0	0	0	0	0
Other fines, penalties and forfeits	5	10	11	20	19	36	27	69
Miscellaneous and unidentified revenue	3 931	6 210	15 823	17 871	14 797	13 991	16 466	14 157
SACU Revenue	3 930	6 207	15 818	17 864	14 789	13 976	16 459	14 148
Recovery of Arrears of Revenue	0	3	5	6	8	14	6	8
Revenue from Local Authorities	0	0	0	0	0	0	0	0
Reimbursement of Medical Claims (Revenue)	1	1	1	1	1	1	0	1
Total tax and non-tax revenue	22 071	31 712	47 285	56 833	53 229	54 201	49 303	68 236

.. Not available

Note: Data are on a fiscal year basis beginning 1st April. For example, the data for 2021 represent April 2021 to March 2022.

The data are on a cash basis.

Figures exclude non-tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Source: Botswana Ministry of Finance and Economic Development, and Statistics Botswana.

StatLink  <https://stat.link/atxd0g>

Table 6.6. Burkina Faso
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XOF

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	..	160 511	160 032	254 019	351 209	345 257	402 658	347 502	557 963	486 578
Dons	..	143 716	131 541	198 940	230 041	194 303	215 091	134 275	315 959	277 275
Revenus de la propriété	..	6 326	9 148	15 447	57 875	87 166	104 718	116 802	163 537	135 703
Loyers et redevances	..	411	508	12 453	37 938	53 727	65 780	68 748	104 726	81 696
Intérêts et dividendes	..	5 915	8 640	2 993	19 937	33 438	38 937	48 054	58 811	54 007
Autres revenus de la propriété	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventes de biens et de services	..	6 408	11 996	24 510	39 979	40 816	38 088	38 838	37 081	42 925
Amendes, pénalités et confiscations	..	1 272	2 689	4 505	8 863	3 033	4 225	18 162	12 431	7 497
Recettes diverses et non identifiées	..	2 790	4 658	10 618	14 451	19 939	40 536	39 424	28 956	23 178
Total des recettes fiscales et non fiscales	..	375 113	540 193	952 872	1 369 969	1 671 321	1 887 343	1 970 048	2 218 141	2 191 900

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles. Cependant, ils incluent des recettes collectées par l'administration centrale au profit des collectivités locales.

Les recettes provenant de la taxe de location de biens, des droits sur les titres miniers, redevances minières et des frais administratifs sont incluses dans les recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A). La classification nationale du Burkina Faso les comptabilise comme des recettes fiscales.

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Prospective du Burkina Faso.

StatLink  <https://stat.link/ucfci>

Table 6.7. Cabo Verde
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million CVE	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	8 744	5 372	8 902	13 396	12 116	13 405	10 368	16 034	11 105	9 885
Dons	6 848	3 931	6 610	9 440	3 958	6 193	2 265	6 145	5 302	3 519
Transferts courants de gouvernements étrangers	6 848	0	0	0	370	278	851	551	571	2 851
Aide budgétaire	0	..	..	..	0	0	0	0	0	1 267
Aide alimentaire	1 064	..	..	..	0	0	0	0	0	0
Dons directs	5 161	..	..	..	353	266	846	548	571	1 575
Autre transfert courants	623	..	..	..	17	12	5	4	0	8
Transferts en capital de gouvernements étrangers	0	3 931	6 610	9 440	3 588	5 914	1 414	5 594	4 730	669
Aide budgétaire	..	0	551	3 085	1 282	2 701	1 103	2 006	2 287	0
Aide alimentaire	..	672	750	338	0	283	154	231	106	98
Dons directs	..	3 259	5 138	6 018	2 048	2 930	158	3 357	2 336	571
Autre dons en capital	..	0	171	0	259	0	0	0	2	0
Revenus de la propriété	487	364	95	316	1 022	976	1 793	2 632	1 135	1 219
Loyers et redevances	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Intérêts et dividendes	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autres revenus de la propriété	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Ventes de biens et de services	382	592	1 496	3 077	4 652	5 189	5 509	5 987	3 719	4 326
Frais	192	448	1 445	3 003	4 492	4 995	5 293	5 841	3 628	4 184
Ventes	190	144	51	74	160	194	216	146	91	141
Amendes, pénalités et confiscations	64	54	169	376	404	498	369	433	220	187
Recettes diverses et non identifiées	963	431	532	187	2 079	550	431	838	730	633
Autres transferts	425	413	150	41	36	28	24	242	192	230
Autres recettes diverses et non spécifiées	538	18	382	146	2 043	521	407	595	538	403
Total des recettes fiscales et non fiscales	15 034	16 346	27 731	39 686	42 807	48 959	50 706	57 481	44 236	43 012

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

La présente publication n'inclut pas le produit de la vente d'actifs non financiers rapporté dans les documents budgétaires du Cabo Verde. La classification nationale du Cabo Verde compte le produit de la vente d'actifs non financiers comme une recette non fiscale. Selon la classification de l'OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe B), le produit de la vente d'actifs n'est pas considéré comme une recette (fiscale ou non fiscale) car il ne représente pas une augmentation de la valeur nette résultant d'une transaction.

Source : Ministère des Finances et du Plan du Cabo Verde.

StatLink  <https://stat.link/0dn2sq>

Table 6.8. Cameroon / Cameroun
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	153 206	527 053	600 552	560 690	721 082	626 311	717 707	824 233	546 454	669 451
Dons	..	6 900	91 404	78 805	18 089	64 800	86 700	133 300	41 700	66 200
Revenus de la propriété	90 400	404 500	446 825	442 296	465 541	398 521	510 077	551 526	398 084	479 105
Loyers et redevances	90 400	404 500	410 657	437 650	445 587	388 483	499 042	527 789	379 185	463 353
Redevance pétrolière	87 610	399 300	367 955	418 971	384 630	319 434	413 325	471 518	321 370	409 044
Droits de passage du pipeline	0	0	14 065	9 080	36 201	27 891	29 543	35 013	36 818	31 336
Autres loyers et redevances	2 790	5 200	28 637	9 599	24 756	41 158	56 175	21 257	20 997	22 972
Intérêts et dividendes	..	..	36 169	4 646	19 954	10 038	11 035	23 737	18 899	15 752
Autres revenus de la propriété	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventes de biens et de services	26 700	33 500	40 262	37 732	188 402	21 737	48 055	56 291	31 607	55 114
Amendes, pénalités et confiscations	..	..	444	1 857	26 849	43 386	57 334	61 259	71 960	57 906
Recettes diverses et non identifiées	36 106	82 153	21 616	0	22 201	97 867	15 541	21 857	3 102	11 126
Total des recettes fiscales et non fiscales	634 589	1 337 553	1 735 808	2 132 385	3 409 008	3 561 490	3 864 201	4 046 395	3 560 542	4 024 767

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les revenus de la propriété comprennent les taxes domaniales, la taxe à l'extraction des carrières et la redevance à la production des eaux comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe B). La classification nationale du Cameroun les comptabilise comme des recettes fiscales.

Source : Ministère des Finances du Cameroun.

StatLink  <https://stat.link/kj3let>

Table 6.9. Chad / Tchad
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	277 273	337 904	337 881	380 063	332 670	349 717	165 366
Dons	68 799	221 884	235 922	199 244	106 891	248 109	16 088
Revenus de la propriété	193 130	87 733	69 280	149 077	200 942	71 264	131 469
Loyers et redevances	190 753	86 094	66 082	146 899	198 643	69 282	129 983
Redevances et dividendes pétroliers	185 445	86 094	56 138	58 653	88 201	65 252	114 422
Autres recettes pétrolières	5 308	0	9 944	88 246	110 442	4 030	15 561
Intérêts et dividendes	0	0	0	0	0	0	0
Autres revenus de la propriété	2 377	1 639	3 198	2 178	2 299	1 982	1 486
Ventes de biens et de services	4 162	10 591	3 694	2 416	15 873	5 583	5 460
Amendes, pénalités et confiscations	6 474	1 528	2 759	5 678	4 419	4 757	3 533
Recettes diverses et non identifiées	4 708	16 168	26 226	23 648	4 545	20 004	8 816
Total des recettes fiscales et non fiscales	1 050 537	712 083	699 835	862 846	852 044	1 251 633	817 654

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les recettes provenant des amendes fiscales, des valeurs mobilières de l'État et de la redevance audiovisuelle sont incluses dans les recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe A). La classification nationale du Tchad les comptabilise comme des recettes fiscales.

Les recettes provenant des amendes fiscales sont comptabilisées dans la rubrique amendes, pénalités et confiscations. Les recettes provenant des valeurs mobilières de l'État et de la redevance audiovisuelle sont comptabilisées dans la rubrique dans la rubrique ventes de biens et de services.

Source : Ministère des Finances et du Budget du Tchad.


StatLink  <https://stat.link/am9z14>

Table 6.10. **Congo**
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	..	355 390	205 249	1 515 115	600 062	447 960	1 330 954	1 405 657	699 483	987 633
Dons	..	5 000	47 438	1 359 181	38 145	29 643	5 925	56 860	21 366	15 000
Revenus de la propriété	..	350 390	157 811	154 506	554 918	416 088	1 323 391	1 348 516	677 302	971 381
Loyers et redevances	..	350 390	157 811	154 453	549 122	408 706	1 310 984	1 332 828	662 876	956 110
Recettes pétrolières	..	350 390	157 811	152 746	541 297	379 921	1 293 311	1 317 000	651 000	945 000
Redevance pétrolière	0	70	71	77	13	8	0
Redevance minière	2	60	42	1	1	9	3
Redevance forestière	1 705	7 696	28 673	17 594	15 814	11 859	11 107
Intérêts et dividendes	0	0	0	0	0	0	0
Autres revenus de la propriété	53	5 796	7 382	12 407	15 688	14 426	15 271
Ventes de biens et de services	16	30	419	48	207	5	150
Amendes, pénalités et confiscations	1 077	1 721	165	1 590	73	810	1 103
Recettes diverses et non identifiées	336	5 248	1 644	0	0	0	0
Total des recettes fiscales et non fiscales	..	454 074	411 665	1 978 038	1 531 479	1 155 103	1 904 317	2 023 622	1 292 602	1 545 600

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements

Les recettes des dons jusqu'en 2020 sont tirées de la base de données du FMI sur les statistiques des finances publiques (GFS). Les recettes des dons pour 2021 sont des chiffres projetés tels qu'ils figurent dans les rapports des services du FMI pour les consultations au titre de l'Article IV.

Les recettes pétrolières de la République du Congo avant 2019 sont estimées à partir des revenus de la propriété rapportés par le FMI dans ses statistiques de finances publiques (GFS). Ces chiffres sont historiquement connus pour correspondre étroitement aux rentes pétrolières perçues par le gouvernement de la République du Congo. Les chiffres pour 2019-2021 sont tirés du rapport du FMI, les chiffres pour 2021 étant des projections.

Rubrique Loyers et redevances : A partir de 2017, cette rubrique inclut la redevance bois et la redevance diamant collectées par la Direction Générale des douanes et des droits indirects.

Source : Ministère des Finances et du Budget de la République du Congo.


StatLink  <https://stat.link/moujed>

Table 6.11. Congo, Dem. Rep. / Congo, Rép. dém.
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million CDF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	1 213 048	1 652 404	1 958 713	2 075 329	1 918 034	2 118 798	5 280 449
Dons	656 421	1 108 062	1 095 000	851 000	638 806	930 571	2 915 000
Revenus de la propriété	397 162	328 729	603 531	796 073	841 845	828 625	1 549 404
Loyers et redevances	357 515	290 419	558 220	734 297	765 511	775 571	1 458 910
Royalties des sociétés pétrolières	39 705	19 050	29 084	41 483	34 353	27 259	77 698
Redevance et royalty minières	139 802	143 702	279 414	408 754	385 847	545 897	1 021 295
Droits superficie annuels (mines)	25 464	20 689	46 510	13 970	10 199	11 730	19 308
Bonus de signature - renouvellement (hydrocarbures)	4 566	624	31 462	736	1 041	1 652	29 869
Redevance annuelle sur l'exploitation et autres (télécommunications)	50 603	38 635	55 098	53 312	94 410	108 156	113 962
Autorisation de concessions, extraction et autres autorisations (télécommunications)	9 126	5 789	31	131 631	101 098	2 396	11 098
Permis ressources forestières et faune	3 541	387	6 566	771	2 171	3 484	4 942
Marge distribuable (recettes pétrolières)	84 491	52 694	102 933	83 408	127 330	65 303	170 435
Redevances superficielles sur permis d'exploration et sur concession (hydrocarbures)	10	8 791	5 878	30	8 502	8 355	10 010
Autres loyers	207	58	1 243	202	558	1 338	291
Intérêts et dividendes	39 301	37 159	45 162	40 811	75 305	52 225	90 403
Dividendes on shore (recettes pétrolières)	8 068	14 665	5 867	10 994	20 246	15 852	9 690
Participations off shore (recettes pétrolières)	25 347	15 806	30 839	24 271	41 892	19 716	52 323
Autres dividendes et participations	5 886	6 688	8 457	5 546	13 167	16 657	28 390
Autres revenus de la propriété	345	1 152	149	20 965	1 029	829	92
Ventes de biens et de services	123 462	163 712	185 267	325 778	285 401	267 178	360 080
Vente des imprimés	1 106	690	52	219	75	158	453
Taxe de numérotation	16 464	26 110	40 126	51 014	45 573	44 887	54 984
Taxe de régulation et taxe de modification des titres obtenus / télécommunications	13 180	36 198	21 884	20 191	18 050	19 019	16 889
Passeport, visa et carte de travail	20 859	31 053	32 300	45 946	42 369	27 344	54 805
Taxes sur le gardiennage par la Police nationale congolaise	4 247	11 337	16 059	23 016	34 594	32 749	24 610
Contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante	647	7 328	6 248	7 736	7 075	59 715	2 537
Redevance sur la désinfection et le contrôle sanitaire des friperies	3 828	3 111	3 081	14 156	53 800	17 897	90 135
Agréments	1 181	559	525	995	1 364	1 309	1 697
Autres	61 949	44 803	62 660	158 037	77 742	60 059	109 931
Loyers, Institut National de Sécurité Sociale (INSS)	0	2 524	2 331	4 468	4 759	4 040	4 040
Amendes, pénalités et confiscations	35 378	50 772	74 013	101 256	150 692	80 604	400 076
Amendes et pénalités (DGI)	15 455	15 160	18 504	65 525	90 865	43 701	196 201
Amendes et pénalités (DGDA)	1 561	4 093	3 492	1 910	1 633	1 246	116 781
Amendes et pénalités (DGRAD)	18 363	31 518	52 017	33 821	58 194	35 657	87 095
Recettes diverses et non identifiées	625	1 129	902	1 222	1 289	11 821	55 889
Total des recettes fiscales et non fiscales	2 890 218	5 138 750	5 854 029	7 995 236	8 295 914	8 729 550	15 539 550

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les données des dons pour l'année 2021 sont issues du rapport du FMI no. 22/210.

Les données autres que les dons sont disponibles à partir de 2008.

Les recettes provenant de la vente des imprimés sont incluses dans les recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe B). La classification nationale en République Démocratique du Congo classe les recettes de la vente des imprimés comme des recettes fiscales.

Certaines recettes – considérées comme des taxes en République Démocratique du Congo – sont considérées comme des frais administratifs et sont classifiées comme des recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe B).

Source : Ministère des Finances de la République Démocratique du Congo; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2023.StatLink  <https://stat.link/lhe8xb>

Table 6.12. Côte d'Ivoire

Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XOF

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	54 156	86 004	203 671	205 073	654 836	469 133	488 004	533 356	467 932	530 266
Dons	35 000	33 500	94 628	106 540	282 200	266 126	246 158	274 912	193 269	184 600
Revenus de la propriété	1 356	4 204	5 555	76 308	285 955	135 029	145 071	135 074	98 988	106 200
Loyers et redevances	1 356	4 204	5 555	44 902	255 515	119 272	121 350	107 057	58 889	72 049
Revenus du domaine	0	0	0	283	2 111	2 152	2 160	3 578	4 104	6 280
Taxe d'exploitation pétrolière	0	0	0	27 275	30 851	27 595	36 888	44 522	28 012	32 286
Bonus de signature pétrolière	0	0	0	0	0	0	6 039	8 088	0	1 949
Taxes domaniales (hors taxe ad-valorem 2012-2021)	1 356	4 204	5 555	7 696	37 224	24 251	31 812	23 425	26 632	31 534
Autres loyers et redevances	0	0	0	9 647	185 329	65 273	44 451	27 444	142	0
Intérêts et dividendes	0	0	0	27 981	30 440	15 757	23 721	28 017	40 099	34 151
Autres revenus de la propriété	0	0	0	3 426	0	0	0	0	0	0
Ventes de biens et de services	0	0	13 200	21 700	35 414	27 870	47 111	57 937	76 599	87 681
Redevance Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)	..	..	0	4 107	6 244	8 270	8 587	10 342	9 493	11 411
Taxe audiovisuelle	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
Péages routiers	..	..	0	0	0	0	0	0	16 461	21 680
Autres ventes de biens et de services	..	..	13 200	17 592	29 170	19 600	38 524	47 595	50 645	54 590
Amendes, pénalités et confiscations	0	0	0	173	0	0	0	0	0	0
Recettes diverses et non identifiées	17 800	48 300	90 288	353	51 267	40 108	49 664	65 433	99 076	151 785
Total des recettes fiscales et non fiscales	978 628	1 255 611	1 610 948	2 240 542	4 069 254	4 452 816	4 682 693	5 061 198	5 202 418	6 072 398

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les recettes des taxes domaniales, la taxe ad valorem et la taxe d'exploitation sont considérées comme des recettes non fiscales selon la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe B). La classification nationale de la Côte d'Ivoire les compte comme des recettes fiscales.

Les recettes des taxes domaniales sont hors taxe ad-valorem pour la période 2012 à 2021, période pour laquelle il a été possible de distinguer ces recettes.

La taxe audiovisuelle et la redevance radiodiffusion télévision ivoirienne (RTI) sont considérées comme des recettes non fiscales selon la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe B). La classification nationale de la Côte d'Ivoire les compte comme des recettes fiscales.

Les recettes diverses et non identifiées comprennent les transferts de capitaux non compris ailleurs et transferts volontaires autres que les dons.

Source : Ministère de l'Économie et des Finances.


StatLink  <https://stat.link/64puyf>

Table 6.13. Egypt / Égypte
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million EGP	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	37 270	102 149	166 134	208 760	205 853	225 222	250 335	294 307
Grants	2 114	3 830	25 243	17 394	1 914	1 848	1 806	1 642
Grants from foreign governments	2 114	3 497	24 942	17 040	1 006	1 100	1 007	819
Grants from international organisations	0	332	302	354	908	747	798	824
Property income	18 672	55 533	83 283	87 311	74 150	75 222	68 950	83 213
Rents and royalties	1 114	7 216	8 252	11 917	18 262	20 964	17 488	20 414
Royalties on petroleum	0	2 750	5 964	7 372	11 610	14 148	11 178	14 680
Royalties on Suez Canal	1 068	1 354	1 945	3 360	5 163	5 157	4 600	4 500
Mining royalties	17	46	230	939	1 205	1 208	1 420	920
Other royalties	30	3 066	113	246	284	451	291	313
Interest and dividends	17 233	48 315	74 894	75 244	55 616	53 812	50 952	62 569
Suez Canal Authority (SCA)	9 651	12 729	19 214	29 381	23 718	30 308	18 354	28 082
Central Bank of Egypt (CBE)	4 999	205	13 417	19 427	5 233	0	0	0
Economic authorities	402	1 431	10 093	10 989	8 297	10 817	12 045	11 861
Public and private companies and enterprises	245	3 272	3 295	5 230	6 867	5 408	8 631	11 185
Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC)	154	25 546	25 414	5 944	8 144	1 278	2 093	3 596
Other dividends and interests	1 782	5 130	3 460	4 273	3 358	6 001	9 830	7 846
Other property income	324	2	137	150	272	447	509	230
Sales of goods and services	8 979	25 661	27 583	53 859	62 243	73 342	77 956	117 721
Administrative fees	1 505	2 681	4 482	7 559	10 437	12 520	10 463	7 457
Development fees	294	841	931	534	403	1 991	2 352	9 929
Service fees	3 170	3 572	8 352	11 533	15 343	17 147	15 757	17 915
Capital revenues	3 986	16 962	13 610	26 934	35 803	41 252	48 099	81 363
Licences	0	1 557	128	7 187	125	276	1 136	917
Other sales of goods and services	24	49	80	113	134	156	149	141
Fines, penalties and forfeits	343	653	1 193	2 748	1 732	2 379	2 871	2 658
Miscellaneous and unidentified revenue	7 163	16 472	28 831	47 448	65 814	72 431	98 753	89 073
Current revenues from special accounts and funds	4 842	12 268	17 797	26 223	35 732	36 128	42 787	39 497
Voluntary transfers other than grants	1 084	684	901	2 956	2 143	2 316	2 262	5 958
Current revenues	1 114	3 312	9 827	17 964	27 576	33 685	53 405	43 258
Other revenues	123	208	306	305	363	303	300	360
Total tax and non-tax revenue	126 239	299 115	524 792	753 198	929 958	1 075 264	1 085 400	1 234 017

.. Not available

Note: Fiscal year ends on 30 June. For example, the data for 2021 represent July 2020 to June 2021.

The data are on a cash basis.

Figures exclude non-tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available. These data are estimated to be insignificant.

Royalties on the Suez Canal as well as other royalties and administrative fees are reported as tax revenues in Egypt. In accordance with the OECD classification, as set out in the Interpretative Guide in Annex A, these revenues are considered non-tax revenues.

Source: Ministry of Finance.

StatLink  <https://stat.link/f2aty>

Table 6.14. Equatorial Guinea / Guinée équatoriale
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	1 051 820	1 515 259	1 169 328	794 644	991 642	619 121	360 207	664 693
Grants	17 533	0	0	0	0	1 648	576	1 031
Property income	1 012 089	1 489 017	1 087 688	742 191	962 877	595 780	337 859	627 290
Rents and royalties	518 258	957 200	688 968	484 757	604 305	373 890	227 588	468 162
Petroleum royalties	462 289	951 507	680 217	478 744	590 596	355 668	211 397	454 405
Surface royalties	51 284	844	1 842	530	1 794	400	84	190
Fishing and concessional royalties	2 021	4 850	6 909	5 483	11 915	17 822	16 107	13 567
GEOGAM gas sales	2 664	0	0	0	0	0	0	0
Interest and dividends	491 560	437 662	380 575	244 266	328 453	206 847	97 177	149 761
Shareholder participation in oil revenues	476 917	257 392	237 800	99 609	134 422	108 655	63 718	113 129
Oil dividends	0	146 345	134 965	132 925	185 706	93 018	26 545	32 565
Non-oil dividends	1 622	17 314	7 538	11 522	7 794	1 454	3 762	707
Interest on reserve funds	12 554	6 977	43	12	498	3 561	2 997	3 194
Other interest (banking, deferrals)	467	9 635	52	8	1	0	0	0
INSESO: Interest and dividends	178	191	32	160	155	166
Other property income	2 271	94 155	18 145	13 168	30 119	15 043	13 094	9 367
Contributions of public companies and independent entities	0	1 624	4 149	9 744	26 104	15 037	13 090	9 367
Other oil-related property income	2 271	92 531	13 997	3 424	4 015	6	5	0
Sales of goods and services	4 912	15 935	24 901	20 154	17 470	17 345	18 095	20 236
Administrative fees and government services	4 344	13 975	19 669	15 052	14 234	13 929	13 890	15 706
Consular fees	294	1 357	973	561	1 694	123	106	639
Tolls	184	458	2 714	0	383	2 249	2 356	2 404
Rentals of government buildings	90	145	132	69	139	42	10	0
INSESO: Medical goods and services	1 355	1 147	875	850	1 619	1 396
INSESO: Other goods and services	59	139	144	151	113	90
INSESO: Provincial medical fees	0	3 186	0	0	0	0
Fines, penalties and forfeits	0	0	258	462	451	319	85	1 608
INSESO: Sanctions, arrears and penalties	258	462	451	319	85	71
Other fines and penalties, excluding INSESO	0	0	0	0	0	1 537
Miscellaneous and unidentified revenue	17 286	10 307	56 481	31 837	10 843	4 029	3 591	14 528
INSESO: Other revenues	0	256	256	4	0	4
Transfers from other institutions	17 286	10 307	56 481	31 581	10 587	4 025	3 193	8 798
Other revenues, excluding INSESO and transfers	0	0	0	0	0	0	399	5 726
Total tax and non-tax revenue	1 407 860	2 127 636	2 105 235	1 265 740	1 471 741	1 270 542	850 596	1 068 757

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

The data are on a cash basis. Data on revenue collected by INSESO were not available for the year 2021.

Source: Ministry of Finance, Economy and Planning; Instituto Nacional de Seguridad Social de Guinea Ecuatorial (INSESO).

StatLink  <https://stat.link/4wbrxn>

Table 6.15. **Eswatini**
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million SZL	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	789	1 549	3 285	2 679	7 685	8 575	7 466	8 539	9 904	7 993
Grants	1	3	7	11	144	197	169	238	154	187
Property income	26	95	67	553	494	1 038	1 069	1 784	1 200	1 101
Rents and royalties	0	0	0	3	72	81	81	143	83	33
Land concession rents, postal revenue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rents attributed to social security funds	0	0	0	3	72	81	81	143	83	33
Interest and dividends	19	91	65	548	391	896	919	1 546	1 006	966
Local interest collected by central government	7	21	25	538	60	-30	28	16	20	6
Central bank profit	6	0	0	0	245	244	0	430	43	55
External interest and interest on capital	5	69	13	0	0	4	3	2	4	4
Dividends	1	1	27	8	11	115	106	207	108	146
Interest and dividends collected by social security funds	0	0	0	1	75	564	783	891	831	755
Other property income	7	4	1	1	31	62	69	95	110	102
Quitrents	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Local government property income	7	4	1	1	31	62	69	95	110	102
Sales of goods and services	16	40	63	115	73	154	325	137	139	275
Sundry fees	7	13	40	38	6	64	246	39	67	177
Passports, citizenship and resident permits	3	5	5	25	25	35	33	40	22	33
Rental of government real estate	2	3	6	7	11	13	13	13	12	12
Driver's licences, motor vehicle certification	0	1	3	8	11	14	15	16	16	19
Hospital and medical services	0	5	4	6	6	7	8	8	6	6
Hire of government plants and vehicles	0	0	0	21	0	0	0	0	0	0
Aviation fees	1	12	1	0	0	0	0	0	0	0
Sale of government furniture and vehicles	0	0	0	6	7	10	2	2	5	11
Sale of agricultural products and services	1	2	1	1	2	3	3	3	3	3
Public service transport fees	1	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Sale of government publications	0	0	0	1	1	1	1	1	2	2
Prison industry sales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Local government sales of goods and services	0	0	1	1	2	5	5	14	8	13
Fines, penalties and forfeits	2	4	11	28	33	43	46	49	46	39
Traffic fines	1	2	5	15	13	15	15	16	21	16
Judicial fines and other penalties	0	1	4	10	18	24	24	25	19	14
Interest and penalties on late tax payments	0	0	1	1	2	5	4	5	6	10
PAYE penalties ¹	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0
Fines, penalties and forfeits (local non-tax revenue)	0	0	0	0	0	0	3	2	0	0
Miscellaneous and unidentified revenue	744	1 407	3 138	1 972	6 942	7 143	5 856	6 332	8 365	6 390
SACU revenue	744	1 406	3 136	1 969	6 931	7 109	5 844	6 318	8 349	6 375
SACU penalties	0	0	1	2	9	18	9	7	10	11
Miscellaneous and unidentified revenue (local non-tax revenue)	0	0	0	2	3	16	3	7	6	4
Total tax and non-tax revenue	1 534	2 876	5 692	7 267	15 592	18 676	18 357	20 432	21 821	20 744

Note: Data are reported on a fiscal year basis beginning 1st April. For example, the data for 2021 represent April 2021 to March 2022.

The data are on a cash basis.

Revenues from motor vehicle licences, the change of ownership fees, the registration of new motor vehicles, revenues from business and sundry licences are considered as tax revenue under the OECD classification as set out in the *Interpretative Guide* in Annex A and are classified under heading 5211 (Recurrent taxes paid by households: motor vehicles). The national classification of Eswatini classifies these revenues as non-tax revenues.

Revenues from the registrations of specific goods (e.g. firearms) are considered as tax revenue under the OECD classification, as set out in the *Interpretative Guide* in Annex A and are classified under heading 5220 ("Non-recurrent taxes on use of goods and perform activities"). The national classification of Eswatini classifies these revenues as non-tax revenues.

Revenues from the education loans' repayments do not represent an increase of net worth resulting from a transaction and therefore are not considered as revenues under the OECD classification, as set out in the *Interpretative Guide* in Annex B.

1. Revenue from PAYE Penalties, tax interests and penalties on taxes are considered as non-tax revenue under the OECD classification, as set out in the *OECD Interpretative Guide* in Annex A. The national classification of Eswatini classifies it as tax revenues.

Source: Eswatini Revenue Authority; Local Government; Eswatini National Provident Fund and Public Service Pension Fund; Ministry of Economic Planning and Development; Central Government.

StatLink  <https://stat.link/93nrut>

Table 6.16. **Gabon**
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	10 231	54 147	24 705	497 870	564 628	397 568	597 846
Dons	0	0	0	0	0	0	0
Revenus de la propriété	6 717	25 905	18 106	455 275	556 692	387 314	586 466
Loyers et redevances	6 527	10 438	4 083	431 784	539 900	335 343	547 088
Redevance superficière (secteur minier)	864	830	1 696	2 454	2 278	1 612	2 369
Domaines miniers (manganèse)	0	0	0	0	0	0	1 615
Autres produits miniers	2	6 607	99	1 008	77	268	1 089
Autres redevances minières	529	564	428	242	481	194	275
Redevance pétrolière	0	0	1	0	0	0	0
Taxe de superficie (forêt)	3 423	2 437	1 585	2 891	3 691	3 438	7 408
Redevance d'attribution forêt	1 409	0	40	1 961	2 366	1 733	0
Autres redevances forestières	300	0	234	3	0	0	0
Recettes pétrolières de la Direction Générale des Hydrocarbures	0	0	0	423 225	531 007	328 097	534 331
Intérêts et dividendes	191	15 467	14 023	23 491	16 792	51 971	39 378
Produits des participations	191	15 467	14 023	23 491	16 792	16 771	25 740
Dividendes pétrole de la Direction Générale des Hydrocarbures	0	0	0	0	0	35 200	13 638
Autres revenus de la propriété	0	0	0	0	0	0	0
Ventes de biens et de services	649	4 032	3 350	24 748	2 149	3 742	6 218
Droits d'enregistrements sur actes	357	3 014	3 126	24 693	2 107	3 674	6 066
Droits et frais administratifs	292	1 018	224	55	42	68	152
Amendes, pénalités et confiscations	2 865	24 210	3 249	17 847	5 787	6 512	5 162
Pénalités de recouvrement	704	16 485	1 613	12 323	4 466	4 431	3 556
Pénalités taxe sur la valeur ajoutée	909	6 640	902	4 455	920	1 067	841
Autres amendes et pénalités	1 252	1 084	735	1 068	400	1 014	766
Recettes diverses et non identifiées	0	0	0	0	0	0	0
Total des recettes fiscales et non fiscales	914 078	1 315 653	934 878	1 416 836	1 797 814	1 453 051	1 754 961

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les recettes non fiscales incluent les recettes provenant des amendes et pénalités relatives aux impôts et taxes (dans la rubrique « Amendes, pénalités et confiscations ») et certains droits d'enregistrements (dans la rubrique « Vente de biens et services »). Elles sont comptabilisées comme des recettes fiscales au Gabon.

Les recettes non fiscales pour les années antérieures à 2014 n'incluent pas les recettes non fiscales des douanes car elles ne sont pas disponibles.

Les ventes d'actifs ne sont pas considérées comme des recettes car elles ne représentent pas une augmentation de la valeur nette résultant d'une transaction, comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexes A et B). Elles sont comptabilisées comme des recettes non fiscales au Gabon.

Source : Ministère de l'Économie et de la relance.


StatLink  <https://stat.link/1d9sgk>

Table 6.17. Ghana
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XAF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	1 051 820	1 515 259	1 169 328	794 644	991 642	619 121	360 207	664 693
Grants	17 533	0	0	0	0	1 648	576	1 031
Property income	1 012 089	1 489 017	1 087 688	742 191	962 877	595 780	337 859	627 290
Rents and royalties	518 258	957 200	688 968	484 757	604 305	373 890	227 588	468 162
Petroleum royalties	462 289	951 507	680 217	478 744	590 596	355 668	211 397	454 405
Surface royalties	51 284	844	1 842	530	1 794	400	84	190
Fishing and concessional royalties	2 021	4 850	6 909	5 483	11 915	17 822	16 107	13 567
GEOGAM gas sales	2 664	0	0	0	0	0	0	0
Interest and dividends	491 560	437 662	380 575	244 266	328 453	206 847	97 177	149 761
Shareholder participation in oil revenues	476 917	257 392	237 800	99 609	134 422	108 655	63 718	113 129
Oil dividends	0	146 345	134 965	132 925	185 706	93 018	26 545	32 565
Non-oil dividends	1 622	17 314	7 538	11 522	7 794	1 454	3 762	707
Interest on reserve funds	12 554	6 977	43	12	498	3 561	2 997	3 194
Other interest (banking, deferrals)	467	9 635	52	8	1	0	0	0
INSESO: Interest and dividends	178	191	32	160	155	166
Other property income	2 271	94 155	18 145	13 168	30 119	15 043	13 094	9 367
Contributions of public companies and independent entities	0	1 624	4 149	9 744	26 104	15 037	13 090	9 367
Other oil-related property income	2 271	92 531	13 997	3 424	4 015	6	5	0
Sales of goods and services	4 912	15 935	24 901	20 154	17 470	17 345	18 095	20 236
Administrative fees and government services	4 344	13 975	19 669	15 052	14 234	13 929	13 890	15 706
Consular fees	294	1 357	973	561	1 694	123	106	639
Tolls	184	458	2 714	0	383	2 249	2 356	2 404
Rentals of government buildings	90	145	132	69	139	42	10	0
INSESO: Medical goods and services	1 355	1 147	875	850	1 619	1 396
INSESO: Other goods and services	59	139	144	151	113	90
INSESO: Provincial medical fees	0	3 186	0	0	0	0
Fines, penalties and forfeits	0	0	258	462	451	319	85	1 608
INSESO: Sanctions, arrears and penalties	258	462	451	319	85	71
Other fines and penalties, excluding INSESO	0	0	0	0	0	1 537
Miscellaneous and unidentified revenue	17 286	10 307	56 481	31 837	10 843	4 029	3 591	14 528
INSESO: Other revenues	0	256	256	4	0	4
Transfers from other institutions	17 286	10 307	56 481	31 581	10 587	4 025	3 193	8 798
Other revenues, excluding INSESO and transfers	0	0	0	0	0	0	399	5 726
Total tax and non-tax revenue	1 407 860	2 127 636	2 105 235	1 265 740	1 471 741	1 270 542	850 596	1 068 757

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

The data are on a cash basis.

Figures exclude non-tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Revenues for MDAs (Municipalities, Departments and Agencies) and MMDAs (Metropolitan, Municipal and District Assemblies) contain a mixture of revenues collected at the local level, and revenues collected at a federal level. These are reported as revenues to the central government.

The yield from budget capping policy results from the passing of the Earmarked Funds and Capping Realignment Bill into law in 2017.

Source: Ghana Statistical Service.

StatLink  <https://stat.link/1a87jr>

Table 6.18. Guinea / Guinée
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million GNF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	..	165 427	286 519	313 794	699 211	2 297 751	3 115 465	2 754 357	3 029 609	3 313 603
Dons	..	125 270	91 941	108 159	337 842	1 408 240	1 510 193	574 549	1 538 913	970 660
Dons affectés	..	123 889	27 500	102 824	249 273	959 578	1 061 327	358 321	547 360	930 169
Dons non affectés	..	1 381	3 777	0	88 569	448 662	448 867	216 229	991 553	40 491
Autres dons	..	0	60 664	5 334	0	0	0	0	0	0
Revenus de la propriété	..	18 673	110 746	137 445	163 344	726 240	1 024 036	1 041 805	1 353 083	1 977 009
Loyers et redevances	..	14 611	101 400	54 880	130 515	630 342	922 930	977 636	1 005 291	1 588 925
Taxe Minière à l'Extraction (TME)	..	0	0	0	0	372 005	615 851	650 148	729 661	1 165 958
Redevances radio et téléphone mobile GSM	..	0	81 366	13 118	82 800	107 000	20 000	128 750	116 543	162 592
Redevances sociétés de pêche	..	9 543	17 621	5 226	18 409	69 754	61 142	70 585	74 497	89 185
Redevances exploitation minières	..	38	441	29 697	18 380	61 801	205 686	105 683	61 025	143 043
Redevances comptoirs, acheteurs et collecteurs (diamant)	..	455	609	2 814	3 982	7 769	5 797	3 651	4 853	7 013
Autres redevances	..	4 575	1 364	4 025	6 945	12 012	14 454	18 818	18 712	21 134
Intérêts et dividendes	..	4 062	9 346	82 565	32 829	95 898	101 106	64 169	347 792	388 084
Autres revenus de la propriété	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventes de biens et de services	..	5 142	49 013	40 493	109 183	104 405	93 113	91 246	99 927	263 529
Droits et frais administratifs	..	3 699	2 394	6 149	75 275	101 888	90 274	87 488	90 375	248 523
Location d'infrastructures	..	0	40 418	33 177	31 871	0	0	269	0	0
Recettes locatives	..	1 384	5 875	759	785	649	603	556	513	1 210
Location bâtiments	..	59	326	410	1 252	1 868	2 236	2 933	9 038	13 796
Autres recettes administratives	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amendes, pénalités et confiscations	..	705	5 010	7 672	26 711	35 815	26 198	45 334	37 185	29 482
Recettes diverses et non identifiées	..	15 637	29 809	20 025	62 131	23 049	461 925	1 001 423	500	72 922
Recettes accidentelles	..	7 993	29 734	16 422	28 000	0	400 250	784 281	162	57 214
Autres recettes de produits divers	..	7 645	76	3 603	34 131	23 049	61 675	217 142	339	15 708
Total des recettes fiscales et non fiscales	..	692 549	1 663 263	4 246 059	9 275 617	14 290 304	15 912 126	17 834 661	18 803 505	20 988 455

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les recettes des amendes et pénalités relatives aux impôts et taxes, des taxes minières sur l'extraction, des redevances de prestations administratives et des produits de vente aux enchères sont incluses dans les recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexes A et B). Elles sont comptabilisées comme des recettes fiscales en Guinée. Ces recettes sont classifiées respectivement dans les rubriques « Amendes, pénalités et confiscations », « Loyers et redevances » et « Ventes de biens et services ».

Source : Ministère du Budget.

StatLink  <https://stat.link/Ozco2f>

Table 6.19. Kenya
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million KES	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	32 767	40 293	96 277	218 348	186 130	204 133	397 234	265 805
Grants	14 905	20 710	12 020	26 962	26 484	19 692	19 820	31 816
Grants from foreign governments	14 905	9 215	2 644	2 345	2 696	2 289	4 151	2 932
Grants from International orgs	0	11 495	9 376	24 617	23 788	17 402	15 669	28 884
Property income	5 255	9 921	16 216	34 049	43 670	49 280	165 386	96 686
Rents and royalties	727	1 184	695	665	1 606	1 576	1 398	1 599
Rent of land	674	1 108	8	38	753	610	472	520
Kenya Airports Authority (KAA) concession fees	53	77	113	127	131	134	120	145
Base titanium royalty	0	0	338	295	491	520	509	536
Mining royalties	0	0	136	118	95	117	193	164
Royalties from soda ash	0	0	100	87	135	195	105	235
Interest and dividends	2 027	8 736	10 781	28 053	34 137	39 704	93 887	92 309
Profits and dividends	1 185	8 354	9 002	26 022	32 023	37 526	92 090	90 214
Interests	843	382	1 779	2 032	2 114	2 178	1 797	2 095
Other property income	2 500	0	4 740	5 330	7 927	8 000	70 101	2 777
Surplus funds from regulatory authority	2 500	0	4 740	5 330	7 927	8 000	70 101	2 777
Sales of goods and services	1 548	2 302	45 302	46 604	48 576	63 521	54 981	50 118
Work permits	0	0	4 098	5 363	2	8 333	3 694	5 729
Road transit toll	293	457	562	737	766	840	912	1 185
Immigration visas and other consular fees	0	0	2 822	3 144	8 980	5 083	6 058	1 359
Fees under Traffic Act	304	1 188	0	0	1 326	1 647	1 574	2 201
Land administration fees	55	0	1 826	915	722	959	1 095	501
Motor driver's licences	376	656	0	1 270	0	0	0	0
Passport fees	0	0	570	867	1 116	2 461	1 333	1 218
Rent of government buildings and housing	520	0	135	332	157	459	437	482
Other fees for administrative services	0	0	556	556	1 756	2 436	2 139	1 993
Hire of security service fees	0	0	372	330	854	566	893	740
Registration of organisations, professionals and agreements	0	0	296	369	36	121	864	7
Registration of births, deaths and marriages	0	0	214	198	370	313	211	259
Other non-tax revenue collected by local government	33 849	32 523	32 492	40 305	35 773	34 444
Fines, penalties and forfeits	200	229	1 459	1 098	1 124	1 567	1 283	1 271
Miscellaneous and unidentified revenue	10 859	7 131	21 281	109 636	66 276	70 072	155 762	85 914
Contribution from government employees to social and welfare schemes within government	558	341	871	390	203	213	193	245
National Social Security Fund	4 097	6 790	9 210	9 491	9 988	14 036	14 771	14 322
Other Miscellaneous	6 204	0	11 200	99 754	56 085	55 823	140 799	71 347
Total tax and non-tax revenue	311 480	585 812	1 192 903	1 626 694	1 665 998	1 800 115	2 047 781	1 995 867

.. Not available

Note: Data are reported on a fiscal year basis beginning 1st July. For example, the data for 2021 represent July 2020 to June 2021

The data are on a cash basis.

Detailed non-tax revenue data are not readily available for 2001, 2002, 2003, 2004, 2006, 2011 and 2012. Figures exclude non-tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available

The national classification of Kenya classifies revenues from the airport revenue, aviation revenue, petroleum development levy, Foreign Motor Vehicles (FMV) levy, road maintenance levy, sugar levy, petroleum regulatory levy, merchant superintendent shipping levy, railway development levy, revenue Stamps, Kenya Bureau of Standards (KEBS) tax and land rates as non-tax revenues. They are considered in this publication as tax revenues under the OECD classification, as set out in the *Interpretative Guide* in Annex A.

Source: Kenya Revenue Authority Statistical Service.

StatLink  <https://stat.link/up10og>

Table 6.20. Lesotho
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million LSL	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	2 975	5 668	8 978	8 787	8 691	8 929	11 850	11 305
Grants	222	1 306	966	1 005	1 373	1 256	1 049	1 757
Property income	270	1 583	1 394	1 457	1 613	1 330	1 677	1 948
Rents and royalties	270	897	993	1 244	1 294	1 154	1 559	1 869
Water royalties	236	432	740	941	937	793	1 074	1 303
Mining and other royalties	34	465	252	304	357	361	485	566
Interest and dividends	0	686	401	213	319	176	118	79
Mining dividends	126	254	64	319	16	118	0
Non-mining dividends	560	147	149	0	160	0	79
Other property income	0	0	0	0	0	0	0	0
Sales of goods and services	170	149	216	169	166	115	143	63
Fines, penalties and forfeits	7	2	4	3	0	1	1	0
Fines for traffic offences	7	2	4	3	0	1	1	0
Miscellaneous and unidentified revenue	2 306	2 628	6 398	6 154	5 538	6 226	8 981	7 537
SACU revenue	2 306	2 628	6 398	6 154	5 538	6 226	8 981	7 537
<i>Total tax and non-tax revenue</i>	4 437	8 601	14 850	14 882	15 980	16 177	18 621	19 131
Total non-tax revenue excluding grants	2 753	4 362	8 012	7 783	7 317	7 673	10 801	9 548

.. Not available

Note: Data are on a fiscal year basis beginning 1st April. For example, the data for 2021 represent April 2021 to March 2022.

Data are reported on a cash basis.

Source: Revenue Services Lesotho for all revenues except for transfers from the SACU Common Revenue Pool. Lesotho Ministry of Finance budget reports for SACU revenues.

StatLink  <https://stat.link/11zhkf>

Table 6.21. Madagascar
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million MGA	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	0	172 677	630 632	619 717	506 489	1 172 259	1 383 116	1 754 983	1 411 620	543 066
Dons	0	153 554	547 855	351 388	423 925	1 036 870	1 231 133	1 586 813	1 242 700	370 900
Dons - programmes des gouvernements étrangers	..	0	49 571	0	39 869	298 387	414 183	365 104	434 700	1 100
Dons - projets des institutions internationales	..	153 554	438 520	336 704	384 056	738 483	816 950	1 221 709	808 000	369 800
Ressources de l'Initiative pays pauvres très endettés (PPTE)	..	0	59 764	14 684	0	0	0	0	0	0
Revenus de la propriété	0	17 649	26 100	266 340	59 980	107 633	109 916	119 659	131 755	150 224
Loyers et redevances	..	5 649	17 092	241 311	14 064	8 634	14 663	12 931	28 131	33 847
Intérêts et dividendes	..	12 000	9 008	25 029	45 916	98 999	95 253	106 728	103 624	116 377
Autres revenus de la propriété	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventes de biens et de services	0	1 474	5 204	1 989	6 483	17 209	22 655	27 486	16 432	6 775
Amendes, pénalités et confiscations	0	0	0	0	519	916	581	1 139	862	1 078
Recettes diverses et non identifiées	0	0	51 473	0	15 581	9 631	18 832	19 886	19 871	14 089
<i>Total des recettes fiscales et non fiscales</i>	215 420	764 577	1 647 034	2 395 900	3 611 756	5 448 708	6 389 641	7 400 464	6 422 910	6 492 930

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

La provision d'une ventilation plus détaillée à partir de 2015 a permis d'affiner la classification des certaines recettes

Rubrique Ventes de biens et services : inclut les recettes provenant des timbres sur visa à partir de 2015 comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexes A et B). Jusqu'en 2014 ces recettes sont incluses dans les recettes fiscales car il n'a pas été possible de les séparer des autres recettes.

Rubrique Amendes, pénalités et confiscations : inclut les recettes des pénalités d'impôts à partir de 2015 comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexes A et B). Jusqu'en 2014 ces recettes sont incluses dans les recettes fiscales car il n'a pas été possible de les séparer des autres recettes.

Source : Ministère de l'Économie et des Finances de Madagascar.

StatLink  <https://stat.link/gcah2m>

Table 6.22. Malawi
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million MWK

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	29 851	105 601	124 112	202 474	126 362	157 915	177 556	184 096
Grants	24 227	78 448	79 392	147 706	70 155	114 705	173 172	112 474
Property income	760	3 466	32 815	22 837	20 083	7 571	1 787	36 867
Rents and royalties	0	0	0	0	0	0	0	0
Interest and dividends	760	3 466	32 815	22 837	20 083	7 571	1 787	36 867
Parastatal dividends	760	3 466	32 815	22 837	20 083	7 571	1 787	36 867
Other property income	0	0	0	0	0	0	0	0
Sales of goods and services	3 108	13 724	11 397	20 607	34 639	27 064	2 349	26 181
Fertiliser sales revenue	0	736	0	0	0	0	0	0
Receipts from fertiliser option	0	0	0	0	0	0	0	0
Maize sales	468	0	0	0	0	0	0	0
Departmental receipts	2 640	12 988	11 397	20 607	34 639	27 064	2 333	23 175
Treasury funds	0	0	0	0	0	0	17	3 006
Fines, penalties and forfeits	15	205	509	0	1 485	8 574	247	8 574
Penalties	15	205	509	..	1 485	8 574	247	8 574
Miscellaneous and unidentified revenue	1 742	9 758	0	11 325	0	0	0	0
Other current transfers not elsewhere classified	1 742	9 758	..	11 325	..	..	..	..
Total tax and non-tax revenue	81 034	258 346	609 438	998 258	1 007 257	1 126 844	1 248 473	1 198 022

.. Not available

Note: Data are on a fiscal year basis beginning 1st July. For example, the data for 2021 represent July 1, 2020 to June 30, 2021.

Data are reported on a cash basis.

Figures exclude revenues from business licenses and permits collected by city and district councils from business entities within their jurisdictions.

Source: Ministry of Finance, Economic Planning and Development of Malawi.

StatLink  <https://stat.link/e1unt3>

Table 6.23. **Mali**
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	97 332	122 795	173 446	256 632	198 795	313 574	226 436	317 091	232 199	198 497
Dons	86 170	102 481	138 317	190 540	112 124	159 914	136 049	208 841	133 452	75 181
Dons - gouvernements étrangers	0	0	0	22 263	20 665	14 208	6 129	8 056	6 563	600
Dons - institutions internationales	86 170	102 481	115 684	160 368	79 066	127 477	110 927	183 184	100 243	65 792
Ressources de l'Initiative pays pauvres très endettés (PPTE)	0	0	22 633	7 909	12 393	18 229	18 993	17 601	26 646	8 789
Ressources exceptionnelles: reconversion dette monétaire fonds de concours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Revenus de la propriété	1 753	9 669	12 421	34 564	48 278	116 844	50 229	62 449	64 925	90 128
Loyers et redevances	1 168	358	507	650	1 735	81 041	21 023	15 877	1 191	1 711
Concessions ordinaires	143	336	257	262	1 315	80 510	20 425	15 049	618	756
Redevances superficielles	7	22	241	388	262	421	371	465	353	516
Taxe d'extraction	1 018	0	9	0	158	110	107	364	219	439
Autres loyers et redevances - extrabudgétaires	0	0	0	0	0	0	121	..	..	..
Intérêts et dividendes	585	9 311	11 914	32 873	46 122	35 067	26 960	45 429	62 676	86 547
Revenus des valeurs mobilières, des titres et des dividendes	585	9 296	11 908	30 500	41 261	8 059	7 201	24 624	35 052	64 214
Autres intérêts et dividendes (budget d'état)	0	15	6	0	0	21 563	15 726	17 093	23 297	19 532
Intérêts des comptes bancaires (INPS)	0	0	0	2 373	3 549	3 630	2 230	2 029	2 857	956
CANAM - Intérêt des placements bancaires	0	0	0	0	1 312	1 815	1 802	1 684	1 470	1 846
Autres revenus de la propriété	0	0	0	1 041	420	736	2 246	1 142	1 059	1 869
Autres revenus de la propriété (CMSS)	..	..	..	0	140	87	47	101	73	164
Autres revenus de la propriété (INPS)	..	..	..	1 041	281	649	2 199	1 041	986	1 705
Ventes de biens et de services	4 027	3 924	7 488	13 208	22 860	19 973	21 957	22 668	16 196	12 924
Prestations, évacuations, importations, exportations - extrabudgétaires	0	0	0	0	0	0	3 351	..	..	..
Droits de chancellerie	834	886	1 949	2 152	4 310	3 914	4 255	9 033	2 983	3 029
Passeports et cartes d'identités, visas	288	473	1 466	2 609	2 680	1 352	3 251	5 345	1 415	1 472
Recettes sur rôles (Trésor - BN)	1 503	981	154	91	0	0	0	0	0	0
Frais d'administration, voitures	440	497	591	813	1 200	1 355	1 137	1 163	1 543	1 458
Ventes en douanes	5	15	24	117	26	18	19	87	20	67
Location des immeubles de l'état	27	393	36	0	0	0	0	0	36	14
Autres ventes de biens et de services (budget d'état)	930	679	197	6 460	12 598	8 206	6 584	2 917	1 745	2 358
Recettes de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) - hors cotisations	0	0	403	699	995	1 146	779	1 225	1 629	1 288
Recettes de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) - hors cotisations	0	0	2 668	267	1 040	3 956	1 436	2 872	6 717	3 032
Location des immeubles de l'état - extrabudgétaires	..	..	0	0	0	0	517	..	..	..
Autres ventes de biens et de services - extrabudgétaires	..	..	0	0	0	0	540	..	..	..
CANAM - Divers produits	..	..	..	..	12	25	89	26	107	207
Amendes, pénalités et confiscations	2 159	2 786	4 656	8 010	12 764	7 289	8 753	16 288	12 867	14 815
Pénalités sur impôts directs	160	352	1 154	3 939	4 753	3 529	2 983	4 481	3 473	6 458
Pénalités sur impôts indirects	1 130	1 528	2 602	1 418	3 101	1 247	1 800	5 197	4 024	1 355
Amendes et confiscations	717	710	592	1 268	2 738	1 301	1 487	2 007	2 156	2 830
Transactions forestières, pêche et chasse	18	98	45	153	0	0	0	0	0	0
Frais et amendes judiciaires	134	98	243	249	397	302	296	0	329	562
Autres pénalités (budget d'état)	0	0	20	77	624	51	50	96	138	90
Pénalités et frais contentieux (INPS)	0	0	0	906	1 151	859	2 137	4 507	2 747	3 521
Recettes diverses et non identifiées	3 223	3 935	10 564	10 309	2 769	9 554	9 448	6 846	4 758	5 449
Compensations des moins values de recettes	0	0	5 260	0	0	0	0	0	0	0
Amendes arbitrées	117	268	41	66	41	94	60	89	160	105
Autres recettes diverses	3 106	3 667	5 263	10 243	2 728	9 460	8 099	6 756	4 590	5 325
Autres recettes diverses - extrabudgétaires	..	..	..	..	..	..	1 289	..	..	..
CANAM - Produits contentieux	..	..	..	..	0	0	0	0	8	19
Total des recettes fiscales et non fiscales	221 535	362 157	650 221	1 004 877	1 406 036	1 853 422	1 537 139	2 150 304	2 119 134	2 299 915

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les rubriques "Intérêts et dividendes, « Ventes de biens et de services », et « Recettes diverses et non identifiées » comprennent les données de la CANAM, qui sont rapportées pour la première fois dans cette édition.

Source : Ministère de l'Économie et des Finances et Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Mali.

StatLink  <https://stat.link/ksaout>

Table 6.24. Mauritania / Mauritanie
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million MRU

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	9 833	12 868	11 469	18 008	15 862	13 986	15 597
Dons	830	1 988	1 096	201	2 211	0	106
Dons courants états étrangers	0	1 988	1 096	0	0	..	..
Dons courants organismes	830	0	0	201	2 211	..	106
Revenus de la propriété	8 172	9 551	9 361	15 189	11 789	11 972	11 877
Loyers et redevances	6 843	8 112	8 197	13 880	10 617	10 262	9 695
Accords de pêche	3 945	4 068	5 048	5 859	6 665	6 971	4 755
Droits d'accès pêche	208	318	1 524	1 643	869	364	770
Licences télécom et sanctions	3	1 906	464	452	347	993	1 826
Mine : permis d'exploitation et de recherche	1 562	635	620	615	902	1 389	2 010
Pétrole : bonus de signature	73	0	460	5 141	1 637	0	0
Pétrole : redevances et autres	1 035	1 150	42	126	128	535	306
Redevances et concessions domaniales	16	35	39	45	69	11	27
Intérêts et dividendes	1 329	1 439	1 161	1 308	1 171	1 710	2 182
Autres revenus de la propriété	0	0	3	0	0	0	0
Ventes de biens et de services	127	486	447	508	458	393	547
Visas	0	150	162	179	178	92	154
Passeports	0	102	149	167	93	67	144
Cartes grises et permis de conduire	0	54	24	40	59	51	84
Frais administratifs	106	181	92	98	106	100	130
Frais universités, instituts et centres nationaux	21	0	20	24	21	84	34
Amendes, pénalités et confiscations	206	393	366	519	476	705	2 035
Amendes de pêche	75	57	130	80	139	160	156
Autres amendes	131	336	236	439	336	544	1 879
Recettes diverses et non identifiées	498	450	200	1 591	929	916	1 033
Total des recettes fiscales et non fiscales	25 015	41 961	46 622	58 374	55 795	52 587	63 481

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements

Les chiffres n'incluent pas les recettes des droits de conservation foncière. Elles sont incluses dans les recettes fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexe A) mais considérées comme des recettes non fiscales en Mauritanie.

Source : Ministère des Finances de la Mauritanie.


StatLink  <https://stat.link/fe7adw>

Table 6.25. Mauritius / Maurice
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million MUR	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	2 467	3 293	4 590	11 458	11 320	16 627	20 279	14 070	15 348	10 894
Grants	262	161	444	1 991	1 202	2 920	2 635	1 998	4 386	345
Grants from foreign governments	..	..	..	2	183	1 915	2 248	1 580	4 140	122
Grants from international organizations	..	..	..	1 989	1 019	1 005	387	418	246	223
Property income	1 671	2 370	2 395	5 020	3 604	4 583	5 060	4 151	5 655	5 048
Rents and royalties	0	0	0	1 284	752	960	1 171	1 192	982	478
Interest and dividends	0	0	0	979	873	534	1 051	430	784	309
Interest	..	..	..	392	382	236	271	244	232	198
Dividends	..	..	..	587	492	298	780	186	552	111
Other property income	1 671	2 370	2 395	2 756	1 979	3 089	2 838	2 529	3 889	4 261
Other property income - Budgetary	1 196	1 692	1 235	1 549	1 392	1 810	1 039	1 138	2 152	992
Other property income - Extra-budgetary	26	58	136	349	33	63	235	235	414	165
Other property income - Social security funds	424	544	973	777	529	1 169	1 531	1 103	1 278	3 074
Other property income - Regional government	0	0	6	11	5	13	12	19	13	20
Other property income - Local government	25	76	45	71	20	34	20	34	32	11
Sales of goods and services	442	626	1 385	2 028	3 633	3 889	4 056	4 358	3 913	3 720
Work/occupational permits	0	0	47	95	194	205	266	277	221	148
Extra-budgetary fees, charges, and non-industrial sales	140	177	397	543	1 219	1 180	1 671	1 362	1 405	1 417
Fees, charges, and non-industrial sales by social security funds	17	20	40	51	78	159	0	271	106	101
Regional government sales of goods and services	0	0	6	5	4	9	11	7	13	12
Local government sales of goods and services	22	60	96	113	353	678	445	619	553	583
Other sales of goods and services	264	370	799	1 222	1 786	1 658	1 663	1 821	1 615	1 457
Fines, penalties and forfeits	27	65	152	272	292	305	284	359	320	247
Budgetary fines, penalties and forfeits	27	65	151	269	290	251	238	339	302	327
Extra-budgetary fines, penalties and forfeits	0	0	0	0	0	49	34	0	0	0
Regional government fines, penalties and forfeits	0	0	1	3	2	5	5	5	5	-80
Local government fines, penalties and forfeits	0	0	0	0	0	0	8	15	13	0
Miscellaneous and unidentified revenue	65	70	214	2 147	2 588	4 931	8 244	3 204	1 074	1 536
Budgetary miscellaneous and unidentified revenue	26	10	13	1 803	157	250	242	229	156	126
Extra-budgetary miscellaneous and unidentified revenue	36	44	185	293	1 092	4 460	3 085	1 209	524	1 158
Miscellaneous and unidentified revenue for social security funds	0	4	0	3	0	0	0	0	0	0
Regional government miscellaneous and unidentified revenue	0	0	0	1	0	52	1	0	4	4
Local government miscellaneous and unidentified revenue	4	13	16	47	0	0	3	11	18	98
Transfers from special funds	0	0	0	0	1 339	171	4 914	1 755	372	150
Total tax and non-tax revenue	14 729	25 439	39 417	69 862	90 544	105 211	116 031	117 456	112 623	103 569

.. Not available

Note: Data are on a fiscal year basis beginning 1st July for years prior to 2010 (for example the data for 2009 represent July 2008 to June 2009) and are on a calendar year basis from 2010-15. Mauritius went back to a July-June fiscal year in 2015. Figures for 2016 correspond to the July-June 2015/16 fiscal year, while figures for 2015 correspond to the January-December calendar year. The calendar year 2015 is not used in national budget reporting by Mauritius, which means that official figures are not available for all revenue categories for this period.

Where data was missing for 2015, quarterly revenue figures at the aggregate level were used along with fiscal year revenue data to produce estimates.

Data are reported on a cash basis.

Figures taken from the Digest of Public Finance Statistics were adjusted in order to ensure that the sum of the revenues for different levels of governments would be equal to consolidated total revenues reported for the general government of Mauritius.

For the years 1989/90-2005/06, budgetary rents and royalties, interest and dividends are all reported under the heading "Other property income - Budgetary". For the years 2006/07 onwards, budgetary rents and royalties, interest and dividends are reported under separate headings.

Grants revenue for the years from 2017/18 onwards reflects consolidated general government revenues rather than consolidated central government revenues.

Sales of goods and services corresponds to the category "122 Fees, charges and non-industrial sales" in the Digest of Public Sector Statistics for the years up to 2006/07. For subsequent years, this excludes a number of sub-categories, such as licence fees, and work permits which are classified under other revenue categories.

Revenues reported as "Transfers from special funds" in fact represent funds raised from various sources, including tax revenues, non-tax revenues, and inter-governmental transfers which are not properly classified as revenues. Special Funds are special purpose vehicles set up by way of legislation for a specific purpose, i.e. to finance a dedicated programme or projects. Funds are transferred to the Fund from the Consolidated Fund through an appropriate expenditure item in the budget. Such Funds also generate their own revenue in terms of, for example, a levy imposed on petroleum products or contributions from international institutions and friendly countries. As such, once the dedicated programme or projects are completed, the available balance in the Special Funds are transferred to the Consolidated Fund and reported as revenues in budget documents for Mauritius.

Source: Mauritius Revenue Authority for the central government budgetary tax data from 2007 to 2014. Statistics Mauritius for extra-budgetary, local government, regional government and social security revenues from 1990 to 2021, as well as for budgetary central government tax revenues up to 2006; Ministry of Finance budget estimates for detailed revenue figures for the periods July 2005-June 2008, for 2016-21, and for the figures used to estimate calendar year 2015 revenues.

StatLink  <https://stat.link/pscjko>

Table 6.26. **Morocco / Maroc**
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million MAD

	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	..	9 278	16 745	27 970	38 673	36 921	40 466	49 088	37 043	35 981
Dons	..	2	1 163	199	0	0	0	0	276	0
Revenus de la propriété	..	3 125	4 878	9 786	8 934	8 604	9 836	10 401	8 687	10 411
Loyers et redevances	..	1 507	2 892	3 868	5 192	4 583	4 738	4 865	2 901	4 498
Redevance gazoduc	..	298	1 369	1 442	1 765	1 016	1 538	1 011	455	763
Redevances et contributions pour licence de pêche en haute mer	..	94	38	329	520	739	235	773	93	936
Redevances pour l'occupation du domaine public	..	132	214	331	281	257	273	260	98	182
Autres redevances	..	7	8	63	6	8	6	10	4	8
Loyers et redevances reçues par les collectivités locales	..	977	1 262	1 703	2 620	2 563	2 686	2 809	2 251	2 608
Intérêts et dividendes	..	1 618	1 986	5 918	3 742	4 021	5 098	5 537	5 786	5 912
Dividendes des monopoles	..	1 008	1 540	5 584	3 236	3 526	4 650	5 197	5 354	5 349
Intérêts sur placements et avances	..	419	198	96	195	174	119	4	7	98
Intérêts et dividendes reçus par collectivités locales	..	191	248	239	311	322	329	336	425	465
Autres revenus de la propriété	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventes de biens et de services	..	4 573	7 315	10 286	16 009	16 890	17 990	20 791	13 182	13 389
Cartes d'identités, passeports et documents divers	..	453	511	567	498	759	950	1 111	746	989
Produits de certains établissements publics	..	1 544	3 038	2 990	5 462	4 432	4 425	7 487	4 194	5 255
Revenus des immeubles domaniaux (loyers, charges locatives, etc.)	..	137	172	250	265	302	335	327	275	374
Autres produits et divers	..	175	824	646	965	1 199	1 661	825	777	706
Ventes de biens et de services par collectivités locales	..	2 265	2 770	5 832	8 819	10 198	10 619	11 040	7 190	6 066
Amendes, pénalités et confiscations	..	398	851	2 802	2 994	2 973	3 963	5 872	1 496	1 946
Amendes et condamnations pécuniaires	..	17	42	21	61	63	66	63	45	59
Amendes transactionnelles	..	36	90	130	706	471	481	425	124	162
Autres (produits des confiscations, pénalités et amendes autres que fiscales)	..	6	9	1	0	0	0	0	0	0
Majorations et pénalités	..	339	709	2 650	2 226	2 439	3 416	5 385	1 328	1 725
Recettes diverses et non identifiées	..	1 180	2 539	4 897	10 736	8 454	8 678	12 024	13 402	10 235
Fonds de concours	..	147	968	3 597	3 453	2 250	1 944	1 973	6 922	1 514
Recettes en atténuation des dépenses de la dette	..	801	879	480	4 386	691	963	3 164	1 526	1 726
Reversements sur traitements et salaires	..	55	157	99	62	1 300	957	919	829	966
Créances sur le trésor prescrites	..	30	224	39	97	260	305	866	67	102
Autres (divers remboursement à l'État)	..	7	29	6	254	46	11	12	11	72
Recettes diverses et non identifiées des collectivités locales	..	139	281	677	2 484	3 907	4 498	5 089	4 048	5 855
Total des recettes fiscales et non fiscales	..	100 178	154 185	244 738	303 742	334 103	353 162	375 614	351 377	383 382

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Majorations et pénalités (DGI) : Les recettes des majorations et pénalités relatives aux impôts sont considérées comme des recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexes A et B). La classification nationale du Maroc les compte comme des recettes fiscales.

Source : Ministère de l'Économie et des Finances.

StatLink  <https://stat.link/3t1ba8>

Table 6.27. Namibia / Namibie
 Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million NAD	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	7 948	20 781	23 812	21 336	22 799	25 728	19 108
Grants	24	152	1	72	98	266	0
Property income	1 373	2 568	3 026	2 571	2 653	2 331	3 089
Rents and royalties	1 015	1 482	1 691	1 869	1 520	1 713	2 195
Diamond royalties	602	1 060	1 203	1 255	707	881	679
Other mineral royalties	280	309	343	347	546	619	711
Fishing quota levies	133	113	145	267	267	213	805
Interest and dividends	358	1 086	1 335	702	1 133	618	894
Other property income	0	0	0	0	0	0	0
Sales of goods and services	534	628	1 092	1 228	1 027	780	1 172
Fines, penalties and forfeits	43	78	95	90	99	99	97
Miscellaneous and unidentified revenue	5 975	17 355	19 598	17 375	18 922	22 252	14 750
SACU Revenue Pool Share	5 975	17 355	19 598	17 375	18 922	22 252	14 750
<i>Total tax and non-tax revenue</i>	23 682	52 754	59 306	56 504	59 046	58 490	55 971

.. Not available

Note: Data are on a fiscal year basis beginning 1st April. For example, the data for 2021 represent April 2021 to March 2022.

Data are on a cash basis.

Figures exclude tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Source: Namibia Revenue Agency.

StatLink  <https://stat.link/bichom>

Table 6.28. Niger
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	..	65 672	145 022	180 746	331 067	389 165	518 451	587 486	653 819	667 993
Dons	..	59 240	134 000	130 144	232 611	342 117	428 900	514 000	535 990	605 144
Revenus de la propriété	..	4 751	5 998	28 436	40 249	28 929	47 496	30 975	33 590	29 823
Loyers et redevances	..	4 673	5 156	14 977	32 963	16 095	38 235	16 258	19 506	18 147
Bonus de signature	..	0	0	0	17 044	0	22 974	0	0	0
Redevance minière (RM)	..	4 519	4 732	14 381	11 323	8 850	7 214	6 877	9 801	7 707
Redevance superficiaire pétrole	..	0	0	0	2 776	3 138	3 046	4 443	4 516	4 460
Publicité foncière	..	50	281	429	950	2 149	2 650	1 801	3 704	3 329
Redevance superficiaire mine	..	0	0	0	449	1 117	1 463	2 191	1 060	1 761
Retenue pour logements	..	6	3	25	173	228	139	182	43	33
Concessions provisoires	..	0	73	86	164	190	288	286	69	224
Permis de coupe de bois	..	65	18	42	52	295	191	277	203	88
Bornage de terrains	..	4	13	9	20	23	190	124	109	192
Concessions définitives	..	29	35	5	12	103	82	76	1	355
Intérêts et dividendes	..	0	653	13 166	6 996	12 459	8 864	14 333	13 648	11 194
Dividendes	653	12 081	2 990	7 542	5 263	10 558	9 369	7 291
Bénéfices pétroliers	0	0	3 577	4 042	3 430	3 651	3 553	3 523
Intérêts créditeurs	0	1 084	430	876	170	124	726	380
Autres revenus de la propriété	..	78	189	293	290	375	398	384	436	481
Droits d'occupation du domaine public	..	78	189	293	290	375	398	384	436	481
Ventes de biens et de services	..	85	281	289	36 492	4 733	15 429	7 503	8 270	9 387
Vente de licence de téléphonie cellulaire	..	0	0	0	34 000	0	10 000	2 000	0	89
Commission sur transferts banque centrale (BCEAO)	..	0	0	42	1 090	3 093	3 905	3 826	5 255	5 459
Vente passeports/visa interpol	..	0	0	0	469	760	731	1 076	913	1 011
Vaccination internationale	..	0	0	0	239	217	179	154	172	29
Emission cartes grises/transport	..	0	0	0	143	180	3	51	143	442
Recettes des régions forestières	..	30	110	159	127	26	20	13	13	0
Ventes imprimés DGI/DGD	..	0	0	0	104	74	43	13	215	22
Droit de chancellerie	..	0	4	3	76	10	17	10	11	15
Location d'immeubles	..	9	135	63	9	21	29	22	447	286
Autres ventes de biens et services	..	46	32	21	235	352	503	337	320	715
Diverses prestations exceptionnelles	..	0	0	0	0	0	0	0	781	1 319
Amendes, pénalités et confiscations	..	1 348	1 702	4 849	14 080	8 437	17 457	22 269	13 825	13 566
Amendes et pénalités de la DGI	..	1 188	1 064	3 329	11 370	6 170	15 572	19 523	10 773	11 251
Amendes et frais de police	..	0	76	482	1 230	895	909	1 553	1 739	1 100
Amendes et confiscations	..	159	122	214	842	602	561	471	628	782
Amendes, frais et pénalités (gendarmerie et police)	..	0	402	769	595	707	266	431	491	266
Amendes et saisies forêts et chasse	..	1	27	45	26	8	32	212	68	48
Amendes et frais de justice	..	0	4	8	9	42	85	52	112	119
Amendes et saisies sur contrôle des prix-poids-mesure	..	0	6	1	8	13	32	26	14	0
Recettes diverses et non identifiées	..	249	3 040	17 029	7 635	4 950	9 168	12 739	62 144	10 074
Autres recettes diverses - Trésor National	..	0	0	16 494	4 921	3 681	8 539	12 386	61 751	9 953
Autres recettes diverses	..	249	250	420	779	1 269	251	188	307	65
Reversements UEMOA et produits divers ARC	..	0	2 790	114	1 935	0	0	0	0	0
Commissariat à l'Organisation du Hadj et de la Oumra (COHO)	..	0	0	0	0	0	378	166	86	55
Total des recettes fiscales et non fiscales	..	181 491	335 239	554 207	1 051 607	1 004 609	1 315 122	1 373 837	1 427 795	1 561 097

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les données pour la période 2000-04 doivent être interprétées avec prudence car les données non fiscales collectées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) ne sont pas disponibles pour cette période. Selon la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation en Annexe B*), le produit de la vente d'immeuble bâtis n'est pas considéré comme une recette (fiscale ou non fiscale) car il ne représente pas une augmentation de la valeur nette résultant d'une transaction. La classification du Niger compte ces recettes comme des recettes non fiscales.

Les prélèvements communautaires de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) et de l'UA (Union Africaine) ne sont pas compris dans le total des recettes fiscales ou des recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation en Annexe A*) et sont présentés ici à titre de rubrique « Pour mémoire ». La classification du Niger les compte comme des recettes fiscales.

Source : Direction Générale des Impôts.

StatLink  <https://stat.link/b0p2zf>

Table 6.29. Nigeria / Nigéria
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million NGN	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	4 393 536	2 921 280	3 153 056	4 199 152	5 722 647	5 209 338	7 085 813
Grants	335	49 288	141 055	88 292	591 157	1 672 193	1 158 057
Property income	4 266 330	2 622 660	2 731 060	2 636 270	3 127 320	3 065 216	5 349 530
Rents and royalties	4 266 330	2 622 660	2 731 060	2 636 270	3 127 320	3 065 216	5 349 530
Revenue from oil	3 574 420	2 059 110	2 100 870	1 395 650	1 734 790	873 135	2 287 330
Revenue from royalties	691 910	563 550	628 690	1 235 200	1 387 220	1 273 232	1 787 870
Revenue from fees and licences	0	0	1 500	5 420	5 310	918 849	1 274 330
Interest and dividends	0	0	0	0	0	0	0
Other property income	0	0	0	0	0	0	0
Sales of goods and services	0	0	0	0	0	0	0
Fines, penalties and forfeits	0	0	0	0	0	0	0
Miscellaneous and unidentified revenue	126 870	249 332	280 941	1 474 590	2 004 170	471 929	578 226
Other non-tax revenue (federal)	6 440	44 530	0	1 123 910	1 513 430	3 999	9 490
Revenues collected by Local Government Areas (LGAs)	120 430	204 802	280 941	350 680	490 740	467 930	568 736
Total tax and non-tax revenue	8 439 863	8 705 015	9 730 420	12 398 249	14 437 444	13 770 334	18 861 505

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

The data are on a cash basis.

"Revenue from oil" refers to government share of revenues from revenue sharing agreements with oil and exploration companies.

"Revenue from fees and licenses" refers to government fees collected in exchange for granting Oil Prospecting Licenses (OPL) and Oil Mining Leases (OML).

"Revenue from royalties" includes royalties charged to oil and mineral exploration companies.

Miscellaneous and unidentified revenue includes some revenues from dividends and issued profits from state-owned enterprises. Local Government Area (LGA) revenues are a mixture of tax and non-tax revenues.

Source: Federal Inland Revenue Service.


StatLink  <https://stat.link/hf7zty>

Table 6.30. Rwanda
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million RWF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	..	79 888	182 339	415 465	529 400	556 992	650 724	669 370	747 401	934 621
Grants	..	76 710	164 477	397 352	374 600	359 731	398 686	427 498	475 830	601 296
Property income
Rents and royalties
Interest and dividends
Other property income
Sales of goods and services
Fines, penalties and forfeits
Miscellaneous and unidentified revenue	..	3 178	17 862	18 113	154 800	197 261	252 038	241 872	271 571	333 326
Total tax and non-tax revenue	..	148 797	356 945	856 189	1 526 632	1 805 009	2 052 226	2 281 100	2 390 379	2 794 783

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

The data are on a cash basis.

Figures exclude non-tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Figures exclude fines related to tax revenues as it is not possible to split these out from tax revenues. Revenues from fines related to taxes are classified as non-tax revenues according to the OECD classification, as set out in the *Interpretative Guide* in Annex B. Rwanda considers these revenues as tax revenues.

Miscellaneous and unidentified revenue: This category includes non-tax fines, administrative fees and revenue from public property and public assets for Rwanda. These data could not be disaggregated to allocate revenue to the relevant non-tax revenue categories.

Source: Rwanda Revenue Authority.


StatLink  <https://stat.link/gnrh76>

Table 6.31. Senegal / Sénégal
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	..	68 000	105 200	203 550	366 943	531 764	435 068	378 817	474 534	520 190
Dons	..	64 000	75 600	161 850	232 034	264 530	256 444	224 326	324 523	150 509
Revenus de la propriété	..	0	26 500	39 600	84 990	68 791	76 831	100 798	108 435	222 110
Loyers et redevances	14 600	20 300	35 790	25 178	43 880	64 854	61 187	87 085
Intérêts et dividendes	11 900	19 300	49 200	43 613	32 952	35 944	47 248	133 046
Autres revenus de la propriété	0	0	0	0	0	0	0	2 000
Ventes de biens et de services	..	0	0	0	0	9 123	10 310	10 997	11 135	110 760
Amendes, pénalités et confiscations	..	0	0	0	28 220	11	45	0	0	2 915
Recettes diverses et non identifiées	..	4 000	3 100	2 100	21 700	189 310	91 438	42 697	30 442	33 897
Recettes exceptionnelles (Swapp et Sonatel)	..	0	0	0	0	..	..	..	..	34 000
Divers reversements	..	4 000	3 100	2 100	21 700	..	..	..	..	0
Total des recettes fiscales et non fiscales	..	627 295	992 448	1 471 349	2 090 075	2 571 393	2 654 884	2 941 308	3 091 949	3 384 620

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Les recettes des amendes et les pénalités sur impôts et taxes sont considérées comme des recettes non fiscales comme le préconise la classification OCDE (voir le *Guide d'interprétation* en Annexes A et B). Cependant, il n'a pas été possible de séparer le versement des amendes et pénalités des recettes correspondant aux impôts auxquels ces amendes et pénalités se rattachent et sont donc exclues de cette rubrique. La classification nationale du Sénégal les compte comme des recettes fiscales. Les montants des années 2017 à 2021 concernent uniquement les recouvrements de la DGID.

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan.

StatLink  <https://stat.link/7v1802>

Table 6.32. Seychelles
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million SCR	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	725	1 237	1 247	1 511	1 408	1 684	2 031
Grants	101	144	173	281	94	438	685
Property income	357	519	539	731	798	766	720
Rents and royalties	115	215	247	267	252	313	285
Fishing licence fees	93	0	0	0	0	98	111
Annual EU fishing licence fees to access Seychelles EEZ	0	43	37	42	1	23	33
EU fishing licence: vessel fee	0	37	29	35	79	3	3
Non EU fishing licence fees	0	60	72	72	1	74	43
Local fishing licence fees	0	1	0	2	54	1	1
SPF - Rental income	22	74	108	115	118	114	94
Interest and dividends	241	304	292	465	546	436	435
Income from interest and dividends (main budget)	206	228	207	377	442	338	336
FSA rental income (dividends)	0	11	23	29	33	30	30
SPF - Interest income	22	51	48	44	51	45	47
SPF - Investment/dividend income	12	14	14	14	21	22	21
Other property income	0	0	0	0	0	18	0
Sales of goods and services	191	462	489	466	465	432	560
Fines, penalties and forfeits	0	0	0	0	0	0	0
Miscellaneous and unidentified revenue	77	111	46	33	50	48	67
<i>Total tax and non-tax revenue</i>	4 321	6 711	7 972	8 988	9 025	8 456	8 905

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

The data are on a cash basis.

Figures exclude non-tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

In addition to the revenues labelled "SPF" under "Rents and royalties" and "Interest and dividends", some, generally negligible, SPF revenues are counted under "Other property income", "Sales of goods and services", and "Miscellaneous and unidentified revenue". SPF revenues are not reported as government revenues in Seychelles government documents.

"Rents and royalties" includes fishing licences fees considered as non-tax revenues in accordance with the OECD classification, as set out in the *Interpretative Guide* in Annex B. The Seychelles classifies these revenues as tax revenues.

"Interest and dividends" includes revenues from the Financial Services Authority (FSA). FSA revenues are not reported as government revenues in Seychelles government documents.

Source: Seychelles Revenue Commission; Seychelles Ministry of Finance, Economic Planning and Trade; Financial Services Authority Seychelles Annual Reports; and Seychelles Pension Fund Annual Reports.


StatLink  <https://stat.link/ythp4e>

Table 6.33. Sierra Leone
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million SLE	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	393 496	581 303	1 359 375	1 075 211	1 516 271	2 338 842	3 444 343	3 376 594
Grants	351 870	497 848	1 164 553	683 150	632 856	1 248 642	2 320 695	1 652 865
Programme	250 568	265 435	656 091	163 886	238 856	751 432	1 723 912	1 084 831
Elections Basket Fund	0	0	0	0	8 000	0	0	0
Project	101 302	232 413	508 462	519 264	386 000	497 210	596 783	568 034
Property income	15 869	34 474	126 650	229 646	317 692	341 425	354 134	603 804
Rents and royalties	15 869	34 474	126 650	229 646	317 692	341 425	354 134	603 804
Royalty on rutile	318	883	7 836	48 733	54 374	70 076	80 193	52 727
Royalty on bauxite and zircon	1 683	4 098	6 476	9 148	15 664	10 805	13 242	17 124
Royalty on diamonds and gold	0	6 360	28 485	20 603	71 619	77 638	89 875	71 915
Royalty on iron ore	0	0	6 119	25 568	3 468	3 453	0	221 971
Other mining licences and royalties	8 243	12 848	37 613	50 864	77 648	71 437	74 612	159 011
Royalty of fisheries	5 625	10 285	40 121	74 730	94 919	108 016	96 212	81 056
Interest and dividends	0	0	0	0	0	0	0	0
Other property income	0	0	0	0	0	0	0	0
Sales of goods and services	0	0	0	0	227 005	354 581	353 517	445 528
Treasury Single Account	227 005	354 581	353 517	445 528
Fines, penalties and forfeits	0	0	0	0	0	0	0	0
Miscellaneous and unidentified revenue	25 757	48 981	68 172	162 415	338 718	394 194	415 997	674 397
Total tax and non-tax revenue	767 853	1 510 809	3 494 637	4 028 658	5 061 314	6 665 747	7 821 326	8 569 967

.. Not available

Note: Year ending 31st December.

Data are reported on a cash basis.

"Miscellaneous and unidentified revenue" includes revenues from parastatals and other MDAs as well as other revenues including freight levy. The freight levy forms part of the Treasury Single Account collection since 2018.

"Sales of goods and services" includes revenues by key government agencies from various sources largely relating to regulatory fees, that are centralised into the Treasury Single Account.

Source: Sierra Leone National Revenue Authority.

StatLink  <https://stat.link/ts73po>

Table 6.34. South Africa / Afrique du Sud
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million ZAR	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	2 864	4 135	8 899	16 192	17 934	21 886	27 705	29 388	30 753	45 874
Grants	135	637	1 118	1 012	1 467	1 458	1 276	1 155	1 545	1 505
Property income	1 881	1 378	5 208	8 170	10 113	12 726	16 845	20 986	20 927	35 511
Rents and royalties	217	0	271	4 448	3 772	7 834	9 049	11 831	14 133	28 010
Interest and dividends	1 664	1 378	4 937	3 721	6 341	4 891	7 796	9 154	6 794	7 501
Interest	954	714	2 570	2 524	4 487	3 485	6 834	8 276	6 502	7 144
Dividends	710	664	2 366	1 197	1 853	1 406	963	878	292	357
Other property income	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sales of goods and services	600	2 006	2 243	2 335	2 159	2 629	2 321	2 715	1 611	3 116
Fines, penalties and forfeits	124	114	280	4 425	3 665	4 786	6 877	4 144	6 248	5 206
Interest on overdue tax: Individuals	..	..	..	1 225	993	1 698	1 991	1 563	1 446	1 601
Interest on overdue tax: Companies	..	..	..	1 744	1 707	2 622	3 135	2 214	3 709	2 912
PIT Administrative penalties	..	..	..	0	0	0	0	0	483	295
CIT Administrative penalties	..	..	..	0	0	0	0	0	46	97
Other fines, penalties and forfeits	124	114	280	1 457	965	466	1 752	367	563	301
Miscellaneous and unidentified revenue	123	0	50	251	531	287	386	388	423	537
Total tax and non-tax revenue	124 784	215 696	427 722	722 722	1 185 467	1 343 725	1 446 791	1 508 761	1 428 888	1 718 649
Memo items: SACU expenditure	..	..	14 145	17 905	51 022	46 542	56 921	60 265	25 295	67 760

.. Not available

Note: Data are reported on a fiscal year basis beginning 1st April. For example, the data for 2021 represent April 2021 to March 2022.

Data are reported on a cash basis.

Figures exclude non-tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

The grants data represent total grants and donations received mainly from foreign governments and multilateral institutions. Moreover, this flow does not go through the Government Revenue fund, it is earmarked for specific projects implemented across government (by line departments).

Memo items: the Southern African Customs Union (SACU) expenditure records the difference between South Africa contributions to the SACU pool and the South Africa revenue share from the SACU pool that includes the balance of the "surplus/deficit" for that fiscal year and allocations to the SACU secretariat.

Source: National Treasury of South Africa. Data for grants are from the financial statements of the Reconstruction and Development Fund Programme (RDP) Fund administered by the office of Accountant General.


StatLink  <https://stat.link/nthy7q>

Table 6.35. Togo
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million XOF	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	..	18 987	31 939	189 745	102 957	135 695	216 888	200 351	165 057	140 867
Dons	..	4 292	13 110	80 357	57 238	88 527	105 895	122 423	99 203	83 973
Dons projets	..	4 292	13 110	62 257	47 539	40 208	72 712	60 355	62 008	82 973
Dons programmes	..	0	0	18 100	9 699	48 319	33 183	62 068	37 195	1 000
Revenus de la propriété	..	10 040	11 942	92 473	25 555	31 185	41 010	37 962	32 940	30 097
Loyers et redevances	..	5 548	3 221	42 400	3 837	4 125	3 426	6 843	7 016	5 292
Redevances minières	..	0	0	0	1 270	1 850	2 322	1 777	1 872	1 660
Redevances de réhabilitation de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE)	..	5 548	3 221	0	2 240	1 828	665	3 543	4 714	2 755
Redevance contour global	..	0	0	0	0	447	332	330	431	320
Autres recettes domaniales	..	0	0	42 400	327	0	106	1 194	0	556
Intérêts et dividendes	..	4 492	8 721	50 073	21 718	27 061	37 584	31 119	25 924	24 805
Dividendes	..	2 416	2 696	6 745	16 179	21 784	31 592	25 366	18 975	14 803
Intérêts de placement	..	771	1 838	985	4 307	1	1	5	89	585
Produits divers (commissions, transferts BCEAO et intérêts)	..	0	0	0	201	4 649	5 234	5 181	6 152	8 599
Autres produits financiers	..	1 304	4 187	42 344	1 032	627	758	567	708	819
Autres revenus de la propriété	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventes de biens et de services	..	1 365	850	140	7 692	8 623	57 099	25 308	24 926	13 478
Loyers d'immeuble	..	0	0	0	201	267	386	228	253	59
Redevances téléphoniques	..	0	0	0	2 000	1 573	50 440	15 500	15 500	0
Recettes de services	..	1 365	850	140	4 752	6 047	6 064	9 349	9 174	13 419
Recettes consulaires	..	0	0	0	739	736	210	230	0	0
Amendes, pénalités et confiscations	..	1 222	633	495	1 359	1 318	1 148	1 679	636	3 214
Amendes et pénalités (recettes fiscales)	..	955	495	262	989	1 129	821	1 132	320	3 027
Amendes et pénalités (recettes douanières)	..	267	138	232	369	189	326	547	316	187
Recettes diverses et non identifiées	..	2 069	5 403	16 280	11 114	6 042	11 737	12 978	7 351	10 105
Confiscations et ventes en douane	..	0	0	0	954	2 459	9 616	6 488	2 013	1 033
Ordre de recettes (gestion antérieure)	..	0	0	0	6	53	43	0	0	75
Ordre de recettes (gestion courante)	..	0	0	0	95	65	175	27	321	0
Divers versements	..	785	1 216	0	9 754	3 207	1 114	6 368	2 941	8 996
Autres recettes non fiscales	..	1 284	4 187	16 280	305	259	789	96	2 076	1
Total des recettes fiscales et non fiscales	..	118 981	191 782	440 185	636 513	721 355	793 416	834 865	834 894	933 784

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les recettes non fiscales incluent les recettes des autres ministères ou directions, autres que le Ministère de l'économie et des finances.

Les chiffres n'incluent pas des autres recettes collectées par les collectivités locales pour leur propre compte, car elles ne sont pas disponibles. La classification nationale du Togo considère le Prélèvement pour apurement de la dette du secteur pétrolier (PADSP) comme une recette non fiscale. Cette recette est considérée comme une recette fiscale dans cette publication comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe A).

Les amendes et pénalités sur les impôts et les droits de douanes sont classifiées comme des recettes non fiscales dans cette publication comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe B). La classification nationale du Togo comptabilise ces recettes comme des recettes fiscales et des recettes douanières, respectivement.

Les confiscations et ventes en douane comprennent les versements du prélèvement communautaire de solidarité qui sont classifiés comme des recettes non fiscales dans cette publication comme le préconise la classification OCDE (voir le Guide d'interprétation en Annexe B). La classification nationale du Togo considère ces recettes comme des recettes fiscales douanières. Avant 2014, ces recettes étaient comptabilisés dans la rubrique « Amendes et pénalités (recettes douanières) ».

Source : Office Togolais des Recettes.

StatLink  <https://stat.link/2w4h9o>

Table 6.36. Tunisia / Tunisie
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million TND	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total des recettes non fiscales	..	725	1 078	1 799	1 749	2 770	3 254	3 828	3 584	3 609
Dons	..	7	70	54	292	201	236	249	779	44
Revenus de la propriété	..	525	703	1 299	863	1 623	2 105	2 237	1 762	2 374
Loyers et redevances	..	185	295	435	350	1 251	1 353	1 043	698	1 364
Redevances pétrolières et du gaz	..	177	284	415	328	1 224	1 324	1 017	675	1 337
Loyers	..	8	11	19	22	27	29	26	23	27
Intérêts et dividendes	..	341	408	864	513	372	752	1 194	1 065	1 009
Intérêts	..	56	87	56	41	53	72	72	64	91
Transferts des entreprises publiques et bénéficiaires de la Banque Centrale	..	274	311	796	430	262	631	1 068	933	807
Remises sur crédit	..	3	3	2	3	4	4	3	3	3
Autres intérêts et dividendes non compris ailleurs	..	9	8	10	39	53	44	50	65	108
Autres revenus de la propriété	..	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ventes de biens et de services	..	22	38	40	28	42	72	53	34	44
Ventes de produits divers	..	21	37	38	26	40	70	50	31	42
Frais administratifs	..	1	1	2	2	2	2	2	3	2
Amendes, pénalités et confiscations	..	87	127	186	378	708	532	998	473	707
Recettes diverses et non identifiées	..	85	139	220	189	197	309	292	537	440
Total des recettes fiscales et non fiscales	..	7 922	11 223	18 942	27 362	32 580	37 078	43 278	42 413	46 058

.. Non disponible

Note : Année civile se terminant le 31 décembre.

Les données sont sur la base des encaissements.

Les chiffres n'incluent pas les données des recettes non fiscales collectées par les collectivités locales car elles ne sont pas disponibles.

Dons : Les dons affectés pour les Fonds spéciaux du Trésor et les Fonds de concours sont compris dans les données des dons des gouvernements et institutions étrangers.

Recettes diverses et non identifiées : Les recettes diverses et non identifiées incluent entre autres des recettes accidentelles à divers titres et des recettes non fiscales des Fonds spéciaux du Trésor et des Fonds de concours.

Source : Ministère des Finances.

StatLink  <https://stat.link/480nxw>

Table 6.37. Uganda / Ouganda
Details of non-tax revenue / Recettes non fiscales détaillées

Million UGX	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020	2021
Total non-tax revenue	234 550	568 523	1 194 038	921 459	1 109 070	1 239 490	1 161 102	1 688 568	2 021 076	2 922 534
Grants	234 000	566 605	1 177 119	863 608	930 810	949 743	774 198	1 201 553	1 156 386	1 953 774
Budget support	89 300	255 205	817 409	467 338	258 152	259 263	154 513	594 860	455 205	628 576
Project grants	144 700	311 400	359 710	396 270	672 658	690 480	619 684	606 693	701 181	1 325 198
Property income	0	0	2 355	4 061	8 684	16 930	17 766	16 893	13 340	12 870
Rents and royalties	..	..	2 355	4 061	8 684	16 930	17 766	16 893	13 340	12 870
Mining royalties	..	..	2 355	4 061	8 684	16 930	17 766	16 893	13 340	12 870
Interest and dividends	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
Other property income	..	..	0	0	0	0	0	0	0	0
Sales of goods and services	550	1 919	14 564	53 790	169 575	272 818	369 138	470 122	378 350	534 480
Driver's permits ¹	550	1 919	3 877	12 373	15 921	33 561	37 335	39 425	39 110	48 540
Migration fees	..	..	3 822	23 317	90 913	121 892	140 196	139 778	122 840	154 010
Passport fees	..	..	2 523	4 614	12 800	21 065	25 950	37 338	40 140	53 780
Uganda Registration Services Bureau	..	..	0	0	23 470	32 549	21 461	56 259	37 490	40 590
Other administrative fees	..	..	4 342	13 486	26 472	63 750	144 196	197 322	138 770	237 560
Fines, penalties and forfeits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Miscellaneous and unidentified revenue ²	0	0	0	0	0	0	0	0	473 000	421 410
Non-tax revenues collected by departments other than URA	..	..	..	..	..	..	..	..	473 000	421 410
Total tax and non-tax revenue	756 229	1 568 183	3 129 509	5 173 480	10 871 500	13 670 804	15 228 692	17 819 204	17 660 986	20 824 054

.. Not available

Note: Data are reported on a fiscal year basis beginning 1st July. For example, the data for 2021 represent July 2020 to June 2021.

The data are on a cash basis.

Figures exclude non-tax revenues collected by sub-national governments as the data are not available.

Due to a government directive, non-tax revenues collected by government departments had to be reported to the URA, which are reported here as "non-tax revenues collected by departments other than URA" starting in 2019/20. For previous years, figures for such revenues are not available.

1. Revenue from driver's permits are considered as non-tax revenue according to the OECD classification described in the OECD *Interpretative Guide*. The national classification of Uganda classifies it as tax revenues.
2. This category includes non-tax fines, administrative fees and revenue from public property and public assets. These data could not be disaggregated to allocate revenue to the relevant non-tax revenue categories.

Source: Uganda Revenue Authority.

StatLink  <https://stat.link/r90e7j>

ANNEX A

The OECD classification of taxes and interpretative guide¹

Table of contents

	<i>Page</i>
A.1. The OECD Classification of Taxes	318
A.2. Coverage	320
A.3. Basis of reporting	323
A.4. General classification criteria	325
A.5. Commentaries on items of the list	327
A.6. Conciliation with National Accounts	338
A.7. Memorandum item on the financing of social security benefits	338
A.8. Memorandum item on identifiable taxes paid by government	338
A.9. Relation of OECD classification of taxes to national accounting systems	338
A.10. The OECD classification of taxes and the International Monetary Fund (GFS) system.	339
A.11. Comparison of the OECD classification of taxes with other international classifications	339
A.12. Attribution of tax revenues by sub-sectors of general government	341
Notes	343

A.1. The OECD Classification of Taxes

1. **1000. Taxes on income, profits and capital gains**
 1100. Taxes on income, profits and capital gains of individuals
 1110. On income and profits
 1120. On capital gains
 1200. Corporate taxes on income, profits and capital gains
 1210. On income and profits
 1220. On capital gains
 1300. Unallocable as between 1100 and 1200
2. **2000. Social security contributions**
 2100. Employees
 2110. On a payroll basis
 2120. On an income tax basis
 2200. Employers
 2210. On a payroll basis
 2220. On an income tax basis
 2300. Self-employed or non-employed
 2310. On a payroll basis
 2320. On an income tax basis
 - 2400 Unallocable as between 2100, 2200 and 2300
 2410. On a payroll basis
 2420. On an income tax basis
3. **3000. Taxes on payroll and workforce**
4. **4000. Taxes on property**
 4100. Recurrent taxes on immovable property
 4110. Households
 4120. Other
 - 4200 Recurrent taxes on net wealth
 4210. Individual
 4220. Corporate
 4300. Estate, inheritance and gift taxes
 4310. Estate and inheritance taxes
 4320. Gift taxes
 4400. Taxes on financial and capital transactions
 4500. Other non-recurrent taxes on property
 4510. On net wealth
 4520. Other non-recurrent taxes
 4600. Other recurrent taxes on property

5. 5000. Taxes on goods and services

5100. Taxes on production, sale, transfer, leasing and delivery of goods and rendering of services

5110. General taxes

5111. Value added taxes

5112. Sales taxes

5113. Turnover and other general taxes on goods and services

5120. Taxes on specific goods and services

5121. Excises

5122. Profits of fiscal monopolies

5123. Customs and import duties

5124. Taxes on exports

5125. Taxes on investment goods

5126. Taxes on specific services

5127. Other taxes on international trade and transactions

5128. Other taxes on specific goods and services

5130. Unallocable as between 5110 and 5120

5200. Taxes on use of goods, or on permission to use goods or perform activities

5210. Recurrent taxes

5211. Paid by households in respect of motor vehicles

5212. Paid by others in respect of motor vehicles

5213. Other recurrent taxes

5220. Non-recurrent taxes

5300. Unallocable as between 5100 and 5200

6. 6000. Other taxes

6100. Paid solely by business

6200. Paid by other than business or unidentifiable

A.2. Coverage

General criteria

1. In the OECD classification, the term “taxes” is confined to compulsory unrequited payments to the general government or to a supranational authority. Taxes are unrequited in the sense that benefits provided by government to taxpayers are not normally in proportion to their payments.
2. The term “tax” does not include fines, penalties and compulsory loans paid to government. Borderline cases between tax and non-tax revenues in relation to certain fees and charges are discussed in §12–15.
3. General government consists of the central administration, agencies whose operations are under its effective control, state and local governments and their administrations, certain social security schemes and autonomous governmental entities, excluding public enterprises. This definition of government follows that of the 2008 *System of National Accounts (SNA)*.² In that publication, the general government sector and its sub-sectors are defined in Chapter 4, paragraphs 4.117 to 4.165.
4. Extra-budgetary units are part of the general government system. These are general government entities with individual budgets that are not fully covered by the main or general budget. These entities operate under the authority or control of a central, state, or local government. Extra-budgetary entities may have their own revenue sources, which may be supplemented by grants (transfers) from the general budget or from other sources. Even though their budgets may be subject to approval by the legislature, similar to that of budgetary accounts, they have discretion over the volume and composition of their spending. Such entities may be established to carry out specific government functions, such as road construction, or the nonmarket production of health or education services. Budgetary arrangements vary widely across countries, and various terms are used to describe these entities, but they are often referred to as “extra-budgetary funds” or “decentralised agencies.”
5. Compulsory, unrequited payments collected by national governments and paid to supranational authorities are also included as taxes under the definition in paragraph 1. Taxes that are collected by national governments and paid to a supranational authority are included as tax revenues at the level of the supranational authority in the SNA2008 (paragraphs 22.60-61, 22.88 and 22.99 refer) and the ESA2010 (paragraph 20.165 refers). In Revenue Statistics, these taxes include customs duties, contributions to the EU Single Resolution Fund, and any other taxes collected by EU member states on behalf of the European Union. They are included in the tax revenue amounts in the country tables (Chapter 5) of the country in which they are collected and are attributed to the supranational level of government (see §102).
6. In countries where the church forms part of general government, church taxes are included, provided they meet the criteria set out in §1 above. As the data refer to receipts of general government and to supranational authorities, levies paid to non-government bodies, welfare agencies or social insurance schemes outside general government, trade unions or trade associations, even where such levies are compulsory, are excluded. Compulsory payments to general government earmarked for such bodies are, however, included, provided that the government is not simply acting in an agency capacity.³ Profits from fiscal monopolies are distinguished from those of other public enterprises and are treated as taxes because they reflect the exercise of the taxing power of the state by the use of monopoly

powers (see §66–68), as are profits received by the government from the purchase and sale of foreign exchange at different rates (see §76).

7. Taxes paid by governments (e.g., social security contributions and payroll taxes paid by governments in their capacity as an employer, consumption taxes on their purchases or taxes on their property) are not excluded from the data provided. However, where it is possible to identify the amounts of revenue involved,⁴ they are shown in Table 5.40 of this Report.

8. The relationship between this classification and that of the System of National Accounts (SNA) is set out in Sections A.9 and A.11 below. Because of the differences between the two classifications, the data shown in national accounts are sometimes calculated or classified differently from the practice set out in this guide. These and other differences are mentioned where appropriate (e.g., in §31 below) but it is not possible to refer to all of them. There may also be some differences between this classification and that employed domestically by certain national administrations (e.g., see §13 below), so that OECD and national statistics data may not always be consistent: any such differences, however, are likely to be very slight in terms of amounts of revenues involved.

Social security contributions

9. Compulsory social security contributions, as defined in §40, and paid to general government, are treated here as tax revenues. They may, however, differ from other taxes in that the receipt of social security benefits depends, in most countries, upon appropriate contributions having been made, although the size of the benefits is not necessarily related to the amount of the contributions. Better comparability between countries is obtained by treating social security contributions as taxes, but they are listed under a separate heading so that they can be distinguished in any analysis.

10. The strict dividing line between tax revenues (compulsory unrequited payments to general government or a supranational authority) and non-tax compulsory payments (NTCPs) (payments that are either required or made to other institutions) is clearly defined. However, within the range of different compulsory payments to governments existing across countries, it is not always straightforward in practice to decide whether specific payments are either taxes or NTCPs. For example, compulsory pension savings that are controlled by general government and that accumulate on an individual account earning a market return or a rate that compensates for inflation would at first sight be categorised as NTCPs as opposed to taxes. However, even these payments might still be ‘unrequited’ and therefore classify as taxes instead of NTCPs (for example if these pension savings are not paid out when the taxpayer dies before reaching the pension age and the funds are then used to provide a minimum pension to all taxpayers that are insured). These issues result in the social security revenue figures reported for most countries being based on the premise that all types of compulsory payments to general government are judged to some extent to have a re-distributional element. It should be noted that this conclusion is based on a typically broad interpretation of the term ‘unrequited’ in the tax definition.

11. Social security contributions which are either voluntary or not payable to general government (see §1) are not treated as taxes, though in some countries, as indicated in the country footnotes, there are difficulties in completely eliminating voluntary contributions and certain compulsory payments to the private sector from the revenue figures. Imputed social security contributions are also not treated as taxes.

Fees, user charges and licence fees

12. Apart from vehicle licence fees, which are universally regarded as taxes, it is not easy to distinguish between those fees and user charges which are to be treated as taxes and those which are not, since, whilst a fee or charge is levied in connection with a specific service or activity, the strength of the link between the fee and the service provided may vary considerably, as may the relation between the amount of the fee and the cost of providing the service. Where the recipient of a service pays a fee clearly related to the cost of providing the service, the levy may be regarded as required and under the definition of §1 would not be considered as a tax. In the following cases, however, a levy could be considered as ‘unrequired’:

- a) where the charge greatly exceeds the cost of providing the service;
- b) where the payer of the levy is not the receiver of the benefit (e.g., a fee collected from slaughterhouses to finance a service which is provided to farmers);
- c) where government is not providing a specific service in return for the levy which it receives even though a licence may be issued to the payer (e.g., where the government grants a hunting, fishing or shooting licence which is not accompanied by the right to use a specific area of government land);
- d) where benefits are received only by those paying the levy but the benefits received by each individual are not necessarily in proportion to his payments (e.g., a milk marketing levy paid by dairy farmers and used to promote the consumption of milk).
- e) where the payer of the levy cannot opt out from making payments (e.g. public broadcast fees where the payer is obliged to pay the levy although not consuming public broadcast service).

13. In marginal cases, however, the application of the criteria set out in §1 can be particularly difficult. The solution adopted — given the desirability of international uniformity and the relatively small amounts of revenue usually involved — is to follow the predominant practice among tax administrations rather than to allow each country to adopt its own view as to whether such levies are regarded as taxes or as non-tax revenue.⁵

14. A list of the main fees and charges in question and their normal⁶ treatment in this publication is as follows:

Non-tax revenues:	court fees; driving licence fees; harbour fees; passport fees
Taxes within heading 5200	permission to perform such activities as distributing films; hunting, fishing and shooting; providing entertainment or gambling facilities; selling alcohol or tobacco; permission to own dogs or to use or own motor vehicles or guns; severance taxes

15. In practice, it may not always be possible to isolate tax receipts from non-tax revenue receipts when they are recorded together. If it is estimated that the bulk of the receipts derive from non-tax revenues, the whole amount involved is treated as a non-tax revenue; otherwise, such government receipts are included and classified according to the rules provided in §33 below.

Royalties

16. The ownership of subsoil assets in the form of deposits of minerals or fossil fuels (coal, oil, or natural gas) depends upon the way in which property rights are defined by law and also on international agreements in the case of deposits below international waters. In some cases, either the ground below which the mineral deposits are located, the deposits themselves or both may belong to a local or central government unit.

17. In such cases, these general government units may grant leases to other institutional units that permit them to extract these deposits over a specified period of time in return for a payment or series of payments. These payments are often described as ‘royalties’ but they are essentially rent that accrues to owners of natural resources in return for putting these assets at the disposal of other units for specified periods of time. The rent may take the form of periodic payments of fixed amounts, irrespective of the rate of extraction, or, more commonly, they may be a function of the quantity, volume, or value of the asset extracted. Enterprises engaged in exploration on government land may make payments to general government units in exchange for the right to undertake test drilling or otherwise investigate the existence and location of subsoil assets. Such payments are also recorded as rents even though no extraction may take place. These payments are therefore classified as non-tax revenues.

18. The same principles apply when other institutional units are granted leases that permit them to fell timber in natural forests on land owned by general government units. These payments are also classified as non-tax revenues.

19. These rents or royalties paid to general government should not be confused with taxes on income and profits, severance taxes, business licenses, or other taxes. If the payments are levied on the profits from the extraction activity, then they should be classified as taxes on incomes, profits and gains (1000). In addition, any severance payments that are imposed on the extraction of minerals and fossil fuels from reserves owned privately or by another government should be classified as taxes. Payments related to the gross value of production should be classified as other taxes on goods and services (5128). Payments for a license or permit to conduct extraction operations should be classified as taxes on use of goods and on permission to use goods or perform activities (5213).

Fines and penalties

20. In principle, fines and penalties charged on overdue taxes or penalties imposed for the attempted evasion of taxes should not be recorded as tax revenues. However, it may not be possible to separate payments of fines or other penalties from the revenues from the taxes to which they relate. In this case, the fines and penalties relating to a particular tax are recorded together with the revenues from that tax and fines and penalties paid with revenue from unidentifiable taxes are classified as other taxes in Category 6000. Fines not relating to tax offences (e.g., for parking offences), or not identifiable as relating to tax offences, are also not treated as tax revenues.

A.3. Basis of reporting

Accrual or cash reporting

21. The data reported in the *Revenue Statistics* publications for recent years are predominantly recorded on an accrual basis for OECD countries, i.e. recorded at the time that the tax liability was created. Further information is provided in the footnotes to the country table in Chapter 5 of the Report.

22. However, data for earlier years and for non-OECD countries are still predominantly recorded on a cash basis, i.e. at the time at which the payment was received by government. Thus, for example, taxes withheld by employers in one year but paid to the government in the following year and taxes due in one year but actually paid in the following year are both included in the receipts of the second year. Corrective transactions, such as refunds,

repayments and drawbacks, are deducted from gross revenues of the period in which they are made.

23. Data on tax revenues are recorded without offsets for the administrative expenses connected with tax collection. Similarly, where the proceeds of tax are used to subsidise particular members of the community, the subsidy is not deducted from the yield of the tax, though the tax may be shown net of subsidies in the national records of some countries.

24. As regards fiscal monopolies (heading 5122), only the amount actually transferred to the government is included in government revenues. However, if any expenditures of fiscal monopolies are considered to be government expenditures (e.g., social expenditures undertaken by fiscal monopolies at the direction of the government) they are added back for the purpose of arriving at tax revenue figures (see §66 below).

The distinction between tax and expenditure provisions⁷

25. Because this publication is concerned only with the revenue side of government operations, no account being taken of the expenditure side, a distinction has to be made between tax and expenditure provisions. Normally there is no difficulty in making this distinction as expenditures are made outside the tax system and the tax accounts and under legislation separate from the tax legislation. In borderline cases, cash flow is used to distinguish between tax provisions and expenditure provisions. Insofar as a provision affects the flow of tax payments from the taxpayer to the government, it is regarded as a tax provision and is taken into account in the data shown in this publication. A provision which does not affect this flow is seen as an expenditure provision and is disregarded in the data recorded in this publication.

26. Tax allowances, exemptions and deductions against the tax base clearly affect the amount of tax paid to the government and are therefore considered as tax provisions. At the other extreme, those subsidies which cannot be offset against tax liability and which are clearly not connected with the assessment process, do not reduce tax revenues as recorded in this publication. Tax credits are amounts deductible from tax payable (as distinct from deductions from the tax base). Two types of tax credits are distinguished, those (referred to here as wastable tax credits) which are limited to the amount of the tax liability and therefore cannot give rise to a payment by the authorities to the taxpayer, and those (referred to as non-wastable tax credits) which are not so limited, so that the excess of the credit over the tax liability can be paid to the taxpayer.⁸ A wastable tax credit, like a tax allowance, clearly affects the amount of tax paid to the government, and is therefore considered as a tax provision. The practice followed for non-wastable tax credits⁹ is to distinguish between the 'tax expenditure component',¹⁰ which is that portion of the credit that is used to reduce or eliminate a taxpayer's liability, and the 'transfer component', which is the portion that exceeds the taxpayer's liability and is paid to that taxpayer. Reported tax revenues should be reduced by the amount of the tax expenditure component but not by the amount of the transfer component. In addition, the amounts of the tax expenditure and transfer components should be reported as memorandum items in the country tables. Countries that are unable to distinguish between the tax expenditure and transfer components should indicate whether or not the tax revenues have been reduced by the total of these components, and provide any available estimates of the amounts of the two components. Further information is given in Chapter 1 of the Report, which illustrates the effect of alternative treatments of non-wastable tax credits on tax to GDP.

Calendar and fiscal years

27. National authorities whose fiscal years do not correspond to the calendar year show data, where possible, on a calendar year basis to permit maximum comparability with the data of other countries. There remain a few countries where data refer to fiscal years. For these the GDP data used in the comparative tables also correspond to the fiscal years.

A.4. General classification criteria

The main classification criteria

28. The classification of receipts among the main headings (1000, 2000, 3000, 4000, 5000 and 6000) is generally governed by the base on which the tax is levied: 1000 income, profits and capital gains; 2000 and 3000 earnings, payroll or number of employees; 4000 property; 5000 goods and services; 6000 multiple bases, other bases or unidentifiable bases. Where a tax is calculated on more than one base, the receipts are, where possible, split among the various headings (see §33 and §84). The headings 4000 and 5000 cover not only taxes where the tax base is the property, goods or services themselves but also certain related taxes. Thus, taxes on the transfer of property are included in 4400¹¹ and taxes on the use of goods or on permission to perform activities in 5200. In headings 4000 and 5000 a distinction is made in certain sub-headings between recurrent and non-recurrent taxes: recurrent taxes are defined as those levied at regular intervals (usually annually) and non-recurrent taxes are levied once and for all (see also §48 to §51, §54, §55 and §81 for particular applications of this distinction).

29. Earmarking of a tax for specific purposes does not affect the classification of tax receipts. However, as explained in §40 on the classification of social security contributions, the conferment of an entitlement to social benefits is crucial to the definition of the 2000 main heading.

30. The way that a tax is levied or collected (e.g., by use of stamps) does not affect classification.

Classification of taxpayers

31. In certain sub-headings, distinctions are made between different categories of taxpayers. These distinctions vary from tax to tax:

a) *Between individuals and corporations in relation to income and net wealth taxes*

The basic distinction is that corporation income taxes, as distinct from individual income taxes, are levied on the corporation as an entity, not on the individuals who own it, and without regard to the personal circumstances of these individuals. The same distinction applies to net wealth taxes on corporations and those on individuals. Taxes paid on the profits of partnerships and the income of institutions, such as life insurance or pension funds, are classified according to the same rule. They are classified as corporate taxes (1200) if they are charged on the partnership or institution as an entity without regard to the personal circumstances of the owners. Otherwise, they are treated as individual taxes (1100). Usually, there is different legislation for the corporation taxes and for the individual taxes.¹² The distinction made here between individuals and corporations does not follow the sector classification between households, enterprises, and so on of the System of National Accounts for income and outlay accounts. The SNA classification requires certain unincorporated businesses¹³ to be excluded from the household sector and included with non-financial enterprises and financial institutions. The tax on the profits of these businesses, however,

cannot always be separated from the tax on the other income of their owners, or can be separated only on an arbitrary basis. No attempt at this separation is made here and the whole of the individual income tax is shown together without regard to the nature of the income chargeable.

b) *Between households and others in relation to taxes on immovable property*

Here the distinction is that adopted by the SNA for the production and consumption expenditure accounts. The distinction is between households as consumers (i.e. excluding non-incorporated business) on the one hand and producers on the other hand. However, taxes on dwellings occupied by households, whether paid by owner-occupiers, tenants or landlords, are classified under households. This follows the common distinction made between taxes on domestic property versus taxes on business property. Some countries are not, however, in a position to make this distinction.

c) *Between households and others in relation to motor vehicle licences*

Here the distinction is between households as consumers on the one hand and producers on the other, as in the production and consumption expenditure accounts of the SNA.

d) *Between business and others in relation to the residual taxes (6000)*

The distinction is the same as in c) above between producers on the one hand and households as consumers on the other hand. Taxes which are included under the heading 6000 because they involve more than one tax base or because the tax base does not fall within any of the previous categories but which are identifiable as levyable only on producers and not on households are included under 'business'. The rest of the taxes which are included under the heading 6000 are shown as 'other' or non-identified.

Surcharges

32. Receipts from surcharges in respect of particular taxes are usually classified with the receipts from the relevant tax whether or not the surcharge is temporary. If, however, the surcharge has a characteristic which would render it classifiable in a different heading of the OECD list, receipts from the surcharge are classified under that heading separately from the relevant tax.

Unidentifiable tax receipts and residual sub-headings

33. A number of cases arise where taxes cannot be identified as belonging entirely to a heading or sub-heading of the OECD classification and the following practices are applied in such cases:

- a) The heading is known, but it is not known how receipts should be allocated between sub-headings: receipts are classified in the appropriate residual sub-heading (1300, 2400, 4520, 4600, 5128, 5130, 5300 or 6200).
- b) It is known that the bulk of receipts from a group of taxes (usually local taxes) is derived from taxes within a particular heading or sub-heading, but some of the taxes in the group whose amount cannot be precisely ascertained may be classifiable in other headings or sub-headings: receipts are shown in the heading or sub-heading under which most of the receipts fall.
- c) Neither the heading nor sub-heading of a tax (usually local) can be identified: the tax is classified in 6200 unless it is known that it is a tax on business in which case it is classified in 6100.

A.5. Commentaries on items of the list

1000 — Taxes on income, profits and capital gains

34. This heading covers taxes levied on the net income or profits (i.e. gross income minus allowable tax reliefs) of individuals and enterprises. Also covered are taxes levied on the capital gains of individuals and enterprises, and gains from gambling.

35. Included in the heading are:

- a) taxes levied predominantly on income or profits, though partially on other bases. Taxes on various bases which are not predominantly income or profits are classified according to the principles laid down in §33 and §84;
- b) taxes on property, which are levied on a presumed or estimated income as part of an income tax (see also §48(a), (c) and (d));
- c) compulsory payments to social security fund contributions that are levied on income but do not confer an entitlement to social benefits. When such contributions do confer an entitlement to social benefits, they are included in heading 2000 (see §40);
- d) receipts from integrated scheduler income tax systems are classified as a whole in this heading, even though certain of the scheduler taxes may be based upon gross income and may not take into account the personal circumstances of the taxpayer.

36. The main subdivision of this heading is between levies on individuals (1100) and those on corporate enterprises (1200). Under each subdivision a distinction is made between taxes on income and profits (1110 and 1210), and taxes on capital gains (1120 and 1220). If certain receipts cannot be identified as appropriate to either 1100 or 1200, or if in practice this distinction cannot be made (e.g., because there are no reliable data on the recipients of payments from which withholding taxes are deducted) they are classified in 1300 as not-allocable.

Treatment of credits under imputation systems

37. Under imputation systems of corporate income tax, a company's shareholders are wholly or partly relieved of their liability to income tax on dividends paid by the company out of income or profits liable to corporate income tax. In countries with such systems,¹⁴ part of the tax on the company's profits is available to provide relief against the shareholders' own tax liability. The relief to the shareholder takes the form of a tax credit, the amount of which may be less than, equal to, or more than the shareholder's overall tax liability. If the tax credit exceeds this tax liability the excess may be payable to the shareholder. As this type of tax credit is an integral part of the imputation system of corporate income tax, any payment to the shareholders is treated as a repayment of tax and not as expenditure (compare the treatment of other tax credits described in §26).

38. As the tax credit under imputation systems (even when exceeding tax liability) is to be regarded as a tax provision, the question arises whether it should be deducted from individual income tax receipts (1110) or corporate income tax receipts (1210). In this Report, the full amount of corporate income tax paid is shown under 1210 and no imputed tax is included under 1110. Thus, the full amount of the credit reduces the amount of 1110 whether the credit results in a reduction of personal income tax liability or whether an actual refund is made because the credit exceeds the income tax liability. (Where, however, such tax credits are deducted from corporation tax in respect of dividends paid to corporations the amounts are deducted from the receipts of 1210).

1120 and 1220 — Taxes on capital gains

39. These sub-headings comprise taxes imposed on capital gains, 1120 covering those levied on the gains of individuals and 1220 those levied on the gains of corporate enterprises, where receipts from such taxes can be separately identified. In many countries, this is not the case and the receipts from such taxes are then classified with those from the income tax. Heading 1120 also includes taxes on gains from gambling.

2000 — Social security contributions

40. Classified here are all compulsory payments to general government that confer an entitlement to receive a (contingent) future social benefit. Such payments are usually earmarked to finance social benefits and are often paid to institutions of general government that provide such benefits. However, such earmarking is not part of the definition of social security contributions and is not required for a tax to be classified here. However, conferment of an entitlement is required for a tax to be classified under this heading. So, levies on income or payroll that are earmarked for social security funds but do not confer an entitlement to benefit are excluded from this heading and shown under personal income taxes (1100) or taxes on payroll and workforce (3000). Taxes on other bases, such as goods and services, which are earmarked for social security benefits are not shown here but are classified according to their respective bases because they generally confer no entitlement to social security benefits.

41. Contributions for the following types of social security benefits would, *inter alia*, be included: unemployment insurance benefits and supplements, accident, injury and sickness benefits, old-age, disability and survivors' pensions, family allowances, reimbursements for medical and hospital expenses or provision of hospital or medical services. Contributions may be levied on both employees and employers.

42. Contributions may be based on earnings or payroll ('on a payroll basis') or on net income after deductions and exemptions for personal circumstances ('on an income tax basis'), and the revenues from the two bases should be separately identified if possible. However, where contributions to a general social security scheme are on a payroll basis, but the contributions of particular groups (such as the self-employed) cannot be assessed on this basis and net income is used as a proxy for gross earnings, the receipts may still be classified as being on a payroll basis. In principle, this heading excludes voluntary contributions paid to social security schemes. When separately identifiable these are shown in the memorandum item on the financing of social security benefits. In practice, however, they cannot always be separately identified from compulsory contributions, in which case they are included in this heading.

43. Contributions to social insurance schemes which are not institutions of general government and to other types of insurance schemes, provident funds, pension funds, friendly societies or other saving schemes are not considered as social security contributions. Provident funds are arrangements under which the contributions of each employee and of the corresponding employer on his/her behalf are kept in a separate account earning interest and withdrawable under specific circumstances. Pension funds are separately organised schemes negotiated between employees and employers and carry provisions for different contributions and benefits, sometimes more directly tied to salary levels and length of service than under social security schemes. When contributions to these schemes are compulsory or quasi-compulsory (e.g., by virtue of agreement with professional and union organisations) they are shown in the memorandum item (refer to Table 5.39 of the Report).

44. Contributions by government employees and by governments in respect of their employees, to social security schemes classified within general government are included in this heading. Contributions to separate schemes for government employees, which can be regarded as replacing general social security schemes, are also regarded as taxes.¹⁵ Where, however, a separate scheme is not seen as replacing a general scheme and has been negotiated between the government, in its role as an employer, and its employees, it is not regarded as social security and contributions to it are not regarded as taxes, even though the scheme may have been established by legislation.

45. This heading excludes ‘imputed’ contributions, which correspond to social benefits paid directly by employers to their employees or former employees or to their representatives (e.g., when employers are legally obliged to pay sickness benefits for a certain period).

46. Contributions are divided into those of employees (2100), employers (2200), and self-employed or non-employed (2300), and then further sub-divided according to the basis on which they are levied. Employees are defined for this purpose as all persons engaged in activities of business units, government bodies, private non-profit institutions, or other paid employment, except the proprietors and their unpaid family members in the case of unincorporated businesses. Members of the armed forces are included, irrespective of the duration and type of their service, if they contribute to social security schemes. The contributions of employers are defined as their payments on account of their employees to social security schemes. Where employees or employers are required to continue the payment of social security contributions when the employee becomes unemployed these contributions, data permitting, are shown in 2100 and 2200 respectively. Accordingly, the sub-heading 2300 is confined to contributions paid by the self-employed and by those outside of the labour force (e.g., disabled or retired individuals).

3000 — Taxes on payroll and workforce

47. These consist of taxes payable by enterprises assessed either as a proportion of the wages or salaries paid or as a fixed amount per person employed. They do not include compulsory social security contributions paid by employers or any taxes paid by employees themselves out of their wages or salaries

4000 — Taxes on property

48. This heading covers recurrent and non-recurrent taxes on the use, ownership or transfer of property. These include taxes on immovable property or net wealth, taxes on the change of ownership of property through inheritance or gift and taxes on financial and capital transactions. The following kinds of tax are excluded from this heading:

- a) taxes on capital gains resulting from the sale of a property (1120 or 1220);
- b) taxes on the use of goods or on permission to use goods or perform activities (5200); see §78;
- c) taxes on immovable property levied on the basis of a presumed net income which take into account the personal circumstances of the taxpayer. They are classified as income taxes along with taxes on income and capital gains derived from property (1100);
- d) taxes on the use of property for residence, where the tax is payable by either proprietor or tenant and the amount payable is a function of the user’s personal circumstances (pay, dependants, and so on). They are classified as taxes on income (1100);

- e) taxes on building in excess of permitted maximum density, taxes on the enlargement, construction or alteration of certain buildings beyond a permitted value and taxes on building construction. They are classified as taxes on permission to perform activities (5200);
- f) taxes on the use of one's own property for special trading purposes like selling alcohol, tobacco, meat or for exploitation of land resources (e.g., United States severance taxes). They are classified as taxes on permission to perform activities (5200).

4100 — Recurrent taxes on immovable property

49. This sub-heading covers taxes levied regularly in respect of the use or ownership of immovable property.

- these taxes are levied on land and buildings;
- they can be in the form of a percentage of an assessed property value based on a national rental income, sales price, or capitalised yield; or in terms of other characteristics of real property, (for example size or location) from which a presumed rent or capital value can be derived.
- such taxes can be levied on proprietors, tenants, or both. They can also be paid by one level of government to another level of government in respect of property under the jurisdiction of the latter.
- debts are not taken into account in the assessment of these taxes, and they differ from taxes on net wealth in this respect.

50. Taxes on immovable property are further sub-divided into those paid by households (4110) and those paid by other entities (4120), according to the criteria set out in §31(b) above.

4200 — Recurrent taxes on net wealth

51. This sub-heading covers taxes levied regularly (in most cases annually) on net wealth, i.e. taxes on a wide range of movable and immovable property, net of debt. It is sub-divided into taxes paid by individuals (4210) and taxes paid by corporate enterprises (4220) according to the criteria set out in §31(a) above. If separate figures exist for receipts paid by institutions, the tax payments involved are added to those paid by corporations.

4300 — Estate, inheritance and gift taxes

52. This sub-heading is divided into taxes on estates and inheritances (4310) and taxes on gifts (4320).¹⁶ Estate taxes are charged on the amount of the total estate whereas inheritance taxes are charged on the shares of the individual recipients; in addition the latter may take into account the relationship of the individual recipients to the deceased.

4400 — Taxes on financial and capital transactions

53. This sub-heading comprises, *inter alia*, taxes on the issue, transfer, purchase and sale of non-financial and financial assets (including foreign exchange or securities), taxes on cheques and other forms of payment, and taxes levied on specific legal transactions such as validation of contracts and the sale of immovable property. The heading does not include:

- a) taxes on the use of goods or property or permission to perform certain activities (5200);

- b) fees paid to cover court charges, charges for birth, marriage or death certificates, which are normally regarded as non-tax revenues (see §12);
- c) taxes on capital gains (1000);
- d) recurrent taxes on immovable property (4100);
- e) recurrent taxes on net wealth (4200);
- f) once-and-for-all levies on property or wealth (4500);
- g) stamp taxes not related to financial and capital transactions
 - i. Stamp taxes on the sale of specific products, such as alcoholic beverages or tobacco (5121);
 - ii. Stamp taxes restricted by law to imported products (5123) or to exported products (5124); or
 - iii. Stamp taxes not falling exclusively on a single category of transaction (6000).

4500 — Other non-recurrent taxes on property

54. This sub-heading covers once-and-for-all, as distinct from recurrent, levies on property. It is divided into taxes on net wealth (4510) and other non-recurrent taxes on property (4520). Heading 4510 would include taxes levied to meet emergency expenditures, or for redistribution purposes. Heading 4520 would cover taxes levied to take account of increases in land value due to permission given to develop or provision of additional local facilities by general government, any taxes on the revaluation of capital and once-and-for-all taxes on particular items of property.

4600 — Other recurrent taxes on property

55. These rarely exist in OECD member countries, but the heading would include taxes on goods such as cattle, jewellery, windows, and other external signs of wealth.

5000 — Taxes on goods and services

56. All taxes and duties levied on the production, extraction, sale, transfer, leasing or delivery of goods, and the rendering of services (5100), or in respect of the use of goods or permission to use goods or to perform activities (5200) are included here. The heading thus covers:

- a) multi-stage cumulative taxes;
- b) general sales taxes — whether levied at manufacture/production, wholesale or retail level;
- c) value-added taxes;
- d) excises;
- e) taxes levied on the import and export of goods;
- f) taxes levied in respect of the use of goods and taxes on permission to use goods, or perform certain activities;
- g) taxes on the extraction, processing or production of minerals and other products.

57. Borderline cases between this heading and heading 4000 (taxes on property) and 6100 (other taxes on business) are referred to in §48, §53 and §80. Residual sub-headings (5300 and (5130) cover tax receipts which cannot be allocated between 5100 and 5200 and between 5110 and 5120, respectively; see §33.

5100 — Taxes on the production, sale, transfer, leasing and delivery of goods and rendering of services

58. This sub-heading consists of all taxes, levied on transactions in goods and services on the basis of their intrinsic characteristics (e.g., value, weight of tobacco, strength of alcohol, and so on) as distinct from taxes imposed on the use of goods, or permission to use goods or perform activities, which fall under 5200.

5110 — General taxes on goods and services

59. This sub-heading includes all taxes, other than import and export duties (5123 and 5124), levied on the production, leasing, transfer, delivery or sales of a wide range of goods and/or the rendering of a wide range of services, irrespective of whether they are domestically produced or imported and irrespective of the stage of production or distribution at which they are levied. It thus covers value-added taxes, sales taxes and multi-stage cumulative taxes. Receipts from border adjustments in respect of such taxes when goods are imported are added to gross receipts for this category, and repayments of such taxes when goods are exported are deducted. These taxes are subdivided into 5111 value-added taxes, 5112 sales taxes, 5113 turnover and other general taxes on goods and services.

60. Borderline cases arise between this heading and taxes on specific goods (5120) when taxes are levied on a large number of goods, for example, the United Kingdom purchase tax (repealed in 1973) and the Japanese commodity tax (repealed in 1988). In conformity with national views, the former United Kingdom purchase tax is classified as a general tax (5112) and the former Japanese commodity tax as excises (5121).

5111 — Value-added taxes

61. All general consumption taxes charged on value-added are classified in this sub-heading, irrespective of the method of deduction and the stages at which the taxes are levied. In practice, all OECD countries with value-added taxes normally allow immediate deduction of taxes on purchases by all but the final consumer and impose tax at all stages. In some countries the heading may include certain taxes, such as those on financial and insurance activities, either because receipts from them cannot be identified separately from those from the value-added tax, or because they are regarded as an integral part of the value-added tax, even though similar taxes in other countries might be classified elsewhere (e.g., 5126 as taxes on services or 4400 as taxes on financial and capital transactions).

5112 — Sales taxes

62. All general taxes levied at one stage only, whether at manufacturing or production, wholesale or retail stage are classified here.

5113 — Turnover and other general taxes on goods and services

63. These are multi-stage cumulative taxes and taxes where elements of consumption taxes are combined with multistage taxes. These taxes are levied each time a transaction takes place without deduction for taxes paid on inputs. Multi-stage taxes can be combined with elements of value-added or sales taxes.

5120 — Taxes on specific goods and services

64. Excises, profits generated and transferred from fiscal monopolies, and customs and imports duties as well as taxes on exports, foreign exchange transactions, investment goods

and betting stakes and special taxes on services, which do not form part of a general tax of 5110, are included in this category.

5121 — Excises

65. Excises are taxes levied as a product specific unit tax on a predefined limited range of goods. Excises are usually levied at differentiated rates on nonessential or luxury goods, alcoholic beverages, tobacco, and energy. Excises may be imposed at any stage of production or distribution and are usually assessed as a specific charge per unit based on characteristics by reference to the value, weight, strength, or quantity of the product. Included are special taxes on individual products such as sugar, sugar beets, matches, and chocolates; taxes levied at varying rates on a certain range of goods; and taxes levied on tobacco goods, alcoholic drinks, motor fuels, and hydrocarbon oils. If a tax collected principally on imported goods also applies, or would apply, under the same law to comparable domestically produced goods, then the revenue from this tax is classified as arising from excises rather than from import duties. This principle applies even if there is no comparable domestic production or no possibility of such production. Taxes on the use of utilities such as water, electricity, gas, and energy are regarded as excises rather than taxes on specific services (5126). Excises exclude those taxes that are levied as general taxes on goods and services (5110); profits of fiscal monopolies (5122); customs and other import duties (5123); or taxes on exports (5124).

5122 — Profits of fiscal monopolies

66. This sub-heading covers that part of the profits of fiscal monopolies which is transferred to general government or which is used to finance any expenditures considered to be government expenditures (see §24). Amounts are shown when they are transferred to general government or used to make expenditures considered to be government expenditures.

67. Fiscal monopolies reflect the exercise of the taxing power of government by the use of monopoly powers. Fiscal monopolies are non-financial public enterprises exercising a monopoly in most cases over the production or distribution of tobacco, alcoholic beverages, salt, matches, playing cards and petroleum or agricultural products (i.e. on the kind of products which are likely to be, alternatively or additionally, subject to the excises of 5121), to raise the government revenues which in other countries are gathered through taxes on dealings in such commodities by private business units. The government monopoly may be at the production stage or, as in the case of government-owned and controlled liquor stores, at the distribution stage.

68. Fiscal monopolies are distinguished from public utilities such as rail transport, electricity, post offices, and other communications, which may enjoy a monopoly or quasi-monopoly position but where the primary purpose is normally to provide basic services rather than to raise revenue for government. Transfers from such other public enterprises to the government are considered as non-tax revenues. The traditional concept of fiscal monopoly is not generally extended to include state lotteries, the profits of which are usually accordingly regarded as non-tax revenues. However, they can be included as tax revenues if the prime reason for their operation is to raise revenues to finance government expenditure. Fiscal monopoly profits are distinguished from export and import monopoly profits (5127) transferred from marketing boards or other enterprises dealing with international trade.

5123 — Customs and other import duties

69. Taxes, stamp duties and surcharges restricted by law to imported products are included here. Also included are levies on imported agricultural products which are imposed in member countries of the European Union and amounts paid by certain of these countries under the Monetary Compensation Accounts (MCA) system.¹⁷ Customs duties collected by European Union member states on behalf of the European Union are reported under this heading at the supranational level of government in the country tables (in Chapter 5 of the Report). Excluded here are taxes collected on imports as part of a general tax on goods and services, or an excise applicable to both imported and domestically produced goods.

5124 — Taxes on exports

70. In the 1970s, export duties were levied in Australia, Canada and Portugal as a regular measure and they have been used in Finland for counter-cyclical purposes. Some member countries of the European Union pay, as part of the MCA system, a levy on exports (see note 16 to §69). Where these amounts are identifiable, they are shown in this heading. This heading does not include repayments of general consumption taxes or excises or customs duties on exported goods, which should be deducted from the gross receipts under 5110, 5121 or 5123, as appropriate.

5125 — Taxes on investment goods

71. This sub-heading covers taxes on investment goods, such as machinery. These taxes may be imposed for a number of years or temporarily for counter-cyclical purposes. Taxes on industrial inputs which are also levied on consumers [e.g., the Swedish energy tax which is classified under (5121)] are not included here.

5126 — Taxes on specific services

72. All taxes assessed on the payment for specific services, such as taxes on insurance premiums, banking services, gambling and betting stakes (e.g., from horse races, football pools, lottery tickets), transport, entertainment, restaurant and advertising charges, fall into this category. Taxes on entry to casinos, races, other similar events or venues as well as stamp taxes on specific services are also classified under this heading. Taxes levied on the gross income of companies providing a specific service (e.g. transportation [including airport and other passenger taxes] insurance, banking, entertainment, restaurants, and advertising) are also classified under this heading.

73. Tax revenues from bank levies and payments to deposit insurance and financial stability schemes are also included here:

- Compulsory payments of stability fees, bank levies and deposit insurance should generally be treated as tax revenues where the payments are made to general government or supranational authorities and are allocated to the governments' consolidated or general funds so that the government is free to make immediate use of the money for the purposes that it chooses. This principle would apply regardless of whether the government is promising to make payments to guarantee the banks' customer deposits in some future contingency.
- If the compulsory payments are made to general government and placed in funds that are earmarked to be entirely channelled back to the sector of the economy that comprises the companies that are subject to the payment, they would still generally be treated as tax revenues on the grounds that the funds would be available for

the government and would reduce its budget deficit, the fee is unrequited for an individual entity and the amounts raised could be unrelated to any eventual pay out to depositors or expenditure on wider support for the financial sector.

- Payments to made to the smaller long-standing schemes for insuring ‘retail’ deposits, where the payment levels are consistent with the costs of insurance should be classified as fee for service.
- Any payments which involve governments realising the assets of a failed institution or receiving a priority claim on its assets in liquidation in order to fund payments of compensation to customers for their lost deposits would be treated as a fee for a service as opposed to tax revenues.
- Compulsory payments that are made to funds operated outside the government sector and non-state institutions backed by the deposit takers and all payments to voluntary schemes should not be treated as tax revenues.
- Contributions made to the EU Single Resolution Fund are also included here and recorded under the supranational level of government in the country tables.

74. Excluded from this sub-heading are:

- a) taxes on services forming part of a general tax on goods and services (5110);
- b) taxes on electricity, gas and energy (5121 as excises);
- c) taxes on individual gains from gambling (1120 as taxes on capital gains of individuals and non-corporate enterprises) and lump-sum taxes on the transfer of private lotteries or on the permission to set up lotteries (5200);¹⁸
- d) taxes on cheques and on the issue, transfer or redemption of securities (4400 as taxes on financial and capital transactions);
- e) general taxes on turnover (5113).

5127 — Other taxes on international trade and transactions

75. This sub-heading covers revenue received by the government from the purchase and sale of foreign exchange at different rates. When the government exercises monopoly powers to extract a margin between the purchase and sales price of foreign exchange, other than to cover administrative costs, the revenue derived constitutes a compulsory levy exacted in indeterminate proportions from both purchaser and seller of foreign exchange. It is the common equivalent of an import duty and export duty levied in a single exchange rate system or of a tax on the sale or purchase of foreign exchange. Like the profits of fiscal monopolies and import or export monopolies transferred to government, it represents the exercise of monopoly powers for tax purposes and is included in tax revenues.

76. The sub-heading covers also the profits of export or import monopolies, which do not however exist in OECD countries, taxes on purchase or sale of foreign exchange, and any other taxes levied specifically on international trade or transactions.

5128 — Other taxes on specific goods and services

77. This item includes taxes on the extraction of minerals, fossil fuels and other exhaustible resources from deposits owned privately or by another government together with any other unallocable receipts from taxes on specific goods and services. Taxes on the extraction of exhaustible resources are usually a fixed amount per unit of quality or weight, but can be a percentage of value. The taxes are recorded when the resources are extracted. Payments

from the extraction of exhaustible resources from deposits owned by the government unit receiving the payment are classified as rent.

5200 — Taxes on use of goods or on permission to use goods or perform activities

78. This sub-heading covers taxes which are levied in respect of the use of goods as distinct from taxes on the goods themselves. Unlike the latter taxes – reported under 5100 –, they are not assessed on the value of the goods but usually as fixed amounts. Taxes on permission to use goods or to perform activities are also included here, as are pollution taxes not based upon the value of particular goods. It is sometimes difficult to distinguish between compulsory user charges and licence fees which are regarded as taxes and those which are excluded as non-tax revenues. The criteria which are employed are noted in §12–13.

79. Although the sub-heading refers to the ‘use’ of goods, registration of ownership rather than use may be what generates liability to tax, so that the taxes of this heading may apply to the ownership of animals or goods rather than their use (e.g., race horses, dogs and motor vehicles) and may apply even to unusable goods (e.g., unusable motor vehicles or guns).

80. Borderline cases arise with:

- a) taxes on the permission to perform business activities which are levied on a combined income, payroll or turnover base and, accordingly, are classified following the rules in §84;
- b) taxes on the ownership or use of property of headings 4100, 4200 and 4600. The heading 4100 is confined to taxes on the ownership or tenancy of immovable property and – unlike the taxes of 5200 – they are related to the value of the property. The net wealth taxes and taxes on chattels of 4200 and 4600 respectively are confined to the ownership rather than the use of assets, apply to groups of assets rather than particular goods and again are related to the value of the assets,

5210 — Recurrent taxes on use of goods and on permission to use goods or perform activities

81. The principal characteristic of taxes classified here is that they are levied at regular intervals and that they are usually fixed amounts. The most important item in terms of revenue receipts is vehicle licence taxes. This sub-heading also covers taxes on permission to hunt, shoot, fish or to sell certain products and taxes on the ownership of dogs, broadcast licence fees and taxes on the performance of certain services, provided that they meet the criteria set out in §12–13. The sub-divisions of 5210 are:

- user taxes on motor vehicles paid by households (5211);
- taxes on motor vehicles paid by others (5212); and
- other recurrent taxes (5213). This sub-heading covers business and professional licences paid by enterprises in order to obtain a licence to carry on a particular kind of business or profession when the levies are on a recurring basis. Licences such as taxi and casino licences are included. Dog licences and recurrent general licences for hunting, shooting and fishing where the right to carry out these activities is not granted as part of a normal commercial transaction are also included under this heading. Broadcast licence fees are included when the payer of the levy cannot opt out from making payments for public broadcast if one does not wish to watch/listen to public TV/radio (e.g. by declaring that one does not possess any of the relevant devices related to compulsory payments or does not consume public broadcast services). Specific exemptions (for example, for elderly people) do not change the compulsory nature of the payment.

82. Excluded from sub-heading 5213 are:

- a) licences where the right to carry out such activities is granted as part of a normal commercial transaction (e.g., the granting of the licence is accompanied by the right to use a specific area which is owned by government);
- b) payments relating to the checks carried out by the government on the suitability and or safety of the business premises or equipment, or on the quality or standard of goods or services produced as a condition for granting such a licence. These payments are not unrequited and should be treated as payments for services rendered, unless the amounts charged for the licences are out of all proportion to the costs of the checks carried out by governments.
- c) broadcast licence fees if users can opt out from paying broadcast licence fees in the case that they do not wish to consume these services while not affecting the ability to consume private broadcast services.

5220 — Non-recurrent taxes on use of goods and on permission to use goods or perform activities

83. This section covers non-recurrent taxes levied on the use of goods or on permission to use goods or perform activities and taxes levied each time goods are used. It includes taxes levied on the emission or discharge into the environment of noxious gases, liquids or other harmful substances.

- Payments for tradable emission permits issued by governments under cap and trade schemes should be recorded here at the time the emissions occur. No revenue should be recorded for permits that governments issue free of charge. The accrual basis of recording means that there can be a timing difference between the cash being received by government for the permits and the time the emission occurs. In the national accounts, this timing gives rise to a financial liability for government during the period.
- Payments made for the collection and disposal of waste or noxious substances by public authorities should be excluded as they constitute a sale of services to enterprises.

84. Other taxes falling under heading 5200 that are not levied recurrently are also included here. Thus, once-and-for-all payments for permission to sell liquor or tobacco or to set up betting shops are included provided they meet the criteria set out in §12–13.

6000 — Other taxes

85. Taxes levied on a base, or bases, other than those described under headings 1000, 3000, 4000 and 5000, or on bases of which cannot be considered to be related to any one of these headings, are included here. Where taxes are levied on a multiple base and it is possible to estimate the receipts related to each base the separate amounts are included under the appropriate headings. If separate amounts cannot be estimated and it is known that most of the receipts are derived from one base, the whole of the receipts are classified according to that base. Otherwise, they are classified here. Other revenues included here are presumptive taxes not included elsewhere in the classification system, taxes on individuals in the form of a poll tax or capitation tax, stamp taxes not related to financial and capital transactions nor falling exclusively on a single category of transaction, expenditure taxes where personal deductions or exemptions are applied and unidentifiable tax receipts. A subdivision is made between taxes levied wholly or predominantly on business (6100) and those levied on others (6200).

A.6. Conciliation with National Accounts

86. This section of the tables provides a re-conciliation between the OECD calculation of total tax revenues and the total of all taxes and social contributions paid to general government as recorded in the country's National Accounts. Where the country is a member of the European Union (EU), the comparison is between the OECD calculation of total tax revenues and the sum of tax revenues and social contributions recorded in the combination of the general government and the institutions of the EU sectors of the National Accounts.

A.7. Memorandum item on the financing of social security benefits

87. In view of the varying relationship between taxation and social security contributions and the cases referred to in §40 to §46, a memorandum item collects together all payments earmarked for social security-type benefits, other than voluntary payments to the private sector. Data are presented as follows (refer Table 5.39 of the Report):

- a) Taxes of 2000 series.
- b) Taxes earmarked for social security benefits.
- c) Voluntary contributions to the government.
- d) Compulsory contributions to the private sector.

Guidance on the breakdown of (a) to (d) above is provided in §40 to §46.

A.8. Memorandum item on identifiable taxes paid by government

88. Identifiable taxes actually paid by government are presented in a memorandum item classified by the main headings of the OECD classification of taxes. In the vast majority of countries, only social security contributions and payroll taxes paid by government can be identified. These are, however, usually the most important taxes paid by governments (refer to Table 5.40 of the Report).

A.9. Relation of OECD classification of taxes to national accounting systems

89. A system of national accounts (SNA) seeks to provide a coherent framework for recording and presenting the main flows relating respectively to production, consumption, accumulation and external transactions of a given economic area, usually a country or a major region within a country. Government revenues are an important part of the transactions recorded in SNA. The final version of the 2008 SNA was jointly published by five international organisations: the United Nations, the International Monetary Fund, the European Union, the Organisation for Economic Co-operation and Development, and the World Bank in August 2009. The System is a comprehensive, consistent and flexible set of macroeconomic accounts. It is designed for use in countries with market economies, whatever their stage of economic development, and also in countries in transition to market economies. The important parts of the SNA's conceptual framework and its definitions of the various sectors of the economy have been reflected in the OECD's classification of taxes.

90. There are, however, some differences between the OECD classification of taxes and SNA concepts that are listed below. They arise because the aim of the former is to provide the maximum disaggregation of statistical data on what are generally regarded as taxes by tax administrations.

- a) OECD includes compulsory social security contributions paid to general government in total tax revenues. Imputed and voluntary contributions plus those paid to private funds are not treated as taxes (§9 and §11 above);

- b) there are different points of view on whether or not some levies and fees are classified as taxes (§12 and §13 above);
- c) OECD excludes imputed taxes or subsidies resulting from the operation of official multiple exchange rates or from the central bank paying a rate of interest on required reserves that is different from other market rates;
- d) there are differences in the treatment of non-wastable tax credits

91. As noted in §1 and §2, headings 1000 to 6000 of the OECD list of taxes cover all unrequited payments to general government or to a supranational authority, other than compulsory loans and fines. Such unrequited payments including fines, but excluding compulsory loans can be obtained from adding together the following figures in the 2008 SNA

- value-added type taxes (D.211);
- taxes and duties on imports, excluding VAT (D.212);
- export taxes (D.213);
- taxes on products, excluding VAT, import and export taxes (D.214);
- other taxes on production (D.29);
- taxes on income (D.51);
- other current taxes (D.59);
- actual social contributions (D.611 and D613), excluding voluntary contributions and payments to employment-related schemes that are not social security schemes
- capital taxes (D.91).

A.10. The OECD classification of taxes and the International Monetary Fund (GFS) system

92. The coverage and valuation of tax revenues in the GFS system and the 2008 SNA are very similar. Therefore, the differences between the OECD classification and that of the 2008 SNA (see §90 above) also apply to the GFS. In addition the International Monetary Fund subdivides the OECD 5000 heading into section IV (Domestic Taxes on Goods and Services) and section V (Taxes on International Trade and Transactions). This reflects the fact that while the latter usually yield insignificant amounts of revenue in OECD countries, this is not the case in many non-OECD countries.

A.11. Comparison of the OECD classification of taxes with other international classifications

93. The table below describes an item by item comparison of the OECD classification of taxes and the classifications used in the following:

- a) System of National Accounts (2008 SNA);
- b) European System of Accounts (2010 ESA);
- c) IMF Government Finance Statistics Manual (GFSM2014).

94. These comparisons represent those that would be expected to apply in the majority of cases. However in practice some flexibility should be used in their application. This is because in particular cases, countries can adopt varying approaches to the classification of revenues in National Accounts.

OECD Classification	2008 SNA	2010 ESA	GFSM2014
1000 Taxes on income, profits and capital gains			
1100 Individuals			
1110 Income and profits	D51-8.61a	D51A	1111
1120 Capital gains	D51-8.61c, d	D51C, D	1111
1200 Corporations			
1210 Income and profits	D51-8.61b	D51B	1112
1220 Capital gains	D51-8.61c	D51C	1112
1300 Unallocable as between 1100 and 1200			1113
2000 Social security contributions			
2100 Employees	D613-8.85	D613	1211
2200 Employers	D611-8.83	D611	1212
2300 Self-employed, non-employed	D613-8.85	D613	1213
2400 Unallocable as between 2100, 2200 and 2300			1214
3000 Taxes on payroll and workforce	D29-7.97a	D29C	112
4000 Taxes on property			
4100 Recurrent taxes on immovable property			
4110 Households	D59-8.63a	D59A	1131
4120 Other	D29-7.97b	D29A	1131
4200 Recurrent net wealth taxes			
4210 Individual	D59-8.63b	D59A	1132
4220 Corporations	D59-8.63b	D59A	1132
4300 Estate, inheritance and gift taxes			
4310 Estate and inheritance taxes	D91-10.207b	D91A	1133
4320 Gift taxes	D91-10.207b	D91A	1133
4400 Taxes on financial and capital transactions	D59-7.96d; D29-7.97e	D214B, C	114114; 1161
4500 Other non-recurrent taxes on property	D91-10.207a	D91B	1135
4600 Other recurrent taxes on property	D59-8.63c	D59A	1136
5000 Taxes on goods and services			
5100 Taxes on production, sale and transfer of goods and services			
5110 General taxes on goods and services			
5111 Value-added taxes	D211-7.89	D211; D29G	11411
5112 Sales taxes	D2122-7.94a; D214-7.96a	D21224; D214I	11412
5113 Other general taxes on goods and services	D214-7.96a	D214I	11413
5120 Taxes on specific goods and services			
5121 Excises	D2122-7.94b; D214-7.96b	D21223; D214A, B, D	1142
5122 Profits of fiscal monopolies	D214-7.96e	D214J	1143
5123 Customs and other import duties	D2121-7.93	D2121; D21221, 2	1151
5124 On exports	D213-7.95a	D214K	1152-4
5125 On investment goods			
5126 On specific services	D2122-7.94c; D214-7.96c	D21225; D214E, F, G, H; D29F	1144; 1156
5127 Other taxes on international trade and transactions	D2122-7.94d D29-7.95b D29-7.97g D59-8.64d	D21226; D29D; D59E	1153; 1155-6
5128 Other taxes on specific goods and services			1146
5130 Unallocable between 5110 and 5120			
5200 Taxes on use of goods and on permission to use goods or perform activities			
5210 Recurrent taxes on use of goods and on permission to use goods or perform activities			
5211 Motor vehicle taxes households	D59-8.64c	D59D	11451
5212 Motor vehicles taxes others	D29-7.97d	D214D; D29B	11451
5213 Other recurrent taxes on use of goods and on permission to use goods or perform activities	D29-7.97c, d, f D59-8.64c	D29B, E, F; D59D	11452
5220 Non-recurrent taxes on permission to use goods or perform activities			11452
5300 Unallocable as between 5100 and 5200			
6000 Other taxes			
6100 Payable solely by business			1161
6200 Payable by other than business, or unidentifiable	D59-8.64a, b	D59B, C	1162

A.12. Attribution of tax revenues by sub-sectors of general government

95. The OECD classification requires a breakdown of tax revenues by sub-sectors of government. The definition of each sub-sector and the criteria to be used to attribute tax revenues between these sub-sectors are set out below. They follow the guidance of the 2008 SNA and GFSM 2014.

Sub-sectors of general government to be identified

a) Central government

96. The central government sub-sector includes all governmental departments, offices, establishments and other bodies which are agencies or instruments of the central authority whose competence extends over the whole territory, with the exception of the administration of social security funds. Central government therefore has the authority to impose taxes on all resident and non-resident units engaged in economic activities within the country.

b) State, provincial or regional government

97. This sub-sector consists of intermediate units of government exercising a competence at a level below that of central government. It includes all such units operating independently of central government in a part of a country's territory encompassing a number of smaller localities, with the exception of the administration of social security funds. In unitary countries, regional governments may be considered to have a separate existence where they have substantial autonomy to raise a significant proportion of their revenues from sources within their control and their officers are independent of external administrative control in the actual operation of the unit's activities.

98. At present, federal countries comprise the majority of cases where revenues attributed to intermediate units of government are identified separately. Colombia and Spain are the only two unitary countries in this position. In the remaining unitary countries, regional revenues are included with those of local governments.

c) Local government

99. This sub-sector includes all other units of government exercising an independent competence in part of the territory of a country, with the exception of the administration of social security funds. It encompasses various urban and/or rural jurisdictions (e.g., local authorities, municipalities, cities, boroughs, districts).

d) Social security funds

100. Social security funds form a separate sub-sector of general government. The social security sub-sector is defined in the 2008 SNA by the following extracts from paragraphs 4.124 to 4.126 and 4.147:

“Social security schemes are social insurance schemes covering the community as a whole or large section of the community that are imposed and controlled by government units. The schemes cover a wide variety of programmes, providing benefits in cash or in kind for old age, invalidity or death, survivors, sickness and maternity, work injury, unemployment, family allowance, health care, etc. There is not necessarily a direct link between the amount of the contribution paid by an individual and the benefits he or she may receive.” (Paragraph 4.124).

“When social security schemes are separately organised from the other activities of government units and hold their assets and liabilities separately from the latter and engage in financial transactions on their own account they qualify as institutional units that are described as social security funds.” (Paragraph 4.125).

“The amounts raised, and paid out, in social security contributions and benefits may be deliberately varied in order to achieve objectives of government policy that have no direct connection with the concept of social security as a scheme to provide social benefits to members of the community. They may be raised or lowered in order to influence the level of aggregate demand in the economy, for example. Nevertheless, so long as they remain separately constituted funds, they must be treated as separate institutional units in the SNA. (Paragraph 4.126).

“The social security funds sub-sector (of general government) consists of the social security funds operating at all levels of government. Such funds are social insurance schemes covering the community as a whole or large section of the community that are imposed by government units.” (Paragraph 4.147).

101. This definition of social security funds is followed in the OECD classification with the two following exceptions which are excluded

- Schemes imposed by government and operated by bodies outside the general government sector, as defined in §3 of this manual; and
- Schemes to which all contributions are voluntary.

Supranational Authorities

102. This sub-sector covers the revenue-raising operations of supra-national authorities within a country. In practice, the only relevant supranational authority in the OECD area is that of the institutions of the European Union (EU). Tax revenues collected by member countries and paid to the EU are included in the *Revenue Statistics* at the supranational level of government. Income taxes and social security contributions collected by European Institutions and paid by European civil servants who are resident of EU member countries should not be included.

Criteria to be used for the attribution of tax revenues

103. When a government collects taxes and pays them over in whole or in part to other governments, it is necessary to determine whether the revenues should be considered to be those of the collecting government which it distributes to others as grants, or those of the beneficiary governments which the collecting government receives and passes on only as their agent. The criteria to be used in the attribution of revenues are set out in §104 to §107 which replicate paragraphs 3.70 to 3.73 from the 2008 SNA.

104. In general, a tax is attributed to the government unit that

- a) exercises the authority to impose the tax (either as a principal or through the delegated authority of the principal),
- b) has final discretion to set and vary the rate of the tax

105. Where an amount is collected by one government for and on behalf of another government, and the latter government has the authority to impose the tax, and set and vary its rate, then the former is acting as an agent for the latter and the tax is reassigned. Any amount retained by the collecting government as a collection charge should be treated as a payment for a service. Any other amount retained by the collecting government, such as under a tax-sharing arrangement, should be treated as a current grant. If the collecting

government was delegated the authority to set and vary the rate, then the amount collected should be treated as tax revenue of this government.

106. Where different governments jointly and equally set the rate of a tax and jointly and equally decide on the distribution of the proceeds, with no individual government having ultimate overriding authority, then the tax revenues are attributed to each government according to its respective share of the proceeds. If an arrangement allows one government unit to exercise ultimate overriding authority, then all of the tax revenue is attributed to that unit.

107. There may also be the circumstance where a tax is imposed under the constitutional or other authority of one government, but other governments individually set the tax rate in their jurisdictions. The proceeds of the tax generated in each respective government's jurisdiction are attributed as tax revenues of that government.

108. The levies paid by the member states of the EU take the form specific levies which include

- a) custom duties and levies on agricultural goods (5123),
- b) gross monetary compensation accounts (5123 if relating to imports and 5124 if relating to exports);
- c) contributions to the Single Resolution Fund (5126); and
- d) Steel, coal, sugar and milk levies (5128).

109. The custom duties collected by member states on behalf of the EU are recorded

- on a gross of collection fee basis;
- using figures adjusted so that duties are shown on a 'final destination' as opposed to a 'country of first entry' basis where such adjustments can be made. These adjustments concern in particular duties collected at important (sea) ports. Although the EU duties are collected by the authorities of the country of first entry, when possible these duties should be excluded from the revenue of the collecting country and be included in the revenue of the country of final destination

110. These are the specific EU levies that most clearly conform to the attribution criterion described in §102 above. Consequently, these amounts are footnoted as a memorandum item to the EU member state country tables (in Chapter 5) and are shown as supranational revenues against each of the tax headings identified in §108.

Notes

1. References in this OECD Interpretative Guide to Sections or Parts of "this Report" refer to OECD (2022), Revenue Statistics 2022, OECD Publishing, Paris.
2. All references to SNA are to the 2008 edition.
3. See section A.12 of this guide for a discussion of the concept of agency capacity.
4. It is usually possible to identify amounts of social security contributions and payroll taxes, but not other taxes paid by government.
5. If, however, a levy which is considered as non-tax revenue by most countries is regarded as a tax — or raises substantial revenue — in one or more countries, the amounts collected are footnoted at the end of the relevant country tables, even though the amounts are not included in total tax revenues.

6. Names, however, can frequently be misleading. For example, though a passport fee would normally be considered a non-tax revenue, if a supplementary levy on passports (as is the case in Portugal) were imposed in order to raise substantial amounts of revenue relative to the cost of providing the passport, the levy would be regarded as a tax under 5200.
7. A more detailed explanation of this distinction can be found in the special feature, 'Current issues in reporting tax revenues', in the 2001 edition of the *Revenue Statistics*.
8. Sometimes the terms 'non-refundable' and 'refundable' are used, but it may be considered illogical to talk of 'refundable' when nothing has been paid.
9. A different treatment, however, is accorded to non-wastable tax credits under imputation systems of corporate income tax (§37–39).
10. This is not strictly a true tax expenditure in the formal sense. Such tax expenditures require identification of a benchmark tax system for each country or, preferably, a common international benchmark. In practice it has not been possible to reach agreement on a common international benchmark.
11. Unless based on the profit made on a sale, in which case they would be classified as capital gains taxes under 1120 or 1220.
12. In some countries the same legislation applies to both individual and corporate enterprises for particular taxes on income. However, the receipts from such taxes are usually allocable between individuals and enterprises and can therefore be shown in the appropriate sub-heading.
13. For example, "... sufficiently self-contained and independent that they behave in the same way as corporations... (including) keeping a complete set of accounts" (2008 SNA, section 4.44).
14. In Canada — a country also referred to as having an imputation system — the (wastable) tax credit for the shareholder is in respect of domestic corporation tax deemed to have been paid whether or not a corporation tax liability has arisen. As there is no integral connection between the corporation tax liability and the credit given against income tax under such systems, these credits for dividends are treated, along with other tax credits, on the lines described in §26.
15. This may also apply where a scheme for government employees existed prior to the introduction of a general social security scheme.
16. In the 2008 SNA these are regarded as capital transfers and not as taxes (see section A.8).
17. This is the system by which the European Union adjusts for differences between the exchange rates used to determine prices under the Common Market Agricultural Policy and actual exchange rates. Payments under the system may relate to imports or exports and where these amounts are separately identifiable they are shown under the appropriate heading (5123 or 5124). In this Report, these amounts are shown gross (i.e. without deducting any subsidies paid out under the MCA system).
18. Transfers of profits of State lotteries are regarded as non-tax revenues (see also §68).

ANNEXE A

Classification des impôts de l'OCDE et Guide d'interprétation¹

Table des matières

	<i>Page</i>
A.1. Classification des impôts de l'OCDE	346
A.2. Champ couvert	348
A.3. Bases de comptabilisation	352
A.4. Principes généraux de classification	354
A.5. Commentaires sur les postes de la liste	356
A.6. Conciliation avec les comptes nationaux	368
A.7. Poste pour mémoire relatif au financement des prestations de sécurité sociale .	369
A.8. Poste pour mémoire relatif aux impôts identifiables payés par les administrations	369
A.9. Rapport de la classification des impôts de l'OCDE avec les systèmes nationaux de comptabilité nationale	369
A.10. La classification des impôts de l'OCDE et le système du Fonds monétaire international (SFP)	370
A.11. Comparaison de la classification des impôts de l'OCDE et des autres classifications internationales des recettes publiques	370
A.12. Répartition des recettes fiscales par sous-secteurs d'administration publique . .	372
Notes	375

A.1. Classification des impôts de l'OCDE

1. 1000 Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital
 - 1100 Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital des personnes physiques
 - 1110 Sur le revenu et les bénéfices
 - 1120 Sur les gains en capital
 - 1200 Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital des sociétés
 - 1210 Sur le revenu et les bénéfices
 - 1220 Sur les gains en capital
 - 1300 Non ventilables entre les rubriques 1100 et 1200
2. 2000 Cotisations de sécurité sociale
 - 2100 A la charge des salariés
 - 2110 Sur la base du salaire
 - 2120 Sur la base de l'impôt sur le revenu
 - 2200 A la charge des employeurs
 - 2210 Sur la base du salaire
 - 2220 Sur la base de l'impôt sur le revenu
 - 2300 A la charge des travailleurs indépendants ou des personnes n'occupant pas d'emploi
 - 2310 Sur la base du salaire
 - 2320 Sur la base de l'impôt sur le revenu
 - 2400 Non ventilables entre les rubriques 2100, 2200 et 2300
 - 2410 Sur la base du salaire
 - 2420 Sur la base de l'impôt sur le revenu
3. 3000 Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre
4. 4000 Impôts sur le patrimoine
 - 4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière
 - 4110 Ménages
 - 4120 Autres agents
 - 4200 Impôts périodiques sur l'actif net
 - 4210 Personnes physiques
 - 4220 Sociétés
 - 4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations
 - 4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions
 - 4320 Impôts sur les donations
 - 4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières
 - 4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine
 - 4510 Impôts sur l'actif net
 - 4520 Autres impôts non périodiques

- 4600 Autres impôts périodiques sur le patrimoine
- 5. 5000 Impôts sur les biens et services
 - 5100 Impôts sur la production, la vente, le transfert, la location et la livraison des biens et la prestation de services
 - 5110 Impôts généraux
 - 5111 Taxes sur la valeur ajoutée
 - 5112 Impôts sur les ventes
 - 5113 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services
 - 5120 Impôts sur des biens et des services déterminés
 - 5121 Accises
 - 5122 Bénéfices des monopoles fiscaux
 - 5123 Droits de douane et autres droits à l'importation
 - 5124 Taxes à l'exportation
 - 5125 Impôts sur les biens d'équipement
 - 5126 Impôts sur des services déterminés
 - 5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux
 - 5128 Autres impôts sur des biens et services déterminés
 - 5130 Non ventilables entre les rubriques 5110 et 5120
 - 5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités
 - 5210 Impôts périodiques
 - 5211 A la charge des ménages au titre de véhicules à moteur
 - 5212 A la charge d'autres agents au titre de véhicules à moteur
 - 5213 Autres impôts périodiques
 - 5220 Impôts non périodiques
 - 5300 Non ventilables entre les rubriques 5100 et 5200
- 6. 6000 Autres impôts
 - 6100 A la charge exclusive des entreprises
 - 6200 A la charge d'autre agents que les entreprises ou non identifiables

A.2. Champ couvert

Principes généraux

1. Dans la classification de l'OCDE, le terme « impôts » désigne uniquement les versements obligatoires effectués sans contrepartie au profit des administrations publiques ou à une autorité supranationale. Les impôts n'ont pas de contrepartie en ce sens que, normalement, les prestations fournies par les administrations au contribuable ne sont pas proportionnelles à ses versements.
2. Le terme « impôts » ne couvre pas les amendes, les pénalités, ni les prêts obligatoires aux administrations. Les cas dans lesquels la délimitation entre recettes fiscales et non fiscales est délicate à tracer, pour certains droits et taxes d'utilisation, sont examinés dans les § 12 à 15.
3. Les administrations publiques comprennent l'administration centrale et les organismes dont les opérations sont sous son contrôle effectif, les administrations régionales et locales et leurs services, les organismes de sécurité sociale et les entités publiques autonomes, à l'exception des entreprises publiques. Cette définition des administrations est calquée sur celle du Système de comptabilité nationale 2008 (SCN)². Dans cette publication, les administrations publiques et leurs sous-secteurs sont décrits dans le chapitre 4, paragraphes 4.117 à 4.165.
4. Les unités extrabudgétaires sont des composantes du système des administrations publiques. Il s'agit d'entités d'administration publique dotées de budgets distincts, qui ne sont pas intégralement financés par le budget central ou général. Ces organismes fonctionnent sous l'autorité ou le contrôle d'une administration centrale, d'un État fédéré ou d'une collectivité locale. Les entités extrabudgétaires peuvent disposer de leurs propres sources de recettes, qui peuvent être complétées par des dotations (transferts) provenant du budget général ou d'autres sources. Même si leurs budgets peuvent être soumis à l'approbation du corps législatif, comme les comptes budgétaires, elles disposent d'une certaine latitude quant au volume et à la composition de leurs dépenses. Ces entités peuvent être mises en place pour exercer des fonctions spécifiques des administrations publiques, telles que la construction de routes ou la production non marchande de services de santé ou d'éducation. Les dispositions budgétaires peuvent varier grandement suivant les pays, et différents termes sont utilisés pour décrire ces entités, mais elles sont souvent qualifiées de « fonds extrabudgétaires » ou d'« organismes autonomes ».
5. Les paiements obligatoires, sans contrepartie, perçus par les gouvernements nationaux et versés aux autorités supranationales sont également traités comme des impôts au titre de la définition du paragraphe 1. Les recettes fiscales qui sont perçues par les gouvernements nationaux et payées à une autorité supranationale sont attribuées en tant que recettes fiscales à l'autorité supranationale dans le SCN 2008 (voir paragraphes 22.60-61, 22.88 et 22.99) et le SEC 2010 (voir paragraphe 20.165). Dans les Statistiques des recettes publiques, ces recettes fiscales comprennent les droits de douane, les contributions au Fonds de résolution unique de l'UE et toute autre taxe perçue par les États membres de l'UE au nom de l'Union européenne. Elles sont incluses dans les montants des recettes fiscales dans les tableaux par pays (chapitre 5) du pays dans lequel elles sont perçues et sont attribuées à l'autorité supranationale (voir § 102).
6. Dans les pays où les églises font partie des administrations publiques, les impôts sur les cultes sont inclus dans ces paiements, à condition qu'ils répondent aux critères énoncés au

§ 1 ci-dessus. Comme les données se réfèrent aux montants encaissés par les administrations publiques et les autorités supranationales, les contributions versées à des organismes privés, aux organismes sociaux ou régimes de sécurité sociale extérieurs aux administrations publiques, aux syndicats ou aux associations professionnelles sont exclues, même si elles sont obligatoires. Sont toutefois inclus les versements obligatoires aux administrations publiques dont le montant est affecté à ces organismes, à condition que l'administration ne fasse pas simplement office d'agent collecteur³. On a distingué les bénéfices des monopoles fiscaux de ceux d'autres entreprises publiques et on les a considérés comme des impôts parce qu'ils reflètent l'exercice du pouvoir d'imposition de l'État par l'intermédiaire du monopole (voir § 66 à 68), comme le sont les bénéfices de l'État provenant de l'achat et de la vente de monnaies étrangères à des taux différents (voir § 76).

7. Les impôts payés par les administrations elles-mêmes (tels que les cotisations de sécurité sociale et les impôts sur les salaires payés par les administrations en tant qu'employeurs (2200 et 3000), les impôts sur la consommation qu'elles acquittent à l'occasion de leurs achats ou les impôts sur leur patrimoine) sont inclus dans les données présentées. Toutefois, lorsqu'il est possible de les isoler, les montants provenant de ces impôts⁴ sont indiqués dans le Tableau 5.40 de ce Rapport.

8. Les rapports entre cette classification et celle du Système de comptabilité nationale (SCN) sont indiqués dans les sections A.9 et A.11. À cause des différences qui existent entre les deux classifications, les statistiques de la comptabilité nationale ne sont pas toujours établies ou classées suivant la pratique adoptée dans le présent guide. Ces différences et d'autres encore sont mentionnées dans les cas appropriés (voir par exemple § 31), mais il est impossible de toutes les signaler. Il peut y avoir aussi certaines différences entre cette classification et celle utilisée par certaines administrations nationales (voir par exemple § 13), aussi les statistiques nationales et celles de l'OCDE ne peuvent pas toujours être compatibles ; ces différences, cependant, sont vraisemblablement très insignifiantes dans les montants des recettes en cause.

Cotisations de sécurité sociale

9. Les cotisations obligatoires de sécurité sociale, définies au § 40, qui sont versées aux administrations publiques, font partie des recettes fiscales. Mais elles peuvent différer toutefois des autres impôts du fait que le paiement des prestations de sécurité sociale dépend dans la plupart des pays du versement des cotisations appropriées, encore qu'il n'y ait pas forcément un lien entre l'importance des prestations et le montant des cotisations. La comparabilité entre les pays sera meilleure si on considère les cotisations de sécurité sociale comme des impôts ; elles figurent cependant sous une rubrique distincte de façon à permettre un traitement séparé pour n'importe quelle analyse.

10. La distinction stricte entre les recettes fiscales (qui sont des paiements obligatoires sans contrepartie aux administrations publiques ou à une autorité supranationale) et les prélèvements obligatoires non fiscaux (PONF) (qui sont soit des paiements avec contrepartie aux administrations publiques, soit des paiements destinés à d'autres organismes) est clairement définie. Néanmoins, dans la palette des divers prélèvements obligatoires destinés aux administrations publiques qui existent dans les différents pays, il n'est pas toujours évident de déterminer en pratique si tel ou tel prélèvement est un impôt ou un PONF. Ainsi, l'épargne-retraite obligatoire qui est placée sous le contrôle des administrations publiques et qui s'accumule sur un compte individuel rémunéré à un taux correspondant au rendement du marché ou destiné à compenser l'inflation semble, à première vue, constituer une forme

de PONF, et non d'impôt. Toutefois, ces paiements peuvent encore être considérés comme « sans contrepartie » et, par conséquent, être classés dans les impôts et non dans les PONF (par exemple si cette épargne-retraite n'est pas remboursée au cas où le contribuable décède avant d'atteindre l'âge de la retraite, et si les fonds en question sont utilisés ensuite pour verser une pension minimale à tous les contribuables qui sont assurés). En conséquence, les chiffres relatifs aux recettes de sécurité sociale indiqués pour la plupart des pays reposent sur l'hypothèse que l'on considère que tous les types de prélèvements obligatoires destinés aux administrations publiques comportent, dans une certaine mesure, un élément redistributif. Il convient de noter que cette conclusion découle d'une interprétation généralement large du terme « sans contrepartie » dans la définition de l'impôt.

11. Les cotisations de sécurité sociale qui sont facultatives ou qui ne sont pas versées à des administrations publiques (voir § 1) ne sont pas considérées comme des impôts, bien que dans certains pays (comme il est indiqué dans les notes correspondantes), il soit difficile d'éliminer complètement les cotisations facultatives et certains versements obligatoires au secteur privé des statistiques relatives aux recettes publiques. Les cotisations de sécurité sociale imputées ne sont pas considérées comme des impôts.

Droits, taxes d'utilisation et droits de licence

12. Si l'on excepte les droits perçus sur les permis de circulation des véhicules à moteur, qui sont universellement considérés comme des impôts, il n'est pas facile de distinguer les droits et taxes d'utilisation qui doivent être traitées comme des impôts de celles qui ne doivent pas l'être. Si, en effet, un droit ou une taxe est perçu au titre d'un service ou d'une activité déterminée, le lien entre ce prélèvement et la prestation fournie peut être plus ou moins important, de même que la relation entre le montant du prélèvement et le coût de la prestation. Lorsque le bénéficiaire d'une prestation acquitte un droit dont le montant est clairement lié au coût de la prestation fournie, on peut considérer que le prélèvement comporte une contrepartie, et d'après la définition donnée au § 1, il ne sera pas traité comme un impôt. Toutefois, dans les cas suivants, les prélèvements seraient 'sans contrepartie':

- a) lorsque le prélèvement est très supérieur au coût de la prestation fournie ;
- b) lorsque le redevable de la contribution n'est pas le bénéficiaire de la prestation correspondante (par exemple, un droit perçu sur l'abattage du bétail pour financer un service qui est fourni aux agriculteurs) ;
- c) lorsque l'État ne fournit pas un service déterminé en contrepartie du droit qu'il perçoit, même si un permis est délivré à celui qui acquitte le droit (par exemple, lorsque l'État délivre des permis de chasse, de pêche ou de port d'armes qui ne sont pas assortis du droit d'utiliser une parcelle déterminée de terres appartenant à l'État) ;
- d) lorsque les bénéficiaires de la prestation sont les personnes qui ont acquitté le droit, mais que la prestation dont chacun bénéficie n'est pas nécessairement en rapport avec le montant de ses propres versements (par exemple, le droit de commercialisation du lait acquitté par les fermiers qui sert à promouvoir la consommation de lait.
- e) lorsque le payeur de l'impôt ne peut pas se soustraire au paiement de payer lorsqu'il n'utilise pas le service (par exemple, les redevances de radiodiffusion publique où le payeur est obligé de payer la redevance bien qu'il ne consomme pas les services de radiodiffusion publique).

13. Dans des cas limites, cependant, l'application des critères énoncés au § 1 peut être particulièrement difficile. La solution adoptée, dans un souci d'uniformité entre les pays et eu égard aux montants relativement faibles des recettes en cause, consiste à s'en tenir à la pratique prépondérante des administrations fiscales plutôt que de laisser chaque pays décider si ces prélèvements sont des impôts ou des recettes non fiscales⁵.

14. On trouvera ci-après la liste des principaux droits et taxes en question et leur traitement normal⁶ dans la présente publication :

Recettes non fiscales :	frais de justice ; droits de délivrance de permis de conduire ; droits portuaires ; redevances de passeport.
Impôts du sous-groupe 5200:	autorisation d'exercer certaines activités telles que : distribution de films ; chasse, pêche et utilisation d'armes à feu ; organisation de spectacles ou de jeux et paris ; vente de boissons alcoolisées ou de tabacs ; autorisation de posséder des chiens et d'utiliser ou posséder des véhicules à moteur ou des armes à feu ; taxes d'extraction.

15. Dans la pratique, il se peut qu'il ne soit pas toujours possible d'isoler les recettes fiscales des recettes non fiscales quand elles sont enregistrées ensemble. Si l'on estime qu'il s'agit surtout de recettes non fiscales, l'ensemble sera traité comme tel ; dans le cas contraire, les recettes seront comptabilisées et classées conformément aux règles énoncées au § 33.

Redevances

16. La propriété des gisements prenant la forme de minéraux ou de combustibles fossiles (charbon, pétrole ou gaz naturel) dépend de la façon dont les droits de propriété sont définis par la loi, et aussi par les conventions internationales quand les gisements sont situés sous les eaux internationales. Dans certains cas, soit le terrain sous lequel les gisements sont situés, soit les gisements eux-mêmes, soit les deux peuvent appartenir à une administration publique centrale ou locale.

17. Ces unités des administrations publiques peuvent alors consentir un bail à d'autres unités institutionnelles en les autorisant à exploiter ces gisements pendant une période déterminée, en contrepartie d'un paiement ou d'une série de paiements. Ces paiements sont souvent qualifiés de redevances (« royalties »), mais ils n'en constituent pas moins essentiellement des loyers, qui reviennent aux propriétaires des ressources naturelles considérées parce qu'ils mettent ces actifs à la disposition d'autres unités institutionnelles pour des durées déterminées. Ces loyers peuvent prendre la forme de versements périodiques d'un montant fixe, indépendant du rythme d'extraction ; plus vraisemblablement, ils peuvent être fonction de la quantité, du volume ou de la valeur des actifs extraits. Les entreprises engagées dans des activités de prospection sur des terrains publics peuvent effectuer des paiements aux unités de l'administration publique concernées, en contrepartie de l'autorisation de procéder à des forages d'essai ou de réaliser par d'autres moyens des recherches concernant l'existence et la localisation de gisements. Ces paiements sont également considérés comme des loyers, même en l'absence d'extraction. Ils sont donc classés dans les recettes non fiscales.

18. Les mêmes principes s'appliquent lorsque d'autres unités institutionnelles se voient consentir un bail leur permettant de couper du bois dans des forêts naturelles sur des terrains appartenant à des unités des administrations publiques. Ces paiements sont également classés dans les recettes non fiscales.

19. Ces loyers ou redevances versés aux administrations publiques ne doivent pas être confondus avec les impôts sur le revenu et les bénéfices, les taxes d'extraction, les taxes

professionnelles ou d'autres impôts. Si ces paiements sont prélevés sur les bénéfices tirés des activités d'extraction, ils doivent être classés dans les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (1000). En outre, toute taxe d'extraction relative à des minéraux ou des combustibles fossiles extraits de réserves privées ou appartenant à d'autres administrations publiques doit être classée dans les impôts. Les paiements liés à la valeur brute de la production doivent être classés dans les autres impôts sur des biens et services déterminés (5128). Les paiements effectués en contrepartie d'une autorisation ou d'un permis d'extraction doivent être classés dans les impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités (5200).

Amendes et pénalités

20. En principe, les amendes et pénalités portant sur les impôts impayés ou les pénalités appliquées en cas de tentative d'évasion fiscale ne doivent pas être enregistrées comme des recettes fiscales. Cependant, il se peut qu'il ne soit pas possible de séparer le versement des amendes et pénalités des recettes correspondant aux impôts auxquels ces amendes et pénalités se rattachent. Dans ce cas, les amendes et pénalités associés à un impôt particulier sont enregistrées avec les recettes correspondant à cet impôt alors que les amendes et pénalités liées à des recettes correspondant à des impôts non-identifiés sont classées comme autres impôts dans la catégorie 6000. Les amendes qui ne concernent pas des infractions fiscales (comme les infractions au stationnement), ou qui ne sont pas identifiables en tant que telles, ne sont pas non plus considérées comme des recettes fiscales.

A.3. Bases de comptabilisation

Droits constatés ou décaissements

21. Les données enregistrées dans les publications des *Statistiques des recettes publiques* pour les années récentes sont essentiellement indiquées en droits constatés pour les pays de l'OCDE, c'est-à-dire qu'elles sont enregistrées au moment du fait générateur de l'impôt. D'autres informations sont fournies dans les notes des tableaux par pays au chapitre 5 de ce Rapport.

22. Toutefois, les données des années antérieures et qui concernent les pays non OCDE sont encore principalement comptabilisées sur la base des décaissements, c'est-à-dire au moment où l'administration reçoit le versement. Ainsi, les impôts retenus à la source par les employeurs au cours d'un exercice, mais versés à l'administration au cours de l'exercice suivant, et les impôts dus au titre d'une année mais effectivement versés l'année suivante, figurent les uns et les autres dans les recettes du second exercice. Les restitutions, remboursements et retraits résultant d'opérations rectificatives sont déduits des recettes brutes de la période au cours de laquelle ces opérations sont effectuées.

23. Les données relatives aux recettes fiscales sont comptabilisées, sans déduction compensatoire des dépenses administratives liées au recouvrement de l'impôt. De même, lorsque le produit d'un impôt sert à subventionner certains membres de la collectivité, la subvention n'est pas déduite du rendement de l'impôt, encore que certains pays fassent figurer dans leurs données l'impôt après déduction des subventions.

24. Pour les monopoles fiscaux (sous-groupe 5122), seul le montant effectivement transféré à l'État est inclus dans les recettes publiques. Toutefois, les dépenses des monopoles fiscaux qui sont considérées comme des dépenses publiques (par exemple, des dépenses de caractère

social engagées par les monopoles fiscaux à l'instigation de l'État) sont ajoutées après coup pour calculer le montant des recettes fiscales (voir § 66).

La distinction entre dispositions fiscales et dépenses directes⁷

25. Étant donné que la présente publication ne vise que les recettes publiques en faisant abstraction des dépenses, il convient de distinguer entre les dispositions fiscales et les dépenses directes. Normalement, cette distinction ne soulève aucune difficulté, car les dépenses directes sont effectuées en dehors du système fiscal et des comptes fiscaux et en vertu de dispositions législatives distinctes. Dans les cas limites, on recourt, pour établir la distinction, au principe de la comptabilisation sur la base des paiements. Dans la mesure où une disposition affecte le montant des paiements du contribuable à l'État, elle est considérée comme une disposition fiscale dont il est tenu compte dans les données figurant dans cette publication. Une disposition qui n'affecte pas ce montant est considérée comme une dépense directe dont il n'est pas tenu compte dans les données reproduites dans cette publication.

26. Il est clair que les abattements fiscaux, exonérations et déductions de l'assiette de l'impôt modifient le montant de l'impôt acquitté à l'État ; il s'agit donc de dispositions fiscales. Inversement, les formes d'aides qui ne sont pas imputables sur l'impôt et n'ont donc aucun lien avec le processus d'imposition, ne réduisent pas les recettes publiques qui sont consignées dans ce volume. Les crédits d'impôt sont des montants déductibles de l'impôt à acquitter (par opposition aux déductions, qui sont opérées sur l'assiette de l'impôt). On distingue deux catégories de crédits d'impôt : ceux (que l'on qualifiera ici de 'non récupérables') qui sont limités au montant de l'impôt à acquitter et ne peuvent donc donner lieu à un versement de l'administration au contribuable, et ceux (qualifiés ici de 'récupérables') qui n'ont pas cette limite, de sorte que l'excédent du crédit sur l'impôt peut être versé au contribuable⁸. Le crédit d'impôt non récupérable, comme un abattement fiscal, affecte évidemment le montant de l'impôt acquitté à l'État ; aussi est-il considéré comme une disposition fiscale. La solution adoptée pour les crédits d'impôts récupérables⁹ consiste à distinguer l'élément de « dépense fiscale »¹⁰, qui est la part du crédit utilisée pour réduire ou supprimer l'impôt dû par le contribuable, et l'« élément de transfert », qui correspond à la part excédant l'impôt dû par le contribuable et qui lui est reversée. Les recettes fiscales rapportées doivent être diminuées du montant de l'élément de dépense, mais non de l'élément de transfert. En outre, les montants de l'élément de dépense fiscale et de l'élément de transfert doivent être indiqués pour mémoire dans les tableaux par pays. Les pays qui ne sont pas en mesure de faire la distinction entre l'élément de dépense fiscale et l'élément de transfert doivent indiquer si leurs recettes fiscales ont été ou non diminuées du montant total de ces éléments, et fournir toutes les estimations dont ils disposent concernant les montants de ces deux éléments. Des informations complémentaires figurent dans le chapitre 1 de ce Rapport, qui fait apparaître les effets des différents traitements possibles des crédits d'impôts récupérables sur les ratios impôt rapportant les impôts au PIB.

Année civile et année fiscale (exercice budgétaire)

27. Les autorités nationales dont l'exercice budgétaire ne correspond pas à l'année civile fournissent, autant que possible, leurs données sur la base de l'année civile afin de faciliter au maximum la comparaison avec les données des autres pays. Les données d'un petit nombre de pays se réfèrent à l'exercice budgétaire. Pour ceux-ci, les statistiques de PIB utilisées dans les tableaux comparatifs portent aussi sur les exercices budgétaires.

A.4. Principes généraux de classification

Les fondements essentiels de la classification

28. Les recettes sont classées par groupes principaux (1000, 2000, 3000, 4000, 5000, 6000) suivant l'assiette de l'impôt : 1000 revenus, bénéfiques et gains en capital ; 2000 et 3000 salaires et nombre d'employés ; 4000 patrimoine ; 5000 biens et services ; 6000 assiettes diverses, autres ou non identifiables. Lorsqu'un impôt est calculé en fonction de plusieurs assiettes, les recettes sont, chaque fois que c'est possible, réparties entre les divers groupes (voir § 33 et § 84). Les groupes 4000 et 5000 ne comprennent pas seulement les impôts ayant pour assiette le patrimoine, les biens ou les services eux-mêmes, mais aussi certains impôts connexes. Ainsi, les impôts sur les mutations du patrimoine sont classés dans le groupe 4400¹¹ et les impôts sur l'utilisation des biens, ou l'autorisation d'exercer une activité, dans le groupe 5200. Dans les groupes 4000 et 5000, une distinction est faite dans certains sous-groupes entre impôts périodiques et impôts non périodiques : on entend par impôts périodiques ceux qui sont perçus à intervalles réguliers (ordinairement tous les ans) et par impôts non périodiques ceux qui ne sont perçus qu'une seule fois (voir aussi les § 48 à 51, § 54, § 55, et § 81 pour une application particulière de cette distinction).

29. L'affectation spéciale de certaines recettes fiscales n'influe pas sur leur classification. Toutefois comme explicité au § 40 sur la classification des cotisations de sécurité sociale, l'octroi d'un droit aux prestations sociales est crucial dans la définition de la rubrique principale 2000.

30. La manière selon laquelle un impôt est perçu ou recouvré (par exemple, au moyen de timbres) n'affecte pas sa classification.

Classification des contribuables

31. Dans certains sous-groupes, des distinctions sont faites entre les différentes catégories de contribuables. Ces distinctions varient d'un impôt à l'autre :

a) *Ventilation des impôts sur le revenu et sur l'actif net entre personnes physiques et sociétés*

La distinction fondamentale entre les impôts sur le revenu des sociétés et les impôts sur le revenu des personnes physiques est que les premiers sont perçus sur la société en tant qu'entité et non sur les personnes physiques qui en sont propriétaires, donc sans tenir compte de la situation personnelle de celles-ci. La même distinction est applicable aux impôts sur l'actif net des sociétés et des personnes physiques. Les impôts perçus sur les bénéfiques des sociétés de personnes et sur le revenu de certaines institutions comme les caisses d'assurance-vie ou de retraite, sont classés selon le même principe. Ils sont compris dans les impôts sur les sociétés (1200) lorsqu'ils sont perçus sur la société de personnes ou l'institution en tant qu'entité sans que la situation personnelle des propriétaires entre en ligne de compte ; dans les autres cas, ils sont considérés comme des impôts sur les personnes physiques (1100). Ordinairement, les impôts sur les sociétés et les impôts sur les personnes physiques sont régis par des dispositions législatives différentes¹². La distinction qui est faite ici entre personnes physiques et sociétés ne reprend pas la classification par secteur (ménages, entreprises, etc.) adoptée dans les comptes de revenus et de dépenses du SCN. Cette dernière classification exclut du secteur des ménages certaines entreprises non constituées en sociétés¹³ et les fait figurer parmi les entreprises non financières et les institutions financières. Toutefois, l'impôt sur les bénéfiques de ces entreprises ne peut pas toujours être isolé de l'impôt sur les autres revenus des propriétaires de ces entreprises,

ou ne peut l'être que d'une façon arbitraire. On n'a pas cherché ici à faire la distinction et l'impôt sur le revenu des personnes physiques figure globalement, quelle que soit la nature du revenu imposable.

b) *Ventilation des impôts sur les biens immobiliers entre ménages et autres agents*

En l'occurrence, la distinction est celle qui a été adoptée par le SCN dans les comptes de production et de consommation. On distingue, en effet, les ménages en tant que consommateurs d'une part (c'est-à-dire à l'exclusion des entreprises individuelles), et les producteurs d'autre part. Cependant, les impôts sur les logements occupés par les ménages, qu'ils soient à la charge des propriétaires qui les occupent, du locataire ou du propriétaire, sont classés comme étant à la charge des ménages. C'est la distinction faite habituellement entre les impôts sur les biens des personnes et les impôts sur les biens des entreprises. Toutefois, certains pays ne sont pas en mesure d'établir cette distinction.

c) *Ventilation des permis de circuler des véhicules à moteur entre taxes à la charge des ménages et à la charge d'autres agents*

On distingue ici les ménages en tant que consommateurs d'une part, et producteurs d'autre part, comme dans les comptes de production et de consommation du SCN.

d) *Ventilation des autres impôts (6000) entre les entreprises et les autres agents*

Il est fait la même distinction qu'au point (c) ci-dessus entre les producteurs, d'une part, et les ménages consommateurs d'autre part. Les impôts qui figurent dans le groupe 6000 parce qu'ils ne comportent pas une assiette unique ou parce que leur assiette ne relève d'aucune des catégories précédentes, mais qui ne sont manifestement perçus que sur les producteurs et non sur les ménages, sont classés comme étant 'à la charge des entreprises'. Les autres impôts du groupe 6000 figurent sous la rubrique 'à la charge d'autres agents' ou 'non identifiés'.

Surtaxes

32. Les recettes des surtaxes relatives à des impôts particuliers sont classées ordinairement avec les recettes de l'impôt correspondant, que la surtaxe ait ou non un caractère temporaire. Toutefois, si l'une des caractéristiques de la surtaxe permet de la classer sous une rubrique différente de la classification de l'OCDE, les recettes de cette surtaxe sont classées sous cette rubrique et non pas avec les recettes de l'impôt correspondant

Recettes fiscales non identifiables et sous-groupes résiduels

33. Il arrive parfois qu'on ne puisse déterminer si des impôts relèvent entièrement d'un groupe ou d'un sous-groupe de la classification de l'OCDE ; dans ces cas on applique les méthodes suivantes :

- a) le groupe est connu, mais on ne sait pas comment répartir les recettes entre les sous-groupes ; les recettes sont alors classées dans le sous-groupe résiduel approprié (1300, 2400, 4520, 4600, 5128, 5130, 5300 ou 6200) ;
- b) on sait que l'ensemble des recettes d'un groupe d'impôts (ordinairement des impôts locaux) provient d'impôts relevant d'un groupe ou sous-groupe particulier, mais certains impôts du groupe, dont le montant ne peut être déterminé avec précision, peuvent être classés dans d'autres groupes ou sous-groupes ; dans ce cas les recettes sont comptabilisées dans le groupe ou sous-groupe dont relève l'essentiel des recettes ;

- c) il est impossible d'identifier le groupe ou le sous-groupe d'un impôt (ordinairement un impôt local) ; l'impôt est alors classé dans le groupe 6200, à moins qu'il ne s'agisse d'un impôt manifestement à la charge des entreprises, auquel cas il est classé dans le sous-groupe 6100.

A.5. Commentaires sur les postes de la liste

1000 — Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital

34. Ce groupe couvre les impôts prélevés sur le revenu ou le bénéfice net (c'est-à-dire le revenu brut déduction faite des abattements autorisés) des personnes physiques et des entreprises. Sont aussi couverts les impôts prélevés sur les gains en capital des personnes physiques et des entreprises et sur les gains provenant de jeux.

35. Ce groupe comprend :

- a) les impôts perçus principalement sur les revenus ou les bénéfices, bien qu'ils puissent l'être partiellement sur d'autres bases. Les impôts qui ont une autre assiette principale que le revenu ou les bénéfices sont classés selon les principes énoncés aux § 33 et § 84 ;
- b) les impôts sur la propriété immobilière, qui sont perçus sur la base d'un revenu présumé ou estimé faisant partie de l'assiette de l'impôt sur le revenu (voir aussi § 48 (a), (c) et (d)) ;
- c) les versements obligatoires aux caisses de sécurité sociale qui sont prélevés sur les revenus mais ne donnent pas droit à des prestations sociales. Lorsque ces contributions donnent droit à des prestations sociales, elles figurent à la rubrique 2000 (voir § 40) ;
- d) les recettes provenant d'impôts cédulaires sur le revenu intégrés dans le régime général qui sont globalement classés dans ce groupe, bien que certains de ces impôts soient sur le revenu brut et ne tiennent pas toujours compte de la situation personnelle du contribuable.

36. Les impôts figurant dans ce groupe sont subdivisés en deux grands sous-groupes, les impôts sur le revenu des personnes physiques (1100) et les impôts sur le revenu des sociétés (1200), une ventilation étant faite dans chacun d'eux entre les impôts sur le revenu et les bénéfices (1110 et 1210) et les impôts sur les gains en capital (1120 et 1220). Si certaines recettes ne peuvent être identifiées comme relevant soit du sous-groupe 1100, soit du sous-groupe 1200, ou si cette distinction ne peut être faite dans la pratique (parce qu'il n'y a pas de données fiables sur les bénéficiaires des paiements sur lesquels la retenue à la source est faite), elles sont classées dans le sous-groupe 1300 (non ventilables).

Traitement des crédits d'impôt dans les systèmes d'imputation

37. Dans les régimes d'imputation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, les actionnaires bénéficient d'une compensation totale ou partielle d'imposition sur les dividendes que la société leur a versés et pour lesquels elle a acquitté l'impôt sur le revenu des sociétés. Dans les pays qui appliquent un tel régime,¹⁴ une fraction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sert à alléger l'impôt dû par l'actionnaire. Cet allègement prend la forme d'un crédit d'impôt, dont le montant peut être inférieur, égal ou supérieur au montant total de l'impôt dont il est redevable. Si le crédit d'impôt dépasse ce montant, l'excédent peut être versé à l'actionnaire. Comme ce type de crédit d'impôt fait partie intégrante des systèmes d'imputation de l'impôt sur le revenu des sociétés, tout paiement à l'actionnaire est considéré

comme un remboursement d'impôt et non comme une dépense (se référer au traitement des autres crédits d'impôt exposé au § 26).

38. Puisque, dans les systèmes d'imputation, le crédit d'impôt (même lorsqu'il dépasse l'impôt dû) est censé être une disposition fiscale, on peut se demander s'il doit être déduit des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (1110) ou de celles de l'impôt sur les bénéfices de sociétés (1210). Dans ce Rapport le montant intégral de l'impôt acquitté sur les bénéfices des sociétés figure sous le poste 1210 et aucun impôt imputé n'est inclus dans le poste 1110. Le montant total du crédit d'impôt réduit donc le montant des recettes du poste 1110, que ce crédit se traduise par une réduction de l'impôt dû sur le revenu des personnes physiques ou par un remboursement réel du fait que le crédit dépasse le montant de l'impôt. (Cependant, lorsque ces crédits sont déduits de l'impôt sur les sociétés au titre de dividendes versés à des sociétés, le montant est déduit des recettes du poste 1210).

1120 et 1220 — Impôts sur les gains en capital

39. Ces postes comprennent les impôts perçus sur les gains en capital, le sous-groupe 1120 comptabilisant les impôts prélevés sur les gains des personnes physiques et le sous-groupe 1220 ceux qui sont perçus sur les gains des entreprises constituées sous forme de sociétés, lorsque ces recettes peuvent être ventilées. Ce n'est pas le cas dans de nombreux pays et les recettes de ces impôts sont alors classées avec celles de l'impôt sur le revenu. Les impôts sur les gains provenant de jeux sont aussi classés sous le poste 1120.

2000 — Cotisations de sécurité sociale

40. Figurent dans ce groupe tous les versements obligatoires aux administrations publiques qui donnent le droit de bénéficier d'une prestation sociale future (éventuelle). Ces versements sont généralement affectés au financement de prestations sociales et souvent effectués au profit d'institutions ou d'administrations publiques qui fournissent de telles prestations. Cependant, cette affectation n'entre pas dans la définition des cotisations de sécurité sociale et n'est pas nécessaire pour qu'un impôt soit classé dans cette rubrique. Cependant, il faut qu'un impôt confère un droit pour être classé dans cette rubrique. Par conséquent, les prélèvements sur les revenus ou la masse salariale qui sont affectés aux caisses de sécurité sociale mais ne donnent aucun droit à des prestations sont exclus de cette rubrique et figurent à celle des impôts sur le revenu des personnes physiques (1100) ou des impôts sur les salaires et la main-d'œuvre (3000). Les impôts assis sur d'autres bases, telles que les biens et services, qui sont affectés à des prestations de sécurité sociale, ne sont pas indiqués ici, mais sont classés en fonction de leurs bases respectives parce qu'en général ils ne donnent pas droit à des prestations de sécurité sociale.

41. Seraient entre autres incluses les cotisations au titre des catégories suivantes de prestations de sécurité sociale : les allocations d'assurance-chômage et les compléments, les allocations pour accidents, blessures et maladie, les pensions de retraite, d'invalidité et de survivant, les allocations familiales, les remboursements de dépenses médicales et d'hospitalisation ou la fourniture de services médicaux ou hospitaliers. Les cotisations peuvent être collectées à la fois auprès des employés et des employeurs.

42. Les cotisations peuvent être assises sur les gains ou la masse salariale (« sur la base du salaire ») ou sur le revenu net après déductions et exemptions en fonction de la situation personnelle (« sur la base de l'impôt sur le revenu ») et les recettes correspondant à ces deux bases doivent être identifiées séparément si possible. Cependant, lorsque les cotisations à un régime général de sécurité sociale sont assises sur la masse salariale, mais que les

cotisations de groupes particuliers (tels que les travailleurs indépendants) ne peuvent être évaluées sur cette base et que le revenu net est utilisé comme valeur rapprochée des gains bruts, les recettes peuvent encore être considérées comme assises sur la masse salariale. En principe, cette rubrique exclut les cotisations facultatives à des régimes de sécurité sociale. Lorsqu'elles peuvent être identifiées séparément, elles figurent pour mémoire dans le tableau indiquant le financement des prestations de sécurité sociale. Toutefois, en pratique, elles ne peuvent pas toujours être distinguées des cotisations facultatives, et dans ce cas elles figurent à cette rubrique.

43. Les cotisations à des régimes d'assurance sociale qui ne relèvent pas des pouvoirs publics et à d'autres régimes d'assurance ou de prévoyance, aux caisses de retraite, sociétés de secours mutuel ou autres systèmes d'épargne, ne sont pas considérées comme des cotisations de sécurité sociale. Les caisses de prévoyance résultant d'arrangements aux termes desquels les cotisations de chaque salarié et celles que l'employeur verse en son nom sont comptabilisées séparément dans un compte productif d'intérêts d'où elles peuvent être retirées dans des conditions bien déterminées. Les caisses de retraite sont des régimes autonomes organisés par négociations entre salariés et employeurs, qui comportent diverses contributions et prestations, parfois liées plus directement au salaire et à la durée d'activité que dans les régimes de sécurité sociale. Lorsque les cotisations à ces régimes sont obligatoires ou quasi obligatoires (par exemple en vertu d'un accord entre organisations professionnelles et syndicales), elles sont comptabilisées dans le poste pour mémoire (voir le Tableau 5.39 du Rapport).

44. Les cotisations versées par les agents des administrations et par les administrations au titre de leurs agents à des régimes de sécurité sociale relevant des pouvoirs publics sont incluses dans ce groupe. Sont aussi assimilées à des impôts les cotisations à des régimes particuliers réservés aux agents des administrations qui sont censés remplacer un régime général de la sécurité sociale¹⁵. Par contre, lorsqu'un régime distinct n'est pas censé remplacer un régime général et résulte de négociations entre l'administration, agissant en qualité d'employeur, et ses agents, il n'est pas considéré comme un régime de sécurité sociale et les cotisations à ce titre ne sont pas assimilées à des impôts, même si le régime a été institué par des dispositions législatives.

45. Cette rubrique ne comprend pas les cotisations 'imputées', qui correspondent aux prestations sociales versées directement par les employeurs à leurs salariés, ou anciens salariés, ou à leurs représentants (par exemple, lorsque des employeurs sont légalement tenus de verser des prestations maladies pendant une certaine période).

46. Le groupe comprend les cotisations à la charge des salariés (2100), à la charge des employeurs (2200), et à la charge des travailleurs indépendants ou des personnes n'occupant pas d'emploi (2300). À cet effet, on entend par salariés toutes les personnes qui exercent une activité dans des entreprises, des administrations, des institutions privées sans but lucratif, ou qui occupent d'autres emplois rémunérés, à l'exception des propriétaires et des membres de leur famille non rémunérés dans le cas d'entreprises individuelles. Sont également compris les membres des forces armées, quelle que soit la durée et la nature de leurs services, s'ils cotisent à un régime de sécurité sociale. Par cotisations à la charge des employeurs, on entend les versements qu'ils effectuent au régime de sécurité sociale pour le compte de leurs salariés. Si, en cas de chômage, les salariés ou employeurs sont tenus de continuer à effectuer ces versements, ces derniers doivent figurer respectivement dans les sous-groupes 2100 et 2200. En conséquence, le sous-groupe 2300 est réservé aux cotisations

versées par les travailleurs indépendants et par ceux qui n'appartiennent pas à la population active (comme les handicapés ou les retraités).

3000 — Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre

47. Il s'agit d'impôts que doivent acquitter les entreprises, déterminés en proportion des salaires et des traitements payés, ou d'après un montant fixe par personne employée. Ils ne comprennent pas les cotisations obligatoires de sécurité sociale payées par les employeurs, ni les impôts payés par les salariés sur leurs traitements et leurs salaires.

4000 — Impôts sur le patrimoine

48. Ce groupe couvre les impôts périodiques et non périodiques sur l'utilisation, la propriété ou la mutation des biens. Sont comptabilisés ici les impôts sur la propriété immobilière et sur l'actif net, les impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations, et les impôts sur les transactions mobilières et immobilières. Sont exclus de ce groupe :

- a) les impôts sur les gains en capital provenant de la vente d'un bien (1120 ou 1220) ;
- b) les impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités (5200) [voir § 78] ;
- c) les impôts immobiliers perçus sur la base d'un revenu net présumé qui tiennent compte de la situation personnelle du contribuable. Ces impôts sont classés dans le groupe 1100 en tant qu'impôts sur le revenu, avec les impôts sur le revenu et les gains en capital provenant des biens immobiliers ;
- d) les impôts sur l'utilisation de biens immobiliers aux fins d'habitation qui sont à la charge du propriétaire ou du locataire et dont le montant est fonction de la situation personnelle de l'utilisateur (salaire, personnes à charge, etc.). Ils sont classés dans le groupe 1100 en tant qu'impôts sur le revenu ;
- e) les impôts sur les constructions dépassant la densité autorisée, les impôts sur l'extension, la construction ou la modification de certains immeubles au-delà d'une valeur autorisée et les impôts sur la construction d'immeubles. Ces impôts sont classés dans le poste 5200 en tant qu'impôts sur l'autorisation d'exercer certaines activités ;
- f) les impôts sur l'utilisation de biens immobiliers par le propriétaire à des fins commerciales particulières, comme la vente de boissons alcoolisées, de tabac, de viande, ou pour l'exploitation de sols ou terrains (par exemple aux États-Unis, les taxes d'extraction). Ils sont classés dans le poste 5200 en tant qu'impôts sur l'autorisation d'exercer certaines activités.

4100 — Impôts périodiques sur la propriété immobilière

49. Ce sous-groupe comprend les impôts prélevés régulièrement au titre de l'utilisation ou de la propriété de biens immobiliers.

- ces impôts sont prélevés sur les terrains et les bâtiments ;
- ces impôts sont calculés en pourcentage de la valeur du bien évalué d'après un revenu locatif fictif, le prix de vente ou le rendement capitalisé, ou en fonction d'autres caractéristiques du bien, comme sa dimension ou son emplacement, d'où l'on peut déduire une valeur locative présumée ou la valeur du capital.

- ces impôts sont à la charge du propriétaire, du locataire ou des deux. Ils peuvent également être payés par une administration à une autre administration au titre d'un bien relevant de la compétence de cette dernière.
- il n'est pas tenu compte des dettes pour la détermination de l'assiette de ces impôts, contrairement aux impôts sur l'actif net.

50. Les impôts sur la propriété immobilière sont en outre subdivisés en impôts acquittés par les ménages (4110) et impôts acquittés par d'autres agents (4120), suivant les critères exposés au § 31(b) ci-dessus.

4200 — Impôts périodiques sur l'actif net

51. Ce sous-groupe comprend les impôts prélevés régulièrement (dans la plupart des cas annuellement) sur l'actif net, c'est-à-dire les impôts perçus sur un large éventail de biens mobiliers et immobiliers, endettement déduit. Il est subdivisé en impôts acquittés par des personnes physiques (4210), et en impôts acquittés par des sociétés (4220) selon les critères exposés plus haut au § 31(a). Si les recettes provenant des institutions sont comptabilisées à part, les paiements concernés doivent être ajoutées aux impôts des entreprises.

4300 — Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations

52. Ce sous-groupe comprend les impôts sur les mutations par décès et les successions (4310) et les impôts sur les donations (4320).¹⁶ Les impôts sur les mutations par décès sont calculés soit sur l'ensemble de la masse successorale, soit en fonction de la part de chacun des bénéficiaires (« part héréditaire ») ; en outre, ces derniers impôts peuvent tenir compte du degré de parenté entre chacun des bénéficiaires et le défunt.

4400 — Impôts sur les transactions mobilières et immobilières

53. Sont compris, entre autres, dans ce sous-groupe les impôts sur l'émission, le transfert, l'achat et la vente d'actifs financiers et non financiers (y compris de devises étrangères ou de valeurs mobilières), les impôts sur les chèques et d'autres formes de paiement, ainsi que les droits perçus à l'occasion d'actes juridiques déterminés, comme la validation de contrats et la vente de biens immobiliers. Sont exclus :

- a) les impôts sur l'utilisation de biens, mobiliers ou immobiliers, ou l'autorisation d'exercer certaines activités (5200) ;
- b) les droits acquittés au titre de frais de justice, ou pour la délivrance de certificats de naissance, de mariage ou de décès, car ces droits sont considérés comme des recettes non fiscales (voir § 12) ;
- c) les impôts sur les gains en capital (1000) ;
- d) les impôts périodiques sur la propriété immobilière (4100) ;
- e) les impôts périodiques sur l'actif net (4200) ;
- f) les prélèvements sur le patrimoine ou sur l'actif net effectués une fois pour toutes (4500) ;
- g) les droits de timbre non liés à des transactions financières et immobilières
 - i. Droits de timbre sur la vente de produits spécifiques, comme les boissons alcoolisées ou le tabac (5121) ;
 - ii. Droits de timbre limités par la loi aux produits importés (5123) ou aux produits exportés (5124) ; ou

- iii. Droits de timbre qui ne grèvent pas exclusivement une seule catégorie de transaction (6000).

4500 — Autres impôts non périodiques sur le patrimoine

54. Ce sous-groupe comprend les prélèvements sur le patrimoine effectués une fois pour toutes (par opposition aux prélèvements périodiques). Il est subdivisé en impôts sur l'actif net (4510) et en autres impôts non périodiques sur le patrimoine (4520). Le poste 4510 inclurait les impôts perçus pour couvrir des dépenses exceptionnelles ou à des fins de redistribution. Le poste 4520 comprendrait les impôts prélevés pour tenir compte d'une plus-value prise par les terrains du fait que les administrations publiques ont autorisé l'extension ou l'aménagement d'installations locales, ainsi que les impôts sur la réévaluation du capital ou les impôts perçus une seule fois sur certains biens déterminés.

4600 — Autres impôts périodiques sur le patrimoine

55. Ils sont rares dans des pays Membres de l'OCDE ; ce sous-groupe comprendrait les impôts sur des biens tels que le cheptel, les bijoux, les fenêtres et les signes extérieurs de richesse.

5000 — Impôts sur les biens et services

56. Ce poste couvre tous les impôts et droits perçus sur la production, l'extraction, la vente, le transfert, la location ou la livraison de biens et la prestation de services (5100), ou sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités (5200). Ce groupe comprend donc :

- a) les taxes cumulatives en cascade ;
- b) les taxes générales sur les ventes — perçues au stade de la production ou de la fabrication, du gros ou du détail ;
- c) les taxes sur la valeur ajoutée ;
- d) les accises ;
- e) les taxes perçues à l'importation et à l'exportation de biens ;
- f) les impôts perçus sur l'utilisation de biens et sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer certaines activités ;
- g) les impôts sur l'extraction, le traitement ou la production de minéraux et autres produits.

57. Les cas douteux de délimitation entre ce groupe et le groupe 4000 (impôts sur le patrimoine) et le sous-groupe 6100 (autres impôts à la charge des entreprises) sont examinés aux § 48, § 53 et § 80. Des postes résiduels (5300 et 5130) ont été prévus pour comptabiliser les recettes fiscales qui ne peuvent être ventilées respectivement entre les postes 5100 et 5200 et entre les postes 5110 et 5120 (voir § 33).

5100 — Impôts sur la production, la vente, le transfert, la location et la livraison de biens et la prestation de services

58. Ce sous-groupe comprend tous les impôts perçus sur les transactions afférentes à des biens ou services, en fonction de leurs caractéristiques propres (comme la valeur, le poids du tabac, le degré d'alcool, etc.), à la différence des impôts perçus au titre de l'utilisation ou de l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités, qui entrent dans le sous-groupe 5200.

5110 — Impôts généraux sur les biens et services

59. Ce sous-groupe comprend tous les impôts, autres que les droits à l'importation et à l'exportation (5123 et 5124), perçus sur la production, la location, le transfert, la livraison ou la vente d'une gamme de biens ou la prestation d'une gamme de services, qu'ils soient produits dans le pays ou importés, et quel que soit le stade de la production ou de la distribution aux quel ils sont perçus. Il couvre ainsi les taxes sur la valeur ajoutée, les taxes sur les ventes et les taxes de caractère cumulatif en cascade. On a ajouté aux recettes brutes de cette catégorie les recettes provenant de la compensation à la frontière de ces impôts lorsque les biens sont importés, et déduit les remboursements d'impôts effectués lorsque les marchandises sont exportées. Ces impôts sont ventilés en : taxes sur la valeur ajoutée (5111), impôts sur les ventes (5112), impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services (5113).

60. Certains cas se trouvent à la limite entre ce sous-groupe et celui des impôts sur des biens et services déterminés (5120) lorsque ces impôts sont perçus sur un grand nombre de biens, comme dans le cas de la « *purchase tax* » au Royaume-Uni (abrogée en 1973) et l'impôt japonais sur les biens marchands (abrogé en 1988). Conformément aux options nationales, la « *purchase tax* » britannique est classée impôt général (5112) et l'impôt japonais dans les accises (5121).

5111 — Taxes sur la valeur ajoutée

61. Sont classés dans ce sous-groupe tous les impôts généraux sur la consommation prélevée sur la valeur ajoutée, quels que soient le mode de déduction et les stades auxquels ils sont perçus. En pratique, tous les pays de l'OCDE où existe une taxe sur la valeur ajoutée autorisent normalement la déduction immédiate des taxes sur les achats par tous les redevables, à l'exception du consommateur final, et imposent la taxe à tous les stades. Dans certains pays, le poste peut inclure aussi certains impôts, comme les taxes sur les activités financières et les assurances, soit parce que les recettes correspondantes ne peuvent être dissociées de celles de la taxe sur la valeur ajoutée, soit parce qu'elles sont considérées comme faisant partie intégrante de la taxe sur la valeur ajoutée, même si les taxes similaires qui existent dans d'autres pays peuvent être classées autrement (par exemple, sous le poste 5126 comme impôts sur les services ou sous le poste 4400 comme impôts sur les transactions mobilières et immobilières).

5112 — Impôts sur les ventes

62. Sont classés ici tous les impôts perçus à un stade unique, que ce soit celui de la fabrication, de la production, du gros ou du détail.

5113 — Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services

63. Il s'agit des taxes cumulatives en cascade et des taxes qui combinent des éléments de taxe sur la consommation et des taxes en cascade. Ces impôts sont prélevés sur chaque transaction sans déduction des taxes acquittées en amont. Les taxes en cascade peuvent être combinées avec des éléments de taxe sur la valeur ajoutée ou d'impôts sur les ventes.

5120 — Impôts sur des biens et des services déterminés

64. Ce sous-groupe couvre les accises, les bénéfices engendrés et transférés par les monopoles fiscaux, et les droits de douane et à l'importation, ainsi que les taxes à

l'exportation, les opérations de change, les biens d'équipement et les paris, et aussi les impôts spéciaux sur les services qui ne font pas partie d'un impôt général du sous-groupe 5110.

5121 — Accises

65. Les accises sont des impôts spécifiques perçus par unité produite sur une gamme limitée de biens prédéfinie. Les accises sont généralement prélevées à des taux différenciés sur des biens non essentiels ou de luxe, les boissons alcoolisées, les produits à base de tabac et l'énergie. Les accises peuvent être perçues à un stade quelconque de la production ou de la distribution et sont calculées généralement sur la base d'un prélèvement spécifique par unité correspondant aux caractéristiques du produit considéré, par référence à sa valeur, son poids, son degré ou son volume. Cette subdivision couvre ainsi les impôts spéciaux sur certains produits tels que le sucre, la betterave, les allumettes et le chocolat ; les impôts prélevés à des taux variables sur une gamme déterminée de produits ; ainsi que les impôts perçus sur les produits à base de tabac, les boissons alcoolisées, les combustibles et les hydrocarbures. Si un impôt frappant principalement des produits importés doit ou devrait également être perçu sur des produits nationaux comparables, suivant la même législation, les recettes de cet impôt doivent alors être classées dans la catégorie des accises et non dans celle des droits à l'importation. Ce principe vaut également même s'il n'existe pas, ou ne peut exister, de production nationale comparable. Les impôts prélevés sur la consommation de services d'utilité publique (eau, électricité, gaz et autres formes d'énergie) sont considérés comme des accises, et non comme des impôts sur des services déterminés (5126). Ne sont pas inclus dans les accises les prélèvements entrant dans les catégories des impôts généraux sur les biens et services (5110), des bénéfices des monopoles fiscaux (5122), des droits de douane et autres droits à l'importation (5123) ou des taxes à l'exportation (5124).

5122 — Bénéfices des monopoles fiscaux

66. Ce sous-groupe couvre la fraction des bénéfices des monopoles fiscaux qui est transférée aux administrations publiques ou qui sert à financer des dépenses considérées comme dépenses publiques (voir § 24). Les montants sont comptabilisés lorsqu'ils sont transférés aux administrations publiques ou utilisés pour effectuer des dépenses considérées comme des dépenses publiques.

67. Les monopoles fiscaux reflètent l'exercice du pouvoir d'imposition de l'État par l'intermédiaire du monopole. Les monopoles fiscaux sont des entreprises publiques non financières, qui exercent dans la plupart des cas un monopole sur la production ou la distribution du tabac, des boissons alcoolisées, du sel, des allumettes, des cartes à jouer et des produits pétroliers ou agricoles (c'est-à-dire, sur le genre de produits qui peuvent être soumis, principalement ou accessoirement, aux accises du poste 5121), pour procurer des recettes publiques qui, dans d'autres pays, sont obtenues par le biais d'impôts frappant les transactions sur ces produits d'entreprises privées. Le monopole d'État peut être exercé au stade de la production, ou au stade de la distribution comme dans le cas des magasins de vente de boissons alcoolisées qui appartiennent à l'État et sont contrôlés par lui.

68. Les monopoles fiscaux sont différents des services publics, comme les chemins de fer, l'électricité, les postes et autres moyens de communication, qui peuvent avoir une position de monopole ou de quasi-monopole, mais dont l'objet principal est, normalement, de fournir des services essentiels et non pas de procurer des recettes à l'État. Les transferts à l'administration de ces autres entreprises publiques sont considérés comme des recettes

non fiscales. La notion traditionnelle de monopole fiscal n'a généralement pas été élargie pour inclure les loteries nationales, dont les bénéfices sont habituellement considérés comme des recettes non fiscales. Cependant, ces bénéfices peuvent être considérés comme des recettes fiscales quand la raison principale de la mise en œuvre de ces loteries est l'augmentation des recettes pour financer les dépenses publiques. On distingue les bénéfices des monopoles fiscaux des bénéfices des monopoles d'exportation et d'importation (5127), qui sont transférés des offices de commercialisation ou d'autres entreprises s'occupant du commerce international.

5123 — Droits de douane et autres droits à l'importation

69. Figurent ici les taxes, droits de timbre et surtaxes qui, selon la loi sont perçus exclusivement sur des produits importés. Sont aussi inclus dans ce poste les droits perçus sur l'importation de denrées agricoles dans les pays Membres de l'Union Européenne et les montants acquittés par certains de ces pays en vertu du Système de Montants Compensatoires¹⁷. Les droits de douane collectés par les États membres de l'Union européenne pour le compte de l'Union européenne sont reportés sous cette rubrique au niveau de l'autorité supranationale dans les tableaux par pays (chapitre 5 de ce Rapport). Sont exclues ici les taxes perçues sur les importations au titre d'un impôt général sur les biens et les services ou d'une accise applicable aussi bien aux produits importés qu'aux produits fabriqués dans le pays.

5124 — Taxes à l'exportation

70. Pendant les années 70, les droits à l'exportation étaient perçus normalement en Australie, au Canada et au Portugal, et ils étaient utilisés en Finlande à des fins conjoncturelles. Certains pays Membres de l'Union Européenne acquittent, dans le cadre du système des montants compensatoires, une taxe sur les exportations (voir la note 16 du § 69). Lorsque ces montants sont identifiables, ils sont inclus dans ce poste. Ce dernier ne comprend pas les remboursements effectués au titre d'impôts généraux sur la consommation d'accises ou de droits de douane sur des biens exportés, qui doivent être déduits des recettes brutes comptabilisées, selon le cas, sous le poste 5110, 5121 ou 5123.

5125 — Impôts sur les biens d'équipement

71. Ce sous-groupe comprend les impôts perçus sur les biens d'équipement, comme les machines. Ils peuvent exister depuis un certain nombre d'années ou avoir un caractère temporaire et être prélevés à des fins conjoncturelles. Ne sont pas inclus les impôts sur les 'inputs' industriels qui frappent aussi les consommateurs (comme l'impôt suédois sur l'énergie qui est classé sous le poste 5121).

5126 — Impôts sur des services déterminés

72. Sous ce poste figurent tous les impôts calculés sur la rémunération de services spécifiques, comme les taxes sur les primes d'assurance, les taxes sur les services bancaires, sur les jeux et paris (par exemple : courses de chevaux, pronostics de football, billets de loterie nationale), les transports, les spectacles, les restaurants et la publicité. Les impôts prélevés à l'entrée dans un casino, sur un champ de courses ou lors d'événements ou dans des lieux similaires, ainsi que les droits de timbre sur des services déterminés sont également classés sous ce poste. Les impôts prélevés sur le revenu brut des sociétés prestataires d'un service déterminé (exemple : transports [y compris les taxes d'aéroport et autres taxes

d'embarquement], assurance, banque, spectacles, restaurants et publicité) sont eux aussi classés sous ce poste.

73. Les recettes fiscales provenant des prélèvements sur les banques et des contributions aux mécanismes de garantie des dépôts et de stabilité financière sont également classés ici :

- Les redevances de stabilité, les prélèvements sur les banques et les contributions à la garantie des dépôts, qu'il est obligatoire d'acquitter, doivent généralement être traitées comme des recettes fiscales lorsque les versements sont effectués au profit de l'administration publique ou d'une autorité supranationale et affectés au budget consolidé ou général des administrations de sorte que les pouvoirs publics soient libres d'utiliser les fonds sans délai aux fins qu'ils jugent opportunes. Ce principe s'appliquerait indépendamment du fait que l'administration promette ou non d'effectuer des versements pour garantir les dépôts des clients des établissements bancaires si la situation l'exigeait à l'avenir.
- Si les paiements obligatoires sont effectués au profit de l'administration publique et imputés à des budgets dont les ressources doivent être entièrement réaffectées au secteur de l'économie qui englobe les entreprises assujetties à ces paiements, ceux-ci seront toujours traités, en règle générale, comme des recettes fiscales étant donné que les fonds seraient disponibles pour l'administration et réduiraient son déficit budgétaire, que la redevance est sans contrepartie pour les entités individuelles et que les montants collectés pourraient être dissociés de tout versement en faveur des déposants ou de toute dépense visant à soutenir plus largement le secteur financier.
- Les contributions aux mécanismes traditionnels de moindre envergure destinés à garantir les dépôts de détail, contributions dont le montant est aligné sur le coût de la garantie, doivent être classées en tant que redevances pour services rendus.
- Tout versement au titre de la réalisation par une administration des actifs d'un établissement en faillite ou du recouvrement par cette administration d'une créance prioritaire sur les actifs de l'établissement en cours de liquidation, effectué en vue de financer l'indemnisation des clients ayant perdu leurs dépôts, serait traité comme une redevance par opposition aux recettes fiscales.
- Les versements obligatoires effectués à des fonds gérés en dehors du secteur public et à des institutions non étatiques soutenues par les déposants, ainsi que tous les versements à des régimes volontaires, ne doivent pas être traités comme des recettes fiscales.
- Les contributions au Fonds de résolution unique de l'UE sont également incluses ici et attribuées à l'autorité supranationale dans les tableaux par pays.

74. Ne figurent pas sous ce poste :

- a) les impôts sur les services qui font partie d'un impôt général sur les biens et services et sont classés sous le poste 5110 ;
- b) les taxes sur l'électricité, le gaz et l'énergie (classées sous le poste 5121 en tant qu'accises) ;
- c) les taxes sur les gains personnels tirés de jeux et paris (qui sont classées sous le poste 1120, en tant qu'impôts sur les gains en capital des personnes physiques et entreprises individuelles) et les montants forfaitaires perçus sur le transfert de loteries privées ou sur l'autorisation de créer des loteries (5200)¹⁸ ;

- d) les impôts sur les chèques et sur l'émission, le transfert ou le remboursement de valeurs mobilières, (qui sont classés sous le poste 4400, en tant qu'impôts sur les transactions mobilières et immobilières) ;
- e) les impôts généraux sur le chiffre d'affaires (5113).

5127 — Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux

75. Ce sous-groupe couvre les recettes perçues par l'État sur l'achat et la vente de monnaies étrangères à des taux différents. Lorsque l'État exerce le privilège exclusif dont il dispose pour s'assurer une marge entre le prix d'achat et le prix de vente de devises qui ne se réduit pas à la simple couverture des frais administratifs, ce bénéfice représente un prélèvement obligatoire imposé dans des proportions indéterminées à l'acheteur et au vendeur des monnaies étrangères. Il équivaut normalement au droit à l'importation et au droit à l'exportation perçus dans un système de taux de change unique, ou à une taxe sur la vente ou l'achat de monnaies étrangères. Comme les bénéfices des monopoles fiscaux et des monopoles d'importation ou d'exportation transférés à l'État, il représente l'exercice d'un monopole aux fins d'imposition et est inclus dans les recettes fiscales.

76. Ce sous-groupe comprend aussi les bénéfices des monopoles d'exportation ou d'importation, bien qu'il n'en existe pas dans les pays de l'OCDE, les impôts sur l'achat ou la vente de devises et tous les autres impôts perçus spécifiquement sur les opérations ou les échanges internationaux.

5128 — Autres impôts sur des biens et services déterminés

77. Cette rubrique comprend les impôts sur l'extraction de minéraux, combustibles fossiles et autres ressources non renouvelables provenant de gisements privés ou détenus par une autre administration, ainsi que toute autre recette non ventilable provenant des impôts sur des biens et services déterminés. Les impôts sur l'extraction de ressources non renouvelables correspondent généralement à un montant forfaitaire par unité de qualité ou de poids, mais peuvent être calculés ad valorem. Les impôts sont comptabilisés à la date d'extraction des ressources. Les versements tirés de l'extraction de ressources non renouvelables issues de gisements appartenant à l'administration publique qui perçoit ces versements sont classés en tant que loyers.

5200 — Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités

78. Ce sous-groupe comprend les taxes prélevées en raison de l'utilisation de biens, indépendamment des impôts frappant les biens eux-mêmes. Contrairement à ceux-ci (5100), les impôts du sous-groupe 5200 ne sont pas calculés d'après la valeur des biens, mais ordinairement d'après un montant forfaitaire. Sont aussi couverts les impôts perçus au titre du droit d'utiliser des biens ou d'exercer des activités, comme les taxes sur la pollution qui ne reposent pas sur la valeur de biens déterminés. Il est parfois difficile de distinguer les taxes d'utilisation et droits de licence obligatoires, qui sont considérés comme des impôts, de ceux qui ne le sont pas parce qu'ils sont assimilés à des recettes non fiscales ; les critères appliqués sont ceux indiqués aux § 12 et 13.

79. Bien que le sous-groupe se réfère à l'utilisation des biens, le fait générateur de l'impôt peut être aussi bien l'enregistrement de la propriété, de sorte que les impôts relevant de ce sous-groupe peuvent viser la possession d'animaux ou de biens plutôt que leur utilisation (par exemple, les chevaux de course, les chiens, les véhicules à moteur) et même s'appliquer à des biens inutilisables (comme les véhicules à moteur ou les fusils inutilisables).

80. Les cas limites concernent :

- a) les impôts sur l'autorisation d'exercer des activités commerciales, qui sont classés selon les règles exposées au § 84 lorsqu'ils ont une assiette mixte associant le revenu, les salaires versés ou le chiffre d'affaires ;
- b) les impôts sur la propriété ou l'utilisation de la propriété de biens visés par les postes 4100, 4200 et 4600. Le poste 4100 ne vise que les impôts sur la propriété ou la location de biens immobiliers et, contrairement aux impôts du sous-groupe 5200, ils sont fonction de la valeur du bien. Les impôts sur l'actif net et les impôts sur les biens meubles des sous-groupes 4200 et 4600 visent la propriété et non pas l'utilisation des biens, couvrent un groupe d'actifs et non pas de biens particuliers et sont aussi fonction de la valeur du bien.

5210 — Impôts périodiques sur l'utilisation de biens ou sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer certaines activités

81. Ces impôts ont pour principale caractéristique d'être perçus à intervalles réguliers et de représenter ordinairement des montants forfaitaires. Le poste le plus important, du point de vue du volume des recettes, est constitué par les permis de circulation des véhicules. Ce sous-groupe inclut aussi les taxes perçues lors de la délivrance de permis de chasse, de tir ou de pêche, ou l'autorisation de vendre certains produits, ainsi que les taxes sur la possession de chiens, les redevances de radiodiffusion et les impôts sur la prestation de certains services à condition qu'elles répondent aux critères définis aux § 12 et 13. Les subdivisions du poste 5210 comprennent :

- les taxes d'utilisation de véhicules à moteur à la charge des ménages (5211) ;
- les taxes d'utilisation de véhicules à moteur à la charge d'autres agents (5212) ; et
- les autres impôts périodiques (5213). Ce poste couvre les licences commerciales et professionnelles achetées par des entreprises pour obtenir le droit d'exercer un type déterminé d'activité ou de profession lorsque ces droits sont perçus sur une base périodique. Il englobe aussi les licences de taxi et de casino. Enfin, ce poste inclut les plaques de chiens et permis généraux de chasse, de port d'armes et de pêche, lorsque le droit d'exercer ces activités n'est pas accordé au titre d'une opération commerciale normale. Les redevances de radiodiffusion sont incluses lorsque le payeur de la redevance ne peut pas se soustraire aux paiements pour la radiodiffusion publique s'il ne souhaite pas regarder/écouter la télévision/radio publique (par exemple, en déclarant qu'il ne possède aucun des dispositifs pertinents liés aux paiements obligatoires ou qu'il ne consomme pas les services de radiodiffusion publique). Les exonérations spécifiques (par exemple, pour les personnes âgées) ne changent pas le caractère obligatoire du paiement.

82. Le poste 5213 exclut :

- a) les permis lorsque le droit d'exercer ces activités est accordé au titre d'une opération commerciale normale (par exemple, la délivrance du permis s'accompagne du droit d'utiliser une parcelle déterminée de terrain appartenant à l'État) ;
- b) les paiements liés aux contrôles effectués par l'État pour vérifier l'adéquation et/ou la sécurité des locaux ou des équipements professionnels, ou la qualité ou la norme de biens ou de services produits en contrepartie de l'octroi de ce permis. Ces paiements ne sont pas sans contrepartie et doivent être considérés comme des paiements au titre de services rendus, sauf si les montants facturés pour les permis sont disproportionnés par rapport aux coûts des contrôles effectués par l'État.
- c) les redevances de radiodiffusion publique si les utilisateurs peuvent choisir de ne pas payer ces redevances lorsqu'ils ne souhaitent pas utiliser ces services, sans que cela n'affecte leur capacité à consommer des services de radiodiffusion privés.

5220 — Impôts non périodiques sur l'utilisation de biens ou sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer certaines activités

83. Cette rubrique recouvre les taxes non périodiques perçues sur l'utilisation de biens ou sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer certaines activités et celles qui sont prélevées chaque fois que des biens sont utilisés. Les impôts prélevés sur l'émission ou le rejet dans l'environnement de gaz toxiques, liquides nocifs ou autres substances dangereuses figurent ici.

- Les paiements au titre des permis d'émission négociables délivrés par les administrations publiques dans le cadre des dispositifs de plafonnement et d'échange doivent également être comptabilisés sous cette rubrique au moment où les émissions sont produites. Les permis délivrés gratuitement par les administrations ne donnent lieu à aucun enregistrement comptable de recettes. La comptabilisation en droits constatés implique un éventuel délai entre la date à laquelle l'administration perçoit le règlement des permis et la date à laquelle les émissions sont produites. Dans les comptes nationaux, ce délai se traduit pour l'administration par un engagement financier sur la période.
- Il convient d'exclure les paiements effectués au titre de la collecte et de l'élimination de déchets ou de substances nocives par les autorités publiques, étant donné qu'il s'agit là de vente de services aux entreprises.

84. D'autres impôts non périodiques qui relèvent du poste 5200 sont aussi classés dans cette rubrique. Ainsi figurent les paiements uniques effectués au titre de l'autorisation de vendre des boissons alcoolisées ou des tabacs ou d'ouvrir des guichets de « paris mutuels », à condition qu'ils répondent aux critères définis aux § 12 et 13.

6000 — Autres impôts

85. Ce groupe couvre les impôts prélevés sur une ou plusieurs assiettes différentes de celles qui sont indiquées pour les groupes 1000, 3000, 4000 et 5000, ou sur des assiettes qui ne peuvent être considérées comme liées à l'une de celles afférentes à ces groupes. Lorsque des impôts sont perçus sur plusieurs assiettes différentes, et qu'il est possible d'évaluer les recettes liées à chaque assiette, les montants correspondants sont inclus dans le groupe approprié. S'il est impossible d'évaluer le montant correspondant à chaque assiette, et si l'on sait que l'essentiel des recettes provient des impôts perçus sur une assiette donnée, la totalité des recettes est classée en fonction de cette assiette. Sinon, les impôts sont classés dans le présent groupe. Sont également inclus dans ce groupe les impôts forfaitaires non inclus ailleurs dans le système de classification, les impôts prélevés sur les personnes physiques sous la forme de taxe civique ou d'impôt de capitation, les droits de timbre qui ne sont pas liés à des transactions mobilières ou immobilières et qui n'entrent pas exclusivement dans une catégorie de transactions, les impôts sur les dépenses dès lors qu'ils s'accompagnent d'abattements et d'exonérations individuels, ainsi que les recettes fiscales non identifiables. Ce poste est divisé en impôts exclusivement ou principalement à la charge des entreprises (6100) et en impôts à la charge d'autres contribuables (6200).

A.6. Conciliation avec les comptes nationaux

86. Cette section des tableaux permet de concilier les calculs des recettes fiscales totales de l'OCDE et l'ensemble des impôts et cotisations sociales versés aux administrations publiques qui sont enregistrés dans les comptes nationaux par pays. Lorsque le pays en question est membre de l'Union européenne (UE), la comparaison est effectuée entre les

calculs des recettes fiscales totales des pays de l'OCDE et la somme des recettes fiscales et cotisations de sécurité sociale perçues par les administrations publiques et les institutions des secteurs de l'Union européenne des comptes nationaux.

A.7. Poste pour mémoire relatif au financement des prestations de sécurité sociale

87. Le rapport entre les impôts et les cotisations de sécurité sociale étant variable, et en raison des problèmes évoqués aux § 40 à 46, on a réuni dans un poste pour mémoire l'ensemble des versements affectés à des prestations du type sécurité sociale, en dehors des versements facultatifs au secteur privé. Les données sont présentées de la façon suivante (voir le Tableau 5.39 du Rapport)

- a) impôts du groupe 2000 ;
- b) impôts affectés aux prestations de sécurité sociale ;
- c) cotisations facultatives à l'administration ;
- d) cotisations obligatoires au secteur privé.

Les § 40 à 46 ci-dessus contiennent des directives pour la ventilation entre ces quatre catégories

A.8. Poste pour mémoire relatif aux impôts identifiables payés par les administrations

88. Les impôts effectivement payés par les administrations elles-mêmes et que l'on peut identifier sont indiqués dans un poste pour mémoire et classés suivant les grandes rubriques de la classification des impôts de l'OCDE. Dans la très grande majorité des pays, seuls peuvent être identifiées en l'occurrence les cotisations de sécurité sociale et les impôts sur les salaires, mais il s'agit là en général des impôts les plus importants acquittés par les administrations (voir le Tableau 5.40 du Rapport).

A.9. Rapport de la classification des impôts de l'OCDE avec les systèmes nationaux de comptabilité nationale

89. Un système de comptabilité nationale (SCN) tend à fournir un cadre cohérent pour enregistrer et présenter les principaux flux relatifs à la production, à la consommation, à l'accumulation et aux transactions extérieures d'une zone économique donnée, d'ordinaire un pays ou une grande région d'un pays. Les recettes publiques sont une partie importante des transactions enregistrées dans le SCN. La version finale du SCN 2008 a été diffusée conjointement par cinq organisations internationales : les Nations Unies, le Fonds Monétaire International, l'Union européenne, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques et la Banque Mondiale, en août 2009. Le Système est un ensemble complet, cohérent et souple de comptes macro-économiques. Il est élaboré pour être utilisé dans les pays à économie de marché quel que soit leur niveau de développement économique ainsi que dans les pays en transition vers l'économie de marché. De larges extraits du cadre théorique ainsi que les définitions des divers secteurs de l'économie du SCN figurent dans la classification des impôts de l'OCDE.

90. Il existe cependant un certain nombre de différences entre la classification des impôts de l'OCDE et les concepts du SCN qui sont indiqués ci-dessous. Ils proviennent du fait que l'objectif de cette classification est de permettre une ventilation aussi large que possible des données statistiques pour ce que les administrations fiscales conviennent de considérer de manière générale comme des impôts.

- a) l'OCDE inclut les cotisations obligatoires de sécurité sociale payées aux administrations publiques dans les recettes fiscales totales. Les cotisations sociales facultatives et imputées ainsi que celles versées aux caisses privées ne sont pas considérées comme des impôts (§ 9 et 11 ci-dessus) ;
- b) les avis diffèrent sur la question de savoir s'il y a lieu de classer certains prélèvements et redevances dans les impôts (§ 12 et 13 ci-dessus) ;
- c) l'OCDE exclut les impôts imputés ou les subventions résultant d'opérations de taux de change officiels multiples et ceux résultant du fait que la banque centrale paye un taux d'intérêt sur les réserves obligatoires différent des autres taux du marché ;
- d) il existe des différences dans le traitement des crédits d'impôt récupérables.

91. Comme on l'a noté aux § 1 et 2, les groupes 1000 à 6000 de la classification de l'OCDE comprennent tous les versements sans contrepartie aux administrations publiques ou à une autorité supranationale, à l'exclusion des prêts obligatoires et des amendes. On peut obtenir le total de ces versements sans contrepartie, amendes incluses, mais prêts obligatoires exclus, en additionnant les postes suivants du SCN 2008 :

- impôts du type valeur ajoutée (D.211) ;
- droits et taxes sur les importations à l'exclusion de la TVA (D.212) ;
- droits sur les exportations (D.213) ;
- taxes sur les produits, à l'exclusion de la TVA, des droits sur les importations et les exportations (D.214) ;
- autres impôts sur la production (D.29) ;
- impôts sur le revenu (D.51) ;
- autres impôts périodiques (D.59) ;
- cotisations de sécurité sociale effectives (D.611 et D.613), à l'exclusion des cotisations volontaires et des versements à des régimes d'assurance sociale liés à l'emploi qui ne sont pas des régimes de sécurité sociale ;
- impôts sur le capital (D.91).

A.10. La classification des impôts de l'OCDE et le système du Fonds monétaire international (SFP)

92. Le périmètre et l'évaluation des recettes fiscales dans le système de statistiques de finances publiques (SFP) et dans le système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008) sont très proches. Par conséquent, les différences entre la classification de l'OCDE et celle du SCN 2008 (voir § 90 ci-dessus) sont également valables pour les SFP. En outre, le Fonds monétaire international subdivise le groupe 5000 de la classification de l'OCDE en une section iv (Taxes intérieures sur les biens et services) et une section v (Taxes sur les transactions et les échanges internationaux). Cela tient à ce que le rendement de ces dernières taxes représente généralement des sommes infimes dans les pays de l'OCDE ce qui n'est pas le cas dans beaucoup de pays non membres.

A.11. Comparaison de la classification des impôts de l'OCDE et des autres classifications internationales des recettes publiques

93. Le tableau ci-dessous décrit point par point la comparaison entre la classification des impôts de l'OCDE et les classifications suivantes :

- a) Système des comptes nationaux (SCN 2008) ;
- b) Système européen des comptes (SEC 2010) ;
- c) Manuel de statistiques des finances publiques du Fonds monétaire international (MSFP 2014).

94. Ces comparaisons correspondent à celles qui devraient s'appliquer dans la majorité des cas. Toutefois, en pratique il faut faire preuve d'une certaine souplesse dans leur application. En effet, dans certains cas, les pays peuvent adopter des méthodes diverses de classification des recettes dans les comptes nationaux.

Classification OCDE	2008 SNA	2010 ESA	GFSM2014
1000 Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital			
1100 Personnes physiques			
1110 Sur le revenu et les bénéfices	D51-8.61a	D51A	1111
1120 Sur les gains en capital	D51-8.61c, d	D51C, D	1111
1200 Sociétés			
1210 Sur le revenu et les bénéfices	D51-8.61b	D51B	1112
1220 Sur les gains en capital	D51-8.61c	D51C	1112
1300 Non ventilables entre les rubriques 1100 et 1200			1113
2000 Cotisations de sécurité sociale			
2100 Salariés	D613-8.85	D613	1211
2200 Employeurs	D611-8.83	D611	1212
2300 A la charge des travailleurs indépendants ou des personnes sans occupation	D613-8.85	D613	1213
2400 Non ventilables entre les rubriques 2100, 2200 et 2300			1214
3000 Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	D29-7.97a	D29C	112
4000 Impôts sur le patrimoine			
4100 Impôts périodiques sur la propriété immobilière			
4110 Ménages	D59-8.63a	D59A	1131
4120 Autres agents	D29-7.97b	D29A	1131
4200 Impôts périodiques sur l'actif net			
4210 Personnes physiques	D59-8.63b	D59A	1132
4220 Sociétés	D59-8.63b	D59A	1132
4300 Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations			
4310 Impôts sur les mutations par décès et les successions	D91-10.207b	D91A	1133
4320 Impôts sur les donations	D91-10.207b	D91A	1133
4400 Impôts sur les transactions mobilières et immobilières	D59-7.96d; D29-7.97e	D214B, C	114114; 1161
4500 Autres impôts non périodiques sur le patrimoine	D91-10.207a	D91B	1135
4600 Autres impôts périodiques sur le patrimoine	D59-8.63c	D59A	1136
5000 Impôts sur les biens et services			
5100 Impôts sur les biens et services			
5110 Impôts généraux sur les biens et services			
5111 Taxes sur la valeur ajoutée	D211-7.89	D211; D29G	11411
5112 Impôts sur les ventes	D2122-7.94a; D214-7.96a	D21224; D214I	11412
5113 Autres impôts généraux sur les biens et services	D214-7.96a	D214I	11413
5120 Impôts sur des biens et services déterminés			
5121 Accises	D2122-7.94b; D214-7.96b	D21223; D214A, B, D	1142
5122 Bénéfices des monopoles fiscaux	D214-7.96e	D214J	1143
5123 Droits de douane et autres droits à l'importation	D2121-7.93	D2121; D21221, 2	1151
5124 Taxes à l'exportation	D213-7.95a	D214K	1152-4
5125 Impôts sur les biens d'équipements			
5126 Impôts sur les services déterminés	D2122-7.94c; D214-7.96c	D21225; D214E, F, G, H; D29F	1144; 1156

Classification OCDE	2008 SNA	2010 ESA	GFSM2014
5127 Autres impôts sur les transactions et les échanges internationaux	D2122-7.94d D29-7.95b D29-7.97g D59-8.64d	D21226; D29D; D59E	1153; 1155-6
5128 Autres impôts sur des et services déterminés			1146
5130 Non ventilable entre les rubriques 5110 et 5120			
5200 Impôts sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités			
5210 Impôts périodiques sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités			
5211 A la charge des ménages au titre de véhicules à moteurs	D59-8.64c	D59D	11451
5212 A la charge d'autres agents au titre de véhicules à moteurs	D29-7.97d	D214D; D29B	11451
5213 Autres impôts périodiques sur l'utilisation des biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	D29-7.97c, d, f D59-8.64c	D29B, E, F; D59D	11452
5220 Impôts non périodiques			11452
5300 Non ventilable entre les rubriques 5100 et 5200			
6000 Autres impôts			
6100 A la charge exclusive des entreprises			1161
6200 A la charge d'autres agents que les entreprises ou non identifiables	D59-8.64a, b	D59B, C	1162

A.12. Répartition des recettes fiscales par sous-secteurs d'administration publique

95. La classification de l'OCDE appelle une ventilation des recettes fiscales par sous-secteurs d'administration. On trouvera ci-après la définition de chaque sous-secteur et les critères à utiliser pour répartir entre eux les recettes fiscales. Ces définitions et critères suivent les orientations qui figurent dans le SCN 2008 et le MSFP 2014.

Sous-secteurs des administrations publiques à identifier

Administration centrale

96. Le sous-secteur des administrations centrales groupe tous les ministères, bureaux, établissements et autres organismes qui sont des services ou des moyens d'action du pouvoir central et dont la compétence s'étend à la totalité du territoire, à l'exception de l'administration des caisses de sécurité sociale. L'administration centrale a donc le pouvoir de prélever des impôts sur toutes les unités résidentes et non résidentes exerçant des activités économiques à l'intérieur du pays.

Administration d'un État fédéré, d'une province ou d'une région

97. Ce sous-secteur comprend les unités administratives intermédiaires et inclut toutes les unités administratives dont la compétence s'exerce indépendamment de l'Administration centrale sur une partie du territoire englobant un certain nombre de petites localités, à l'exception des caisses de sécurité sociale. Dans les pays unitaires, les administrations régionales peuvent être considérées comme dotées d'une existence distincte lorsqu'elles disposent d'une autonomie substantielle pour percevoir une part importante de leurs recettes de sources placées sous leur contrôle et lorsque leurs agents ne sont pas soumis à un contrôle administratif externe dans l'exercice des activités de l'unité.

98. Actuellement, les pays à structure fédérale représentent la majorité des cas dans lesquels les recettes attribuées aux unités administratives intermédiaires sont identifiées séparément. La Colombie et l'Espagne sont les deux seuls pays à structure unitaire qui se trouvent dans

cette situation. Dans les autres pays unitaires, les recettes des administrations régionales sont incluses dans celles des administrations locales.

Collectivités locales

99. Ce sous-secteur comprend toutes les autres unités administratives exerçant une compétence indépendante sur une partie du territoire d'un pays, à l'exception des administrations des caisses de sécurité sociale. Il englobe les diverses circonscriptions urbaines et/ou rurales (par exemple les collectivités locales, les municipalités, les villes, les bourgs ou les districts).

Caisses de sécurité sociale

100. Les caisses de sécurité sociale constituent un sous-secteur distinct des administrations publiques. Le sous-secteur de la sécurité sociale est défini dans le SCN de 2008 par les extraits suivants des paragraphes 4.124 à 4.126 et 4.147 :

« Les systèmes de sécurité sociale sont des systèmes d'assurance sociale qui couvrent l'ensemble de la collectivité ou d'importants sous-ensembles de la collectivité : ces systèmes sont imposés et contrôlés par les administrations publiques. Ces systèmes couvrent une grande variété de programmes qui consistent à fournir des prestations, en espèces ou en nature, au titre des circonstances suivantes : vieillesse, invalidité ou décès, survie, maladie et maternité, accident du travail, chômage, allocations familiales, soins de santé etc. Il n'existe pas nécessairement de lien direct entre le montant de la cotisation versée par un particulier et les prestations qu'il est susceptible de recevoir » (paragraphe 4.124).

« Lorsque les systèmes de sécurité sociale ont une organisation distincte des autres activités des administrations publiques et détiennent des actifs et des engagements indépendamment de ces dernières et effectuent des opérations financières pour leur propre compte, ils peuvent être considérés comme des unités institutionnelles désignées sous le nom de caisses de sécurité sociale » (paragraphe 4.125).

« Il est possible de faire varier de façon discrétionnaire les montants prélevés et versés sous forme de cotisations de sécurité sociale et de prestations afin d'atteindre des objectifs de politique publique qui n'ont pas de lien direct avec la notion de sécurité sociale en tant que système visant à fournir des prestations à des membres de la collectivité. Ainsi, ces cotisations ou prestations peuvent être augmentées ou diminuées afin d'influer sur le niveau de la demande globale au sein de l'économie. Néanmoins, tant que ces caisses restent indépendantes, elles doivent être traitées comme des unités institutionnelles distinctes dans le SCN » (paragraphe 4.126).

« Le sous-secteur des administrations de sécurité sociale comprend les administrations de sécurité sociale opérant à tous les niveaux des administrations publiques. Les administrations de sécurité sociale sont des systèmes couvrant l'ensemble de la collectivité ou d'importants sous-ensembles de la collectivité qui sont rendus obligatoires et contrôlés par des administrations publiques » (paragraphe 4.147).

101. Cette définition des administrations de sécurité sociale est suivie dans la classification de l'OCDE à l'exception des régimes suivants :

- Les régimes imposés par l'administration et exploités par des organismes extérieurs au secteur des administrations publiques, tel qu'il est défini au § 3 de ce manuel et
- Les régimes qui perçoivent des cotisations facultatives.

Autorités supranationales

102. Ce sous-secteur s'applique aux activités de collecte de recettes publiques des autorités supranationales sur le territoire d'un pays. En pratique, le seul cas d'autorité supranationale de la zone de l'OCDE est celui des institutions de l'Union européenne (UE). Les recettes fiscales collectées par les pays membres et versées à l'UE sont incluses dans les statistiques des recettes publiques au niveau de l'autorité supranationale. Les impôts sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale perçus par les institutions européennes et payés par les fonctionnaires européens qui résident dans les pays membres de l'UE ne doivent pas être inclus.

Critères à utiliser pour l'attribution des recettes fiscales

103. Lorsqu'une administration collecte l'impôt et le reverse, en totalité ou en partie, à d'autres administrations, il est nécessaire de déterminer si ces recettes doivent être considérées comme étant celles de l'administration qui les perçoit et les répartit entre d'autres administrations ou celles des administrations bénéficiaires auxquelles l'administration qui les a perçues les a transférées en simple qualité d'agent. Les critères à utiliser dans l'attribution des recettes sont indiqués aux § 104 à 107, qui reprennent les paragraphes 3.70 à 3.73 du SCN 2008.

104. En général, un impôt est attribué à l'Unité administrative qui :

- a) exerce le pouvoir de percevoir l'impôt (soit en tant que détenteur de ce pouvoir soit par délégation de l'autorité qui le détient),
- b) dispose du pouvoir discrétionnaire final de fixer et de faire varier le taux de l'impôt.

105. Lorsqu'une somme est collectée par une administration au profit d'une autre administration et en son nom, et que cette dernière a le pouvoir de percevoir l'impôt et de fixer et de faire varier son taux, la première intervient comme agent pour le compte de la dernière et l'impôt est réaffecté. Toute somme retenue par l'administration collectrice au titre des frais de recouvrement doit être considérée comme la rémunération d'un service rendu. Toute autre somme conservée par l'administration collectrice, notamment dans le cadre d'un accord de partage d'impôt, doit être considérée comme une subvention courante. Si l'administration collectrice s'est vu déléguer le pouvoir de fixer et de faire varier le taux, le montant recouvré doit être considéré comme une recette fiscale de cette administration.

106. Lorsque des administrations différentes fixent conjointement et sur un pied d'égalité la répartition du produit de cet impôt, aucune administration ne disposant d'un pouvoir prépondérant en dernier ressort, les recettes fiscales sont attribuées à chaque administration en fonction de sa part respective du produit de l'impôt. Si un accord permet à une unité administrative d'exercer un pouvoir prépondérant en dernier ressort, la totalité des recettes fiscales est attribuée à cette unité.

107. Dans certains cas aussi, un impôt est perçu dans le cadre des compétences d'une administration qui résulte de la constitution ou d'autres dispositions mais d'autres administrations fixent individuellement le taux d'imposition sur leurs territoires. Le produit de l'impôt généré sur les territoires respectifs de chaque administration est attribué à l'administration en question comme constituant ses recettes fiscales.

108. Les versements effectués par les États membres de l'Union européenne prennent la forme de prélèvements spécifiques qui comprennent :

- a) les droits de douane et les prélèvements agricoles (5123),

- b) les montants compensatoires monétaires bruts (5123 si relatifs aux importations et 5124 si relatifs aux exportations),
- c) les contributions au Fonds de résolution unique (5126), et
- d) les prélèvements de la CECA, les cotisations sucre et les taxes de coresponsabilité sur le lait (5128).

109. Les droits de douane collectés par les États membres pour le compte de l'Union européenne sont comptabilisés :

- a) sur une base qui ne tient pas compte des droits d'encaissement,
- b) en utilisant des chiffres corrigés de manière à exprimer les droits sur la base de la « destination finale » et non du « pays de première entrée » lorsque de telles corrections sont possibles. Ces corrections concernent en particulier les droits prélevés dans des ports (maritimes) importants. Bien que les droits de l'UE soient prélevés par les autorités du pays de première entrée, ces droits doivent être dans la mesure du possible déduits des recettes du pays qui les recouvre et inclus dans les recettes du pays de destination finale.

110. Ce sont les prélèvements spécifiques de l'UE qui se conforment le plus clairement au critère d'attribution décrit au § 102 ci-dessus. Par conséquent, ces montants sont indiqués en note de bas de page dans les tableaux par pays des États membres de l'UE (au chapitre 5) et figurent en tant que recettes supranationales dans chacune des rubriques fiscales identifiées au § 108.

Notes

1. Les références dans cette annexe aux chapitres ou aux sections de « ce rapport » sont issues de OCDE (2022), *Statistiques des recettes publiques 2022*, Éditions OCDE, Paris.
2. Toutes les références au SCN concernent l'édition de 2008.
3. Se reporter à la section A.12 de ce manuel pour l'examen de cette notion.
4. Il est en général possible d'identifier les montants des cotisations de sécurité sociale et les impôts sur les salaires, mais pas les autres impôts payés par les administrations.
5. En revanche, si un ou plusieurs pays considèrent comme un impôt un droit que la plupart des pays font entrer dans les recettes non fiscales ou qui procure des recettes substantielles, les montants ainsi perçus figureront dans une note de renvoi à la fin des tableaux par pays correspondants, même s'ils ne sont pas inclus dans le total des recettes fiscales.
6. Les appellations peuvent cependant être souvent trompeuses. Ainsi, une redevance de passeport sera normalement considérée comme une recette non fiscale, alors qu'un prélèvement additionnel sur les passeports (comme c'est le cas au Portugal), qui a pour but de procurer un montant substantiel de recettes eu égard au coût de délivrance du passeport, sera considéré comme un impôt du sous-groupe 5200.
7. On trouvera des précisions sur cette distinction dans l'étude spéciale intitulée « L'information sur les recettes fiscales : problèmes actuels », de l'édition de 2001 des *Statistiques des recettes publiques*.
8. On utilise parfois les expressions « non remboursable » et « remboursable » mais il peut paraître illogique de parler de « remboursement » lorsque rien n'a été versé.
9. Toutefois, dans les systèmes d'imputation de l'impôt sur les sociétés, les crédits d'impôts récupérables sont traités différemment (§ 37 à 39).
10. Il ne s'agit pas d'une véritable dépense fiscale au sens strict. De telles dépenses fiscales supposent que l'on identifie un système fiscal de référence pour chaque pays ou, de préférence, une norme internationale commune. En pratique, il n'a pas été possible de parvenir à un accord sur une norme internationale commune.

11. Sauf s'ils sont calculés sur le bénéfice résultant de la vente, auquel cas ils seraient classés parmi les impôts sur les gains en capital dans le sous-groupe 1120 ou 1220.
12. Dans certains pays, la même législation est applicable aux personnes physiques et aux entreprises dans le cas d'impôts sur le revenu particulier. Cependant, les recettes procurées par ces impôts peuvent, en général, être ventilées et figurent donc dans les deux sous-groupes appropriés.
13. Ainsi, « celles qui sont suffisamment autonomes et indépendantes pour que leur fonctionnement soit comparable à celui d'une société... (y compris) la tenue de comptes complets » (2008 SCN section 4.44).
14. Au Canada - un pays également désigné comme ayant un système d'imputation - le crédit d'impôt (récupérable) pour l'actionnaire concerne l'impôt sur les sociétés national considéré comme payé, qu'un impôt sur les sociétés ait été créé ou non. Comme il n'existe pas de lien essentiel entre l'impôt sur les sociétés à payer et le crédit imputé sur l'impôt sur le revenu selon ces systèmes, ces crédits pour dividendes sont traités, avec d'autres crédits d'impôt, selon les lignes décrites au § 26.
15. Il peut en être ainsi lorsqu'un régime en faveur des administrations existait avant l'instauration d'un régime général de sécurité sociale.
16. Dans le SCN 2008, ces transferts sont considérés comme des transferts de capital et non comme des impôts (voir section A.8).
17. Système selon lequel l'Union Européenne ajuste les effets des différences entre les taux de change utilisés pour fixer les prix des produits agricoles dans le cadre de la politique agricole commune, et le taux de change réel. Les paiements effectués selon ce système portent sur les importations ou les exportations; lorsqu'ils sont identifiables, ces montants figurent dans la rubrique appropriée (5123 ou 5124). Dans ce guide, sont inclus les montants bruts, c'est-à-dire sans déduction d'aucune prime payée dans le cadre du système des montants compensatoires.
18. Les transferts de bénéfices de loteries d'État sont considérés comme des recettes non fiscales (voir aussi § 68).

ANNEX B

Interpretative guide to non-tax revenue in Revenue Statistics in Africa

Table of contents

	<i>Page</i>
B.1. Coverage	378
B.2. Grants	378
B.3. Property income	378
B.4. Sales of goods and services	379
B.5. Fines, penalties and forfeits	380
B.6. Other social contributions	380
B.7. Miscellaneous and unidentified revenue	380
Notes	380

B.1. Coverage

The definition of non-tax revenues and the main subcategories identified in this publication generally correspond to the concepts laid out in the 2014 IMF Government Finance Statistics Manual (GFSM). Non-tax revenues refer to increases in government net worth resulting from transactions other than tax revenues. They exclude funds arising from the repayment of previous lending by governments or from borrowing, or proceeds derived from sales of fixed capital assets, stocks, land and intangible assets or private gifts.

Non-tax revenues are made up of grants; property income; sales of goods and services; and miscellaneous and unidentified revenue..

B.2. Grants

The GFSM 2014 states “Grants are transfers receivable by government units from non-resident government units or international organisations without the receipt of any goods, services, or assets in return. Grants are normally receivable in cash, but may also take the form of the receipt of goods or services (in kind)”. These transfers are non refundable and unrequited. Grants encompass reparations and gifts given for particular projects or programmes. The term “grants” is not used to refer to transfers to or from non-governmental units and excludes inter-governmental transfers. The remission of funds collected by one government for another in an agency capacity should not be shown as receipt of a grant by the beneficiary government but as its direct receipt of revenue.

B.3. Property income

This category includes income to government arising from their ownership of property, enterprises, financial assets, or intangible assets when government units place them at the disposal of other units. Sales of non-financial assets such as the sales of lands are not recorded as revenue because disposal of such an asset does not increase net worth. Similarly, repayments on loans and loan disbursements are not revenue. Property income may take the form of dividends, interest, land rents, royalties, or withdrawals from entrepreneurial income. The main components are:

- **Interest and dividends:** Interest is the revenue earned by the government unit from a financial asset by putting it at the disposal of another institutional unit. Dividends are the revenue earned by placing equity funds at the disposal of a corporation (resident or non-resident corporation). This category also consists of profits of state-owned enterprises except those classified as fiscal monopolies (see §66-§68 of the *OECD Interpretative Guide to tax revenue in Annex A*), export and import monopoly profits (see §75-§76 of the same document) or those providing public utilities such as rail transport, electricity, post offices and other communications. In this category are included revenue from public financial institutions such as the central banks’ profits, profits transferred or distributed from the operation of monetary authority functions outside the central bank and the profits of state lotteries transferred to the government. Transfers from public utilities enterprises are recorded as non-tax revenue under “sales of goods and services” whereas profits for fiscal, export or import monopolies are classified as tax revenue.
- **Rents or royalties:** Rent is the revenue generated from natural resources, such as land, mining, or oil resources, when a government unit places these at the disposal of private or foreign entities. The rents received relate to a resource lease-giving agreement for the exploitation and extraction of a natural resource by the lessee in return for a payment.

Payments for exploration rights are also treated as rent. Rents should not be confused with other payments a government may receive related to the exploitation of subsoil and similar assets, such as severance taxes, business licenses, or other taxes (e.g. value added taxes, excises, taxes on exports, or taxes on mining private land - see §77 of Annex A, etc.) They should also not be taken to mean incomes from the rental of buildings and equipment, which are treated as sales of goods and services. Revenues from rents and royalties are in some cases difficult to establish and depend on the agreement between the government unit and the lessee. For example rents, royalties and taxes such as corporate income taxes and VAT are sometimes encompassed in a single payment to the general government. In such cases the revenue should be classified under the category to which the majority of revenue belongs.

- Other property income: This includes revenue earned by a government unit placing funds at a disposal of quasi-corporations.¹ Conceptually this source of revenue is equivalent to that of dividends from a corporation but by definition, quasi-corporations cannot distribute income in the form of dividends. This category of “other property income” also includes retained or reinvested earnings, i.e. the percentage of distributable revenue not paid out as dividends, but retained by the corporation or quasi-corporation on foreign investment; property income from investment income disbursements and unidentified property income.

B.4. Sales of goods and services

Revenue under the category “sales of goods and services” is generally reported on a gross basis, without deduction of costs. Since these costs can represent a significant proportion of revenues, they cannot be regarded in total as funds available for governments to finance their general activities. This contrasts with tax revenues, where the collection costs are usually a small proportion of revenue. This difference implies that it may not be meaningful to sum tax and non-tax revenues as part of a calculation of generally available funds.

The proceeds of sales of nonfinancial assets such as the sale of buildings or lands are not classified as revenues since their disposal does not increase the net worth.

Sales of goods and services consist of:

- Sales by market establishments.²
- Administrative fees for services (i.e. fees for drivers’ licences; passports; visas; court fees; harbour fees; fees for birth, marriage or death certificates; patent registrations; and radio and television licenses when public authorities provide general broadcasting services).
- Administrative fees that are sales of services associated with a regulatory function of government (such as fees for the inspection of premises before delivering a business licence) and considered to be proportional to the cost of producing the service are included in this category. If the fee in return for the service provided by the government unit is disproportionate, then the fee will be classified as a tax. Specific examples of fees that are considered taxes include fees for permission to perform activities such as hunting, fishing and shooting; and fees for business registration where this is a legal requirement for the business to operate.
- Sales by nonmarket establishments such as fees at government hospitals, tuition fees at government schools and admission fees to museums and parks.
- Leasing of buildings and equipment.

B.5. Fines, penalties and forfeits

The GFSM 2014 states “Fines and penalties are compulsory transfers imposed by courts of law or bodies for violations of laws or administrative rules. Out-of-court agreements are also included (...). Forfeits are amounts deposited with a general government unit pending a legal or administrative proceeding, and that will be transferred to the unit upon resolution”. For example traffic fines are included here. Fines and penalties charged on overdue taxes or penalties imposed for the evasion of taxes should be recorded in this category and not as taxes. However if it is not possible to separate the amounts paid in taxes and fines, the whole amount should be classified under the tax to which the fine relates (see §14 of Annex A for further explanation).

B.6. Other social contributions

This category includes the actual and imputed contributions to social insurance schemes operated by governments as employers on behalf of their employees that do not create a future defined liability. This category also includes the sum of the total voluntary contributions.³ Excluded from this category are any contributions to funds in which the contributions of each participant and of his employer on his behalf are kept in a separate account earning interest and withdrawable under specified circumstances or any contributions to a pension fund autonomous to the general government. This category is not included in this publication.

B.7. Miscellaneous and unidentified revenue

This category consists of unidentified non-tax revenues or those that do not fit into any of the other categories listed above. It includes revenues such as gifts and transfers from individuals, private non-profit institutions, nongovernmental foundations, corporations, or sources other than governments and international organisations. Major non-recurrent payments receivable in compensation for extensive damages or serious injuries not covered by insurance policies are also included, such as payments of compensation for damages caused by major explosions; oil spillages; or payments receivable for damage to property other than payments from an insurance settlement.

Notes

1. Quasi-corporations are unincorporated enterprises that exercise some functions of corporations, but have not been granted separate legal personality by statute.
2. A market establishment is an establishment that charges economically significant prices.
3. The IMF includes these contributions as part of their total of social security contributions.

ANNEXE B

Guide d'interprétation des recettes non fiscales dans les Statistiques des recettes publiques en Afrique

Table des matières

	<i>Page</i>
B.1. Champ couvert	382
B.2. Dons	382
B.3. Revenus de la propriété	382
B.4. Ventes de biens et de services.....	383
B.5. Amendes, pénalités et confiscations	384
B.6. Autres cotisations sociales.....	384
B.7. Recettes diverses et non identifiées.....	385
Notes	385

B.1. Champ couvert

La définition des recettes non fiscales et des principales sous-catégories décrites dans la présente publication coïncident en grande partie avec les notions retenues dans le manuel des statistiques de finances publiques du FMI de 2014 (manuel SFP 2014). Les recettes non fiscales désignent des augmentations de la valeur nette résultant d'une transaction et qui ne sont pas des recettes fiscales. Elles excluent les fonds relatifs au remboursement de prêts consentis antérieurement par les administrations ou liés à des emprunts, ainsi que le produit de la cession d'actifs immobilisés, d'éléments de stocks, de terrains, d'actifs immatériels et les dons à titre privé.

Les recettes non fiscales se composent des dons ; des revenus de la propriété, des ventes de biens et de services ; des amendes, pénalités et confiscations ; et des recettes diverses et non identifiées.

B.2. Dons

Selon le manuel SFP 2014, les dons sont des transferts qu'une administration publique reçoit d'une autre administration publique étrangère ou d'une organisation internationale, sans recevoir de cette dernière un bien, un service ou un actif en contrepartie directe. Les dons sont habituellement reçus en espèces, mais peuvent aussi prendre la forme de biens ou de services (en nature). Ces transferts sont non remboursables et sans contrepartie. Les dons recouvrent les réparations et dons assignés à des projets ou programmes particuliers. Le terme de « dons » n'est pas employé pour désigner les transferts réalisés par des entités autres que des administrations publiques ou effectués en leur faveur et exclut les transferts entre administrations. Le versement de fonds collectés par une administration qui agit en qualité de mandataire ne devrait pas entrer dans la catégorie des dons perçus par l'administration bénéficiaire, mais bien s'ajouter aux recettes directement perçues par cette dernière.

B.3. Revenus de la propriété

Cette catégorie regroupe les recettes publiques découlant de la détention de biens fonciers, de parts de sociétés, d'actifs financiers ou d'actifs immatériels que certaines unités administratives ont mis à la disposition d'autres unités administratives. Les cessions d'actifs non financiers comme la vente de terrains ne sont pas enregistrées en tant que recettes parce que la cession de tels actifs n'a pas d'effet sur la valeur nette. De même, les remboursements de prêts et les prêts octroyés ne sont pas des recettes. Les revenus de la propriété peuvent prendre la forme de dividendes, d'intérêts, de revenus fonciers, de redevances, ou de prélèvements sur des revenus d'entreprises. Les principales composantes en sont les suivantes :

- Intérêts et dividendes : Les intérêts sont les revenus perçus par une unité administrative au titre d'un actif financier qu'elle met à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Les dividendes sont les recettes perçues par une unité qui met des capitaux à la disposition d'une société (qu'elle soit ou non un résident du pays concerné). Cette catégorie recouvre également les bénéfices d'entreprises détenues par une administration, en excluant les monopoles fiscaux (voir paragraphes 66 à 68 du Guide d'interprétation de l'OCDE en Annexe A), les monopoles d'exportation et d'importation (voir paragraphes 75 et 76 du même document) ainsi que les entreprises qui fournissent des services publics comme les chemins de fer, l'électricité, les postes et autres moyens de communication. Sont regroupés dans cette catégorie les revenus provenant d'institutions financières publiques

comme les bénéfices de la banque centrale, les bénéfices transférés ou distribués au titre de fonctions de l'autorité monétaire exercées en dehors de la banque centrale et les bénéfices liés aux loteries nationales qui sont transférés à l'administration. Les transferts émanant d'entreprises qui assurent des services publics sont comptabilisés dans la rubrique « ventes de biens et de services » alors que les bénéfices des monopoles fiscaux, d'exportation ou d'importation constituent des recettes fiscales.

- **Loyers et redevances :** Les loyers sont des revenus générés lorsqu'une unité administrative met à la disposition d'autres entités privées ou étrangères des ressources naturelles, comme des terrains ou des gisements de minéraux ou de pétrole. Les loyers perçus sont liés à des accords de concession relatifs à l'exploitation et à l'extraction d'une ressource naturelle par un concessionnaire en contrepartie d'un paiement. Les paiements en échange de droits de prospection doivent également être traités comme des loyers. Les loyers sont à distinguer des autres paiements qu'une administration publique peut recevoir pour l'exploitation d'actifs du sous-sol et d'autres actifs du même type, par exemple les paiements de taxes d'extraction, patentes ou autres impôts (taxes sur la valeur ajoutée, accises, taxes à l'exportation, ou impôts ou taxes sur les terres privées minières - voir §77 de l'annexe A, etc.) Il ne faut pas non plus confondre loyers et revenus de la location de bâtiments et d'équipements, par exemple, qui sont classés dans les ventes de biens et de services. Les revenus liés aux loyers et redevances sont parfois difficiles à déterminer car ils dépendent de la nature de l'accord conclu entre l'unité administration et le concessionnaire. À titre d'exemple, un versement unique effectué en faveur des administrations publiques peut regrouper le paiement de loyers, de redevances et d'autres obligations fiscales comme l'impôt sur les bénéfices des sociétés ou la TVA. Dans un tel cas, le paiement est classé dans la catégorie qui correspond à la majeure partie du versement considéré.
- **Autres revenus de la propriété :** Cette catégorie inclut les recettes perçues par une unité administrative qui met des capitaux à la disposition de quasi-sociétés¹. Cette source de recettes est en substance équivalente à des dividendes versés par une société mais, par définition, les quasi-sociétés ne distribuent pas de bénéfices sous forme de dividendes. Cette catégorie englobe de plus les bénéfices non distribués ou réinvestis, à savoir la fraction du bénéfice distribuable qui n'a pas été versée sous forme de dividendes, mais conservée par la société ou quasi-société sur des investissements étrangers ; les revenus de la propriété provenant de versements de revenus d'investissements et revenus de la propriété non identifiés.

B.4. Ventes de biens et de services

Les recettes qui entrent dans cette catégorie sont enregistrées en valeur brute, sans déduction de coûts. Dans la mesure où les coûts peuvent représenter une part importante des recettes, le montant total des ventes biens et de services ne peut pas être considéré comme un montant dont l'administration dispose dans son intégralité pour financer ses activités générales. C'est une différence notable avec les recettes fiscales, auxquelles sont associés des coûts de recouvrement qui ne représentent le plus souvent qu'une faible part des recettes. De ce fait, le montant obtenu par addition des recettes fiscales et non fiscales ne fournit pas forcément une bonne évaluation des fonds généralement disponibles.

Le produit généré par la cession d'actifs non financiers tels que des bâtiments ou des terrains n'est pas enregistré en tant que recettes étant donné que la cession de tels actifs n'a pas d'effet sur la valeur nette.

Les ventes de biens et de services se composent des éléments suivants :

- les ventes des établissements marchands².
- les droits administratifs pour services fournis (droits sur les permis de conduire, sur les passeports, sur les visas ; droits de procédure ; droits portuaires ; droits pour l'établissement d'actes de naissance, de mariage, de décès ; frais de dépôt de brevet ; licences de radio et télévision lorsque les autorités publiques fournissent des services généraux de radiodiffusion).
- Les droits administratifs qui sont des ventes de biens et de services associés à une fonction régulatrice des administrations publiques (comme les droits perçus au titre d'une inspection d'installations menée en vue de la délivrance d'un permis d'exploitation) sont inclus lorsqu'ils sont considérés comme étant proportionnels au coût de production du service en question. Lorsque les droits perçus en contrepartie d'un service fourni par l'administration sont disproportionnés par rapport aux coûts, ils sont considérés comme des impôts. Parmi les droits ainsi classés dans la catégorie des recettes fiscales figurent notamment les droits perçus pour l'octroi de permis d'exercer des activités telles que la chasse, la pêche et l'utilisation d'armes à feu ; et les droits d'enregistrement d'une société dès lors que les entreprises sont tenues par la loi de procéder à un tel enregistrement pour pouvoir exercer leur activité.
- les ventes par les établissements non marchands, comme les droits prélevés par les hôpitaux publics, les droits de scolarité des écoles publiques et les droits d'entrée aux musées et parcs.
- la location de bâtiments et d'équipements.

B.5. Amendes, pénalités et confiscations

Le manuel des statistiques de finances publiques du FMI de 2014 définit les amendes et pénalités comme des transferts obligatoires imposés aux unités par des tribunaux ou des organismes pour infraction à la loi ou aux règlements administratifs. Les accords extra-judiciaires sont également inclus. Les confiscations sont les montants déposés auprès d'une unité d'administration publique pendant le déroulement d'une procédure judiciaire ou administrative puis transférés à cette unité au moment du règlement de celle-ci. À titre d'exemple, les amendes sanctionnant les contraventions au code de la route entrent dans cette catégorie. Les amendes et pénalités appliquées au titre d'arriérés d'impôts ou les pénalités pour fraude fiscale devraient également être comptabilisées ici et non comme des recettes fiscales. Toutefois, s'il est impossible de distinguer les montants qui correspondent respectivement à l'impôt et aux pénalités, la somme totale est rattachée aux recettes générées par l'impôt qui a motivé l'application des pénalités (voir paragraphe 14 en Annexe A pour plus de précisions).

B.6. Autres cotisations sociales

Cette catégorie englobe les cotisations sociales effectives et imputées aux régimes d'assurance sociale gérés par des administrations publiques en qualité d'employeurs pour le compte de leurs employés qui ne génèrent pas de passif défini dans des périodes futures. Cette catégorie inclut également la somme des contributions volontaires totales³. Toutefois, sont exclues les cotisations à des fonds dans lesquels les cotisations de chaque salarié et celles que l'employeur verse en son nom sont comptabilisées séparément dans un compte productif d'intérêts d'où elles peuvent être retirées dans des conditions bien déterminées,

ainsi que les cotisations à des fonds de pension autonomes vis-à-vis des administrations publiques. Cette catégorie n'est pas incluse aux fins de la présente publication.

B.7. Recettes diverses et non identifiées

Cette catégorie regroupe toutes les recettes non fiscales qui ne peuvent être identifiées ou qui n'entrent dans aucune des catégories décrites précédemment. Elle englobe des dons et transferts provenant de personnes physiques, d'institutions privées sans but lucratif, de fondations non gouvernementales, de sociétés ou de sources autres que les administrations publiques et les organisations internationales. Les paiements non récurrents d'un montant élevé reçus par les administrations publiques en compensation de dommages importants non couverts par des polices d'assurance sont également inclus, ainsi que des paiements d'indemnités en compensation de dommages causés par des explosions de grande ampleur, le déversement d'hydrocarbures, ou des paiements exigibles en cas de dommages matériels autres que les paiements au titre d'une indemnisation par une assurance.

Notes

1. Les quasi-sociétés sont des entreprises non constituées en sociétés qui exercent certaines de leurs activités comme des sociétés, mais n'ont pas reçu de personnalité juridique distincte en vertu de la loi.
2. Un établissement marchand est une entité qui pratique des prix économiquement significatifs.
3. Le FMI comptabilise ces cotisations dans le total des cotisations de sécurité sociale.

Revenue Statistics in Africa 1990-2021

SPECIAL FEATURE: VAT DIGITAL TOOLKIT FOR AFRICA

This annual publication compiles comparable tax revenue and non-tax revenue statistics for 33 countries in Africa: Botswana, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroon, Chad, the Republic of the Congo, the Democratic Republic of the Congo, Côte d'Ivoire, Egypt, Equatorial Guinea, Eswatini, Gabon, Ghana, Guinea, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Namibia, Niger, Nigeria, Rwanda, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, South Africa, Togo, Tunisia and Uganda. The report extends the well-established methodology on the classification of public revenues set out in the *OECD Interpretative Guide* to African countries, thereby enabling comparison of tax levels and tax structures not only across the continent but also with the OECD, Latin America and the Caribbean, and Asia and the Pacific. Data on African countries presented in this publication are also included in the OECD's *Global Revenue Statistics database*, which is a fundamental reference for analysis of domestic resource mobilisation. This edition includes a special feature on the *VAT Digital Toolkit for Africa*. The publication is jointly undertaken by the OECD Centre for Tax Policy and Administration, the OECD Development Centre, the African Union Commission (AUC) and the African Tax Administration Forum (ATAF), with the financial support of the European Union.

Statistiques des recettes publiques en Afrique 1990-2021

ÉTUDE SPÉCIALE : BOÎTE À OUTILS NUMÉRIQUE SUR LA TVA POUR L'AFRIQUE

Cette publication annuelle comprend des statistiques comparables des recettes fiscales et non fiscales pour 33 pays africains : l'Afrique du Sud, le Botswana, le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Cameroun, la République du Congo, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Eswatini, le Gabon, le Ghana, la Guinée, la Guinée équatoriale, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Maroc, Maurice, la Mauritanie, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, le Tchad, le Togo et la Tunisie. Le rapport applique aux pays africains la méthodologie bien établie relative à la classification des recettes publiques exposée dans le Guide d'interprétation de l'OCDE, permettant ainsi de comparer les ratios impôts/PIB et les structures fiscales non seulement sur le continent mais aussi avec l'OCDE, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Asie et le Pacifique. Les données des pays africains présentées dans cette publication sont également incluses dans la Base de données mondiale des Statistiques des recettes publiques de l'OCDE, qui constitue une référence fondamentale pour l'analyse de la mobilisation des ressources intérieures. Cette édition comprend une étude spéciale sur la Boîte à outils numérique sur la TVA pour l'Afrique. Cette publication est produite conjointement par le Centre de politique et d'administration fiscales et le Centre de développement de l'OCDE, la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF), avec le soutien financier de l'Union européenne.



Co-funded by
the European Union

In collaboration with:



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP



PRINT ISBN 978-92-64-82981-7
PDF ISBN 978-92-64-39083-6



9 789264 829817